

# Vendredi

*L'hebdomadaire des Socialistes*

2 septembre 1994

# C

---

## CONTRIBUTIONS GÉNÉRALES

---

# CONGRÈS DE LIÉVIN

---

## CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES

---

## PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

---

18 - 19 - 20  
NOVEMBRE 1994

n° 237  
10 F

ISSN 0995-0583

**SOMMAIRE DÉTAILLÉ PAGE 176**

## PRÉPARATION DU CONGRÈS

La commission de préparation du congrès que j'ai l'honneur de présider s'est réunie les 24 et 25 août pour enregistrer les contributions parvenues dans les délais prescrits. Au total, une centaine de contributions lui sont parvenues.

Selon la règle retenue par le bureau national à l'unanimité, sont publiés dans ce numéro spécial de "Vendredi" les textes signés par des membres du bureau national, du conseil national et des organismes centraux ainsi que ceux émanant d'instances fédérales. On trouvera également la liste des contributions émanant de sections ou de militants individuels qui seront classées et mises à la disposition du conseil national de synthèse du 1er octobre. Un exemplaire de la totalité de ces textes sera adressé à chaque fédération.

Pour la commodité de la lecture, ces textes sont présentés en trois grandes parties :

- Contributions générales
- Contributions thématiques
- Propositions statutaires

Il appartient maintenant aux sections et fédérations de débattre pendant le mois de septembre.

Bons débats !

*Claude Estier*

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07  
Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Téléx : 200 174  
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION : Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon  
■ Co-directeur de la Publication : Didier Leconte  
■ Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04)  
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92)  
Vanda Gervasio (78.58)

ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES : Marie-Lou Le Bras (78.57)  
Sabine Sebah (78.56)

SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) - Binh Vu Trong (78.46)  
PUBLICITÉ : J.-J. Gastebois 45 56 78 09, Franck Accart 45 56 79 03  
Fax : 45 56 79 40

FABRICATION : Maquette : Christine Lovinger (78.92) - Sandrine Girard (78.92)  
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris

IMPRESSION : Productions graphiques européennes  
ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers

N° commission paritaire : 10.889  
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000  
Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

Dans le souci de respecter les textes soumis au débat des militants, l'équipe de "Vendredi" s'est interdit d'intervenir sur les manuscrits qui ont été transmis par les auteurs.

## FAIRE RENAITRE L'ESPOIR

*Chers camarades,*

*Dès le 19 juin, je me suis prononcé devant le conseil national pour l'ouverture d'un congrès, comme l'ont d'ailleurs fait la totalité de celles et de ceux qui se sont exprimés ce jour-là.*

*Non pas, comme je l'ai lu ou entendu, pour m'assurer d'une légitimité qu'une simple convention aurait permis de vérifier, mais pour clarifier le positionnement politique de notre parti, préciser son discours et affiner ses propositions, au lendemain d'un revers sérieux et à la veille d'échéances importantes. Pour mettre un terme, aussi, aux dysfonctionnements graves, liés à la dérive de la pratique des courants, qui hypothèquent l'avenir de notre organisation collective.*

*Je n'ignore pas qu'au cours des dernières années vous avez été souvent consultés et que vous pouvez, à juste titre, nourrir un certain scepticisme sur l'utilité de cette nouvelle consultation. Mais j'ai la conviction qu'il est impossible, sauf à nier l'essentiel de ce qui nous unit, de définir notre ligne politique et de permettre à un nouvel état d'esprit de se manifester, sans la participation et la volonté clairement exprimée des militantes et des militants. Entre l'inconvénient et la nécessité, j'ai pris ma responsabilité. Déjà les très nombreuses contributions d'origines diverses (fédérations, secteurs du parti, sections ; individuelles ou collectives) parvenues au parti sur des thèmes essentiels, témoignent de la forte nécessité de ce débat. La richesse de ces textes, la diversité, le mélange de leurs signataires attestent de l'apparition d'une volonté évidente de dépasser les anciens clivages qui ne reposent plus sur des choix politiques.*

*Je souhaite donc que ce congrès soit l'occasion d'un débat sincère et fraternel, digne de notre histoire et à la hauteur de nos responsabilités. J'y prendrai part, parmi vous, et veillerai à ce que toutes les phases en soient scrupuleusement respectées. Je sais que l'immense majorité d'entre vous souhaite la pleine réussite de ce congrès, qui se tiendra à Liévin les 18, 19 et 20 novembre, et que ce souhait est largement partagé par les responsables du parti à tous les niveaux.*

*Je sais aussi que des millions de femmes et d'hommes attendent de nous le retour de l'espoir. Sachons ne pas les décevoir.*

*Henri Evens*

---

C

ONTRIBUTIONS  
GÉNÉRALES

---

**CONTRIBUTIONS GÉNÉRALES  
DÉPOSÉES PAR UN OU DES MEMBRES  
DU BUREAU NATIONAL**

---

# Être socialiste

**Nous vivons une fin de siècle difficile où l'espérance semble avoir déserté l'avenir. Hier, l'avenir était, pour le plus grand nombre, promesse de progrès, de promotion, de mieux-être. Aujourd'hui, le pessimisme domine.**

**L'** inexorable montée du chômage qui augmente depuis 20 ans, le développement de la précarité et de l'exclusion qui en résulte, (mais qui a aussi d'autres causes : urbanisation non maîtrisée, modification des structures sociales, montée de l'égoïsme et de l'égoïsme comme valeurs dominantes) composent un paysage qui génère l'inquiétude, la morosité, la tentation du repli. Une jeunesse au mieux déconcertée, au pire ayant le sentiment d'être exclue et qui cherche avec une anxiété croissante les signes d'un futur possible. Des parents persuadés, en majorité, que leurs enfants vivront moins bien qu'eux quand ils ne régresseront pas socialement. Ce sont autant de signes inquiétants, porteurs de risques de dérapage vers une démagogie populiste ou l'autoritarisme.

La démocratie elle-même s'affaiblit. Par la déchirure du tissu social qui entame le "contrat social", sur lequel s'appuie le suffrage universel qui fonde sa légitimité. Par l'affaiblissement des corps intermédiaires qui la structurent. Par la primauté du pouvoir économique sur le pouvoir politique dont le champ d'action ne cesse de rétrécir. Par le développement de nouveaux pouvoirs dont la montée en puissance n'est pas équilibrée par des mécanismes de contre-pouvoir ou de responsabilité. Par la crise morale et culturelle qui résulte d'un affaiblissement des valeurs républicaines au profit de valeurs purement individuelles, elles-mêmes dominées par la référence courante à l'argent, comme valeur suprême.

Déjà, la raison recule, l'obscurantisme avance : nationalisme agressif, intégrisme religieux et racisme se réveillent. Les théoriciens de "l'épuration ethnique" n'auront précédé que de très peu le retour des ministres fascistes dans un des grands pays de la Communauté.

Certes, ici et là, quelques lueurs d'espérance témoignent en faveur de l'optimisme : Arafat négocie avec les socialistes Perez et Rabin, et Mandela, homme symbole parmi les symboles, gouverne l'Afrique du Sud. Quant au savoir, il opère dans le domaine scientifique et technologique des percées fulgurantes qui témoignent de ce que l'homme n'a rien perdu de sa capacité à maîtriser toujours davantage la matière de son propre univers.

Mais ces victoires de la démocratie et de l'esprit ne suffisent pas à redresser le balancier, à desserrer le cercle de la menace. Parce que le drame bosniaque comme celui du Rwanda bafoue la conscience humaine. Parce que partout rougeoient les braises inquiétantes de nouveaux conflits possibles. Parce que l'Europe elle-même paraît hésiter au milieu du gué et n'évite les crises que par crainte de ne pas parvenir à les surmonter. Parce que sur le plan social, le progrès paraît s'être retourné contre l'homme qui le génère. Parce que l'homme, destructeur de sa propre planète, prend conscience des conséquences de son irresponsabilité et commence à s'interroger sérieusement sur sa survie.

## **QUE SE PASSE-T-IL ? VERS QUOI ALLONS-NOUS ?**

Sans prétendre rechercher une explication globale qui serait aussi dérisoire qu'imparfaite, force est de constater que ce basculement de l'optimisme vers le pessimisme (le sentiment de passer d'une société en devenir vers une société sans avenir) se produit au moment où un système politico-économique impose sa domination.

Apparaissant comme une sorte de fuite en avant pour échapper à la crise économique apparue dans les années 70 avec le tassement des taux de croissance et le développement du chômage, le "libéralisme-économique", concept éminemment politique fondé sur une conception inégalitaire de la société mais qui se présente comme une évidence économique, n'a cessé de progresser, jusqu'à s'assurer un monopole de fait. S'appuyant sur la supériorité de l'économie de marché pour produire des richesses et sur la confusion entre liberté et dérégulation économique, entre liberté et propriété privée, entre démocratie et économie de marché (alors que l'économie de marché s'accommode fort bien de la dictature réelle ou larvée) ce "libéralisme-économique", qui n'a de libéral que le nom, a imposé son système de valeurs, sa conception politique globale de la société, sa culture. Et le monde se façonne aujourd'hui à son image.

**L'homme n'est plus au centre de la réflexion politique.** Son bien-être social devient un sous-produit de l'économie. Monétarisme, économisme, concurrence, rentabilité et profit, propriété privée, et dérégulation, sont les multiples facettes d'une vision globale qui confisque le progrès au bénéfice des puissants, en s'accommodant de l'ordre naturellement inégalitaire des choses.

## **Contre l'idéologie libérale**

A contrario, tout ce qui est public est réputé mauvais par nature : qu'il s'agisse de l'État, considéré comme un prédateur, d'autant plus "dangereux" qu'il peut servir de rempart aux faibles contre les puissants, du service public, qualifié de bureaucratique et d'inefficace, de l'appropriation collective. Le monopole public est une vieille lune combattue à Bruxelles comme à Paris. Quant à la réglementation sous toutes ses formes, qu'elle soit monétaire, économique ou a fortiori sociale, elle est considérée comme une entrave à la liberté du commerce et de l'industrie, qu'il est urgent d'abattre. Le code du travail et ses multiples dispositions, de l'existence du Smic jusqu'à la liberté syndicale sont des "rigidités" considérées comme autant d'archaïsmes à supprimer. Les systèmes collectifs de protection sociale sont les vestiges, à faire disparaître, de l'État-providence. L'enseignement public devient l'ennemi public que l'on cherche à abattre. D'autant plus intolérable qu'il prétend pérenniser l'esprit laïque et l'égalité des chances. D'autant plus insupportable qu'il affirme vouloir échapper au statut réducteur de service marchand.

Oui, c'est à un système global, à une "idéologie" dominante -osons ce terme-, auxquels nous sommes confrontés.

Un néo-capitalisme qui règne en maître. Nouveau parce que ne répondant qu'aux impératifs d'une logique purement financière, sans la moindre préoccupation pour les hommes qu'il utilise, les pays ou les continents où il opère. Nouveau parce que désormais et conformément à sa vocation initiale, un temps contrariée par les frontières de l'État-nation, il s'exerce à l'échelle planétaire sur un marché devenu mondial grâce à la technologie des moyens de communication et au processus de dérégulation qu'il a politiquement imposé (dérégulation des marchés financiers ; dérégulation des marchés de produits et de services ; dérégulation des marchés de "ressources humaines" d'abord par l'immigration, puis en sens inverse par la délocalisation). Un marché mondial où faute d'interlocuteur politique à sa taille, il exerce une influence sans contre-pouvoir.

Il serait sans doute excessif d'imputer à ce néo-capitalisme tous les dérèglements, tous les malheurs ou toutes les inquiétudes d'une époque. Mais il serait tout aussi ridicule d'imputer ces dérèglements et ces malheurs à l'air du temps.

Les SDF ne tombent pas du ciel. La dégradation des banlieues, phénomène complexe, n'est pas sans relation avec le fait que le prix du mètre carré l'ait emporté sur l'intelligence des architectes et des urbanistes. De même, la désertification rurale est d'abord la résultante d'une application croissan-

te des critères de rentabilité à une réalité économique et sociale qui n'est ni de nature, ni de taille à leur résister. Dans un domaine très différent, mais vital pour la survie des démocraties, il est évident que la logique de l'économie de marché, entrée en force dans les différents médias par la nature même du financement publicitaire, tend inexorablement à assimiler l'information à un produit marchand ou à faire passer les médias sous le contrôle politique de puissants financiers.

De même l'enseignement privé, qu'il soit secondaire ou universitaire, s'il devait l'emporter, assimilerait rapidement, lui aussi, la diffusion du savoir à un produit marchand, c'est-à-dire à un service réservé à ceux qui auraient les moyens de le payer, perpétuant en les aggravant, les inégalités.

Pour le chômage et l'exclusion, questions essentielles, ce système dominant porte une évidente responsabilité qui met en lumière la limite de ses possibilités, tout comme la dégradation continue du rapport Nord-Sud illustre son incapacité à réduire les inégalités entre pays, entre peuples.

La montée du chômage n'est pas due, comme on l'a longtemps cru à l'inflation non maîtrisée, au manque de modernisation de l'appareil de production ou à l'insuffisance de formation. Certes, l'état de l'appareil de production est un facteur important. La formation des femmes et des hommes sera toujours, pour des raisons politiques sociales et économiques, le souci permanent de toutes démocraties dignes de ce nom. Mais, force est de constater que ni la modernisation, ni le renforcement de l'effort de formation n'ont fait reculer le chômage. La course d'obstacles du premier emploi pour les jeunes atteste, si besoin était, que le mal est ailleurs et qu'il est plus profond.

Le chômage, en réalité, est dû principalement à la conjonction de trois facteurs de nature différente : faiblesse des taux de croissance, révolutions technologiques et ouverture des marchés (ou mondialisation, selon la terminologie à la mode).

### La croissance ne suffit pas

Le tassement des taux de croissance n'a fait à ce jour l'objet d'aucune réflexion sérieuse. Nul ne s'interroge sur les effets d'une rupture d'équilibre entre ce qui va à la consommation et ce qui est censé aller à l'investissement via l'épargne. Nul ne s'interroge, non plus, sur l'effet négatif de politiques monétaires trop strictes, (notamment en ce qui concerne la régulation de la croissance des masses monétaires) menées avec rigidité au nom d'une doctrine qui déstabilise les sociétés sous prétexte de sauver les monnaies. Mais, en toute hypothèse, rien n'indique qu'une remontée de ces taux de croissance serait suffisante pour endiguer ou a fortiori, faire reculer le chômage. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas rechercher une croissance plus forte. Cela veut seulement dire qu'en misant tout sur le retour de la croissance, nous risquons d'être déçus.

Nous risquons d'être déçus parce que le progrès scientifique qui permet de produire toujours plus avec toujours moins de personnes est, sur le plan technologique, bien loin d'avoir produit tous ses effets. Et que tout retour de la croissance même s'il est induit par la consommation, entraînera des investissements destinés à "économiser" le facteur travail. Longtemps, on a considéré que les gains de productivité, que le progrès, créeraient autant d'emplois voire davantage, à moyen terme, qu'il n'en détruisait dans un premier temps. Mais est-ce toujours vrai sur un marché devenu mondial où il existe des ressources inépuisables de main d'oeuvre ? Une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. N'est-ce pas dans les pays à bas salaires, par exemple, que se font, se "sous-traitent" les saisies de données informatiques dont on nous disait hier qu'elles seraient demain la contrepartie des emplois supprimés par l'informatisation ? A-t-on seulement réfléchi aux conséquences possibles -en terme d'équilibre social- de l'explosion démographique planétaire elle-même, conséquence du progrès scientifique et médical combinée au maintien de systèmes de pensées archaïques ?

Sujet d'autant plus redoutable que la mondialisation du marché, politiquement voulue par les partisans du libéralisme économique, fait sauter les divers dispositifs de protection qui permettaient à des zones de développement inégal de coexister sans entraîner l'ensemble vers le bas. Les délocalisations d'activités fortement utilisatrices de main d'oeuvre vers des pays à

bas salaires en sont la marque la plus évidente. Mais d'une manière générale, c'est l'ensemble du niveau de protection sociale et de bien-être des démocraties développées qui est appelé à régresser au nom de la concurrence. C'est non seulement l'emploi qui est gravement menacé, mais aussi l'ensemble du compromis entre "bien-être social et efficacité économique", marque de la civilisation européenne, qui est en cause. D'où les conclusions du séminaire de Davos, haut lieu de la pensée du libéralisme économique, qui laissent prévoir, pour les années à venir, un "coût social élevé que l'Europe devra payer pour sa modernisation". **Ce qui veut dire : mise à niveau par le bas des salaires et de la protection sociale.** D'où les attaques répétées de l'OCDE contre l'État providence et le Smic. D'où surtout la politique mise en oeuvre par la droite, par le gouvernement de Balladur, pour combattre le chômage par une politique classique de déflation salariale et sociale.

Pour les "libéraux", pour la droite, le marché de l'emploi est un marché comme les autres. Si l'on fait baisser le coût du produit (en l'occurrence le coût de la main d'oeuvre), on augmente forcément la demande (l'offre d'emploi). Pour combattre le chômage, il faut donc faire baisser les salaires. C'est fait pour 1993 : l'ensemble des catégories de salaires du secteur privé auront connu une baisse. Il faut diminuer le coût des salaires indirects ou différés, des revenus de substitution et des charges sociales, en remettant en cause les systèmes de protection sociale réputés moins efficaces que les systèmes d'assurances privées. C'est en cours pour les retraites et pour la Sécurité sociale avec le succès que l'on connaît ! La droite ajoute à la montée du chômage (+ 340 000 chômeurs en un an) la baisse des salaires ! Au bénéfice exclusif des profits. L'allongement de la durée du chômage se traduit simultanément par la montée en flèche de l'exclusion : les bénéficiaires du RMI auront augmenté de 22 % en un an.

Toute la politique de la droite est là : agir en faveur des entreprises (de l'offre) au détriment des salariés et donc des consommateurs sur lesquels on aura, depuis un an, prélevé, en plus, près de 100 milliards de francs ! En imposant de surcroît une dette supplémentaire de 40 000 francs à chaque foyer fiscal français (soit près de 1 000 milliards de plus en deux ans alors que pour passer de 1 000 milliards à 2 000 milliards il avait fallu 7 ans aux gouvernements précédents). Si l'un des gouvernements de gauche avait présenté un tel bilan au bout de 18 mois, l'establishment français et international n'aurait pas trouvé de mots assez durs pour le fustiger...

## QUE DEVONS-NOUS FAIRE, QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Confrontés à une régression sociale et politique déjà tangible mais appelée à développer ses effets négatifs, notamment en matière d'exclusion, les socialistes ont un devoir d'opposition sans concession.

Face à la domination politique économique et culturelle de ce néo-capitalisme tellement dominant que certains ont cru voir dans l'avènement de son règne sans partage la fin de l'Histoire, les socialistes ne peuvent rester dans une demi-posture qui puisse être ou apparaître comme une acceptation implicite ou un renoncement honteux. Ils ont un devoir de "critique radicale", de réflexion et de propositions. Pour éviter le pire.

### Un devoir d'opposition

Parce que nous avons été au pouvoir pendant 10 ans, nous, socialistes, serions aujourd'hui interdits de critique et inaptes à assumer le rôle d'opposants pourtant indispensable au fonctionnement normal de toute démocratie. Assez compréhensible lorsqu'elle nous vient de la droite, cette exhortation l'est beaucoup moins lorsqu'elle émane de façon larvée ou explicite de nos propres rangs. Comme si nous étions toujours en responsabilité du pouvoir. Comme si certains, psychologiquement, ne parvenaient pas à le quitter.

En fait, face à une politique conservatrice dont le déroulement prend des allures de revanche sociale sur un siècle de progrès, face à l'exclusion qui marginalise et "désocialise" des millions de femmes et d'hommes, nous

avons un devoir : celui de résister et de nous opposer. Rien ne serait pire que l'ambiguïté d'un discours, qui, sous prétexte de sacrifier au réalisme ou de ménager l'avenir, pourrait laisser croire que l'évolution en cours puisse nous convenir. Assumer pleinement notre fonction d'opposants est donc notre premier devoir.

## Un devoir de "critique radicale"

Inhibés par l'exercice du pouvoir, réputés disqualifiés pour n'avoir pas su endiguer le chômage et "changer la vie", privés de la fiction mobilisatrice d'un "système alternatif", nous paraissions parfois douter de nous-mêmes, de notre utilité, de notre avenir. Paradoxalement, la chute du communisme que nous avons toujours combattu, comme étant une hérésie totalitaire, nous condamnerait aussi.

Si ce genre de considération est tout à fait utile à celles et à ceux qui souhaitent la domination totale et irréversible du libéralisme-économique ou à celles et ceux, qui, dans le camp du progrès, trouvent dans cette fausse évidence un alibi commode à leur acceptation implicite de ce système, elle n'en est pas moins fausse.

**Non seulement la chute du communisme ne condamne pas le socialisme démocratique, mais elle place cette famille de pensée, la nôtre, en première ligne pour porter désormais l'aspiration égalitaire, l'aspiration à la justice sociale, qui, au même titre que l'aspiration à la liberté, restent des éléments fondamentaux de l'espérance humaine.** Les socialistes ne l'ont pas encore vraiment compris, traumatisés par leurs échecs récents et toujours prisonniers d'un schéma aujourd'hui disparu, où ils se situaient dans "l'entre-deux", entre le communisme et le capitalisme, entre la justice sociale et la liberté. La vérité, c'est que la chute du communisme fait d'eux l'axe central du camp du progrès. Ils y ont désormais une responsabilité majeure. Encore faut-il que, refusant d'être "les seigneurs du banc de touche" du libéralisme économique, ils se situent résolument dans une position de "critique radicale" par rapport au système dominant. Ce qui ne signifie pas un rejet total et global de celui-ci, mais une volonté de faire remonter la réflexion, la critique, jusqu'aux racines de ce système, jusqu'à l'examen de ses causes. Et donc, de ne pas se contenter d'examiner les effets et d'essayer d'y porter remède.

C'est pourquoi notre réflexion critique doit être sans concession. C'est un véritable combat culturel que nous devons mener, avec humilité, mais aussi avec la volonté déterminée de rétablir la vérité par delà les apparences qui nous sont offertes en exutoire. Et nos propositions, fondées sur cette réflexion, doivent porter sur l'ensemble des questions qui concernent la vie culturelle, politique et sociale.

Le nécessaire réalisme ne doit pas leur interdire d'être audacieuses, tant il est vrai que le seul véritable archaïsme auquel nous soyons exposés est celui de la tentation du renoncement à transformer la réalité sociale.

**Mais cette volonté de transformation sociale n'implique pas que nous soyons dans l'obligation, comme on voudrait nous le faire croire, de produire un système alternatif clé en mains.** En revanche, nous devons dire clairement ce que nous acceptons dans le système libéral et ce que nous refusons.

Dire que si, faute de mieux, nous acceptons l'économie de marché comme système de production de biens et de services, nous ne sommes pas pour autant aveugles devant ses limites et ses carences. Et que nous n'acceptons pas que la logique de cette économie de marché gouverne toute l'organisation sociale. Que nous refusons, en particulier, qu'elle préside à la répartition des richesses parce que ce serait accepter une société de plus en plus inégalitaire où les exclus finiraient par devenir les plus nombreux, avec de surcroît la perte de la liberté : la démocratie ne résisterait pas à une telle "désocialisation". Nous devons faire sincèrement l'inventaire de toutes les valeurs que nous n'acceptons pas de voir assimilées à de simples marchandises ou à des services marchands : l'éducation, le savoir, l'information, la santé, la culture, le cadre de vie... Réexpliquer que notre attachement à l'enseignement public et la laïcité sont à nos yeux des choix incontournables fondés sur l'aspiration à la justice sociale, à l'égalité des chances mais aussi à des **conditions de la liberté d'être et de penser.** Laïcité et

liberté de conscience sont indissociables, comme le démontrent chaque jour le retour en force et les excès de l'intégrisme. Nous devons l'expliquer à la jeunesse de notre pays qui ne le sait plus ou qui ne l'a jamais appris, tout comme Pasqua qui condamne l'intégrisme islamique mais qui ne comprend pas les vertus de l'école publique.

Nous devons réfléchir à la liberté, à son contenu. Ce n'est pas parce que le communisme a transformé la question du contenu réel de la liberté en cauchemar totalitaire qu'elle ne se pose plus. Quelle est la réalité des droits de l'homme pour celui qui n'a plus de toit ou qui a faim ? Qui peut prétendre que l'égalité des droits est assurée dans un pays qui compte plus de 3 millions de chômeurs auxquels s'ajoutent des millions de femmes et d'hommes déjà exclus. Devant ce qui se passe malheureusement à Goma, qui oserait affirmer sans cynisme que la vie d'un Rwandais équivaut à celle d'un Français ou d'un Allemand ? Qu'est-ce que la liberté pour ceux qui vivent dans l'humiliation, la désespérance, l'absence d'avenir ?

De même, sur la question de la propriété, nous ne devons pas fermer le dossier à jamais. L'appropriation collective n'est pas en elle-même le mal ou l'échec. Et l'actualité nous interroge : la liberté d'information peut-elle résister durablement à l'appropriation privée des grands médias, et s'accommoder des seuls impératifs de la rentabilité ? Nous savons que la réponse est non. Nous sommes fondés à poser la question de la satisfaction de certains besoins par le secteur privé. Nul n'a songé à privatiser la fourniture d'oxygène, mais pour l'eau, c'est déjà fait. Et avec grand profit pour ceux qui contrôlent le processus et s'intéressent d'ailleurs de très près à l'information. Ce n'est peut-être pas de leur part une précaution inutile. **D'une manière plus large, nous sommes fondés à élargir notre réflexion en passant de la question de la propriété des moyens de production à celle du pouvoir dans l'entreprise.** Les salariés, aujourd'hui, apprennent en lisant la presse qu'ils ont été vendus avec les actifs industriels. Réputés majeurs dans l'ordre politique, ils paraissent condamnés à rester mineurs dans l'ordre économique, tant que le travail restera un facteur de production parmi d'autres. **La question du pouvoir dans l'entreprise est une question centrale pour les socialistes et doit être au cœur de notre prochain congrès.**

Il n'est pas une seule des problématiques de notre époque qui ne mérite d'être soumise à l'analyse critique, moteur de la réflexion et du progrès. La difficile question de l'éthique elle-même ne saurait se réduire à l'observance d'un ordre donné à un moment donné. Si elle était déconnectée de principes plus généreux, comme celui de la justice sociale, un éventuel retour à la vieille tentation conservatrice de l'ordre moral serait possible. Et nous ne pouvons accepter, sans réflexion approfondie, l'idée archaïque qu'il existerait encore un pouvoir de nature régaliennne, celui de la justice, qui pourrait à la fois revendiquer le droit à l'indépendance et refuser toute forme de responsabilité à commencer par le droit d'être critiqué.

Non, l'Histoire n'est pas écrite et ce ne sont pas les champs de réflexion qui manquent. C'est l'audace et la volonté de s'y risquer. *"Le courage c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille. C'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ; c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond (...) c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe"*. Quatre vingts ans après sa mort, le message de Jean Jaurès n'a rien perdu de son actualité.

Encore faut-il que ces réflexions débouchent sur des propositions. Le rôle d'un parti politique ne saurait se limiter à une "réflexion critique et à la description de la complexité d'une époque" : il lui faut proposer et convaincre pour créer les conditions d'une évolution souhaitable.

## Un devoir de propositions

Au stade d'une contribution appelée à servir de base à un large débat militant duquel doit surgir une motion, il ne saurait être question, sauf à renoncer d'entrée à la discussion, de faire un catalogue précis et exhaustif de propositions. Il s'agit plutôt ici d'affirmer des principes, de les unir par une méthodologie et d'évoquer, en les regroupant autour de quelques grands

thèmes, un certain nombre de questions, sur lesquelles les socialistes doivent réfléchir rapidement et se prononcer, tout en sachant que les exigences de la société et de la transformation sociale font de cet exercice une tâche perpétuellement inachevée.

Les socialistes ont leur propre système de valeurs. Ils possèdent une grille de lecture forgée au cours de leurs luttes passées et qui n'a rien perdu de son actualité. Ils doivent s'en servir comme référence pour éclairer l'avenir de leurs propositions. Nés de la question sociale, ils ont toujours été les défenseurs et les promoteurs de la liberté. Mais, à la différence de la droite qui ne cesse de l'invoquer après l'avoir tant combattue, ils savent que la liberté politique achoppe rapidement sur ses conditions d'exercice. C'est pourquoi la question de la liberté a toujours été, pour eux, indissociable des questions de justice sociale, du problème de la transformation sociale. Pour eux, liberté de conscience et laïcité sont inséparables. Pour eux, égalité des chances et école publique ne peuvent être séparées. Ils n'acceptent pas et n'accepteront jamais que l'homme puisse être à la fois un citoyen théoriquement puissant de tous ses droits dans la démocratie et un travailleur bafoué dans l'entreprise.

De même, pour nous, socialistes, la nécessaire dignité qu'il faut offrir à toute femme, à tout homme, crée un lien incontournable entre l'aspiration à la liberté et l'aspiration à l'égalité. Car nous savons que l'inégalité crée la souffrance et altère la liberté. Nous préférons toujours la générosité à l'égoïsme, la rationalité à l'obscurantisme. Nous croyons au progrès, même lorsque celui-ci paraît se retourner contre l'homme, parce que nous savons qu'en réalité ce n'est pas le progrès qui est dangereux en lui-même, mais l'utilisation que l'on en fait ou les conséquences, en terme d'organisation sociale, que l'on refuse d'en tirer. Fermes dans notre refus de la fatalité, nous croyons que la vie est matière à créer et non pas à subir. Nous croyons à la perfectibilité de l'homme et de la société et opposons cet optimisme résolu au pessimisme foncier des conservateurs résignés à la triste pérennité de l'ordre naturel des choses.

Tout au long du XXe siècle, le socialisme démocratique a été le moteur principal du progrès. Il a eu ses faiblesses, il a commis des erreurs. Mais au total, les socialistes peuvent se retourner et regarder avec fierté leur héritage. Dans ce dernier, figure notamment le bilan des dix dernières années de pouvoir que, malgré ses carences ou ses oublis, les Français ne tarderont pas à reconsidérer, à réhabiliter, puis à réévaluer. Certes, nous n'avons pas réussi à endiguer la montée du chômage. Certes, nous n'avons pas tenu toutes nos promesses sur le plan de la transformation sociale et, plus particulièrement, en matière de redistribution. Nous n'avons pas su assez concilier la défense des grands équilibres avec la nécessité que nous avons, non moins fortement, de lutter contre les inégalités grandissantes. Nous avons reculé devant le grand chantier de la réforme fiscale, allant jusqu'à renoncer à la "réformette" de la taxe départe-

mentale sur le revenu parce qu'elle nous inquiétait électoralement. Nous n'avons pas su mettre en valeur le rôle de l'action publique, qu'il s'agisse de l'État, des services publics ou du secteur public, pas plus que nous ne sommes parvenus réellement à créer des liens nécessaires avec le mouvement social et à favoriser l'action syndicale. Quant à la pratique politique, nous ne l'avons pas fait évoluer. Qu'il s'agisse de l'exercice présidentiel de la Ve République, du rôle de la délibération collective ou de l'implication des citoyens dans la vie publique, nous n'avons en général guère avancé par rapport à la situation largement imparfaite que nous avions trouvée. Enfin, et cela est grave, au fil des ans, nous n'avons pas su résister à la montée en puissance du libéralisme économique. Puisque nous ne l'endiguons pas, à supposer que cela eut été possible, ce qui - avec le recul que nous donne aujourd'hui le temps - n'est pas évident, certains ont même pu parler de "social-libéralisme".

## Le bilan des socialistes

Mais il ne faut pas noircir inconsidérément le tableau. Nous avons aussi, avec François Mitterrand, fait de grandes réformes et remporté de belles victoires. En matière sociale : la retraite généralisée à 60 ans (acquis que la droite aujourd'hui menace), 5e semaine de congés payés, contribution sociale généralisée, RMI, impôt de solidarité sur la fortune. Sur le plan politique : abolition de la peine de mort, développement des libertés individuelles et publiques notamment en matière d'information, décentralisation. Sur le plan culturel, où la droite restera disqualifiée pour longtemps. En matière économique : l'inflation vaincue, l'appareil de production modernisé, l'équilibre, puis l'excédent de la balance commerciale et industrielle avec l'étranger, rétabli...

Au total la gauche a modernisé la France et son économie tout en améliorant le niveau de protection sociale du pays et en faisant progresser la liberté. Cela n'était pas si évident ou si naturel. Nous en voyons désormais la preuve. Moins de dix-huit mois après l'arrivée au pouvoir de la droite, la liberté recule, le chômage continue de progresser fortement, la protection sociale et le pouvoir d'achat sont mis en cause, tandis que les déficits publics explosent. Les Français ne tarderont pas à faire la différence.

A parcourir ce bilan, en toute hypothèse, rien n'indique que les socialistes aient été sanctionnés parce qu'ils avaient fait trop de socialisme, mais bien plutôt parce qu'ils n'en avaient pas fait assez. Cette constatation relativise beaucoup les bienfaits de la "culture de gouvernement" qui, comme toute expérience, doit être gardée pour ce qu'elle a pu nous apporter mais qui, en aucun cas, ne doit limiter notre volonté, notre audace, notre innovation ou notre générosité dans nos propositions.

Celles-ci pourraient s'articuler autour des thèmes suivants : Emploi, insertion, protection sociale - Europe et relations Nord-Sud - Liberté et démocratie - Environnement - Problèmes de société.

## EMPLOI, INSERTION, PROTECTION SOCIALE

### D'ABORD L'EMPLOI

C'est l'enjeu essentiel, aussi bien sur le plan social que politique. Un enjeu de taille parce qu'il nous faut convaincre que le chômage et l'exclusion ne sont pas des fatalités auxquelles il faudrait se résigner et que la déflation salariale et sociale mise en œuvre par la droite, loin de constituer une solution, si ce n'est celle du pire, ne peut déboucher que sur un alignement par le bas, sur une société profondément inégalitaire.

Lors de notre convention sur l'emploi, *des propositions ont été faites qui n'ont rien perdu de*

*leur pertinence : recherche d'une meilleure croissance, notamment par des initiatives au niveau européen, définition d'une politique industrielle, devenue aujourd'hui totalement inexistante (la privatisation et l'abandon à l'initiative privée sont tout le contraire), réduction du temps de travail à 35 heures (sans perte de salaire), redistribution de la richesse produite pour financer de nouveaux emplois, poursuite de l'effort sur l'enseignement et la formation, déploiement de l'assiette sur laquelle repose aujourd'hui le financement de la protection sociale, etc.*

Certes, nos propositions en matière de lutte contre le chômage ne peuvent ignorer les causes "mécaniques", les facteurs économiques et monétaires, voire sociaux comme l'organisation du travail, qui sont à l'origine de celui-ci. **Mais il appartient aux socialistes de mettre en évidence l'approche politique de la question, sa**

problématique globale. Elle tient en une seule constatation, mais elle est loin d'être anodine. Contrairement à ce que l'on fait croire aux Français qui, confrontés à la montée de l'exclusion et du chômage, pensent que la France s'appauvrit, le chômage et l'exclusion se développent dans l'un des pays les plus riches du monde, dans une France dont la richesse patrimoniale et la richesse produite continuent d'augmenter.

Dire cela avec force, c'est mettre en évidence le fait que la lutte pour l'emploi et la lutte contre l'exclusion, que la lutte pour la redistribution des richesses et la lutte contre les inégalités sont un seul et même combat. C'est aussi évidemment prendre le risque de dénoncer l'idéologie réductrice, fallacieuse, de la droite, mais aussi de contredire celles et ceux qui veulent bien être de gauche pour défendre les droits de l'homme - il serait temps après deux siècles !

- mais qui se contenteraient sur le plan économique et social de s'en remettre à la soi-disant incontournable logique du marché.

Deux exemples illustrent parfaitement cette question. Celui des emplois dits de "proximité". Et celui de la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

■ Il existe des gisements d'emplois considérables sur le plan social : *aide aux personnes âgées, aux handicapés, prévention de la délinquance, assistance aux exclus, développement du mouvement sportif, loisirs, assistance à l'enfance en matière d'éducation et d'enseignement, sans même évoquer les énormes besoins en matière de protection de la nature... et la liste n'est pas close !* - Mais le problème n'est pas de recenser les besoins. Le problème est de financer les salaires. Et donc de dégager des ressources. Et donc de redistribuer des revenus existants !

*Ce qui implique une réforme fiscale (prélèvement à la source pour "reprofilier" la fiscalité directe, suppression de la "base salaire" dans la taxe professionnelle, impôt sur la fortune, taxation des plus-values financières et immobilières, réforme de la fiscalité locale, taxation des mouvements de capitaux, etc.) - Ce qui implique aussi une modification profonde des bases de financement des systèmes de protection sociale, entamée avec la CSG, mais qu'il faut poursuivre. - Ce qui implique enfin un développement des services publics nationaux et locaux, et non, un mouvement de privatisations.*

C'est d'un mouvement général vers la redistribution des revenus dont notre société a besoin pour combattre le chômage, et non pas de la politique de croissance des inégalités qui se développe aujourd'hui.

Quant à la réduction du temps de travail à 35 heures, sans perte de salaire, elle n'est ni irréaliste, ni hypocrite. Elle n'est pas plus irréaliste que la diminution de la durée hebdomadaire de travail de 48 à 40 heures.

Réduire le temps de travail sans baisser les salaires, c'est sans doute, malheureusement uniquement à la marge, créer des emplois, mais c'est surtout mettre en place un autre partage du profit dans l'entreprise, c'est affecter une partie des gains de productivité aux salaires plutôt que d'en laisser tout le bénéfice au capital, et donc aux actionnaires. Il n'y a pas de raison que le salariat, déjà principale proie potentielle du chômage, paie de surcroît pour ne pas en être la victime désignée.

C'est entre toutes les catégories de revenus que doit se faire la redistribution et pas seulement parmi les salaires, sauf à profiter cyniquement de la situation de faiblesse dans laquelle se trouvent les salariés dans l'entreprise, démunis qu'ils sont du rapport de forces nécessaire à la défense de leur pouvoir d'achat, de leur niveau de vie et, trop souvent, de leur simple dignité.

■ *La réduction à 35 heures doit être décidée politiquement au plan législatif, avec une durée prédéterminée d'application. Et c'est à la négociation entre partenaires sociaux d'en fixer le rythme, par branche.*

Sinon, nous n'obtiendrions qu'une réduction en volume et en valeur de la masse salariale, c'est-à-dire de la déflation, avec toutes les conséquences sociales et économiques que cela comporte.

Mais pour aboutir à une véritable redistribution, les prélèvements ne suffiront pas. Il faudra aussi - et peut-être surtout - recourir à la régulation. C'est-à-dire, rendre à nouveau nécessaire la présence humaine. Je voudrais en donner quelques exemples.

■ *Exemple : en matière de gardiennage, au moment où la sécurité devient un problème majeur, pourquoi abandonner au privé le problème du gardiennage ? Pourquoi ne pas imaginer la mise en place par rue, par quartier des réseaux de gardiennage ayant une vocation pluridisciplinaire de surveillance et d'assistance générale qui déchargeraient la police et d'autres services publics de sécurité publique d'un certain nombre de tâches qui les accaparent et leur permettraient de se consacrer à leur véritable vocation, de se recentrer sur leur missions essentielles ?*

■ *Enfin, s'agissant de l'emploi des jeunes, si nous ne pouvons accepter l'idée démagogique d'une interdiction du chômage, il faudra bien recourir à des mesures volontaristes.*

*Pour combattre le chômage, il nous faut aussi nous engager résolument sur la voie de la transformation des dépenses PASSIVES (revenus de substitution, indemnisation etc. en dépenses ACTIVES (financement d'emplois effectifs).*

En matière d'emploi, il nous faut aussi défendre l'existant. Ce n'est pas un hasard si les deux seuls pays qui paraissent tirer leur épingle du jeu - le Japon et l'Allemagne - sont les deux pays où la population employée dans l'industrie est encore supérieure à 30 % de la population active. Il faut donc lutter pour défendre notre industrie, aider à sa diversification. En s'opposant aux privatisations dangereuses. Hier, Elf Aquitaine, qui six mois après sa dénationalisation commence déjà à vendre des actifs industriels. Demain, Renault, pourtant située sur un secteur stratégique menacé.

■ *Au delà d'un certain seuil du chiffre d'affaires, et lorsque leur situation financière n'est pas menacée, ne faut-il pas interdire aux grands groupes de licencier sans tentative de diversification préalable ? Ne faut-il pas les mettre devant l'obligation de cette diversification plutôt que de leur laisser grandes ouvertes les facilités du "dégraissage". Curieusement, lorsque la pression des élus ou bien celle de l'opinion les conduisent à se trouver devant ce type d'obligation, ils trouvent des réponses alternatives aux licenciements.*

La lutte contre le chômage passe aussi par la réhabilitation du volontarisme en matière de politique industrielle. Des pays réputés plus libéraux que le nôtre ne s'en privent pas.

## INSERTION

La lutte contre l'exclusion est d'abord une problématique qui relève de l'emploi. Mais elle ne se réduit pas uniquement à ses aspects économiques. Elle relève d'une approche globale qui inclut tous les défis devant lesquels nous place notre époque : politique de développement du territoire, de la ville, réhabilitation des banlieues, système de formation, problème d'intégration.

■ *L'insertion doit être une préoccupation "horizontale" qui soit incluse dans l'action de tous les départements ministériels. Cela justifie la mise en place d'une structure interministérielle chargée de promouvoir toutes les potentialités de la Nation, y compris l'encouragement public à l'initiative associative. Tous les degrés administratifs (Etat, collectivités locales) doivent être mis en synergie (emploi, formation, logement) pour parvenir à cet objectif. Une taxe spéciale sur les plus-values foncières doit être affectée au financement de logements à très faibles loyers.*

## PROTECTION SOCIALE

Les socialistes doivent se battre pour la préservation et l'amélioration des régimes de protection sociale :

■ *En étendant progressivement la logique de la CSG : dans l'avenir, les salaires ne doivent plus être la seule source de financement et les dépenses, qui relèvent de la solidarité, doivent être fiscalisées.*

■ *La maîtrise des dépenses de santé est un impératif.*

■ *La lutte contre le Sida doit faire l'objet d'une mobilisation plus forte et la solidarité doit être pleine et entière en faveur des victimes*

## DÉMOCRATIE ET LIBERTÉ

### DÉMOCRATIE

Nous devons faire des propositions aussi bien sur le plan institutionnel que pour faire évoluer la pratique politique.

■ *Durée du mandat présidentiel ramenée à 5 ans. Renforcement des pouvoirs du Parlement, évolution vers une pratique davantage parlementaire.*

■ *Instauration d'une plus grande démocratie participative en complément de la décentralisation.*

■ *Règle de cumul des mandats.*

■ *Financement public de la vie politique.*

■ *Renforcement des règles de délibération collective à tous les niveaux, statut de l'opposition.*

■ *En matière de justice, les socialistes doivent proposer un accroissement de l'indépendance de la justice qui doit être assortie de sa responsabilisation.*

■ *S'agissant de l'égalité homme/femme, les socialistes doivent reprendre et poursuivre le combat qu'ils ont entamé. En France, cette égalité est loin d'exister. Cette inégalité offense notre démocratie.*

## SÉCURITÉ

*La Sécurité est un DROIT. Il serait tout à fait irresponsable de laisser le monopole de sa défense à la droite. Tout en rappelant que la problématique de la sécurité est indissociable de la problématique économique et sociale, les socialistes doivent faire des propositions précises, en liaison avec les syndicats concernés, pour améliorer le niveau de sécurité (flottage, gardiennage...) notamment dans les banlieues et les quartiers difficiles où l'électorat populaire est la première victime de l'insécurité.*

## ENVIRONNEMENT

La protection de l'environnement, longtemps considérée comme marginale ou secondaire, est devenue aujourd'hui une préoccupation centrale. Non pas pour de simples raisons électorales, qui en elles-mêmes n'ont rien de méprisables, mais aussi et surtout, parce que se posent des questions réelles, parfois très graves puisque ce sont des questions de survie, parfois d'autres aussi, moins graves, mais auxquelles l'opinion est de plus en plus sensible.

Pour les socialistes, la protection de l'environnement est incompatible avec le libre-jeu de l'économie de marché. Elle implique le volontarisme politique et des moyens de financement à la hauteur d'un coût parfois élevé.

*C'est pourquoi nous devons faire des propositions précises (en matière de choix de croissance, de transports, d'urbanisation, d'aménagement rural), qui doivent se traduire par des législations contraignantes et des moyens financiers (écotaxes).*

## PROBLÈMES DE SOCIÉTÉ

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'aménagement du territoire est une priorité qui inclut l'aménagement urbain (politique de la ville, réhabilitation des banlieues) et l'aménagement rural (lutte contre la désertification rurale). Dans tous ces domaines, il ne sera pas possible d'agir sans remettre en cause, directement ou indirectement, la logique de l'économie de marché en matière immobilière et foncière pour le milieu urbain, en termes de rentabilité des exploitations et des productions pour le milieu rural. Cela implique la mise en place de dispositifs de solidarité. Cette mise en œuvre de la solidarité et cette remise en cause de la logique de l'économie de marché ne peuvent être mises en œuvre que par la gauche. Nous devons faire des propositions pour poursuivre l'œuvre entreprise (contrats de plan Etat-région, communauté de communes, financement de solidarité) dans le sens d'un plus grand volontarisme.

### ÉDUCATION / ENSEIGNEMENT

Nous devons exiger que le budget de l'Éducation nationale reste le premier budget de l'État et réaffirmer notre engagement en faveur de la laïcité et de l'enseignement public.

■ *Mais nous devons aussi faire des propositions face à la dégradation du service public dans les banlieues et les quartiers difficiles. Les conditions, à ce niveau, ne sont pas remplies pour que l'intégration républicaine fonctionne par l'école. De même, en milieu rural, nous devons apporter des réponses au problème de la suppression des classes qui rend irréversible la désertification rurale.*

■ *Dans la droite ligne du plan "Université 2000", nous devons réfléchir sur l'avenir de l'enseignement supérieur et notamment sur les conditions matérielles d'accès qui se révèlent de plus en plus problématiques pour les classes moyennes (logements "étudiants", bourses).*

### LOGEMENT

Il existe aujourd'hui un grave problème de logement social (insuffisance globale, mauvaise répartition, prix des loyers trop élevé, problème du logement des personnes sans ressources).

*En liaison avec le mouvement HLM, nous devons redéfinir une politique du logement social qui puisse concourir à la lutte contre les nouvelles réalités de l'exclusion.*

Dans bien des domaines qui concernent le cadre de vie et la vie au quotidien, nous devons, en liaison avec tous les acteurs sociaux qui le souhaiteraient, réfléchir et proposer (transports, garde d'enfant, équipements sportifs et culturels...).

Nous devons aussi comprendre que face aux nouveaux fléaux auxquels est confrontée (la société urbaine (drogue, économie parallèle), l'urgence appelle des réponses audacieuses.

## EUROPE, RAPPORTS NORD-SUD

L'Europe reste l'avenir des socialistes même si elle est aujourd'hui en difficulté. Elle est aussi leur horizon, en liaison organique avec les autres socialistes européens au sein du PSE. Mais nous ne voulons pas qu' "Europe" devienne synonyme de zone de libre-échange, qu'elle se dilue dans un élargissement incontrôlé au profit des seules forces du marché.

■ *Nous voulons une Europe sociale qui sache établir un compromis harmonieux entre bien-être social et efficacité économique et où le combat politique qui s'est déroulé sur ce plan, à l'échelle des Etats-Nations, rebondisse au Parlement européen. Le consensus "démocrates-chrétiens/sociaux-démocrates" a, de ce point de vue, joué en notre défaveur. Il nous faut reprendre l'offensive, comme cela a été le cas au mois de juillet 1994.*

■ *Nous voulons une Europe démocratique, un renforcement des pouvoirs du Parlement européen, une responsabilisation programmée, démocratique et effective de l'exécutif européen. Un nouveau mode de désignation des députés européens apte à resserrer les liens entre les citoyens et le Parlement européen.*

■ *Nous voulons une Europe volontariste qui organise des politiques sectorielles économiques et développe des services publics à l'échelle de la communauté.*

■ *Nous voulons une Europe capable de réguler ses relations commerciales, de protéger ses équilibres sociaux tout en étant capable d'aider au développement du Maghreb, de l'Afrique et de l'Europe de l'Est.*

■ *Nous voulons une Europe capable d'assurer sa défense et d'être un acteur de paix, sur le plan européen comme international.*

■ *Nous voulons une Europe majeure, capable de peser de tout son poids au service de la liberté, de la paix et de la justice sociale, pour elle-même comme pour le reste du monde.*

Nous ne voulons pas une Europe qui, empruntant à la démocratie-chrétienne son vernis social, serait en réalité le triomphe du conservatisme et du libéralisme économique.

Mais au delà de l'Europe, nous voulons renouer avec de véritables politiques de coopération et de développement avec les pays du tiers et du quart monde. Le FMI n'est pas notre acteur préféré. Nous voulons une véritable solidarité au service des peuples et de leur bien-être et non pas une mondialisation de l'économie au bénéfice des profits et des multinationales.

Nous devons aider partout ceux qui œuvrent pour la démocratie contre la montée des intégrismes et de la violence, notamment en Algérie, et aider ces pays à trouver un véritable développement endogène.

■ *Comme cela a été fait pour l'Europe de l'Est, les socialistes souhaitent la création d'une véri-*

*table banque de développement des pays du Maghreb et de l'Afrique.*

■ *Nous devons nous battre pour que le nouvel ordre mondial ressemble à notre notion de l'internationalisme et non à la domination d'un pays sur les autres, d'un système politique sur les peuples.*

**D**ans tous les domaines nous avons à réfléchir et à préciser ces propositions pour l'élaboration de notre motion : ce doit être un travail collectif mené à la base du parti, dans chaque région, dans chaque fédération, avec le souci de réaffirmer la primauté de la volonté au service des valeurs de liberté et de justice qui sont les nôtres sur "l'évolution naturelle" qu'implique le déroulement du néo-capitalisme.

Les lendemains n'appartiennent qu'à celles et ceux qui osent relever les défis. Cela ne veut pas dire que, dans l'attente, nous soyons condamnés à la seule fonction de contestation, la fonction tribunitienne.

Le Parti socialiste dispose d'un réseau important d'élus locaux et de militants. Nous devons renouer avec l'exemplarité de l'action militante et de l'action au niveau local, là où nous le pouvons.

**Nous ne saurions, en particulier, faire de la solidarité et de la justice sociale nos valeurs de référence, sans nous préoccuper de mettre en oeuvre des actions de solidarité active, avec celles et ceux qui en ont besoin. En d'autres temps, confrontés à la misère, les socialistes ont su agir sans tout attendre de l'action institutionnelle qui leur paraissait inaccessible. C'est ainsi qu'est né le mouvement mutualiste, coopératif et associatif.**

Aujourd'hui, nous avons du mal à renouveler ou à imaginer une telle démarche dont le déploiement a été, par le passé, le meilleur moyen de pédagogie et d'entraînement. Titulaires du pouvoir, nous avons trop borné notre champ d'action aux limites de l'activité institutionnelle. Et de grandes et belles initiatives ont vu le jour sans nous, détournant vers d'autres horizons la générosité et l'esprit d'abnégation qui continuent, malgré l'individualisme dominant, à habiter bien des femmes et des hommes. Les restaurants du cœur ne sont pas venus de nous. Et nous y avons perdu beaucoup du monopole que nous prétendions avoir en la matière. Mais il n'est jamais tard pour renouer avec le meilleur de soi-même. Et sans attendre des urnes la faveur du pouvoir, les socialistes en liaison avec le mouvement mutualiste, coopératif et associatif, doivent retrouver rapidement les chemins d'une solidarité active et effective. Qu'il s'agisse d'agir en France ou hors de France.

**D'une manière générale, être socialiste ne doit pas être une simple référence à la réflexion ou à l'action collective, une simple aspiration à l'exercice du pouvoir, mais doit avoir aussi un sens sur le plan du comportement individuel. C'est par là que passe la reconquête d'une jeunesse qui ne demande qu'à exprimer le meilleur d'elle-même, pour peu que l'on sache lui en offrir l'opportunité.**

## AVEC QUELLE STRATÉGIE ?

L'ampleur de la confrontation ne peut laisser subsister aucun doute. Pour compenser le mouvement de balancier à droite, il faut pouvoir rassembler, au minimum l'ensemble des forces de progrès, et si possible, convaincre une partie de celles et ceux qui se laissent aspirer par ce mouvement de l'histoire qu'il leur faut se ressaisir, ne serait-ce que par simple fidélité démocratique.

Les exigences des prochaines échéances électorales, qu'il s'agisse de l'élection municipale ou de la présidentielle vont dans le même sens. Il

s'agit de deux élections majeures pour notre pays. D'ores et déjà, nous devons avoir pour objectif de rassembler le plus largement possible autour d'une plateforme municipale à laquelle travaille la FNESR et qui sera présentée et discutée cet automne, avec l'objectif de maintenir nos positions mais aussi d'essayer d'en conquérir de nouvelles.

S'agissant de l'élection présidentielle, il ne saurait exister une quelconque tentation de l'impasse : nous devons faire le maximum pour l'emporter si nous voulons éviter à notre pays, et aux plus fragiles de nos concitoyens, une régression dangereuse. Nous avons déjà sous les yeux les premiers effets d'une politique de droite. Il n'est pas difficile d'imaginer le sort qui serait réservé aux plus faibles et aux plus démunis, si la droite, divisée, mais avide de revanche dans ses profondeurs, l'emportait. Nous devons donc nous battre et mettre de notre côté toutes les possibilités d'une victoire dont l'hypothèse se confirmera au cours des mois qui nous en séparent.

Pour ce faire, nous avons à définir une plateforme présidentielle, précisant l'incontournable, le nécessaire et le souhaitable. Et décider ensuite, sur cette base, qui nous désignerons ou qui nous soutiendrons. C'est aux militants qu'il appartiendra de faire ce choix.

## La volonté de rassembler

En ayant à l'esprit la volonté d'un effort particulier de rassemblement dans une conjoncture difficile. Avec nos alliés traditionnels d'abord, les communistes, le MRG, sans oublier celles et ceux qui nous ont aidé pendant les difficiles années de pouvoir et qui souhaitent continuer avec nous. Avec toutes les forces qui participent au processus des "Assises de la transformation sociale", qui doit être poursuivi, et auquel il faut essayer de donner, le plus rapidement possible, une perspective et des débouchés politiques, sans attendre d'hypothétiques périodes de refondation.

Bien entendu, ce rassemblement souhaitable doit se faire par référence à des objectifs plutôt que sur des programmes, dont l'exercice du pouvoir a démontré toute la relativité : autour d'une plateforme présidentielle, autour d'une plateforme municipale. Il doit concerner les formations politiques, mais aussi tous les mouvements de pensée ou d'action qui aspirent aux mêmes valeurs que celles qui sont les nôtres.

Quant aux personnes, elles ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt ou devenir de commodes alibis. Par le passé, nous avons toujours privilégié l'appel aux électeurs d'une formation progressiste lorsque les rapports devenaient difficiles avec ses structures de direction. Et nous nous sommes toujours interdit de choisir les dirigeants de cette formation, partant du principe que nous ne l'aurions pas accepté pour nous-mêmes.

Si, aujourd'hui, la médiatisation à outrance éclaire d'un jour nouveau ce problème, rien n'indique que nous ayons à sacrifier des principes d'action aux dérèglements de l'époque. Et plutôt que de nous focaliser sur telle ou telle vedette cathodique, au comportement plus que contrasté, nous avons d'abord à nous interroger sur les raisons de leur succès, qui, manifestement, participent davantage de nos faiblesses que de leurs attraits. Et à nous demander pourquoi nous n'avons pas su dissuader les électeurs de gauche, notamment parmi les jeunes, de les suivre et les convaincre de nous faire confiance. Etre ferme sur nos principes ne saurait nous conférer

## Avec quel parti ?

Il serait commode d'intervenir la hiérarchie des responsabilités et de pouvoir expliquer nos échecs et nos déboires par le seul mauvais fonctionnement de notre Parti et sa structuration en courants dont les dérives de comportement seraient la principale explication de notre perte d'influence.

Rassurant, mais très insuffisant. Les raisons profondes, nous le savons, sont ailleurs. Dans l'appréciation, injustement négative, de notre bilan. Dans certains de nos comportements dans l'exercice du pouvoir. Dans la dépolitisation due à de multiples facteurs, mais principalement à la désocialisation. Il est difficile de croire à la politique quand la politique s'avère impuissante à résoudre les principaux problèmes.

Comment s'y intéresser lorsque l'essentiel du discours politique consiste à passer en revue l'étroitesse des marges de manœuvre et à répertorier les impossibilités d'agir. Et pourquoi s'y investir ou tout simplement s'y intéresser, si la modernité consiste à dégager le consensus et à combattre les différences, réputées dépassées. Et en quoi les séminaires pour anciens ou futurs gestionnaires pourraient-ils intéresser l'immense majorité de celles et ceux qui n'auront pas à exercer le pouvoir mais plutôt à le subir.

**Notre problème est avant tout un problème politique, de positionnement politique, de discours politique.** S'agissant du passé et du bilan, il ne nous appartient pas de réécrire ce qui désormais appartient à l'Histoire et dont nous pouvons tout au plus tirer des enseignements pour mémoire. Ce qui n'est pas sans importance. Mais, s'agissant du présent, il nous incombe d'être clairs et d'avoir pour priorité de réinstaller notre parti dans une analyse et dans des propositions dont l'identification ne soit pas contestable. Les demi-postures débouchent sur les discours ambigus et les discours ambigus sont incompréhensibles et inaudibles. Ambigus, nous l'avons été, sur des questions aussi essentielles que la réduction du temps de travail et l'avenir des salaires. Sur la "flexibilité" où nos bonnes intentions n'ont pas toujours convaincu dans la pratique. Sur le GATT, où nous avons été jusqu'à dire que mieux valait un mauvais accord que pas

d'accord, dans le même temps où nous votions contre, au motif que l'accord n'était pas bon. Sur l'Europe même, nous n'avons pas su saisir les occasions de crédibiliser notre refus d'une Europe libérale.

Sur la politique monétaire, nous n'avons jamais osé dire que si la parité franc-mark avait un sens jusqu'à la réunification allemande, maintenir cette volonté après les choix politiques -plus que monétaires- faits par l'Allemagne méritait réflexion.

Ne doutons pas plus qu'il ne faut : c'est d'abord d'un discours politique clair dont nous avons besoin. Un discours courageux, c'est-à-dire ne craignant pas d'affronter l'opinion dominante, si nécessaire. Comment pourrions-nous, sans cela, reprocher à d'autres de vivre sous le règne de l'audimat ?

Il n'en reste pas moins que l'échec du congrès de Rennes a marqué les esprits. Et que l'instabilité qui a caractérisé nos organes dirigeants depuis plusieurs années a eu des effets d'autant plus négatifs que l'on se rapprochait du noyau militant. Il n'est pas moins évident que la cristallisation excessive des courants a lourdement hypothéqué l'action et la gestion de notre parti.

De ces erreurs de comportements, il faut tirer les leçons et tourner la page. Nous le pouvons si nous le voulons.

Comment ?

Les années passées ont démontré que les dispositions statutaires restaient sans effet lorsque la volonté politique manquait. Rappelons que le fonctionnement des courants a été minutieusement codifié, pour éviter les excès, sans succès. Et que le scrutin majoritaire lorsqu'il existait, avant le congrès d'Epinais, n'a pas eu les mérites que l'on voudrait lui prêter aujourd'hui. **Bref, à l'évidence, c'est d'un état d'esprit nouveau dont nous avons besoin, d'une détermination réelle plus que de modifications statutaires.** Mais il faut permettre à cet esprit nouveau de l'emporter en lui offrant le support nécessaire pour se manifester. Par une orientation politique d'abord. **Mais aussi par la mise en œuvre de réformes si elles sont souhaitées par les militants et seulement à leur demande, tant il est vrai que jusqu'à ce jour les différentes modifications qu'on leur a fait adopter n'ont pas changé grand-chose.**

**Ce sera donc aux militants de parler, de suggérer et de décider,  
au cours des réunions qui seront organisées dans chaque région et dans chaque fédération,  
pour l'élaboration de la motion que je signerai avec toutes celles et ceux  
qui seront déterminés à souscrire aux orientations politiques contenues dans cette contribution,  
avec toutes celles et ceux qui manifesteront l'engagement  
de mettre en œuvre et d'assurer cet état d'esprit nouveau que j'appelle de mes vœux  
et qui doit être tout entier tourné vers la reconquête et l'espérance.**

**Parce que les femmes et les hommes ont aussi besoin de croire et de rêver pour donner le meilleur d'eux-mêmes.**

SIGNATAIRE

Henri EMMANUELLI

# Propositions

A la veille de ce congrès, chaque militant sait, à partir de sa section, des réactions de ceux qui nous ont quittés et de ceux qui restent, de ses propres sentiments, ce qui se joue aujourd'hui : l'avenir d'un courant de pensée qui s'appelle le socialisme, la capacité de la gauche à peser à nouveau sur les destinées du pays.

L'essentiel de nos difficultés vient du décalage qui s'est instauré entre le discours tenu avant le pouvoir et l'action au pouvoir. Il vient aussi d'un manque de propositions ancrées à gauche et réalistes. Il nous faut donc tenir un langage qui

débouche sur des actes, avoir un discours d'opposition mais qui puisse devenir une pratique crédible de pouvoir.

C'est pourquoi j'ai centré ma contribution sur ce que je considère avoir été ou être nos principaux problèmes. J'ai mêlé le passé et le futur. J'ai accompagné systématiquement mes réflexions de propositions concrètes, avec à l'esprit non pas nos problèmes internes mais les questions qui concernent les Français.

J'ai voulu être positif. Car s'il est nécessaire de critiquer le passé, il est plus utile encore d'en tirer des leçons et d'avancer des propositions.

## FAIRE REVIVRE LA DÉMOCRATIE, CHANGER LE STYLE DU POUVOIR

Je ne partirai pas, pour conduire ma réflexion, d'un discours général sur le libéralisme ni même sur les problèmes économiques, pour importants qu'ils soient. J'examinerai d'abord les conditions mêmes d'élaboration de notre politique. Car à mon sens, tout part de là.

Le constat est clair : on a trop peu débattu, pendant le deuxième septennat de François Mitterrand, des grandes orientations de notre politique.

Déjà, en 1988, le président sortant, à nouveau candidat, avait rédigé seul sa "Lettre aux Français".

Surtout, le fonctionnement institutionnel courtoisement imposé réservait à un cercle fort restreint de personnes l'examen des grands problèmes d'orientation, en politique étrangère comme en politique économique.

Aucun débat collectif d'orientation avant de grandes prises de décision - à l'exception de la guerre du Golfe examinée au moins en Conseil restreint - n'a eu lieu en Conseil des ministres. Celui-ci, tel que je l'ai vu fonctionner, est une machine à entériner les décisions, pas une instance politique d'élaboration.

Dans le même temps, les structures informelles de concertation entre le président de la République, le gouvernement et le parti majoritaire - que j'avais contribué à faire vivre quand j'étais Premier secrétaire - étaient tombées en désuétude.

Or il est évident que si le débat n'a plus cours en haut, il n'y a pas de raison qu'il ait lieu à la base, avec les militants ou avec les citoyens. Les termes n'en sont plus offerts et l'habitude s'en perd.

L'affaiblissement du débat démocratique a naturellement contribué à brouiller la différence entre la gauche et la droite. Et comme la politique étrangère était souvent présentée comme un objet de consensus (au nom des intérêts traditionnels de la France) et que la politique économique se rapprochait de celles des gouvernements conservateurs (sous l'influence du libéralisme), les problèmes d'identité du Parti socialiste ont surgi avec l'effacement des lignes de partage entre la gauche et la droite.

Il faut revenir à l'esprit de libre-débat. Face aux problèmes les plus difficiles, seule la méthode démocratique qui repose sur le libre examen des faits, l'échange des arguments et le partage des délibérations, permet de peser les décisions et accroît les chances de trouver des solutions justes.

De ce point de vue, un recrutement plus diversifié des membres de la direction du Parti socialiste et une meilleure association des secteurs d'activité (femmes, jeunes, entreprises...) du parti sont nécessaires.

Si des débats ont lieu, alors nos concitoyens pourront s'en saisir et trouver des formes de participation au pouvoir, ce pouvoir que nous voulions leur "rendre" avant 1981.

## PROPOSITIONS

*1) la durée du mandat du Président de la République est ramenée de 7 à 5 ans ;*

*2) le Premier ministre proposé par le président est investi par un vote de confiance de l'Assemblée nationale ;*

*3) les ministres sont nommés par le Président sur proposition du Premier ministre après une audition par une commission parlementaire ad hoc (à l'instar de ce qui se fait au Congrès américain) ;*

*4) le nombre des ministres est fixé à 15 et le découpage ministériel est stable ; chaque ministère a une autonomie financière dans l'exécution de son budget ;*

*5) la direction du budget est rattachée au Premier ministre ;*

*6) les délibérations gouvernementales sont collectives sur l'ensemble des grands dossiers. Des débats au sein du gouvernement sur les grandes orientations de sa politique sont régulièrement organisés, ce qui est facilité par le nombre restreint de ministres ;*

*7) la séparation des pouvoirs est effectivement respectée ; nul parlementaire ne peut être dans la structure de l'exécutif ; nulle personne ne peut être membre des deux exécutifs ;*

*8) le Parlement peut fixer seul un tiers de son ordre du jour ;*

*9) l'utilisation de l'article 49-3 est numériquement limitée ;*

*10) le partage des compétences entre les diverses collectivités territoriales est revu et clarifié ;*

*11) les responsables de parti peuvent être également membres du gouvernement ;*

*12) un nouvel effort sera entrepris pour faire venir les syndicalistes, les femmes, les jeunes, à la direction du Parti socialiste ;*

*13) le Parti socialiste et son candidat doivent élaborer ensemble (comme en 1981) le futur programme présidentiel.*

## **ROMPRE AVEC LE LIBÉRALISME, CENTRER LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE SUR LA CROISSANCE ET SUR L'EMPLOI**

Au cours des deux dernières décennies, l'Europe a connu une croissance plus faible et un chômage plus fort que dans la période précédente et que ses principaux concurrents (États-Unis, Japon, nouveaux pays producteurs). Le développement des politiques libérales et de la dérégulation a donc affaibli la position relative de l'Europe.

Face à cette situation, un débat économique a aujourd'hui repris pour savoir ce qu'il convenait de faire. Il a eu lieu à droite avec Philippe Séguin, à gauche lors de réflexions auxquelles j'ai participé, chez les économistes avec les analyses de MM. Fitoussi, Malinvaud ou Aglietta auxquelles j'emprunte.

L'essentiel de la droite française (autour de M. Balladur) et européenne considère qu'il faut sortir du statu quo actuel en poussant à fond la logique du libéralisme. Nos difficultés actuelles s'expliqueraient par le fait que nous nous sommes montrés trop timides dans la mise en œuvre des recettes libérales.

Il faudrait donc réduire le coût du travail et faire baisser les salaires (le Smic-jeunes a été de ce point de vue une première tentative, infructueuse), supprimer les "rigidités" (généralement synonymes d'acquis sociaux) affectant le marché de l'emploi, réviser à la baisse notre système de protection sociale.

Il y a peu de raisons de penser qu'une telle politique soit économiquement efficace, puisqu'elle accentuerait celle qui est inopérante aujourd'hui et risquerait de conduire par la déflation à un dramatique équilibre de sous-emploi. Il faut surtout mesurer le prix social et politique d'une telle orientation. Le modèle de société développé en Europe après la guerre ne l'a pas été par hasard. Il s'est fait contre les expériences tragiques de la crise des années trente, contre les fascismes et les communismes staliniens et au nom d'une vision nouvelle, sociale, de la démocratie. Rompre avec ce modèle, au lieu de l'adapter en le poussant plus loin, serait opérer une véritable régression historique.

Des forces puissantes, économiques ou sociales, poussent pourtant dans une telle direction. Car elles peuvent trouver avantage, en termes de profits, de revenus, de position sociale, à une déréglementation généralisée, à une financiarisation de l'économie, à des délo-

calisations systématiques des lieux de production. Qu'importe pour elles que cela s'opère au détriment de la capacité d'agir des États nationaux, au prix de la dilution du "pacte social" interne, de la perte de sens de la démocratie, si la démocratie s'entend au sens d'une société plus juste. Face aux troubles politiques et sociaux, on en appellera à des régimes d'ordre. Quant aux pertes de sens et, à la fin, des règles de la vie sociale, elles feront l'affaire des aventuriers et des démagogues. On le voit en Italie, en France, dans d'autres pays d'Europe, ce processus a commencé.

D'où la responsabilité de la gauche, même si cette gauche est faible aujourd'hui. Comment définir une politique économique de gauche ? Ce doit être d'abord une véritable politique, c'est-à-dire l'affirmation de la responsabilité du pouvoir politique en matière économique et donc l'obligation pour lui de fixer des priorités, des objectifs, des moyens, pour obtenir des résultats.

Le libéralisme au contraire, comme son nom l'indique "laisse faire", il laisse jouer seules les lois du marché. Il réduit à peu de choses les décisions, donc la responsabilité, comme si l'économie était un domaine autonome. Il opère une neutralisation du rôle de la politique et de l'État.

Mais cette politique de gauche, comment la concevoir suffisamment audacieuse pour représenter une alternative à la politique conservatrice et assez réaliste afin qu'au pouvoir nous ne l'abandonnions pas ? Comment se donner des marges de manœuvre face aux contraintes internationales ? En cas d'ajustements devenus nécessaires, comment faire en sorte que ceux-ci soient équitablement partagés, contrairement à l'après-1983 où la rigueur n'a été maintenue que pour les salariés ? Voilà des questions essentielles qu'il nous faut traiter.

Ebauchons quelques pistes. Les acquis du passé sont réels, même si nous avons dû les payer du prix de la stagnation économique. Ils résident dans des hausses de prix très faibles, la stabilité de la monnaie, le redressement du commerce extérieur, le rétablissement des marges des entreprises (dont le problème est plutôt celui de l'insuffisance de la demande). Il est donc temps, et possible, de donner la priorité au traitement économique du chômage et de s'efforcer d'atteindre un équilibre de plein-emploi, par une croissance forte.

Les moyens pour y parvenir devront être diversifiés, l'expérience économique nous ayant appris à nous méfier des recettes miracle.

Les obstacles seront sans doute nombreux. Mais le fait de se fixer de tels objectifs de politique économique représentera déjà une rupture par rapport aux modes de pensée jusqu'ici dominants.

## **P**ROPOSITIONS

*1) la lutte contre le chômage sera l'impératif premier de notre politique économique, dont le plein-emploi redevient l'objectif ;*

*2) il sera établi une comptabilité nationale en termes d'emplois (directs et indirects) ;*

*3) les inégalités de revenus devront être réduites ; les revenus du travail seront réhabilités par rapport à ceux du capital ;*

*4) une réforme fiscale sera engagée ; elle sera fondée notamment sur l'allègement des charges des entreprises pour le travail non qualifié et l'augmentation de l'imposition sur les revenus du capital ; une meilleure répartition des taux de TVA sera opérée et un équilibre plus juste entre les taxations locales et nationales établi ;*

*5) un grand programme de reconstruction et de rénovation des banlieues sera lancé ;*

*6) la France agira pour la mise en œuvre d'une politique keynésienne de stimulation de la demande à l'échelle européenne (grand emprunt, grands travaux, politique salariale favorable) ;*

*7) il sera recherché un espace européen de production englobant l'Est et le Sud (évitant le dumping de la part de ces pays) pour vendre dans le monde plutôt que d'aller produire en Asie du Sud-Est pour vendre en Europe ;*

*8) la France militera dans les instances internationales (CEE, G7, OCDE, FMI, GATT...) pour le retour à des règles internationales stables et équitables sur le plan commercial mais aussi sur le plan monétaire et des mouvements de capitaux ;*

*9) une grande négociation sur les salaires - dans le sens d'une réponse positive aux revendications - sera organisée dans notre pays entre l'État, les patrons et les syndicats ;*

*10) une négociation-cadre sur la diminution de la durée du travail sera organisée, en recherchant les nouvelles activités créatrices d'emplois permises par le progrès technique et les nouvelles formes d'organisation de la production rendues nécessaires ;*

*11) une baisse progressive des taux d'intérêt longs sera recherchée ;*

*12) des programmes de créations d'emplois partagés entre l'État, les collectivités locales et le secteur marchand seront mis en œuvre pour les emplois de service, le secteur quaternaire (loisirs, sports, associations) et les emplois d'accompagnement d'utilité publique ;*

*13) un effort particulier sera entrepris, avec l'aide de l'État, dans le domaine des industries culturelles.*

## REBÂTIR UNE ÉTHIQUE RÉPUBLICAINE

On a sans doute oublié que les questions d'éthique avaient joué leur rôle dans l'affaiblissement du pouvoir conservateur (V. Giscard d'Estaing / R. Barre) et dans notre victoire de 1981. François Mitterrand (par exemple dans ses chroniques de "l'Unité") et les socialistes avaient appelé à une moralisation de la vie publique.

Il ne faut donc pas s'étonner de la vigueur du choc en retour provoqué dans l'opinion par la révélation que les socialistes au pouvoir étaient -du moins pour certains d'entre-eux- sujets aux mêmes défaillances que leurs prédécesseurs.

La majeure partie des socialistes s'est montrée honnête. Désormais une législation existe qui prévoit pour les partis politiques des financements publics et privés explicites. Les financements illégaux des partis n'ont plus lieu d'être et doivent être bannis.

Mais les dérèglements de quelques amis du pouvoir socialiste, les défaillances personnelles de certains des nôtres pas immédiatement dénoncées, un style de pouvoir insuffisamment rigoureux et d'étonnantes indulgences pour des personnages compromis ont terni notre image collective.

Il nous faut donc faire un effort important si nous voulons restaurer notre crédit et rebâtir dans notre pays une éthique républicaine digne d'une grande démocratie. Il faudra réhabiliter partout la règle de droit et faire un effort en faveur de la Justice.

### PROPOSITIONS

*1) des critères et des modes de sélection objectifs pour la nomination des hauts fonctionnaires dans les postes de responsabilité seront établis. Les nominations au tour extérieur seront limitées ;*

*2) les conditions de "pantouflage" (passage dans le privé) des hauts fonctionnaires et des responsables militaires seront contrôlées. Un service du ministère de la Justice sera chargé de surveiller la mise en œuvre de ces dispositions ;*

*3) la situation financière et fiscale des ministres sera examinée par une commission parlementaire avant nomination ;*

*4) les cumuls de mandats seront davantage limités ;*

*5) l'indépendance des juges sera renforcée. L'avancement à l'ancienneté (comme au Conseil d'Etat) pour les magistrats sera envisagée ;*

*6) dans l'examen des cas d'espèces, le parquet sera rendu indépendant du Garde des sceaux ;*

*7) les pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature seront étendus afin qu'il puisse représenter un recours contre les abus de pouvoir d'un magistrat ;*

*8) le budget du ministère de la Justice sera progressivement doublé, afin de rendre la justice plus rapide, plus simple et égale pour tous. Un délai maximum de traitement sera affecté à chaque affaire ;*

*9) la composition sociologique du corps judiciaire pourra être progressivement élargie grâce à la création de bourses universitaires de prérecrutement ;*

*10) des mesures "antitrust" réservant la propriété des entreprises de presse et de télévision à des groupes de communication (à l'exclusion par exemple d'entreprises de travaux publics ou d'armements) seront introduites ;*

*11) les services de distribution de l'eau en France deviendront des services publics ;*

*12) le Parti socialiste se refuse tout partenariat politique avec des personnalités compromises personnellement dans des affaires.*

## ALLER VERS UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE PLUS TRANSPARENTE ET LA SOUMETTRE À DÉBAT

Jamais les liens entre la politique étrangère et les problèmes intérieurs n'ont été si étroits.

La société française se déstructure progressivement sous l'effet de phénomènes dont beaucoup trouvent leur source dans la réalité internationale : internationalisation des échanges mettant en compétition des modes de production et des niveaux de coûts très hétérogènes, développement exponentiel d'une économie financière où les flux de capitaux sont cent fois supérieurs aux échanges de marchandises, délocalisations d'entreprises et dérèglementations généralisées. En face, l'Etat-Nation, jusqu'ici intégrateur, indifférent, protecteur, semble devenir impuissant.

C'est pourquoi les problèmes de politique étrangère ne sauraient être l'affaire de quelques spécialistes ni réservés seulement à certains responsables politiques. Les problématiques internationales doivent devenir l'affaire de tous.

L'ensemble de ces processus génère en effet dans le monde et dans nos pays des changements à des vitesses jusqu'ici inconnues.

A l'inégalité qui existait et subsiste entre pays développés et pays du tiers-monde se superpose une inégalité croissante à l'intérieur de chaque groupe de pays. Avec le jeu de plus en plus débridé du libre-échange, l'exclusion, le chômage se développent en mosaïque.

L'effondrement du communisme, l'assimilation de l'Etat au pouvoir bureaucratique ont développé l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au libéralisme économique. La domination idéologique de cette doctrine, y compris dans les pays à tradition socialisante forte comme l'Europe de l'Ouest, a été facilitée par des mécanismes institutionnels, le GATT ou la construction européenne ayant privé les Etats de moyens de régulation économique traditionnels.

Les socialistes, faute d'imaginer des solutions de rechange, se sont laissés progressivement entraîner dans la pratique libérale, leur tradition d'internationalisme contribuant paradoxalement à ce ralliement de fait. Avec l'appui des médias, le plus souvent acquis à cette philosophie, on peut parler aujourd'hui d'une véritable hégémonie intellectuelle du libéralisme.

Or il y a un rapport direct entre l'évolution de ce monde qu'on nous présente comme dangereux et incontrôlé et le développement des égoïsmes et des repliements identitaires. L'apologie de la réussite individuelle (par et pour l'argent), la mise en cause des règles communes, le durcissement des corporatismes vont de pair dans les pays développés. Ailleurs, ce sont les nationalismes, les fanatismes religieux, les racismes qui se réveillent. Les valeurs de la démocratie, les concepts de solidarité sont ouvertement contestés.

La déstabilisation économique conduit dans les pays européens à une déstabilisation dans la société. Les réactions de violence et de désespérance se multiplient. L'autorité régulatrice de l'Etat est niée. La vie politique est objet d'opprobre ou de désaffection. Le temps semble propice aux démagogues et aux aventuriers. L'hyperactivité soudaine et contagieuse des juges européens signe cette déstructuration.

Face à ces risques, la première réaction doit être de restaurer la volonté politique. Il faut réaffirmer avec force que l'avenir des sociétés humaines dépend des hommes, que l'avenir d'un pays dépend de ses citoyens et relève donc de la responsabilité de ses dirigeants. Dire que l'avenir de la France ne se décide pas à Washington, à la Bundesbank ou au Japon, c'est déjà donner une méthode. Mais l'énoncé d'un tel principe veut dire, plus concrètement, d'une part qu'on s'interdit de refuser la responsabilité politique en cherchant des explications externes à nos insuffisances, d'autre part que la France a une attitude ferme dans les instances internationales.

Car il n'est pas question de prôner le repliement sur soi, l'abandon des idéaux européens ou la négation de la mondialisation des échanges. Il

s'agit de montrer que le libéralisme sauvage n'assure pas la prospérité, de rappeler que des régulations doivent être trouvées et que les responsables politiques nationaux et internationaux ont le devoir de les construire.

La seconde attitude consiste à affirmer que nous ne dégagerons des solutions nouvelles que par des efforts communs. Point de salut dans l'individualisme, le repliement national, la fragmentation du monde. Ces solutions partagées doivent être recherchées à toutes les échelles : celles des associations, des collectivités territoriales, des Etats, des organisations internationales. Ces instances qui représentent des collectivités humaines, qui disposent d'une légitimité, qui peuvent proposer une vision d'intérêt général et dégager des règles communes, doivent être à l'origine de ces nécessaires régulations. Il faut en particulier sortir de cette trop commode contradiction qui décrit le champ international comme décisif mais aussi comme le lieu de notre impuissance.

## PROPOSITIONS

1) *la reconstruction d'un nouveau système monétaire international équitable et stable sera recherchée au sein des instances dites de Bretton woods ;*

2) *la création d'une nouvelle organisation commerciale internationale non fondée sur les seules règles du libéralisme sera préparée ;*

3) *des normes sociales à l'usage des nouveaux pays exportateurs seront mises en œuvre, avec sanctions douanières si nécessaire ;*

4) *une aide accrue aux pays sous-développés les moins avancés sera dégagée ;*

5) *les mouvements de capitaux spéculatifs seront contrôlés et taxés ;*

6) *des liens commerciaux et monétaires organisés seront établis entre les pays occidentaux et les pays de l'Est ;*

7) *des débats d'orientation réguliers sur notre politique étrangère seront organisés au Gouvernement et au Parlement.*

## RECENTER NOTRE POLITIQUE EUROPÉENNE

Au nom de l'engagement européen (que je partage), nous avons accepté la logique d'une Europe libérale (ce que je n'accepte pas). Ceci a eu pour conséquence paradoxale que l'Union européenne s'est alignée sur la philosophie du pays le moins favorable à l'Europe : la Grande-Bretagne.

Sous prétexte que nous devons "jouer un rôle moteur" ou que notre pays avait "une grande politique européenne", nous avons souvent négligé nos intérêts réels ou les contenus des compromis politiques au profit de la recherche de succès "politiques".

Or que constatons-nous ? Que l'Europe libérale est devenue une zone de croissance faible et de chômage fort ; que son modèle initial fondé sur l'équilibre entre l'efficacité économique et le progrès social est remis en cause ; que l'idée européenne recule parmi nos peuples.

Si la construction de l'Europe consiste à faire éclater nos frontières, à menacer nos services publics, à changer nos modes de vie, sans apporter un surcroît de croissance et d'emploi, alors il est temps de repenser cette Europe-là. Il est temps, à l'instar de la Grande-Bretagne, mais pour d'autres objectifs, de faire preuve de fermeté pour défendre notre conception de l'Europe, tout en refusant le retour à une vision nationale étroite.

## PROPOSITIONS

1) *Un Conseil des échanges commerciaux européens sera mis en place, avec à sa disposition l'équivalent d'un article 301 ou super 301 (comme dans l'arsenal commercial américain) permettant de prendre d'éventuelles mesures de protection ;*

2) *des mesures de taxation ou d'interdiction d'importations de produits fabriqués dans des conditions socialement inacceptables seront prévues (le produit de ces taxes pourra être partagé avec les pays exportateurs pour réaliser des progrès sociaux) ;*

3) *de nouvelles négociations commerciales internationales (du type de l'Uruguay Round) ne seront plus engagées sans que des progrès parallèles soient réalisés sur la question de la stabilité des monnaies ;*

4) *l'objectif d'une monnaie unique à terme pour l'Union européenne sera maintenu (sans nécessairement les critères de passage dont certains ont un caractère déflationniste). D'ici là, l'Ecu sera utilisé comme monnaie unique à l'extérieur (afin d'éviter la spéculation contre les monnaies européennes) et comme monnaie commune pour chacun des Etats (qui garderaient leur monnaie) dans les échanges et opérations intracommunautaires ;*

5) *un grand emprunt communautaire sera lancé à un très bas taux d'intérêt (mais assorti d'avantages fiscaux), dont le résultat serait consacré notamment au rachat d'une partie de la dette publique des Etats membres afin de redonner à ceux-ci des marges d'action budgétaire ;*

6) *une politique de stimulation de la demande en Europe serait financée grâce au montant de*

*l'autre partie de l'emprunt, afin de réaliser des infrastructures (autoroutes, TGV, rénovation urbaine) et d'engager des activités créatrices d'emplois (industries du cinéma, de la production multilingues, du sport, du spectacle, de l'environnement...).*

## RÉEXAMINER QUELQUES DOSSIERS DÉLICATS DE NOTRE POLITIQUE EXTÉRIÈRE

Les échecs de notre politique africaine, les hésitations de notre politique yougoslave, l'imprudence de notre politique algérienne justifient la reprise d'une sérieuse discussion collective sur ces sujets.

La politique africaine est certainement le domaine où, après quelques velléités de rupture avec les errements anciens au début du premier septennat, les socialistes se sont le moins écartés des habitudes prévalant sous la droite. Les réseaux se sont maintenus, d'autres se sont créés. La situation dramatique de l'Afrique aujourd'hui - y compris dans notre zone traditionnelle d'influence - a naturellement des causes objectives, qui trouvent leur source sur place et qui ne peuvent nous être imputées. Mais la politique du secret, les multiples interventions discrètes, l'indulgence trop longtemps maintenue à l'égard d'excès internes de toutes sortes, les liens personnels entre chefs d'Etat - soi-disant "à l'africaine" - prévalant sur les relations diplomatiques en usage avec les autres pays, des politiques d'aide au développement inadaptées ont aussi leur part de responsabilité. Une remise en cause est nécessaire.

Au niveau de l'action face à la crise yougoslave, nous ne sommes pas plus responsables que les autres pays européens et les Etats-Unis de l'impuissance de la communauté internationale. Il est même juste de dire que la France s'est, notamment au début, montrée plus lucide que d'autres et a eu le courage de s'engager sur le terrain, avec "ses" Casques bleus. On pourra néanmoins lui reprocher, comme aux autres puissances et à l'ONU, de n'avoir jamais joué vraiment, face au gouvernement et aux milices serbes (voire parfois croates) la carte de la fermeté, au service d'une solution politique.

Il est regrettable aussi que nous nous en tenions à un plan politique et de partage territorial injuste et sans doute non viable. Aussi voit-on aujourd'hui le gouvernement français et ses alliés envisager la levée de l'embargo sur les armes, cette même levée qu'on déclarait il y a peu aventuriste et inacceptable, quand le Parti socialiste - faute de mieux - la proposait.

Nous allons sans doute vivre longtemps avec le drame algérien. La course entre la démocratie - seul modèle qui puisse être opposé au fanatisme religieux - et l'intégrisme musulman se joue encore en Algérie, bien que dans des conditions chaque jour plus aléatoires. Il nous faut marquer clairement notre refus d'un régime intégriste et combattre les groupes terroristes qui s'en prennent à nos ressortissants à l'étranger et pourraient le faire en France. Mais il nous faut aussi montrer que nous ne nous identifions pas à l'actuel pouvoir - et j'avais souhaité en vain que nous le marquions dès l'interruption du processus électoral il y a trois ans -, que nous réprouvons certaines de ses méthodes, que nous souhaitons qu'il évolue et ouvre un dialogue. Celui-ci doit d'abord se nouer avec les forces démocratiques qui existent en Algérie et dont nous pouvons nous dire solidaires, puis s'étendre au mouvement politique islamique modéré, si celui-ci peut exister. Si ce dialogue ne s'instaure pas, nous ne devons pas en tirer argument pour nous engager aux côtés du pouvoir algérien actuel, au risque de devenir des acteurs directs du conflit.

## PROPOSITIONS

1) *le ministère de la Coopération (qui est chargé de l'Afrique) sera intégré dans le ministère des Affaires étrangères ;*

2) *les accords dits "de défense" avec les pays africains seront connus et revus ;*

3) *aucune livraison d'armes ou d'envoi de techniciens militaires à des pays africains ne sera possible sans que le Gouvernement et le Parlement n'en soient préalablement informés ;*

4) *nous proposerons à l'Union européenne d'annuler la dette extérieure publique des pays d'Afrique associés à l'Union européenne ; la politique africaine devra devenir plus européenne ;*

5) *l'aide aux pays africains sera accrue, afin notamment de maintenir sur place les populations ; le mouvement vers la démocratie sera encouragé ;*

6) *un plan de répartition territoriale viable et à caractère non exclusivement ethnique sera proposé à la Bosnie, à la Croatie et à la Serbie. L'ONU et l'OTAN emploieront si nécessaire la force à l'appui d'une solution politique, afin de faire revenir la sécurité et la stabilité dans la région ;*

7) *la levée de l'embargo sur les armes ne saurait tenir lieu de politique dans l'ex-Yougoslavie ;*

8) *un plan d'association à terme à l'Union européenne sera proposé aux pays de l'ex-Yougoslavie, dans la mesure où leur régime connaîtrait une évolution démocratique ;*

9) *l'aide économique et financière à l'Algérie sera dissociée de tout soutien au pouvoir actuel ;*

10) *les groupes terroristes et les mouvements se réclamant de la violence seront sévèrement combattus sur le territoire français ;*

11) *la France manifestera sa solidarité politique aux mouvements agissant pour la démocratie en Algérie ;*

12) *la France préconisera le dialogue politique en Algérie.*

## ABORDER DE FRONT LES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ ET DE POLICE

Les socialistes ont fait leur devoir en matière de sécurité des personnes et des biens. Ils ont accru les moyens d'action, ils ont modernisé la police.

Mais, du point de vue de la psychologie collective, ils n'ont pas su maîtriser ces problèmes. Faute de les assumer dans leur complexité et leur crudité, ils ont été considérés comme laxistes par la droite et une partie importante de la population tout en étant ensuite accusés de ralliement honteux à des thèses répressives par certaines organisations antiracistes ou de droits de l'homme.

Il nous faut cesser d'être écartelés entre des principes et la réalité. Nous devons affirmer nos principes en termes tels qu'ils puissent s'appliquer et être compris par la population sur le terrain. Nous devons agir dans la réalité en fonction de principes.

Il faut dire clairement que chaque citoyen a le droit à sa sécurité et à celle de ses biens. La sûreté est la première des libertés. Sans négliger les politiques de prévention, il est clair que celles-ci ne sauraient se substituer à des politiques visant au respect effectif de la loi. En même temps, toute action de répression doit se faire dans un respect scrupuleux de la loi et des droits de l'homme.

J'ai parlé un jour d'un "humanisme populaire". Je voulais indiquer par là que nous devions veiller à ce que les principes humanistes de la gauche soient pleinement compris et partagés par les milieux populaires, au lieu d'être ressentis par eux, souvent, comme lointains, voire étrangers à leurs concrètes conditions de vie et aux problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne.

La prise en compte des conditions sociales - chômage, exclusion, précarité de la vie, dégradation du milieu ambiant, immigration mal répartie - dans lesquelles se produit souvent la délinquance, est indispensable à une politique de gauche et doit justifier des programmes d'ampleur dans ces domaines. Mais ceci ne saurait être présenté

comme une excuse aux comportements individuels, au point qu'ils échappent aux rigueurs de la loi.

## PROPOSITIONS

1) *les effectifs de police seront augmentés en fonction des besoins, en assurant une présence effective sur le terrain des policiers et des gendarmes ;*

2) *un Conseil supérieur de la police sera créé. Composé de magistrats, d'anciens policiers, de hauts fonctionnaires, il sera destiné à veiller au bon fonctionnement de la police, dans le plein respect de la tradition républicaine. Il rendra public son rapport annuel ;*

3) *des programmes massifs de reconstruction et de rénovation des quartiers urbains dégradés seront engagés. Les logements sociaux seront favorisés.*

## METTRE L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Il faut en finir avec la marginalisation de la question de l'environnement et mettre celle-ci au cœur d'une véritable politique de l'aménagement du territoire.

## PROPOSITIONS

1) *un grand ministère des ressources naturelles regroupant l'environnement, l'aménagement du territoire, l'agriculture et l'équipement sera créé ;*

2) *la mise en place de la loi sur les déchets sera accélérée, les entreprises de ce secteur étant exonérées d'impôts pendant cinq ans ; des éco-taxes seront mises en place ;*

3) *il sera promulgué une loi sur la qualité de l'air dans les villes, notamment sur les poussières. La voiture électrique sera progressivement introduite en ville ;*

4) *un plan d'aménagement du sol et du sous-sol sera mis en œuvre de manière à prévenir les catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain), d'éviter l'érosion des sols et l'épuisement des ressources en eau ;*

5) *un plan d'aménagement du territoire sera développé, basé en particulier sur le développement des villes moyennes.*

## LE PARTI SOCIALISTE DOIT SE PRÉPARER À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

A huit mois de l'élection présidentielle, le Parti socialiste est dans une situation inédite : il ne sait pas qui sera son candidat à l'élection ou qui seront ses candidats à la candidature. Il me souvient que dès l'été 1987, alors que j'étais le premier secrétaire du parti, j'avais commencé à préparer les décisions indispensables à la campagne, alors que le candidat n'était pas encore connu. Depuis cette époque, on sait que les contraintes

légales en matière de campagne électorale sont devenues beaucoup plus exigeantes.

Le congrès du parti se tenant en novembre, il n'est pas possible que celui-ci fasse totalement l'impasse sur l'élection présidentielle, échéance décisive qui aura lieu quelques mois après. Il devra donc fixer clairement ses orientations à cet égard.

### PROPOSITIONS

1) *le Parti socialiste doit avoir un candidat à l'élection présidentielle à la fin de l'année ou au plus tard au début de l'année prochaine ;*

2) *le Parti socialiste doit choisir son candidat à*

*l'élection présidentielle par un vote de ses militants ;*

3) *le Parti socialiste doit définir de concert avec son candidat le programme présidentiel que celui-ci présentera aux Français ; si ce candidat est un candidat de rassemblement plus large, son programme pourra être débattu notamment avec les partenaires des Assises de la transformation sociale ;*

4) *les relations entre un éventuel président, sa majorité et le parti dont il est issu seront débattues et précisées ;*

5) *les orientations politiques adoptées à l'issue de ce congrès contribueront au futur programme présidentiel.*

SIGNATAIRE

Lionel JOSPIN

## Quelques propositions pour un congrès (peut-être) utile

Il y aura donc un congrès du Parti socialiste en 1994, comme en 1990 (Rennes) comme en 1991 (L'Arche) comme en 1992 (Bordeaux) comme en 1993 (Le Bourget). Et après Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Henri Emmanuelli aura la lourde charge de conduire et de conclure les débats du premier parti de la gauche. Légitimement élu Premier secrétaire après la démission de Michel Rocard, il souhaite consulter les militants avant la double échéance du printemps prochain, l'élection présidentielle et les élections municipales arbitrairement liées par un calendrier RPR.

Par conviction, par tempérament, Henri Emmanuelli attend du congrès une clarification politique qui redonnera stabilité et efficacité au socialisme français. Par prudence, par expérience, les militants socialistes du Pas-de-Calais espèrent que les décisions de novembre prochain modifieront pro-

fondément le fonctionnement du parti et lui redonneront la force et les moyens politiques de s'opposer, comme il en a l'impérieux devoir, au capitalisme triomphant, de rassembler toutes les composantes de la gauche, de proposer les réformes indispensables à une véritable égalité des droits, des conditions, des chances, dans la société française.

Cette modeste contribution n'entend pas revenir sur les analyses approfondies, les évolutions considérables, les propositions programmatiques nombreuses débattues dans nos précédents congrès et conventions. Elle se contente d'aborder quelques thèmes qui sont au cœur de l'engagement de notre fédération qui a vécu intensément, compte tenu de son histoire, de sa sociologie, de ses responsabilités, tous les bonheurs et tous les malheurs du parti d'Epinay et de François Mitterrand.

### ARGENT

C'est au cours des années quatre-vingt, sous des gouvernements socialistes, que le tabou de l'argent a été levé, "liquidé", dans la société française, au niveau de ses élites notamment et donc de ses médias. Les barrières très solides que le catholicisme et le marxisme avaient édifiées face

à l'arrogance et au pouvoir de l'argent ont brutalement cédé. Le choc a été frontal, durable pour des millions de Français. Son impact continue de produire chaque jour ses effets. La réhabilitation (nécessaire ?) du profit a été balayée par l'hymne au fric tout-puissant et tout-content.

Dans ce contexte, les problèmes de financement des partis politiques, et avant tout du parti de gauche au pouvoir, "l'amnistie" qui en a découlé

ont créé une situation révolutionnaire que quelques juges, sincères ou non, ont mise en scène devant la France entière retrouvant les réflexes historiques des petits contre les gros, du peuple, du Tiers-État contre les privilégiés.

Paradoxalement, le PS, parti pauvre, ni contre-société ni organisation naturellement et discrètement financée par le capitalisme français, a semblé plaider coupable. Malgré une œuvre exem-

plaire de modernisation de la vie politique française (financement public des partis, non-cumul des mandats et des indemnités, règles strictes de la vie politique des collectivités locales, transparence du patrimoine des élus) il s'est laissé montrer du doigt par une droite politique, médiatique, judiciaire, qui a voulu et réussi à l'atteindre douloureusement sur le thème des affaires.

Il est évident, le mal étant fait et bien fait, que désormais le PS doit demander inlassablement la séparation définitive, totale, entre les entreprises et la vie des partis politiques et qu'il doit parallèlement exiger le financement public, à tous les niveaux, local, départemental, régional, des partis politiques sur les mêmes bases que ce qui a été déjà fait pour les élections nationales.

## ÉLECTION PRESIDENTIELLE

Pour la première fois depuis 1965, pour la première fois depuis trente ans, le Parti socialiste aborde l'échéance présidentielle sans la perspective ou sans la certitude d'une candidature de François Mitterrand et avec le risque, comme en 1969, de voir la gauche, affaiblie et éparpillée, ne pas combattre au 2e tour.

La tentation existe, normalement, dans le parti, de subir et de soutenir une candidature socialiste qui obtiendrait l'accord d'autres formations de gauche, rassemblerait largement l'électorat de gauche et menacerait les certitudes d'une droite vraisemblablement divisée.

En aucun cas le PS ne peut retenir cette démarche et renouveler l'erreur (féconde !) de la SFIO en 1965, renonçant à organiser politiquement la désignation d'un socialiste. Un parti à vocation majoritaire, en 1995, qui se résigne à ne pas maîtriser totalement la désignation de son candidat à l'élection présidentielle, devient immédiatement vulnérable.

Ce sont les militants qui auront la responsabilité de choisir, au sein de leurs sections et à bulletin secret, le candidat à la candidature et le programme qui les représenteront lors de cette élection décisive. Cette procédure est la seule, après cinq élections dominées par la personnalité et les victoires de François Mitterrand, qui fondera solidement et durablement la place prépondérante du Parti socialiste dans la procédure présidentielle.

Pour ouvrir cette période totalement nouvelle, le congrès de novembre aurait également intérêt à préciser si, pour l'avenir, le Premier secrétaire est le seul candidat du parti à la fonction de Premier ministre et si le parti envisage à nouveau, comme entre 1988 et 1993, de gouverner avec une majorité relative à l'Assemblée nationale.

## FINANCES (DU PS)

La nécessaire reconnaissance et l'indispensable revalorisation du rôle des fédérations, des vic-toires locales, des enjeux urbains, demandent une nouvelle répartition du financement interne du parti. Le financement public permet de modifier et de rééquilibrer la situation actuelle.

La moitié du financement public doit être affectée aux fédérations en fonction du nombre de leurs militants et en fonction du nombre de leurs électeurs.

La faiblesse, l'inexistence des services rendus par l'appareil central ne justifient absolument pas que les fédérations contribuent de toutes les manières à collecter les ressources pour le parti :

- par les cotisations des militants,
- par les cotisations nationales et fédérales des parlementaires,
- par le financement public versé intégralement à l'appareil central.

La conquête, vitale, des pouvoirs locaux, départementaux, régionaux, exige des fédérations fortes et structurées. La centralisation inefficace et discrète de tous les moyens financiers du parti a montré ses limites.

## FONCTIONNEMENT (DU PARTI)

Voulue par Jean Jaurès, célébrée par Léon Blum, improvisée à Epinay, la proportionnelle a permis le rassemblement des socialismes et des socialistes français. Après 1971, interprétée, maîtrisée, parfois transcendée par François Mitterrand, le Premier secrétaire, la proportionnelle a puissamment contribué au renouveau et au rayonnement du parti.

Entre 1981 et 1988 le rôle de Lionel Jospin a maintenu une autorité indiscutable et constructive à la tête du parti du président. La collaboration entre le Président et le Premier secrétaire fut la plus lucide et la plus équilibrée de toute la Ve République, aboutissant à la démarche originale et finalement victorieuse de 1987 (congrès de Lille) et de 1988 (réélection du président).

Depuis le départ prématuré de Lionel Jospin, le PS n'a plus de véritable direction, ni de véritable majorité. Les courants, façonnés et légitimés par la seule personnalité des responsables socialistes mis en situation d'ambition et de notoriété nationales par les décisions du président, ont pris tout le pouvoir, monopolisé tous les pouvoirs, officiels ou officieux, après les États généraux, les clans étouffent désormais toute la vie interne de notre organisation. L'allégeance au premier signataire de motion, la cooptation des responsables aux principaux échelons de direction, l'autonomie

d'expression à l'extérieur du parti, sont devenues de véritables règles de fonctionnement.

Les crises de "gouvernement" du parti s'accroissent ; la chute des Premiers secrétaires également, comme sous la IVe République. Les coalitions de minorités se font et se défont sans aucun souci de l'intérêt général du parti. Les passations successives de pouvoir, sur le perron de la rue de Solferino, entre les anciens Premiers ministres de François Mitterrand, désespèrent les militants et découragent les électeurs.

Le débat d'idées (comme à Rennes ? comme le 3 Avril 1993 ? comme en Juin 1994 ?), la protection des minorités ou des minoritaires ne justifient plus le maintien de la proportionnelle et des courants qui y sont, aujourd'hui intimement liés. A l'heure de la décentralisation, la représentation des fédérations, des sections doit devenir dominante. Le souvenir (exagéré) du pouvoir occulte des "grandes fédérations" exclut que le parti d'Epinay renoue avec un scrutin majoritaire où "quelques hommes médiocres d'appareil" feraient la pluie et le mauvais temps lors de la mise en place des instances responsables. Nous proposons donc, comme nous l'avons mis en œuvre dans la fédération du Pas-de-Calais, un scrutin mixte pour l'élection du conseil national :

- 102 sièges répartis à la proportionnelle des motions nationales d'orientation (scrutin proportionnel)
- 102 sièges attribués aux premiers secrétaires fédéraux élus directement par leurs congrès fédéraux (scrutin majoritaire)
- 100, 110, 120, 150, 200 sièges (selon le nombre d'adhérents du parti) attribués aux délégués des fédérations, élus directement par leurs congrès fédéraux au scrutin majoritaire sur la base d'un délégué par tranche de mille adhérents.

### Exemple :

Fédération A : 320 militants : 1 délégué élu au conseil national par le congrès fédéral de la fédération A (la fédération compte entre 0 et 1.000 adhérents).

Fédération B : 5.800 adhérents : 6 délégués élus au conseil national par le congrès fédéral de la fédération B.

### Le scrutin majoritaire s'appuie sur :

- la légitimité des premiers fédéraux élus par leur congrès ;
- la représentativité réelle et l'autonomie des fédérations.

### Le scrutin proportionnel garantit :

- la diversité des idées et des choix dans le parti,
- la sérénité de l'élection de "fortes" personnalités.

Les conseils fédéraux seraient désignés sur les mêmes bases :

- 1/3 maximum des sièges attribués à la proportionnelle des motions nationales ;
- 2/3 minimum des sièges attribués aux délégués désignés directement par leurs sections (scrutin majoritaire) sur des bases arithmétiques traduisant la réalité militante de chaque fédération (1 délégué pour 10 militants, pour 20, pour

30, pour 100 selon l'importance de la fédération). Depuis le congrès du Bourget, la fédération du Pas-de-Calais fonctionne, à la satisfaction de tous, sur la base de cette répartition (le conseil fédéral du Pas-de-Calais comprend 80 membres élus à la proportionnelle des motions et 180 délégués des sections).

## SOCIAL-DEMOCRATIE

Durant les deux septennats de François Mitterrand, après l'effondrement du communisme européen et l'affaiblissement du PCF, le Parti socialiste, tout en continuant d'occuper seul la place du socialisme démocratique, est devenu un parti social-démocrate, un parti réformiste. Doit-il reconnaître maintenant cette situation, la revendiquer, l'améliorer ? ou doit-il prendre acte des carences historiques d'une social-démocratie française liées à la faiblesse du syndicalisme français (la charte d'Amiens et la dépendance de la CGT) pour renoncer définitivement à la voie française vers la social-démocratie ?

Il apparaît à nos yeux indispensable que le PS s'affirme clairement social-démocrate, réformiste, acceptant l'efficacité de l'économie de marché, refusant, combattant, corrigeant sans faiblesse les inégalités et les injustices qu'elle engendre. Il apparaît aussi salutaire que les socialistes prennent conscience que la concurrence agressive du Parti communiste peut très bien se développer demain sur la place et le rôle d'un grand parti social-démocrate en France comme elle s'est exercée pendant plus d'un demi-siècle contre la SFIO et le parti d'Epiney au nom de la place et du rôle d'un parti de classe révolutionnaire dans notre pays. (le PC est aujourd'hui, lui aussi, potentiellement et structurellement un parti social-démocrate).

Pour établir plus solidement notre vocation social-démocrate "à la française", le congrès pourrait prendre plusieurs mesures politiques et organisationnelles :

■ Ne pas prendre définitivement notre parti de la faiblesse du syndicalisme français, des fondements historiques de son éloignement du parti du socialisme démocratique, de ses concessions au léninisme. Faire figurer au cœur de nos propositions programmatiques les mesures concrètes favorisant une renaissance de la syndicalisation et les perspectives d'une nouvelle répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise aboutissant rapi-

dement à une véritable "co-surveillance" des risques, des chances, des contraintes, des progrès de l'économie de marché par les détenteurs du capital et les représentants des salariés.

■ Créer au sein de notre parti un "parlement social", au niveau national et au niveau de chaque fédération où des militants n'occupant aucune responsabilité électorale ou politique significative - ayant en revanche des responsabilités reconnues dans la vie syndicale- associative, caritative, consumériste, organiseraient débats, réflexions, propositions sur les problèmes sociaux (protection sociale, logement, exclusion, etc.).

Dans le Pas-de-Calais, un parlement social fonctionne depuis le congrès du Bourget. Il est organisé sur une base géographique (de 10 à 14 militants représentant chacune des 14 circonscriptions législatives).

● Au niveau national il pourrait, dans un premier temps, être constitué également sur une base géographique : 4 représentants par fédération, 8 représentants pour les fédérations représentant les départements de plus d'1 million d'habitants.

● Chaque représentation fédérale compterait au minimum 2 ou 4 syndicalistes liés à la production.

● Chaque fédération serait libre d'associer les sympathisants aux travaux de son parlement social.

● Le parti tiendrait une "convention sociale" annuelle où siègeraient ensemble les membres du conseil national et les membres du parlement social. Cette convention annuelle ferait un bilan approfondi de la situation sociale dans le pays.

● Le "parlement social", avec l'accord du Premier secrétaire, utiliserait les compétences des groupes parlementaires et des experts du PS.

● Les membres du parlement social seraient membres de droit des congrès et des conventions du parti.

■ Structurer efficacement la social-démocratie de la ville. La décentralisation, les nouveaux pouvoirs des collectivités locales, les nouvelles collectivités locales (régions, intercommunalité), l'augmentation sensible du nombre de conseillers municipaux, généraux, les procédures nouvelles de contractualisation avec l'Etat (contrat de plan Etat-région) ont donné aux élus locaux socialistes une place, une légitimité, une autorité fondamentale. Notre parti est un très grand parti d'élus. La ville, d'autre part, devient aujourd'hui le lieu de l'exclusion, de la ségrégation comme l'était l'entreprise avant les grandes conquêtes de 1936 et de la Libération. Elle appelle un militantisme de proximité, d'attention, de solidarité quotidienne, sans cesse fragilisé, sans cesse renouvelé, que le mouvement

ouvrier classique a progressivement abandonné, dans les années soixante, soixante-dix.

Le réseau social-démocrate du PS est incontestablement le réseau des élus, solide, lucide, efficace. La Fédération des élus, malgré sa bonne volonté, ne traduit absolument pas cette puissance de réseau, cette maîtrise du terrain. Il est vital, pour le PS, d'utiliser le réseau de ses élus dans sa démarche militante quotidienne, dans sa capacité de proposition.

Dans cette perspective, au prochain congrès, le secrétariat national le plus important doit devenir le secrétariat national aux collectivités locales. Véritable n° 2 du parti, si possible maire d'une ville moyenne ou importante, le secrétaire national aux collectivités locales aura pour tâche de mobiliser la force du réseau des élus pour lui permettre de relayer régulièrement les initiatives et les mots d'ordre du parti.

■ Fonder une Association nationale de solidarité. La situation sociale du pays, la qualité militante des adhérents et des élus appellent la fondation d'une association nationale de solidarité qui réunirait militants, sympathisants, citoyens de bonne volonté, au service de toutes les détresses individuelles ou collectives. Cette association, appelée par exemple "Solidarité et Fraternité" trouvera naturellement sa place aux côtés du "Secours catholique" ou du "Secours populaire" et témoignera de notre permanence et de notre renaissance militante.

## SOCIALISME

Nous sommes la première génération de militants socialistes à savoir et à admettre que le sens de l'histoire ne conduit pas inéluctablement du capitalisme au socialisme ; à découvrir et à reconnaître que l'appropriation collective des moyens de production, progressive ou brutale, progressive et brutale, n'est pas la recette infaillible du bonheur de l'humanité ; à comprendre et à accepter que notre parti, qui a traversé le siècle, n'est pas le parti d'une seule classe, élue, à vocation universelle, qu'il n'est pas une fin en soi mais une organisation politique destinée à améliorer concrètement le sort de nos concitoyens. Nous sommes ces militants-là mais, dans la nuit du mois d'août, au fond de la mine ouverte de Carmaux, le combat et le message de Jaurès pour une société libre, juste, fraternelle, n'ont rien perdu de leur rayonnement et de leur actualité :

L'espoir demeure.

## SIGNATAIRES

Daniel PERCHERON, Premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais et membre du conseil national ; Jean-Louis COTTIGNY ; Dominique DUPILET ; Cédric DUPOND ; Jean-Pierre KUCHEIDA ; Jacques MELLICK ; Régine SPLINGARD, membres du conseil national.

# Un congrès pour quoi faire ?

**C**inq congrès en quatre ans. Un "tournoi" de Premiers secrétaires sans précédent dans notre histoire comme dans celle des partis socialistes européens ! Fallait-il vraiment un congrès de plus dans une telle période ?

Fallait-il vraiment prendre le risque de rouvrir des tensions en voie de cicatrisation dans des directions fédérales qui avaient enfin retrouvé un équilibre après trop de turbulences ?

Fallait-il vraiment, après les Etats généraux, se livrer à cet exercice d'introspection en une période, si proche de la présidentielle et des municipales, où tous nos efforts devraient être tournés vers l'extérieur ?

Ces interrogations étaient celles de beaucoup de militants de notre fédération et nous regrettons que le conseil national ait décidé la tenue de ce congrès.

Mais dès lors que la décision a été arrêtée par notre instance régulière, il nous faut regarder en avant et voir à quelles conditions nous pouvons éviter les deux pièges que redoutent les militants :

■ Un congrès inutile

■ Un congrès d'affrontements destructeurs

Les militants sont las des congrès à répétition et tentés par un repli local jusqu'aux municipales.

Il nous faut donc réfléchir soigneusement aux conditions de préparation de ce congrès si l'on veut éviter qu'il ne se réduise à un théâtre d'ombres où l'on verrait s'affronter quelques leaders nationaux devant des militants indifférents.

Notre contribution n'a pas pour but d'apporter des réponses mais de préciser des enjeux et de définir une méthode.

A Rennes, les signataires de ce texte ont réparti leurs votes sur les 5 motions en présence : Jospin, Chevènement, Poperen, Rocard, Fabius. Aujourd'hui, ils sont rassemblés dans la même équipe fédérale, dans le pluralisme et dans la cohésion.

Ce que nous avons fait dans la Loire et ce que d'autres ont fait dans de nombreux autres départements, nous pensons qu'il est possible de le réaliser au niveau national.

Ce congrès n'aura de sens que s'il répond aux questions de fond et s'il dépasse les traditionnelles luttes de courants.

Ce congrès n'aura d'utilité que s'il met au cœur de ses débats la question de la victoire à la présidentielle et aux municipales.

Ce congrès n'aura de portée à l'extérieur que s'il place aux postes de responsabilité des femmes et des hommes qui incarnent le renouveau du socialisme et de la gauche.

## QUATRE REFUS

### REFUS DES DÉRIVES PLÉBISCITAIRES ET DES RÈGLEMENTS DE COMPTES

Le congrès ne doit pas se faire pour ou contre Henri Emmanuelli dont personne ne conteste la légitimité. La question qui nous est posée n'est pas celle du choix d'un nouveau Premier secrétaire mais d'une orientation et de propositions politiques à travers un débat clair et loyal. Or qu'avons nous constaté début juillet ?

Certains ont déclaré qu'ils souhaitaient signer la contribution Emmanuelli ... avant même qu'elle soit rédigée (!) alors que d'autres décrétaient qu'il devait y avoir une minorité ... avant même que le débat soit ouvert (!)

Nous refusons que le débat soit clos avant d'avoir commencé et nous condamnons les vieilles pratiques qui nous ont fait tant de mal. Ce congrès ne doit pas être celui des règlements de comptes et la volonté de rassemblement doit l'emporter sur les tentations de revanche.

### REFUS DE FAIRE L'IMPASSE SUR LA PRÉSIDENTIELLE

Certains parmi nous ont déjà fait une croix sur la présidentielle de Mai 1995 et nous devons combattre cet esprit de résignation.

Il nous faut tirer lucidement les conséquences de notre mauvais score aux législatives et aux européennes ... mais nous devons le faire sans défaitisme.

Chaque élection a sa logique et nous avons pu constater, avec les cantonales de mars 1994, que le rapport de forces politique peut basculer en quelques semaines. La droite, qui nous croit hors jeu pour longtemps, va s'autoriser toutes les divisions. A nous de jouer notre rôle d'opposition et d'agir pour retisser les fils de la confiance avec le pays.

Rien ne serait pire que de se réfugier dans des replis locaux car il va de soi que la présidentielle et les municipales sont liées. Pour une grande part, notre succès aux municipales dépendra de notre mobilisation pour la présidentielle.

### REFUS DU DOUBLE DISCOURS : UN POUR LE PARTI, UN POUR LE CANDIDAT

Notre congrès doit être l'occasion d'affirmer une orientation de gauche clairement anti-libérale et de remuscler notre fonction de premier parti d'opposition au gouvernement. Nous devons le faire sans nous laisser entraîner à une dérive tribunitienne, car un discours tribunitien déconnecté de la réalité condamne soit à l'impuissance soit à l'opportunisme ; sachons nous garder de l'un comme de l'autre.

La "théorie du râteau" développée par certains (un discours ultragauche pour le parti et un dis-

cours modéré pour le candidat) est une théorie pernicieuse porteuse d'échec, que nous avons connue dans le passé.

Nous ne mobiliserons pas les socialistes pour la victoire de leur candidat sans une forte cohérence entre l'orientation du parti et les axes de la plateforme présidentielle. Cette cohérence sera la garantie que le contrat passé entre le candidat et le pays sera tenu.

### REFUS DES FAUX DÉBATS

Après les faux débats sur les "deux gauches", nous refusons de nous enfermer dans un faux débat sur les "deux cultures" : culture de gouvernement et culture d'opposition.

Parce que nous sommes dans l'opposition, nous devons nous opposer clairement à la politique libérale du gouvernement et défendre pied à pied les acquis sociaux et démocratiques aujourd'hui remis en cause par une politique conservatrice de régression sociale.

Parce que nous aspirons à revenir au pouvoir à brève échéance, nous devons faire des propositions crédibles. Nous ne retrouverons pas la confiance des Français à travers une surenchère de propositions irréalistes qui ne feraient que conforter leur scepticisme. Une telle attitude risquerait soit de nous conduire à la défaite électorale soit, si nous gagnions, à une deuxième déception qui serait mortelle pour le socialisme car on ne nous pardonnerait pas un grand écart entre les promesses et les actes.

## QUATRE AXES DE TRAVAIL

Les mutations de la société, l'effondrement du communisme, l'accélération de la mondialisation... n'ont pas remis en cause les valeurs sur lesquelles repose notre engagement socialiste : solidarité, justice sociale, liberté, laïcité, responsabilité... Bien au contraire, elles n'ont jamais été aussi actuelles.

Il nous faut donc tenir bon sur ces valeurs, comme sur notre engagement en faveur de la construction européenne dont la relance n'a jamais été aussi urgente.

C'est à la lumière de ces valeurs que nous devons redonner un nouveau souffle à notre internationalisme et un nouveau contenu à une éthique républicaine affaiblie par les différentes formes d'affairisme et de populisme.

## ASSUMER NOTRE BILAN SANS MASOCHISME ET SANS COMPLAISANCE

Pour retrouver la confiance des Français, nous devons être capables d'assumer clairement notre bilan.

Quelles sont les réformes, conduites avec succès, que nous sommes fiers d'avoir réalisées ?

Quelles sont les réformes qui n'ont pas donné les résultats escomptés et que nous devons approfondir dans les années qui viennent ?

Pourquoi avons-nous échoué sur des points essentiels (notamment sur le chômage) ? Quelles conséquences en tirons-nous en termes de propositions nouvelles ?

Pourquoi dans certains domaines faut-il une rupture avec les pratiques et politiques antérieures ?

Tant que nous n'aurons pas répondu à ces questions, nos propositions seront inaudibles car inaptes à combattre le scepticisme qui s'exprime par deux phrases entendues mille fois :

■ "A quoi bon si c'est pour refaire la même chose ?"

■ "Pourquoi ne l'avez-vous pas fait lorsque vous exerciez un pouvoir sans partage ?"

## FAIRE PREUVE DE RIGUEUR ET D'AUDACE

Rigueur, car nous ne devons rien promettre que nous ne puissions tenir.

Audace, car la société française, qui demeure profondément inégalitaire, appelle de profondes réformes.

Parce que nous voulons transformer la société, nous devons refuser les politiques uniquement gestionnaires.

Parce que nous sommes responsables, nous devons éviter les fuites en avant incantatoires.

Nous ne devons pas revenir à la période des "programmes clé en main". Mais nous avons besoin d'identifier notre projet autour de quelques propositions concrètes qui correspondent à l'attente des Français :

- emploi, et en particulier l'emploi des jeunes,
- politique de la ville,
- logement social.

Nous devons sortir de nos ambiguïtés et de nos contradictions en matière institutionnelle et clarifier les compétences entre les collectivités territoriales (par exemple, faire clairement le choix régional et harmoniser les modes de scrutins locaux). Nous devons donner un prolongement aux mesures de moralisation de la vie publique que nous avons déjà prises (par exemple, limitation du cumul des mandats plus stricte...).

Nous ne devons pas hésiter à dire que nous souhaitons, dans plusieurs domaines, une rupture avec certaines des orientations suivies depuis 1981 (par exemple, audiovisuel, politique africaine, "financiarisation" excessive de l'économie, timidité fiscale...).

Nous devons affronter franchement les questions que nous avons politiquement mal assumées (par exemple, les problèmes de sécurité...).

Enfin, s'agissant des problèmes de société (Sida, drogue, homosexualité...) et des mesures sans incidences financières majeures (droits des citoyens et des travailleurs dans l'entreprise...) sachons être plus audacieux.

Voilà toute une série de chantiers qu'il nous faut ouvrir ou ré-ouvrir si nous voulons donner un contenu concret à notre engagement à gauche.

## RÉNOVER LE PARTI DANS SES MÉTHODES ET SON FONCTIONNEMENT

Tout a été dit sur ce point à l'occasion des Etats généraux de Lyon. Relisons les conclusions et mettons-les en œuvre !

Pour ce qui nous concerne, nous soutiendrons toute proposition permettant de dépasser les courants. Cela passe nécessairement par une modification statutaire à dominante majoritaire remettant en cause l'actuelle logique proportionnelle.

## CHANGER NOS MÉTHODES DE TRAVAIL : POUR UN CONGRÈS ACTIF ET DES DÉLÉGUÉS RESPONSABLES

### Préparation du congrès

Les militants souhaitent rompre avec la pratique des motions bouclées au sommet dont seuls les "argumentaires" expédiés par les courants permettent de décrypter les enjeux et de dévoiler les raffinements tactiques.

Nous souhaitons que le conseil national du 1er octobre joue effectivement son rôle de synthèse dégageant une courte motion d'orientation politique et que les différentes propositions contradictoires de caractère programmatique soient présentées séparément, débattues et tranchées par les militants.

Si les divergences ne permettent pas une motion de synthèse, plusieurs orientations contradictoires devront être tranchées par les militants mais toujours sous la forme de textes courts, les propositions de caractère programmatique demeurant distinctes.

### Déroulement du congrès

Les délégués souhaitent jouer un rôle actif et n'acceptent plus d'écouter à la radio, au petit matin dans leur chambre d'hôtel, le résultat des travaux de la commission des résolutions dont la mystérieuse alchimie des débats échappe à leur contrôle.

Des partis socialistes étrangers, de grandes organisations syndicales travaillent autrement en faisant vivre des commissions dans le congrès et en donnant aux délégués une vraie responsabilité politique. Pourquoi pas nous ?

Nous n'ignorons rien des difficultés de la tâche mais l'enjeu mérite un effort d'imagination. Nous ne réussissons pas le sursaut et le renouveau du parti avec de vieilles méthodes de préparation qui ont épuisé leurs vertus. C'est pourquoi nous proposons la mise en place d'une commission nationale, (comprenant des responsables de fédérations) chargée de faire des propositions nouvelles de travail qui seront soumises au congrès souverain pour application immédiate.

## SIGNATAIRES

Contribution présentée par 5 responsables de la fédération de la Loire ayant réparti leurs votes sur les 5 motions du congrès de Rennes et aujourd'hui rassemblés dans la même équipe fédérale.

Gérard LINDEPERG, Premier secrétaire. Membre du bureau national.

Jean-Claude BERTRAND, bureau fédéral, président du Groupe socialiste au conseil municipal de Saint-Etienne.

Alain GUILLEMANT, bureau fédéral, responsable Education, secrétaire section de Roanne.

Jean-Louis GAGNAIRE, secrétaire fédéral, responsable Elections.

Marie-Hélène SAUZZEA, secrétaire fédérale, responsable Organisation, secrétaire section de Roche-la-Molière.

# État d'urgence

**Un certain nombre de militants et d'élus du Parti socialiste qui avaient réagi après les élections européennes dans un appel à l'unité et au renouveau du Parti socialiste, appel intitulé "État d'Urgence", ont estimé utile, dans cette contribution, de livrer, dans la continuité de leur réflexion, quelques pistes qui leur tiennent à coeur.**

Un an à peine après le congrès constituant du Bourget, les socialistes sont de nouveau appelés à se prononcer dans le cadre d'un congrès extraordinaire. Cette accélération de nos échéances traduit le trouble que traverse notre parti et chacun sent bien que cette échéance ne peut être ratée. Après l'échec électoral de mars 1993, le résultat des européennes a révélé que, malgré la bonne surprise des cantonales de mars 1994, le PS perdait le contact avec son électorat traditionnel et notamment les moins favorisés, sans attirer de population nouvelle, et en particulier les jeunes.

Cette déconvenue était prévisible tant elle est compréhensible : après la déroute des législatives, le PS devait non seulement procéder à une analyse critique de l'exercice du pouvoir, mais remettre en cause ses modes d'organisation et de débat, faire émerger de nouvelles équipes, s'ouvrir vers l'extérieur, imaginer de nouveaux comportements politiques.

Or il a opté, comme souvent, en faveur d'un partage des dépouilles entre courants, et d'une frilosité vis-à-vis de tout ce qui pouvait altérer la bonne marche du candidat naturel vers l'élection présidentielle. Dès lors, l'espérance des États généraux a-t-elle été froissée et, avec elle, celle de nombreux électeurs qui attendaient une recomposition générale de la gauche, voire la création d'un nouveau mouvement politique. De même, notre attitude dans l'opposition est-elle apparue prudente, voire timorée, toujours alambiquée, parfois même ambiguë. Elle nous a empêchés de capter le

mécontentement à l'égard du gouvernement, notamment lors de la révision de la Loi Falloux et de la création du CIP.

Mais c'est surtout l'incapacité du PS à se changer lui-même qui nous a porté le plus grave préjudice. Le défaut de consultation réelle des militants sur des questions aussi fondamentales que l'emploi et l'Europe, ajouté à la trop faible mobilisation de toutes les compétences accumulées par nos élus, ont contribué à éloigner la direction du PS du réseau de solidarité que notre parti est censé animer, comme en témoignent la chute brutale du nombre de nos adhérents et l'érosion de notre influence. La composition de la liste aux élections européennes a fait le reste ou plutôt a fait écho au malaise que, chacun à sa place, pouvait ressentir depuis plusieurs mois. La sanction du suffrage universel de la liste socialiste a été d'autant plus durement ressentie qu'elle est intervenue à un moment où la gauche dans son ensemble paraissait se redresser. Ces difficultés ont été aggravées par le discrédit qui frappe toutes les organisations politiques traditionnelles.

Un changement s'imposait donc. Il a pris la forme que l'on sait, dans le cadre d'un vote du conseil national. Mais ce réaménagement risque de connaître le même sort que les précédents s'il ne s'accompagne pas des réformes et des clarifications qui ont été trop longtemps différées. C'est le sens du congrès qui s'ouvre. S'il n'est que l'occasion d'un nouveau marchandage entre les principaux courants du parti pour la constitution des organes statutaires, alors une chance décisive aura été perdue à quelques mois de l'échéance de l'élection présidentielle. En revanche, s'il permet de dégager des mutations claires et crédibles pour le pays et d'ouvrir la voie à la remise en mouvement de toute la gauche, ce congrès peut non seulement se révéler utile pour le PS, mais constituer la meilleure façon de préparer victorieusement l'échéance présidentielle.

Nous avons le choix entre un congrès de plus et un congrès d'état d'urgence.

## SORTIR DE L'IMPUISSANCE POLITIQUE

Entre les citoyens et leurs représentants, le fossé s'élargit. Cette désaffection populaire à l'égard du système politique touche paradoxalement davantage la gauche, au sein de laquelle l'attachement aux instruments classiques de la démocratie et la place accordée aux idéologies sont plus réels qu'à droite.

Certes, les "affaires" jouent leur rôle dans cette crise. Et la confusion qui s'est installée entre justice, politique et médias en amplifie l'impact. Mais la cause majeure de cette fâcherie civique réside d'abord dans le constat d'impuissance du politique que dresse l'opinion publique. La mondialisation des échanges économiques et financiers, la somme des contraintes qui s'abattent sur les gouvernements comme le caractère inexorable des mutations technologiques laissent penser que les marges de manœuvre de la volonté collective se sont réduites à peu de choses et que le jeu politique se résume à une lutte pour exercer le pouvoir bien plus que d'être un combat pour changer la vie. Nous avons la conviction du contraire.

Les questions qui sont posées à la gauche et aux socialistes en particulier, sont bien celles-ci : comment redonner un sens au débat public ? Comment susciter l'alternative au capitalisme tel qu'il fonctionne ? Comment injecter de l'espoir dans la société alors que l'ordre social y est plus injuste aujourd'hui qu'il ne l'était hier ? Comment rendre crédible une volonté réformatrice ? Comment comprendre le monde actuel, dont chacun pressent bien qu'il est à bout de souffle et qu'un autre est à inventer, que celui-ci sait produire mais ne sait pas partager. Et que les tensions que cela suscite sont source de violence, tant à l'intérieur que sur le plan international.

## COMMENÇONS PAR REMETTRE EN CAUSE LES DOGMES ÉCONOMIQUES

Même si chacun sait qu'une monnaie stable est une garantie du pouvoir d'achat des ménages et que des finances publiques maîtrisées permettent d'éviter le piège de l'alourdissement cumulatif de l'endettement, encore faut-il savoir de quelle façon on y parvient. Quels sont les perdants et les gagnants, afin que la politique reprenne ses droits et retrouve ses devoirs, en premier lieu celui de lutter contre le chômage et contre les injustices. Le niveau de chômage atteint est désormais une insulte à la vie, à la dignité

humaine. Arrivent aujourd'hui à l'âge de l'adolescence des enfants qui n'ont jamais vu leurs parents travailler. Quant aux chômeurs indemnisés, la situation d'assisté devient insupportable. Notre projet doit être entièrement consacré à ce fléau.

Il y a quelques années, le discours dominant indiquait que la croissance devait juguler le chômage. Force est de constater que, dans nos sociétés industrielles, l'emploi n'a cessé de se dégrader et nous savons désormais que même avec "la reprise" les créations ne compenseront au mieux que les pertes d'emplois.

Or tout n'a pas vraiment été essayé pour l'emploi, pour mettre en pratique que "chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi" et c'est d'abord d'une crise d'imagination dont nous souffrons en cette fin de siècle. **Tant que le travail sera considéré comme une charge, comme un coût, il sera éliminé par le système libéral. La vraie rupture politique que les socialistes doivent accomplir c'est de réhabiliter l'activité et d'imposer au secteur privé comme au secteur public une conception nouvelle du travail, comme valeur positive d'enrichissement de toute la société. Utilisons les sommes aujourd'hui versées au titre de la solidarité nationale pour une politique active d'emploi.**

**En particulier :**

■ La réduction et l'aménagement du temps de travail demeurent une piste largement inexplo- rée, alors que la perspective des 35 heures dans les 3 à 5 ans paraît un objectif réaliste, avec une compensation salariale pour le plus grand nombre et une intervention financière de l'Etat pour le faciliter.

■ Les emplois mixtes financés à la fois par le marché et par les collectivités publiques peuvent être massivement organisés. Qui ne voit autour de soi se multiplier les besoins de toute sorte en services publics, en formation, en accompagne- ment social, en environnement ... et dans le même temps s'aggraver le chômage y compris parmi les personnes qualifiées pour ces types d'emploi. C'est ce décalage flagrant qui rend dérisoire le discours officiel. L'Etat doit donc financer l'activité plutôt que le chômage.

■ Le financement de la protection sociale péna- lise aujourd'hui le seul travail. L'entreprise qui licencie réduit ses charges. Les choix écono- miques se font au détriment de l'emploi. En remplaçant l'homme par la machine le système se déséquilibre petit à petit. Il convient donc de moduler les cotisations sociales pour soutenir les entreprises qui privilégient l'emploi et intégrer dans l'assiette des cotisations les autres facteurs de production, notamment le capital et les res- sources naturelles. Des solutions existent donc. Le cycle de modernisation n'est pas achevé. Notre démocratie est loin d'être un système accompli.

En effet, sous les coups de boutoir du chômage et de la précarité, les évolutions sociales se figent, l'égalité des chances perd du terrain, la reproduction des élites se renforce. Dans le même temps, l'exclusion gagne. Des populations entières et des quartiers se retrouvent hors jeu.

C'est pourquoi nous devons définir les **grands principes d'un pacte social** autour duquel nous bâtissons notre reconquête de l'estime des Français.

■ Améliorer le système de protection sociale pour le rendre plus sélectif en fonction des risques à couvrir et des populations à protéger. Par exemple en versant des allocations familiales dès le premier enfant, sous conditions de res- sources.

■ Engager une franche redistribution fiscale en mettant à contribution l'épargne financière et l'accumulation patrimoniale. Mettre en place une fiscalité écologique qui donne enfin une valeur à ce qui est protégé et un coût à ce qui est pollué, sali, détruit au profit de quelques-uns et au détriment du plus grand nombre.

■ Etendre le secteur public, par exemple dans le domaine de la distribution de l'eau ou des moyens de communication (autoroutes de l'information), et défendre les services publics

sur un autre critère que celui de la rentabilité. Sauvegarder le secteur nationalisé. Mesurer le coût social d'une logique excessive du marché : est-il logique par exemple que les Allemands aient su sauvegarder plus de 100.000 mineurs alors qu'ici en France des réductions draco- niennes ont entraîné des souffrances assurément disproportionnées.

■ Défendre la parité homme-femme dans tous les secteurs et protéger davantage les droits des enfants. **Définir le statut des jeunes**, leurs droits et leurs obligations, dès lors que les pro- grès sociaux ont essentiellement porté depuis les années cinquante sur l'amélioration de la situa- tion des retraités.

■ Introduire la cogestion pour les principales décisions des entreprises, afin d'accorder aux salariés français les mêmes possibilités d'inter- vention que celles dont disposent leurs homo- logues allemands.

■ Inventer de nouvelles libertés et de nouveaux droits, par exemple dans le domaine de l'audio- visuel, de la consommation, de la maîtrise de l'environnement. Sur ce dernier thème et comme le font avec force les socialistes allemands, la prise en compte globale de l'écologie, dans toutes les décisions publiques, c'est-à-dire l'inté- gration des grands principes de Rio : principe pollueur-payeur, principe du choix des solutions techniques les plus favorables aux générations futures, principe de précaution, doit nous per- mettre de remettre au premier plan la défense des valeurs communes que la seule loi du mar- ché détruit inexorablement. C'est également à partir de la défense des valeurs environnemen- tales, par exemple l'accès à l'eau potable financé par le désarmement, très lié dans les pays pauvres aux droits des femmes et au droit d'accès à l'éducation, que les socialistes porte- ront leur message universel d'avenir.

## DONNER UN AVENIR AU MOUVEMENT SOCIALISTE

Les grandes conquêtes ouvrières de la première moitié du siècle, largement consolidées depuis, l'approfondissement des droits sociaux, à travers la construction de "l'Etat-providence", enfin l'extension récente des libertés publiques et pri- vées, auraient-ils épuisé en France le message réformateur des socialistes ? Aurions-nous fina- lement, et sans le savoir, gagné la partie et n'y aurait-il plus comme grand dessein que la pré- servation des acquis ?

Une telle autosatisfaction serait, à l'évidence, hors de mise au moment où notre société compte près de 4 millions de personnes sans véritable travail, où un salarié sur trois vit dans une situa- tion précaire et où les inégalités, loin de se rédui-

re, s'aggravent sous l'effet d'une rémunération sans précédent du capital financier depuis main- tenant une décennie.

L'intégration de chacun dans la société, notam- ment par la culture et le travail, constitue un chantier aussi difficile et mobilisateur que l'édi- fication du système de protection sociale hier, ou que l'affirmation des principes de droit du tra- vail avant-hier. Car, la croissance économique s'étant considérablement ralentie, les marges disponibles pour la redistribution sociale se sont réduites. Cependant, les conditions du débat politique ont changé : la société n'est plus orga- nisée selon les mêmes classifications que jadis, ne serait-ce qu'en regard de la place occupée par les classes moyennes, mais aussi des exclus de plus en plus nombreux.

Les socialistes doivent donc à la fois porter la réclamation des plus démunis et assurer la pro- motion des classes moyennes encore intégrées ou en voie de précarité, en tout cas inquiètes face à l'érosion des droits et des acquis sociaux.

Néanmoins, cette alliance indispensable au plan politique et social ne va pas de soi tant la droite peut régulièrement attiser les prétendus antago- nismes qui opposeraient les plus modestes - classes dangereuses ou oisives - aux détenteurs d'un emploi, dont le seul confort serait de pou- voir le conserver.

L'avenir du mouvement socialiste réside pour- tant dans cette réconciliation d'intérêts, autour d'une solidarité élargie. Elle suppose des par- tages courageux concernant le travail, les reve- nus, la fiscalité, mais face au libéralisme dont la loi naturelle est d'exiger toujours plus de flexibi- lité et toujours moins de droits, toujours plus de marché et toujours moins d'Etat, le clivage ne passe pas entre les "intégrés" et les "exclus", mais entre ceux qui font le jeu et ceux qui le subissent. Ceux qui "coupent les branches" et ceux qui sont "élagués".

Certes, dans une économie aussi mondialisée, le pouvoir économique s'est diffusé, fluidifié, internationalisé et les capacités d'intervention nationale ne sont plus ce qu'elles étaient, il y a même une dizaine d'années. Cette configuration du capitalisme, aujourd'hui seul système en place sur toute la planète, renforce encore l'obli- gatoire dimension européenne du socialisme, et fait du monde lui-même le champ approprié de l'intervention politique efficace.

Mais elle ne dispense pas les socialistes français d'imaginer une forme d'organisation sociale qui concilie le plus faible niveau de chômage avec le maximum de bien-être social et avec la plus forte protection de l'environnement.

En fait, c'est une doctrine des services publics qu'il convient à nouveau d'élaborer en arbitrant clairement entre les activités qui relèvent natu- rellement du seul marché et celles qui justifient une intervention totale ou partielle de l'Etat et des collectivités publiques.

La droite, à force de privatisations et de déréglementations non seulement dénude l'Etat, lequel mettra du temps avant de retrouver des moyens efficaces d'intervention dans la vie économique, mais tente subrepticement de priver les services collectifs de toute légitimité.

## LA GAUCHE DOIT REDONNER À LA SPHÈRE NON MARCHANDE SES LETTRES DE NOBLESSE

Ni bureaucratie ni bénévolat, celle-ci peut se développer selon des modes de gestion différents, en fonction des activités poursuivies, obéissant à une logique qui marie satisfaction des besoins et offre d'emplois et qui écarte la course à la productivité comme objectif. De même, la gauche doit-elle organiser le retour de l'Etat dans des domaines d'où il a été anormalement chassé ou qu'il a délaissés, notamment pour la distribution et l'assainissement de l'eau qui relèvent à l'évidence de la puissance publique.

L'avenir de la gauche dans notre pays est donc fondamentalement lié à sa capacité de nouer des alliances nécessaires entre les catégories sociales aujourd'hui contraintes au repli ou à l'égoïsme, de mobiliser le pays sur des objectifs de création d'emplois, et de consacrer une nouvelle culture de services publics permettant de contenir, voire de contredire, la dynamique des marchés. Telle est, en tout cas, la responsabilité des socialistes.

## ORGANISER LA GAUCHE

Nous sommes de ceux qui, dès l'échec de 1993, sommes repartis en campagne à travers une dizaine de régions au nom d'un "combat pour l'espoir" appelant à une profonde rénovation de la famille socialiste. Mais, faute d'avoir donné un prolongement aux États généraux de juillet 1993 et d'avoir proposé une perspective organisationnelle à l'ensemble des forces de progrès, le PS s'est refermé sur lui-même et a repoussé à

plus tard la recomposition de la gauche. Une année précieuse a été perdue et il faut désormais réaliser ce qui aurait dû être entrepris après notre défaite aux élections législatives. Dans des conditions plus difficiles car le découragement a gagné les plus convaincus des militants.

A présent, il n'y a pas de demi-mesure salvatrice : le remplacement d'un tel par un autre ne peut servir de vade-mecum pour la période à venir. Les bricolages et les arrangements ne sont plus de saison. C'est un mode d'organisation et de fonctionnement qui expire.

Plusieurs réformes ont été décidées et mises en oeuvre depuis le congrès de Bordeaux, voilà plus de deux ans. Elles devaient apporter plus d'ouverture et de souplesse dans notre vie interne, contribuer à desserrer l'étau du système des courants. Trop partielles et timorées, sans doute, elles n'ont pas eu manifestement les effets escomptés.

Des propositions plus ambitieuses s'imposent : faire désigner la moitié des dirigeants fédéraux et nationaux au suffrage direct des adhérents dans chaque fédération afin de réduire l'influence du vote des motions ; faire élire le Premier secrétaire par l'ensemble des socialistes ; faire participer à nos instances de direction, à chaque niveau, des représentants associatifs, syndicaux, ainsi que des animateurs sociaux ; associer les sympathisants à certaines décisions, par exemple la désignation des candidats...

Nous continuons de penser que ces réformes demeurent salutaires à condition toutefois de changer aussi de comportement dans notre vie collective : savoir mobiliser les compétences, assurer une présence efficace sur les divers terrains de débats et de combats, dialoguer avec les mouvements sociaux, témoigner entre nous d'une fraternité réelle...

Mais, en vérité, nous changeons d'époque, sur tous les plans : géopolitique, social, etc. ; la société française voit sa sociologie bouleversée. Dès lors, il paraît évident que les socialistes sont conduits à redéfinir la nature et le rôle de leur organisation.

A présent c'est à la recomposition de la gauche qu'il faut s'atteler : face à la logique actuelle de la dispersion, de l'éclatement, voire la division, il convient d'envisager un dépassement de l'ensemble des structures en présence pour constituer, quelle qu'en soit la forme dans un premier temps, un mouvement à l'image de la société, à la fois souple, ouvert et décentralisé dans ses structures, capable de proposer une alternance forte et de susciter l'espoir. La rénovation de la gauche ressort, en effet, très intimement de sa recomposition.

Il faut au plus vite reprendre la démarche des États généraux mais en l'étendant à toutes les écoles de pensée de la gauche et aux écologistes, et en lui conférant une portée stratégique. Dès notre congrès, on devrait prendre une initiative susceptible de réunir, à la base comme au sommet, toutes ces forces de progrès. La campagne présidentielle au printemps prochain peut fournir un prolongement précieux au nécessaire rassemblement.

Celui-ci doit à la fois puiser dans la tradition de chacune des grandes formations de la gauche, mais aussi inventer un rapport au peuple inédit, une exigence démocratique en adéquation avec l'état de notre société et une proximité renforcée à l'égard des populations les plus fragiles.

Dix mois nous séparent de l'élection présidentielle. C'est peu pour inverser le rapport des forces issu du dernier scrutin législatif et pour redonner à l'électorat de gauche la force de l'espérance, mais c'est assez pour rendre crédible notre volonté réformatrice et adapter notre organisation aux enjeux de la période. C'est plus que suffisant pour substituer à nos mauvaises habitudes des pratiques nouvelles. Souhaitons pour cette échéance majeure que le meilleur candidat se déclare, mais n'espérons pas que le choix d'un seul pourra nous dispenser de l'effort collectif et nous dégager de la responsabilité des changements qui nous incombent à tous.

**C'est d'abord de nous tous, que doit venir la réponse.**

## SIGNATAIRES

Ségolène ROYAL, députée ; Jean-Yves Le DEAUT, député ;  
Jean-Pierre BALLIGAND, député ; Christian BATAILLE, député ;  
Augustin BONREPAUX, député ; Frédérique BREDIN, députée, maire ;  
Jean-Pierre BOUQUET, maire ; Jean-Claude BEAUCHAUD, député ; Pierre DUCOUT, député ;  
Jacques FLOCH, député ; Michel FRANCAIX ancien député ;  
Bertrand GALLET, ancien député ; Jean-Claude GUILLAUMIE, maire ; François HOLLANDE, ancien député ;  
Jean-Pierre KUCHEIDA, député ; Jean-Pierre MIGNARD ;  
Jean-Paul PLANCHOU, ancien député ; Alain ROUSSET, maire.

# Sortir de notre crise d'identité

**Au lendemain d'une troisième lourde défaite en deux ans et à neuf mois d'une élection présidentielle certes ouverte, mais la plus difficile depuis 1969, chaque militant a le devoir de dire ce qu'il pense. D'abord par éthique personnelle, pour vérifier en quelque sorte son engagement, ensuite par conviction, pour contribuer à la réflexion collective enfin pour mieux comprendre et se faire comprendre de nos concitoyens.**

Il reste que l'écriture d'une contribution est un exercice redoutable. Ne doit-on pas y dire que des choses fortes et originales, ou en toute hypothèse, y écrire que des choses jugées insuffisamment ou mal prises en compte, aux fins d'enrichir, d'infléchir ou de modifier l'orientation du PS ? Mais puisque l'on nous invite de nouveau à débattre, alors débattons vraiment en abordant quelques questions de fond.

Au préalable, comment en sommes-nous arrivés là ? Le "là" c'est naturellement la mesure de notre influence électorale à travers notre score aux européennes (14,5 %) après les 20 % environ aux législatives et aux régionales (avec les DVG). Pour aller à l'essentiel, je ne pense pas que l'explication relève d'abord du fonctionnement du parti (inadaptation des structures, jeu des courants, carence démocratique, cumul des responsabilités, problèmes de financement ...) ou d'une incapacité des hommes et des femmes qui, au niveau national ou local, dirigent le parti depuis quelques années. Non, le déclin observé dans la dernière période relève pour l'essentiel d'une grave crise d'identité de notre parti. La personnalité du PS très nettement lisible de 1971 à 1981 s'est peu à peu troublée dans l'exercice

## NOTRE RAPPORT AU MONDE

Malgré leurs qualités les militants, les dirigeants, les experts, les ministres, ont globalement pris tardivement conscience de la gravité de la plupart des grands problèmes de la période. Pour illustrer cette remarque, je citerai volontiers les propos de trois Premiers ministres à la veille des élections législatives de 1993 pour louer leur lucidité mais déplorer son caractère tardif. Qu'ont-ils dit ? Nous avons "sous-estimé la mondialisation de l'économie". On pourrait ajouter de la culture et des modes de vie et de pensée. Nous avons "mal apprécié l'intensité de la révolution technologique". J'ajouterai que nous n'avons encore rien vu notamment dans le secteur tertiaire. Enfin, pour le troisième, nous avons "tardivement pris conscience du nécessaire partage du travail". Pourquoi cette décennie de retard sur ces trois grandes questions pourtant largement débattues en France et à l'étranger ? On pourrait d'ailleurs aussi évoquer la question de l'environnement.

Parallèlement à cette carence prospective, on notera, mais les choses sont liées, une absence de

clarté dans l'usage de certaines grandes catégories d'interprétation du monde actuel. Commençons par le **capitalisme** dont le socialisme se voulait - ou se veut - l'antithèse. J'avais proposé, lors de l'élaboration du projet, alors que l'on dissertait sur les vertus du "capitalisme rhénan" en regard du "capitalisme" Outre-Atlantique", que l'on définisse notre attitude par rapport au capitalisme comme un "**rapport critique**", expression qui rompait à la fois avec l'acceptation de la situation et avec l'anti-capitalisme traditionnel. Après son acceptation formelle il reste à illustrer, concrètement et quotidiennement, ce "rapport critique" dans toutes les sphères du champ social.

Conviendrons-nous encore que notre discours sur le **libéralisme** est tellement peu audible et efficace qu'il faut fréquemment avoir recours au qualificatif d'"ultra" ou d'"hyper-libéralisme" pour commencer à se faire entendre. Mais critiquer, à juste titre, "l'ultra-libéralisme" n'est-ce pas en définitive accepter le libéralisme tout court ? Ce brouillard autour du libéralisme est encore renforcé par notre adhésion explicite à l'**économie de marché** et par la connotation très positive, y compris à gauche, du mot "libéralisme". Au lieu de dénoncer en pure perte, tout à trac, le libéralisme ne vaudrait-il pas mieux se concentrer sur quelques-uns de ses effets dans la sphère écono-

du pouvoir notamment depuis 1988. Hélas, le projet socialiste adopté à l'unanimité au congrès de l'Arche en décembre 1991, excellent par son effort de synthèse, malgré quelques lacunes ou insuffisances, n'a pas été, à l'évidence, assumé par l'ensemble des socialistes.

Aujourd'hui le rebond du PS passe par une réflexion en profondeur et non par de faux débats entre "anciens" et "modernes". Beaucoup des premiers conservent capacité, lucidité et jugement tandis que beaucoup des seconds ne paraissent pas avoir compris tous les changements de la dernière période devant laquelle pourtant ils ont, faut-il le rappeler, exercer des responsabilités. J'ignore s'il y a des socialistes "modernes" et une "gauche nouvelle" par opposition à une "gauche archaïque", s'il existe une "culture de gouvernement" et "une culture d'opposition" ou encore une supériorité de "l'éthique de responsabilité" par rapport à "l'éthique de conviction". En revanche, le parti sait d'expérience qu'en toute période s'opposent des idées et des orientations justes et d'autres qui le sont moins et qu'elles recouvrent rarement les contours d'une génération, d'une sensibilité ou d'un homme.

C'est par cette approche de libre examen, par delà les catégories "polémiques" classiques, qu'il faut rechercher sans nostalgie, ni prophétisme, sa part de vérité. **A nos yeux les changements en profondeur pour une transfiguration du Parti socialiste passe par un débat de fond.** En ce sens, à ce stade préliminaire du congrès, j'aimerais illustrer quelques-unes de nos indéterminations préjudiciables à notre compréhension par les Français, à travers notre rapport au monde, notre rapport à la société et notre rapport à la politique.

mique et sociale. Plus positivement, le prochain congrès devrait réhabiliter et préciser ce vieux concept social-démocrate des années trente, "**l'économie mixte**", passé rapidement à la trappe depuis quelques années. Il resterait encore à préciser notre attitude face au cohérent triptyque des libéraux : **mondialisation, économie de marché, déréglementation interne.** En dernière analyse face à la **mondialisation** et l'interpénétration des économies, quelle attitude devons-nous avoir : protectionnisme interne ? protectionnisme européen ? libre-échangisme absolu ou modulé ? L'incompréhension lors du récent débat sur le GATT, comme lors des dernières élections européennes, montre que nous n'avons pas su ou pu exprimer autour de la mondialisation une position intelligible face à ce qui apparaît à l'opinion comme une fatalité.

## NOTRE RAPPORT À LA SOCIÉTÉ

Sur les questions dites de société, l'expression du parti est souvent peu limpide. Constatons tout d'abord l'**absence d'analyse approfondie des classes et des réalités sociales.** Certes, on

évoque parfois le **salariat** en rappelant qu'il représente 85 % de la population active (depuis environ deux décennies) mais en oubliant de préciser sa constante diversification et son statut minoritaire dans la population électorale. On paraît aussi oublier trop souvent le poids de la **population étudiante** désormais supérieure à celle des agriculteurs ou l'importance des **retraités et des personnes âgées** dans notre société. Si l'on évoque encore, ici et là, les classes moyennes, c'est sans en préciser leurs contours, en termes de profession, de revenus individuels ou de ménage, de patrimoine ou d'idéologie. On entend encore parler, pour faire moderne, des "inclus" et des "exclus" ici encore sans trop préciser les contenus ou la portée politique de cette distinction, aussi simpliste que la fameuse "société duale".

En bref, si l'on veut authentiquement reforcer notre identité, ne conviendrait-il pas, au préalable, d'analyser le réel c'est-à-dire opérer une analyse simple mais dense de la réalité de la "classe ouvrière", en déclin relatif mais toujours très importante, des "**nouvelles couches sociales**" en forte expansion, d'un "**troisième âge**" lui aussi en croissance, et de la réalité sociale des "**exclus**" évalués selon les critères entre 4 et 6 millions de personnes. Enfin, il faudrait aussi pour parfaire notre discours donc accroître sa compréhension définir clairement nos positions sur quelques grandes **questions de société de notre civilisation urbaine**. Je pense ici notamment aux quartiers en difficulté, à la drogue, à la sécurité des citoyens, à la violence dans les établissements scolaires, à la montée des incivilités, à l'immigration ...

Après avoir longtemps nié la montée de la **violence** et du **sentiment d'insécurité**, comme la spécificité de la **question de l'immigration**, dont on parle trop souvent en termes misérabilistes ou angéliques, le Parti socialiste devra définir un **nouveau discours humaniste** empreint de prévention et, si nécessaire, de répression pour retrouver la confiance des couches populaires désarçonnées par notre élitisme.

## NOTRE RAPPORT À LA POLITIQUE

La crise d'identité du PS s'inscrit naturellement dans la crise du politique. Pour y répondre il faut faire une **révolution copernicienne**, c'est-à-dire prendre conscience du fait que les citoyens n'ont pas les mêmes conceptions de la politique et du politique que les "politiques".

Outre les grandes questions sociales - le pouvoir d'achat, le niveau de l'emploi, la protection sociale - **les nouveaux citoyens**, notamment les jeunes, paraissent de plus en plus attacher d'importance dans leur détermination politique aux valeurs, à la morale, à l'éthique, à l'avenir des générations futures... Au risque d'étonner, voire de choquer, ne peut-on pas affirmer que chaque individu a, sur toutes choses de notre société, son idée du **bien** et du **mal**, du **tolérable** et de l'**intolérable**, de l'**équitable** et de l'**inique**, de l'**authentique** et du **manipulateur**. Plus que jamais il faut faire appel à leur sens moral et de

l'éthique comme à leur intelligence. Nos concitoyens souvent sceptiques ou ironiques sur nos discours à géométrie variable autour de la semaine de "trente deux heures", "trente cinq heures" ou "trente sept heures"; qui ont compris depuis au moins dix ans qu'il n'y a pas de lien automatique entre croissance et emploi et que notre croissance dépend au moins autant de l'environnement extérieur (monnaie, taux d'intérêt, économie américaine) que du pilotage interne, attendent de plus en plus des représentants politiques qu'ils larguent leur discours-commentaire sur les indices de la comptabilité nationale. En bref, qu'ils se concentrent sur les **grandes questions de société** :

- **l'intégration** de tous les exclus (immigrés et non-immigrés),
- **l'équitable répartition** du surplus national mais en précisant enfin les voies et moyens pour y parvenir (réforme fiscale, modulation des politiques sociales...),
- la vérification du beau principe de **responsabilité** dans toutes les sphères de la société,
- **l'indépendance de la justice**,
- l'application réelle du principe de **sanction**.

C'est par un retour à un discours et à des pratiques liant la **sphère politique**, les **questions de société** et la **clarté idéologique** que le Parti socialiste retrouvera une écoute auprès de notre peuple. Seule, cette stratégie haute, débarrassée des faux débats par exemple sur le post-mitterrandisme et sur le "populisme", peut nous sortir d'une crise d'identité sans précédent depuis 1971. J'espère que ce sera le rôle de notre prochain congrès.

## SIGNATAIRE

Gérard LE GALL, Membre du conseil national, responsable national aux Etudes politiques.

# Un projet de gauche pour la France

Les socialistes vont tenir un nouveau congrès, à quelques mois d'échéances présidentielle et municipales qui vont engager durablement l'avenir de notre parti. Ce congrès doit être l'occasion d'un sursaut pour gagner contre la droite.

Ce congrès peut être utile s'il est maîtrisé. Le Premier secrétaire a pris la décision de rédiger, seul, sa contribution et a invité tous les militants à mener le débat politique. C'est ce que nous faisons, collectivement, avec cette contribution, dont nous souhaitons préciser d'emblée l'objet et le but.

## Une contribution pour débattre

L'essentiel est là : le fond, le débat politique.

Nous ne parlerons pas de tout, car la politique impose de choisir des priorités.

Et, pour nous, la priorité à laquelle tout le reste doit être subordonné, c'est la lutte contre le chômage et toutes les exclusions. Parce que de plus en plus de Français sont touchés ou craignent de l'être. Au delà, parce que c'est toute la cohésion sociale de notre pays qui est menacée et que chacun de nous est concerné.

Mais il est nécessaire d'aller plus loin et de réfléchir aux moyens de faire bouger notre société aujourd'hui.

Un mot résume notre méthode : la citoyenneté. Oui, la démocratie et la

Beaucoup de Français, pour la première fois depuis un siècle, ont perdu la certitude que la vie de leurs enfants sera meilleure que la leur.

Les Français, tous les Français, sont inquiets. Les jeunes ? Coincés entre la peur du Sida et la crainte de ne voir leurs études déboucher que sur l'épreuve du chômage. Les actifs ? Au mieux, détenteurs d'un emploi, mais souvent d'un emploi précaire ou menacé. Au pire, en quête d'un travail, et souvent depuis bien longtemps. Les retraités ? Soucieux de l'avenir de leur retraite et de leur protection sociale ; désarmés devant les risques d'une possible dépendance. Tous regardent avec angoisse les guerres que connaissent l'Algérie, le Rwanda ou la Bosnie. Nombreux sont ceux qui vivent dans des quartiers dégradés où circule la drogue et où ne règne pas la sécurité. Beaucoup, pour la première fois depuis un siècle, ont perdu la certitude que la vie de leurs enfants sera meilleure que la leur.

La droite, au pouvoir depuis déjà dix-huit mois, ne leur offre ni solution ni perspective. En dépit de discours lénifiants, elle apparaît chaque jour davantage pour ce qu'elle est : de plus en plus à droite, fascinée par cette droite extrême que 20 % des électeurs ont soutenue lors des élections européennes.

Or les Français aspirent aux valeurs que nous portons : la liberté, la justice sociale, la laïcité, la responsabilité, la paix. Mais ils ne croient plus en une gauche émietlée et en un parti socialiste désabusé. Notre congrès doit impérativement être l'occasion d'un sursaut.

Les Français aspirent aux valeurs que nous portons : la liberté, la justice sociale, la laïcité, la responsabilité, la paix.

citoyenneté, partout et jusqu'au bout, dans le pays comme dans le parti ! Tout cela implique de l'imagination, du courage, une éthique politique et une volonté ferme de réformer notre société. A partir des problèmes qu'elle rencontre aujourd'hui. Autour d'un projet clairement orienté à gauche. Pour une gauche ayant tout aussi clairement vocation à exercer le pouvoir. Et avec des socialistes rassemblés.

## Une contribution pour rassembler

L'objectif que nous poursuivons est simple : le rassemblement, à partir du débat d'idées et grâce à lui. C'est pourquoi, déjà, cette contribution est soutenue par des femmes et des hommes provenant de quasiment tous les anciens courants du parti. C'est pourquoi aussi nous voulons poursuivre, avec les militants, dans toutes les fédérations, le débat que nous lançons. Et nous continuerons à le faire dans cet esprit de rassemblement et de diversité.

Nous le disons avec la plus grande clarté : nous ne souhaitons pas ouvrir d'affrontements de pouvoir ni de personne. Henri Emmanuelli est notre Premier secrétaire et nous souhaitons, à l'issue du débat sur les contributions, le plus large rassemblement, sans exclusive, autour d'un projet de gauche et d'un parti profondément rénové dans son fonctionnement comme dans ses comportements.

Ce congrès n'intervient ni n'importe comment, ni n'importe quand. C'est un congrès imprévu, qui succède à quatre congrès en trois ans et à un nouveau soubresaut en juin dernier. C'est, avant tout, un congrès pré-électoral, qui précède des échéances décisives : en novembre, l'élection présidentielle sera dans moins de cinq mois et les élections municipales dans à peine sept mois. Un tel calendrier impose plus que jamais de conduire nos débats dans un esprit de rassemblement et de responsabilité.

Nous voulons nous mobiliser pour faire gagner nos idées. Nous ne croyons pas que le Parti socialiste puisse se refaire une santé dans l'opposition, pendant que la société continue de se désagréger, en espérant profiter du malheur social. Aussi, l'enjeu de ce congrès est simple : bâtir, tous ensemble, un projet pour la France, un projet lisible, clairement orienté à gauche, pour une gauche ayant, tout aussi clairement, vocation à exercer le pouvoir.

Pour atteindre cet objectif, il est indispensable d'éviter les mauvaises querelles, et donc de les identifier.

Non, il ne faut pas poser les problèmes en termes d'enjeu de pouvoir et encore moins d'affrontements de personnes : trois premiers secrétaires en trois ans, disons-le sans ambages, cela suffit amplement !

Bâtir, tous ensemble, un projet pour la France, clairement orienté à gauche pour une gauche ayant vocation à exercer le pouvoir.

Trois Premiers secrétaires en moins de trois ans, cela suffit.

Non, il ne faut pas ressusciter, à des fins purement tactiques, des clivages désormais obsolètes : il y a eu une "première" et une "deuxième" gauche ; l'une et l'autre doivent être dépassées.

Non, il ne faut pas procéder à des lectures stériles de notre bilan. Ne tombons pas dans l'autosatisfaction, mais ne cédon pas au masochisme ! Ne battons pas notre coulpe en regrettant de n'avoir rien fait : ce n'est pas vrai. Ne tentons pas d'opposer artificiellement des périodes glorieuses et des périodes honteuses : nous avons gouverné tous ensemble et, tous ensemble aussi, privilégié peu à peu à l'excès la gestion sur la transformation de la société. Engageons néanmoins une réflexion lucide sur ce que nous avons fait : telle est la condition d'une crédibilité retrouvée.

Depuis 1981, sous l'impulsion de François Mitterrand, nous avons réformé le pays : la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congés payés, les trente-neuf heures, les lois Auroux sur les droits des travailleurs, la loi Roudy sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, les nationalisations, la décentralisation, l'abolition de la peine de mort, la suppression des tribunaux d'exception, les radios libres, l'indépendance de l'audiovisuel, la limitation du cumul des mandats, l'impôt sur la fortune, la priorité à l'éducation nationale, la loi sur la ville, le revenu minimum d'insertion, la contribution sociale généralisée, le crédit-formation, la loi sur le surendettement des ménages, la refonte du code pénal ; à l'heure du bilan, tout cela ne compte pas pour rien.

Et si l'on ajoute l'inflation vaincue, la compétitivité renforcée, la réindustrialisation, le commerce extérieur rééquilibré, l'Europe relancée, tout cela fait même beaucoup.

Pourtant, nous avons été battus durement lors des dernières élections. Peut-être parce qu'il faut du temps avant que ne s'imprime la mémoire de ce qui a été mené à bien, comme le Front populaire le montre. Mais pas seulement. Notre bilan comporte également des échecs, même s'ils doivent être replacés dans un contexte qui explique en partie nos interrogations actuelles. En quinze ans, la plupart des problèmes sont devenus internationaux, privant les armes traditionnelles de la gauche de leur efficacité. Pendant dix ans, l'idéologie libérale l'a emporté, en France comme partout en Europe si ce n'est dans le monde, faute notamment d'être suffisamment combattue.

En cinq ans, le communisme s'est effondré, déstabilisant toute la gauche.

Il n'empêche ! Dans trois domaines au moins, les Français attendaient de nous davantage ou autre chose.

La lutte contre le chômage et toutes les exclusions d'abord. Les réformes que nous avons citées ont tenté de réduire les inégalités. Mais, en raison notamment du niveau des taux d'intérêt et des réformes de la fiscalité de l'épargne, les revenus du capital ont crû plus rapidement que les revenus

du travail. La politique du franc fort est apparue de plus en plus comme un objectif en soi ; la libéralisation des marchés financiers et l'ouverture des marchés de capitaux ont semblé être adoptées sans retombées suffisamment concrètes en termes d'emploi. Et, surtout, nous n'avons pu enrayer la montée du chômage et de l'exclusion : telle doit être pour nous la priorité à laquelle tout le reste -oui, tout le reste- doit être subordonné. C'est le cœur de notre contribution.

Les valeurs et notamment notre rapport à l'argent ensuite. Notre société -comme tant d'autres malheureusement- a sombré dans le culte de l'argent-roi, devenu le seul symbole de réussite, le seul signe de reconnaissance, au prix, parfois, de dérives collectives et individuelles. Sans doute avons-nous fait voter, contre la droite, la loi sur le financement des partis politiques, dont les dernières campagnes ont montré la rigueur. Sans doute avons-nous fait voter la loi sur la prévention de la corruption dans la vie économique, contre la droite toujours qui, depuis lors, n'a de cesse de rogner petit à petit ces mesures. Sans doute les mises en examen de responsables de la droite pour des affaires de corruptions individuelles sont d'une tout autre ampleur que les quelques cas que nous avons connus à gauche. Il n'empêche, là encore. Nous ne sommes pas satisfaits de l'état de notre société. Nous regrettons de ne pas avoir agi plus vite et plus fort contre ceux des nôtres qui ont fait preuve d'une impardonnable faiblesse, qu'il s'agisse non seulement des quelques cas de corruptions individuelles mais, plus largement, d'un manque de rigueur morale devant les facilités offertes par l'exercice du pouvoir.

Nous sommes convaincus que de nouvelles mesures sont nécessaires, des règles de rigueur concernant aussi bien les hommes que les structures, en nous acharnant dans tous les cas à établir une transparence totale.

S'agissant des élus, c'est le patrimoine, mais aussi les revenus, qui ne doivent jamais prêter à ambiguïté et donc être rendus publics et contrôlés par les chambres régionales des comptes. S'agissant des structures, ce sera l'honneur du Parti socialiste que de mener la bataille du financement entièrement public des partis politiques.

Notre rapport au pouvoir et notre parti enfin. Hier, nos débats suscitaient la sympathie des Français. Puis, petit à petit, nous avons donné l'impression de nous enfermer dans un monde étroit et arrogant, fascinés par la lutte pour le pouvoir, paralysés par la logique des institutions de la Ve République. Et aujourd'hui, nos divisions exaspèrent.

Nous avons été incapables de conduire de réels débats d'idées. Le positionnement continuuellement tactique des grands comme des petits courants, fondés sur des logiques claniques et des ambitions personnelles, a sclérosé notre parti. Le tout a été rendu possible par un fonctionnement dont la loi d'airain est une insupportable cooptation. Il est urgent aujourd'hui de dépasser les anciens courants, de mener des débats ouverts sur

**Nous avons gouverné tous ensemble et, tous ensemble, privilégié peu à peu à l'excès la gestion sur la transformation de la société.**

**Depuis 1981, sous l'impulsion de François Mitterrand, nous avons réformé le pays.**

**Dans trois domaines au moins, les Français attendaient de nous davantage ou autre chose : la lutte contre le chômage et les exclusions, le rapport à l'argent, le rapport au pouvoir.**

**S'agissant des élus, c'est le patrimoine mais aussi les revenus qui doivent être rendus publics.**

**S'agissant des structures, le Parti socialiste doit mener la bataille du financement entièrement public des partis politiques.**

**Le positionnement continuellement tactique des grands comme des petits courants a sclérosé notre parti. C'est une véritable démocratie militante que nous proposons.**

**Faire de la politique, c'est choisir des priorités. Aussi, volontairement, cette contribution ne parlera pas de tout.**

les idées, et donc de rompre fondamentalement avec notre mode de fonctionnement. C'est une véritable démocratie militante que nous proposons.

Faire de la politique, ce n'est pas considérer que les contraintes économiques et financières et la crise internationale empêchent tout volontarisme mais, au contraire, ouvrir des marges de manœuvre et choisir des priorités. Aussi, volontairement, cette contribution ne parlera pas de tout.

Etre de gauche, c'est défendre avant tout des valeurs, et en premier lieu des valeurs de justice sociale et de solidarité. Aussi, cette contribution se concentrera sur la priorité : lutter contre le chômage et les exclusions. C'est une priorité qui concerne chacun d'entre nous, parce que le chômage et l'exclusion progressent, mais aussi parce que leur menace s'étend, mettant en péril la cohésion nationale.

Faire de la politique à gauche, c'est, à partir d'une vision critique de la société libérale dominante, bâtir un projet, s'adresser à la société française tout entière pour ensuite le mettre en œuvre. Aussi, cette contribution se situera clairement dans la perspective d'un futur exercice du pouvoir et s'interrogera sur les moyens de faire aujourd'hui bouger notre société.

**La politique n'est pas cyclique : il ne faut pas croire que, mécaniquement, la gauche succédera à la droite. L'alternance suppose une alternative : à nous de la bâtir.**

Les socialistes pourraient peut-être compter sur le seul rejet de la droite pour revenir demain au pouvoir. Tel n'est pas notre choix. La politique n'est pas cyclique : il ne faut pas croire que, mécaniquement, la gauche succédera à la droite. Tout est affaire de crédibilité, de volonté et d'enthousiasme : l'alternance suppose une alternative. A nous de la bâtir et, pour cela, d'éviter les principaux écueils qui nous guettent : réduire notre discours au trop fameux "il n'y a pas d'autre politique possible", qui ne serait qu'une forme de conservatisme et de technocratie ; se contenter d'un discours exclusivement critique et purement revendicatif, qui ne serait rien d'autre qu'une forme de démagogie ; se limiter à quelques slogans et à quelques lois pour changer le pays, qui seraient tout simplement illusoire ; se laisser aller à un discours étatique et nationaliste, pour flatter des clientèles, qui ne serait qu'une forme d'archaïsme et de cynisme.

**Rien ne serait pire qu'une gauche qui tient un double langage et qui promet ce qu'elle sait ne pas pouvoir tenir.**

L'urgence est bien de tracer un nouvel horizon pour la France, de construire un projet de gauche, audacieux et réaliste. La confrontation entre le capital et le travail constitue toujours un élément majeur de notre vie sociale. Mais l'appel, comme il y a vingt ans, à la gauche des usines et des campagnes ne suffira pas. Pourquoi ? Parce que la société a profondément changé. Parce que tout le remords affiché sur nos années de pouvoir ne pourra faire oublier que nous avons gouverné. Parce que la perte de la crédibilité gouvernementale est beaucoup plus facile que la conquête de la confiance des Français. Parce que rien ne serait pire qu'une gauche qui tient un double langage et qui promet ce qu'elle sait ne pas pouvoir tenir.

**Nous devons donner -redonner- un espoir à chacun.**

Hier, nous avions l'ambition de "changer la vie". Aujourd'hui, nous devons donner -redonner- un espoir à chacun. Pour une société où chacun ait sa place. Pour une société où chacun vive mieux.

## **LA PRIORITÉ : LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET L'EXCLUSION**

**La droite n'a alterné qu'entre recours à de vieilles recettes idéologiques et dégustation du patrimoine national considéré comme un gâteau à partager entre amis.**

En cette fin de vingtième siècle, le chômage et l'exclusion constituent pour la gauche la nouvelle question sociale. Face au risque de dislocation sociale, à la menace de régression nationaliste, au péril de la crispation populiste, on ne sortira de la crise qu'en renforçant la cohésion de la collectivité nationale -en métropole comme en outre-mer- ; qu'en recréant, au sens littéral du mot, une société de "sécurité sociale" ; qu'en renforçant la responsabilité en tournant le dos à l'assistance.

La droite, depuis son retour au pouvoir, n'a alterné qu'entre recours aux vieilles recettes idéologiques et dégustation du patrimoine national, considéré comme un gâteau à partager entre amis : privatisations accompagnées de sous-estimation systématique des actifs de l'Etat ; régionalisation de la formation professionnelle ; dispositif anti-immigrés ; verrouillage implacable des principaux leviers de commande des entreprises publiques et privatisées, de l'administration et des médias.

Mais la droite a fait "mieux" encore. La lutte contre le chômage ? Avec une politique économique à contretemps -et donc pour la première fois depuis la guerre, une récession- plus de trois cent mille chômeurs supplémentaires sont venus s'inscrire à l'ANPE et le chômage de longue durée s'est aggravé.

**La lutte contre le chômage et l'exclusion constitue la priorité à laquelle tout le reste -oui, tout le reste- doit être subordonné.**

La lutte contre l'exclusion ? La politique éducative s'est surtout illustrée par la tentative d'abroger la loi Falloux et de porter des coups contre l'école laïque et publique. La politique du logement s'est surtout concentrée à conforter les bénéficiaires de quelques-uns. La politique de la santé s'est surtout traduite par une augmentation importante des cotisations, une diminution des prestations et notamment des remboursements et, dans un même mouvement, par une hausse inquiétante des déficits. La politique de la ville s'est surtout caractérisée par son évanescence.

Bientôt, les Français jugeront ce bilan pour ce qu'il est, c'est-à-dire accablant -un endettement public accru de 1.000 milliards en dix-huit mois, soit 40.000 F par ménage !- et dangereux pour la cohésion sociale. Nous devons dès lors être en mesure de proposer autre chose. Autre chose, c'est d'abord une autre priorité : la lutte contre le chômage et toutes les exclusions, qu'il s'agisse du logement, du savoir, de la culture ou de la santé.

**Une initiative européenne de croissance et une aide aux nouveaux emplois de service.**

Deux orientations dépendent, pour partie, de l'action de l'Etat. D'une part, la croissance, l'indispensable croissance. Au niveau européen, il est urgent de relancer une initiative de croissance de grande ampleur que le gouvernement d'Edouard Balladur a rejetée. Au niveau national aussi, il est urgent de favoriser la croissance par la consommation, que le gouvernement d'Edouard Balladur a comprimée.

D'autre part, nous ne pouvons accepter l'idée selon laquelle il n'y aurait définitivement plus suffisamment d'emplois, alors que tant de besoins ne sont pas satisfaits, notamment dans les services. Des besoins réels, qu'il s'agisse des services aux familles (garde des personnes âgées, soutien scolaire...), de la préservation de l'environnement, de la qualité de la vie, de présence pour la sécurité, de valorisation du patrimoine... Mais des besoins insatisfaits parce que, dans la seule logique du marché, ils ne sont pas complètement rentables et parce que l'on remplace parfois trop vite les hommes par des machines. C'est à l'Etat de fournir l'effort nécessaire pour que ces emplois deviennent demain solvables.

Mais, au delà, afficher la priorité à la lutte contre le chômage et les exclusions suppose d'en tirer trois conséquences.

Première conséquence : quelles dépenses doit-on privilégier ? Bien sûr, celles qui favorisent l'insertion professionnelle et sociale des chômeurs, celles qui participent au développement d'emplois, notamment dans les nouveaux services ; celles qui encouragent activement l'emploi plutôt que passivement l'indemnisation du chômage.

Mais il faut aller plus loin et donner concrètement la priorité à tout ce qui peut permettre de lutter contre l'exclusion. C'est-à-dire ? L'accès des plus fragiles au système de santé et la couverture de tous les risques, en particulier ceux liés à la dépendance des personnes âgées. Un effort très important pour le logement social, ce qui supposera également de repenser nos villes, voire de reconstruire certains quartiers. La poursuite de la rénovation de notre système éducatif, et notamment le soutien à ces 80.000 jeunes par an en situation d'échec scolaire, un effort dans les quartiers difficiles, l'accès de tous à l'enseignement supérieur.

Allons plus loin encore : puisque la nécessaire baisse des taux d'intérêt suppose de contenir la dette publique, alors le financement de ces priorités implique d'améliorer l'efficacité des dépenses collectives et, en particulier, d'être impitoyables devant les gaspillages. Il y a là un vaste terrain de réflexion, de concertation et d'action avec les partenaires sociaux.

Allons maintenant jusqu'au bout : la gauche, parce qu'elle est la gauche, ne peut se contenter de gérer mieux les structures existantes. Elle doit également engager des réformes de structures.

Telle est la deuxième conséquence : nous devons

**Toucher à l'ensemble de notre fiscalité : la fiscalité du patrimoine -principale source de reproduction des inégalités-, la fiscalité locale, la protection sociale.**

fixer un calendrier de réformes, en privilégiant, là encore, ce qui permettra tout à la fois de réduire les inégalités et de lutter contre les exclusions.

Il y a d'abord -enfin !- une grande réforme fiscale. Pas -comme la droite le dit, sans d'ailleurs le faire, bien au contraire- pour baisser les prélèvements obligatoires. Non, la priorité n'est pas là. Mais pour inciter à de nouveaux comportements en faveur de l'emploi et engager une politique de redistribution qui, plutôt que de se réduire à une incantation, doit se traduire par des propositions.

Cela suppose des objectifs clairs : rééquilibrer l'imposition du capital par rapport à celle du travail ; réduire les charges qui pèsent sur les plus bas salaires, sans diminuer les charges globales qui pèsent sur les entreprises ; accroître la solidarité entre les collectivités les plus riches et les plus pauvres, condition aussi pour un réel aménagement du territoire.

Cela suppose de toucher à l'ensemble de notre fiscalité : la fiscalité du patrimoine, principale source de reproduction des inégalités ; la fiscalité locale, avec notamment la réforme de la taxe professionnelle et l'aboutissement de la taxe départementale sur les revenus afin d'asseoir la taxe d'habitation également sur le niveau de revenus ; la protection sociale en poursuivant le transfert des cotisations -proportionnelles et assises sur les seuls salaires- vers la contribution sociale généralisée -légèrement progressive et assise sur tous les revenus, et notamment ceux du capital.

Il y a, ensuite, un projet global sur le temps. Le projet d'une civilisation du temps libéré constitue, notamment pour les femmes qui subissent trop souvent une double journée de travail, l'un des plus importants enjeux de demain par les réflexions qu'il doit provoquer : sur la politique de transports, sur la politique culturelle, sur la politique de l'environnement, sur la politique du temps libre et, bien sûr, sur la réduction et la réorganisation du temps de travail.

Ne nous payons pas de mots, là non plus ! Personne ne peut penser que tout est possible à la fois, si l'on veut créer des emplois. Fixons alors, encore une fois, les priorités : adopter une loi fixant un objectif de 35 heures dans la législature ; refuser sans la moindre faiblesse que les salaires bas et moyens subissent une perte, même minime, de leur pouvoir d'achat ; financer, par une aide de l'Etat, la compensation salariale ; engager, dans le même temps, une politique de redistribution de tous les revenus, c'est-à-dire pas seulement des salaires, avec la réforme fiscale dont nous avons fixé les principes et l'ampleur. Et mettons en place un système d'épargne-temps, donnant à chacun les moyens de rémunérer des périodes de temps libre, et financé par l'entreprise, l'Etat et les contributions volontaires des individus.

Rien de cela ne se fait tout seul. Tout ne dépend pas du seul volontarisme de l'Etat. C'est pourquoi il faut, encore une fois, créer un rapport de force, politique et social. C'est pourquoi, aussi, il faut

**Ensuite, un projet global sur le temps.**

**Refuser sans la moindre faiblesse que les salaires bas et moyens subissent une perte, même minime, de leur pouvoir d'achat.**

**Créer un rapport de force politique et social.**

**Privilégier les dépenses qui, concrètement, permettent de lutter contre le chômage et l'exclusion : la santé, le logement social, la ville, l'éducation.**

**Engager aussi des réformes de structures et fixer un calendrier de réformes.**

**D'abord -enfin !- une grande réforme fiscale.**

que tous les acteurs soient placés devant leurs responsabilités. Telle est la troisième conséquence que nous devons tirer de la priorité à l'emploi. Les syndicats, les associations, les entreprises d'insertion agissent déjà et sont prêts à s'engager davantage encore. Mais cela ne suffit pas.

Les entreprises ont leur rôle à jouer dans ce combat et il est de notre devoir de leur rappeler. Une véritable gestion anticipée des compétences et des emplois doit être mise en place avec un véritable droit des salariés à l'adaptation et à la progression professionnelle. Toute aide de l'Etat aux entreprises doit désormais s'accompagner de contreparties en termes d'emplois : il n'est que temps de mesurer combien, dans certains secteurs, nous sommes allés trop loin dans le remplacement des machines par les hommes, souvent sans réels effets économiques mais avec de dramatiques effets sociaux. Les administrations et le secteur public doivent, eux aussi, participer à ce combat alors même qu'ils n'ont pas fait exception au recul de l'emploi. Cela suppose des moyens financiers mais aussi un souci de gestion efficace et de modernisation du service public.

Voilà quelques pistes d'action sur ce que, selon nous, il conviendrait de faire. Mais il n'est pas possible d'en rester là : il est nécessaire également de répondre à une autre question : comment faire bouger notre société ?

## COMMENT FAIRE BOUGER NOTRE SOCIÉTÉ ?

"Mobiliser les citoyens !", tel doit être notre objectif. "La démocratie, partout et jusqu'au bout", telle doit être notre méthode.

Sur ce sujet non plus, la droite n'a pas changé. En fait de rassemblement, elle oppose et divise : les Français et les étrangers, les jeunes et les autres, l'école publique et l'école privée, les différentes catégories sociales... En fait de démocratie, elle préfère le contrôle des postes à toute extension de la démocratie : tout a été fait pour que les citoyens européens ressortissant d'autres pays que la France ne puissent exercer leur droit de vote pour l'élection du Parlement européen ; tout a été fait pour qu'aucune réforme d'ampleur de la Constitution n'aboutisse, avant comme après 1993 ; tout a été fait pour que les citoyens soient placés en lisière de la politique d'aménagement du territoire.

Au delà, la droite a succombé à une tentation mortelle : la tentation du repli. Nous devons, nous, y résister et, au contraire, défendre une société ouverte et régulée, qui est bien différente du modèle libéral que nous dénonçons.

Au niveau international, nous devons nous battre pour une organisation mondiale du commerce qui fasse respecter les mêmes règles entre les pays les plus riches. Mais nous devons aussi nous battre,

parce que nous sommes socialistes, pour que les pays les plus pauvres puissent connaître le développement par eux-mêmes, par les échanges commerciaux, et non en quémandant une aide internationale nécessaire mais toujours insuffisante.

L'alternative, aujourd'hui, se situe entre l'anarchie des marchés mondiaux incontrôlés, conduisant, en réaction, à des nationalismes agressifs, et l'instauration au niveau du globe de nouvelles régulations. C'est pourquoi, là encore, plutôt que le repli sur le statu quo, nous devons promouvoir une nouvelle organisation mondiale, garante de la protection de la planète et de la solidarité entre les peuples et rénover l'Organisation des Nations-Unies, donner au droit d'ingérence humanitaire une base légale, bâtir un nouveau système monétaire international, affirmer concrètement une commune responsabilité à l'égard de la planète et notamment de son développement durable.

Au niveau européen, la tentation du repli existe aussi : elle se cramponne à une nation idéalisée et à une Europe bloquée. Faisons, là aussi, le choix de l'ouverture, du courage et de l'avenir en relançant tout à la fois l'Union européenne et en l'ouvrant aux pays de l'ancienne Europe de l'Est. Seule une Europe politique forte pourra obtenir des autres grandes puissances une nouvelle organisation du monde. C'est pourquoi nous refusons une Europe invertébrée, réduite à une grande zone de libre-échange. C'est pourquoi nous voulons une Union européenne qui ne se mêle pas de tout mais qui soit structurée autour d'objectifs clairement identifiés : la paix, la justice et la sécurité des personnes, la solidarité sociale. C'est pourquoi aussi nous voulons que ces objectifs soient servis par des institutions plus transparentes, plus démocratiques et plus efficaces, utilisant les instruments de la puissance publique - une armée, une monnaie - sans lesquelles l'Europe restera dominée par les Etats-Unis et, demain, par les pays d'Asie.

Au niveau national, c'est un autre type de repli qui menace notre société : le repli sur les clientèles. La droite, comme toujours, y a succombé. Nous devons avoir, quant à nous, une idée claire de la base sociologique et électorale que nous devons rechercher. Il y a longtemps déjà que le Parti socialiste ne s'identifie plus comme parti de la classe ouvrière. Il doit demain s'appuyer sur la mobilisation de tous ceux qui partagent ses valeurs et ses choix. Il doit, évidemment, s'adresser aux couches populaires et aux classes moyennes. Il doit, évidemment, s'adresser au salariat. Mais il doit en définitive s'adresser à la société tout entière en proposant un nouvel échange politique et un projet mariant nos ambitions collectives avec l'individualisme contemporain.

Au delà des classes sociales, notre parti doit également mobiliser institutions et citoyens. Nous devons nous appuyer sur l'Etat. Un Etat dont les fonctions essentielles - justice, sécurité... - doivent être revalorisées et repensées. Un Etat dont les services publics sont d'autant plus présents que les zones sont en difficulté. Un Etat qui reste le gardien ultime de la cohésion sociale. Un Etat avec un

**Toute aide de l'Etat aux entreprises doit maintenant s'accompagner de contreparties en termes d'emplois.**

**La démocratie, partout et jusqu'au bout !**

**Défendre une société ouverte contre la tentation du repli.**

**Se battre pour que les pays pauvres puissent connaître le développement par les échanges commerciaux et non en quémandant une aide nécessaire mais toujours insuffisante.**

**Relancer l'Union européenne et l'ouvrir aux pays de l'ancienne Europe de l'Est.**

**Le Parti socialiste doit s'adresser à la société tout entière en proposant un nouvel échange politique mariant nos valeurs collectives et l'individualisme contemporain.**

**Pour un Etat qui donne tout son sens à la laïcité - valeur fondamentale pour la cohésion de notre société et dont l'actualité est plus grande que jamais.**

secteur public fort. Un Etat qui respecte les règles qu'il a lui-même édictées, et ne pratique pas une politique de contrôle d'identité qui s'apparente à une chasse au faciès insupportable. Un Etat qui donne tout son sens à la laïcité -valeur fondamentale pour la cohésion de notre société et dont l'actualité est plus forte que jamais.

Nous devons nous appuyer sur les corps intermédiaires, en instaurant avec eux un véritable partenariat. Le mouvement associatif doit être plus respecté, ce qui signifie souvent, et simplement, prendre des engagements financiers pluriannuels et, davantage encore, respecter dans les délais les engagements pris. De multiples procédures doivent être réformées, qu'il s'agisse du droit de l'urbanisme -grands travaux, permis de construire...- ou de la participation des représentants des usagers de certains services publics. De la même manière, on pourrait accompagner le développement des comités de chômeurs en leur permettant de participer aux décisions des institutions qui les concernent -ASSEDIC, ANPE, AFPA...

Accroître la citoyenneté, c'est, enfin, approfondir notre démocratie dans le pays comme dans le parti.

Démocratie dans l'entreprise, en tirant les conséquences du bilan de dix ans d'application des lois Auroux pour renforcer la négociation collective à tous les niveaux et conforter la représentation des salariés dans les petites et moyennes entreprises ; en renforçant et en élargissant également la représentation des salariés dans les conseils d'administration. Le problème de la représentation des salariés dans l'entreprise est un problème majeur. C'est un débat qui doit s'ouvrir, en particulier avec les organisations syndicales.

Démocratie dans les médias, audiovisuels mais aussi de la presse écrite, en donnant les moyens tant juridiques que financiers pour préserver le pluralisme et l'indépendance et combattre la confusion entre pouvoir politique, pouvoir financier, pouvoir industriel et pouvoir médiatique. Les exemples -ou, plutôt, les contre-exemples- de Berlusconi en Italie et du RPR en France montrent qu'il y a là un combat plus que jamais d'actualité.

Démocratie au niveau des institutions. Nous devons avoir l'ambition de rééquilibrer profondément la Ve République en favorisant la délibération collective et la participation des citoyens. Les pistes sont nombreuses : réduction de la durée d'exercice du mandat présidentiel, renforcement du rôle du Parlement -et notamment des pouvoirs de contrôle et d'évaluation, des droits de l'opposition, des pouvoirs budgétaires-, nouvelles limitations, dès lors, du cumul des mandats -notamment interdiction entre les fonctions exécutives locales et le mandat de député comme les Etats généraux de Lyon l'avaient demandé.

Mais nous ne devons pas nous arrêter là : il est également nécessaire de réfléchir au rôle, aux pouvoirs et à la représentativité du Sénat ainsi qu'à l'efficacité, l'équité et la cohérence de nos modes de scrutins locaux en adoptant à tous les niveaux le

modèle du mode de scrutin municipal. Il faut sans doute aller plus loin encore et étendre le droit de saisir le Conseil constitutionnel à tous les justiciables et renforcer la démocratie de la ville avec des conseils ou des comités de quartiers.

Le dernier volet, enfin, ne dépend lui que de nous : c'est la démocratie dans notre parti. Nous le savons tous, notre parti est malade. Gravement malade. De la dérive de ses courants ; de la faiblesse de ses débats ; de la coupure croissante avec la société et le terrain ; de l'épuisement de sa pensée. Les socialistes ne le reconnaissent plus et ne se reconnaissent plus en lui.

C'est une rupture radicale et une nouvelle naissance que nous devons être capables d'initier. Tous ensemble et tout de suite, car il y a urgence.

Cela suppose, en préalable, de profondément transformer nos modes de fonctionnement. Il ne suffit pas, il ne suffit plus, d'appeler au dépassement des courants. Il faut, concrètement, permettre à tous les socialistes de se réapproprier leur parti en mettant fin à la cooptation de ses responsables par les courants. Tout cela a déjà été demandé par les militants. Il faut maintenant le faire et réformer de manière radicale nos statuts. C'est pourquoi nous proposons que :

■ *le conseil national soit désormais composé aux deux-tiers des représentants des fédérations et seulement pour un tiers par les représentants des motions du congrès.*

■ *de la même manière, que les conseils fédéraux soient composés pour deux-tiers des membres élus par les sections et seulement pour un tiers de membres désignés sur la base des motions.*

■ *enfin, que les commissions exécutives de section soient composées de deux-tiers de militants élus au scrutin uninominal majoritaire et pour un tiers par les motions.*

Nous sommes déterminés à faire aboutir cette réforme et nous demandons son application immédiate. Mais elle n'est qu'un préalable. Elle permet de fonctionner différemment et de sortir de cette situation insupportable où l'on est regardé comme membre d'un courant avant d'être membre du parti. Mais il faut aller plus loin, là encore.

Il faut retrouver l'**authenticité socialiste**. Le rôle d'un parti n'est pas seulement de désigner -et encore moins de coopter- des cadres ou des candidats mais aussi de formuler des analyses et des critiques, de proposer, de faire vivre ses valeurs dans la fraternité. L'honneur des socialistes est de s'engager dans le débat et non de se cantonner dans un silence assourdissant sur les idées qui n'aurait d'égal qu'un soutien tapageur aux hommes.

Il faut imaginer un parti d'**expérimentation**, notamment dans les collectifs que nous dirigeons, qu'il s'agisse de la réduction du temps de travail, du logement ou du développement des nouveaux services.

Il faut développer de **nouvelles formes de militan-**

**Les socialistes ne reconnaissent plus leur parti et ne se reconnaissent plus en lui. Il ne suffit pas d'appeler au dépassement des courants. Il faut concrètement permettre aux militants de se réapproprier leur parti en réformant radicalement nos statuts.**

**Nous demandons l'application immédiate de cette réforme.**

**Sortir de cette situation insupportable où l'on est regardé comme membre d'un courant avant d'être membre du parti.**

**Approfondir la démocratie, dans le pays comme dans le parti.**

**Rééquilibrer profondément les institutions de la Ve République.**

**De nouvelles limitations du cumul des mandats.**

**Mobiliser sur de grandes causes, humanitaires ou sociales, retisser des liens avec la société, militer pour la représentation paritaire des femmes.**

**Vivre pleinement notre internationalisme au sein du Parti des socialistes européens et de l'Internationale socialiste.**

**En perspective, un grand parti de la gauche tout entière.**

tisme, en donnant davantage de place à l'échange et à la délibération, en mobilisant militants et sympathisants sur de grandes causes -sociales ou humanitaires-, en privilégiant la transparence, en retissant des liens avec la société par une plus grande participation dans les associations ou les syndicats, en militant pour la représentation paritaire des femmes, en organisant des débats sur des questions brûlantes comme la drogue ou le Sida.

Il faut vivre pleinement **notre internationalisme**. Nous voulons que notre parti tienne toute sa place dans le Parti des socialistes européens et dans l'Internationale socialiste. Nous souhaitons que leur action soit mieux connue et que les militants y soient associés par des campagnes d'action communes, par des stages de formation internationaux ou par des débats organisés entre nos partis.

Au delà de cette profonde rénovation du fonctionnement et de la conception de notre parti que nous appelons de nos vœux, nous devons commencer à envisager les **conditions de sa mutation**. Que se passe-t-il à côté de nous en effet ? Le mur de Berlin est tombé, rendant raison au socialisme démocratique et entraînant la mort du socialisme administré. L'écologie politique a pris une importance désormais inscrite dans toutes nos consciences. Nous avons appris, parfois à nos dépens, que la politique ne pouvait se faire seulement dans les partis mais se vivait aussi, au quotidien, dans la société. C'est à partir de ce constat que nous avons engagé les Assises pour la transformation sociale. Nous devons maintenant accélérer et approfondir cette démarche en ouvrant la perspective d'un **grand parti de la gauche, pluraliste pour la société tout entière** où tous -socialistes, communistes dans leur diversité, radicaux, écologistes, syndicalistes, représentants des mouvements associatifs...- puissent vivre ensemble pour penser, peser, agir.

Notre prochain congrès est important. L'alternative est claire : le temps est venu du sursaut ou du déclin. Le Parti socialiste doit maintenant adopter une stratégie offensive, à gauche, refusant aussi bien la tentation du consensus et de l'alliance avec un centre introuvable, que le repli sur soi et le confort d'une éternelle opposition.

Notre parti ne doit pas faire l'impasse sur l'élec-

**Nourrir le contrat que le PS passera avec son candidat et que son candidat passera avec le pays.**

**Nous souhaitons que le débat sur les contributions permette d'aboutir au plus large rassemblement.**

**Un vrai débat de fond, pour continuer à travailler tous ensemble, plus unis, plus rassemblés, dans un parti profondément rénové, pour réinventer l'espérance et gagner les élections présidentielle et municipales.**

tion présidentielle. Il doit au contraire nourrir le contrat qu'il passera avec son candidat et que son candidat passera avec le pays.

Notre congrès doit servir à approfondir la démarche de réflexion idéologique engagée au congrès de l'Arche en 1991 et à conforter la dynamique de rassemblement et de renouveau entamée aux Etats généraux de Lyon en 1993 mais qui reste encore trop embryonnaire.

Il doit éviter les affrontements du passé, que ce soit à travers d'anciens ou de nouveaux courants. Ces déchirements, qui détournent la politique de son idéal, ont lassé déjà trop de militants, découragé trop de sympathisants et dégoûté trop d'électeurs. Le Parti socialiste est suffisamment affaibli comme cela.

Nul ne sait comment il résisterait, quelques mois avant des élections présidentielle et municipales décisives, à une nouvelle confrontation de pouvoir où les idées seraient prises en otage. Nous le disons clairement : nous n'avons aucunement cette intention ! Et nous souhaitons que le débat sur les contributions permette d'aboutir au plus large rassemblement.

Nous sommes pour un "coup de barre à gauche", pour réaffirmer nos valeurs, pour redessiner une perspective, pour se remettre davantage à l'écoute de la société, pour retrouver un langage plus simple et plus concret, pour formuler une critique plus acerbe de la droite aujourd'hui au pouvoir. Nous voulons aussi prendre garde à ne pas prendre le coup de barre sur la tête ! Nous ne voulons pas que le Parti socialiste tombe dans un discours démagogique, visant à séduire par des promesses alléchantes mais qu'il saurait ne pas pouvoir tenir.

Le congrès que nous souhaitons ? Celui qui donne l'occasion d'un vrai débat de fond, pour continuer à travailler tous ensemble, plus unis, plus rassemblés, dans un parti profondément rénové, davantage ouvert qu'auparavant, pour réinventer l'espérance et gagner les élections présidentielle et municipales.

## SIGNATAIRES

Michèle ANDRÉ - Martine AUBRY - Jacques AUXIETTE -  
Alain BERGOUNIOUX - Jean-Marie BOCKEL - Jean-Christophe CAMBADELIS -  
Michel CHARZAT - Michel DESTOT - Geneviève DOMENACH-CHICH - Claire DUFOUR - Claude EVIN -  
Jean GATEL - Eric GHÉBALI - Gérard GOUZES - Elisabeth GUIGOU - Jean LE GARREC - Jean-Marie LE GUEN -  
Jean-Yves LE DRIAN - Bruno LE ROUX - Pierre MAILLE - Pierre MAUROY - Pierre MOSCOVICI -  
Henri NALLET - Bernard POIGNANT - Bernard ROMAN - Olivier ROUSSELLE -  
Patrick SÈVE - Dominique STRAUSS-KAHN -  
Jean-Pierre SUEUR - Catherine TRAUTMANN -

# Retrouver notre âme

"Aller à l'idéal et comprendre le réel".

Ainsi parlait Jean Jaurès. Nous sommes passés par le réel.

Aurions-nous en chemin oublié notre idéal ?

**Certains le pensent et y voient l'enjeu de notre prochain congrès : retrouver notre âme, l'élan et l'imaginaire des précurseurs, ce rien d'utopie et de rêve sans lequel on ne peut ni vivre, ni espérer...**

**P**arce que le débat doit être ouvert, on aimerait y participer. Parce que les orientations que nous retiendrons aujourd'hui sur l'emploi, sur la solidarité nationale et internationale pèseront sur la vie des Français pour les prochaines années, il nous faut proposer : le peu de temps laissé pour intervenir dans ce congrès limitera -et c'est dommage- la capacité créatrice de chacun. Soyons brefs et allons à l'essentiel.

**Le socialisme reste, encore aujourd'hui, l'une des plus grandes idées que l'humanité ait jamais proposées.** Même s'il n'est pas sorti intact de l'effondrement communiste, ni de ce qu'il est convenu d'appeler "les affaires", il nous revient aujourd'hui de réhabiliter, par nos comportements et nos propo-

## **S**UR LE TERRAIN DE L'EMPLOI

Sur le terrain de l'emploi, qui ne peut être résolu d'un coup de baguette magique, faut-il se contenter d'annoncer régulièrement notre intention de réduire la semaine de travail ? Avons-nous suffisamment exploré les gisements d'emploi nouveaux que peuvent constituer les emplois de proximité ? Des élus prennent des initiatives. A Lisieux, un point d'impôt réservé à des actions nouvelles pour l'emploi a d'ores et déjà permis de créer une quinzaine d'emplois de service consolidés. Ce n'est qu'un exemple mais de nombreuses études démontrent que plusieurs centaines de milliers d'emplois de proximité peuvent être créés de la sorte dans le pays. Agissons concrètement. De même, n'avions-nous pas promis, en d'autres temps, de ne plus accepter que certains exercent deux emplois tandis que d'autres n'en ont pas ?

## **S**UR LE TERRAIN DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Sur le terrain de la sécurité sociale, va-t-on continuer indéfiniment à faire payer aux seuls salariés des dépenses qui ne cessent d'augmenter. La démarche enclenchée depuis quelques années, avec la CSG, doit être amplifiée et généralisée et les cotisations assises sur les revenus dans leur ensemble. De même, il faut réfléchir aux

dépenses. Certains remboursements sont-ils vraiment justifiés ? D'autres ne mériteraient-ils pas d'être encore améliorés ? Les socialistes, parce que c'est leur vocation première, doivent proposer des pistes crédibles pour préserver la protection sociale des Français.

## **L**E PARTI SOCIALISTE, DANS SA VIE INTERNE, DOIT ÉGALEMENT MONTRER LE VISAGE DE LA SOCIÉTÉ QU'IL VEUT CONSTRUIRE.

Est-il acceptable que la féminisation du parti se réduise à des discours creux, le plus souvent ignorés, parfois dévoyés par pur opportunisme. Les grands partis de l'Internationale socialiste le savent depuis le début du siècle, Fourier, Engels, Flora Tristan, Bebel et bien d'autres l'ont dit très tôt : la manière dont la question féminine est traitée est un indicateur de démocratie. Aujourd'hui, sur la question des femmes en politique, la France est à la traîne en Europe, comme le PS par rapport aux autres partis sociaux-démocrates européens, qui poursuivent depuis toujours une politique forte et attentive tandis qu'ils soutiennent les organisations féminines autonomes qui leur sont proches (cf exemple allemand et des pays du Nord de l'Europe). C'est là un fait politique et culturel que le PS semble avoir toujours du mal à comprendre.

sitions, cet idéal, dont nous ne pouvons nous passer. Chaque jour, nous voyons les inégalités se creuser, chaque jour, la France génère de plus en plus d'exclus, le chômage, singulièrement celui des jeunes et des femmes, paralyse notre pays dans sa progression et dans sa réflexion même, comme interdit devant l'immensité du chantier. Ailleurs, la vie ne semble pas avoir de valeur propre et la sinistre comptabilité des morts du Rwanda nous renvoie à chaque fois l'indicible. A nos portes, en Afrique du Nord ou en Europe, l'intégrisme et le nationalisme refont surface : les flancs de la bête sont encore féconds, qui interdit aux femmes d'Algérie l'usage de leurs droits, qui menace de mort l'intellectuel qui affichera ses convictions.

Et la cause serait entendue. Le monde serait au libéralisme, au marché et à ses règles, qu'un caractère national plus ou moins interventionniste tempérerait. A force de baisser pavillon, de dire qu'elle a fait ce qu'elle a pu et qu'elle n'a pas pu tout faire, de s'excuser presque devant les Français, la gauche a fini par perdre son âme. Au moment où la droite au pouvoir témoigne de son impuissance comme de son goût pour un retour aux privilèges des siens, la gauche doit retrouver le chemin de l'imagination, de l'audace et de la générosité.

## **P**EU-ON ENFIN RESTER SANS PROJETS DEVANT LA MISÈRE PROFONDE DE L'AFRIQUE ?

Voilà bien une tragédie qui doit mobiliser toute la gauche européenne, comme au siècle dernier, la misère des ouvriers a pu mobiliser les premiers socialistes. Pourquoi ne pas reprendre, améliorer, soutenir le projet Kouchner d'un service civique pour nos jeunes qui se verraient offrir là une expérience de solidarité en même temps qu'une occasion d'ouverture sur le monde. De même, faisons de la notion d'ingérence un devoir politique. Où est cette vision internationale qui hier donnait au mouvement progressiste sa réelle vocation : celle de proposer un projet politique à dimension historique.

Que l'on prenne garde à la cassure, au fossé qui se creuse entre ce que l'on appelle le peuple de gauche et ceux qui se proposent de le représenter, à la disparition dans notre société d'un lien social qui en faisait jusqu'à présent le ciment. On voit en France l'abstention se développer, les votes se disperser. Cela n'est pas un hasard. Pour stopper l'hémorragie, il faut que les socialistes réagissent, changent, retrouvent leurs racines en se montrant plus ouverts sur le monde d'aujourd'hui et de demain, plus unis sur l'essentiel.

**Plus conscients du réel sans jamais oublier l'idéal.**

SIGNATAIRE

Yvette ROUDY

# Unité dans la clarté

**S'**il y a dans l'histoire des peuples un effet de fin de siècle, les choses cette fois-ci se passent bien différemment. Le dix-huitième siècle dans ses dernières années voyait l'épanouissement de l'Ere des Lumières. La Révolution française donnait un signal aux peuples de l'Europe et bientôt au delà de notre continent. Le dix-neuvième finissant s'enthousiasmait des certitudes de la science et les ouvriers, au sortir de l'exode rural, découvraient peu à peu l'idéal socialiste. Rien de comparable dans cette décennie quatre-vingt-dix où le capitalisme triomphe partout à la surface du globe, où les références se disloquent, où la montée des intégrismes succède à l'effondrement du totalitarisme, où des conflits sanglants secouent la planète.

Mais il serait naïf de croire que la vie de l'humanité se soit jamais déroulée selon une trajectoire simple et directe. Le dix-neuvième siècle a connu les

durs affrontements du nationalisme, les conquêtes coloniales, les impérialismes qui ont broyé tant de peuples, le vingtième siècle deux guerres mondiales, l'holocauste, l'apparition d'armes terrifiantes, des guerres coloniales, le risque de dissémination nucléaire, la mondialisation des économies qui engendre de nouvelles formes d'esclavage. C'est dire que les aubes frémissantes sont loin de tenir leurs promesses.

Et **aujourd'hui** quelles certitudes, quelles assurances pour l'humanité malgré les progrès vertigineux de la science, progrès qui, s'ils ne sont pas maîtrisés, engendreront de plus en plus de risques de destruction ? Eh bien ! dans ce monde chaotique et cruel, nous sommes plus que jamais convaincus de l'actualité du socialisme, de l'éternelle jeunesse de cette idée et de ce projet. Les Français, parmi d'autres, ont un rôle historique à jouer pour faire avancer cette "idée neuve", "la seule idée neuve des temps modernes".

## POUR UN ENGAGEMENT CLAIR ET LOYAL

**R**egardons la situation en France : l'opinion est largement désorientée, sceptique et repliée sur elle-même.

Or, si la droite est relativement forte aujourd'hui, c'est largement aux faiblesses de la gauche qu'elle le doit. Cette situation heureusement n'est en rien irréversible. D'ailleurs la droite, après le succès qu'elle a remporté en mars 1993, a reculé lors des dernières élections cantonales. Et seul l'échec de la liste socialiste aux européennes a masqué ses difficultés. Le RPR et l'UDF ont plafonné à 24 %. L'ensemble de la droite, en y incluant la dissidence de de Villiers, revendiqué par Pasqua la veille du 12 juin et par Balladur le soir même, n'a pas dépassé 36 %.

Ce qui est préoccupant, c'est que le Parti socialiste n'ait pas encore ressaisi son électorat, alors que les effets de la politique Balladur se font sentir dans l'ensemble de la société et surtout parmi les salariés : montée inexorable du chômage, accroissement de la précarité et des exclusions, durcissement des phénomènes de ghettos dans les grandes banlieues, recul des droits sociaux et de la protection sociale, atteintes de plus en plus flagrantes aux libertés. Ce qui est préoccupant c'est que le Parti socialiste soit tombé le 12 juin à 14,5 % des voix, alors que l'ensemble de la gauche se redressait nettement.

Quelles sont les causes de cette désaffection ? Le bilan de nos années de pouvoir ? L'explication est certainement trop courte, même si des déceptions légitimes demeurent. Ni les circonstances internationales ni les rapports de force au sein de la société française n'ont fait jusqu'ici l'objet d'une analyse sérieuse. Nous n'avons

pas dressé le bilan objectif -à la fois critique et juste envers nous-mêmes- de ce qui a été réussi et de ce qui ne l'a pas été. Nous n'avons pas encore revendiqué la comparaison entre notre bilan et celui de la droite depuis quinze mois. Non dans un souci de plaidoyer, mais pour nous appuyer sur un passé récent, pour le comprendre, afin de rebondir et de proposer aux Français une issue politique à la crise actuelle.

Pour saisir l'incapacité dans laquelle se trouve aujourd'hui le Parti socialiste, il faut se souvenir des divisions nées lors du congrès de Rennes où les ambitions individuelles ont submergé l'ambition collective. En quatre ans le Parti socialiste a vécu dans une instabilité sans précédent avec **des renversements d'alliances étonnants** qui n'avaient aucune base idéologique ni programmatique, mais tenaient seulement à des enjeux de pouvoir. Le Parti socialiste a connu quatre congrès et bientôt un cinquième. Nous avons eu quatre Premiers secrétaires.

**La désignation d'Henri Emmanuelli par le conseil national du 19 juin comme Premier secrétaire doit permettre d'ouvrir la voie aux clarifications indispensables -l'Unité dans la Clarté- que nous n'avons cessé de réclamer. C'est dans cet esprit que nous avons voté pour Henri Emmanuelli et décidé de participer à la nouvelle majorité qui s'est dégagée ce jour-là.**

Nous appelons les socialistes à participer à cette nouvelle majorité, à égalité de droits et de devoirs, sur les bases politiques que cette contribution souhaite proposer au dialogue de tous, car l'heure des choix et des engagements clairs a sonné. Cette contribution a pour objet d'aider à la définition d'objectifs lisibles qui seuls fonderont **l'authenticité du rassemblement autour du Premier secrétaire.**

**C'est dans cet esprit que nous souhaitons faire la synthèse avec le texte d'Henri Emmanuelli lors du conseil national du 1er octobre.**

## "UN COMBAT QUI A COMMENCE AVANT VOUS ET QUI SE POURSUIVRA APRES "

**I**l nous faut aujourd'hui affirmer pleinement et actualiser notre identité socialiste à la veille du siècle nouveau.

Le monde change à toute vitesse, mais l'exigence humaniste, les aspirations profondes et séculaires de l'humanité se transmettent de génération en génération. A travers tant de drames et de souffrances la soif de justice demeure ce qu'il y a de meilleur dans les hommes et dans les peuples.

Aussi rien ne serait-il plus irritant et dangereux que cette idée selon laquelle il y aurait une culture de gouvernement et une culture d'opposition. Lors du dernier Conseil des ministres du gouvernement Pierre Bérégovoy, en mars 1993, François Mitterrand a déclaré à l'adresse de ceux-là :

"N'oubliez jamais que votre vocation n'est pas de gérer des administrations, mais de poursuivre le combat séculaire qui a commencé avant vous et qui se poursuivra après, le combat contre les inégalités."

Les socialistes ne peuvent en effet se plier à la logique de l'ordre capitaliste. Ils doivent présenter un projet antagoniste, qui conduit forcément à la confrontation.

Toutes les réformes économiques et sociales réalisées par la gauche depuis plus d'un siècle ont toujours été arrachées à l'ordre établi. Il en sera ainsi demain comme hier, à cette différence près que l'existence d'institutions démocratiques permet de substituer la réforme à la révolution.

## UNE SEULE ET MEME LOGIQUE : LE PARTAGE

**A** dix mois de l'élection présidentielle, le Parti socialiste doit justement se doter d'un projet ambitieux et le moment venu d'une plateforme présidentielle.

Le rôle d'une contribution est aujourd'hui de dégager à partir de quelques exemples significatifs un guide pour l'action dénué d'ambiguïté.

Ainsi affirmons-nous qu'une lutte efficace contre la pauvreté et contre le chômage passe d'abord par la **redistribution des richesses** sur le plan national et international.

**La réduction de la durée du travail à 35 heures sans diminution de salaire** sera créatrice d'emplois, si elle s'inscrit dans ce contexte de redistribution. En effet, accepter des diminutions de salaire consécutives à la réduction de la durée du travail serait faire le jeu du capital au détriment des salariés. La loi et la négociation entre les partenaires sociaux doivent au contraire garantir les bas et les moyens salaires. Le capital et l'ensemble des revenus doivent apporter leur contribution à la réduction de la durée du travail.

Les emplois de proximité doivent être développés par une volonté commune de l'Etat et des diverses collectivités. Leur financement relève largement de la solidarité nationale.

Dans tous les cas le mot clé est la redistribution des richesses, ce qui implique une **réforme de la fiscalité**.

■ *Il faut élargir l'assiette de la fiscalité, durcir l'impôt sur la fortune et l'appliquer vraiment aux grandes fortunes ;*

■ *La réforme de la taxe d'habitation réclamée en 1988-90 par le Groupe socialiste et votée par le Parlement doit enfin être réalisée et prendre en compte les différences de revenu des habitants. Nous apporterons ainsi un soulagement certain à plusieurs millions de ménages ;*

■ *La taxe professionnelle sera à l'avenir assise davantage sur la valeur ajoutée que sur les investissements et le nombre de salariés dans l'entreprise. Cela ira aussi dans le sens de la justice.*

La **protection sociale** participera davantage aussi à la redistribution des richesses : elle constitue pour nous un investissement primordial. L'économique et le social ne sont pas des conceptions antagonistes mais complémentaires. Encore faut-il ne pas faire payer aux seuls salariés des dépenses en augmentation constante. Les cotisations, dans l'esprit de la CSG, doivent être assises sur l'ensemble des

revenus. De même les dépenses de santé doivent être maîtrisées, malgré les revendications de lobbies puissants.

Mais pour prendre en compte les difficultés réelles de certaines entreprises, nous réclamons également la diminution des charges sociales pesant sur les plus petites et la fiscalisation d'une partie de leurs cotisations sociales. Nous réduisons ainsi des inégalités qui frappent beaucoup d'acteurs économiques.

## POUR UNE VRAIE CITOYENNETÉ

La **défense et la modernisation du service public** (changement dans les méthodes, accroissement des moyens) doivent être menées de pair. L'éducation et la formation -initiale et continue-, le logement social, la politique de la ville, la sécurité des biens et des personnes supposent l'existence d'un Etat démocratique fort, arbitre et régulateur, qui applique les réformes de structures décidées par la représentation nationale et établit un dialogue constant avec les collectivités locales.

L'Etat doit garantir les **libertés** constitutionnelles et les **droits de l'homme**. Il doit assurer à tous les niveaux l'**égalité des droits entre les femmes et les hommes**. Cela requiert une interaction constante de l'Etat et de la société, une révolution culturelle qui est loin d'être achevée. Nous sentons aujourd'hui que nos libertés sont menacées. Il est grave de constater qu'on endort l'opinion.

Dans le même temps où le gouvernement laisse l'insécurité (délinquance, drogue, sida), conséquence de la crise, s'aggraver, il porte précisément atteinte aux libertés des citoyens : lois Pasqua, nouveau texte réprimant, sous-couvert de tranquillité publique, le droit de manifestation, contrôles d'identité consécutifs à la crise algérienne, qui entraînent de graves discriminations et risquent de compromettre l'intégration des populations vivant sur notre sol.

Comment ne pas s'élever aussi contre les **atteintes à la laïcité et contre les coups portés à l'école publique ?**

Comment ne pas s'élever contre une **certaine dérive judiciaire qui tend à nous faire sortir de l'Etat de droit ?**

L'aspect médiatique et rocambolesque de certaines pratiques doit nous rendre particulièrement sensibles au fait révélé à cette occasion, à savoir que 367.000 personnes font chaque année l'objet d'une garde à vue sans que l'opinion en soit consciente (la plupart du temps dans des conditions d'humiliation et de dégradation révoltantes...).

Que les socialistes s'élèvent aussi **contre les privatisations menées à marche forcée ou préparées au cours de l'été** par le gouvernement Balladur et qui permettent l'enrichissement de plusieurs grands groupes. Qu'ils s'élèvent aussi contre la valse des PDG dans ce qui reste du secteur public.

Enfin la **collusion du pouvoir étatique et des grands intérêts privés n'a-t-elle pas bouleversé le paysage audiovisuel et déjà englouti "l'Etat impartial" ?** Là aussi le service public devra être rétabli dans ses droits. Le pluralisme doit être partout respecté.

Dans les **DOM-TOM**, un souci tout particulier doit être apporté à la **mise en valeur des ressources**, à l'aménagement du territoire, à la prise en main de leurs intérêts par l'**ensemble des habitants**, dans le respect des lois de la République et dans l'esprit de la décentralisation.

Les régimes totalitaires comme la spéculation capitaliste ont toujours dégradé l'environnement. Bien au contraire les conquêtes de la science et un nouvel ordre économique doivent **préserver la nature**, ses beautés et ses richesses, pour le plus grand bien de l'homme. Une action nationale et internationale (comme le Sommet de la terre de Rio de Janeiro) doit viser cet objectif.

## LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

**N**ous devons également définir un projet international, ne pas craindre d'affronter les tendances au découragement et au scepticisme qui se font jour dans l'opinion.

Les socialistes doivent être fiers d'avoir fait avancer avec François Mitterrand la construction de l'Europe.

Nous voulons la **démocratisation des institutions européennes** et non la dilution de l'Europe dans une zone de libre échange où les intérêts marchands l'emporteraient sur ceux des peuples. Dans les domaines de compétence communautaire la règle de la majorité doit remplacer progressivement celle de l'unanimité.

Le traité de Maastricht a marqué une avancée et ouvert la voie à un **espace social**. Il faut poursuivre dans ce sens.

Il faut également combler certaines lacunes du traité de Rome et **organiser la défense du service public** dans les domaines des transports, de l'énergie, des postes et des télécommunications, de l'information, partout où la dérégulation risque de faire des ravages. Les partis socialistes et sociaux-démocrates ont là un devoir d'éveil et de proposition.

Enfin l'Europe a commencé de s'ouvrir à d'autres pays, à l'Autriche, à la Suède, à la Norvège, à la Finlande, et c'est bien. Elle doit aussi jeter les bases d'une coopération de plus en plus étroite avec les pays de l'Europe centrale et orientale.

Malgré l'inachèvement de la construction européenne et les lourdeurs de l'ONU (cf le système de veto au Conseil de sécurité), la France a réussi à faire reconnaître **un certain droit d'ingérence humanitaire** en Bosnie, puis au Rwanda.

Elle ne peut non plus ignorer **le drame algérien**. Elle se doit d'aider à la reconnaissance dans ce pays des forces démocratiques qui sont actuellement étouffées et persécutées, en butte à la répression et au terrorisme lâche et aveugle des extrémistes. Elle doit, dans le respect de la souveraineté algérienne, contribuer à l'instauration d'un dialogue entre les hommes et les femmes de bonne volonté et **à la recherche d'une troisième voie**. Il serait enfin inacceptable de fermer nos frontières à des personnes dont la vie est aujourd'hui en danger.

Dans chacune de ces circonstances la France se doit d'entraîner l'Union européenne et la communauté internationale, chaque fois qu'un devoir de solidarité et d'assistance s'impose.

La France parmi les anciennes puissances coloniales est celle qui a maintenu les liens les plus étroits, non seulement avec l'Afrique francophone, mais souvent aussi avec les anciennes possessions anglaises et portugaises. **Le discours de La Baule** a contribué à faire progresser la démocratie en Afrique même si le chemin demeure long et semé d'embûches, comme des drames quotidiens le rappellent chaque jour. Notre pays doit continuer d'avancer sur la voie de la solidarité en Afrique et dans le tiers-monde et susciter une prise de conscience de l'ensemble des pays développés.

## AUTHENTIQUES ET RASSEMBLES

**D**e la volonté du Parti socialiste de se doter d'un projet nettement orienté à gauche découlera la stratégie qui tendra, comme à partir du congrès d'Epinay en 1971, au **rassemblement de toutes les forces de gauche**. Là aussi il ne doit y avoir ni hésitation ni ambiguïtés.

Si des manifestations comme les Assises de la transformation sociale permettent de nouer les contacts indispensables avec les autres partis et mouvements qui sont sur la même ligne, il ne saurait s'agir de fondre le Parti socialiste dans une sorte de fédération ou de confédération aux contours vagues.

Le Parti socialiste doit redevenir **une grande**

**force politique** et il doit mettre au point un système d'alliances afin de retrouver avec l'ensemble de ses partenaires un esprit d'innovation et de conquête.

L'alliance avec le MRG, avec les communistes, avec les écologistes de gauche, avec tous les hommes et toutes les femmes de progrès, est indispensable, sans qu'il soit utile d'entretenir une relation d'attraction ou de répulsion avec qui que ce soit. Procédons par grands ensembles. Soyons nous-mêmes, avec notre éthique et nos méthodes, dans un esprit d'ouverture et de dialogue.

## CHOISIR UNE LIGNE POLITIQUE

**L**e Parti socialiste enfin ne retrouvera force et vigueur que s'il se transforme lui-même. Voilà plusieurs années que nous sommes nombreux à le demander. Retrouvons le sens de l'amitié et de la convivialité entre nous, étant entendu que l'unanimité de façade serait le contraire du respect mutuel que nous nous devons.

**Le congrès sera fécond s'il permet aux socialistes de se positionner par rapport à quelques grandes questions** : croyons-nous à la nécessité de redistribuer les richesses et de modifier le pouvoir dans l'entreprise, en changeant par la loi et la pratique les règles du jeu ? Voulons-nous nous opposer fondamentalement aux sacro-saintes lois du libéralisme, traduction d'un rapport de force national et international (cf les fluctuations monétaires, la spéculation boursière, les délocalisations) ? Voulons-nous promouvoir le secteur public dans une économie mixte ? Voulons-nous donner à l'Etat les moyens d'être un véritable arbitre et un régulateur ? Bref voulons-nous contribuer à transformer la société ?

Ces questions sont depuis longtemps en débat. Elles ont été tranchées à diverses reprises, mais la confusion s'est instaurée entre nous ces derniers temps où les courants se sont davantage préoccupés de conquérir des positions à l'intérieur du parti que de défendre une ligne politique. **Le moment est venu de proposer aux socialistes un projet clair et audacieux** et de leur donner enfin **la possibilité de choisir leurs dirigeants sur cette base**, dans la clarté et la loyauté.

## UN HOMME = UNE VOIX

**P**our que le choix des options politiques et la désignation des responsables à tous les niveaux ne soient pas viciés, il faut aussi respecter partout, nous disons bien partout, le principe : un homme = une voix. **Il faut que derrière**

**chaque mandat il y ait un homme ou une femme** et pas seulement une carte payée à la trésorerie nationale. Henri Emmanuelli vient de déclarer avec franchise qu'il y avait actuellement **103.000 adhérents** au Parti socialiste. Le congrès devra donc se faire avec les adhérents et les seuls adhérents. C'est la condition première du redressement. C'est ainsi que les courants cesseront d'être des rampes de lancement pour tel ou tel et redeviendront des courants de pensée et de propositions.

## LA VICTOIRE A LA PRÉSIDENTIELLE

**O**ui ! Un congrès de clarification est urgent pour préparer les prochaines échéances : le combat social au quotidien et sur le terrain, l'élection présidentielle, les élections municipales.

La guerre des courants a abouti à ce résultat qu'à l'heure actuelle, alors que la droite est entrée en difficultés du fait d'un bilan qui s'alourdit et du fait des déchirements qui s'annoncent, le Parti socialiste n'a pas encore de candidat à l'élection présidentielle. Situation étrange. Il en résulte un tabou selon lequel la bienséance exigerait des militants de ne pas parler de l'élection présidentielle. Cela signifierait-il que le problème doit être traité en dehors du Parti socialiste ?

Nous contenterons-nous dans le cadre de cette contribution de poser le problème, ou bien aurons-nous le courage de dire qu'**il serait temps que le Parti socialiste et Jacques Delors se parlent** pour préparer ensemble, chacun dans son rôle, mais ensemble, le grand rendez-vous d'avril-mai 1995 ?

Le candidat socialiste sera désigné par le parti, ce qui bien sûr n'exclut pas la nécessaire concertation qui devra être menée d'emblée et simultanément avec les autres forces de gauche. Il lui appartiendra alors, en s'inspirant de la plateforme que nous aurons élaborée et des conversations que nous aurons menées avec nos partenaires, de proposer aux Français ses options et ses propositions. Il lui appartiendra enfin de réunir sur son nom, dans le cadre du rassemblement réalisé, les suffrages des millions d'hommes et de femmes de progrès.

**La victoire est possible. Elle dépend de la volonté commune des socialistes et de tous ceux avec lesquels nous devons nous retrouver sans tarder, afin que l'espoir renaisse.**

## SIGNATAIRES

Louis MERMAZ (Isère)	Fernand TARDY (Alpes-de-Haute-Provence)	Armand BONNAMY (Isère)	Philippe LECORNE (Alpes-Maritimes)
Roland DUMAS (Dordogne)	Henri SABY (Haute-Garonne)	Arsène BOULAY (Puy-de-Dôme)	Géraldine POIRIER (Val-de-Marne)
Claude FLEUTIAUX (Paris)	Bernard BARDIN (Nièvre)	Philippe DORTHE (Gironde)	René PRADEN (Gard)
Louis MEXANDEAU (Calvados)	Jacques SANTROT (Vienne)	Dominique FAILLARD (Bouches-du-Rhône)	Amédé RENAULT (Indre)
Philippe MARCHAND (Charente-Maritime)	Jean-Pierre PHILIPPE (Isère)	Claude GERMON (Essonne)	Roger RINCHET (Savoie)
François LONCLE (Eure)	André VALLINI (Isère)	Richard GRADEL (Nord)	Lucien ROSE (Ille-et-Vilaine)
Christiane DEMONTES (Rhône)	Robert ANSELIN (Nord)	Guy JARNAC (La Réunion)	Charles SANTONI (Corse)
René TEULADE (Corrèze)	Annie BAGLIN (Calvados)	Corinne JAUREGUY (Ille-et-Vilaine)	Jean-Louis SEGURA (Essonne)
Jacques MAHEAS (Seine-St-Denis)	Hubert BICEP (Guadeloupe)	Marie-Thérèse JAUREGUY (Yvelines)	Elisabeth VINOT (Paris)
Roland BERNARD (Rhône)			
Jean-Louis AMIEL (Ariège)	Jean COLIN (Saône-et-Loire)	Jean-Claude FUZIER (Var)	Lucien MICHAUD (Dordogne)
Bernard AMSALEM (Eure)	Pierre COLOMBANI (Corse)	Michel GAIDOT (Territoire-de-Belfort)	Laurent MICHON (Hauts-de-Seine)
Philippe ARCILLON (Somme)	Philippe COMBROUZE (Haute-Vienne)	Michel GALLAND (Gironde)	Bernard MINOT (Oise)
Yves ARNAUD (Vaucluse)	Bernard COMONT (Haute-Savoie)	Jean-Pierre GAU (Aude)	Camille MIRABEL (Dordogne)
Jean BADUEL (Lot)	René CONDEMINE (Saône-et-Loire)	René GAUMET (Creuse)	Marcel MOLLARD (Savoie)
Etienne BANET (Doubs)	Michel CORNUS (Tarn)	Nathalie GAUTIER (Rhône)	Yvon MONTANE (Gers)
Guy BASSI (Dordogne)	André COURTES (Bas-Rhin)	Pierre GAUTIER (Essonne)	Georges MORIN (Isère)
Jocelyne BATTEUX (Marne)	Alain DALENCOURT (Yvelines)	Françoise GERMAIN (Bas-Rhin)	Jean-Louis NICOLAS (Ardennes)
Jean BATUT (Gironde)	Jean-Jacques DANTON (Paris)	Raymonde GERMAIN (Dordogne)	Patrice NICOLAS (Haute-Garonne)
Marcel BEGEOT (Haute-Saône)	Eric DEBORD (Somme)	Michel GIRAND (Nièvre)	Jean-Claude PATRICE (Seine-St-Denis)
Henri BELIER (Drôme)	Patrick DECOMÉ (Bouches-du-Rhône)	Paul GUERRIN (Alpes-Maritimes)	Pierre PAVIS (Orne)
Georges BENEDETTI (Gard)	Jean DELPY (Corrèze)	Gaby GUERRIN (Alpes-Maritimes)	Albert-Patrice PEIRANO (Ardennes)
Jean-Paul BERGER (Cher)	Christian DELVAL (Jura)	Jean GUERMONT (Eure)	Jean-Pierre PELLETIER (Orne)
Nicole BERNARD (Hauts-de-Seine)	Maurice DEMAUX (Aisne)	Charles GUIBBAUD (Isère)	Pierre PEPIN (Loir-et-Cher)
Jean BERNARD (Meuse)	Bernard DEMEULES (Calvados)	Jacques QUITARD (Landes)	Monique POLGA (Rhône)
Philippe BERTHAUD (Côte-d'Or)	Christian DERMY (Seine-et-Marne)	Jean-Pierre HANNIET (Oise)	Alain POMES (Loire)
Régine BESANCENET (Doubs)	Gilles DEVERS (Isère)	Jacques HILAIRE (Somme)	Jacky PONTAL (Ardèche)
Marc BEYNET (Hautes-Alpes)	Michel DISEZ (Côtes d'Armor)	Claude-François HUBAU (Nord)	Jean PRADEL (Loire)
Jean-Marcel BICHAT (Aude)	Joseph DOMEQ (Pyrénées-Atlantiques)	Jean HUGON (Loire)	Michel PRINTANIER (Essonne)
Véronique BINOS (Gironde)	Pierre DORAND (Ardennes)	Serge HUOU (Côte-d'Or)	Michel REGNIER (Pas-de-Calais)
Daniel BIROT (Gironde)	Claude DORGE (Pas-de-Calais)	Frédéric INIZAN (Dordogne)	Georgette RIVALS (Tarn)
Jean-Pierre BLAT (Paris)	Annie DUBOURG (Eure-et-Loire)	Albert JALINAUD (Creuse)	Pierre RIVIERE (Rhône)
Laurent BLELLY (Lot-et-Garonne)	Pierre DUBOUX (Nièvre)	Densy JAUDON (Aveyron)	Claude ROUSTAN (Alpes-de-Haute-Provence)
Jean-Paul BLOT (Paris)	Daniel DUCOMIN (Doubs)	Michel JOUANO (Gironde)	Jean SANDOZ (Doubs)
Claude BOIBESSOT (Hauts-de-Seine)	Yves DUCROS (Essonne)	Lucien JOUNAY (Aude)	Georges SARLAT (Dordogne)
Roselyne BONNEAU-WALTZER (Paris)	Laurence DUMONT (Paris)	Bruno JULIEN (Gard)	André SCHOSMANN (Hérault)
Philippe BOROUKHOFF (Seine-et-Marne)	Georges DUPEYRON (Essonne)	Yves LAINE (Vendée)	William SEEMULLER (Essonne)
Jean BOURDIER (Isère)	Jean DUPUY (Gers)	Francis LAMARQUE (Val-d'Oise)	Albert SERNISSI (Paris)
Gérard BRISSET (Hauts-de-Seine)	Jean-Marc DUPUIS (Rhône)	Thierry LAMBORION (Aisne)	Dominique SIMON (Ardennes)
Jean BRUCHET (Gard)	Jean-Pierre EGRAZ (Jura)	Luc LAMOUTHE (Gironde)	Pierre SONNIER (Ain)
Fernand BURKHALTER (Haute-Saône)	Gérald EUDELIN (Isère)	Jacques LANGLOIS (Val-d'Oise)	Robert SOULIE (Lot)
Pierre CANOQUET (Lot-et-Garonne)	Robert EYMERY (Ardèche)	Claude LEBLANC (Mayenne)	Léon STEPHAN (Loiret)
Antoine CANQUÉS (Val-d'Oise)	Alexis FELIX (Dordogne)	André LE CHEVALIER (Deux-Sèvres)	Béranger SUBIAS (Aude)
Jean-Claude CARABEUFS (Calvados)	Giselle FELIX (Hautes-Pyrénées)	Louis LEGASTELOIS (Manche)	Georges SUTRA de GERMA (Hérault)
Gérard CARAT (Drôme)	Richard FERRAND (Finistère)	Anne LE MOAL (Paris)	Didier SZLIWKA (Paris)
Alain CAYROL (Aude)	Georges FERRE (Aude)	Jean LEROY (Isère)	Raymond TACHE (Meurthe-et-Moselle)
Raymond CELLE (Haute-Loire)	Bernard FONTAN (Haute-Garonne)	Delan LESDEMA (Martinique)	Jean TARROUX (Tarn)
Fortune CHABROL (Lozère)	Danièle FONTANIER (Paris)	Pierre LESOU (Haute-Vienne)	Jean-Marie TASSEEL (Loire-Atlantique)
Jean CHAISSE (Vaucluse)	René FORGUES (Pyrénées-Atlantiques)	Jean-Yves LETESSIER (Manche)	Raymond TERRACHER (Rhône)
Christian CHANCEAU (Haute-Loire)	Jean-Luc FORTIER (Seine-St-Denis)	François LETZGUS (Marne)	Octave TRISTANI (Corse)
Francis CHAPELIERE (Orne)	Philippe FOUSSIER (Eure-et-Loir)	Jean-François LOCHE (Haute-Saône)	Jeanne VACHER (Corrèze)
Gisèle CHASSIN (Var)	René FORGUES (Pyrénées-Atlantiques)	Bernard LOING (Calvados)	Julien VARAGNAL (Var)
Roland CLEMENT (Meurthe-et-Moselle)	Jean-Luc FORTIER (Seine-St-Denis)	María LUBEIGT (Gironde)	Raymond VIANDON (Gironde)
	Philippe FOUSSIER (Eure-et-Loir)	Pierre LUCQUIN (Marne)	Claude WILLARD (Paris)
	Guy FRACHEBOUD (Saône-et-Loire)	Michel MABILLON (Allier)	Alain WISNER (Paris)
	Danielle FREMAUX (Pas-de-Calais)	Yves MALAURIE (Dordogne)	Bernard ZAOUI (Seine-et-Marne)
		Noëlle MANGIN (Meuse)	
		Régine MAURISSAT (Aube)	
		Yves MARTINEZ (Loiret)	
		Georges MEZIERE (Eure)	

# Les voies de la gauche

LA NOUVEAUTÉ, C'EST VIEUX COMME LE MONDE

Arletty dans "Les Enfants du Paradis"

**Quelles voies dégager pour rassembler les voies de la gauche dans une société qui, déchirée par le chômage massif et durable, devient sensible à toutes les démagogies ? Comment construire un discours populaire et responsable répondant aux préoccupations de la majorité des français en clarifiant quatre questions, celles de nos valeurs de référence, de notre base sociale, de notre stratégie et de nos orientations ?**

## RÉINVESTIR LA PENSÉE HUMANISTE

Face aux nationalismes renaissants, aux intégrismes ravageurs, au capitalisme triomphant et au conformisme gestionnaire, la gauche doit réinvestir le champ de la pensée humaniste. Remettre l'homme, au lieu de l'argent, au coeur des choix de société avec la conviction que le libre jeu de la raison, le développement des connaissances, l'exercice de l'esprit critique et la longue patience de l'expérimentation peuvent rouvrir les voies du progrès.

## RETROUVER SA BASE SOCIALE

En voulant devenir un parti attrape-tout, le Parti socialiste n'attrape plus grand chose. Le moment est venu pour lui de rattraper sa base sociale en réaffirmant sa vocation à la représentation des salariés dans une société où ils représentent 85% des actifs.

Les représenter exige d'aborder la difficile question de la restauration de leur unité, traditionnellement atténuée par les différences salariales et hiérarchiques et actuellement profondément déchirée par l'explosion du chômage. Les difficultés rencontrées par les syndicats pour représenter les salariés licenciés illustrent cet éclatement.

Restaurer cette unité brisée par la crise constitue un enjeu politique majeur face à une droite, qui cherche à consolider une alliance entre les couches aisées de salariés et les professions indépendantes, alliance qui, en raison de l'abstention électorale massive des exclus, peut devenir durablement majoritaire.

Trois thèmes sont susceptibles de contribuer à restaurer cette unité.

La lutte contre la précarité qui, de recul en recul du droit du travail, touche plus de 5 millions de nos concitoyens, la défense de la protection sociale, que la droite veut faire éclater, alors qu'elle constitue un thème de rassemblement du monde salarié, le combat contre les politiques de déflation salariale.

## DÉFINIR UNE STRATÉGIE SOCIALE ET POLITIQUE

### LE CONTRAT SOCIAL ET LA LOI

Les socialistes doivent s'appuyer sur le mouvement social pour favoriser la transformation sociale et ne plus s'enfermer dans un rôle d'arbitre recherchant a priori un consensus alors que le consensus ne peut qu'être le résultat d'un contrat social bien négocié.

Le rôle reconnu aux rapports de force ne doit pas pour autant conduire à ignorer ceux qui se trouvent dans l'incapacité de créer, en leur faveur, un tel rapport. La transformation sociale n'est pas réservée aux groupes disposant de moyens de manifestation et de blocage social.

Les chômeurs, les familles, les handicapés, les personnes âgées dépendantes et de façon générale tous ceux qui se trouvent en dehors du monde du travail ne peuvent voir changer leur situation uniquement à travers un rapport de force.

A côté du contrat social, la loi reste, notamment pour les plus fragiles, un outil de transformation sociale.

### LA CONSTRUCTION D'UNE FORCE DE LA GAUCHE RASSEMBLÉE

La stratégie politique de rassemblement à gauche, doit dépasser les formules traditionnelles de l'alliance électorale ou de l'accord programmatique.

Face à des électeurs qui se déclarent de gauche avant de se demander s'ils sont plutôt de tendance PS, PC, Radical, Ecologie de progrès, Rénovateur ou Mouvement des citoyens, le moment est venu de leur indiquer clairement notre volonté de construire une force politique capable de rassembler toute la gauche.

Capable de tirer les conséquences du verdict de l'histoire quant à la division du mouvement ouvrier résultant de la scission de Tours, capable d'accueillir ceux qui ont déjà engagé la démarche de rénovation de la pensée communiste, capable d'offrir aux écologistes de progrès une issue à leur émiettement, capable de faire sa place aux radicalismes républicains.

Les socialistes doivent sans complexe prendre pleinement leur place dans la construction de cette force politique de la gauche rassemblée. L'idée de gauche reste forte, il est temps de l'organiser en lui forgeant une structure.

## CLARIFIER LES ORIENTATIONS

### L'EMPLOI

La gauche ne retrouvera sur ce sujet une écoute que si elle tire ses propositions de l'engagement de ses élus et de ses militants sur le terrain. Les actes pour l'emploi doivent précéder les discours. A la recherche d'un nouveau militantisme, les socialistes doivent s'investir fortement dans toutes les initiatives pour l'emploi et l'insertion.

### La relance

La relance de la consommation populaire s'appuyant sur le développement du pouvoir d'achat des salariés, est aujourd'hui nécessaire et possible, en raison de l'état de nos comptes extérieurs et de la maîtrise de l'inflation.

### La cotisation emploi

Lorsque l'indemnisation du chômage s'élève à deux cents milliards de francs représentant l'équivalent de deux millions de personnes payées au Smic, la question du basculement du financement de l'inactivité vers le financement de l'activité devient incontournable.

Une partie de la cotisation chômage doit être transformée en cotisation emploi assise sur l'ensemble des revenus, y compris ceux du capital, avec un taux progressif au-dessus d'un certain niveau de revenus.

Des gisements importants d'emploi dans les domaines de la sécurité, de l'environnement, de la solidarité, de la santé et de l'éducation, doivent pouvoir être mis en valeur en s'appuyant sur un fonds national de financement de l'emploi alimenté par la cotisation emploi.

### La réduction de la durée du travail

La question de la réduction de la durée du travail et de son financement, au delà de l'affectation des gains de productivité ne peut se traiter au niveau des salaires. Des millions et des millions de salariés n'ont rien à partager en terme de salaire. La question du financement doit se traiter au niveau de l'ensemble des revenus et des patrimoines. Il faut engager le débat sur les conditions du partage des revenus et des patrimoines pour financer la réduction de la durée du travail. Sommes-nous d'accord pour considérer qu'au-dessus d'un certain niveau de revenus et de patrimoine, il est justifié de demander une contribution au financement de la réduction de la durée du travail. Avons-nous la capacité de situer ce niveau de revenu pour sortir de nos ambiguïtés ? Au-delà de la réduction de la durée du travail doit s'engager une réflexion sur la place du travail qui n'est devenue une valeur sociale centrale

qu'au début du XXe siècle. Face à l'accélération du phénomène de productivité, le travail ne peut plus être la mesure de tout et la seule voie d'insertion.

L'interdiction du cumul emploi retraite prendrait tout son sens dans le cadre d'une politique globale de répartition du travail.

### **L'allègement des entreprises de main d'oeuvre**

La poursuite du transfert des cotisations sociales sur salaires vers la contribution sur l'ensemble des revenus s'inscrit dans la volonté de traiter de la question de l'emploi non en terme de salaire, mais en terme de revenu.

### **LA SÉCURITÉ COMME VALEUR RÉPUBLICAINE**

La gauche doit réaffirmer que, pour elle, la sécurité constitue une valeur de la République, que le droit d'aller et venir sans risque dans sa ville, son quartier représente un droit fondamental de l'homme, que nous entendons le faire respecter en ne dissociant pas les actions de prévention, des actions de répression.

### **LA SOLIDARITÉ ET L'EXCLUSION**

Il est urgent d'engager une politique de revalorisation des bas salaires dans un pays où un couple qui n'a qu'un salaire au SMIC vit plus difficilement qu'une famille totalement prise en charge au titre de la solidarité. Cette revalorisation conditionne l'acceptation par les salariés des politiques de solidarité à l'égard des exclus.

Le développement des outils d'insertion par l'activité doit s'accompagner d'une lutte contre la précarité des situations d'insertion. Il n'est pas acceptable qu'un million de personnes actuellement en Contrat Emploi Solidarité n'ait pas de couverture retraite. Il est absurde de rebasculer dans le chômage les personnes en insertion par l'activité. Il est urgent de mettre en place un dispositif complet d'insertion pour les moins de 25 ans. Hostile à toute forme de retraite par capitalisation et combattant tout système de protection sociale et de médecine à deux vitesses, il nous faut contribuer à progressivement unifier nos régimes de protection sociale, cette unification étant un des outils de la cohésion sociale et de lutte contre les corporatismes. Par ailleurs, un régime de solidarité en faveur des personnes âgées dépendantes devra être créé.

### **L'EXCLUSION, EN PARLER AUTREMENT**

A ceux qui pourraient être tentés de qualifier d'archaïque un discours s'adressant à notre base

salariée alors que l'exclusion mine notre société, il est conseillé de relire les discours du XIXe siècle sur la question de la pauvreté. Ces lectures charitables leur révéleront l'archaïsme inquiétant de certains discours caritatifs du XXe siècle.

La réponse en terme de charité reste la grande tentation de la droite au pouvoir. Attention à ne pas légitimer cette approche qui joue habilement sur l'émotion de l'opinion publique.

Attention aussi à ne pas plaquer le vocabulaire de l'exclusion sur la situation de centaines de milliers de personnes plongées dans le RMI non en raison de leur marginalité mais à cause de la durée de chômage et des insuffisances de sa couverture. Les Contrats Emploi Solidarité seraient perçus plus positivement s'ils étaient simplement appelés : contrat de travail à mi-temps.

### **LA LAICITÉ ET L'INTÉGRATION**

Devant la montée des intégrismes, jamais la laïcité n'a été aussi essentielle comme fondement de l'Etat, de la République et de l'école. L'idée d'intégration doit prévaloir sur celle de droit à la différence. Cavana, dans son livre "Les Ritals" raconte que dans sa jeunesse, à la table de famille, on ne parlait pas de droit à la différence mais de nécessité d'être plus français que les Français. Le père de Cavana avait raison.

### **LA CROISSANCE ÉCOLOGIQUE**

Face aux écologistes intégristes souvent passésistes, la gauche est capable de mettre en oeuvre une croissance écologique, économie d'énergie, d'espace et de matière première.

### **LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS DE REVENUS ET DE PATRIMOINE**

Dans un pays où 10 % de la population possède 50% du patrimoine, la question de l'augmentation de l'impôt sur les grandes fortunes est incontournable.

L'allègement de la fiscalité sur les revenus moyens doit s'accompagner du rétablissement d'une tranche supplémentaire d'imposition sur les hauts revenus ainsi que de la remise en cause de l'exonération des plus-values mobilières pour les transactions qui ne dépassent pas 400 000 francs par an, la lutte contre la fraude fiscale évaluée à 200 milliards doit être relancée.

### **L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Il nous faut construire en matière d'aménagement du territoire des outils de redistribution des

richesses fiscales entre les territoires acceptant le même effort fiscal. Les hommes ont été entassés en hauteur dans les années soixante lors de l'explosion urbaine, leur répartition en surface constitue un élément essentiel de rééquilibrage de notre territoire. L'aménagement du territoire représente une occasion de réaffirmer le rôle de l'Etat et du service public comme outil de cohésion sociale et de solidarité.

### **L'EUROPE FACE AU NATIONALISME**

Face à la montée du nationalisme, la construction européenne, non seulement solidaire, mais sachant protéger son niveau de droits sociaux par rapport au dumping social ravageur, constitue une priorité. La voie de la compétitivité pour la France ou pour l'Europe ne passe pas par l'alignement des conditions de vie des salariés d'Europe sur ceux du prolétariat de Bombay.

### **L'INTERNATIONALISME FACE À LA MONDIALISATION**

La mondialisation de l'économie a ruiné l'efficacité des outils nationaux d'intervention économique. Ce juste constat a trop souvent nourri les renoncements à toute action au nom des contraintes extérieures. Dès la fin du XIXe siècle, la classe ouvrière avait pressenti qu'elle échouerait si elle ne mettait pas en place, face à la mondialisation du capitalisme, un mouvement international. Curieusement, alors que la mondialisation de l'économie est une réalité bien plus forte qu'au siècle dernier, l'importance de la construction d'un mouvement salarié international a été un peu oublié au sein de la gauche.

La bataille contre le laisser-faire, contre le libéralisme économique doit s'opérer au niveau international ; c'est en ce sens que l'internationalisme qui a constitué, un des actes de naissance du mouvement ouvrier, reste une dimension décisive de son avenir.

**Face à la société du "paraître", orchestrée tous les soirs au journal télévisé de vingt heures, face à l'air du temps et contre le temps des apparences, la gauche se doit de réaffirmer ses valeurs de solidarité, de justice, de lutte contre les inégalités, et de refus de toutes les formes d'oppression, d'exploitation, de manipulation. Ces valeurs viennent de loin. Elles n'ont pas une ride. Elles portent les espérances de milliards d'hommes dans le monde.**

## SIGNATAIRE

Jean Claude BOULARD, membre du bureau national

# Pour un nouveau départ

## Aujourd'hui, les socialistes sont inquiets !

Inquiets de leur parti qui, pour la troisième fois en trois ans et en dehors des échéances normales, vient de changer de Premier secrétaire ! Les déchirements de clans, qui nous ont fait tant de mal depuis le congrès de Rennes, ne vont-ils pas finir par ruiner l'ensemble de l'édifice ?

Inquiets de leurs propositions, qui semblent ne plus entraîner l'adhésion ! Après avoir été si imaginatifs au long des années soixante-dix, avons-nous à ce point rompu avec la vie quotidienne des gens que nous ne mesurions plus les attentes à satisfaire ?

Inquiets de leur stratégie qui, devant les bouleversements du paysage politique traditionnel -apparition du Front national, des écologistes, de Tapie- semble peiner à retrouver des repères ! N'est-il pas temps de redire avec clarté à qui s'adresse en priorité notre discours ?

## QUELLE IDENTITÉ ?

### LE PARTI DE LA JUSTICE SOCIALE

Le Parti socialiste s'est d'abord voulu un parti construit autour de valeurs. La liberté bien sûr, sans laquelle il n'y a rien et autour de laquelle s'est consommée la grande rupture avec les communistes : ceux-ci, à trop vouloir distinguer libertés "formelles" et libertés "réelles", ont fini, à l'Est, par tuer la liberté tout court ! Mais l'égalité aussi car le combat politique est indispensable entre ceux qui trouvent bien le monde tel qu'il est, ou qui pensent qu'on ne peut pas le changer, et ceux qui considèrent l'inégalité non justifiée -qu'elle soit de dignité, de richesse, de revenu, ou tout simplement de chances- comme inacceptable.

Aujourd'hui, à la lumière de l'Histoire et de l'expérience, sans doute est-il utile de préciser nos valeurs. A la liberté il faut ajouter la responsabilité, qui précise le champ et les conditions de son exercice. A l'égalité il faut ajouter la démocratie, qui précise que tous les moyens ne sont pas bons qui permettent de se rapprocher du but.

Avec toutes les précisions qu'il convient d'apporter, définir le Parti socialiste comme le parti de la justice sociale reste cependant la formule la plus simple et la plus forte. Mais on ne peut en rester aux valeurs abstraites même générales : on attend de nous aujourd'hui davantage,

### LA NÉCESSITÉ D'UNE PERSPECTIVE

On attend de nous davantage, d'abord parce que nous avons gouverné pendant dix ans et que, si

nous pouvons présenter une liste de réalisations non négligeables, nous ne pouvons prétendre avoir donné à la société un visage nouveau et beaucoup nous demandent de nous en expliquer. Ensuite, pendant cette même période, nous avons assisté à l'écroulement des modèles, notamment de celui qui fut longtemps l'un des plus prestigieux : le communisme. Parce que le capitalisme était analysé comme la propriété privée des moyens de production et d'échange, comme la domination de la bourgeoisie qui était la classe détenant ces moyens, comme le règne du marché qui assurait le fonctionnement de l'économie et, pour commencer, l'exploitation d'un prolétariat sans autres ressources que sa force de travail, le communisme a voulu remplacer la propriété privée par la propriété d'État, la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat, le marché par le plan ! Sa faillite doit-elle signifier l'abandon de toute perspective de transformation de la société ?

Certains le pensent d'autant plus que la social-démocratie, qui voulait, elle, seulement "corriger" les traits les plus insupportables du capitalisme, grâce notamment à cette conquête essentielle qui s'appelle chez nous la Sécurité sociale, a de son côté montré ses limites. Certes la social-démocratie a permis d'apporter aux salariés à la fois un niveau de vie plus élevé et davantage de protections. Mais la crise économique des années soixante-dix l'a laissée désarmée face au chômage ; et la distribution des pouvoirs dans les pays où elle s'est le plus épanouie n'a guère changé.

Pour autant, rien ne prouve que le capitalisme doive être considéré comme le stade achevé de l'Histoire. Il demeure une demande pour une autre organisation de la société et les socialistes se doivent d'être au premier rang pour tenter de définir une telle perspective.

Inquiets même enfin, ou du moins mal à l'aise, devant la question de leur identité ! Que répondre de simple aujourd'hui à un jeune qui cherche des raisons de s'engager avec nous au delà du syndicalisme ou de l'associatif ? Fallait-il un nouveau congrès en novembre ? Peu importe maintenant cette question. Une chose est claire en tout cas : notre responsabilité collective est que ce soit un congrès de débat et non d'affrontement, un congrès de proposition et non de règlements de compte, un congrès dont nous sortions avec une démarche claire et une identité attractive. Alors, tous ceux qui rêvent encore de "changer la vie" auront raison de nous rejoindre. Et tout ce qui apparaît aujourd'hui difficile redeviendra à nouveau possible, à commencer par une victoire en 1995.

Identité, stratégie, propositions, fonctionnement du parti : tels sont les quatre chapitres que cette contribution veut alimenter, afin de faire de notre congrès, en effet, un nouveau départ.

## DÉPASSER LE CAPITALISME

Ni "rupture" idéaliste, dangereuse pour les libérés, ni simple "correction" à l'intérieur du système, un dépassement du capitalisme pourrait s'articuler autour de trois lignes de force.

Remplacer la question de la propriété par la question du pouvoir.

Entreprises d'État ou entreprises publiques à la place des entreprises privées n'ont pas changé le statut de leurs salariés. L'économie mixte, qui mélange le tout, n'est pas davantage une réponse. Le vrai problème est de savoir qui tranche en fonction de la décision à prendre : gestion au jour le jour, organisation du travail, partage de la valeur ajoutée, changement des techniques de production, fermeture ou reconversion de l'entreprise. Accroître le pouvoir des salariés, notamment pour les dernières décisions, est le vrai changement qui peut modifier réellement la relation entre les apporteurs de capital et les apporteurs de travail.

Remplacer la question de la classe dirigeante par la question de formes nouvelles de démocratie et de citoyenneté.

L'existence d'élections tous les cinq ou sept ans n'a jamais mis fin durablement à l'hégémonie de la bourgeoisie. Mais la suppression des élections n'a conduit qu'à l'apparition de nouvelles "nomenclatures" héréditaires. Le vrai problème est de savoir comment établir un contrôle régulier par les citoyens. La vie démocratique ne doit pas se borner à choisir un président. Elle doit commencer au niveau de la commune ou du quartier, où doivent être organisées l'expression et la participation de chacun : comités de quartier dotés d'un budget, encouragement à la vie associative à travers des contrats d'objectifs plurian-

nuels sont deux exemples en ce sens. Enfin, il doit être organisé à travers des référendum d'initiative populaire, la possibilité de réactions à des problèmes non perçus par les élus en place.

Remplacer le débat dépassé sur le plan et le marché par la question des correctifs et des compléments à apporter au marché.

Le marché a fait la preuve de son efficacité pour que soient satisfaits les besoins à court terme de ceux qui ont de l'argent. Cinq correctifs au moins méritent de lui être progressivement apportés, qui supposent une puissance publique et un Etat :

- l'instauration d'un revenu minimum indépendant du travail, permettant la satisfaction des besoins fondamentaux et représentant une garantie contre l'exclusion ;

- l'existence de services publics gratuits (santé, éducation...) ou payants (télécommunications, transports...) favorisant égalité continue des chances et égalité de traitement ;

- la soustraction des médias à la seule sphère marchande à travers des obligations strictes de service public ;

- l'existence d'une prospective stratégique (forme moderne de la planification) aidant à discerner les difficultés à long terme de la société (problèmes d'environnement, évolution de l'emploi dues aux mutations technologiques, démographie...) et donc à les prévenir ;

- l'existence d'une Organisation du commerce mondial qui, face à l'internationalisation des marchés, définisse des règles d'échange soucieuses de l'emploi (au Nord et au Sud) et évitant l'alignement vers le bas de tous les acquis sociaux.

Établir des règles favorisant, au bénéfice de tous, une maîtrise démocratique et consciente de l'avenir : n'est-ce pas la véritable façon de dépasser un capitalisme que la mondialisation économique en cours rend de plus en plus incontrôlable et, par là même, inacceptable ? Rétablir la primauté du politique sur l'économique, n'est-ce pas une définition tout à fait actuelle du socialisme démocratique ?

## QUELLE STRATÉGIE ?

### RENOUER AVEC L'ÉLECTORAT POPULAIRE.

Alors que l'élection européenne vient de rappeler avec éclat les difficultés de l'électorat populaire à se reconnaître dans un parti faisant trop exclusivement étalage depuis 1983 de sa culture de gouvernement, renouer avec cet électorat doit être la première priorité des socialistes.

- D'abord parce que la représentation de cet électorat est l'une de nos raisons d'être. De qui doit-on, avant tout, améliorer la situation aujourd'hui sinon de ceux qui sont les plus menacés par les mutations en cours ? Formation et qualification insuffisantes, difficulté à la reconversion liée à un âge jugé par la société déjà trop avancé, appartenance à une région en déclin où les activités futures seront toutes autres : des millions de Françaises et de Français se trouvent aujourd'hui en voie d'exclusion ou craignent de l'être. C'est à eux que les socialistes doivent s'adresser en priorité.

- Deuxième motif : laisser se creuser un fossé entre ceux qui sont dans ces situations et la "classe politique" risque de mettre à terme en danger la démocratie elle-même. 1984 a vu l'émergence du Front national, largement à partir de l'électorat communiste. 1994 a vu l'émergence, à partir de l'électorat socialiste, d'un vote pour Bernard Tapie, associé à un discours politique très différent mais qui se veut aussi, à sa manière, "hors système". Le risque devient réel de voir s'établir une fracture sociale qui pourrait conduire à n'importe quelle aventure extrême.

### VIRER À GAUCHE ?

Faut-il alors tirer de l'exigence précédente la conclusion que le Parti socialiste doit, à son prochain congrès, se lancer dans un "virage à gauche" à tout va ? Tout dépend de ce que l'on met dans cette expression.

Si elle signifie se réclamer avec plus de force de nos valeurs, si elle signifie redessiner une perspective de société, si elle signifie se remettre davantage à l'écoute des gens et retrouver à l'inverse le chemin d'un langage plus simple et plus concret, si elle signifie une critique plus acerbe du gouvernement lorsque celui-ci le mérite : alors oui, indiscutablement, un tel virage doit être pris !

Mais attention quand même à ne pas sortir du virage ! Rien ne serait plus catastrophique pour le PS que de tomber lui aussi dans un discours démagogique, visant à séduire par des promesses alors même que l'on saurait que celles-ci ne seront pas tenues : une réforme fiscale qui donne aux uns prend nécessairement à d'autres, une redistribution du travail entre actifs et chômeurs n'est pas réalisable sans une redistribution des revenus, la mise en œuvre de politiques européennes efficaces dans certains domaines n'est pas compatible avec le maintien de la décision à l'unanimité...

Le Parti socialiste se veut un parti de transformation sociale et pas seulement un parti de gouvernement. Mais renoncer à notre culture de gouvernement serait nous couper de l'électorat qui nous reste, sans pour autant nous aider à renouer avec l'électorat populaire : sur le terrain de la démagogie, nous trouverions toujours des champions pour nous dépasser !

### LE CAS TAPIE

A cet égard, le congrès de novembre doit définir une position claire par rapport à Bernard Tapie et au MRG. Doit-on, comme le proposent certains, refuser au nom de la morale tout dialogue ? Doit-on, comme le suggèrent d'autres, faire comme si le MRG d'aujourd'hui était le même que le MRG d'hier ?

#### La démarche proposée ici est triple :

- pas de contacts nationaux avant notre congrès qui doit redéfinir notre perspective et nos propositions ;

- ensuite, débat avec le MRG comme avec les autres forces politiques se réclamant de la transformation sociale, sur la base des propositions de chacun ;

- enfin, constat devant l'opinion des convergences et des divergences et, en conséquence, possibilité ou non d'un accord national et d'accords locaux.

Il serait stupide, en rejetant a priori Tapie et le MRG, de solidariser avec eux un électorat qui nous a quittés parfois pour de bonnes raisons. On ne peut, à l'inverse, ne pas prendre de précautions particulières avec un interlocuteur imprévisible et peu soucieux de morale publique.

### PARTIR DES PRÉOCCUPATIONS DE LA VIE QUOTIDIENNE.

La conséquence de ce qui précède est que, plus que jamais, c'est de la pertinence de nos propositions et de leur impact sur notre électorat (ou nos électeurs) que dépendra notre capacité à rassembler, d'abord la gauche puis, par entraînement, au delà de la gauche.

Ceci suppose que ces propositions, en illustration de nos valeurs et à l'appui de notre perspective de société, apportent autant de réponses ou de directions de réponses qu'il existe aujourd'hui de difficultés majeures dans la vie quotidienne des hommes et des femmes de notre pays.

### UNE STRATÉGIE AVEC UNE DIMENSION EUROPÉENNE.

Avant de présenter quelques-unes de ces propositions, une dernière orientation : notre parti socialiste ne peut plus se contenter aujourd'hui d'une stratégie nationale, il doit être un élément moteur d'une véritable stratégie de la gauche en Europe, à travers notamment son action au sein du Parti des socialistes européens.

Comment se dire progressiste en effet et ne pas vouloir instaurer une capacité de décision politique au seul niveau efficace pour maîtriser un certain nombre de phénomènes économiques et

financiers ? La recherche d'une croissance économique durable mais plus forte, la taxation des revenus du capital à un niveau comparable à ceux du travail, la maîtrise des technologies de pointe de demain, supposent des politiques volontaristes au niveau de l'Union européenne.

Le PS devra s'engager pour que le groupe du PSE au Parlement européen limite sa coopération avec les démocrates chrétiens aux seules questions institutionnelles incontournables et, sinon, se batte avec détermination pour montrer que l'affrontement entre progressistes et conservateurs est aussi réel et nécessaire à Bruxelles et à Strasbourg qu'à Paris !

## QUELLES PROPOSITIONS ESSENTIELLES ?

### D'ABORD L'EMPLOI :

Mal formulées, les propositions élaborées à l'occasion de notre convention Emploi méritent d'être reprises et popularisées :

- plus de croissance grâce à une coordination efficace des politiques économiques des pays de l'Union européenne ; cette coordination doit moins viser à assurer la "convergence" des situations de chaque pays qu'à lui faire prendre les décisions qui favoriseront le plus les résultats de l'ensemble ;

- réduction forte de la durée du travail ; une double pression doit être mise en place : réduction de la durée légale et négociations contractuelles par branche, assorties d'incitations fiscales et sociales permettant le maintien de la productivité et des revenus jusqu'à un certain seuil ;

- encouragement à la création d'emplois de proximité ; des aides nationales ou locales doivent rendre solvables des demandes d'activités (garde des personnes âgées, amélioration de l'environnement...) ne pouvant être satisfaites aux prix du marché.

L'ensemble de ces mesures sera financé par le surplus de la croissance (rentées fiscales supplémentaires), la baisse des besoins d'allocations chômage et des dépenses d'insertion et, si nécessaire, par un appel supplémentaire à l'impôt sur le revenu ou à la CSG.

### L'ÉCOLE LAIQUE :

L'école demeure aujourd'hui en France la meilleure opportunité de l'épanouissement de chacun, la meilleure garantie de l'égalité des chances pour tous. Afin qu'elle remplisse mieux sa fonction, des facilités particulières doivent

être accordées dans les quartiers difficiles marqués notamment par la pluralité d'origine des enfants : baisse des effectifs, heures de surveillance et d'études dirigées supplémentaires... Les dotations doivent être attribuées sur la base de critères nationaux.

L'éducation ne peut plus par ailleurs se limiter à la seule école. Une forme importante de réduction de la durée du travail doit provenir de la généralisation d'années sabbatiques de formation et de mise à niveau, cofinancées par les entreprises et l'Etat. La formation à l'avenir sera l'affaire de toute la vie.

### LA SÉCURITÉ :

Celle-ci doit être reconnue non plus comme une valeur de la droite mais comme un droit de l'homme garanti par la puissance publique au même titre que la liberté.

Concrètement, au renforcement de l'ilotage policier doit être associée une justice de proximité (juges de paix) rendue avec rapidité et proposant des sanctions sous forme de réparations imposées aux coupables (remises en état, travaux d'intérêt général...)

La question majeure de la drogue, qui instaure de plus en plus dans nos banlieues et dans le monde une véritable économie parallèle, doit être abordée sans exclure aucune hypothèse : les effets de la création (dans le cadre d'une coopération internationale assez large) d'un réseau de distribution gratuite, proposant en même temps suivi médical et désintoxication, doivent être sérieusement étudiés.

### L'ENTREPRISE :

L'objectif des socialistes doit être d'instaurer dans l'entreprise une véritable codécision entre patron et salariés. Celle-ci doit prendre des formes diverses selon la nature des décisions en cause (cf. 1.3) pouvant aller d'un veto suspensif (licenciements collectifs, fermeture d'un établissement...) jusqu'à des formes originales de cogestion (programmes de formation du personnel...). La syndicalisation doit être encouragée, notamment à travers la création de "délégués locaux" représentant le personnel d'un ensemble de PME.

### LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE :

L'année 1995 verra le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'ONU. Alors que l'ordre bipolaire, fondé sur la confrontation USA-URSS, a heureusement pris fin, aucune organisation planétaire efficace n'a pris le relais. L'Organisation des Nations-Unies peut et doit jouer ce rôle à condition d'être réformée :

- modification de la Charte afin que l'Organisation ne s'occupe pas seulement des

relations entre Etats mais aussi et à temps des situations internes aux Etats en cas de racisme, génocide, violation caractérisée des droits de l'homme : il faut codifier les droits d'ingérence humanitaire et démocratique pour que ne se développent pas d'autres situations comme en Yougoslavie ou au Rwanda ;

- élargissement des membres permanents du Conseil de Sécurité, afin de rendre ce dernier plus représentatif, à l'Allemagne, au Japon, ainsi qu'à un pays africain, asiatique et latino-américain ;

- création de "forces à disposition" de l'ONU, chaque pays s'engageant à fournir sur simple demande et dans un délai défini un effectif précis, militaire, policier ou humanitaire ;

- création de "ressources propres" alimentées par un impôt mondial de faible taux sur les mouvements de capitaux.

### CONSTRUIRE UNE EUROPE POLITIQUE :

L'Union européenne doit devenir le lieu où s'organise la maîtrise de l'évolution économique et sociale lorsque celle-ci échappe aux gouvernements nationaux.

Pour cela, et aussi en prévision des élargissements futurs de l'Union, la réforme institutionnelle prévue pour 1996 doit s'organiser autour des points suivants :

- généralisation du vote à la majorité en Conseil des ministres ;

- le vote à la majorité (simple ou qualifiée) est obtenu lorsque s'est dégagée sur une position une majorité d'Etats représentant une majorité de la population ;

- le Parlement européen bénéficie du droit de codécision dans tous les domaines législatifs où le Conseil décide à la majorité.

## QUELLE NOUVELLE ORGANISATION DU PARTI ?

### REVALORISER L'EXISTENCE DES PARTIS :

Certes ceux-ci sont parfois le lieu de conflits de pouvoirs brutaux ; mais ils rassemblent aussi une masse de dévouements militants. La politique étant indispensable pour organiser une société de liberté et de justice qui n'existe pas à l'état naturel, les partis étant indispensables au jeu de la démocratie, ceux-ci doivent se voir reconnus positivement et leurs activités être financées à un

niveau convenable et de façon transparente, afin que les "affaires" passées ne viennent plus ternir leur image.

## **R**ENFORCER LE RÔLE DES ADHÉRENTS :

Les adhérents du PS doivent sentir clairement que celui-ci est "leur" parti et pouvoir constater leur poids dans le choix des hommes et des orientations. Cette perception claire sera aussi une motivation pour que de nouveaux adhérents nous rejoignent.

### **Pratiquement :**

- la désignation des représentants dans une instance doit être faite pour moitié par élection par les délégués du niveau inférieur (conseil national par les délégués au congrès, conseil fédéral par les délégués fédéraux...), l'autre moitié demeurant élue à la proportionnelle des motions ;

- à la demande d'un certain pourcentage de militants ou de représentants d'une instance, un point d'ordre du jour doit obligatoirement être

inscrit dans la discussion de l'instance supérieure (par exemple, à la demande de 10 % des adhérents, un point est mis à l'ordre du jour d'un conseil fédéral, à la demande de 20 % des fédérations un point est mis à l'ordre du jour du conseil national ...)

## **D**ÉVELOPPER UNE PRATIQUE MILITANTE CORRESPONDANT À NOTRE DISCOURS :

Avoir un discours de justice sociale et des propositions de solidarité est bien. Avoir une pratique locale qui corresponde à ce discours est encore mieux : la vie d'une section ne doit pas se limiter à des discussions internes et, dans les meilleurs des cas, à des distributions de tracts ou collages d'affiches.

La vie d'une section doit d'abord être fondée sur une fraternité interne : aider un ou une camarade qui traverse une difficulté personnelle est un réflexe qui s'est parfois un peu perdu au fil de notre histoire...

Établir un plan d'action identifiant un ou plusieurs problèmes sociaux majeurs de la commu-

ne ou de l'entreprise et définissant des moyens d'intervention en conséquence devrait être aussi un devoir pour chaque section : par exemple, animer ou susciter une association d'aide aux devoirs pour les enfants (pourquoi pas avec des retraités ?), une entreprise d'insertion pour les chômeurs, une permanence juridique pour les moins favorisés...

## **F**AIRE VIVRE À LA BASE LE PARTI DES SOCIALISTES EUROPÉENS :

L'Union européenne a besoin de meilleures institutions, les socialistes européens ont besoin d'un parti plus présent. Le PSE existe aujourd'hui essentiellement à travers un bureau, des réunions de leaders, un groupe au Parlement européen.

Il faut le faire descendre "à la base", à travers notamment des campagnes d'action. Il faut aussi en faire le parti "de la base" à travers des stages de formation (pourquoi pas une "maison du PSE" organisant des stages toute l'année ?), des rencontres européennes, des débats réguliers dans Vendredi...

**Aujourd'hui, les socialistes sont inquiets... mais ils ont en eux la capacité d'un nouveau départ :  
capacité d'imagination, d'enthousiasme, de dévouement.**

**Cette contribution se veut une pierre pour la remise en état d'un édifice dont les fondations demeurent solides.**

**Elle se veut témoignage d'optimisme : tout ce qu'elle contient est certainement discutable...  
mais prouve par là même que nous avons encore la volonté et le contenu pour discuter.**

SIGNATAIRE

Gérard FUCHS

---

C

# ONTRIBUTIONS GÉNÉRALES

---

**CONTRIBUTIONS GÉNÉRALES  
DÉPOSÉES PAR UN OU DES MEMBRES  
DU CONSEIL NATIONAL,  
DES ORGANISMES CENTRAUX  
OU FÉDÉRAUX**

---

# Reconstruire

## Appel au rassemblement des socialistes pour le renouveau de la gauche

Un an après les désastreuses élections législatives de 1993, le Parti socialiste et la gauche tout entière ont connu, peu de mois après le redressement des dernières cantonales, un nouvel et grave échec lors des élections européennes de 1994. Dès l'année prochaine, des échéances décisives sont devant nous.

Parce que nous pensons que la France et l'Europe ont besoin de la gauche ; parce que nous voyons et combattons les effets néfastes pour notre pays et nos concitoyens de la politique de la droite ; parce que nous voulons

gagner les élections présidentielle et municipales de 1995 ; parce que nous pensons que la gauche sera unie ou ne sera pas ; parce que nous souhaitons que le Parti socialiste se dote d'une ligne politique et d'une stratégie offensives, d'un projet permettant l'alternance et l'alternative ; nous -militants, élus, responsables fédéraux ou de sections dans la fédération du Doubs- avons décidé de signer ensemble, toutes sensibilités confondues, cet appel pour la reconstruction du Parti socialiste et de toute la gauche, qui exige le rassemblement et le renouveau.

Après le congrès de l'Arche, les congrès de Bordeaux et du Bourget, le Parti socialiste s'apprête à vivre son 4e congrès en 3 ans !

Ce constat relativise la portée de ce nouveau débat -à moins qu'il en rehausse les exigences.

Pour nous, un congrès réussi doit satisfaire à quatre préalables :

■ **La clarification politique doit être menée à son terme.** Nous voulons un parti ancré à gauche, européen mais sans béatitude, réellement internationaliste, capable de s'opposer avec force, sans concession d'aucune sorte à la droite. Car la droite n'a pas changé -si ce n'est en pire. Son projet reste de concentrer tous les pouvoirs, tous les moyens -ceux de l'Etat, ceux de l'industrie, ceux de la finance, ceux des médias- entre des mains amies, toujours plus pleines. Et le résultat de cette action est toujours le creusement des inégalités. Toutefois, à côté de la droite "classique" qui défend les privilèges de l'argent et menace la laïcité et l'école publique, comme l'a rappelé l'offensive de la loi Bayrou/Balladur pour aggraver la loi Falloux, se développe maintenant une droite dure et tentée par le tout-sécuritaire, qui se reconnaît en Charles Pasqua. Dans le même temps, renaît une droite maurassienne, nationaliste et réactionnaire, qu'a incarnée Philippe de Villiers lors des élections européennes et qui vient renforcer le national-populisme de Le Pen.

■ **Ce glissement à droite est source de contradictions, mais aussi de dangers :** nous ne pouvons laisser le débat politique se réduire à une confrontation au sein des droites, au risque de graves régressions, déjà en marche, pour la société française. C'est pourquoi la gauche et le Parti socialiste doivent être aussi capables de réformer et de représenter **une alternative crédible dès la présidentielle et les municipales de 1995.**

■ **Nous devons absolument éviter les conflits de personnes et les affrontements de pouvoir, les débats nombrilistes et les querelles fratricides** qui ont découragé tant de militants et lassé nos électeurs. L'unité des socialistes est aujourd'hui plus que jamais, alors que notre situation est si difficile et que la mobilisation pour les élections présidentielle et municipales doit être notre première préoccupation, la condition de nos succès. Comment, d'ailleurs, pourrions-nous aborder ces

événements dans de bonnes conditions si nous nous divisons, peu de mois auparavant, autour de clivages passés ou artificiels ?

■ **La rénovation en profondeur du Parti socialiste et de la gauche tout entière** ne saurait être une fois de plus esquivée. Elle doit au contraire être entreprise dans toutes ses dimensions : rénovation des idées, du fonctionnement, de la stratégie, des femmes et des hommes qui doivent porter notre projet.

Le Parti socialiste devra, **pour reconquérir l'opinion, pour être à nouveau écouté notamment dans les milieux populaires, éviter trois écueils : le discours expert et technocratique, trop propice au consensus, qui nous interdit de nous distinguer avec netteté de la droite ; la conversion au libéralisme, qui nous ferait perdre toute identité de gauche ; l'enfermement dans un discours étatiste, nationaliste, uniquement volontariste, qui nous ferait revenir en arrière et nous cantonnerait dans la protestation.**

**Rien n'est possible sans un rapport de force politique et social, et aucun contrat social ne pourra reposer sur une compromission entre le capital et le travail.** Mais l'appel à la gauche traditionnelle, à nos électeurs d'hier et d'aujourd'hui, pour nécessaire qu'il soit, ne suffira pas. D'abord parce que notre société a profondément changé, qu'elle a vu émerger de nouveaux problèmes et de nouvelles couches sociales. Ensuite parce que nous ne pouvons -et ne devons- pas oublier ou faire oublier que nous avons gouverné, en réformant profondément la société française, mais aussi parfois en perdant de vue certaines de nos valeurs -le social, le rapport critique à l'argent, la prééminence du projet sur le pouvoir. Pour les socialistes, les deux septennats de François Mitterrand, les dix années où ils ont gouverné sont une expérience dont ils sont fiers, dont ils doivent tirer tous les enseignements -ombres et lumières- en aucun cas un remords ou une amnésie. Enfin, et surtout, **parce que la gauche ne peut, sauf à se renier, tenir un double langage : rien ne serait plus dangereux pour le Parti socialiste que de tomber dans un discours démagogique, visant à séduire par des promesses alléchantes, alors même que l'on saurait que celles-ci ne seront pas tenues.**

A l'orée du XXIe siècle, pour faire face aux nouveaux problèmes de notre société -le chômage de masse, mais aussi les inégalités et les exclusions maintenant plurielles (devant l'école, la culture, le

Mener la clarification politique à son terme

Rénover en profondeur le Parti socialiste et la gauche tout entière

Trois écueils

Rien n'est possible sans rapport de force

Réformer pour représenter, face au glissement à droite, une alternative à gauche dès 1995

Éviter les conflits de personnes et les affrontements de pouvoir

Inventer une nouvelle gauche

logement, la santé, le cadre de vie...), l'éthique, le Sida, la toxicomanie...- pour concerner à nouveau les jeunes, pour nous adresser à la société tout entière, aux classes populaires et aux classes moyennes -au salariat, notamment sa partie précarisée ou qui craint de l'être, aux exclus, aux chômeurs- **c'est une nouvelle gauche que nous devons inventer.**

Il faudra, pour en dresser les contours, que nous établissions un bilan objectif et complet, sans masochisme et sans complaisance, de l'action des socialistes au pouvoir et du fonctionnement de notre parti depuis quinze ans.

D'ores et déjà, nous voudrions porter l'attention sur deux axes essentiels de réforme de notre pensée et de nos pratiques :

## UN NOUVEAU PACTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Nous avons, au pouvoir, exagérément sacrifié à la logique des "grands équilibres". Certes, il fallait rétablir une situation économique dégradée par 23 années de pouvoir de droite. Certes, les résultats de notre gestion ne sont pas, loin s'en faut, négligeables : l'inflation vaincue, le commerce extérieur rééquilibré, la compétitivité restaurée, l'Europe confortée, élargie et ouverte, mais encore à relancer, tout cela compte ! Mais il demeure que **l'emploi a par trop été considéré comme un solde par la politique économique.**

3,5 millions de chômeurs ; 1,5 million de chômeurs de longue durée ; une jeunesse qui peine à trouver sa place dans le monde du travail ; l'exclusion qui se développe partout : nous ne pouvons accepter cet état de fait, qu'aggrave la politique de la droite et du gouvernement conservateur d'Edouard Balladur. Celle-ci continue de profiter de façon unilatérale aux entreprises, dont on encourage sans arrêt les profits tout en ponctionnant les ménages. Elle prône la déflation salariale, comme l'a rappelé la tentative, heureusement déjouée, d'instaurer un Smic-jeunes...

Nous voulons une rupture avec les dogmes monétaristes et avec le libéralisme, pour une politique économique et sociale qui mette l'emploi au premier rang de ses priorités. **Priorité à l'emploi :** tel doit être le premier article du nouveau pacte économique et social qu'il nous faut construire.

Cela passe par un engagement résolu en direction du partage du travail ; par une dépense publique mobilisée contre le chômage et l'exclusion ; par la création massive d'emplois de services, qui implique un effort de l'Etat afin de les rendre solvables ; par une politique volontaire de diversification industrielle s'inscrivant dans une logique de développement durable ; par une politique de préservation ou de restauration des milieux naturels ; par la mise en responsabilité de chacun (collectivités publiques, chô-

meurs et exclus, salariés, entreprises) ; par la réhabilitation du rôle de l'Etat et du service public, dont la rénovation doit être reprise ; par le développement d'une Europe pour l'emploi.

**Une action résolue en faveur de la réduction des inégalités**

Ce projet est indissociable d'une action résolue en faveur de la réduction des inégalités. Il exige une nouvelle conception de la redistribution, et une réforme fiscale qui diminue les charges pesant sur le travail, notamment les bas salaires, et accroisse les prélèvements pesant sur l'ensemble des revenus, et notamment les revenus du capital. Mais chacun sait que se limiter à la redistribution des revenus est très insuffisant.

**Réduire les inégalités de fortune**

Dans ces conditions, c'est bien à l'inégalité des fortunes qu'il faut s'attaquer, car cela seul met en cause le libéralisme que nous voulons combattre. Amener la fiscalité des patrimoines au niveau qu'elle connaît chez nos partenaires européens serait déjà un progrès sensible. Mais, au delà, la réduction des inégalités de fortune passe par une aide à l'acquisition d'un logement pour les jeunes générations, qui ne sont plus du tout dans la même situation que celles qui les ont précédées.

**La seule loi du capital ou du marché menace la cohésion sociale**

Nous n'entendons pas, par cette démarche, renouer avec des dogmes anciens et dépassés, revenir à on ne sait quelle rupture avec le capitalisme ou avec le marché. Mais nous savons aussi que la seule loi du capital ou du marché menace la cohésion sociale et qu'il faudra désormais exiger du patronat des contre-parties, notamment en termes d'emploi, de pouvoir d'achat, de pouvoir dans l'entreprise, d'organisation du travail. C'est pour l'homme, d'abord, que nous entendons agir, en pensant à la fois le collectif et la personne humaine, l'action publique et l'autonomie de décision de l'individu dans une société solidaire.

**Penser et agir à l'échelle mondiale**

Cependant, malgré ces mesures indispensables en France et en Europe, nous devons garder à l'esprit que le chômage et l'exclusion dépassent nos frontières et que nous ne pourrions pas les combattre seuls. L'évolution du monde est telle que nous devons penser et agir à l'échelle mondiale.

**Une culture de solidarité et de coopération**

Face à la montée du nationalisme ou des blocs régionaux visant à l'hégémonie des uns sur les autres, face à la logique économique actuelle qui réduit le monde à une série de marchés à conquérir, nous avons le devoir d'opposer une culture de solidarité et de coopération, au lieu de subir la culture mondiale dominante de la compétitivité économique sans performance sociale et du libre échange.

**Organiser le commerce mondial**

Pour changer, comme nous devons le faire sur le plan national, nous avons le devoir d'innovation, de proposition, d'action afin d'organiser la planète au plan politique et économique pour plus de solidarité et de justice sociale. Dans cet esprit, le commerce mondial doit être organisé. L'Europe doit être capable de se défendre contre ses concurrents -Etats-Unis, Japon...- qui savent à l'occasion protéger leurs marchés. Et nous devons militer pour que les nouveaux pays industrialisés respectent les normes sociales du Bureau international du travail. Au delà, dans une perspective de développement, il

**L'emploi a par trop été considéré comme un solde**

**Priorité à l'emploi**

est nécessaire de se donner les moyens d'harmoniser et de contrôler les règles économiques mondiales de sorte que les économies fortes ne puissent asservir celle des pays faibles. **Il n'y a qu'un moyen d'aider ces pays à se développer : c'est de faciliter la création d'entreprises sur leur propre sol.** C'est par ce biais, et par celui-là seulement, que la spirale de la misère pourra être enrayerée et qu'en même temps nous combattons les formes nouvelles de l'intégrisme, qui vient toujours se greffer sur des populations en détresse. Ainsi, les délocalisations perdront leur caractère négatif pour devenir un instrument de promotion sociale.

Ce changement doit se faire sur la base d'un **contrat social mondial** qui reconnaisse le droit, pour chaque individu, à avoir accès à un revenu social vital pour se loger, se nourrir, se soigner, s'instruire, s'habiller.

## LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE, À TOUS LES NIVEAUX

Si beaucoup de nos compatriotes se sont détournés de la gauche et des socialistes, c'est **parce qu'ils ont condamné notre incapacité à faire vivre un projet de société rendant à chacun sa qualité de citoyen.** Nous ne serons à nouveau crédibles et écoutés demain que si nous retrouvons le chemin de la réforme démocratique, à tous les niveaux.

La démocratie et la citoyenneté doivent s'étendre à tous les espaces où l'homme vit : la France, l'Europe, le monde. N'oublions jamais que **le socialisme est un internationalisme !** A l'heure où l'effondrement du mur de Berlin a ouvert de nouvelles libertés, mais aussi accru la complexité des relations internationales, à l'heure où le nationalisme et l'intégrisme progressent en de nombreuses parties du monde -dont certaines, comme l'Algérie, sont si proches de nous par l'histoire et par le cœur ; à l'heure où renaît le risque de guerres -songeons à l'ex-Yougoslavie, au Rwanda- à l'heure où l'Afrique est un continent en danger, les socialistes doivent plus que jamais militer **pour une nouvelle organisation mondiale**, garante de la protection de la planète et de la solidarité entre les peuples.

Tel est est le principal enjeu de cette fin de siècle. Pour nous, cela suppose de rénover le système des Nations Unies, pour agir plus efficacement pour la paix ; de consacrer le droit -et le devoir- d'ingérence humanitaire ; de mettre en place un nouveau système monétaire international, permettant l'éradication de la spéculation ; de militer, partout, pour l'existence d'institutions démocratiques, respectueuses de la laïcité, face à la montée de l'intégrisme ; de bâtir enfin une Europe qui ne se réduise pas à un marché, mais qui soit aussi une puissance publique, régulatrice, protectrice et redistributrice.

**Réformer  
les institutions  
de la  
Ve République**

**Réduire encore  
le cumul  
des mandats**

**Promouvoir  
la démocratie  
locale,  
aller vers  
la démocratie  
participative,  
accroître  
la sécurité**

**Étendre  
la citoyenneté  
économique  
et politique**

**Notre parti  
est gravement  
malade**

**Une nouvelle  
naissance**

**Dépasser les actuels  
courants du Parti  
socialiste**

Oui, notre projet implique la réalisation de la démocratie et de la citoyenneté "en haut" comme "en bas". Cela vaut d'abord pour **les institutions de la Ve République, qui doivent à nouveau permettre la délibération**, laisser toute sa place à la représentation démocratique, et d'abord à la vie parlementaire, combattre la corruption sous toutes ses formes, limiter le pouvoir de la technocratie, **réduire encore le cumul des mandats.**

Il faudra aussi, loin du tapage médiatique qui a entouré les initiatives contestables et finalement dérisoires de Charles Pasqua au cours du "grand débat" -avorté- sur l'aménagement du territoire, lutter résolument contre les déséquilibres territoriaux, **promouvoir la démocratie locale pour aller vers la démocratie participative, accroître la sécurité par une action de proximité.** Ceci suppose au premier chef de réinventer un développement économique, social et culturel, respectueux de l'environnement, à des niveaux -quartiers, bassins d'emplois- auxquels le citoyen accède, et selon des modalités qu'il comprenne et maîtrise.

Au delà de ces réformes institutionnelles essentielles, il nous faudra reprendre la marche en avant vers **l'extension de la citoyenneté économique** -par la co-décision dans l'entreprise, par la négociation d'un pacte social pour l'emploi et contre l'exclusion, par le développement de la négociation collective à tous les niveaux, par une meilleure protection des salariés, en favorisant la réintégration des salariés injustement licenciés -et de la citoyenneté politique- par une justice plus indépendante, dotée de moyens plus importants, plus accessible, plus rapide, par une politique de la ville plus ambitieuse, par une décentralisation aboutie et mieux contrôlée démocratiquement, par une action en profondeur, sur le terrain, pour l'intégration...

La réforme démocratique doit aussi concerner le Parti socialiste. Notre parti, chacun le sait, **est gravement malade** : malade de ses courants, malade de l'épuisement de sa pensée et de l'absence de réels débats, malade de sa coupure croissante avec la société et le terrain.

Ce n'est pas tant la guérison, désormais improbable, que nous devons chercher, mais **une nouvelle naissance.** Le rôle d'un parti n'est pas seulement de désigner des cadres ou des candidats. Il est de formuler des analyses et des critiques, de proposer, de faire vivre ses valeurs -paix, démocratie, égalité, solidarité, laïcité...- dans la fraternité.

Pour ce faire, notre parti doit développer **un nouveau militantisme** en donnant plus de place à l'échange, à l'expérimentation et à la délibération, en faisant davantage participer militants et sympathisants, en s'engageant dans de grandes causes, qu'elles soient sociales ou humanitaires, en privilégiant la transparence, en militant pour la représentation paritaire des femmes à tous les niveaux de responsabilité, en accentuant sa présence en milieu populaire.

Cela implique de **dépasser les actuels courants du Parti socialiste**, dont nous savons tous qu'ils n'ont plus d'autre réalité que celle de conflits de pouvoir passés : nous acceptons -et nous demandons- toute

Un contrat social  
mondial

Le socialisme  
est un  
internationalisme

formule qui redonne toute sa place au débat d'idées. Car **l'unité n'implique pas, bien au contraire, l'unanimité**, elle ne signifie pas le renoncement à la diversité et au pluralisme. Elle implique que ceux-ci trouvent d'autres modalités, d'autres lieux que les courants nationaux pour s'exprimer.

**Les adhérents doivent désigner leurs représentants à tous les niveaux**

Pour cela, une seule solution. **Les adhérents doivent désigner leurs représentants à tous les niveaux**, de la section à la direction nationale, en passant par les fédérations qui doivent être le cœur de cette nouvelle dynamique. Celles-ci devraient concrétiser à chaque congrès **un projet départemental**, en lien avec une fédération des élus renouvelée, permettant une action constante et en profondeur, et non pas rythmée uniquement par les échéances électorales.

**Vers un parti de toute la gauche, pour toute la société**

Mais nous savons aussi qu'une simple réforme statutaire ne suffira pas. A côté du Parti socialiste, beaucoup de nos anciens amis et de nombreuses forces, avec qui nous devons apprendre -ou réapprendre- à travailler, sont là, et c'est avec eux, avec d'autres, à travers **un grand rassemblement à gauche** que nous pourrions redonner espoir. C'est pourquoi nous souhaitons, par l'accélération et l'approfondissement de la démarche des Assises de la transformation sociale, aller **vers un parti de toute la gauche, pour toute la société**, où tous -socialistes et communistes dans leur diversité, radicaux, écologistes, Mouvement des citoyens, démocrates et républicains de progrès, syndicalistes, représentants des mouvements associatifs...- puissent vivre ensemble pour penser, peser, agir en se confrontant... et en se rassemblant.

**Le sursaut ou le déclin**

L'alternative devant nous est nette : **le temps est venu du sursaut ou du déclin**. Nous voulons que notre parti adopte maintenant une stratégie offensive, à gauche, refusant aussi bien la tentation d'une "troisième voie" et de l'alliance avec un centre introuvable que le confort d'une éternelle opposition sans projet.

**Refuser l'impasse sur la présidentielle de 1995**

Nous pensons notamment que, pour ce faire, **le Parti socialiste ne saurait faire l'impasse sur la présidentielle de 1995**. Cela reviendrait à

laisser le champ libre à la droite, à l'affrontement des deux champions du RPR, Balladur et Chirac, arbitré par les surenchères sécuritaires de Charles Pasqua et par le poids des droites extrêmes, et à abandonner tout espoir de **conserver notre assise municipale**, essentielle à la vie démocratique du pays et préalable de toute entreprise de reconquête. Nous croyons au contraire qu'il nous faut vite **bâtir un projet de gauche pour la France**, susceptible de nourrir le contrat que le Parti socialiste passera avec son candidat le mieux placé -et nous savons qu'il existe dans nos rangs au moins un homme susceptible de gagner en 1995- et que celui-ci proposera aux Français.

**Conforter et approfondir la démarche des Etats généraux**

**Le congrès qui vient doit servir à conforter et approfondir la démarche de rassemblement et de renouveau entamée, depuis les États généraux, mais qui reste à beaucoup d'endroits insuffisante**. Nous ne voulons pas que se reproduisent, à travers l'affirmation d'anciens ou de nouveaux courants, les affrontements, les déchirures du passé, dont le Parti socialiste a tant eu à souffrir, y perdant beaucoup de son audience et de ses militants. Le déclin de notre parti, dans un département comme le Doubs où la tradition socialiste est forte et vivante dans la pensée -Proudhon, l'autogestion...- dans la vie municipale -à Besançon, dans le pays de Montbéliard, dans le Haut-Doubs...- et dans le mouvement ouvrier -chez Lip ou chez Peugeot...- doit beaucoup à ces divisions stériles et souvent artificielles.

**Un nouveau départ est possible**

**Un nouveau départ est possible** : il exige la mobilisation de tous, dans l'unité et la fraternité. Le Parti socialiste, affaibli à tous égards, ne résisterait pas, six mois avant des échéances présidentielle et municipales décisives, à une nouvelle confrontation de pouvoir, où les idées ne seraient que prétexte.

**Travailler tous ensemble**

Nous souhaitons au contraire **un vrai débat, une clarification politique à gauche** qui doit nous permettre de continuer à **travailler tous ensemble**, plus unis et davantage ouverts aux autres qu'auparavant pour reconstruire la gauche et retrouver l'espoir.

## SIGNATAIRES

Yves-Michel DAHOU, Premier secrétaire de la fédération du DOUBS,  
 Françoise BOILLETOT, Pierre MOSCOVICI, membres du conseil national,  
 Daniel AIME, Eric ANGUENOT, Denis ARNOUX, Frédéric BARBIER, Jean-Marie BART, Yves BESSERO, Jeanie BICHET,  
 Michel BOURGEOIS, Sylvie BRAZIER, Jacques BREUIL, Armand CASSABOIS, Guy CHARLES, Marc CHAPELAIN,  
 Myriam CHIAPPA, Jacky COINTET, Paul COIZET, Jean-Paul CROISSANT, Elisabeth DOMON, Jean DOMON,  
 Marcel DOMON, Marie-Marguerite DUFAY, Elise EMBERT, Alain ETCHIALI, Marcel FERREOL, Jean-Louis FOUSSERET,  
 Guy FRANCAIS, Christian FRUND, Gilbert GAUTHIER, Jean-Claude GRAF, Anne-Sylvie GRIMBERT, Paulette GUINCHARD-KUNSTLER,  
 Claude HINZY, Henri HUOT, Yves HUOT, Claude JEANNEROT, Daniel JEANNEY, Raymond JEANNIARD, Yves LAGIER,  
 Henri LAVIOLE, Louis LEGRAND, Marc LERALE, Jean-Michel LIGIER, Michel LOYAT, Guy MAGNIN-FEYSOT,  
 Pierre MAGNIN-FEYSOT, Michel MALFROY, Jean-Claude MARCHAND, Bruno MEDJALDI, Annie NAGELEISEN,  
 William NICOD, Joseph PARREIN, Kristel PEGEOT, Stéphane PILLOT, Joseph PINARD, Philippe PIRAUD,  
 Michel RIGAUDIÉ, Gilles ROBERT, Serge ROLLET, Michel RONDOT, Denis ROY, Gilles ROBERT, Pierre RUEFF,  
 Robert SCHWINT, Michel TARREINBERGUE, André TÉTU, Mamadou TOURÉ, Joseph TYRODE, Gaston VEYA,  
 Michel VIELLE, Jean-Pierre VINCENT, Jacques VUILLEMIN.

# Changer le Parti socialiste pour changer la vie

**"Le socialisme signifie la propriété commune de la terre et du capital sous une forme démocratique de gouvernement. Il implique la production dirigée en vue de l'usage et non du profit et la distribution des produits, sinon également à tous, du moins avec les seules irrégularités que justifie l'intérêt public".**

*Bertrand Russel*

## **LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE EST-IL TOUJOURS À L'ORDRE DU JOUR ?**

Plus que jamais ! Ces deux dernières décennies l'évolution du monde confirme l'incompatibilité entre libéralisme et intérêt général. Plus, le libéralisme dominant a dénaturé, retourné contre la majorité des hommes, les immenses progrès technologiques et scientifiques que ceux-ci ont inventés et réalisés.

En cette fin du XXe siècle, la chance du libéralisme et de ses dogmes : marché sans aucune entrave, profit, individualisme etc..., aura été la chute des dictatures bureaucratiques qui prétendaient se réclamer du socialisme. La doctrine libérale y a gagné une nouvelle jeunesse. Idéologiquement si elle a pu conforter son propre camp, l'échec historique du "socialisme réel" a aussi bouleversé, découragé, et traumatisé toute la gauche. Au nom du réalisme, le libéralisme a pu influencer une partie des forces politiques progressistes, surtout, lorsqu'elles accédaient au pouvoir. Tirons-en la leçon, sans réserve, sans exagération, mais sans hypocrisie. En France le Parti socialiste doit être le parti pour aller au socialisme. Si tel n'était pas le cas, alors que notre prochain congrès tranche cette question, loyalement, clairement et définitivement.

## **UNE DÉFAITE ANNONCÉE**

Les résultats des élections législatives et européennes obligent chaque militant du Parti socialiste à contribuer à la réflexion collective indispensable pour :

- analyser les raisons profondes de la défaite du Parti socialiste,

- tirer les enseignements de la dernière décennie, - préparer l'avenir, reconstruire le parti, et rassembler toute la gauche.

L'examen des derniers résultats électoraux laisse apparaître **plusieurs phénomènes dominants** :

- Le Parti socialiste a perdu la confiance d'une part importante de son électorat naturel, milieux populaires et du travail en particulier. Cela s'est traduit de plusieurs façons : abstentions, votes blancs, votes pour la droite, votes pour Tapie, votes pour Le Pen

Le plus préoccupant au niveau de ces résultats est la défection importante des salariés et des jeunes. Concernant le Front national, on peut constater qu'il ne s'agit plus d'un phénomène passager. Dans les résultats obtenus par ce parti fascisant on trouve aussi l'expression la plus radicale et la plus dangereuse du désarroi et du mécontentement populaires.

Les raisons profondes de cette sanction sont évidentes. Avant les législatives de mars 1993, le gouvernement et le Parti socialiste depuis plusieurs années déjà, perdaient la confiance de l'électorat de gauche et dans le même temps leur crédibilité.

La dégradation de la situation économique et sociale et ses conséquences directes dans la vie quotidienne des Français ont été essentielles. Elles n'ont pas été l'objet de règlements ou de solutions sur le fond. Elles n'ont eu droit qu'à des mesures d'accompagnement ou des déclarations d'intentions qui malheureusement sont encore aujourd'hui reprises par des responsables socialistes.

Le chômage n'a pas été appréhendé dans ses raisons structurelles et dans le cadre de la révolution technologique. A partir de là, même les bonnes intentions ou les mesures généreuses ne pouvaient suffire. C'est seulement à quelques semaines des élections que gouvernement et Parti socialiste abordaient (avec des divergences et des contradictions) la question d'un nouveau partage du travail et la diminution de sa durée.

**Le droit au travail, priorité pour la gauche, exigeait une réflexion et un nouveau projet au niveau de l'économie et de ses finalités.** Il fallait aussi repenser le rôle de l'Etat dans ce domaine, celui de la démocratie dans les entreprises etc... Ceci dans un cadre européen et international. Il fallait, pour résumer, construire une alternative progressiste. Cela n'a pas été fait. Cela reste à faire en donnant priorité à la définition concrète de "l'économie-mixte" en lui donnant un vrai contenu.

C'est bien à partir des conséquences sociales du chômage et des exclusions qui en découlent que se sont développés dangereusement des problèmes dits "de société" : racisme, insécurité, drogue, ghettos urbains, incivisme... Ces maux méritaient d'être traités à la racine. (Pourtant, aux dernières élections régionales en Ile-de-France, le Parti socialiste refusait d'aborder les questions touchant à l'immigration, à l'insécurité... laissant le champ libre à la droite et à Le Pen).

Comment s'étonner alors des proportions prises dans ce contexte par les "affaires" ? Là aussi nous nous sommes empêtrés dans les explications. En ménageant trop des personnages douteux dont les actes relevaient du droit pénal, nous avons semé le doute et récolté l'opprobre. Dans le même temps, les affaires "montées" par nos adversaires trouvaient crédit dans l'opinion et dans nos rangs. On pouvait alors ouvrir la chasse aux sorcières, ou plutôt la chasse aux socialistes et à la gauche en général.

## **QUEL DÉBAT POLITIQUE AUJOURD'HUI, QUELLES LEÇONS TIRER DE CETTE PÉRIODE ?**

Il ne peut être question d'un débat limité à la simple usure du pouvoir qui nous exonérerait de nos responsabilités et empêcherait a priori de

tirer profit des leçons de cette défaite. Il permettrait aussi de se réfugier dans des explications secondaires, superficielles ou fausses : problèmes de générations, incompréhension des Français, cycle naturel de l'alternance, attitudes des adversaires politiques etc...

Cette approche reste dangereuse et peut encore dénaturer les débats du congrès. Si vrai débat il y a, il doit être lucide, politique et permettre de retrouver la confiance attendue du peuple de gauche en osant une vraie critique.

Plusieurs questions sont incontournables :

- la **capacité du PS** à prendre en compte les bouleversements économiques et la révolution technologique ;
- la **capacité du PS** à prendre en compte la question de l'écologie et l'environnement ;
- la **capacité du PS** à situer ces problèmes et leurs solutions dans leurs dimensions européenne et internationale ;
- la **capacité du PS** à formuler les réponses progressistes, cohérentes et crédibles dans le domaine de l'emploi, des rémunérations, des droits sociaux etc... qui tiennent compte de cette nouvelle étape de notre civilisation.

Plus globalement, le Parti socialiste cédera-t-il aux exigences de l'économie libérale ou pourra-t-il proposer un projet politique qui maîtrise l'économie et le marché à des fins progressistes ? C'est un choix. C'est un combat politique.

### **Comment les socialistes vont-ils débattre et décider de leur avenir ?**

Il nous faut mener un débat de fond, sérieux, sans céder à la fébrilité ou à un quelconque opportunisme. Mais il faut aussi que la parole soit donnée aux militants et aux adhérents. Que le droit d'expression ne soit pas le privilège de quelques dirigeants plus ou moins responsables ayant accès aux médias et qui en profitent et en abusent sans pudeur, sans avoir de respect pour la démocratie. Certains et certaines ne doivent plus jouer à faire de la politique !

Ce congrès sera décisif pour l'avenir du Parti socialiste et de la gauche. Il doit être l'occasion pour nous tous d'être à la hauteur de responsabilités et de choix nouveaux et de savoir préparer l'avenir en tenant compte avec humilité des leçons de l'histoire.

## **LA DROITE AU POUVOIR**

Il serait faux de dire, comme on l'entend encore aujourd'hui, "avec la droite c'est pareil qu'avec la gauche hier. Ce sont les mêmes".

18 mois de pouvoir de l'équipe Balladur et le bilan qui en résulte est sans aucune ambiguïté.

L'efficacité et les résultats sont là :

- encore plus de chômeurs et d'exclus. Aucune solution sérieuse en vue ou proposée ;

- un recul du pouvoir d'achat pour tous les salariés, retraités et pensionnés ;
- une fiscalité en hausse ;
- la remise en cause d'acquis et de garanties sociales historiques ;
- le bradage du patrimoine national ;
- la liquidation des moyens d'intervention financiers et économiques de l'Etat ;
- la casse du service public ;
- des atteintes insidieuses aux libertés républicaines.

C'est la restauration. C'est la revanche. (On peut regretter amèrement que quelques-unes de ces mesures aient déjà été amorcées par la gauche au pouvoir ; ce que la droite ne manque jamais de rappeler !).

## **ÉCONOMIE ET EMPLOI-INSERTION**

Aujourd'hui l'emploi (ou droit au travail) se confond intimement avec insertion dans la société. L'école, le service militaire, la religion, les formes organisées du civisme etc... ont tous, pour différentes raisons, perdu en partie leur capacité d'intégration. Le logement, l'urbanisme, la mauvaise qualité de la vie, en particulier dans les grandes agglomérations, ont accentué l'apartheid social avec pour toile de fond le chômage et toutes ses conséquences.

Ce chômage massif (reconnu ou caché) a été le révélateur de l'incapacité des politiques d'assurer l'insertion de toutes les catégories de citoyens dans une société plus juste. Depuis 20 ans, alors qu'une révolution technologique était en marche, que les rapports économiques et de production évoluaient mondialement, le libéralisme ou le néo-capitalisme restaient encore la seule alternative pour y faire face. On peut mesurer les résultats de cette politique, en France, en Europe et dans le monde.

Retrouver des modes d'insertion sociale et de socialisation adaptés exige un choix politique clair vis-à-vis du droit au travail entre :

- une logique libérale (ou ses succédanés) ou
- une logique progressiste s'appuyant sur des concepts socialistes.

L'emploi est d'abord, mais pas seulement, le moyen d'assurer ses besoins matériels pour vivre. Il est aussi le moyen durable, naturel, d'insertion dans la société et d'empêcher la marginalisation et l'exclusion, dans le cadre national mais aussi dans le cadre communautaire.

Aujourd'hui on évalue que la satisfaction des besoins, y compris dans le domaine des loisirs et de la culture, nécessite une masse de travail globale équivalente à celle du début du siècle. Ceci pour une population beaucoup plus nombreuse, vivant plus longtemps, possédant plus de connaissances, avec une technologie qui suppri-

me de plus en plus le travail humain et où hommes et femmes ont les mêmes droits à travailler et à être des citoyens à part entière.

Pour la gauche la nécessité d'un nouveau partage du travail est bien posée. Celui-ci se fera à partir des valeurs de la gauche et ne doit pas céder aux sirènes du libéralisme ou de la charité ou de la mauvaise conscience des plus ou moins favorisés.

Ceci est dit pour répondre à ceux et à celles qui proposent le partage du temps de travail et veulent en même temps prélever sur les revenus des salariés (à partir de 2 fois et demie le SMIC dit-on couramment...), alors qu'il s'agit de redistribuer plus justement de mieux répartir, de revoir sur le fond la hiérarchie des salaires et des revenus.

Autre argument fondamental en faveur de la diminution du temps de travail : la croissance ne produira plus la même masse de travail, celle-ci se réduira de plus en plus au fil des évolutions technologiques.

Un nouveau partage du travail nécessite donc une nouvelle organisation de rythmes et modes de production. Le Plan en particulier doit retrouver son rôle anticipateur et sa fonction démocratique.

Pour le Parti socialiste, la position doit être claire :

- réduction de la durée de la journée de travail (35 h par semaine immédiatement, 30 h par semaine dans les 5 prochaines années) ;
- réduction sur la durée de vie : études après 16 ans comptant comme temps de travail et maintien de la retraite à 60 ans pour tous.

Ces choix appellent une nouvelle démarche économique et industrielle. La gauche doit favoriser l'efficacité des lieux de décisions collectives (communes, régions, nation, Europe) et surtout permettre un retour en force de l'Etat dans la régulation et le contrôle des processus économiques et financiers. Nos "obligations" communautaires n'excluent pas la planification et la régulation du marché intérieur et extérieur.

Une croissance maîtrisée, correspondant aux besoins du pays est à l'ordre du jour (celle-ci ne devant pas faire l'impasse sur la solidarité active avec les PVD).

Il doit y avoir, à la fois, diminution du temps de travail et création d'emplois nombreux et qualifiés.

Il doit y avoir relance de la consommation populaire par la hausse du pouvoir d'achat des salariés.

En matière d'emplois, la qualité et l'utilité de ceux-ci sont importantes. Il y a eu ces dernières années des "modes" en la matière :

- emplois de proximité
- emplois de service
- le "fameux pompiste" de station d'essence. (Il a eu beaucoup de succès. Mais qui connaît son travail ne souhaite pas le faire. C'est dur, ça pue, c'est salissant et mal payé...)

Certes, notre société a d'immenses besoins en emplois sociaux, éducatifs, culturels, mais ceux-

ci doivent être de vrais emplois, qualifiés et justement rémunérés. Ils doivent répondre à de vrais besoins.

Ces emplois indispensables ne sont pas à opposer à ceux qui restent déterminants pour une économie prospère : les emplois productifs et industriels. Là aussi les besoins urgents à satisfaire sont immenses (logement, santé, transports, école, sport, culture, etc, etc...), c'est une politique globale de l'emploi qui est à définir.

Cette nouvelle approche de "l'économie et de l'emploi-insertion" exige de s'en prendre aux causes du chômage et d'y apporter de vrais remèdes. Citons-en quelques-uns :

- démocratisation de l'économie, renforcement des secteurs publics et nationalisés. Retour à la nation des entreprises dénationalisées par la droite ;
- réforme de la fiscalité avec davantage d'impôts directs et qui tienne compte en priorité de l'ensemble des revenus et des mouvements de capitaux avec plus de moyens de contrôle. (Système devant être négocié au niveau de la CEE en priorité) ;
- dans le domaine de la protection sociale, tout en préservant les acquis, en ce qui concerne les cotisations, il nous faut tenir compte de l'évolution du processus du travail. Il faut réduire l'écart entre les prélèvements concernant les entreprises à fort taux de main-d'oeuvre et celles utilisant davantage le facteur capital, (d'autant que la concurrence internationale pénalise déjà les premières) ;
- comme l'avait démontré le défunt Cerc, l'écart des revenus ne cesse de grandir en France. Cette injustice est essentiellement due aux énormes différences de patrimoines et à leur transmission. Des mesures sont à prendre dans ce domaine trop souvent considéré comme tabou.

Des décisions qui dépendent du gouvernement et du Parlement doivent être prises sans attendre :

- interdiction du cumul retraite-salaire pour tous les revenus supérieurs à 3 fois le SMIC (ceci sans exception) ;
- obligation de prendre sa retraite à 60 ans (sauf dérogations pour raisons familiales ou sociales motivées et justifiées).

En matière de salaires et de revenus, il sera aussi nécessaire que le Parti socialiste aborde la question : quel éventail ?

En France, il est un des plus larges (et donc un des plus injustes). En 1994, nous avons un SMIC qui n'atteint pas 5.000 F nets par mois. A cela, s'ajoutent les contrats spéciaux divers et les contournements de la loi qui minorent cette somme. Et puis, il y a les abus mais pour les favorisés. Ces derniers mois, grâce à l'action de la justice, on a pu savoir que des responsables d'entreprises juteuses (dont l'honnêteté est d'ailleurs mise en cause) avaient des revenus et avantages divers annuels d'un montant de 3, 4, 5, 6... millions de francs soit 60, 80, 100, 120 fois le salaire d'un simple ouvrier ou employé. Ces personnages ne sont pas des exceptions.

Est-ce normal pour un socialiste que le travail d'un homme ou d'une femme vaille 60, 80, 100, 120 fois moins que celui d'un autre homme, ou d'une autre femme ? L'heure n'est-elle pas venue au nom des droits de l'homme, de la justice et de la morale de faire des propositions courageuses en la matière ?

## LE PARTI SOCIALISTE ET LE MONDE DU TRAVAIL

Tout d'abord, il ne s'agit pas de réduire l'activité ou les responsabilités du Parti socialiste dans le domaine des entreprises ou vis-à-vis des salariés à la seule activité de son secteur Entreprises.

Le Parti socialiste doit pouvoir bénéficier de l'apport, de la participation de ses adhérents et militants issus du monde du travail (du manœuvre à l'ingénieur, de l'employé au cadre) dans tous les domaines :

- réflexion-idéologie ;
- définition de ses objectifs économiques, sociaux, culturels, etc... ;
- organisation, direction collective, représentation ;
- élus.

Le secteur Entreprises ne doit pas être l'excuse ou la bonne conscience du Parti socialiste par rapport à ses responsabilités premières à l'égard des salariés. (Ceux-ci, avec leurs familles, les retraités, représentent la grande majorité des Français, donc de l'électorat).

Aujourd'hui, globalement, la place des militants salariés est bien trop réduite, ce qui nuit à l'enracinement populaire du Parti socialiste. Dans ses différentes instances ou activités, le pouvoir de réflexion, d'animation ou de direction est "confisqué" par une catégorie sociale (couches moyennes ou bourgeoises, hauts fonctionnaires, cadres très supérieurs, etc...).

Les militants du monde du travail doivent trouver la place qui leur revient, sans exclure les autres catégories. Le domaine de leur intervention dans la vie du parti ne doit pas se limiter aux problèmes du travail ou de l'entreprise. Leur apport est indispensable dans tous les domaines. Cette démarche doit être l'axe d'une transformation du Parti socialiste. La nature et la gravité des problèmes qui se posent actuellement en Europe et en France, démontrent la nécessité de la pleine participation des catégories les plus concernées au combat politique et social qui s'impose.

Ce choix incontournable nécessite une évolution considérable et résolue du Parti socialiste, qui bouscule les habitudes. Une vraie volonté politique doit se concrétiser à l'occasion du congrès. Des mesures de formation, de promotion de nouveaux militants et responsables doivent s'organiser. Les "universités d'été", les colloques ou

autres séminaires ne suffiront plus. D'ailleurs, on peut constater que ce genre de manifestations est plutôt boudé par les militants d'entreprises. (Ou alors, ils n'ont pas les moyens d'y participer). Sur le fond, il s'agit de la responsabilité collective du Parti socialiste et, en premier lieu, de son Premier secrétaire de pratiquer une véritable "politique de cadres". A cela doit correspondre une véritable revalorisation du militantisme et de la reconnaissance du rôle décisif et irremplaçable du militant.

Aujourd'hui et pour l'avenir, la place et le rôle du Parti socialiste dépendra largement de cette rénovation s'appuyant sur les forces du travail. Elle peut remobiliser, rendre confiance, rassembler, dynamiser le parti. Elle doit aussi permettre au parti de retrouver ses valeurs de gauche, de renouer et de coopérer avec les forces syndicales et associatives.

Les dernières années et le résultat des élections, nous montrent nos insuffisances et les coupures qui existent entre le Parti socialiste et le peuple de gauche ou l'opinion populaire en général. Au delà des explications traditionnelles, c'est bien le pourquoi de l'existence du Parti socialiste et de son rôle qui se pose dans notre société. Pour qui, pour quoi existe-t-il ?

L'expérience tend à prouver que la sous-estimation du rôle du monde du travail dans le Parti socialiste a conduit celui-ci à sous-évaluer l'état de l'opinion et la gravité de certains problèmes économiques et sociaux. Le "rattrapage" qui se fait actuellement sur ces sujets le prouve. Pourtant, l'alerte avait été donnée en certaines occasions et en particulier au niveau de la commission nationale Entreprises. Ceux qui ont essayé d'avertir n'ont pas été entendus. Il faut en tirer la leçon.

### Un secteur Entreprises : pour quoi faire ?

Si le Parti socialiste est bien convaincu de l'utilité et de la priorité d'une action politique permanente en direction des salariés, celle-ci doit être organisée. Donc, un **secteur Entreprises est indispensable** et doit avoir les moyens militants et politiques de faire face à ses responsabilités. Actuellement, ce secteur, en difficulté, se situe dans une organisation du Parti socialiste, elle-même en difficulté sans véritable coordination de l'ensemble de ses activités, ce qui est un handicap supplémentaire pour ce secteur.

### Ses tâches essentielles devraient être :

- contribuer à l'élaboration de l'ensemble de la politique du parti sur la base de sa spécificité ;
- contribuer plus particulièrement à l'élaboration et à l'application de la politique du parti vis-à-vis des salariés et des entreprises ;
- contribuer à l'application et à la mise en œuvre de la politique générale du parti.

Le secteur Entreprises ne doit pas être un lieu "d'activité syndicale". Son rôle est fondamentalement politique. S'il doit, en premier lieu,

défendre, expliquer, faire connaître la politique du parti concernant les questions économiques et sociales, il doit aussi et avec autant de vigueur défendre les autres aspects de la politique du parti : éducation, santé, culture, politique étrangère, etc.... Pour le parti, ce secteur devrait être également, grâce à son activité, un moyen de recrutement d'adhérents, de militants et de cadres.

Cette action politique est à organiser et à coordonner au **niveau prioritaire de l'entreprise**, même si cela est difficile, même si en général on a renoncé à le faire depuis longtemps déjà.

L'entreprise reste un lieu privilégié de connaissance, de rencontre et de débat. C'est parfois le seul endroit où les "gens se causent". C'est aussi le lieu où on ressent le mieux sa condition de salarié et ses injustices.

Le secteur a bien pour tâche d'organiser cette action pour qu'elle aboutisse sur les lieux de travail. Il doit s'appuyer pour cela sur une CNE renouvelée, plus représentative, plus dynamique et mieux considérée. Entre cette instance nationale et l'entreprise, des relais peuvent se situer :

- au niveau régional ;
- au niveau de secteurs d'activité, de branches professionnelles ou de grandes entreprises.

L'expérience passée doit nous permettre d'éviter :  
- que les collectifs nationaux ne se transforment en lieu de discours sans suites concrètes ou en "lobbies" qui puissent permettre des promotions rapides lorsque le Parti socialiste est au gouvernement ;  
- que l'animation ne se limite pas à Paris, mais qu'elle soit impulsée sur le terrain, **en associant les fédérations, les sections, les élus.**

Cela implique que l'activité de ce secteur, aux niveaux national, régional, départemental et local soit connue, débattue et prise en charge par les instances politiques. Le bureau exécutif et le conseil national se devraient de montrer l'exemple.

Le choix des militants et responsables de ce secteur doit être fait sérieusement, avec un souci majeur de démocratie et d'efficacité. **Ce n'est pas l'ambition dérisoire des clans ou des ambitions personnelles qui doivent prévaloir.** Dans la vie interne et publique du Parti Socialiste, ce secteur doit avoir plus de possibilités d'expression :  
- dans notre presse ;  
- dans les médias, en particulier sur les sujets dont il s'occupe en priorité (c'est la moindre des choses...)

De même, la direction nationale de ce secteur et ses structures ou relais devraient "s'ouvrir" davantage aux organisations syndicales et aux associations qui se préoccupent aussi des questions du travail, du social, de l'économie... **C'est urgent et à organiser.**

Une autre dimension de l'activité de ce secteur est à promouvoir dans le cadre d'une stratégie globale du Parti socialiste : c'est celle d'un véri-

table travail au niveau européen. Celle-ci ne doit pas être l'affaire de quelques "spécialistes" ou "commis voyageurs".

Dans des situations de campagnes électorales, le secteur Entreprises devrait trouver la place importante qui lui revient : au niveau des idées, des propositions, mais aussi de l'action.

## LE PARTI SOCIALISTE ET LA QUESTION SYNDICALE

Le Parti socialiste doit s'exprimer sur cette question très importante, sur les sujets qui sont communs aux préoccupations politiques et syndicales. Actuellement la majorité des employeurs français refuse la notion de compromis acceptable par tous et maintient les salariés dans un état de dépendance qui n'a guère varié depuis 40 ans. Cette attitude se manifeste souvent par le refus du fait syndical. Enfin, une très grande partie des chefs d'entreprise pratique une politique à courte vue qui a des conséquences désastreuses en matière d'emploi.

L'Etat, employeur lui-même, dans sa démarche réglementaire ou législative, y compris entre 1981 et 1993, ne considère-t-il pas souvent le dialogue social avec ses propres salariés comme superflu ?

Une réglementation sociale ne peut s'imposer par la seule voie législative. Par son action il faut une force syndicale puissante capable d'impulser et d'imposer à tous les niveaux le dialogue social qui fonde la négociation et une véritable contractualisation des rapports sociaux. Le mouvement syndical français est affaibli, les socialistes tout en respectant son indépendance ont le devoir de contribuer sans ingérence à ce qu'il prenne un nouvel élan. La question syndicale nous concerne directement, car il s'agit d'un des piliers d'une société démocratique et d'un vecteur de la transformation sociale. Nous sommes aussi concernés parce que nombreux sont les socialistes qui militent dans la diversité du mouvement syndical.

Dans ce domaine, la charte d'Amiens à laquelle se réfère le mouvement syndical français demeure d'actualité sur deux points essentiels :

- son exigence d'indépendance du mouvement syndical et de son autonomie de décision ;
- les objectifs qu'elle fixe au mouvement syndical dans sa double "besogne" :  
"l'œuvre revendicative quotidienne" et la transformation sociale.

Le syndicalisme est un outil au service des salariés. Il doit être construit par eux et pour eux. Son efficacité réside dans sa capacité à prendre en compte les aspirations et les revendications exprimées tout en trouvant les voies et moyens pour les satisfaire. Pour être efficace, le syndica-

lisme doit être en phase avec son temps, adapter ses méthodes, ses pratiques, ses structures sans pour autant renier les valeurs qui le fondent.

Le socle revendicatif de défense des salariés, qui constitue la base du syndicalisme, n'est pas mis en cause mais les pratiques d'intervention, le fonctionnement des organisations, le type de revendications doivent prendre en compte les modifications profondes du salariat.

La revendication traduit la volonté d'améliorer une situation à un moment donné. Elle prend tout son sens lorsqu'elle s'inscrit dans un objectif plus global.

Or, la dispersion actuelle de notre syndicalisme aboutit le plus souvent à une division exacerbée qui rebute les salariés. Une démarche unitaire est donc la seule voie qui permettra d'éviter l'affaiblissement et, à terme, la marginalisation du syndicalisme français, qui doit faire face à des responsabilités décisives au niveau de l'Europe et du monde.

Mais cette unité impose une clarification quant aux valeurs qui doivent la fonder et à la conception syndicale qui doit être son vecteur : celui de la transformation de la condition de salarié, de la construction d'une société plus juste et plus solidaire où la liberté et la démocratie seront des valeurs incontournables.

En France, et parce que la construction de l'Europe sociale la rend indispensable, c'est autour de cette démarche que doit se constituer l'union du mouvement syndical.

Au niveau des préoccupations syndicales et politiques qui offrent un champ d'action commun, le Parti socialiste doit contribuer spécifiquement à la concrétisation de revendications majeures :

- la priorité à l'emploi, faire reculer durablement le chômage afin d'accéder à une société de pleine activité ;
- la pleine citoyenneté dans l'entreprise par l'implication efficace et équitable des salariés, de nouvelles relations dans le travail qui respecte le salarié et favorise son épanouissement ;
- le renforcement de la représentation syndicale et de ses moyens d'intervention,
- l'aménagement et la réduction significative du temps de travail (les 35 heures immédiatement) ;
- la réduction des inégalités, le maintien du pouvoir d'achat, la revalorisation du Smic et des bas salaires ;
- la démocratie et la protection sociale doivent être approfondies et développées au niveau européen ;
- une formation pour tous à la mesure de l'évolution technologique et scientifique ;
- des conditions de travail dignes de notre époque, avec en priorité la défense des acquis dans ce domaine.

Si ces objectifs impliquent l'action politique du Parti socialiste, cela ne remet pas en cause le rôle incontournable, d'un syndicalisme français fort, indépendant, représentatif et unitaire.

## ENTREPRISES : DÉFENDRE LES ACQUIS, ACQUÉRIR DES DROITS

Aujourd'hui la peur du chômage, la gravité de l'exclusion et la misère qu'elle génère peuvent conduire à des positions défensives, voire conciliantes, pour "sauver son boulot". C'est dans ce contexte très difficiles, complexe et porteur de contradictions que doit être traitée la question des droits des travailleurs. Elle n'est pas subalterne. Au contraire, dans la bataille contre le chômage, pour le droit au travail, pour imposer de vraies solutions, l'intervention des salariés sur les lieux de travail reste un élément décisif. Ce combat ne peut en aucun cas dépendre d'une "élite" politique et technocratique, fût-elle de gauche. Le développement de la démocratie sociale et économique dans l'entreprise est plus que jamais à l'ordre du jour.

Avant de pousser la réflexion, il nous faut mieux délimiter ce qui est aujourd'hui le terrain d'action dépendant de l'entreprise et du processus du travail. Celui-ci s'est élargi et n'est plus limité au seul lien géographique. L'intervention des salariés, c'est aussi dans la formation initiale et professionnelle, la reconnaissance des diplômes et qualifications, la prévention et la protection sociale, les transports, l'environnement, etc....

De même, les salariés en activité ont un rôle nouveau à jouer en faveur des droits de ceux ayant quitté ou voulant entrer dans l'entreprise : les licenciés, les délocalisés, les pré-retraités, les retraités, les demandeurs d'emploi.

En matière de droits des travailleurs dans l'entreprise, le rôle du politique s'exprime au niveau de son action sur le terrain, à partir de ses propositions, dans ses interventions législatives.

Quelques priorités peuvent être rappelées :

- respect de la législation en vigueur. Respect des acquis ;
- la démocratisation de l'entreprise, de sa gestion, les moyens pour y parvenir ;
- le droit d'expression et d'information du citoyen-salarié ;
- la formulation de réformes économiques (contenu de l'économie-mixte, nationalisations, etc...).

Quelques propositions plus précises peuvent être émises, elles sont soumises au débat et à la critique :

### Emploi -qualifications et salaires-conditions de travail

- révision des procédures de licenciement. Renforcement des droits suspensifs ;

- respect (sans dérogation) du Smic et des barèmes conventionnels ou statutaires ;
- réduction négociée du travail de nuit, du dimanche et jours fériés ;
- garantie d'un repos hebdomadaire continu de 48 heures.

### Droit syndical et droits des salariés

- renforcement des sanctions administratives et pénales visant les atteintes au droit syndical ;
- renforcement des moyens législatifs pour obliger à la représentation concrète des salariés dans les PME ;
- élargissement des compétences économiques et sociales des comités d'entreprises ;
- dans les PME (zones, sites d'entreprises...) appliquer le principe de "subsidiarité" pour pallier l'absence de CE (comités de sites).
- renforcer les moyens de la formation syndicale pour les syndicats représentatifs.

### Participation et droits à la gestion

- négociations obligatoires et régulières entre les partenaires (avec un calendrier précis) pour redéfinir les objectifs et l'organisation du travail ;
- allègement conséquent des hiérarchies "parasites" n'ayant pas ou peu de fonctions productives ;
- implication et consultation régulière des salariés sur les stratégies ou desseins de l'entreprise ;
- inventaire et relance de l'application des lois dites "lois Auroux" ;
- formation en économie, gestion, droit... obligatoire pour les représentants, élus du personnel ayant à intervenir dans ce domaine, avec l'aide de fonds publics et des entreprises, sous la responsabilité des instituts du travail ;
- organisation d'instances et allocations de moyens financiers et techniques pour répondre aux tâches nouvelles qu'impose l'internationalisation du travail aux organisations syndicales.

### Des moyens pour rendre crédibles nos propositions et les concrétiser

- un contrôle rigoureux de l'application des lois par un renforcement en moyens de l'Inspection du travail et des conseils des prud'hommes ;
- création d'une commission parlementaire permanente "Droits des salariés dans l'entreprise".
- Introduction dans les programmes scolaires (enseignement général ou professionnel) de la législation du travail comme matière principale d'examen.

Il n'était pas question d'établir ici un catalogue exhaustif des propositions que pourrait faire le Parti socialiste dans un domaine aussi vaste. Il s'agit plutôt de tenter de remobiliser les socialistes sur des questions primordiales, délaissées ou sous-estimées. La leçon de mars 1993 ne doit pas être oubliée. Le monde du travail est la priorité des priorités pour le Parti socialiste. Il doit en tenir compte pour les prochaines échéances électorales, il doit s'y préparer en s'en donnant les moyens. **Peut-être que le plus urgent serait d'avoir le courage de promouvoir**

voir dans ses organismes de direction, des militants qui viennent des entreprises. **Débattons-en aussi.**

## LA VIE ET LE FONCTIONNEMENT DU PARTI

Le Parti socialiste ne peut plus être et fonctionner comme auparavant. L'outil commun de réflexion et d'action des socialistes doit se donner une nouvelle vitalité politique, retrouver un nouveau dynamisme.

Cela implique des évolutions importantes :

### Au niveau idéologique

Réaffirmation de sa volonté de transformation de notre société et de son engagement dans ce combat au niveau européen et international (l'état de léthargie de l'Internationale socialiste et du mouvement progressiste en général laisse trop souvent le terrain libre au libéralisme international).

Cet objectif doit nous ramener à des concepts et des valeurs qui n'ont rien perdu de leurs qualités et de leur actualité même si l'intellect collectif des socialistes doit les adapter ou les modifier en tenant compte de l'évolution de la société.

Le Parti socialiste n'est pas archaïque s'il s'inspire toujours des valeurs, des références et des leçons de l'histoire du mouvement ouvrier. Rousseau, Robespierre, Jaurès, Marx, dépassés ? Leurs idéaux, leurs objectifs seraient-ils arrivés à leur terme ? Non. Pourtant, il a été de bon ton ces dernières années dans le Parti socialiste, de le dire et de l'écrire. Ces nouveaux "nouveaux philosophes" ont généralement limité leurs apports à la reprise de lieux communs et d'évidences qui même remis à neuf sentaient fort le renoncement et la compromission avec le néolibéralisme.

Certes la reconquête idéologique sera difficile et peut être longue. Mais un Parti socialiste mobilisé et convaincu de sa mission, obstiné, proche des réalités et usant de pédagogie sans arrogance peut y parvenir.

### Au niveau de la composition sociale de ses instances de décision et de direction

A partir des résultats des législatives et des européennes, on a relevé le phénomène inquiétant de la défection continue de l'électorat populaire. La majorité des électeurs encore fidèles au Parti socialiste sont issus des couches moyennes et supérieures... ce qui ne fera jamais une majorité politique.

Cela devrait nous inciter à donner la place qui revient dans le Parti socialiste aux militantes

et militants du monde du travail. Il faut en finir avec cet élitisme social qui fait barrage aux militants objectivement les plus concernés, les plus motivés par des changements progressistes. La prédominance d'une forme d'aristocratie politique issue de la moyenne et grande bourgeoisie, de la haute fonction publique, et de l'encadrement supérieur doit être supprimée au prochain congrès.

Qu'il soit bien clair que cela ne doit pas conduire à écarter du Parti socialiste et de sa direction des représentants de ces catégories sociales, dont les intérêts profonds (notamment en matière d'emploi et de libertés), rejoignent ceux de l'ensemble des couches populaires et des salariés. Ce dont il s'agit, c'est de procéder à un rééquilibrage en faveur de ceux qui souvent n'ont pas droit à la parole et sont considérés comme l'infanterie du Parti socialiste alors qu'ils devraient en être l'élément moteur.

#### **Un retour à l'éthique, à la rigueur, à la modestie et à la conviction politique**

Le congrès de Rennes, les dommages causés par la guerre des courants (ou plutôt des clans) ont conduit le Parti socialiste au bord du gouffre. Toutes ces gesticulations publiques et toutes ces révolutions de palais ont fait des dégâts politiques et militants qui seront difficiles à réparer. Il y a certainement plusieurs raisons qui ont conduit à cette image caricaturale du Parti socialiste.

Quelques-unes méritent d'être soulignées :

- la fragilité des convictions et l'ambition personnelle de certains dirigeants ;
- le goût prononcé des mêmes pour s'épancher dans certains médias complaisants, pour trouver le bon mot ou la petite vacherie qui peut faire parler de leur petite personne ;
- l'arrivisme et le carriérisme (surtout pour ceux qui, à partir de 1981, sont venus au secours de la victoire !) et parfois la corruption... ;
- le rôle trop important de la technocratie au détriment du politique.

Il ne faut pas oublier que ce qui est facilement pardonné à la droite l'est beaucoup moins à la gauche. C'est parfois injuste mais, sur le fond, cette exigence est rassurante : la gauche représentée de vraies valeurs. A nous aujourd'hui d'en redonner la preuve.

La vie et le fonctionnement du Parti socialiste doivent être transformés, en favorisant la démocratie, le partage des tâches, l'efficacité et la rigueur.

Ces dernières années le dilettantisme d'une partie importante de ses directions successives, porte pour beaucoup une part de nos échecs. En outre, le Parti socialiste n'ayant pas su régler la question de ses rapports avec le pouvoir et pu définir son propre rôle, il y a eu trop souvent une confusion nuisible des genres.

A cela, se sont ajoutés certains **cumuls aberrants de responsabilités électives et militantes** qui n'ont pu que favoriser l'immobilisme et la passivité du parti. La leçon dans ce domaine doit être aussi retenue.

## **L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET LES INSTITUTIONS**

Les grandes manœuvres ont déjà commencé et les sondages dictent trop souvent les stratégies et les choix. Mais dans tout cela peu de politique.

Depuis 1958 et jusqu'à aujourd'hui, la France vit dans une monarchie républicaine. La gauche ne peut s'en satisfaire.

Le président de la République doit perdre certaines prérogatives au profit du Parlement qui doit retrouver tous les pouvoirs et les moyens qui lui reviennent en démocratie.

Il faut aller vers une élection présidentielle qui ne soit plus pratiquée au suffrage universel. Il faut en finir avec toute forme de pouvoir personnel qui dénature la vie politique et comporte trop de risques pour la démocratie.

Si la gauche et le Parti socialiste en particulier, doivent avoir une attitude très responsable au niveau des institutions et préserver leur stabilité, cela ne doit pas gêner le retour à une forme de scrutin qui allie les qualités du scrutin majoritaire et du scrutin proportionnel.

Il faut donner aux élus, en particulier aux députés, les moyens nécessaires d'accomplir leur mission. En ce domaine il ne faut pas faire de complexe, même si une partie de l'opinion est influencée par des forces politiques ou médiatiques pratiquant à outrance une démagogie anti-parlementaire de style poujadiste.

Un député actuellement ne peut assumer sérieusement toutes les tâches qui lui reviennent. Pour le faire, soit il doit "cumuler", soit il doit disposer de moyens financiers et techniques extérieurs à ses indemnités.

Le Parti socialiste se doit de vouloir régler avec un esprit républicain cette question importante. Des mesures peuvent être prises :

- renforcement des moyens politiques et techniques (experts, assistants, secrétariat...);
- examiner quel rôle nouveau peut jouer le suppléant, (travail dans les commissions, relations avec l'électorat, traitement politique des dossiers etc...) en lui en donnant les moyens et la légitimité. La vraie démocratie a un prix et les Français sont capables de le comprendre et de l'admettre.

#### **La prochaine élection présidentielle**

Quel candidat pour les socialistes ? Celui qu'ils choisiront majoritairement et qui devra aussi rassembler toute la gauche et tous les progressistes. Il ne s'agit pas d'une lapalissade. Ces derniers mois, (déjà !) on a pu constater que certains comportements inacceptables avaient la vie dure : auto-désignation, choix de candidats sans aucun débat, etc....

Le ou la candidate ne sera pas forcément le ou la mieux placé dans les sondages, le ou la plus médiatique... et il n'y aura pas de sauveur suprême. Le candidat choisi par le Parti socialiste sera celui ou celle qui incarnera le mieux les choix profonds de sa majorité issue de son prochain congrès. C'est celui ou celle qui saura le mieux les respecter et les défendre en rassemblant militants, adhérents, électeurs du Parti socialiste et ceux de toute la gauche.

## **CONCLUSION**

Cette contribution à la préparation du congrès ne prétend pas être exhaustive. Des sujets importants ne sont pas abordés. Cela n'était pas son ambition. L'objectif est de souligner et de tenter de répondre à des problèmes, à des questions jugées prioritaires.

Le Premier secrétaire du Parti socialiste, Henri Emmanuelli, a clairement et fermement affirmé sa volonté de faire évoluer le Parti socialiste tout en respectant les principes intangibles de la gauche et du socialisme démocratique. Cette contribution thématique est partie prenante et soutient cette démarche.

**Oui, il nous faut toujours vouloir oser "changer la vie" et que le combat pour que demain "la terre soit bleue comme une orange" continue.**

SIGNATAIRE

**Denis BONVALOT, membre suppléant du conseil national.**

# Pour la démocratie

**Selon certains observateurs ou acteurs de la vie publique, le temps de la démocratie libérale est dépassé.**

**Fondée sur la base de l'Etat-nation, elle ne saurait survivre à l'interpénétration des économies ou encore à la montée de l'uniformisation culturelle qui justement déstabilisent le cadre national.**

**L'avenir serait donc à une vaste zone de libre échange composée d'acteurs autonomes incapables de toute action collective.**

**Dans cette société, le système institutionnel pourrait peut-être se perpétuer, mais vidé de toute substance.**

**P**our d'autres, plus modérés ou moins rigoureux dans l'analyse, le pouvoir politique pourrait encore entreprendre s'il n'était freiné de toutes parts et notamment par une haute fonction publique, sorte de nouveau parlement de cette fin de régime, omnipotente et prompt à bloquer toute réforme qui sortirait des dogmes acquis lors de sa formation.

Quelle que soit la nature des causes avancées, tous se rejoignent pour expliquer et justifier l'impuissance des pouvoirs publics.

C'est oublier que les compétences d'un Etat ne se limitent pas à l'action économique et que même dans ce domaine des marges de manœuvre existent : la mondialisation des échanges n'a pas empêché les gouvernements de Pierre Mauroy et Michel Rocard d'instaurer la cinquième semaine de congés payés ou le RMI. De même, la remise en cause, au travers de la loi quinquennale sur l'emploi, de nombreuses dispositions du code du travail favorables aux salariés ne nous semblent pas explicables par les seules contraintes extérieures.

## ÉTENDRE ET APPROFONDIR LA DÉMOCRATIE

Etre de gauche, pour nous, c'est d'abord s'affirmer en tant que démocrates conséquents, c'est-à-dire militer pour l'extension et l'approfondissement de la démocratie.

La démocratie nécessite d'abord la transparence du système et la lisibilité des politiques ; or, du sommet de l'Etat à l'échelon local, l'organisation politique du pays prête à confusion.

Un système où les rapports entre les pouvoirs publics sont fonction de l'évolution des forces dans le pays apparaît comme brouillé. Aussi convient-il de clarifier notre organisation constitutionnelle en faveur d'un système résolument présidentiel. La décentralisation a par ailleurs multiplié les échelons de décision avec une répartition des compétences entre chacun qui ne s'impose pas avec évidence. En quoi est-il légitime, par exemple, que la gestion des collèges soient du ressort du département et que celle des lycées relève de la région ? Il est nécessaire aujourd'hui de limiter ces échelons, d'identifier clairement leurs compétences, ainsi que leurs ressources, tout en permettant à l'Etat d'intervenir comme garant de l'unité nationale. En ce

N'accordons pas non plus à la haute fonction publique plus de pouvoir qu'elle n'en a : elle n'a pas plus contrarié les nationalisations d'hier que les privatisations d'aujourd'hui. Boucs émissaires commodes, les hauts fonctionnaires ne peuvent vraiment intervenir que sur les décisions que les politiques ne sont pas réellement décidés à prendre.

Sur ce chapitre, il nous apparaît plus important de souligner l'osmose toujours plus grande réalisée entre une partie de l'administration et le monde économique. Cette confusion entre les pouvoirs, entre le service de l'Etat et celui de l'intérêt privé, auquel il serait facile de remédier par une réforme statutaire, est bien plus préjudiciable au fonctionnement régulier des institutions que le poids supposé des hauts fonctionnaires sur les décisions politiques.

Ajoutons enfin que trop nombreux sont encore les élus qui se prennent pour des chefs de service administratif. Les seules décisions qu'ils aient à prendre sont des décisions politiques qui doivent être motivées politiquement. Si tant de fonctionnaires, sur le plan local comme national, ont pu se croire investis de pouvoirs qui n'étaient pas les leurs, c'est que les politiques étaient, eux, sortis de leur rôle.

En fait, et malgré les objurgations de tous ceux qui proclament qu'on ne peut plus rien faire, le problème ne nous semble pas résider tant dans les moyens à notre disposition pour agir que dans la définition du contenu qui doit sous-tendre notre action. Au delà de l'incantation, l'essentiel n'est pas tant de s'affirmer de gauche que de déterminer ce que cela signifie concrètement aujourd'hui.

D'autres contributions tenteront d'esquisser un programme pour notre parti, nous nous limiterons quant à nous à la question qui nous semble essentielle de la pratique politique. Indissociable du projet dont nous pouvons être porteurs, elle participe de notre identité et, au delà, de la démocratie même.

sens, la circonscription départementale, à l'évidence la moins adaptée aux changements de la société, pourrait être supprimée.

La démocratie telle que nous la concevons implique également la responsabilité des acteurs politiques et une représentation conséquente de l'ensemble des citoyens.

Sur un plan éthique, rien n'a été plus néfaste à la gauche que la loi d'amnistie et la malheureuse formule "responsable, mais pas coupable". Il n'y a pas de démocratie si les acteurs politiques n'ont pas à rendre compte et s'ils se conçoivent -ou sont perçus- comme une classe distincte de la nation. L'homme politique doit être doublement responsable à la fois en tant que personne privée et publique. La première des réformes à accomplir est de limiter au plus la confusion entre ces deux domaines.

En ce sens, l'article 26 de la Constitution, qui établit l'immunité parlementaire, doit être amendé. S'il est nécessaire de maintenir la protection dont bénéficient les parlementaires à l'égard des mesures coercitives : contrôle judiciaire, détention... la mise en examen, disposition administrative, n'a pas à être retardée par la procédure de la levée de l'immunité.

La révision des modes de scrutin devrait permettre l'association à tous les niveaux des tendances représentées dans l'opinion. On nous objectera qu'une telle réforme aura pour conséquence l'élection de nombreux représentants de

l'extrême-droite. Certes, mais le système actuel qui n'associe au Parlement que les grands partis traditionnels et ne tient compte de l'évolution du vote de nos concitoyens que lorsqu'elle s'effectue entre eux, accentue la coupure entre la classe politique "officielle" et la nation. D'ailleurs, le combat politique contre l'extrême-droite sera d'autant plus efficace que l'importance de celle-ci ne sera pas masquée artificiellement.

Ce devrait être une évidence, la démocratie implique aussi le débat public. Or, la dernière période a vu de nombreux sujets, comme la bio-éthique, qui sont au cœur des préoccupations de nos concitoyens, traités de plus en plus par des commissions de spécialistes. Outre que ce phénomène est déjà contestable en lui-même, car il repose sur le postulat de l'objectivité et de la neutralité desdits spécialistes, il soustrait de la sphère politique, c'est-à-dire du champ de la confrontation des idées et de la décision collective, des thèmes qui justement fondent sa légitimité.

Plus fondamentalement, le développement d'une société médiatique remet par définition en cause tous les corps intermédiaires, y compris institutionnels. Mais les médias modernes sont aussi de formidables moyens de communication et, par là même, ils offrent de nouveaux espaces au débat public. Encore faut-il que l'expression politique n'y soit pas caricaturée. A ce titre, la dernière campagne européenne a été particulièrement révélatrice. A la télévision, le temps d'antenne

attribué à chaque liste était si bref qu'il était impossible de développer réellement une seule idée et la succession rapide des clips contribuait encore à brouiller l'ensemble des messages. Reconnus constitutionnellement, les partis devraient disposer de larges possibilités d'expression autonome au moins sur les médias du service public. Pour qu'elle puisse y être juste et équitable, l'adoption d'une réglementation respectueuse des droits de l'opposition s'impose. Toutefois, tous les aménagements possibles ne suffiront pas à régler totalement un problème qui est également d'ordre culturel. Pour une part, l'audiovisuel obéit à des règles différentes de l'écrit qui reste la référence primordiale de la majorité des hommes politiques. Sauf à céder la place à tous les nouveaux démagogues, l'enjeu démocratique aujourd'hui réside dans le compromis indispensable à réaliser entre les impératifs de ce média et le maintien d'un discours politique rationnel et respectueux des citoyens. Quant aux corps intermédiaires, ils connaîtront un nouvel essor dès lors que leur rénovation aura été accomplie et que chacun pourra appréhender leurs fonctions et leur utilité.

Au delà, le système représentatif, inventé pour une France rurale et à majorité illettrée, ne peut convenir sans de profondes adaptations à une société où le niveau moyen tend vers le baccalauréat et où la circulation des informations est de plus en plus rapide.

L'enjeu est aujourd'hui de pouvoir concilier l'existence nécessaire d'acteurs politiques et l'aspiration et les moyens de la démocratie directe. De plus en plus, l'existence d'une classe politique ne sera tolérée que si celle-ci est à l'image de la nation et largement accessible à tous. Il devient dès lors indispensable de faciliter la candidature et l'exercice d'un mandat par l'institution d'indemnités suffisantes et d'un système de retour à l'emploi. Par ailleurs, il conviendrait d'instaurer un âge limite au delà duquel il serait interdit de se présenter : 69 ans semble un maximum.

En outre, le maintien d'un personnel politique rémunéré sera d'autant mieux admis que celui-ci ne paraîtra pas motivé par la recherche d'un bénéfice personnel. Avec le patrimoine des parlementaires, celui de l'ensemble des élus exerçant une fonction exécutive (maire et adjoints d'une ville de plus de 10.000 habitants, président et vice-présidents d'une collectivité territoriale) devrait être contrôlé. Par ailleurs, il doit être rigoureusement interdit à tout ancien membre d'un gouvernement et à tout élu ayant exercé les mandats précités de percevoir une rémunération à quelque titre que ce soit d'une association (ou d'une société) avec laquelle il aurait pu être en rapport alors qu'il était en fonction.

Il faut également reconsidérer la question du cumul des mandats. La solution idéale serait

qu'un élu ne puisse en exercer qu'un seul. Toutefois, dans une première étape, on pourrait admettre qu'on ne puisse être détenteur que de la seule charge ministérielle ou d'un mandat de parlementaire, national ou européen, ou d'une seule des fonctions exécutives citées précédemment. En outre, dès lors que les indemnités auront été revalorisées et rendues transparentes, le principe de l'indemnité unique devra s'imposer. Enfin, l'exercice de tout mandat exécutif doit être limité dans le temps à deux renouvellements consécutifs au plus pour une même fonction.

Parallèlement, il faut que la nation puisse être associée plus directement qu'auparavant au fonctionnement du système politique.

Dans ce cadre, un nombre déterminé de citoyens devraient pouvoir inscrire une question ou une proposition à l'ordre du jour de toutes les assemblées délibératives dont ils relèvent.

## UN PARTI EXEMPLAIRE

Sur toutes ces questions, notre parti se doit d'être exemplaire et nos propositions de réformes n'auront que plus de force si nous commençons par nous les appliquer.

Rien ne nous empêche d'exiger de quiconque entend être un représentant du Parti socialiste, ou aspire à le devenir, de se soumettre à un contrôle interne de son patrimoine à la fois lors de sa candidature et à sa sortie de charge.

Dans l'attente d'une révision de la Constitution, adoptons dès à présent le principe du vote systématique par nos groupes parlementaires de la levée de l'immunité pour toutes raisons autres que politiques.

Il nous revient également d'investir nos candidats aux prochaines élections et il ne tient qu'à nous d'instaurer une limite d'âge et de lutter contre les cumuls que nous avons précisés ci-dessus.

Enfin, l'organisation du Parti socialiste doit refléter nos exigences démocratiques.

De l'envoi des effectifs "militants" à la veille de nos échéances internes jusqu'au ralliement massif et homogène de telle ou telle section à l'une ou l'autre de nos motions, notre fonctionnement interne a témoigné depuis quelques années de trop nombreuses dérives.

Davantage qu'au travers de réformes statutaires, l'essentiel ne pourra ici être accompli que par un sursaut collectif dont les maîtres mots sont justement ceux de la démocratie : responsabilité, contrôle et association de tous.

Responsabilité d'abord d'une direction où siègerait l'ensemble des responsables effectifs du parti. Elle sera dotée de surcroît d'un exécutif homogène, désigné sur un programme de travail clair, et responsable de son accomplissement devant les militants.

Engagement de tous, ensuite, de respecter la démocratie interne, c'est-à-dire notamment de se soumettre aux résolutions prises en commun. Notre parti ne peut plus accepter que chacune des réunions de la direction soit suivie de presque autant de conférences de presse que l'instance en question compte de participants. Plus largement, le Parti socialiste ne doit plus tolérer à l'avenir que certains de ses responsables soient publiquement en opposition systématique avec toutes les décisions qu'il peut arrêter. L'épisode Chevènement a trouvé sa conclusion logique. Quand on est en désaccord avec la majorité des aspects qui fondent le projet d'un parti, on le quitte.

Enfin, à titre individuel, nous devons nous montrer vigilants quant aux candidats que nous investissons pour nous représenter. S'il est avéré que certains dérogent à l'éthique républicaine, il est de notre responsabilité de ne pas les reconduire.

Par ailleurs, il faut que nous sachions développer nos moyens de contrôle interne. Nous avons déjà signalé la nécessité de l'étendre au patrimoine des élus. Mais le contrôle doit également être politique. Nos élus devraient, par exemple, rendre plus fréquemment compte de leur action aux adhérents et aux instances du parti.

Démocratie mais aussi ouverture, telles doivent être aujourd'hui les priorités du Parti socialiste. Les Etats généraux ont constitué en 1993 un formidable bol d'air potentiel, mais potentiel seulement car l'appareil a vite repris ses droits. Combien de nouveaux adhérents ont accédé aux postes de responsabilité ? Dans les fédérations quelques uns, au niveau national aucun. De plus ces nouveaux adhérents n'auront sans doute été que très peu séduits par notre façon un peu traditionnelle de faire la "cuisine". Pour nombre d'entre eux, la manière dont nous avons composé notre liste aux dernières élections européennes a dû être édifiante. Soyons clairs, par delà les effets d'annonce et les changements d'hommes, il n'y aura de véritable rénovation du Parti socialiste que lorsque nous serons décidés à abandonner collectivement certaines pratiques.

Face aux chantres de la mort du politique, nous tenons à réaffirmer notre croyance en l'action collective. Mais la démocratie ne peut être effective que si elle s'adapte constamment aux mutations de la société. Notre parti doit prendre toute sa place dans sa nécessaire évolution. Il en a le pouvoir et surtout le devoir.

## SIGNATAIRES

Christophe CARESCHE, Jérôme COUMET, Benoît d'ANCONA, Eric DUMAS et Marie-Christine SPINOSSA.

# L'avenir dure longtemps

**Le Parti socialiste se réunit une nouvelle fois en congrès.**

**Après l'Arche, celui de Bordeaux ;**

**après celui de Bordeaux, celui du Bourget ;**

**après celui du Bourget, celui de...**

**Quatre congrès en trois ans, et autant de Premiers secrétaires,**

**dont l'avant dernier, élu au scrutin direct**

**en congrès et à une très large majorité,**

**n'aura pas passé une année !**

**Un parfum d'ivresse gagne les militants en proie**

**à cette grande débauche démocratique et fraternelle**

**où il ne s'agit toujours, bien entendu, que de débats sur le fond,**

**de parole redonnée au militant, de dépassement des courants,**

**d'union, de clarification, de refondation.**

**Les militants se pâment, les sections sont en liesse,**

**les fédérations exultent !**

**Un congrès ça va, quatre congrès bonjour les dégâts !**

**S**erait-ce à dire alors que depuis le congrès de Rennes toutes ces grandes messes, à propos desquelles on nous avait pourtant fait exactement les mêmes promesses qu'aujourd'hui, n'ont pas été en réalité l'occasion de la clarification, de l'union et de la refondation tant attendues ? Et ce congrès se prépare-t-il dans des conditions si différentes que nous n'ayons quelques raisons légitimes de nous inquiéter qu'il ne ressemble comme un frère jumeau aux précédents ?

Le seul enjeu de ce congrès sera-t-il, une fois encore, la composition du secrétariat national ? Le débat se résumera-t-il à un petit jeu de personnes où savoir "qui est avec qui" passe pour l'essentiel ?

Et si, à portée de voix du XXI<sup>e</sup> siècle, au crépuscule des deux septennats de François Mitterrand, alors qu'une droite qui se verrait bien hégémonique accomplit tranquillement ses douloureuses régressions, nous cessions d'humilier sans cesse davantage nos convictions socialistes. Et si, tournant résolument la page, nous donnions la parole et la priorité à ce qui demeure de sincérité et de générosité dans notre parti ?

## RUPTURES

Cela suppose, pour commencer, de prendre une claire conscience de notre plus récent passé et de notre situation présente. D'abord : un parti replié sur lui-même, cuit et recuit dans ses vieilles rivalités internes, étroit dans ses préoccupations, sans plus aucun lien avec les forces dynamiques et militantes de la société - il y en a ! -, n'arrivant même plus à intéresser une grande partie de ses militants. Les jeunes, les femmes, les classes défavorisées, les militants des différentes causes - minorités sexuelles, associations humanitaires, pacifistes, mal-logés, écologistes, etc..., nous ont progressivement et résolument quittés. Ils nous ont quittés sans que nous ayons d'ailleurs songé, sauf quelques fois pour les instrumentaliser à la veille d'échéances électorales, à nous en préoccuper davantage que cela. C'était le temps de l'arrogance. A ce régime-là, le Parti socialiste est devenu, année après année, un parti vieux de notables et de nantis.

D'aucuns jugeront sans doute ce tableau excessif. C'est qu'ils ont pris l'habitude des ciseaux, de la colle et des gommes avec lesquels se confectionnent d'ordinaire les textes du parti. La conviction qui nous réunit est que cela ne peut continuer ainsi, qu'il nous faut accepter certaines ruptures, retrouver une liberté de pensée et de ton qui nous ont trop fait, collectivement, défaut. Les raisons de cette dérive doivent être, si l'on veut y remédier, tout aussi clairement identifiées et énoncées : c'est à la fois notre gestion du pouvoir et notre gestion du parti qui sont en cause.

Notre situation antérieure, ce fut dix ans aux affaires. Passé le temps de la conquête, la mise en œuvre de quelques réformes, est venu celui

du repli, et, sous couvert de modernité, de la morgue et de l'immobilisme. Nous n'avons pas su mobiliser les Français pour la réforme, réduire les inégalités, approfondir notre démocratie. Nous n'avons pas su faire vivre nos vieux militantismes qui ont forgé notre identité, toujours d'actualité - et d'abord le combat pour l'égalité sociale ; nous n'avons pas su non plus nous saisir, avec détermination, des nouveaux enjeux qui surgissaient - droits de l'homme, écologie, antiracisme, droits des femmes... - Nous n'avons pas su garder, collectivement, la rigueur et la droiture qui appellent le respect et la confiance.

C'est très bien de réclamer le droit d'inventaire dans notre bilan et d'en dresser une comptabilité à deux colonnes. Qui songerait à nier qu'en dix ans, de bonnes choses, certaines même excellentes, ont été faites ! Il ne manquerait plus qu'il n'y en ait aucune. Mais à un moment il faut savoir faire le total, mettre les comptes à jour, tirer le trait. La vérité est simple. Notre bilan ne plaide pas pour nous. Face aux ambitions que nous avions affichées, en regard des espérances que nous avions incarnées, il est même mauvais. Les Français nous l'ont dit. Et si nous avons encore besoin de nous en convaincre, regardons dans quel état nous laissons la gauche aujourd'hui !

C'est par cette reconnaissance et cette lucidité qu'il faut commencer si l'on veut avoir une chance de recommencer autrement demain. Aujourd'hui, plus que le pouvoir, c'est le sens de notre engagement socialiste, c'est l'espérance qu'il nous faut reconquérir.

La querelle, ne nous y trompons pas, ne se résume pas à la fausse opposition entre culture de gouvernement et culture d'opposition. Une autre politique était possible. Allons plus loin. Par sa dérive libérale, par sa pratique parfois clanique et arrogante du pouvoir, par son trop grand oubli

des humbles et des mouvements sociaux, la politique menée n'a pas été socialiste. De fait, elle n'a pas à hypothéquer l'avenir du socialisme.

Avec les États généraux, la parité femme-homme sur la liste aux européennes, les Assises de la transformation sociale et aussi l'Assemblée des femmes, une démarche heureuse a été initiée. Après la défaite des législatives, nous avons placé là notre espérance et notre confiance. Mais à trop vouloir ménager la chèvre et le chou, à trop vouloir être respectée de ses plus farouches et tenaces adversaires, à être trop enfermée dans une stratégie de pouvoir à court terme, cette démarche a été confisquée, notre espérance déçue. Si elle a échoué, c'est parce qu'elle n'a pas su être assez conséquente et radicale. Les pratiques de pouvoir ont malheureusement survécu à la perte du pouvoir. Cet échec, qui est celui de tout le parti, ne doit pas nous condamner à revenir en arrière. Si l'on ne gère pas le PS comme on gère Matignon, le PS n'a pas non plus à être une succursale, a fortiori une succursale parmi d'autres, de l'Élysée.

Nous n'avons pas accepté d'être les déçus de la refondation. Camarades, l'avenir est ailleurs !

## TANT DE CHOSES À FAIRE

Aujourd'hui notre pays est plus riche qu'il ne l'a jamais été. Pour autant les inégalités se sont accentuées et une partie croissante de la population souffre soit de l'exclusion soit de conditions d'existence sans cesse plus difficiles. Il est clair que ce n'est pas la droite, avec ses privatisations,

ses attaques contre les acquis sociaux, ses contrôles d'identité, qui pourra remédier aux fractures qui rognent et déchirent le tissu social. Fidèle à elle-même, en toute bonne conscience elle n'y songe même pas.

Il nous revient donc de recréer les conditions d'une véritable alternative politique. Si cela suppose que nous retrouvions le plaisir de nous mobiliser et de nous opposer, cela oblige aussi à revoir en profondeur les modèles sur lesquels nous avons gouverné le pays ces dernières années. C'est en effet un nouveau modèle de développement qui doit être proposé, de nouvelles frontières qui doivent être dessinées.

D'abord, il faut inscrire la lutte pour l'emploi au cœur de notre projet. Cela veut dire le partage de l'emploi, par la réduction du temps de travail où plus exactement la redéfinition du temps de travail afin de parvenir à la civilisation du temps choisi pour tous ; mais cela veut dire aussi le développement des emplois de proximité et de solidarité ; un effort renouvelé en faveur de l'éducation des jeunes, de la formation professionnelle et continue ; la définition de nouvelles règles du jeu avec les entreprises et les employeurs afin de mobiliser l'ensemble des partenaires.

Ensuite, il faut s'attacher à la reconquête des instruments de régulation de la vie publique à tous les niveaux, de la commune aux organismes internationaux, dans le but de mieux protéger la démocratie, de mieux partager les richesses et de promouvoir un développement solidaire et durable. Cela veut dire une politique de grands travaux, la définition d'une Europe politique et sociale, la réhabilitation de l'État, la relance de la décentralisation et la redéfinition des compétences territoriales, la réforme de la fiscalité tant au niveau national que local, la redéfinition des missions des organismes internationaux.

Il convient aussi de relancer le grand chantier de l'approfondissement démocratique qui a été abandonné. Cela veut dire parvenir résolument à l'égalité des sexes dans tous les domaines et tout particulièrement en politique qui relève de notre complète compétence -avec moins de 6% de femmes au Parlement, la France est à la traîne des pays de l'Union européenne pour la représentation des femmes en politique et notre démocratie s'en trouve mutilée. La parité femme-homme dans les lieux de décision politique cristallise à l'heure actuelle un véritable mouvement social. Il nous appartient de le faire aboutir au PS, mais aussi dans le pays en appuyant ce mouvement pour arriver à une loi ; il y va de notre crédibilité, nous devons faire progresser cette nouvelle avancée démocratique, comme nous devons nous attaquer à toutes les discriminations qui subsistent ; un nouveau droit des associations, la relance du droit des travailleurs, la mise en œuvre de procédures de consultation, la définition d'une démocratie participative ; cela veut dire une réforme des institutions afin de redonner au Parlement toute sa représentativité et sa dignité ;

cela veut dire la fin du cumul des mandats ; cela veut dire la simplification de la loi et un effort sans précédent pour en rendre l'accès égal à tous.

Enfin, il faut veiller à la formation d'un nouvel espace public, critique et militant, qui seul pourra réconcilier les citoyens et la politique. Et cela veut dire, pour commencer et pour ce qui nous concerne, la mise en œuvre d'un nouveau militantisme à gauche et tout particulièrement au Parti socialiste.

La mise en œuvre de ce nouveau modèle suppose d'assumer des ruptures importantes quant à notre appréhension de la méthode. Notre erreur est d'avoir pensé que c'était l'État qui détenait à lui seul les moyens de la transformation sociale. Ayant échoué à nous servir de celui-ci à la réalisation de nos fins collectives, nous avons trop laissé certains l'utiliser surtout à la promotion de leurs intérêts privés. En réalité, en nous moulant dans une pratique de pouvoir traditionnelle, nous avons déserté les lieux où un projet de gauche pouvait avoir du sens. Non seulement nous n'avons pas su réformer l'économie conformément à nos valeurs, mais nous n'avons pas su faire du social, celui qui ne se conduit ni d'en haut ni tout seul, notre priorité. Sur nombre de sujets, et tout particulièrement sur l'emploi, nous sommes insuffisamment soucieux de la libération nécessaire de l'énergie des acteurs locaux. C'est dans le cadre de l'économie avec marché que le socialisme doit se développer. Il ne peut pour autant se résoudre à être une simple inflexion des politiques économiques libérales. Ce cercle indépassable est maintenant acquis. Mais cela signifie bien que la marque distinctive du socialisme n'aura pas lieu sur le seul terrain de l'organisation des rapports économiques mais sur celui des rapports sociaux, celui que justement nous avons déserté.

C'est notre conception du politique, le lien entre politique et société, qu'il nous faut redéfinir. Comment admettre, en effet, que très préoccupés par la gestion appliquée des grands équilibres, nous nous soyons résignés à sous-traiter les sans-logis à l'abbé Pierre, l'environnement à Lalonde, l'humanitaire à Kouchner, le remboursement de la péridurale à Madame Veil, les libertés publiques à SOS-racisme, les banlieues à Tapie ? La liste n'est pas limitative. A quoi se sont réduites nos interventions contre la ségrégation sexuelle, dans le travail et en politique, et que penser, au sein du PS, de la parité femme-homme aux élections européennes si, immédiatement après, la désignation du Secrétariat national s'illustre par son exclusivisme masculin et un retour au quota des 30 % de femmes, d'ailleurs jamais respecté, pour la préparation des listes municipales.

Les préoccupations qui concernent les libertés publiques et les luttes pour l'égalité civique et sociale doivent reprendre toute leur place au cœur de notre projet afin que sur ces sujets nous ne soyons plus des manifestants de queue de défilé, rejetés à cette place par nos reniements et

notre incapacité à agir. Retrouver la fierté d'être socialistes, c'est pouvoir ne plus être demain stigmatisés par ceux qui ont fait de ces militantismes concrets, de ces solidarités actives, le cœur de leur engagement dans la cité et qui, à ce titre, sont le sel de la terre.

## MILITER AUTREMENT

Les structures de la vie militante telles qu'elles sont ne nous conviennent plus. Elles ressemblent trop à un mode d'organisation et de gouvernement de la société que nous refusons. Trop verticales, elles confisquent le débat, la participation, la responsabilité et le contrôle au profit presque exclusif des pratiques de pouvoir et de leurs abus. Trop centralisées, elles étouffent les projets, appauvrissent les imaginations, découragent les bonnes volontés. Le Parti socialiste ne répond plus aux exigences d'un parti démocratique moderne, ni aux exigences de la pensée ni aux exigences de l'action. Les militants socialistes ne peuvent se résoudre à être seulement des machines à voter des motions et à désigner des candidats. Ce sont de nouvelles formes de militantisme qu'il nous faut inventer.

Au niveau international, national et local, le Parti doit exister par son engagement dans les luttes concrètes. Nous ne pouvons nous estimer satisfaits et quittes lorsque le bureau national, en service souvent minimum, a publié un communiqué. Il revient au parti de mobiliser ses réseaux, tout particulièrement d'élu, de travailler avec des associations, de s'engager concrètement et de façon pragmatique. En tant que militants socialistes, nous ne pouvons nous désintéresser sans cesse de ce qui nous importe le plus. Dans ces luttes concrètes, qu'il s'agisse de la fermeture d'une école, d'un tracé d'autoroute ou de l'aide aux populations massacrées, si les socialistes doivent convaincre ceux qui partagent leurs valeurs, c'est par leur rigueur, leur détermination et leur générosité.

De même, le besoin d'information, de concertation, de délibération et de réflexion en commun est immense. Notre société éprouve un vif appétit de savoir. Dans le même temps, l'espace public, réduit à l'espace médiatique, s'est uniformisé. Les citoyens, dont le niveau d'instruction s'est considérablement élevé, sont parvenus à un degré de maturité civique qui ne trouve pas à s'investir dans l'organisation actuelle de notre vie militante. De façon décentralisée, il faut organiser cette dernière autour des sujets de préoccupation qui sont les nôtres en exploitant au mieux les compétences de chacun. Cela peut valoir pour des sujets d'intérêts locaux -écoles, loisirs, logements, transports, santé, environnement- comme pour des sujets sans nécessaire traduction politique immédiate stratégie militaire, bioéthique.

Cette réorganisation de la vie militante suppose que nous changions les modalités de notre vie en commun. En développant groupes de réflexion et d'actions concrètes, les instances nationales comme les fédérations et les sections devront accepter de s'ouvrir à des modalités différentes, plus souples, plus diverses, plus conviviales, de participation militante. Si le Parti socialiste doit avoir vocation, pour se refondre, à devenir l'une des composantes d'une nouvelle gauche unie dans le respect des différentes sensibilités qui la composent, il doit accueillir toutes les bonnes volontés sans discrimination, dans l'esprit qui fut celui, au départ, des États généraux et des Assises de la transformation sociale.

Enfin, puisqu'il s'agit de passer de l'imprécation à l'action, du verbe aux idées et des idées aux actes, il faut commencer par donner l'exemple. Ayant la conviction que l'histoire que nous avons à écrire sera longue, les signataires de la présente contribution s'engagent fortement et sereinement à relever le défi de la clarification souhaité par tous.

Dans le cadre de cette contribution, il serait vain de prétendre épuiser tous les sujets qui méritent notre attention et notre mobilisation. Aussi est-ce vers les militants que nous nous tournons désormais. Sans rien exclure quant à l'avenir de notre démarche, nous en

appelons à tous ceux qui souhaitent à leur tour s'exprimer dans leur parti sans souci des préséances ou des allégeances, mais avec le souci de faire vivre le socialisme plutôt que de vivre de lui !

**Pour notre part, nous nous engageons à faire circuler entre tous ceux qui souhaitent s'associer à cette démarche les textes qui nous parviendront avant le congrès. Ensemble écrivons notre avenir !**

**Cette contribution est la première contribution paritaire.**

## SIGNATAIRES

Nicole BALDET, Jacques CALMON, Françoise DURAND, Alain GEISMAR, Adeline HAZAN, Dominique MERCHEZ, Bernadette MERCHEZ, Vincent PEILLON, Michel REDON, Michèle SABBAN.

# Rebondir est à notre portée

Nous parvenons aujourd'hui au terme d'un long processus d'affaiblissement du Parti socialiste, dû essentiellement à sa soumission aux institutions de la Ve République, qui le conduit à être dépossédé de la maîtrise de la politique mise en œuvre et des objectifs à atteindre, pourtant patiemment élaborés avec les multiples strates de la société avant 1981, tels que le plein emploi et la réduction des inégalités,

la croissance matérielle et l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Mais en raison de la crise et du tournant opéré en 1983, insidieusement d'abord, ouvertement ensuite, accéléré par l'idéologie ambiante où Keynes succombait face au libéralisme mâtiné de monétarisme via Friedman, les moyens se substituaient aux fins, pour devenir les nouveaux objectifs.

## QUELLE POLITIQUE METTRE EN ŒUVRE ?

Si nous pensons que l'économie de marché constitue le moyen d'échange et de production le plus efficace, si nous ne croyons plus à une rupture avec le capitalisme, et si nous devons donc développer un rapport critique avec lui, une question fondamentale se pose :

**Peut-il exister une politique économique de gauche susceptible de porter un projet politique de gauche qui ne se réduise pas au capitalisme, saupoudré de défense des droits de l'homme, revue et corrigée façon Téléton ou Sidaction ?**

Avant de tenter de répondre à cette question, il faut, même brièvement, décrire la période que

nous vivons et qui fait suite à ce que l'on appelle les "trente glorieuses", initiées par une période de reconstruction à la suite de la IIe guerre mondiale et de redistribution des cartes à l'échelle internationale.

## LE CAPITALISME EN ACTION

Si les rapports économiques mondiaux des différents pays industrialisés, du Sud-Est asiatique, ou en voie de développement confirmé, étaient parfois masqués par la division du monde en deux blocs, ils apparaissent à présent fort crûment dans le cadre d'une **guerre économique mondiale** commencée en 1971, et qui s'intensifie sans cesse.

Pour une raison simple. Si à l'origine l'entrepreneur peut être un créateur, le capitalisme, lui, n'est guidé que par la recherche du profit. A l'étroit dans les frontières nationales, il a

conquis le monde, aidé en cela par la faillite du communisme ruiné par le stalinisme, et surtout la vitesse des échanges. La mondialisation de l'économie est en passe d'être achevée. Tout est objet de spéculation, les monnaies en particulier, et la libre concurrence a fait place à des monstres capitalistiques en dépossédant le politique du pouvoir réel.

Mais le développement du capitalisme ne va pas de pair avec le développement harmonieux de l'humanité, a fortiori en période de concurrence exacerbée, notamment mondiale. La recherche du profit ou le maintien du taux de profit -son unique but-, en pervertit tous les rouages, au détriment même du minimum vital de ses propres populations.

Somme d'innombrables intérêts particuliers et contradictoires, le capitalisme national ou mondial ignore le long terme et l'intérêt général. **Il n'apporte pas de réponses au fait que les**

**quatre cinquièmes du globe souffrent de sous-consommation tandis que les pays industrialisés se tordent de convulsions dans des crises de surproduction.**

A l'interpénétration des économies répond en écho la fragmentation du monde en zones nouvelles à vocation impérialiste tandis que face à la **magnifique possibilité de libération de l'homme par la machine se profile la précarisation généralisée de l'emploi à l'échelle mondiale dans un système exclusivement basé sur le profit.**

Les délocalisations sont parfois dues à des raisons géo-stratégiques de conquête de marché, mais le plus souvent, à la recherche d'une main d'œuvre à bon marché ou à faible protection sociale. Dès lors que le capitalisme s'exerce à l'échelle planétaire dans le domaine de l'économie, des échanges et de la finance, la **compétitivité s'obtient par la variation des taux de change et le dumping social.** Ainsi, l'industrie française a vu s'étioler ses plus beaux fleurons : textile, sidérurgie et chantiers navals, et... le cortège des chômeurs s'allonger.

Le paradoxe est patent : **nous créons des emplois à l'étranger en détruisant les nôtres et en réduisant du même coup la capacité d'achat de nos propres ménages.**

Ainsi la France, la Grande-Bretagne et l'Italie obtiennent depuis 1974 des gains de productivité par les licenciements tandis que l'Allemagne et le Japon les obtiennent par l'augmentation de la valeur ajoutée dans le domaine des technologies de pointe, des services marchands ou de production industrielle, à une échelle moindre pour les USA.

## L'IDÉOLOGIE DOMINANTE À L'ŒUVRE

C'est une offensive généralisée que subissent aujourd'hui les salariés européens. En Angleterre, allocations désindexées et restrictions, système de santé et de retraité insidieusement privatisés ; en Allemagne, régimes de retraite remis en cause, salaires et conventions collectives attaqués ; en Belgique, salaires bloqués, prestations réduites, retraites ponctionnées ; en Italie, rigueur sur les salaires et les retraites ; en Espagne, salaires gelés, allocations chômage réduites, retraites indexées sur les prix, formalités de licenciement assouplies, tandis que l'Irlande, les Pays-Bas et les pays scandinaves connaissent les mêmes avanies. Quant à la France...

Tout ceci repose sur le postulat libéral, selon lequel le coût du travail est l'unique cause du chômage et, partant, que les salaires et le système social doivent être ajustés aux lois de la compétitivité mondiale, indépendamment des conséquences désastreuses que génère un tel raisonnement.

Cet appauvrissement généralisé du salariat est non seulement un crime contre l'humanité mais aussi une ineptie, en particulier dans une économie de marché car sans consommateurs au pouvoir d'achat décent, il y a inéluctablement atonie du marché intérieur, tandis que les capitaux nationaux ou étrangers trouvent une meilleure rémunération dans le flottement généralisé des monnaies, les marchés à terme et autres produits dérivés, dans un contexte de taux d'intérêts élevés, privilégiant le court terme à l'investissement productif au détriment de sociétés qui s'atomisent, victimes de la déréglementation et du chômage.

## FAITS ET ERREURS

**Faut-il en conclure que la France eût dû se refermer sur elle-même ?**

**Certes pas !** Le contrôle des changes des années 70 limitant les mouvements de capitaux et, partant, les investissements étrangers en France, partie intégrante d'une Europe où affluent d'énormes investissements internationaux ou transnationaux avait frileusement refermé l'Hexagone, laissant l'appareil productif et industriel français hors d'état de répondre à la relance initiée en 1981.

De ce point de vue, la politique de restructurations menée par la gauche dès 1983 était **inéluctable**, la politique de stabilité monétaire dans la perspective d'une Europe en construction autour du Marché unique, **essentielle**, à ceci près que la formation du couple franco-allemand -fondamentale au regard des processus historiques et de leurs cortèges de drames qui émaillent la lente émergence de l'Europe unie- **à la lumière de la réunification allemande, devenait un marché de dupes**, dans la mesure où la France, c'est-à-dire ses salariés, ont fait les frais de l'extraordinaire demande en provenance de l'ex-Allemagne de l'Est, solvabilisée par l'échange à parité de la monnaie est-allemande réalisée en juillet 1990.

Afin de favoriser le besoin des importations allemandes ainsi créé, **par trois fois**, en 1990, 1991 et 1992, la Bundesbank proposa de réévaluer le deutsche mark de 6 % contre le franc, seules la livre et la lire pouvant être dévaluées par rapport au franc, **et par trois fois**, au nom de la "désinflation compétitive", au nom du théorème maintes fois réaffirmé selon lequel l'épargne d'aujourd'hui fait les investissements de demain et les emplois d'après-demain, nos gouvernements refusèrent l'offre allemande.

Ainsi, pour éviter une trop forte poussée inflationniste, la Bundesbank releva fortement ses taux d'intérêts, et ce d'autant plus, que le gouvernement conservateur allemand avait fait le choix de ne pas -dans un premier temps- augmenter ses impôts pour des raisons politiques intérieurs, faisant égoïstement supporter en partie à ses partenaires européens le poids de la réunification.

Le résultat est connu : les taux d'intérêts français furent calqués sur les taux allemands, ce qui, face à une hausse des prix en régression constante en France, conduisit à des taux réels français considérables, 5 % en 1988, 10 % début 1993 étrangeant un peu plus une économie entrée en récession en 1990 à l'instar des principaux pays industrialisés et faisant bondir le taux de chômage de 8,9 % en 1990 à 11,6 % en juin 1993, tandis qu'il ne progressait dans la même période que de 0,8 % en RFA et de 0,9 % en Italie.

Or, à considérer la Grande-Bretagne qui voit aujourd'hui son taux de croissance s'inscrire à 2,7 %, -après un 2 % en 93, 0,5 % en 92, 2,2 % en 91- et le taux de chômage régresser de 10,6 % début 1993 à 9,4 % à présent, on mesure combien la dépréciation de la livre et la baisse des taux conjointe de septembre 1992, au moment où les tensions inflationnistes étaient très faibles, fut le bon choix de ce pays.

**N'est-ce pas contredire une donnée de base, selon laquelle une monnaie ne vaut que par la situation économique du pays considéré et non par une politique de taux d'intérêts, situation conjoncturelle et de court terme mise à part.**

En fait, et en particulier à l'ère de l'informatique où on peut intervenir en temps réel sur n'importe quel marché boursier, la masse de capitaux flottants peut mettre en échec n'importe quelle banque centrale, la contraignant a posteriori à **confirmer les anticipations des spéculateurs à la baisse de telle ou telle monnaie.**

Aujourd'hui le dollar baisse alors que les taux américains ne cessent de monter depuis le début de l'année, tandis que le dollar montait et les taux descendaient début 1991. De même que le mark se raffermir depuis septembre 1993 en même temps que les taux diminuent.

**Peut-on encore aujourd'hui parler de lien étroit entre taux de change et taux d'intérêt ?**

**N'est-ce pas plutôt la présence ou l'absence de politique industrielle conséquente qui influe sur la monnaie ?** Si l'on compare l'Allemagne et le Japon d'une part, la France et les Etats-Unis d'autre part, on est tenté de répondre par l'affirmative.

## NOUS SITUER AUJOURD'HUI

**L'acceptation d'une stagnation de l'économie, la perspective d'un abaissement du niveau de vie individuel liée à une réduction conjuguée du temps de travail et de salaire, le maintien de poches de pauvreté, le creusement des inégalités, apparaîtront de plus en plus inacceptables pour des couches de population, sans cesse grandissantes et de plus en plus jeunes, menacées de paupérisation.**

Seule une régulation favorisant l'intérêt général au détriment du profit immédiat et égoïste, dans le respect d'intérêts nationaux réciproques bien compris mais évolutifs dans un monde en profonde mutation, peut freiner les excès déstabilisateurs d'un marché aveugle dominé par une vision libérale.

Il s'agit donc pour les socialistes, de promouvoir l'intérêt général et d'élaborer avec les forces de gauche, européennes et mondiales une stratégie de maîtrise du marché.

A l'heure de l'informatique, il nous faut renouer avec la vision planétaire des premiers socialistes.

Loin d'atténuer les effets, plutôt que de contenir ou de corriger l'économie de marché, il faut la mettre, fût-ce de manière contraignante, au service de la société mondiale tout entière, défi à relever par un combat sans merci, en s'appuyant sur les aspirations des populations à une plus grande justice sociale et sur une force sociale organisée.

Contraindre un système sans conscience, somme d'intérêts particuliers, à une action et à une morale, expressions de l'intérêt général avec pour objectif central l'emploi et la satisfaction des besoins les plus élémentaires des plus larges populations.

## LE PLEIN EMPLOI : CONCEPT DÉPASSÉ OU EXIGENCE DE BASE ?

Le développement, des techniques d'une part, des loisirs d'autre part, appelle à une réduction souhaitée du temps de travail et à l'exercice d'une activité individuelle valorisante.

Mais ce serait une hypocrisie folle que, sous couvert d'une aspiration à une pleine activité, l'on ignore l'exigence évidente du plein emploi, source d'un minimum de revenus décents, le Smic pour les socialistes. La théorie du revenu minimum d'existence -sorte d'allocation de bienfaisance- nie l'aspiration à l'égalité dans l'action de tout homme, c'est-à-dire l'aspiration à la citoyenneté.

A ne pas confondre avec la solidarité, terme à la mode, mais qui, personnellement, m'a toujours mis mal à l'aise, et qui n'est, dans le contexte actuel, que la version moderne de la charité d'antan.

Certes, la solidarité ouvrière avait un sens pour des hommes et des femmes en butte à une exploitation éhontée et contre une classe opprimante, sens qui exprimait une égalité principielle. Mais aujourd'hui, la solidarité ne s'exerce qu'envers ceux qui n'ont rien ou presque de la part de ceux qui en ont les moyens. La solidarité est forcément à sens unique. Elle gèle les rapports sociaux.

Elle confine les bénéficiaires dans un statut d'assistés, et les personnes handicapées l'ont bien compris qui, de plus en plus, n'utilisent le terme qu'avec parcimonie, elles qui luttent pour être reconnues comme personnes à part entière avant que d'être handicapées.

Seul un minimum décent autorise le choix de vie. Seul le choix de vie confère la qualité de citoyen.

A l'exception des personnes lourdement handicapées et hors d'état d'occuper un emploi, qui ne comprend -fantasmes d'un moment mis à part-, que seul un emploi est source d'appartenance au groupe, d'identité, de dignité.

Dès lors, comment les socialistes pourraient-ils ne pas mettre au centre de leur projet le plein emploi, la réduction des inégalités, le progrès social -seule base de liberté et de créativité dans le respect de l'environnement-, dans des rapports économiques mondiaux plus équilibrés.

Il n'y a qu'une alternative :

- soit nous nous transformons en serviteurs -humains certes, mais zélés- d'un système où l'homme n'est qu'une marchandise parmi d'autres,

- soit nous privilégions l'homme par une juste production des richesses et de leur répartition en vue de la satisfaction des besoins de la population.

Car comment admettre que le PIB par habitant en France passe de 85.000 F en 1985 à 121.800 F en 1992 tandis que la part des salaires dans le même PIB est passée de 74,6 % à 69 % pour la même période ?

## CLASSES POPULAIRES OU CLASSES MOYENNES ? MARX, PAS MORT

Certes, la perception que les catégories sociales ont d'elles-mêmes s'est très largement modifiée, à la fois par l'uniformisation intrinsèque du mode de vie et du poids de l'image -de l'homme moderne ?- que véhiculent les médias et qui tend à façonner les générations, d'autant qu'elles-mêmes semblent y rechercher une nouvelle source d'identité.

Certes, l'individualisme a progressé durant cette décennie, alimenté par l'image de l'homme qui gagne, l'entrepreneur, et à l'autre bout, son corollaire, le "looser", qui ne doit sa survie qu'à une prise en charge de l'indigence.

Mais, pour autant, les ressorts fondamentaux du capitalisme dominant le marché ont-ils changé ? La recherche forcenée du profit s'est-elle estompée ? La vente de sa force de travail et des connaissances acquises contre salaire a-elle disparu ?

Il est de bon ton, en particulier depuis la chute de l'URSS, de considérer que l'antagonisme entre les intérêts des investisseurs et le monde salarié tel que décrit par Marx, est dépassé -les socialistes n'ont-ils pas réhabilité l'entreprise ?-, que le prolétariat n'existe plus depuis longtemps, qu'on ne peut plus parler de classe ouvrière et, même parfois, que la lutte des classes est un concept dépassé. Voire !

Certes, la composition sociologique de la population s'est considérablement modifiée sous la double poussée des technologies et des restructurations industrielles. Mais ce n'est pas la nature de l'activité professionnelle -manuelle ou pas- ni le niveau du salaire -hors cadres supérieurs aux salaires de PDG- qui déterminent l'appartenance (pardon pour le terme) au prolétariat. Ce qui le définit c'est le salariat en tant que tel, c'est-à-dire la vente de la force de travail, manuelle ou intellectuelle, ou des deux à la fois.

De ce point de vue, et quelles que soient les mutations internes de composition sociologique du salariat, on ne peut nier, réduction d'horaires de travail aidant, que le salariat a augmenté en volume, ne serait-ce que par la disparition des petits commerçants ou agriculteurs, par l'apparition sur le marché du travail, au cours de ces dernières décennies, d'un nombre croissant de femmes, ou par le développement de la démographie et de la croissance.

Que sous l'effet de la révolution cathodique et des effets de mode, l'image prime la réalité est une chose, mais les faits sont têtus et la vérité apparaît crûment avec l'approfondissement de la crise économique structurelle du capitalisme que nous vivons, qui touche toutes les couches de la société et prive de perspectives la jeunesse d'aujourd'hui.

Cela signifierait-il que le salariat serait l'électorat captif des socialistes ? Ce serait une absurdité que de le penser car ce serait faire bien peu cas des déterminations individuelles et des parcours personnels, d'autant que d'autres forces politiques se font les chantres, soit du populisme, soit du racisme, soit de la démagogie, exerçant des attractions non négligeables par la culture sciemment organisée des traditions, peurs, fantasmes ou désir d'identification à d'autres degrés de l'échelle sociale.

Mais dans le cadre d'un capitalisme mondial en crise structurelle depuis 1971 -et non conjoncturelle due aux deux chocs pétroliers, même si ceux-ci ont considérablement bousculé les équilibres en Europe- les tenants de ce système, c'est-à-dire la droite, cristallisera contre elle nombre de critiques et force ressentiments dans la mesure où elle ne peut offrir que l'insécurité en matière d'emploi, une remise en cause de la protection sociale, l'accroissement des inégalités, pour ne citer que les conséquences les plus visibles.

C'est la raison pour laquelle il est erroné d'opposer classes populaires et classes moyennes dans la mesure où elles paient ensemble le plus lourd tribut à la survivance du système. C'est la raison pour laquelle le socialisme a un immense avenir devant lui dès lors qu'il saura conjuguer **plein emploi, salaires décents, logement pour tous, humanisation du cadre de vie, protection sociale, éducation, perspectives?**

**Qui ne voit que ce sont là les ferments d'une richesse à créer, de justice sociale et de redistribution à exercer ?**

## UNE POLITIQUE DE GAUCHE A L'ÉCHELLE MONDIALE

A cette fin il faut recréer des liens forts avec le mouvement politique et social, partis, syndicats et associations, sur le plan national, européen et mondial, selon, pourquoi pas, la méthode des Assises de la transformation sociale.

- Faire de l'Internationale socialiste le lieu **tansparent et public** de débats pour l'ébauche d'un **programme socialiste mondial**, favorisant la perspective d'une **transformation sociale mondiale** autour de valeurs éthiques, telles que les droits du citoyen, comme le **droit au travail** et au **respect de l'individu**, la **démocratie**, la **paix**, y compris imposée par la force, la **sauvegarde de la nature** dans un développement conçu et organisé.

- Faire du **plein emploi** et de la lutte contre les exclusions **un objectif en soi**, et non un aspect, de la politique de l'Union économique européenne.

- Combattre à l'échelle européenne pour une réduction négociée de la durée du travail dans le cadre d'une redistribution des productions, des ressources et des revenus.

- Associer à ces réflexions et négociations les organisations socio-professionnelles des différents pays de la Communauté, leur ouvrant ainsi un nouvel horizon et favorisant une certaine forme de démocratie participative.

- Accorder une plus large place aux ONG.

- Proposer de créer à l'échelle du G7 une contribution à la charge des entreprises qui délocalisent leur production, contribution qui alimenterait un fonds international de développement ayant pour mission de financer la création d'entreprises, à la fois par les nationaux des pays d'accueil -pénalisés par le frein à la délocalisation d'emplois que pourrait constituer une telle mesure-, que par les nationaux des pays où était

implantée auparavant l'entreprise délocalisatrice dont l'intérêt pour des raisons à long terme aurait conduit à expatrier sa production.

- Proposer de créer une taxe additionnelle sur les pays producteurs de matières premières telles que le pétrole et l'or, les pays producteurs d'atome et les productions à forte valeur ajoutée mais à faible création d'emplois, taxe à verser au Fonds, déjà cité, en vue d'actions écologiques et de fixation des populations en voie d'immigration massive par un développement économique local.

- Initier une politique mondiale de croissance afin de rééquilibrer les rapports Nord-Sud et Est-Ouest.

- Proposer de redonner aux monnaies leur simple place de facilités d'échanges en taxant les mouvements spéculatifs de capitaux d'entreprises au delà d'un certain seuil, et les mouvements de capitaux purement spéculatifs, par une régulation des marchés dérivés.

- Repenser l'ONU en vue d'accroître sa crédibilité notamment en plaçant sous son autorité, à partir des armées des principaux pays qui la composent, une force d'intervention appuyée par des moyens financiers conséquents.

**Pour autant, on ne peut faire l'économie d'un constat et d'une réflexion.**

Depuis la fin de la IIe guerre mondiale le commerce international a fait un bond gigantesque, alimenté par l'apparition de nouveaux pays à la suite de la décolonisation, l'abandon de mesures protectionnistes, tandis que subsistaient, voire s'aggravaient, les disparités des pouvoirs d'achat entre les grandes zones géographiques mondiales : USA, Europe, Japon, Sud-Est Asiatique et autres NPI.

Dès lors, il apparaît impératif de tenir compte de la non-égalité économique entre les pays producteurs et, contrairement à la philosophie anglosaxonne du libre échange, de mettre en place des grandes zones économiques composées de pays aux niveaux de vie proches au sein desquelles les relations commerciales seront libres tandis que les échanges commerciaux avec des pays hors zone communautaire s'établiraient sur des bases conjointement négociées avec pour objectif d'opérer des rapprochements progressifs et contrôlés.

Ceci permettrait tout à la fois au sein de la zone considérée de répartir les gains de productivité pour une réduction du temps de travail, de mieux agir sur un vaste marché à tendance uniforme où production et consommation peuvent être ajustées, de peser à l'extension de la protection sociale aux fins de rattrapage des législations les plus avancées, de différencier les attitudes envers les pays socialement défavorisés et relevant du quart monde et les NPI aux capacités technologiques modernes.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : **il s'agit là d'un combat politique formidable à mener contre les capitaux internationaux, et ce combat ne pourra être mené que par le mouvement social organisé, ce qui donne bien évidemment aux socialistes un rôle tout à fait fondamental à jouer.**

Bien entendu, ces propositions n'épuisent pas la réflexion planétaire qui doit impérativement guider notre action, mais elles tendent à desserrer l'étau bornant nos marges de manœuvre nationales.

### Combattre le chômage en France

Alors qu'il est de bon ton semble-t-il aujourd'hui d'affirmer que la croissance ne suffit pas pour le maintien de l'emploi, rappelons que le PIB, en France a crû de fin 1987 à fin 1990 de 3,2 % l'an et l'emploi de 250.000 l'an, même si, pendant ce temps, la suppression d'emplois dans certains secteurs effaçait, en termes de statistiques globales, ces retombées positives.

De plus, si le PIB a été négatif en 1993 (-1%), il sera de 2 % en 1994 selon l'INSEE, voire plus, ce qui avec la baisse des taux équivaut à 70 milliards d'économies, et conduit le revenu disponible brut des entreprises à une hausse de 16,8 %.

Compte tenu de la politique de déflation salariale engagée et du faible taux d'investissements en cours, le taux d'épargne des entreprises a fait un bond en avant de 4,1 % en un an, ce qui pose **un vrai problème de redistribution.**

Aujourd'hui la France consacre 300 milliards de francs à tenter d'atténuer les effets sociaux en chaîne du chômage sans pour autant permettre à la population touchée de se sentir pleinement citoyenne.

### Il est donc temps de :

- Passer du financement du chômage au financement de l'emploi.

- Lancer un plan national d'habitat social et d'équipements annexes par un impôt ad hoc sur les revenus des capitaux.

- Favoriser le financement de l'économie par l'épargne dans le cadre d'un système d'investissements à long terme, au montant plafonné, à revenu et plus-value défiscalisés, hors actions ou obligations.

- Faciliter par des taux bonifiés l'investissement matériel, avec prime en cas d'équipement européen.

- **Faciliter l'investissement immatériel**, par les retombées d'une politique de recherche et de prospective à l'image du MITI japonais, par un effort de formation et de conservation des acquis de base négocié contractuellement avec les partenaires sociaux, par la création de banques de

données favorisant l'information sur les marchés concurrents, en allégeant les charges relatives aux investissements commerciaux à l'étranger, en valorisant le travail ouvrier notamment par la responsabilisation des acteurs et la révision du système de hiérarchie intermédiaire, et par la généralisation de l'apprentissage, dès le plus jeune âge, de la langue anglaise.

- Défisicaliser les ressources provenant de l'intéressement dès lors qu'elles restent investies à long terme, ainsi que les revenus qui y seront attachés.

- Créer une synergie entre les différentes entreprises publiques du secteur industriel ou énergétique.

- Financer graduellement la protection sociale à la fois par l'impôt et en **asseyant une part ou la totalité de la cotisation patronale sur la valeur ajoutée rapportée au nombre de salariés.**

- Inciter les rapprochements, accords, associations des PME-PMI -très largement créatrices d'emploi- par des incitations financières de tous ordres, afin de favoriser l'effet de taille, avec maintien d'emploi.

- Comblent le retard technologique des PME-PMI par des prêts à taux bonifiés assortis d'une formation qualifiante des salariés.

- Aider au développement de leur rayonnement par l'appui des conseils régionaux.

- Abaisser encore l'impôt sur les bénéfices des sociétés, **dès lors qu'ils sont réinvestis**, soit en matière d'équipement, soit en formation qualifiante, a fortiori pour les personnels les moins formés.

- Transférer les allocations familiales à la charge de l'impôt certes, mais renforcer l'effort financier des entreprises à la formation professionnelles qualifiante.

- **Réformer enfin l'impôt sur le revenu dans le sens d'une plus grande justice sociale.**

- Favoriser la création massive de services d'auxiliaires de vie et de services d'ergonomie pour personnes âgées ou handicapées -évitant ainsi les séjours en structures onéreuses par une redistribution des financements- permettant une approche pluridisciplinaire aux fins d'établissement de projets de vie en milieu ordinaire.

Là encore, ces quelques pistes ne prétendent pas à l'exhaustivité, mais appellent en revanche trois remarques.

## SUR LES PME-PMI

Les mesures énoncées en faveur des PME-PMI, généralement créatrices d'emploi -Balladur n'a

d'ailleurs pas été pingre avec elles sans exiger a contrario de contrepartie-, permettraient certes une politique à long terme, mais une récente enquête de l'UFB Locabail montre que, depuis 1991, le solde net d'emplois est négatif -du jamais vu depuis 1970 !- et que parmi les entreprises qui n'ont pas investi, 50 % d'entre elles le feraient en cas d'augmentation des commandes, 43 % en cas d'augmentation du résultat, 26 % seulement en cas d'aide fiscale et 21 % en cas de baisse des taux de financement. Ceci indique bien que seule une relance de l'activité **-volontariste ?-** est à même de débloquent la situation, ce qui pose le problème de l'intervention ou non de l'Etat. A noter que 57 % ont investi, mettant à profit la reconstitution de leur trésorerie, pour renouveler leur matériel, acte conservateur d'emplois, et 40 % pour améliorer la productivité, acte généralement destructeur d'emplois, -au sein de l'entreprise, bien évidemment.

## SUR LE DÉFICIT

Il est souvent fait référence à la dette de l'Etat pour accréditer l'idée qu'il ne peut trop investir sans accentuer sa dépendance à l'égard de l'étranger, soit 2.800 milliards de francs de dette publique totale, la part de l'Etat représentant 26 % de la créance totale ou 35 % du PIB, ratio jamais atteint depuis l'après-guerre, tandis que le déficit budgétaire 1994 représente 4,4 % du PIB, soit un taux comparable à 1957. Pour autant, comparés aux déficits budgétaires des Etats-Unis (4,7 %), du Royaume-Uni (6,6 %) et de l'Italie (11,1 %), **ces chiffres doivent être relativisés**, d'autant que les encours de la dette publique brute s'élèvent à 53,5 % du PIB contre 63 % aux U.S.A., 108 % en Italie, 44 % en Allemagne et 42 % au Royaume-Uni, selon l'OFCE. Aussi, si l'on veut bien admettre que le **chômage finit par tuer la croissance**, une politique volontariste de création d'emplois est indispensable, et ce à tous égards.

## SUR LA RÉFORME FISCALE

Cette politique de redistribution par créations d'emplois suppose des rentrées fiscales plus conséquentes et l'on pense immédiatement à l'impôt sur le revenu. Sachant que sa part dans l'ensemble des recettes fiscales en France n'est que de 13,5 % -soit 310 milliards de francs- contre 26,9 au Japon, 27,1 % en Allemagne, 34,9 % aux USA et 53,4 % au Danemark, on conçoit qu'il y ait de la marge.

Selon la droite, tout vient de ce que près d'un Français sur deux -soit 14 millions de contribuables- ne paie pas d'impôt et serait donc privilégié, en omettant de dire que l'immense majorité sont les plus modestes. Et toujours selon la droite, les charges qui pèsent sur les entreprises sont trop lourdes, en omettant de préciser qu'il

s'agit là du "salaire différé", et que l'ensemble de la protection sociale devrait être financé par l'impôt.

Il y a là **une duperie formidable**, lourde de régression sociale, éclairée par la récente suppression des tranches profitant surtout aux hauts revenus accompagnée d'allègements, engagée par le gouvernement Balladur, conjointement à l'augmentation de la CSG qui touchent tous les citoyens, y compris pensionnés.

Car, s'il est illogique que la protection sociale de l'ensemble des Français -et non des seuls salariés ou ayants droits- soit assurée par les seuls salaires, et s'il est exact que les bas salaires, exemptés d'impôts mais s'acquittant de leurs charges, sont, compte tenu du système des plafonds, désavantagés par rapport aux hauts salaires et pourraient avoir meilleur compte à payer l'impôt contre une diminution de leurs propres charges, chacun comprend bien que l'enjeu est de transformer un impôt, bâtard certes, mais **progressif en impôt proportionnel**, avantageant les hauts salaires, sans même parler des hauts revenus et avantages en nature non contrôlés, mais considérables qui les accompagnent.

En fait, la **réforme fiscale** à engager en vue d'une plus grande justice sociale et d'une plus grande efficacité économique -niches fiscales sociales, familiales, immobilières ou d'épargne de 200 milliards de francs incluses- doit être un **axe majeur d'un projet politique de gauche !**

## LA TÂCHE DES SOCIALISTES

Il est remarquable de constater combien, durant 12 ans, nous avons pris des initiatives mondiales de gouvernement à gouvernement, et si peu de parti de gauche à parti de gauche.

Tout aussi remarquable est de constater combien nous avons gouverné de manière classique, sans jamais nous appuyer sur les forces sociales, nationales ou européennes.

**Les socialistes ne peuvent exister qu'en harmonie profonde avec l'immense majorité des hommes et des femmes qui composent le tissu social salarié**, en particulier à l'heure où la classe dominante, pour se survivre, est contrainte de remettre en cause tout ce qu'elle a dû concéder lors des luttes sociales antérieures, droits conquis et scandaleusement dénommés, y compris dans nos rangs parfois, Etat-providence, comme si bénéficiaire de droits sociaux était source de privilèges.

Le calme social que nous connaissons depuis quelques années est trompeur et les échéances

électorales pourraient bien ne pas être les seuls temps forts politiques à venir. La mobilisation contre le CIP et contre la remise en cause de la loi Falloux, témoignent de cette promptitude à réagir d'une couche sociale en éveil. De même, les résultats des cantonales d'une part et des européennes -prises dans leur globalité- d'autre part, indiquent clairement le potentiel sous-jacent. Seuls, la faiblesse syndicale et les divisions endémiques, l'émiettement politique à gauche, la proximité temporelle du dérapage des socialistes, encore au pouvoir il y a 18 mois, freinent pour le moment une réaction sociale.

Aussi, il ne s'agit pas de rendre la parole aux militants, mais de **rendre le parti aux militants**.

Le Parti socialiste s'est construit à partir de 1971, en tissant des liens avec tous les secteurs de la société, et en particulier, avec le mouvement associatif et syndical. Mais l'exercice du pouvoir dans le cadre des institutions, de type bonapartiste, de la Ve République, s'affiche comme oligarchique. Tout procède de l'exécutif, reléguant le parlement à un rôle subalterne, conduit à subir ou à entériner les décisions. Dans la foulée, les partis de gouvernement deviennent partis godillots, **situation peu pénalisante pour la droite, dévastatrice pour le PS**, dont la direction en est réduite à justifier la politique gouvernementale auprès de ses militants et sympathisants, sans être en mesure de peser sérieusement sur les décisions des membres du gouvernement, parfois totalement émancipés et oubliés du mandat donné.

#### Il nous faudra donc :

- Rééquilibrer les institutions afin de donner au Parlement, donc au débat et à la démocratie, un rôle plus décisionnel notamment en matière d'ordre du jour de l'Assemblée et d'initiatives des lois.

- Limiter le mandat présidentiel à sept ans, non renouvelable.

- Introduire une base de proportionnelle dans le mode électoral afin d'obtenir un reflet plus équilibré de la réalité politique française.

- **Abolir totalement le cumul des mandats des parlementaires** afin d'accroître leur disponibilité au Parlement et favoriser nécessairement les échanges avec d'autres élus locaux.

- Redonner à la politique son sens initial : "**vie de la cité**", en saisissant les Français sur les grandes décisions de société, telles que le traité de l'Union européenne, dit de Maastricht, par le référendum, pour les indispensables débats qu'elles nécessitent.

- Reconnaître au mouvement associatif, gestionnaire, de défense ou consumériste, son rôle social et d'intérêt public par l'établissement d'un véritable partenariat en faisant jouer toutes les synergies, seule manière de dépasser collectivement les conceptions corporatistes, de perdre cette mentalité d'assiégé et de mettre en exergue **l'intérêt général, nouveau creuset de solidarités collectives**.

- Renforcer le rôle du PS dans la conduite du gouvernement par la présence du Premier ministre au sein du BN (proposition avancée, je crois, par Michel Rocard).

- Associer le parti, c'est-à-dire les secteurs concernés et au delà, les délégués fédéraux, sous des formes ad hoc, à la réflexion de la politique élaborée dans les ministères d'une part, au sein des groupes parlementaires d'autre part.

- Mettre le secrétariat national du PS plus en harmonie avec les réalités, en regroupant les secteurs aux ramifications évidentes et donner plus de souplesse par une plus grande responsabilité confiée aux délégués nationaux.

- Accorder dans le parti plus d'intérêt aux questions de société : handicap, dépendance, drogue, Sida, délinquance, non seulement par des débats et colloques, mais aussi à travers les structures du parti à tous les niveaux.

- **Clarifier d'abord, nouer des alliances ensuite**

Ce dernier point mérite néanmoins d'être assorti de précisions, car loin de refermer le parti sur lui-même, cette clarification ne pourra avoir lieu que si on prend en compte les aspirations, les espoirs déçus et les messages clairement exprimés lors des diverses élections, par notre base sociale. **C'est sur cette orientation** que les autres éléments progressistes d'une gauche émiettée ne pourront pas ignorer -à condition bien sûr, que toute démagogie en soit bannie- **que l'on reconstruira la gauche**.

**Encore faut-il ne pas considérer comme impossible ou utopique ce qui est difficile et idéal !**

#### Faut-il envisager la suppression des courants ?

Certes, aujourd'hui cela ressemble plus à des clans qu'à des courants. Mais la raison, là encore, est à rechercher dans les institutions de la Ve République et des conditions de l'exercice du pouvoir qui ont relégué le Parti socialiste à un rôle mineur. Dès lors les débats se vidaient de toute substance et le choix des hommes se substituait tout naturellement au choix des idées.

Revenons aux questions essentielles et la notion de courant retrouvera tout son sens, car seul le débat politique permet de mettre une borne aux perversions ou aux ambitions non légitimes.

#### Je dirai, pour conclure cette contribution :

- **Les classes sociales existent, quelles que soient leurs apparences actuelles.**

- **La lutte des classes est une réalité, quelle que soit son expression.**

- **Sans politique volontariste de création d'emploi et de redistribution, la transformation sociale est un leurre, quel que soit le candidat à venir.**

- **Sans réforme des institutions, la démocratie réelle n'existe pas, quel que soit le contenu des discours.**

- **Sans pouvoir des militants, le parti est une fiction, quelles que soient les qualités de ses dirigeants.**

- **Sans liens forts avec le mouvement social, tout n'est que gesticulation, quelles que soient les intentions.**

**La réalisation de l'espoir est à ce prix et les efforts à accomplir, parfaitement à notre portée.**

**C'est une simple question de volonté politique !**

#### SIGNATAIRE

Vincent ASSANTE, 13e Est,  
membre du conseil national.  
délégué national chargé des Personnes handicapées.

# Le congrès des Etats généraux pour le parti de la transformation sociale

**Ce congrès doit être la poursuite des Etats généraux, dont la démarche a été interrompue, et auxquels nous voulons donner un nouvel élan.**

Les militants de toute la France s'étaient mobilisés, avaient parlé fort, ils n'ont pas été écoutés. C'est le congrès de la dernière chance pour les socialistes : si une fois encore les querelles d'appareils, la lutte des courants, les ambitions personnelles étouffent la renaissance d'un parti démocratique, profondément réformiste et

crédible, de gauche et européen, les électeurs et les militants ne le pardonneront pas.

Etre de gauche et crédible nécessite que nous fassions un bilan sans concession de nos années de pouvoir : non pour faire de l'autoflagellation, non plus pour rechercher des coupables mais pour connaître les erreurs qui ont été commises et proposer un nouveau projet à la France.

Seul ce nouveau projet nous permettra d'être offensifs et de gagner la présidentielle de 1995 avec un contrat entre le parti et son candidat, entre le candidat et les Français.

## LE BILAN

Deux septennats de présidence socialiste et 10 ans de gouvernement de gauche ont profondément marqué le visage de la France.

De très grandes réformes ont été entreprises, des actes forts laisseront une trace indélébile dans notre histoire : 35 h hebdomadaires, 5e semaine de congés payés, retraite à 60 ans, décentralisation, éducation nationale premier budget de France, politique culturelle, construction européenne, lois Auroux, commerce extérieur, maîtrise des déficits publics, franc revalorisé, reconversion des grands secteurs d'activités, contribution sociale généralisée, impôt de solidarité sur la fortune, revenu minimum d'insertion, politique de l'environnement, droits de l'homme et abolition de la peine de mort, développement des libertés, discours de Cancun, fortes avancées des droits des femmes, politique de la ville et lutte contre toutes exclusions...

Mais ces années ont aussi été celles de l'exacerbation de la crise qui est une mutation profonde de nos sociétés, de la poursuite du chômage, du développement du libéralisme dans le monde. La mondialisation du capitalisme associée à l'internationalisation des mouvements de capitaux a privé la gauche d'une partie de ses armes économiques traditionnelles. L'absence de débat ne nous a pas permis d'en forger d'autres.

**Nous n'avons pas tout réussi, nous n'avons pas tout osé entreprendre.**

Avec la volonté de rester au pouvoir longtemps pour marquer la société, de ne plus être ceux qui se contentaient d'un passage brillant, social, mais éphémère, nous avons, notamment pendant le second septennat, modifié notre manière d'agir :

- nous avons abandonné notre volonté de transformation sociale pour un rôle de gestionnaire "super doué" de l'économie libérale ;
- laissant de côté nos vieilles lunes "révolutionnaires", nous n'avons su trouver nos marques social-démocrates et avons enfourché trop faci-

lement le modèle de l'économie libérale, un système qui ne résoud pas les problèmes des gens mais casse la société, le monde ;

- oubliant nos critiques de la Ve République nous avons accepté la présidentialisation du régime.

**Plusieurs domaines ont ainsi échappé à notre volonté de transformation :**

- dans le domaine économique surtout, nous n'avons pas su mettre l'emploi au cœur de nos préoccupations, attachant trop d'importance au maintien des grands équilibres économiques au lieu de nous préoccuper en priorité de la grande misère sociale, de l'insécurité, de la précarité que créait le chômage. Bref, dans ce domaine, nous avons trop oublié que l'homme devait rester au cœur de notre action ;

- nous n'avons pas osé mettre en œuvre une vraie réforme fiscale de justice sociale, d'efficacité économique et de modernisation ;

- nous avons trop négligé le rôle primordial du service public, de la planification, du secteur économique public, de la maîtrise du crédit ;

- nous n'avons pas assez soutenu, écouté le mouvement social, nous n'avons pas assez dialogué avec le monde syndical, associatif ;

- nous n'avons pas su donner à l'Europe le caractère social qui aurait entraîné l'adhésion du plus grand nombre, le pouvoir politique fort et démocratique qui nous aurait permis d'impulser une politique économique volontariste de relance, de lutte contre le chômage et les exclusions ;

- notre politique africaine et, malgré nos discours, notre politique envers les pays sous-développés ont été insatisfaisantes.

Ce bilan n'a d'intérêt que de nous permettre de proposer aux Français un nouveau projet politique de transformation sociale, qui grâce à une autre répartition des richesses créées nous autorise une vraie lutte contre le chômage, qui nous fera retrouver un discours simple, clair, généreux, une attention aux exclus mais aussi aux couches populaires et aux classes moyennes, la volonté de traiter les difficultés qui préoccupent concrètement les gens.

## UN PARTI DE MILITANTS

La cooptation de nos dirigeants ne doit plus être la règle. Mais il ne suffit pas de proclamer la mort des courants pour mettre un terme à la dérive qu'a connue notre parti dans son fonctionnement depuis 10 ans. Il faut adopter des modes de fonctionnement nouveaux qui permettent une représentation effective de l'ensemble des adhérents à tous les niveaux de décision et notamment la représentation des femmes.

La coupure est aujourd'hui forte entre les militants et nos instances de direction. Le parti a oublié ses valeurs, son éthique politique se coupant dans ses pratiques et son analyse de la population. Il n'a pas dénoncé avec force et rapidité les comportements complaisants vis-à-vis de l'argent ni certains modes contestables d'exercice du pouvoir ou les corruptions individuelles apparues dans nos rangs. Il a, de plus, trop souvent recruté ses instances dirigeantes dans une élite étroite et arrogante.

## UN NOUVEAU MODE DE DÉSIGNATION DES RESPONSABLES

- pour que les débats de nos instances se fondent sur la réalité de l'expression du parti,
- pour que le sentiment exprimé ou entendu dans nos sections et nos fédérations soit rapporté et entendu par le conseil national et le bureau national,

- pour que l'élaboration de notre ligne politique obéisse moins à des positions tactiques ou personnelles,

**nous proposons que :**

- le conseil national soit élu pour les 2/3 par les fédérations et un tiers par le congrès national sur la base des motions d'orientation,

- les conseils fédéraux soient élus pour 2/3 par les sections et un tiers sur la base des motions,

- les commissions administratives des sections soient élues pour 2/3 par les adhérents au suffrage majoritaire direct et un tiers sur la base des motions.

Ces dispositions seront appliquées immédiatement.

## UNE ÉTHIQUE RÉAFFIRMÉE

Nous constatons que souvent nos propositions extrêmes se sont heurtées à la réalité du pouvoir. Faute de débats la gestion et le franc fort l'ont emporté sur notre volonté politique.

Lorsqu'ils reviendront au pouvoir, les socialistes devront faire ce qu'ils disent aujourd'hui et expliquer ce qu'ils font, notamment les éventuelles corrections de politique.

Nous devons également effacer tout décalage entre les valeurs que nous annonçons et celles que nous pratiquons : l'oubli de cette cohérence a provoqué de véritables fractures entre l'opinion et le parti.

## LA PLACE DE L'ARGENT DANS LA VIE PUBLIQUE

La réhabilitation du "fric", de l'entreprise, des "gagneurs", la diffusion du pouvoir de décision et d'influence ont concouru à relégitimer l'argent et, simultanément, à rendre très floue la frontière entre l'argent d'une part, la politique et le service public d'autre part.

Il en est résulté deux phénomènes : l'expansion de la corruption de quelques uns (cas lentement traités), l'acceptation de facilités par quelques autres et surtout la conviction de l'opinion publique que la corruption financière et intellectuelle était devenue la règle dans la vie politique.

Face à cette évolution dangereuse pour la démocratie, les socialistes doivent être clairs et fermes :

- il nous faut renforcer le contrôle des patrimoines et des revenus des élus et leur publicité,
- il nous faut promouvoir la bataille du financement exclusivement public des partis politiques mettant un terme au financement par les entreprises de la vie politique et, dans un souci de transparence, développer la publicité de tous leurs financements,
- il nous faut sanctionner immédiatement tout manquement personnel.

## DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Avec la décentralisation nous avons engagé un vaste mouvement de diffusion du pouvoir mais parfois cette démocratisation n'est pas parvenue jusqu'aux citoyens. Dans certains lieux la confusion a été entretenue entre la décentralisation et le renforcement du pouvoir de féodalités locales, synonyme de notabilisation : nous devons corriger cette dérive.

Il faut également que les militants aient la parole à tous les échelons du parti et que les élus soient à leur écoute et moins distants.

Nous proposons :

- en respect des statuts, la création de "comités de région et d'agglomération" pour qu'à ces niveaux les militants puissent débattre de la politique menée,
- de développer les contacts avec le mouvement social, car à côté du parti, d'autres forces méritent d'être entendues : il faut créer dans chaque fédération un "parlement social",
- la limitation à un seul mandat important du pouvoir des élus doit être un objectif du parti lorsqu'il sera revenu au pouvoir. Mais il faudra immédiatement limiter ce cumul à strictement deux mandats incluant ceux détenus par le suffrage indirect (au second degré) ou les fonctions exercées.

## UN NOUVEAU PACTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

### LA POLITIQUE, C'EST LA VOLONTÉ

La droite est conservatrice : elle ne veut pas changer l'état de la société.

La droite est libérale : elle se contente de "l'ordre naturel" du marché, elle ne veut pas se donner les moyens de modifier les choses.

Contre cet "ordre naturel des choses", contre ces mécanismes qui conduisent aux fractures, aux inégalités, aux exclusions et à la guerre, la gauche a toujours affirmé sa volonté d'intervenir sur la société pour la transformer, l'améliorer, donner aux hommes les moyens et le pouvoir de construire leur avenir : nous avons oublié cette ambition.

### PARCE QUE L'HOMME EST AU CENTRE DE NOS PRÉOCCUPATIONS, L'EMPLOI DOIT ÊTRE AU CŒUR DE NOTRE POLITIQUE

Le chômage (et surtout le chômage de longue durée) est le cancer qui ronge notre société : il détruit les hommes, les jeunes, les familles, les banlieues, la cohésion sociale. Nous savons d'ailleurs que même vigoureusement menée, la lutte pour l'emploi ne résoudra pas rapidement le chômage et surtout les séquelles innombrables et profondes qu'il a semées : le combat contre l'exclusion demeurera longtemps nécessaire.

La lutte pour la création d'emplois nouveaux doit être au cœur de notre politique économique et la recherche des grands équilibres économiques "fondamentaux" (franc fort, maîtrise de l'inflation, des déficits publics,...) ne pas faire obstacle à cet objectif primordial. Nous sommes toujours dans une société qui se développe, qui crée des richesses mais ne sait pas les répartir de façon juste et efficace. Les Français doivent enfin percevoir les fruits de leurs efforts passés.

C'est pourquoi nous proposons :

- la recherche de la plus forte croissance économique possible qui respecte l'environne-

ment en agissant sur l'investissement notamment au niveau européen, mais aussi sur le développement de la consommation en France et dans les pays sous-développés d'Europe de l'Est et du tiers-monde ;

- de favoriser la création d'emplois au sein de ce développement en allégeant radicalement les prélèvements fiscaux et sociaux qui pèsent arbitrairement sur l'emploi et non sur l'investissement.

Mais comme nous n'atteindrons plus le niveau de croissance qui, seule, procurerait le plein emploi, il faut aussi :

- favoriser le développement des emplois de proximité, de service, de qualité de la vie en solvabilisant la demande des gens modestes ;
- réduire rapidement le temps de travail à 32 h (35 h dans un premier temps) sans diminuer le salaire net des salariés, notamment les plus modestes, ni accroître le coût du travail pour les entreprises ;
- réorienter les sommes utilisées pour l'indemnisation de l'inactivité vers la création d'emplois. Le traitement social du chômage, certes indispensable pour encore longtemps, n'est pas un projet pour l'emploi. Il faut aussi rendre plus attractif le travail, le revaloriser par rapport à la seule assistance ;
- favoriser l'économie sociale, les coopératives qui sont également un outil de création d'emplois ;
- revaloriser le secteur public, l'intervention publique sur l'économie, la planification souple.

L'économie nationale n'est pas un "jeu à sommes nulles" : la répartition de la richesse créée entre capital et travail est la marque d'un pouvoir progressiste ou conservateur. Le financement de l'ensemble des mesures pour l'emploi, notamment la réduction du temps de travail, fera donc appel à une nouvelle affectation des gains de productivité vers le travail alors qu'ils ont surtout été dirigés vers le capital (reconstitution des marges des entreprises), vers l'épargne (taux d'intérêt réels élevés) et vers la consommation (baisse des prix). Le développement de l'emploi ne peut plus se satisfaire d'une déréglementation inefficace, d'un démembrement du droit de travail au moment où l'insécurité se développe, où l'on doit offrir aux citoyens des pôles de stabilité. L'emploi nouveau ne peut plus être un emploi instable, précaire, sous protégé, sans statut vérifiable. La législation sociale devra être respectée.

## UNE FISCALITÉ JUSTE ET EFFICACE

Inscrite au programme des socialistes depuis plus de 20 ans, nous n'avons pas su, malgré quelques tentatives timorées (CSG) entreprendre la grande réforme fiscale qui permettra à notre pays plus de justice sociale, une meilleure efficacité économique et la modernisation de son système fiscal. La participation de tous les citoyens aux charges publiques et à la protection sociale à proportion de leur richesse est un acquis de la République. Mais c'est un acquis qui doit être encore développé vers plus de justice et une plus grande lisi-

bilité de l'affectation de l'ensemble des prélèvements obligatoires car les socialistes ne font pas leur le dogme du plafond des prélèvements obligatoires qui serait atteint.

C'est pourquoi nous proposons :

- une plus grande justice fiscale en transférant sur les impôts directs, proportionnels ou progressifs (IRPP, CSG), une plus grande part des charges publiques au détriment des impôts indirects et des cotisations sociales,
- un élargissement de l'assiette de l'impôt actuel auquel devrait être assujéti un plus grand nombre de contribuables de manière à ce que chacun participe au financement des dépenses de la Nation,
- une lutte sans merci contre ceux des abattements qui dénaturent l'impôt,
- un adossement aux revenus d'une forte proportion de la taxe d'habitation et des autres impôts divers qui n'en tiennent pas compte aujourd'hui,
- une meilleure efficacité économique en faveur de l'emploi en faisant supporter par les impôts de solidarité nationale (IRPP, CSG) les cotisations sociales patronales sur les tranches de salaire inférieures au Smic afin de favoriser les emplois de proximité et d'améliorer la productivité relative du travail par rapport à celles de l'investissement,
- la modernisation de notre système fiscal en instituant le prélèvement à la source des impôts directs, en adossant sur la valeur ajoutée la taxe professionnelle qui sera essentiellement dévolue aux agglomérations et groupements de commune,
- une meilleure harmonisation européenne pour lutter contre la spéculation financière internationale par la taxation des mouvements de capitaux.

destin pour lutter contre les méfaits du capitalisme mondial et contre un libéralisme inégalitaire et destructeur,

- une Europe sociale au service des travailleurs et des citoyens en général, de leurs droits et de leur protection qui redonne la priorité à l'homme et non à l'argent et au capital,

- une Europe démocratique qui donne au Parlement européen plus de pouvoirs décisifs et qui assure la transparence et le contrôle du fonctionnement de la Commission et du Conseil,

- une Europe internationaliste qui aide au développement et assure la paix en s'en donnant tous les moyens,

- une Europe en charge des lourds et complexes problèmes de l'environnement et qui lutte contre les grands fléaux qui menacent l'espèce humaine,

- une Europe qui harmonise les politiques monétaires et fiscales, qui relance la croissance économique et surtout qui mette en œuvre l'objectif prioritaire de la lutte contre le chômage,

- une Europe enfin, projet mobilisateur, espoir et "nouvelle frontière" pour notre jeunesse.

Au delà de l'Europe, notre parti, notre pays doivent avoir une vue progressiste du développement du tiers-monde en favorisant et en agissant :

- pour l'émergence de pouvoirs réellement démocratiques,

- en luttant partout contre le népotisme, la corruption, les violences, les intégrismes de toutes formes,

- pour l'accroissement de l'auto-suffisance et un mode de développement indigène qui ne soit pas l'exportation de nos modèles occidentaux.

La gauche internationaliste par essence doit retrouver cette dimension en Europe et au delà pour faire face aux périls qui menacent le monde.

Nous devons gagner les élections présidentielle et municipales pour éviter à notre peuple 7 ans de propositions archaïques, de régression sociale et d'atteinte à la cohésion sociale. Mais nous ne les gagnerons que si nous avons un projet faisant vivre nos valeurs et enrichi par l'expérience acquise au gouvernement appuyé sur une stratégie claire portée par un Parti socialiste réellement démocratique.

C'est tout l'enjeu du prochain congrès.

Ce congrès doit être celui du rassemblement des socialistes sur des idées, et dans une fraternité enfin retrouvée qui respecte nos différences.

Ce congrès doit nous permettre de nous adresser au peuple de France pour lui dire que nous n'entendons pas, demain, s'il nous fait à nouveau confiance, gérer la grisaille du quotidien, mais sortir progressivement le pays de la crise où il est engourdi.

Ce congrès doit être l'occasion d'adresser un message clair à la jeunesse pour lui dire que tout sera mis en œuvre pour lui permettre d'accéder à la plénitude de la vie sociale et d'abord au monde du travail.

Ce congrès doit être réussi ; il doit effacer Rennes en sachant tirer les leçons des lourds échecs de mars 1993 et des européennes de 1994.

Pour cela il nous faut reprendre le processus ouvert puis interrompu des Etats généraux et le conduire cette fois à son terme par un nouvel élan.

Conscients de la démobilisation des militants mais aussi de leur impatience à reprendre le combat pour le gagner, nous appelons l'ensemble des adhérents du parti à nous rejoindre pour une gauche :

- ambitieuse, réformatrice, renouvelée, sociale ;
- crédible car elle n'oublie pas ses échecs et dix ans de gouvernement ;
- volontaire et ne se satisfaisant pas du consensus mou de la démocratie libérale ;
- européenne mais sans béatitude ;
- internationaliste pour le développement et la démocratie.

## POUR UN VRAI PROJET

Ces propositions, c'est dès aujourd'hui, dès ce congrès, qu'il faut les mettre en œuvre notamment pour les nouvelles modalités de désignation de nos instances.

Pour accomplir tout ce travail, le temps nous est compté ; l'état de destruction de la société française après plus de 20 ans de crise, l'affaiblissement dangereux de la cohésion sociale et le relâchement de celle des générations, la marginalisation de plus en plus massive d'une fraction importante de la population, imposent un sursaut national.

Notre projet doit :

- d'abord rassembler le parti autour de nos valeurs en laissant de côté les querelles de personnes ;
- rassembler aussi les socialistes qui nous ont quittés, qui s'abstiennent, qui sont déçus ;
- rassembler au delà de nos rangs, nos partenaires politiques traditionnels et l'ensemble du mouvement social ;
- proposer enfin à tous les Français un contrat de progrès, de solidarité, de liberté porté par notre candidat à la présidentielle.

## UN INTERNATIONALISME RETROUVÉ AU SERVICE DE LA PAIX

Nous réaffirmons notre assurance que la liberté, la prospérité et l'existence même de notre continent ainsi que le développement de notre pays passent par une Europe dont le pouvoir politique doit être renforcé concomitamment à son élargissement. Une Europe différente de l'Europe telle qu'elle fonctionne aujourd'hui :

- une Europe volontaire, qui prend en mains son

## SIGNATAIRES

Bernard ROMAN, Christian BATAILLE, Umberto BATTIST, Pierre BOULIER, Alain CACHEUX, Denise CACHEUX, Gérard CAUDRON, Bernard DAVOINE, Noël DEJONGHE, Michel DELEBARRE, Jean-Pierre DELCOURT, Bernard DELEBECQUE, Monique DENISE, Bernard DEROSIER, Dinah DERYCKE, Marc DOLEZ, Yves DURAND, Alain FAUGARET, Martine FILLEUL, Corrine HAEZEBROUCK, Véronique HOFFMANN, Patrick KANNER, Jean LE GARREC, Jean-Louis MARCHAND, Pierre MAUROY, Jeannine MARQUAILLE, Gaby MEGANCK, Mickaël MOGLIA, Gilles PARGNEAUX, Martine POTTRAIN, Paul RAOULT, Daniel VANHOVE, Jean VEBER, Henri SYLLEBRANQUE, François VERDONCK.

# Pour une modernisation de la gauche ou comment changer le Parti socialiste pour réformer la société ?

**Cela suffit ! La cause doit être bien entendue.**

**On ne peut plus faire fonctionner le Parti socialiste comme on le fait depuis ces dernières années.**

**Les militants sont désabusés, les responsables départementaux désorientés et nos sympathisants s'éloignent de nous.**

**E**n multipliant les analyses sur nos échecs électoraux, notre absence de programme, de débat politique ou de ligne politique, notre enlisement dans des "affaires" etc, voudrait-on cacher qu'une partie de nos difficultés tient aussi au Parti socialiste lui-même ?

L'heure n'est plus au replâtrage, aux vengeances d'un courant sur un autre ou aux manigances internes. Il nous faut transformer en **profondeur** ce Parti qui doit retrouver tout son rayonnement à gauche.

● Le Parti socialiste d'Épinay, né du déclin de la SFIO dans le début des années soixante dix, a bâti son renouveau, à la fois autour du choix interne au scrutin de liste à la proportionnelle de ses dirigeants nationaux et départementaux, et autour de l'existence d'une majorité qui dirige le parti et d'une minorité "associée" à l'application des décisions majoritaires.

● Ce mode de fonctionnement salutaire pour amalgamer progressivement des différents courants de la gauche dite "non-communiste" a fait naître les courants tels qu'on les connaît aujourd'hui. En même temps, le Parti

**Trois principes** doivent guider nos propositions de changement :

## ■ Il n'y a pas de nouveau modèle d'organisation sans une analyse de société adaptée à cette fin de siècle.

● Qui peut bien vouloir adhérer actuellement à un parti tel que le Parti socialiste ? S'est-on déjà posé la question ? Certainement ceux qui y trouvent un intérêt personnel, qui cherchent le débat politique, ont l'intention de se faire élire et faire "une carrière politique", mais qui ont aussi la volonté d'en découdre avec le gouvernement en place et de changer l'ordre des choses ou de la société. En somme il n'y a jamais eu de réponse collective à une adhésion qui n'est qu'une démarche personnelle.

● On comprend mieux alors que l'addition de démarches personnelles ne peut jamais donner naissance à de puissants partis de masse, tels qu'on les souhaite à gauche.

On a cru longtemps que le "mouvement d'en-bas" (les militants et sympathisants) soutiendrait le "mouvement d'en-haut" (le gouvernement de gauche). Vaste tromperie, que l'on fabrique lorsque l'on est dans l'opposition, et qui ne résiste jamais aux faits. La gauche au pouvoir n'a pas fait du Parti socialiste un vrai parti de masse.

● Les États généraux de 1993 ont bien essayé de trouver une solution en organisant les sympathisants. Cette solution a trouvé aussi ses limites en se heurtant aux adhérents peu soucieux d'aban-

donner une part de leur pouvoir de vote dans les congrès (à 30 % de participation) ou du choix de leurs candidats (où votent 0,01 % des électeurs de gauche). D'ailleurs quelle différence existe-t-il entre un adhérent encarté et un sympathisant encarté ? Peut-être simplement un degré d'engagement, c'est peu.

● Cherchons alors une autre voie. Longtemps, une classe sociale s'est identifiée au socialisme, c'était la classe ouvrière et nous étions au XIXe et au début du XXe siècle. Les différents partis socialistes ont essayé de la représenter.

Mais le monde a beaucoup changé. Et en 1994 le Parti socialiste doit dire à qui s'adresse son projet, et s'il propose des réformes, à qui elles sont destinées. Il n'est pas sûr qu'il puisse à la fois défendre les intérêts des classes moyennes dont une majeure partie de ses dirigeants sont issus et ceux des exclus de la société.

Lorsqu'on est un parti de gouvernement et un parti de critiques de la société libérale, il est difficile de tenir à la fois la triple exigence de l'État de droit, du pouvoir du peuple et des droits de l'Homme. On comprend que nos électeurs nous aient accusés de double langage : "Vous aviez promis et vous n'avez pas tenu et maintenant vous voulez promettre ce que vous n'avez pas réalisé lorsque vous étiez au gouvernement" entend-on le plus souvent. Comment échapper à ce dilemme du "périr ou trahir" ?

● Une partie de la réponse tient au parti lui-même. **Le Parti socialiste doit aujourd'hui créer un vaste mouvement** qui réunirait les

socialiste, dont un grand nombre de ses dirigeants s'était montré pourtant hostile à ce type d'élection, assimilait l'élection présidentielle au suffrage universel et faisait coïncider, de fait, les courants avec des équipes de "présidentiables" et leurs soutiens ; ce que les militants ont appelé "les écuries présidentielles".

● La pratique du pouvoir que nous avons connue de 1981 à 1986 puis de 1988 à 1993 a encore accentué cette évolution. Aucun congrès depuis 1981 n'a échappé à cette logique de courant : du congrès de Valence (1983) où la majorité impose des "réductions administratives" à la minorité qui accède à des postes de responsabilités, au congrès du Bourget, où l'unanimité de façade a caché en fait un partage du parti par les "quatre grands courants".

● Le Parti socialiste est devenu une société fermée avec ses rites que les nouveaux adhérents ont du mal à connaître, pratiquant des conflits de chapelle ou des luttes de pouvoir, et offrant, à l'extérieur, un visage apparemment monolithique.

● Ce constat, tous les adhérents l'ont fait à des degrés divers. Pourtant les solutions proposées ne sont pas toujours à la hauteur du discours critique que nous portons sur notre organisation. Aujourd'hui il s'agit de changer le parti avant de prétendre "changer la société", car nos pratiques politiques doivent préfigurer dès maintenant le type de société que nous voulons bâtir.

militants de la société civile et les partisans d'un pouvoir d'État, expression de la volonté générale, en améliorant au sein du Parti socialiste la démocratie directe. Il doit re-définir ses rapports avec la société et en particulier ses rapports avec ceux et celles qui se reconnaissent naturellement dans ses valeurs.

## ■ Il n'y a pas d'organisation partisane sans une stratégie d'organisation.

● Nous n'avons jamais su arbitrer entre les différents types de partis qui coexistent au sein du Parti socialiste ; celui d'un parti centralisé, qui est la forme originelle de tous les partis sociaux-démocrates occidentaux et celui d'un parti décentralisé acceptant les tendances et donnant une forte influence aux élus locaux. Le Parti socialiste est devenu une fédération de comités électoraux, où l'instance centrale ne sert qu'à effectuer, au sommet, des arbitrages fondés sur le compromis et non sur l'application des règles statutaires que les congrès ont pourtant approuvées. Mais chacun sait que si ces règles étaient appliquées, c'est tout le parti qui serait en infraction. Ceci ne peut plus durer.

● Il faudrait un parti ouvert à l'extérieur, poreux aux grandes évolutions de la société, et privilégiant les liens horizontaux à ceux verticaux, donnant **davantage de pouvoir et d'autonomie à des instances régionales** seules capables de palier aux difficultés des petites fédérations face aux plus puissantes.

● De même la gestion des ressources humaines, la gestion participative, les formes nouvelles d'animation devraient avoir droit de cité au Parti socialiste sans quoi nos réunions politiques internes ou mêmes externes risquent d'être mornes et fortement ennuyeuses.

### ■ Enfin, il n'y a pas de parti organisé sans un fort sentiment d'appartenance à ce parti.

● Un profond désir de changement traverse notre parti, celui de retrouver l'imagination, celui d'une grand mouvement d'idées, de chaleur, d'envie de militer ensemble.

Or toute notre organisation actuelle n'a d'existence que celle de brider ces aspirations. Les courants qui devraient permettre le débat libre d'idées engendrent le conformisme et transforment l'envie de militer ensemble en obligation de s'aligner sur un leader.

● Aujourd'hui, si on n'a pas la "fibre" politique, si on ne cherche pas à faire carrière et si on a le malheur d'adhérer dans la section qui ne vit que pour les congrès ou les choix de candidats, et où la seule expression politique prend la forme de l'insulte ou au mieux le cynisme, on a de fortes chances de perdre son temps ou son argent, et prendre la porte de sortie le plus tôt possible : le citoyen normalement constitué a mieux à faire, jurant honteux et confus que l'on ne l'y reprendrait plus.

● Adhérer au Parti socialiste ce n'est pas entrer en religion. Ce n'est pas l'alpha et l'omega de tout engagement politique. C'est aussi vouloir participer à une aventure collective et en tirer quelques satisfactions individuelles. Retrouver la part de rêve, ce n'est pas forcément promettre la lune aux militants et à nos concitoyens, c'est aussi se sentir bien dans la peau d'adhérents, d'adhérentes ou de sympathisants du Parti socialiste. C'est pourquoi il nous faut trouver les formes de convivialité que certains d'entre nous avons connues lors de notre adhésion.

Le parti doit alors articuler son renouveau autour de 12 propositions concrètes, dont certaines sont en voie d'application (congrès du Bourget), d'autres à mettre en oeuvre dès maintenant, enfin certaines à préciser pour l'avenir.

### UN NOUVEAU MODÈLE D'ORGANISATION ADAPTÉE À LA SOCIÉTÉ DE CETTE FIN DE SIÈCLE.

■ Reprendre l'idée de la carte de sympathisants mais en lui donnant le droit de vote pour le choix des candidats.

■ Créer des fédérations régionales ayant pouvoir de décisions et pouvant passer des contrats

d'alliances institutionnelles avec d'autres mouvements, associations...

■ Accepter qu'adhérer au Parti socialiste ce n'est pas obligatoirement adhérer à une section, cela peut aller jusqu'à l'adhésion directe.

■ La création de clubs, d'associations par des adhérents avec des sympathisants, c'est participer aussi d'une certaine manière au renouveau de l'activité d'un parti. Reconnaître leur égale valeur et accepter qu'ils puissent apporter statutairement leurs réflexions à un congrès est devenu essentiel.

■ Le Parti socialiste pourrait systématiquement organiser la consultation de ses partenaires pour prendre des décisions soit d'orientations générales, soit, lorsqu'il a le pouvoir, au gouvernement, dans les régions, les départements, ou dans les conseils municipaux. Les militants doivent ainsi promouvoir l'idée que nos concitoyens peuvent peser sur les décisions politiques. Ce ne serait pas une mince contribution du Parti socialiste à la démocratie représentative.

### UN MOUVEMENT PLUTÔT QU'UN PARTI.

■ En commençant par la base pour atteindre ensuite les sommets, le Parti socialiste doit mettre toute son énergie à créer les conditions de la naissance d'un vaste Mouvement politique qui s'appuierait sur des structures régionales.

■ Conclure les Assises de la transformation sociale par la création d'une structure non partisane capable de continuer à faire travailler ensemble différentes forces dont les valeurs sont compatibles avec les nôtres et qui sont encore aujourd'hui en concurrence avec nous.

■ Créer à proximité des lieux de vie de nos concitoyens des Boutiques d'Innovation Sociale, véritables lieux de rencontre entre tous ceux qui partagent les mêmes objectifs de transformation, du parent d'élèves ou du travailleur social à titre individuel à l' élu local en passant par le syndicaliste ou le militant associatif etc,...

### UN PARTI MODERNE.

■ Les adhérents actuels du Parti socialiste sont comme nos concitoyens : ils ont l'impression de très peu peser sur les décisions de leur parti et encore moins sur le choix de leurs dirigeants. Le vote au scrutin majoritaire des délégués du congrès des Premiers fédéraux est une bonne procédure, quoique lourde (les 2 phases du Congrès...).

Il faut aller plus loin et désigner tous nos dirigeants au scrutin uninominal majoritaire et secret des adhérents.

■ Le Conseil national, les Conseils fédéraux doivent regrouper quatre collèges : celui élu par les motions du congrès au scrutin de liste à la proportionnelle, pour garantir l'existence des minorités d'idées, celui des dirigeants fédéraux et régionaux et de sections élus au scrutin majoritaire, celui des personnalités qualifiées désignés par les clubs, les associations et siégeant à titre personnel, enfin celui d'adhérents élus par les instances régionales (pour le Conseil national).

■ Changer les méthodes de travail de notre organisation. Celles-ci donnent trop de place à la parole monopolisée. Les Etats généraux avaient montré l'exemple. Multiplions les petits groupes d'expression ou chacun pourra parler à l'échelon départemental, régional et surtout national.

■ Les membres du secrétariat national et le président du Parti socialiste sont élus par les délégués du congrès au scrutin uninominal majoritaire à bulletin secret. Les premiers fédéraux sont élus par l'ensemble des adhérents de la fédération et les responsables régionaux par les délégués des congrès régionaux.

Cette contribution a cherché à répondre à la question : comment être socialiste à la fin du XXe siècle ?

● Une première réponse est juridiquement évidente, c'est adhérer au Parti socialiste. Et il n'est pas question, en effet, de retirer à ceux qui ont fait le choix d'adhésion le droit de définir leurs orientations et d'élire leurs dirigeants. Les sympathisants eux-mêmes, au moment des Etats généraux, n'ont jamais revendiqué ce droit et nous l'ont dit.

Nous proposons simplement que la part du choix des dirigeants à la proportionnelle des "sensibilités" s'exprimant par les motions de congrès soit réduit au quart, le reste étant élu au scrutin majoritaire pour respecter "la parole aux militants".

● Mais on sent confusément que cette réponse juridique n'est pas politiquement satisfaisante. Il y a certainement beaucoup plus de socialistes hors du Parti socialiste qu'à l'intérieur.

Ce qui explique que l'un des enjeux de notre prochain congrès est peut-être celui de définir les rapports du PS avec son milieu, en définissant milieu, non pas spécialement par l'ensemble des autres forces politiques de gauche ou de progrès, mais comme l'ensemble des citoyens, acteurs de changement, dont l'action va dans le même sens que nous.

● Dans ce domaine nous avons fait ces propositions qui permettraient aux adhérents de retrouver le chemin d'un militantisme, non au sein du PS, mais au sein de la société, là où il n'y a pas forcément des jeux de pouvoir, mais des défis de transformation sociale.

### SIGNATAIRE

Jean-François GRANDBASTIEN,

premier secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle, membre du conseil national.

# Pour une nouvelle politique de sécurité

● Notre pays, comme beaucoup d'autres en Europe, est confronté à un développement de la violence. Pour tous les Français, mais plus particulièrement pour ceux qui par ailleurs subissent le plus le chômage, la pauvreté et toutes les formes d'exclusion, les risques s'accroissent et, dans beaucoup de quartiers, la vie quotidienne est rendue difficile par l'insécurité. Beaucoup de nos concitoyens qui ont été victimes d'actes de délinquance et de criminalité ont supporté des préjudices qui ont eu des conséquences graves dans leur vie.

● Cette situation n'est pas nouvelle puisque cela fait maintenant plus d'une trentaine d'années que la délinquance et la criminalité ont commencé à progresser fortement. Elle n'est pas non plus sans précédent, car il est vrai qu'à d'autres époques de notre histoire, la violence civile a été beaucoup plus développée mais elle est ressentie comme particulièrement inacceptable après des décennies de progrès qui ont permis de juguler beaucoup de fléaux sociaux.

● La perception lucide de cette évolution a été rendue difficile par le fait que la délinquance et la criminalité touchent relativement moins les catégories sociales favorisées qui, à travers la ségrégation urbaine, en sont relativement épargnées et qui peuvent faire face aux atteintes aux biens à travers les mécanismes d'assurances ou simplement par leur pouvoir d'achat.

De plus, pendant longtemps la droite et les gouvernements conservateurs se sont servis de la délinquance et de la criminalité pour tenir un discours moralisant de justification de l'ordre social établi et ont utilisé les services publics de la justice et de la police dans un but de répression politique et sociale. En retour, la gauche et les progressistes ont mis parfois trop exclusivement l'accent sur la défense des libertés publiques ou sur les progrès à attendre des réformes sociales, ce qui était à la fois juste mais insuffisant pour appréhender la situation.

● Aujourd'hui, plusieurs raisons conduisent à penser qu'il est nécessaire de développer une intervention politique forte des socialistes sur ces questions :

- Il apparaît de plus en plus clairement que la montée de la violence est d'abord la conséquence et la cause d'une dégradation de ce qu'on appelle en "langage savant" le lien social, autrement dit "le vouloir vivre ensemble des citoyens". Les socialistes ne peuvent se résigner à la négation de ce qui est l'essence de leur combat : l'organisation de la société pour créer les conditions de l'épanouissement des personnes.

- Si nous ne sommes pas capables d'offrir des réponses fortes aux aspirations légitimes des Français, nous contribuerons à les pousser dans la voie dangereuse du populisme et à terme à douter des valeurs démocratiques. Au contraire, si nous savons montrer qu'il y a la possibilité à travers une action publique de faire reculer la délinquance et la criminalité, nous enracinons

profondément les valeurs qui sont les nôtres et donc notre capacité à promouvoir notre projet de liberté, de progrès et de justice.

- Une autre raison tient aux enseignements d'une période de plus de dix ans durant laquelle les socialistes ont exercé les responsabilités gouvernementales : pendant ces années, la gauche a peu à peu su comprendre les phénomènes de délinquance et de criminalité et élaboré des réponses. Faut-il rappeler que c'est à travers l'action d'élus comme Gilbert Bonnemaïson, de ministres comme Pierre Joxe, qu'ont été développées des réponses globales et cohérentes pour impulser la prévention, moderniser la police, créer des alternatives à la prison et initier une politique de la ville ? Toutefois, la gauche a marqué progressivement un réel essoufflement dans sa capacité à les traduire en actes de gouvernement efficaces et clairs pour l'opinion.

● Proposer aujourd'hui une nouvelle politique de sécurité, c'est d'abord répondre en priorité aux attentes précises et légitimes des Français. C'est, à partir de celles-ci, affirmer les valeurs de démocratie et de solidarité, se fixer des objectifs clairs et hiérarchisés, et engager une transformation fondamentale des institutions publiques, notamment la justice et la police, pour les atteindre.

Bien entendu, cette réflexion doit s'inscrire dans un champ plus vaste de réforme des institutions nationales et locales et être accompagnée de propositions permettant l'intégration de tous dans la vie économique et sociale. Les socialistes français doivent s'inspirer des réflexions de tous ceux qui, sur le terrain, à travers leur pratique professionnelle, leur action d'élus, leur engagement militant associatif ou politique, montrent aujourd'hui la voie par des initiatives concrètes. C'est aussi s'inspirer de l'action de nos camarades sociaux-démocrates allemands ou travaillistes anglais.

● "Frapper sévèrement le crime, frapper sévèrement les causes du crime" : ce slogan des travaillistes doit aussi être le nôtre.

Nos concitoyens demandent d'abord que soient sanctionnés de manière rapide et juste des délits qui le sont de moins en moins, faute d'abord d'une vraie capacité des services de sécurité publique à mener les enquêtes nécessaires pour en découvrir les auteurs, faute aussi d'une véritable coopération entre les services de la justice et de la police, faute enfin de sanctions adaptées.

● Prévenir, dissuader, réprimer, réparer, voilà les axes fondamentaux d'une politique socialiste de la sécurité publique. Trop souvent, les multiples actes de délinquance ne rencontrent qu'une réponse tardive ou bureaucratique des services publics, trop souvent les sanctions se limitent à l'incarcération ou à des amendes dont chacun peut voir le coût pour la collectivité en termes de récidives et d'accroissement des exclusions.

Nos concitoyens demandent aussi une intervention et une assistance pour faire valoir leur droits dans beaucoup de domaines de la vie quotidienne

(relations de travail, logement, etc...) et une capacité de médiation et d'arbitrage. Enfin, ils souhaitent une présence, une disponibilité, une écoute qui fassent de ceux qui ont en charge le service public les moteurs d'une vie sociale plus riche.

Concrètement, il faut diminuer les risques qui inquiètent à juste titre les habitants des villes et qui génèrent le sentiment d'insécurité : les violences sur la voie publique (dont souffrent particulièrement les enfants, les femmes, les personnes âgées), mais aussi les cambriolages et les vols de voiture. Une priorité doit être accordée aux problèmes induits par le trafic de stupéfiants. Dans ce domaine, une évolution profonde des politiques est la condition pour faire reculer la délinquance.

● Répondre à ces attentes, c'est d'abord réaffirmer les valeurs républicaines du service public aujourd'hui trop souvent perdues de vue et, par exemple, le droit à l'égalité de traitement, à la neutralité des fonctionnaires bafouée chaque jour à travers des pratiques indignes d'une démocratie comme la nôtre (particulièrement vis-à-vis des jeunes et des étrangers). C'est aussi promouvoir des valeurs de solidarité et de responsabilité. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne la drogue où doivent se conjuguer une vraie assistance médicale et sociale aux toxicomanes et une répression plus efficace car plus sélective, par exemple en ce qui concerne le trafic de l'héroïne.

● Les fonctionnaires qui, à tous les niveaux, ont en charge la sécurité de nos concitoyens, assument une tâche essentielle pour notre société, c'est pourquoi, dotés des moyens appropriés pour accomplir leurs missions, ils doivent être des fonctionnaires exemplaires au service de leurs concitoyens. C'est à partir des traditions de service public de la gendarmerie, et de celles de défense des droits de l'homme de la police nationale (notamment à travers ses organisations syndicales les plus représentatives), que doit être développée une nouvelle éthique d'un service public de la sécurité.

Engager une action résolue contre la délinquance et la criminalité sur ces bases suppose la transformation radicale d'institutions publiques qui ont été structurées pour protéger l'Etat plus que les citoyens, défendre l'ordre social plus que produire de la sécurité. On ne peut admettre aujourd'hui le maintien de cloisonnements entre la justice, la police, la gendarmerie, la douane, etc... qui se traduisent dans la réalité par des chasses gardées, une opacité dans l'action des services publics, des gaspillages, la démotivation des fonctionnaires et finalement un laxisme réel par rapports à des situations inacceptables.

● Les socialistes doivent ouvrir le débat et notamment dans la perspective des prochaines échéances politiques, être capables de proposer une alternative. Deux axes majeurs doivent inspirer nos propositions.

● Le premier axe concerne la relance de la rénovation des institutions publiques pour qu'elles soient effectivement engagées dans la réponse

aux attentes des citoyens, à travers la mise en œuvre d'orientations claires : par exemple garantir la présence des forces de sécurité dans des lieux et des moments où le besoin de sécurité est réel ou raccourcir les délais des procédures judiciaires. Cela suppose de renforcer au niveau local une capacité d'animation des services publics nationaux ou locaux autour d'objectifs concertés à travers une véritable planification de la sécurité. Il faut clarifier les responsabilités propres des différents partenaires publics ou privés qui concourent à la sécurité intérieure : il s'agit de déterminer davantage les rôles et les responsabilités aux niveaux local, régional et national. Ainsi, par exemple, au niveau national la charge de la sécurité intérieure (dans son sens global, c'est-à-dire incluant la sécurité civile), doit incomber à un ministre dont la responsabilité politique est clairement perceptible. La relation entre la justice et les forces de sécurité publique doit être fortement intensifiée. Il faut encore engager résolument la mise en place de services unifiés au niveau européen pour lutter contre des menaces communes aux pays de l'Union.

- La rénovation des institutions de sécurité doit permettre l'émergence de nouveaux comportements qui aboutissent à une relation contractuelle entre les services et les bénéficiaires du service public à travers l'affichage d'objectifs locaux, une transparence dans leur mise en œuvre (par exemple en direction des victimes), et à une évaluation publique des résultats atteints (par exemple à travers la publication régulière au niveau local d'indicateurs de résultats comme cela commence à être fait pour l'école) qui puissent permettre de rationaliser la répartition des ressources entre les missions.

- Tous les citoyens doivent pouvoir se reconnaître dans le service public de sécurité, cela suppose des recrutements représentatifs de la diversité de notre société, cela suppose également la mise en œuvre d'une mobilité d'une institution à l'autre pour faire tomber les préventions réciproques et une remise à plat des cartes d'implantation, notamment en matière judiciaire.

- Le second axe concerne l'intervention directe des citoyens. Il n'y aura pas de changements durables dans les institutions publiques s'il n'y a

pas un contrôle démocratique et une participation concrète, constante, des citoyens eux-mêmes, ni un recul de l'insécurité sans leur engagement.

- C'est pourquoi l'action pour la sécurité doit être le point de départ d'un renouveau de la citoyenneté et, à travers lui, de formes nouvelles de contrôle social.

- Les idées ne manquent pas : structures de médiation mises en œuvre par des citoyens, participation des citoyens à l'orientation de l'action locale et au contrôle des services de sécurité, mise en place de commissions de suivi des peines ouvertes aux citoyens, à nous de les traduire en projets en prévenant les risques à travers la recherche d'un vrai professionnalisme, mais sans nous laisser intimider par des blocages corporatistes.

- Pour élaborer ces projets, le Parti socialiste organisera, conjointement avec tous ceux qui partagent la volonté d'agir, des journées de la sécurité dans différentes agglomérations permettant de confronter les points de vue et de déboucher sur la mise au point d'un contrat d'actions pour la sécurité qui devra servir de base à l'action politique locale et nationale.

## SIGNATAIRES

Laurent CATHALA, Député-maire,

Bernard DELEPLACE, Robert OLIVIER, François REBSAMEN, membre du conseil national

*Ce texte a été rédigé en collaboration avec des camarades tenus par leur fonction à l'obligation de réserve*

# Retrouver la confiance des Français

Le Parti socialiste vit une des crises les plus importantes de son histoire. Nous avons perdu le contact avec la réalité quotidienne des Françaises et des Français qui nous ont fait confiance. L'échec aux législatives de mars 1993 a été confirmé, plus d'un an après, lors des élections européennes. Les électeurs de gauche n'ont pas disparu. Ils n'ont pas assuré le succès de la droite. Ils ont, tout simplement, refusé de nous apporter plus longtemps

leurs suffrages : soit ils ont choisi d'autres formations politiques progressistes, soit ils se sont abstenus.

Ce désaveu doit nous faire réfléchir. Les Etats généraux de 1993 devaient permettre d'ouvrir le débat, de nous remettre collectivement en cause et de mettre en place de nouveaux modes de fonctionnement et d'action. Rien n'a changé. Pendant ce temps, la droite a gouverné.

## LES CAUSES D'UN ÉCHEC

En 1981, les électeurs avaient voté pour que notre beau slogan "Changer la vie" devienne une réalité. La crise économique s'était installée, le chômage faisait de sérieux ravages et la politique conservatrice, menée alors, avait montré ses limites.

Notre large victoire a été le résultat de cette conjonction de facteurs.

La politique menée par les premiers gouvernements socialistes a, souvent, été critiquée depuis. Pourtant, elle constituait une première réponse aux interrogations de nos électeurs.

Les contraintes économiques ont conduit au changement radical de 1983. Il était utile. Il devenait indispensable d'assainir notre écono-

mie, et les décisions prises ont effectivement abouti à ce résultat.

Le décrochage avec notre électorat date pourtant de cette époque. Ce changement de cap n'a jamais été expliqué, il n'a jamais été franchement assumé. Le discours du parti et de ses principaux dirigeants s'est de plus en plus décalé par rapport aux décisions prises par le gouvernement : les actes ne correspondaient plus aux paroles.

Et, ce qui est beaucoup plus grave, le volet social qui aurait dû accompagner les décisions économiques n'a jamais été à la hauteur des espérances des Français. La bourse flambait, les profits financiers des entreprises s'envolaient et le chômage augmentait.

En 1986, les électeurs nous ont montré qu'ils n'étaient pas satisfaits, mais que nous conservions

une partie de leur confiance. En 1988, ils nous ont donné une deuxième chance. Certains ont cru qu'ils légitimaient ainsi les choix politiques les plus récents. C'était faux. Ils ne voulaient pas de la droite aux affaires et ils nous créditaient encore d'une capacité à transformer la société.

La sanction des législatives de 1993, confirmée aux européennes de cette année, prouve que nous avons épuisé notre capital.

Pendant toute cette période, nos débats internes, fort pauvres, ont été perturbés par une grande question métaphysique : le Parti socialiste devait-il être un parti "godillot" ou un parti "aiguillon" ? Sans nier l'intérêt d'une telle recherche, il est évident que les faits ont répondu pour nous : l'absence d'une ligne politique claire et d'un affichage affirmé d'ambitions concernant la vie quotidienne

des gens, la prédominance, de plus en plus forte avec le temps, des raisonnements macro-économiques tenus sans contrepartie sociale, la fascination exercée sur de nombreux ministres et responsables du parti par une élite technocratique dont le système de fonctionnement se moque bien des orientations politiques, ont inévitablement conduit à une coupure avec notre électorat.

De plus, la volonté unanimiste affichée à chaque congrès du parti, n'a pas franchement servi notre cause auprès de l'opinion. Les militants se sont sentis de plus en plus déchirés entre leurs convictions, la politique qu'ils devaient défendre et les réactions de la population. Le manque d'écoute à l'intérieur même du parti a participé également à leur démobilitation.

La vie interne du parti, réglée par l'organisation en courants, a montré ses limites. A l'origine, ils avaient été créés afin de permettre la réflexion, l'expression de sensibilités différentes et la représentation de chacune d'entre elles dans les instances du parti. C'est cela qui, dans les années soixante-dix, a fait notre richesse. Nous étions capables de rassembler des femmes et des hommes venus d'horizons différents, ayant des approches multiples des grandes questions de société. Ils travaillaient ensemble et ont ainsi construit nos succès électoraux.

Aujourd'hui, ce système a vécu. Les courants "d'idées" sont devenus en quelque sorte des organisations autonomes, qui ont leur vie propre et fonctionnent davantage par positionnement vis-à-vis d'un leader que par volonté d'exprimer des idées originales.

De plus, depuis des années, les rapports de force entre les différents courants ont été neutralisés par des synthèses de fin de congrès. Loin de nous avoir permis de nous renforcer, cette volonté d'apparaître unis et le souci de ne pas gêner l'action du gouvernement ont gommé tout ce qui faisait notre originalité et notre capacité à prendre en compte les aspirations des Français. Cette situation de féodalités perdure. Elle ne sert qu'à maintenir le pouvoir de quelques petits groupes parisiens. De nombreux militants nous ont quittés, ceux qui restent sont démotivés. Nous devons réagir.

## AFFIRMER NOS CONVICTIIONS

La vocation d'un grand parti de gauche, comme le Parti socialiste, est de transformer la société. Toute notre histoire s'est construite sur cette volonté. Il ne s'agit naturellement pas d'attendre et d'organiser un quelconque "grand soir", il faut au contraire agir, quotidiennement parfois, sur de grands dossiers, souvent sur de petites choses, pour que la société évolue sans cesse vers plus de justice et plus de solidarité.

Depuis un an et demi, la droite gouverne. Elle fait la politique pour laquelle elle a été élue, sans

états d'âme. Limités dans leurs ambitions libérales par la présence du président de la République, le gouvernement Balladur et sa majorité conservatrice n'en ont pas moins développé leurs propres objectifs de régression dans le domaine social, économique, des libertés publiques ou individuelles.

Les décisions prises vont toutes dans le sens d'une société toujours plus inégalitaire, où les plus faibles, les plus démunis, sont les premières victimes. Qu'il s'agisse des lois Pasqua sur la nationalité, de la remise en cause de dispositions du code du travail ou des systèmes de protection sociale, de l'aide massive aux entreprises sans contrepartie pour l'emploi, de la modification de l'équilibre public-privé dans le domaine scolaire...

Principale force d'opposition, nous n'avons pas encore su trouver notre place, ne réagissant que mollement à ces décisions ou en accompagnant des mouvements qui nous avaient un peu échappé: 1995 sera une année décisive pour l'avenir de notre pays. Les élections présidentielle, municipales et peut-être législatives mettront en place les responsables qui assureront la transition vers le prochain millénaire.

La partie est loin d'être jouée. Les électeurs de gauche sont prêts à se mobiliser si tant est qu'on leur propose une perspective crédible et des engagements responsables.

Notre devoir aujourd'hui est de clairement nous positionner sur nos valeurs et de définir un projet d'avenir qui prenne en compte les aspirations de toutes celles et de tous ceux qui se reconnaissent dans la gauche. Nous devons retrouver notre capacité d'indignation, de révolte contre les injustices qui perdurent dans notre société française, mais aussi à l'échelle internationale où les écarts se creusent chaque jour un peu plus entre pays riches et pauvres.

## MODERNISER NOTRE STRUCTURE

Notre congrès doit tirer les leçons du passé récent, tant sur le plan des axes politiques à défendre que sur la manière de gouverner. Il doit aussi engager une profonde réforme de ses structures internes et son mode de fonctionnement.

Nous avons vu que le système des courants traditionnels ne correspondait plus à la période actuelle. Il faut donc le supprimer.

L'un de nos objectifs est de redonner la parole à nos militants, un autre est de nous ouvrir à nos sympathisants. Pour y parvenir, il faut que notre fonctionnement retrouve les voies d'une plus grande démocratie.

L'échelon pertinent pour cela est sans aucun doute celui des fédérations. Il permet à la fois de rassembler un nombre important de militants et de rester proche de la réalité quotidienne du terrain.

Nous devons donc renforcer le rôle des fédérations en leur donnant de nouveaux moyens

financiers et une responsabilité plus grande dans les décisions quotidiennes de la vie d'un parti politique, qu'il s'agisse de formation, de propagande ou de toute action nécessaire à la reconquête de notre électorat.

Le "national" doit être le garant de notre ligne politique. Il doit permettre de faire évoluer notre réflexion et être à l'écoute des grandes évolutions de notre société et du monde qui l'entoure. Il doit assurer un relais efficace entre les différentes fédérations, mais ne plus être le centre unique de décision. Nous avons voulu la décentralisation pour les collectivités locales, nous devons mettre un terme au jacobinisme de notre parti.

Les responsables, à tous les niveaux, doivent être élus par la collégialité des militants.

Les militants doivent adhérer dans les sections correspondant à l'endroit où ils sont inscrits sur les listes électorales. Cela évitera bien des manipulations qui aboutissent, quelquefois, à ce qu'il y ait plus de militants inscrits dans une section que de bulletins socialistes dans l'urne au soir de l'élection.

Il faut également lier davantage l'action de nos élus locaux et nationaux à la vie interne de notre parti. Nous devons, en effet, nous appuyer plus que par le passé sur les collectivités locales que nous dirigeons. C'est là que nous exprimons au quotidien notre philosophie politique. Les décisions qui sont prises touchent directement la vie des gens.

Dans une période où les Français rejettent de plus en plus ce qu'ils considèrent comme politique, il est essentiel de valoriser nos idées et nos convictions par des actions concrètes.

C'est à ce prix que nous redonnerons au Parti socialiste l'audience qu'il n'aurait jamais dû perdre.

## RASSEMBLER LA GAUCHE

Le Parti socialiste a vocation à rassembler la gauche. Toutes les victoires électorales des forces de progrès ont été possibles grâce au rôle principal qu'il a su jouer.

Nous devons donc nous retrouver rapidement nous-mêmes pour recréer cette forme d'attraction qui a parfois changé le cours de l'histoire.

Les forces de gauche existent. Elles sont éparpillées, à la recherche d'un projet catalyseur. Leur rassemblement est possible. Il peut se réaliser à l'occasion de l'élection présidentielle, moment privilégié d'affrontement des projets de société. Le candidat que nous soutiendrons, qui sera issu de nos rangs, portera les espoirs d'une majorité de Français qui souffrent d'une réalité où dominent les difficultés, l'exclusion et l'absence de perspectives.

Notre congrès doit être capable de répondre à toutes ces interrogations, sans démagogie, ni excès d'optimisme, mais avec sérieux et détermination.

## SIGNATAIRE

Lucien WEYGAND

# La pratique de nos valeurs fonde notre avenir

**La répétition de congrès rend perplexes bon nombre de militants. Celui de novembre fait naître la peur d'un Rennes-bis, non par crainte du débat mais plus par rejet d'habiles jeux tacticiens qui échappent au plus grand nombre.**

Les militants sont dans le doute et ne comprennent pas pourquoi le texte du dernier congrès du Bourget, adopté par une large majorité, est devenu subitement obsolète.

Est-ce un texte qui nous a fait perdre les élections européennes ? C'est à croire que celui-ci était mauvais et que des millions de Français en auraient

pris connaissance... Depuis Rennes, que d'écrits, que de conventions, que de bonnes formules ; mais aussi quid de nos pratiques ?

Or, si nous subissons une perte de confiance chez nos électeurs, si malgré nos textes l'érosion électorale persiste, c'est sans doute par manque de lisibilité de notre ligne politique mais aussi en raison du fort décalage entre notre discours et notre pratique.

Comment retrouver cette crédibilité perdue ?

Comment faire pour arrêter l'hémorragie de militants qui nous quittent plus pour des raisons de comportements internes que suite à des échecs électoraux ?

## **R**ESPECT DE NOS VALEURS ET DE NOS RÈGLES INTERNES

L'évolution de nos pratiques est édifiante, depuis Rennes, notre parti et ses fédérations ont perdu beaucoup de leur autorité, la plupart du temps dans l'incapacité chronique de faire respecter les décisions. Pire encore, peu de fédérations osent imposer le simple respect de nos statuts ! De cela, nous souffrons tous. On incrimine beaucoup les courants, ils ne sont pas responsables de tous nos maux.

## **L**E PARTI SOCIALISTE NE PEUT ÊTRE UN ESPACE DE NON-DROIT

On ne peut accepter des pratiques contraires aux intérêts du parti et en flagrante contradiction avec nos valeurs. La défaite de 1993 devrait pour le moins nous servir d'exemple.

Si l'enjeu principal du prochain congrès reste la redéfinition de notre ligne politique, on peut aisément imaginer que cela ne suffira pas à regonfler le moral des militants. Un autre enjeu primordial pour beaucoup de sections sera l'affichage et la

mise en œuvre de notre volonté à faire respecter nos décisions internes, à appliquer notre règle commune c'est-à-dire nos statuts.

Utopie, rêve, face à la dure réalité du terrain politique ?

Mais alors que sommes-nous devenus si dans nos propres rangs nous avalisons l'injustice ? Ce n'est pas parce que cela fait recette, mais parlons franc, parlons du problème connu de tous, celui de certains élus. Ils le sont grâce au parti et certains au lendemain de leur élection oublient le simple geste de justice et de solidarité : verser aux instances leurs cotisations d'élus. La Meurthe-et-Moselle est, paraît-il, un des départements où les élus cotisent le mieux. Bel exemple, quand on sait qu'en fin d'exercice budgétaire il manque 50 % des recettes programmées.

Et dans le même temps, on apprend qu'il faut vendre notre siège !!! Bonjour la solidarité avec un parti qui nous a fait confiance. Si notre parti a besoin de ses élus, ceux-ci ont un devoir de réciprocité et de respect.

En l'état actuel, près de la moitié de nos élus ne pourront pas être candidats à la candidature pour les élections municipales (les statuts). Le parti aura-t-il la volonté de faire respecter notre droit interne ?

Que dire de dignes représentants des sensibilités siégeant et votant au conseil national sans au préalable acquitter leurs dettes... Où allons-nous ? pourquoi les militants devraient-ils suivre ?

De ces pratiques, hélas maintenant courantes, naît l'écoeurement des militants, ceux-ci envisagent de plus en plus de quitter le parti si notre ligne de conduite n'est pas clarifiée.

## **R**ESTAURER LA CONFIANCE EN INSTAURANT LA TRANSPARENCE

Il n'est que temps d'écouter les militants, d'appliquer les conclusions des Etats généraux, d'arrêter de flatter les camarades la veille d'un congrès.

Il est urgent de redresser la barre. Il appartiendra aux responsables du parti et à ses élus de restaurer la confiance en instaurant la transparence. Le sempiternel silence, la loi de "l'édredon" nous tuent à petit feu.

Pas question d'une grande lessive, ni l'attente du "grand soir". Les militants attendent la pratique quotidienne de l'éthique retrouvée dans le respect des valeurs qui fondent le socialisme.

## SIGNATAIRE

René MANGIN, membre du conseil national

# Renouveler nos idées pour faire vivre nos valeurs

Croire que l'on a quelque chose à dire aux autres qui vaille publication peut être considéré par certains comme excessivement prétentieux.

Comment, cependant, vouloir rénover ce parti sans remettre en cause le monopole de l'expression, détenu par les "éléphants" ?

**N**ous avons connu deux échecs électoraux qui ont exprimé la déception d'une partie de notre électorat en 1986 sur le plan économique (écart entre les promesses et les réalisations), et en 1993 sur le plan moral (écart entre nos valeurs et les "affaires"). Nous avons semblé perdre d'abord notre idéologie, puis notre éthique.

**Aujourd'hui, deux dangers nous guettent :** celui d'une réédition du discours traditionnel remettant à l'honneur les propositions les plus irréalistes, en oubliant qu'entre temps nous avons gouverné et que la virginité perdue jamais ne se retrouve, et celui, au nom de la "modernisation" de notre doctrine, d'un alignement quasi complet sur les thèses libérales, comportant la remise en cause des acquis sous couvert de justice sociale et de soutien aux exclus, et simplement corrigées dans un certain nombre de domaines ayant tous en commun de n'être pas économiques. Il est nécessaire d'éviter ces deux écueils.

**Nous devons renoncer à la tentation du retour à une conception pseudo-idéaliste de la politique ayant vocation à "faire rêver",** car les plus beaux rêves font généralement les réveils les plus douloureux... Nous devons, au contraire, comprendre enfin -ce qui ne va pas de soi dans ce pays qui affectionne l'enflure verbale- que la politique doit toujours être recherche de solutions concrètes à des problèmes concrets.

Entre le conservatisme, qui est sanctification du présent comme poursuite d'un passé validé par sa durée, et l'utopisme, qui est illusion du "tout est possible", il y a place pour la lucidité de l'esprit et la générosité du cœur.

Ce n'est pas parce que nous avons fini par céder à la pression idéologique ambiante et par tomber dans une forme d'opportunisme, que nous devons aujourd'hui oublier cette "culture de gouvernement" qui doit, au contraire, être intégrée à notre démarche de renouvellement indispensable. Si elle a fait parfois de la bonne littérature, l'utopie (qui est "le lieu qui n'existe pas") ne peut être un guide pour l'action.

**Le peuple de gauche ne veut pas être bercé d'illusions.** Il veut être traité en adulte ; il veut qu'on lui parle vraiment vrai ; il attend qu'on lui dise franchement et clairement ce que l'on peut et donc ce que l'on va améliorer dans sa vie, et comment on va le faire, pas qu'on lui promette de la changer.

Beaucoup d'entre nous veulent redonner aux militants une importance qu'ils ont perdue au profit de l'énarchie. Mettant en application cette excellente résolution, j'ai rédigé, modeste Premier secrétaire d'une toute petite fédération, une contribution qui n'a pas d'autre ambition que celle d'apporter quelques éléments à la réflexion collective.

**Mais si la politique ne détient pas les clés d'un nouveau paradis terrestre, elle n'est pas pour autant impuissante.** C'est pourquoi il faut délimiter avec précision le champ du possible et le champ du nécessaire qui ne coïncident que rarement ; ensuite il faut se battre avec détermination pour réaliser le maximum de ce que l'on a promis, en expliquant franchement pourquoi on n'a pu tout faire (changement de situation, faiblesse du rapport des forces...).

Afficher une ambition trop forte en espérant entraîner plus facilement l'adhésion, c'est préparer le terrain à la déception. Et la chute alors est d'autant plus dure que l'on tombe de haut.

A l'inverse **la gauche ne peut se contenter d'exercer le pouvoir simplement pour gérer le système,** même si elle le fait autrement que la droite l'aurait fait, ce qui n'est pas visible sur le moment. Ce n'est pas pour cela qu'elle est élue et sur cela qu'elle est jugée. Pour irritant et injuste qu'elle paraisse, la popularité de Balladur -qui n'a fait mieux ni au plan économique ni au plan social- nous le confirme.

**Notre objectif doit être simple : étendre les bienfaits du progrès (scientifique, technique, économique...) au plus grand nombre et le plus vite possible. C'est d'abord cela la justice sociale.**

Le progrès implique un accroissement et une meilleure répartition des richesses. **Il ne peut y avoir progrès social sans développement économique.** Nulle part, malgré les vieilles illusions tiers-mondistes, la pauvreté n'a amélioré la justice. C'est parce que les forces productives ont connu une évolution considérable que les luttes ont pu contribuer à l'amélioration des conditions de vie, à l'instauration de la démocratie, à l'émancipation des femmes.

Nous ne pouvons plus nous offrir le luxe d'interminables circonlocutions pour éviter de reconnaître ce qui, aujourd'hui, crève les yeux : **l'économie de marché a prouvé son efficacité dans la production des richesses** parce qu'elle s'est mise en place progressivement, en bas, à partir de mécanismes strictement économiques alors que les économies administrées, toujours liées à des régimes totalitaires, ont été imposées d'en haut, par décret, à partir de diktats politiques.

**Le PS a eu raison (y compris contre le PC en 1978) de considérer la solidité de l'économie**

**comme la condition nécessaire d'une politique sociale** et de mener une action d'assainissement de l'appareil productif que Pierre Bérégovoy a symbolisée.

La désinflation compétitive, en tant que refus du recours traditionnel à l'inflation-dévaluation comme dopant, doit être hautement revendiquée comme un acquis. Elle n'impliquait pas certaines concessions idéologiques telles que la décision souveraine, prise par François Mitterrand, de stabiliser les prélèvements obligatoires dont le niveau prétendument excessif est considéré, par l'orthodoxie libérale, comme un frein à l'initiative individuelle.

Mas si elle est efficace, ce que nous hésitons encore trop souvent à reconnaître franchement, **l'économie de marché est aussi source de renforcement des inégalités.** Nous le savons depuis longtemps et c'est pourquoi notre doctrine est fondée sur la nécessité d'une politique volontariste de redistribution des richesses, de renforcement des moyens de défense des travailleurs, de correction de certains excès ou insuffisances du marché, par l'intervention de l'Etat, la planification, la fiscalité, les lois sociales, etc... On peut simplement regretter que nous ayons parfois été un peu timorés dans l'application de ces principes.

Alors ne soyons pas frileux sur ce point et **revendiquons clairement l'interventionnisme.** Seuls les théoriciens libéraux manifestent, dans leurs écrits, une confiance totale dans les vertus illimitées du marché. En pratique l'interventionnisme domine : les lois anti-trusts, comme le refus opposé par un commissaire européen à une compagnie aérienne d'en absorber une autre, sont bien des manifestations de défiance à l'égard du marché.

**Et ne nous laissons pas ligoter par la logique d'une construction européenne** que, nous l'impulsion de François Mitterrand, nous avons, plus que tout autre, contribué à faire avancer parce qu'elle nous paraissait la solution aux problèmes qui nous assaillaient (rappelons-nous les millions d'emplois que l'Acte unique devait automatiquement créer). Nous avons suffisamment donné en sacrifiant, sur l'autel de cette construction, plusieurs de nos idées : contrôle des changes et de la monnaie, fiscalité des revenus du capital, services publics, etc...

Ne laissons plus accréditer l'idée que l'attitude à l'égard de la construction européenne est la pier-

re d'achoppement essentielle de la confrontation politique, la ligne de partage fondamentale entre progressistes et conservateurs.

**Redevenons exigeants sur le contenu de la politique européenne qui ne doit plus être considérée comme un bien en soi.** Refusons l'abandon d'un certain nombre de moyens, d'instruments, de secteurs, proposés au nom d'une idéologie qui sanctifie le marché au point de vouloir l'imposer partout, aujourd'hui dans les transports, demain dans la protection sociale et ensuite (pourquoi pas ?) dans l'enseignement.

**Méfions-nous de même du thème éminemment et dangereusement consensuel de la "priorité à la lutte contre le chômage"** qui peut ancrer dans les esprits l'idée que tout doit être fait pour réduire le chômage, ce qui peut préparer le terrain à la mise en œuvre des politiques de déréglementation, de baisse des salaires, de démantè-

lement de la protection sociale. Rappelons au contraire que nous inscrivons notre action dans la perspective du progrès social, dont l'emploi est une des dimensions les plus importantes, mais pas la seule.

Affirmons clairement que le conservatisme -parfois rassurant- est sans avenir, même s'il apparaît comme la position d'attente d'un Balladur rendu prudent par quelques alertes dangereuses à quelques mois de l'échéance capitale. **Proclamons hautement que la lutte opposera désormais -et ce sera l'enjeu de mai prochain- ceux qui veulent améliorer la condition populaire et ceux qui sont prêts à programmer la régression sociale : les progressistes et les conservateurs.**

C'est en nous battant sur des idées renouvelées, nées de la réflexion et de la pratique, et seules capables de faire vivre nos valeurs de toujours,

que nous préparerons une remontée de notre influence. Le courant dominant ces dernières années nous a été défavorable. Il a fallu ramener sans parvenir à remonter le fil. Mais nous sommes toujours là, debout et prêts au combat. Innombrables sont les visionnaires qui ont prédit des bouleversements définitifs et que l'histoire, dont le vent change vite, s'est chargée de démentir cruellement.

**Le libéralisme commence à montrer ses limites. La potion magique n'a plus seulement le goût de l'amertume, elle prend de plus en plus l'apparence de l'impuissance. A nous d'être prêts, c'est-à-dire de nous préparer. Sachons conjuguer la rigueur intellectuelle et l'intégrité morale, qui sont les deux versants de cette honnêteté sans laquelle nous n'avons aucune raison d'être. Retrouvons la confiance en nous et nous retrouverons la confiance des autres.**

## SIGNATAIRE

Jean-François PROFIZI, Premier secrétaire de la fédération de la Corse-du-Sud.

# Urgences pour l'avenir

Le fondement de toute politique devrait être d'anticiper l'avenir. C'est pourtant le sentiment inverse qui prédomine aujourd'hui. Rien ni personne ne semble plus proposer d'autres voies que celles que dictent les enquêtes d'opinion et l'air du temps. Plutôt que l'art de faire des choix, la politique est devenue l'art de s'en extraire, un art codé, inaccessible. Seuls les connaisseurs s'y retrouvent.

■ La politique exige le courage et la continuité. Par nature, parce qu'elle hiérarchise les priorités, elle ne peut satisfaire toutes les revendications. Pour répondre aux urgences elle doit imposer des choix. Là encore parce que la peur de déplaire, de heurter une clientèle réelle ou supposée l'emporte sur toute considération, c'est un autre discours qui triomphe : celui de la fatalité économique qui impose ses choix et celui de l'impuissance politique.

■ Si rien ne change, pour la première fois dans l'histoire du XXe siècle une génération peut légitimement penser, au moment où elle aborde son entrée dans la vie active, que rien n'est prêt pour l'accueillir, que son avenir est plus noir que le présent de ses parents et que son histoire risque de s'écrire au milieu des détresses et des violences.

■ 1974-1994 : vingt ans. Le bel âge dit-on, alors que, plus que jamais, c'est celui où l'on veut tout et où l'on a rien. Pire encore pour cette génération : celui où l'on risque de connaître la régression.

■ C'est cette situation d'avenir hypothéqué qu'est venu rappeler de manière brutale le CIP d'Edouard Balladur. Même l'investissement scolaire ne garantit plus l'accès et l'intégration dans la société.

■ Cette situation n'est pas celle que lègue le hasard, ni même celle qu'imposeraient d'hypothétiques cycles où alterneraient avancées et reculs. Elle est la conséquence directe de ruptures que les gouvernements successifs n'ont pas voulu regarder en face :

- Le choc du chômage : le cancer de l'exclusion, la destruction des solidarités, la remise en cause des droits sociaux.

- Les effets pervers de la déflation : une société bloquée où les détenteurs du patrimoine triomphent contre les innovateurs et les nouveaux arrivants dans la société.

- Tchernobyl : le progrès technique non maîtrisé, l'incertitude de laisser à nos enfants une planète viable, la prise de conscience de l'écologie.

- Sida : même l'amour n'est plus à l'abri.

- Sarajevo : le retour de la guerre sur notre continent. Notre lâcheté, la négation de la raison d'être de l'Europe, la défense d'une civilisation bâtie en tout premier lieu sur la liberté et la démocratie.

- La protection sociale menacée : rien de garanti pour demain. La peur d'une société sans solidarité collective.

■ L'ampleur du tournant politique de 1983, la chute du mur de Berlin en 1989, la défaite de mars 1993, sont autant d'événements qui auraient dû amener à une remise en cause radicale de la pensée et des modes d'action des socialistes.

■ Les textes, les appels, les remises en cause n'ont pas manqué mais les pratiques politiques n'ont pas évolué.

■ Le PS s'est replié sur ses débats internes. Les socialistes, incapables de rebondir collectivement, ont laissé chaque sous-sensibilité se partager, au détour de chaque retournement d'alliances, les parts d'un gâteau qui lui-même se rétrécit de scrutin en scrutin.

■ Pour regagner des parts sur le marché interne toutes les hypocrisies sont de retour. Après avoir goûté au consensualisme la vérité serait désormais dans le "coup de barre à gauche", hypocrisie de ceux qui justifient leur politique par les contraintes économiques et qui portent aujourd'hui le discours "à gauche toutes..." Pourtant, qui peut penser sérieusement que l'on puisse retrouver le pouvoir uniquement en s'opposant mécaniquement. Une fois la victoire acquise les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

■ Le PS a mieux à faire que de renouer avec la tradition tenace du molletisme ou de rêver à sa rénovation tout en acceptant le système des baronnies qui veut que la politique du parti ne soit que la simple addition des discours locaux sans cohérence politique. Un discours au niveau local, un autre au niveau national.

■ Avec de tels raisonnements et agissements, les passages au pouvoir des socialistes sont destinés à n'être que des accidents de l'histoire.

Pour combattre efficacement cet art du double langage, il faudra toutefois mieux qu'un discours faussement rénovateur qui est le vernis de la nouveauté sans les couleurs de l'innovation.

■ Pour revenir au gouvernement et diriger le pays durablement il faudra plus que des batailles d'appareils, vides de sens, menées par des courants dépassés.

■ En cinq ans le PS est passé de 37 à 15 % des voix. L'ampleur de cette défaite a privé quiconque de la légitimité de se poser en sauveur

ou en rénovateur. L'humilité et le travail collectif sont les seules voies de l'avenir.

■ Urgence face à la crise d'avenir de notre société, urgence face à la faillite des pratiques politiques, ces deux constats nous amènent à engager ensemble le combat pour le droit à l'avenir.

■ C'est pourquoi, nous avons décidé de prendre la parole et d'inscrire notre démarche dans des choix collectifs, de refuser le service aveugle de tel ou tel clan pour redevenir des militants pleinement responsables de leurs choix.

## QUE VIVE LA GAUCHE

La gauche dans toutes ses composantes aspire à de nouveaux combats. Pour pouvoir les porter, elle doit penser à rénover les outils qui lui permettront à la fois de peser dans les débats qui agitent la société et de reconquérir le pouvoir d'Etat. En bref, la gauche doit être un véritable acteur de la transformation.

### ÊTRE DE GAUCHE

Il n'y aura aujourd'hui de réel renouveau qu'à la condition que la gauche ne se redéfinisse pas à l'unique source de son histoire, l'histoire dans laquelle toutes les femmes et les hommes qui se sentent appartenir au camp de la transformation sociale ne se reconnaissent pas. La gauche doit savoir faire son travail de deuil sur elle-même afin de renaître.

Elle ne peut plus se laisser enfermer dans des définitions tenant en 110 propositions, dix valeurs, ou bien dans l'acceptation résignée des logiques économiques qui gouvernent le monde. Le projet d'une société de gauche idéale n'est qu'un leurre. Il n'y a pas de société de gauche en soi.

Il n'y a que des sociétés traversées par des contradictions, des progrès qui ne le sont pas pour tous, des nouveaux dominants qui imposent leurs valeurs financières, culturelles, politiques et intellectuelles à de nouveaux dominés.

Tous les acteurs de la gauche doivent accepter d'identifier leur sort à celui de Sisyphe.

Il n'y a pas de but ultime à atteindre, il n'y a qu'un rocher qui retombe inlassablement du sommet auquel on le mène. L'essentiel est le chemin, l'essentiel est le combat.

Il n'y a pas de définition intemporelle de la gauche, il n'y a que des choix, des positions et des attitudes de gauche.

Être de gauche n'est pas seulement être un homme de progrès, c'est aussi s'interroger sur le progrès. La robotisation est une avancée technologique formidable mais pose le problème du travail et du temps libéré. Le nucléaire aboutit au mieux à l'énergie propre pour tous, au pire à Tchernobyl et Hiroshima.

La génétique progresse et permet l'espoir de guérison pour des maladies hier incurables mais elle inquiète en permettant des manipulations qui hier encore étaient considérées comme relevant de la science fiction.

Être de gauche dans ces cas revient à maîtriser le progrès, à lui donner un sens.

La gauche est une éthique qui se fonde dans la volonté permanente de dépasser l'existant, c'est-à-dire les privilèges acquis.

### LA POLITIQUE AU CŒUR DE LA CITÉ

La gauche de demain a besoin d'un nouveau type de mouvement politique. Finis les partis construits et gérés sur le modèle militaire où l'activisme interne prend inévitablement le dessus sur le militantisme au cœur de la cité.

Notre objectif est de fédérer dans un même mouvement tous les réseaux qui, à travers des formes multiples d'engagement, partagent le même combat pour un monde plus juste.

Dans tous les réseaux la règle qui doit prévaloir est celle du contrat librement accepté, définissant les objectifs, les échéances, les règles de fonctionnement, les droits et les devoirs de chacun.

C'est cette logique du contrat garantissant les solidarités et respectant la liberté des individus qui doit être la pierre angulaire d'un nouveau mouvement.

Un parti ouvert sur l'extérieur, un parti démocratique et décentralisé, donnant à chacun, militants chevronnés et simples adhérents, les mêmes droits à choisir ses dirigeants et candidats, un parti réseau de solidarité et d'échange de savoir, faisant le pari de la formation de ses adhérents, un parti renouant avec les traditions de l'éducation populaire et menant les batailles d'idées au cœur de la cité, voilà le défi que nous voulons relever.

Car nous croyons à l'action collective, à la force des grandes organisations quand elles savent s'adapter à leur environnement.

Car nous croyons à un mouvement dans lequel on peut vivre ses idées, où souffle le vent de la foi de militer ensemble et de l'amitié retrouvée.

Car nous croyons qu'un grand mouvement peut être un acteur essentiel de la transformation sociale puisque tout changement commence par une victoire politique, une victoire dans l'opinion sur les idées.

### UN RENOUVEAU DE TOUTE LA GAUCHE

Le PS qui, un temps, a pu rêver d'être à lui seul ce parti et occuper seul l'espace politique à gauche, ne peut conserver de telles prétentions.

Tout au plus peut-il espérer trouver en lui-même les forces d'une rénovation. Mais les limites d'une telle entreprise sont connues. Entre mars 1993 et juin 1994, les électeurs n'ont pas rejoint la vieille maison. Ce résultat est certes celui d'une campagne qui n'a pas su ou pas pu trouver

son rythme, mais, au delà, il démontre ce que chacun perçoit intuitivement : la gauche est moins en attente de rénovation que d'innovations.

Toutes les formations de la gauche sont en crise. Personne ne défendra sérieusement que les foules se pressent pour adhérer. La gauche militante c'est aujourd'hui 60.000 adhérents pour le PS, 5.000 pour le MRG et à peu près la même chose pour les différents mouvements écologistes. Elle est à la fois divisée et affaiblie.

Pourtant, mis à part le PCF qui a choisi un splendide isolement, cet émiettement n'est plus le pendant de désaccords idéologiques profonds. Les écologistes sont enfin sortis de l'impasse du ni droite ni gauche. Les socialistes ne mythifient plus le progrès technique. Les radicaux ont retrouvé une ambition mais pas une identité politique propre. Les discours sont voisins, ils ne justifient pas que chacun cultive son pré-carré jusqu'à ce que mort s'en suive.

L'unité pourrait peut-être se réaliser dans une fédération. Dans cette hypothèse le risque est grand qu'elle ne soit qu'une coalition d'appareils jaloux de leurs prérogatives, régnant en maîtres sur la superstructure, profitant de l'opacité des négociations interpartis pour retrouver le pouvoir concédé aux militants et sympathisants. La gauche mérite mieux qu'une machine à répartir les investitures.

La fédération peut aider la gauche à retrouver le pouvoir mais pas à transformer en profondeur la société.

Pour pouvoir réformer durablement il faut aller plus loin en permettant de retrouver dans un même parti, les actuels adhérents des partis de gauche mais aussi tous ceux qui ont quitté tout engagement politique, les animateurs du mouvement social, celles et ceux qui font vivre le mouvement associatif, en bref tous ceux qui ne se résignent pas et qui veulent contribuer au renouveau de la gauche.

En 1971, à Epinay, le NPS héritier de la SFIO a su s'ouvrir pour se réinvestir dans un ensemble la dépassant. Aujourd'hui c'est au Parti socialiste de dépasser la force des habitudes et des conservatismes pour choisir de participer à la fondation d'un grand parti du mouvement. La dynamique de la campagne présidentielle doit permettre d'engager ce processus.

### UNE NOUVELLE ÉTHIQUE POLITIQUE

Mais un parti de toute la gauche, un parti du mouvement et des citoyens, cela suppose une autre façon de faire de la politique.

Il n'est plus temps de réserver la décision politique à une élite. La délibération collective et le contrôle démocratique des choix politiques sont les seules garanties contre les bradeurs d'avenir. Cela passe par la limitation drastique du cumul des mandats, l'accès du plus grand nombre aux responsabilités par la formation et le statut de l'élu.

Les discours n'ont plus de sens qu'à l'aune des comportements personnels et collectifs. En lieu et place des dogmes anciens nous nous donnons deux guides de la crédibilité politique : l'exemplarité et l'expérimentation.

Parler vrai et agir juste, faire ce que l'on dit et dire ce que l'on fait, rendre le pouvoir à ceux qui l'ont confié, voilà ce qu'est pour nous la politique autrement.

## **LA GAUCHE ET LE MOUVEMENT SOCIAL : DE L'INSTRUMENTALISATION AU CONTRAT**

Mais nous savons aujourd'hui qu'il ne suffit pas de conquérir le pouvoir politique pour changer la vie. C'est de la mobilisation et de la mise en mouvement de l'ensemble de la société, de la construction d'un rapport de force que dépend la possibilité d'inscrire des réformes dans la réalité. Le mouvement social est donc le partenaire obligé de toute politique de changement.

Entre les socialistes et le mouvement social, le contentieux est immense. Utilisés, instrumentalisés dans les années soixante-dix pour conquérir le pouvoir, méprisés, affaiblis par la gauche de gouvernement, les syndicats et les associations sont aujourd'hui très méfiants.

N'a-t-on pas vu ces dernières années des courants du PS considérer tel ou tel syndicat comme leur propriété ou prendre d'assaut une petite ONG ? Ces pratiques moyenâgeuses ont discrédité les socialistes.

Nous devons retrouver les voies d'un contrat avec le mouvement social, d'un contrat reposant sur l'indépendance de chacun, sur le renforcement du rôle des syndicats et des associations, sur une clarification des positions des socialistes sur les principaux dossiers sociaux : lutte contre le chômage et réduction du temps de travail, avenir de la protection sociale, droits des salariés, défense des services publics.

Quels que soient les avatars de la gauche de gouvernement, le mouvement social continue à défendre au quotidien les valeurs qui sont les nôtres. Sa vitalité et son autonomie sont donc pour nous plus qu'un principe, une nécessité pour préserver les chances de transformer la société.

La gauche qui revit est pour nous synonyme d'un combat qui reprend. Nous refusons le fatalisme d'une société qui s'enfonce dans toujours plus d'exclusion, d'individualisme, de violence et de négation de l'avenir.

Pour redonner sa chance à un avenir meilleur que celui que l'on nous prépare aujourd'hui, nous voulons être les combattants des grands enjeux que nous pensons être les clés de ce rétablissement du droit à l'avenir qui est au

cœur de notre démarche. Gagner sur les idées pour rendre à la gauche une identité féconde voilà l'objectif que nous nous donnons. La gauche ne manque pas de projets sectoriels, elle manque de sens, de conviction, d'ambition collective autour desquels puissent se rassembler les énergies.

## **RENDRE UNE CHANCE À DEMAIN**

Parce que nous souhaitons que la gauche tout entière puisse se rassembler autour d'un projet commun, notre objectif n'est pas ici d'exposer un programme mais de proposer des principes, des éléments d'identité autour desquels nous pensons que peut se faire cette refondation.

Nous refusons la fatalité d'un monde, d'une société, d'une vie quotidienne dont la marche est dictée par la seule logique financière.

Contre les errements des révolutionnaires, les réformistes ont depuis un siècle montré qu'il était possible dans une économie de marché de choisir collectivement son avenir.

Nous y croyons toujours, encore faut-il que l'effort de la gauche porte sur les clés de cet avenir et retrouve son efficacité en s'exerçant au niveau où se joue cet avenir qui est devenu international.

Cela suppose pour la gauche de renoncer à une pensée qui symbolise le monde d'hier.

La démarche réformatrice n'est pas la fidélité à des dogmes du monde passé mais la capacité à inventer les réponses aux questions invariables que se pose l'homme de gauche dans le monde dans lequel il vit : comment construire un avenir meilleur, plus juste et plus solidaire ?

Changer de pensée, c'est retrouver le monde et donner une chance à l'avenir.

## **LE DROIT D'INGÉRENCE : POUR UN HUMANISME À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE.**

Deux logiques dirigent le monde : celle d'une économie mondialisée, celle de la confrontation des Etats-nations.

Toutes deux s'imposent aux individus qui en subissent les conséquences. La faim, la guerre et la dictature sont les enfants de ce couple infernal. Nous savons aujourd'hui que le développement, l'équilibre écologique, la paix, les droits de l'homme, sont un patrimoine collectif et que notre avenir se joue aux quatre coins de la planète.

Si cette conscience planétaire ne se traduit pas par une véritable organisation collective de la planète, c'est parce que face aux Etats-nations et à la logique économique, il n'y a pas d'individus fédérés défendant collectivement leurs droits et leur avenir.

Nous tenons dans ce constat une motivation supplémentaire à organiser notre action politique à l'échelle de la planète.

Mais la pierre angulaire d'une planète solidaire a un nom : le droit d'ingérence, débouché politique et juridique de la mobilisation des individus contre la dictature des Etats et de l'économie.

Humanitaire, démocratique, écologique, économique et social, le droit d'ingérence est l'arme des citoyens et des peuples, l'arme dont a besoin l'opinion publique pour contraindre les Etats.

La force de l'opinion, l'action militante à l'échelle du monde ont fait tomber l'apartheid.

A nous d'arracher la victoire du droit d'ingérence dont doivent découler les instruments d'une solidarité planétaire qui rétablissent les chances de l'avenir : une ONU dotée de moyens autonomes d'intervention et d'une nouvelle charte, une véritable et équitable organisation mondiale de la monnaie et du commerce.

## **LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE POUR RETROUVER LE SENS DE LA POLITIQUE**

Contre les archaïsmes de l'ancien régime, la Révolution française avait créé la politique à l'échelle de la nation.

Contre les égoïsmes du libéralisme et le réveil des nationalismes, il nous revient de construire la politique à l'échelle de l'Europe.

Face aux défis planétaires évoqués ci-dessus, la dimension européenne est la seule qui permette de mener les combats de la gauche.

Parce que seule l'Europe peut nous rendre la possibilité d'une politique économique, parce que seule l'Europe nous permet d'agir collectivement sur l'avenir de la planète, sa construction est pour nous une urgence absolue.

Quels que soient les défauts de l'Union européenne nous souhaitons donc l'accélération de sa construction politique, sociale, monétaire et militaire.

Fiers d'avoir soutenu le oui à Maastricht comme étape essentielle de la construction européenne, nous souhaitons une relance forte de cette dernière. Il revient à la France et à l'Allemagne de prendre l'initiative, dans un premier temps avec les pays qui le souhaitent, afin d'entraîner l'Union européenne dans une marche en avant plus rapide, vers l'Europe fédérale, l'Europe sociale et solidaire, la Communauté européenne de défense, et la monnaie unique tout en répondant à la volonté d'élargissement qui vient de l'Est.

La gauche a besoin de l'Europe pour être crédible : d'une capacité d'intervention militaire pour stopper l'agression serbe en ex-Yougoslavie, d'un new-deal européen pour relancer l'économie et préparer l'emploi de demain, d'une Europe ouverte sur le monde, menant le combat de la planète solidaire, aidant dès aujourd'hui l'Est et l'Afrique à devenir ses partenaires.

## **L'ÉCOLOGIE AU SERVICE D'UN ÉCO-DÉVELOPPEMENT**

Sans écologie omniprésente il n'y a pas de droit à l'avenir.

L'écologie s'inscrit dans trois dimensions : la préservation des équilibres naturels de la planète, la qualité de l'environnement immédiat de chaque individu (urbaine, transport, pollution...) et la définition d'un développement durable, respectueux des hommes et de leur environnement. Sa réelle reconnaissance passe par l'extension des droits des citoyens à ce champ nouveau : droit d'ingérence, contrôle démocratique des choix d'urbanisme et d'aménagement de territoire, contrôle démocratique des innovations, qu'elles touchent les sciences (comme par exemple le génie génétique) ou les techniques de production dans l'entreprise. Le droit à l'avenir est d'abord un droit à la qualité de la vie, l'écologie en est le domaine.

## VIVRE ENSEMBLE ET VIVRE AUTREMENT : POUR LA SEMAINE DE QUATRE JOURS

Il nous faut aujourd'hui inventer une écologie sociale.

Deux cancers minent aujourd'hui notre société : l'exclusion qui détruit le lien social, la soumission des individus à la logique des médias et de la société de consommation.

Cette situation est inacceptable aussi bien du point de vue des individus, niés dans leur dignité et leurs aspirations personnelles, que du point de vue de la société qui fait ainsi le sacrifice de tant d'énergies, d'intelligence et de capacité d'initiative.

L'Europe est aujourd'hui face à un choix simple : accepter l'approfondissement de ces cancers au nom de la compétitivité économique et voir progressivement s'effondrer son économie, sa protection sociale et peut-être demain son équilibre politique, ou reconstruire de fond en comble l'organisation de sa société pour relever le défi de ce monde qui change si vite.

Le monde de demain sera celui de la compétitivité collective, celui du savoir et de la compétence donnant la prime aux sociétés capables d'innovation, de solidarité, d'organisation, de pari collectif sur l'avenir.

Le monde qui change est pour la gauche une formidable chance puisque seules réussiront les sociétés organisées respectant et valorisant les individus.

Si la gauche et l'Europe se rencontrent, elles seules peuvent réussir cet avenir.

Le débat autour de la semaine de quatre jours nous semble être la clé de ce choix qui se prépare. En effet, elle permet :

- de briser la fatalité du chômage et de rendre à chacun un accès possible à l'activité, et donc dignité et citoyenneté.

- de rétablir un rapport de force équilibré entre patronat et salariat rendant possible la négociation d'un nouveau contrat social.

- en prenant acte de la baisse de la part du travail humain dans la production, de redéfinir les mécanismes de redistribution de la richesse et du financement de la protection sociale.

- de libérer les individus du travail en leur rendant un temps libre, temps de formation, de compréhension du monde, d'épanouissement personnel, de solidarité et de citoyenneté.

La semaine de quatre jours est le levier indispensable pour reposer ces questions sur des bases nouvelles, pour changer d'époque et de monde pour abandonner la société et la gauche d'hier et construire celle de demain.

En ce sens la semaine de quatre jours est notre nouvelle frontière.

## POUR UN RENOUVEAU CITOYEN

Notre perspective est donc celle d'une société qui fait de l'épanouissement des individus et de leurs solidarités sa force, la clé de sa cohésion et de sa compétitivité.

Cet objectif nécessite de réaffirmer les droits des citoyens et de donner naissance à de nouveaux droits.

L'égalité continue des chances à travers le droit d'accès permanent à la formation et la réaffirmation du rôle émancipateur de l'école sont indispensables à toute démarche progressiste.

Le droit à disposer de services publics performants gages de l'efficacité de l'action collective et instrument de solidarité et de cohésion doit être rétabli face aux tentatives permanentes de dérégulation.

Le droit au pluralisme de l'information, des médias et de la culture passe à la fois par le renforcement du service public et la formation des individus à la maîtrise des nouveaux moyens de communication.

Les droits de l'individu à voir reconnu son mode de vie et pris en charge ses détresses restent à conquérir, le contrat d'union civil en déshérence, les droits des toxicomanes et des malades du Sida bafoués, les droits des étrangers en France niés, la solitude dans nos sociétés ignorée, viennent nous le rappeler chaque jour.

Enfin, le développement d'un temps libéré, temps de la citoyenneté, suppose une évolution profonde de notre organisation politique.

D'une part, une véritable reconnaissance d'un monde associatif et syndical comme acteur du changement et partenaire de l'organisation de la société est urgente.

D'autre part, nos institutions et les mœurs de notre vie politique ne correspondent pas à notre volonté de voir les individus agir en citoyens et décider de leur avenir. Pour rendre le pouvoir aux citoyens de profondes réformes institutionnelles seront indispensables.

Le congrès du PS sera-t-il un congrès pour rien ? Au moment où s'engage le débat à travers les contributions nous ne le savons pas encore.

Les épisodes récents de la vie interne du PS ne nous incitent pas à l'optimisme.

Mais nous faisons partie de ceux qui refusent à la fois l'impasse faite par certains sur la présidentielle et l'impasse faite par d'autres sur le parti.

Nous croyons à l'action collective, nous croyons que l'histoire du mouvement socialiste mérite mieux que les perspectives ouvertes aujourd'hui au sein de notre parti.

L'heure est sûrement venue pour qu'à l'intérieur comme à l'extérieur du PS s'expriment tous ceux qui, militants de l'ombre, veulent rendre ensemble un avenir à la gauche.

Les seules questions qui nous intéressent dans ce congrès sont les suivantes : comment le PS peut-il être utile à toute la gauche ? Comment la gauche peut-elle retrouver le chemin de la transformation de la société ?

Nous savons qu'atteindre ces objectifs suppose de remettre en cause les certitudes de la gauche et redonner un sens à la volonté politique.

Entre le renoncement qui mène à l'impuissance et la critique radicale qui mène à l'impasse, nous choisissons le retour d'une gauche réformatrice frayant le chemin des utopies concrètes.

Nombreux sont ceux qui partagent cet espoir. Qu'ils se retrouvent enfin.

## SIGNATAIRES

CLERGEAU Christophe, conseil national (44) ; THIAIS Olivier, conseil national, Premier secrétaire fédéral (18) ; KARAMANLI Marietta, conseil national (72)

BASTIEN Stéphane, CF (78) ; BEATSE Frédéric, CF (49) ; BERNARD Hugues, BF (44) ; BERNARD Nathalie, BF (29) ; BESNARD Pierre, (92) ; BLONDEL Yves-Philippe, (67) ; BLOUVAC François, (84) ; BOURCIER Frédéric, (35) ; BRAEMER Nicolas, (75) ; CASTANER Christophe, (84) ; CASTEL Héléne, (66) ; CHEYROUZES Gilles, (78) ; COUET Emmanuel, (84) ; FANELLI Florence, (45) ; FAURE Olivier, (45) ; GIBON Valérie, CF (78) ; GUIBERT Philippe, (95) ; HAMON Benoit, BF (29) ; JAMEL Ghazi, (84) ; JEULAND Yves, (67) ; JUANICO Régis, (75) ; LE CARPENTIER Thierry, BF (29) ; LERE Francis, BF (37) ; LIGNIERES Paul, (34) ; MARTEL Frédéric, (75) ; MAYRARGUE Delphine, (92) ; NANCY Hugues, BF (29) ; ORSELLY Gilles, (45) ; PAUMIER Matthieu (75) ; POURCHER Etienne, (13) ; PRIOL Jacques, (75) ; PRIOTTO Christine, Vice-Présidente IUSY, CF (26) ; ROBERT Christine, BF (77) ; ROBERT Alain, BEF (44) ; RUHLMANN Marc, (67) ; SADDIER Jérôme, (95) ; SAFAR Jérôme, (78) ; TAPIE Luc, (34) ; TERRASSE Pascal, BF (07) ; THOMAS Pierre, BF (84) ; TROEL Thierry, BF (29) ; VANSOEN Laurent, (45) ; VANSOEN Frédérique, (85) ; VIARGUES François, (75) ; VILLECHIEN Fabrice, CF (49).

# Rien ne va plus, refais ton parti !

Virage à gauche contre nouvelle gauche, volontaristes contre bons (?) gestionnaires, Tapie contre "pas-Tapie mais MRG quand même", archaïques contre modernistes... ? Les arguments (?) s'affûtent, les réseaux s'activent, les signatures se préparent..., le champ de bataille est bien balisé. Comme d'habitude, les affrontements risquent de se faire sur quelques slogans, trois prénoms, voire quelques anathèmes et, au bout du compte, à quelques nuances près, les mêmes se répartiront, au gré des nouvelles alliances, les postes de responsabilité ? Et si, après un deuxième grave échec collectif qui nous ramène

plus de vingt ans en arrière, c'était un authentique débat de fond, un important renouvellement des hommes et des pratiques et une véritable remise en cause globale qui s'imposaient ? C'est à cette refondation que je souhaiterais contribuer. L'exercice est périlleux, texte nécessairement court, une contribution ne peut éviter les schématismes, espérons qu'une motion plus argumentée, plus fouillée, viendra répondre à nos interrogations, à nos espérances. Pour aller à l'essentiel, retenons les "CINQ R":  
**RESISTER - REFLECHIR - REFORMER - RASSEMBLER - REUSSIR.**

## RÉSISTER POUR DONNER DU SENS À NOTRE ENGAGEMENT

"L'ancien se meurt,  
le nouveau ne parvient pas à voir le jour,  
dans ce clair-obscur surgissent les monstres"  
*Gramsci*

Gorbatchev voulait engager une politique de réforme graduelle et prudente, mais ayant entrouvert la porte de la libéralisation, celle-ci s'est ouverte à grands battants et tout a explosé, chez lui, chez nous ; par "effet papillon", cette modeste impulsion initiale est devenue une véritable révolution mondiale -disparition du communisme international et triomphe sans partage du capitalisme et du libéralisme mondial.

Le socialisme et la social-démocratie qui pensaient bénéficier de cet effondrement ont été, eux-aussi, pris dans la tourmente libérale et doivent impérativement redéfinir une alternative critique à l'évolution actuelle.

Cependant, cette victoire sans partage a pour effet de laisser le monde capitaliste sans ennemi, sans repoussoir, ce qui l'obligera à assumer seul ses propres contradictions.

Déjà, l'effet de balancier commence à jouer et le triomphe du libéralisme montre des signes d'essoufflement, dans les anciens pays communistes mais, surtout, au centre du système, aux USA. Par exemple, le principe de justice sociale de John Rawls qui, dans le cadre du libéralisme, préconise une juste répartition des richesses sans sacrifier la liberté individuelle, devient très influent aux USA mais sans que l'on puisse encore clairement distinguer de vraies forces politiques de contestation du système.

Écoutons Jürgen Habermas craindre que "nos sociétés continuent à se décomposer, à se segmenter, à descendre la pente de la violence, de l'injustice et de la peur". Déjà, Lord Beveridge, l'inventeur de l'Etat protecteur, dénonçait après tant d'autres les cinq fléaux de l'humanité : maladie, ignorance, dépendance, déchéance, taudis, que l'Etat se devait de combattre. Rien n'a

vraiment changé dans notre époque du Sida, de l'exclusion, du chômage...

Après la période de croissance de l'après-guerre où l'économie mondiale voyait nos sociétés développées mettre en place une politique de bien-être, certes inégale, mais où chacun espérait pouvoir bénéficier de quelques miettes du progrès et où beaucoup pensaient que, par effet de percolation, le progrès s'étendrait aux pays pauvres voisins, la belle illusion s'est envolée.

Les succès des dragons ne doivent pas masquer que, contrairement à ce que prétendent certains économistes à partir des résultats globaux, la crise n'est pas uniquement européenne. A une précarisation croissante dans la plupart des pays développés correspond une explosion de la pauvreté en Afrique et en Amérique latine, le piège s'est refermé sur une part importante de l'économie mondiale selon un cercle vicieux impitoyable : comme pour la monnaie, **la mauvaise société chasse la bonne.**

Face à cette véritable escroquerie intellectuelle qui consiste à affirmer que l'homme ne devrait pas se mêler du fonctionnement économique de sa société ou si peu, plus que jamais, une critique constructive du système reste nécessaire et la tâche des socialistes est de résister à cette évolution, de participer activement à la critique, aux propositions et à la construction d'une force politique susceptible d'impulser les changements souhaités en France, en Europe et au niveau international.

Résister à la marchandisation des rêves, de la politique, de la santé, de la fraternité et de l'aide sociale, à la précarisation, à la banalisation de la misère, à la montée de l'exclusion, de l'insécurité urbaine, de l'obscurantisme et des nationalismes agressifs...

Et, si nécessaire, résister à "l'ascension des monstres" et "au retour de la bête immonde".

Seulement voilà, si la critique demeure radicale, l'expérience nous a prouvé que la seule alternative acceptable -difficile mais possible- au développement d'un libéralisme de plus en plus débridé demeurerait le choix d'un réformisme fort et convaincu.

Entre la simple éthique des bonnes intentions qui ouvre la voie à toutes les déviances -n'oublions

jamais que l'Etat éthique de G. Gentile a constitué le fondement philosophique du fascisme mussolinien- et l'efficacité gestionnaire et technocratique, simple véhicule de maintien au pouvoir d'une élite cooptée au sein de la classe dirigeante et également dominante dans tous les grands partis, nous devons contribuer à la définition d'une politique de réforme de notre société, d'enrichissement de la démocratie et de responsabilité accrue pour le présent et le futur.

Même si les Etats généraux ont déjà clairement répondu à cette question, il n'est pas mauvais de la reposer, devons-nous devenir une force politique chargée de donner une coloration sociale au libéralisme triomphant ou bien confirmer notre choix d'un socialisme démocratique, ouvert, responsable et convaincu, avec marché mais où ce dernier n'est pas le seul régulateur possible, et menant la lutte contre les inégalités et la pauvreté ?

Résister à "l'air du temps" actuel, à la mainmise totale de l'orthodoxie économique, fédérer l'ensemble des catégories sociales victimes ou hostiles à cette évolution doit-il redevenir un combat qui redonnerait du sens à notre engagement socialiste ?

Si, comme je le pense, le deuxième volet de l'alternative est retenu, reste le plus difficile : déterminer le contenu et les moyens de cette lutte.

## RÉFLÉCHIR POUR DONNER DU CONTENU À NOS PROJETS

"Là où les hommes sont condamnés  
à vivre dans la misère les droits  
de l'homme sont violés"

*Père Joseph Wresinski*

## UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE APPAUVRIE

Alors que la maîtrise de l'économie nationale est de plus en plus complexe, le libéralisme économique, au delà du débat purement idéologique, a

considérablement appauvri les instruments de la politique économique en se restreignant à deux variables de commande : le taux d'intérêt et le déficit budgétaire financé par la dette -comme si un pilote d'avion s'interdisait tout autre manœuvre de pilotage que monter et descendre- toutes les autres variables de pilotage économique possibles étant transformées en contraintes -création monétaire, franc fort, prélèvements fiscaux...- comment s'étonner ensuite que les spécialistes puissent affirmer que le système étant totalement contraint et n'ayant aucun degré de liberté, il n'y a qu'une politique possible, la vanité apparente de tout débat de politique économique conduisant les électeurs à se réfugier dans l'individualisme et l'indifférence.

## MARCHÉ ET RATIONNEMENT

Notre économie, plus ouverte, est devenue plus cyclique mais les handicaps structurels demeurent et perturbent gravement l'emploi. Si, selon l'OIT, 820 millions de personnes, soit 30 % de la population active mondiale est sans emploi, en France, selon le CERC (février 1994) plus de 5 millions de salariés sont en situation de précarité professionnelle et, selon le rapport de Christian Chassierault (déc 93 au ministère des Affaires sociales) 1.400.000 Français sont en situation de "grande exclusion sociale". De plus en plus, nous constatons que pour un tiers de notre population sont associés marché et rationnement et, tout particulièrement, un rationnement dramatique puisqu'il s'agit du rationnement du travail.

## UN PROJET OFFENSIF

A côté du nécessaire maintien de la compétitivité économique dans une économie durablement ouverte comme la nôtre, nous devons réfléchir, dans notre projet :

- aux nécessaires dépassements de l'orthodoxie économique en reconsidérant dans les contraintes économiques celles qui doivent être réintégrées dans le champ de la politique économique, quelles sont parmi les contraintes de l'orthodoxie économique celles que nous pouvons, sans craindre de brutales secousses, réintroduire dans le champ de la politique économique afin de retrouver plus de degrés de liberté.
- en redéfinissant le rôle de l'Etat dans la politique économique et industrielle, en constatant que les économies des différents pays développés sont structurellement inégales et que l'Allemagne, le Japon ont su se doter d'instruments qui permettent à "l'Etat d'être le maître des horloges, (...) le garant (...) grâce auquel la lenteur nécessaire est donnée pour la gestion du futur" (Le Maître des horloges - Ph. Delmas), l'artisan d'une politique économique nationale et, si cela était possible européenne, qui préserve une souveraineté nationale relative, qui assure une veille technologique et une intelligence économique efficaces, pour que notre économie redevienne une "modalité forte dans l'interdépendance économique de toutes les nations" selon la remarquable définition de François Perroux.

## PARTAGE DE L'EMPLOI ET DES REVENUS

Sur l'emploi, notre convention a certes débroussaillé le terrain mais elle a reculé par une pirouette sur le financement du partage du travail et a préconisé des mesures de médecine douce alors que la chirurgie s'impose. Une réforme négociée du financement des charges sociales prenant comme base l'ensemble des revenus permettrait de négocier un partage des gains entre les gains de productivité et une baisse importante du temps de travail, sans aucune pénalisation des entreprises, ni toucher directement au salaire. Il serait souhaitable de raisonner non pas en heures mais en demi-journée dans un premier temps puis en journées entières. Ainsi des espaces d'autonomie seraient dégagés pour lesquels "le temps libéré du travail pourrait être employé par des individus à des activités de leur choix" (A. Gorz, "Actuel Marx" n° 12 /92).

Par ailleurs, la flexibilité devrait devenir de plus en plus interne à l'entreprise et se traduire par des efforts accrus de formation et d'adaptation.

## ECOSYSTÈME ET RESPONSABILITÉ

Pour des socialistes qui, de surcroît, doivent aussi s'efforcer de respecter le principe de responsabilité, afin de préserver au mieux les intérêts vitaux des générations futures, ainsi qu'une politique de développement durable des pays les plus pauvres, cette maîtrise est doublement nécessaire et doit constituer l'élément fondateur d'une réflexion et d'une approche planificatrice, nationale et, à terme, européenne, loin du Gosplan et de l'interventionnisme à tout crin mais instrument d'une réflexion collective que nous avons fort malencontreusement rangée au rayon des archaïsmes désuets avec entre autres les 35 heures, la réforme fiscale, la réforme de la justice... S'il faut mener ce combat théorique et concret sur les champs possibles d'une politique économique et sur les modifications organisationnelles associées, nous devons aussi avec force refuser toute vision utilitariste et strictement économique de la politique.

## DES CONTRATS SOCIAUX CLAIRS ET VÉRIFIABLES

Des contrats clairs doivent être proposés aux électeurs, s'appuyant sur une batterie d'"indicateurs concrets et précis du progrès social" -des recherches ont été sérieusement avancées sur ces indicateurs- ainsi, au delà du simple PIB pourrait être mesurés les évolutions sociales, un bilan de chaque législature et des comparaisons au niveau international. Par ailleurs, une hiérarchisation des objectifs sociaux devra être définie pour contrer la mainmise normalisatrice de Bercy.

Ainsi, pourraient être clairement privilégiés :

- le combat contre l'exclusion et l'éradication de la misère
- le recul du chômage et le développement de l'emploi
- la politique d'éducation...

Il deviendrait ainsi plus difficile pour les gouvernements d'affirmer la priorité à la lutte pour l'emploi et de constater qu'au niveau budgétaire cette dernière est largement dépassée par le budget familial, les retraites, la santé ou autres.

## UNE DÉMOCRATIE PLUS PARTICIPATIVE

L'efficacité de ces politiques sociales impliquerait un dépassement de la décentralisation actuelle pour créer des réseaux d'information, de support logistique et financier des initiatives décentralisées, locales, associatives qui seules permettront de compléter la démocratie délégative par une prise de responsabilité et une démocratie plus participative, bien évidemment encouragée mais non imposée :

- "comités locaux ou de quartiers de lutte contre la misère"

- insertion, développement des quartiers, politique de la ville, animation, soutien...

échappant aux rigueurs normalisatrices de la technocratie, sans pour cela donner dans le laxisme ou l'angélisme.

Galbraith nous rappelle qu'"il sera toujours plus facile pour beaucoup de regarder les variétés à la télé ou d'aller aux matchs que de participer à une réunion".

## LES NOUVEAUX JEUX DU CIRQUE

La lutte risque d'être bien difficile face à cette évolution possible vers un ciber-monde électronique artificiel, nouveaux jeux de cirque individuels, où, sans drogue, chacun pourra vivre ses fantasmes par images associées. Verrons-nous apparaître dans ce marché de "vie virtuelle" une nouvelle et horrible société duale d'une masse de consommateurs d'images contrôlée par une minorité de responsables, ou, au contraire, pourrions-nous maîtriser les nouvelles autoroutes de l'information pour en faire un service public et relationnel, outil de formation, d'échange et de libération au service des individus, des associations et des collectivités ?

Ce combat devra être mené sans oublier les conséquences probablement négatives d'une importante augmentation de la productivité dans les services liés au télétravail qui pourrait malheureusement se révéler destructrice de nombreux emplois et, même, peut-être dépasser les créations directes d'emplois promises par la révolution technologique annoncée.

## UN QUATRIÈME POUVOIR INFORMATIF

Enfin, pour donner rigueur et précision à cette politique, nous devrions rendre indépendante de l'Etat l'information économique et sociale, et définir ainsi à côté des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, un quatrième pouvoir informatif dont l'indépendance serait démocratiquement garantie et vérifiée et dont les conclusions

seraient à la disposition de tous. Cette indépendance de l'information est une véritable révolution, il suffit pour cela de constater que le gouvernement Balladur a purement et simplement supprimé le CERC pour cause de trop grande indépendance, et rappelons-nous ce que Sauvy, particulièrement bien informé, disait : "les chiffres sont des innocents qui finissent toujours par avouer sous la torture". Tout Etat, maître de l'information statistique, n'a jamais su résister aux manipulations.

## EUROPE ET ORGANISATION MONDIALE

Au niveau européen, combattre vigoureusement la mainmise totale du libéralisme sur la politique économique européenne : déréglementation, flexibilité, privatisation à marche forcée qui, selon une récente enquête, détruirait plus de 800.000 emplois... et, même si cela paraît une gageure, préconiser au niveau mondial une organisation en espaces régionaux où pays riches et pays en voie de développement engageraient une politique concertée de codéveloppement durable, ce qui impliquerait bien évidemment certaines formes de protection (clause sociale...) et un combat virulent contre l'idéologie de la déréglementation à outrance, des marchés contestables... une hiérarchisation des objectifs sociaux et économiques et, en particulier, la redéfinition des services publics pour notre période.

## LA BULLE FINANCIÈRE

La globalisation financière a révélé ses limites, le développement exponentiel des échanges financiers mondiaux qui sont cinquante fois plus élevés que les échanges de biens et services, grand jeu artificiel d'accélération des échanges, marché du risque et de la spéculation où l'information est le pouvoir et l'argent le produit, western financier où les golden boys, nouveaux héros remplaçant le colt par l'ordinateur spéculent plus vite que leur ombre. Jeu complexe à somme négative pour l'ensemble des nations, qui a provoqué un endettement insupportable des pays pauvres et où les sommes spéculatives en mouvement peuvent provoquer des tempêtes monétaires que les nations ne peuvent maîtriser, et qui chaque jour rend plus nécessaire une régulation mondiale bien improbable !

**Réfléchir, penser concrètement aux contours d'une société plus juste :** l'économiste René Passet préconise une "Economie de partage de l'emploi et des revenus dans les pays riches, partage des savoirs et des moyens avec le monde sous-développé, partage de la planète avec les générations futures" ainsi seraient définies les grandes lignes d'un éco-socialisme responsable et démocratique, susceptible de donner du contenu à nos propositions.

Bien évidemment, les quelques mesures économiques et sociales préconisées sont des choix personnels et tout à fait arbitraires, une contribu-

tion ne saurait être un catalogue de mesures mais, dans tous les domaines :

- éducation et formation
- sécurité et amélioration de la justice
- politique de défense
- politique des jeunes, écoute du monde adolescent, service humanitaire, aménagement du service militaire
- approfondissement de la politique de libération de la femme
- politique de la santé et réforme de son financement
- réforme fiscale globale et aménagement du territoire
- financement des retraites...
- réforme des institutions, quinquennat, contrat de législature et scrutin mixte assurant un pouvoir démocratique fort et une représentation satisfaisante des minorités, contre-pouvoirs législatif, locaux, VIe République (?)... des solutions novatrices permettraient une amélioration de notre société vers plus d'égalité et de justice sans nuire à la nécessaire efficacité sociale. Elles devraient constituer le socle de la plateforme présidentielle et être discutées et élaborées avec le ou les candidats socialistes avant leur désignation démocratique à la candidature.

## RÉFORMER POUR DONNER DE LA CONSISTANCE À NOTRE VIE DÉMOCRATIQUE

**"Le respect formel de la démocratie militante s'accommodait parfaitement d'une mainmise réelle de l'oligarchie dirigeante sur la vie du parti"**

*Robert Michels*

Inexorablement au fil des années notre parti est devenu une simple machine électorale et l'expérience a montré que, même sur ce point, cela n'était guère efficace, squelette, certes robuste, constitué par les élus et l'appareil du parti sans la chair des militants.

Incapable de sécréter ses propres élites, le PS recrute parmi celles de la société, essentiellement dans les écoles des futurs cadres de l'Etat, mais "l'idéologie du haut ne peut comprendre et valoriser que des formes calquées sur son propre modèle, des formes délégatives : dégager des "élites", des cadres.

"Quel gâchis a-t-on laissé faire depuis si longtemps du sacrifice des militants des partis de gauche, dont l'action aurait pu être si utile dans la société civile", confirme Gérard Mendel.

Cette conception d'un parti de cadres est clairement liée à une vision droitière de la politique largement dominante où le responsable politique, décideur et présidentiable, doit absolument préserver son autonomie en évitant au mieux toute contrainte grammaticale, version

moderne du célèbre "Ralliez-vous à mon panache blanc" présidentiel.

C'est dans sa pratique qu'un parti doit démontrer sa vérité et le Parti socialiste doit donc être considéré comme la vitrine des pratiques démocratiques, organisationnelles et institutionnelles que l'on entend mettre en place après la prise du pouvoir.

Pour cela, les réformes mises en place lors du dernier congrès sont positives mais il faut amplifier cette démarche :

- débats démocratiques et pluralistes annuels pour une formation de masse
- conventions fédérales et nationales d'initiative militante
- véritable formation pour faire émerger des élites représentatives de la diversité du parti
- médiateur
- mobilité des responsables et non-cumul des mandats
- concertation permanente avec nos partenaires (syndicats, organisations...)

L'usage lamentable du pouvoir exercé par quelque rares responsables ou élus socialistes s'est répercuté sur tous les socialistes et les militants, il est de la responsabilité de tous que cela ne puisse plus se reproduire aussi facilement, nous devons avoir sur ce point une vigilance et une intransigeance inscrite dans nos statuts et notre vie démocratique.

La démocratie interne des partis doit forcer les responsables et les élus à s'expliquer et à se soumettre au contrôle des militants.

La proposition de conseil consultatif émise lors du dernier congrès et non retenue devrait être reprise. Cette instance, largement ouverte et représentative, financée par l'association des élus, serait chargée de se substituer aux groupes d'experts. En collaboration avec le groupe des élus et le conseil national, elle préparerait les dossiers et leur présentation pédagogique préparatoire aux débats, conventions, assises. Elle serait, de plus, chargée de contribuer à la réflexion des socialistes sur les choix de société, à la popularisation de nos propositions et au combat intellectuel face aux idées dominantes.

L'image de notre parti est devenue excessivement élitiste et en rupture avec l'essentiel des catégories sociales favorables à la gauche, l'absence d'identification sociale est un handicap certain pour un parti qui se voudrait parti de masse, Tapie et les européennes l'ont prouvé.

En résumé, nous devons réintroduire le citoyen dans le débat politique -ouvriers, chômeurs, petits fonctionnaires, jeunes-, entreprendre la reconstruction d'une force politique représentative de l'ensemble des catégories sociales qui ne peuvent individuellement pas accéder au pouvoir, et veiller à ce que, à tous les niveaux, cette diversité sociale soit représentée.

Face à la "rationalité et à la curiosité limitée" du débat politique, il faut savoir emporter la conviction en combinant pédagogie et communication, dossiers solides et slogans spectaculaires. Renoncer définitivement à essayer de dégager un message réducteur et unique, populariser et répercuter nos idées sans démagogie mais sans jargon. Faire comprendre à l'électeur qu'il doit

voter pour nous, non pas parce que nous sommes les meilleurs ou les plus intelligents mais parce que, lui, est plus intelligent, reprenant ainsi la vieille affirmation : la gauche n'a pas besoin de surhommes mais d'hommes ou de femmes sûrs. Sur ces points, soyons clairs, tout est à refaire. Déontologie des responsables et des élus, contrôle démocratique, démocratie citoyenne où les pompes et les privilèges du pouvoir seraient revus à la baisse...

## EXEMPLARITÉ - RESPONSABILITÉ OUVERTURE - MILITANTISME

Voilà nos objectifs, mais ce congrès exceptionnel avec période de propositions statutaires pendant les vacances ne saurait aborder sérieusement cette réforme de notre démocratie qui devrait être entreprise sur un an et déboucher sur un congrès statutaire après les élections de 1995 ; en attendant, rien n'empêche les militants d'intégrer dans leurs critères de choix les modalités de désignation des listes que proposeront les différentes motions et de privilégier celles qui sauront mettre en place une procédure de choix véritablement démocratique et partiellement décentralisée !

## RASSEMBLER POUR DONNER DE LA CRÉDIBILITÉ À NOTRE STRATÉGIE

**"L'histoire ne va nulle part,  
c'est donc à nous de décider  
où nous voulons aller"**

*André Comte-Sponville*

Après la défaite du gouvernement et du Parti socialiste, le socialisme, la gauche, l'union de la gauche sont des termes que les Français considèrent, selon les sondages, comme usés. Par contre sur les options précises -santé, éducation, mobilité, sécurité de l'emploi, sécurité, racisme et intégration, laïcité- on retrouve toujours, dans toutes les enquêtes, les habituels clivages gauche/droite et, n'oublions pas, ce formidable rejet de l'orientation actuelle de notre société vers un tiers-état précaire, en constatant cet afflux massif des jeunes vers les emplois à statut, même mal payés.

Cependant le choc a été rude et la déception grande et durable, surtout chez les plus engagés. Comme Julien Benda, ils dénoncent la trahison des clercs et l'abandon de la défense "des valeurs

éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison... au profit d'intérêts pratiques". Après avoir subi une nouvelle fois les lendemains qui déchantent, il faudra plus qu'un simple discours, même de gauche, pour les convaincre ; le simple effet de balancier ne suffira pas.

En politique, comme en économie, comme en vélo, "on ne gonfle pas un pneu crevé", il nous faut reconstruire une alternative crédible et non pas, comme en 1988, attendre tout des erreurs de nos adversaires. Loin de toute démagogie, en refusant les alternatives schématiques mais sans fausse modestie -en politique comme au tennis, il ne faut pas jouer petit bras-, après avoir montré que nous avons su comprendre nos erreurs, il nous faut réaffirmer avec force notre résolution à jouer un rôle majeur dans la vie politique française, ouverts et attentifs aux discours des autres mais à la remorque de personne et au seul service de nos convictions.

Si nous voulons reconstruire une union, il faut "renoncer à l'illusion naïve qu'elle dépendra de nos concessions, de notre bonne volonté" mais seul un combat frontal de tous les responsables et de tous les militants à tous les niveaux, contre la majorité et le pouvoir actuel, sans aucune concession ni démagogie, nous permettra de renouer les dialogues.

Comment ne pas être scandalisé par un appel de certains socialistes qui déjà préparent les esprits à un état de faiblesse tel que nous n'aurions plus qu'un seul rôle, aller repêcher dans sa nasse et servir de marchepied, voire d'essuie-pieds à un responsable centriste qui a toujours affirmé avec force ses convictions très libérales : Raymond Barre.

Cependant, ne nous leurrions pas, la nouvelle donne politique est difficile :

- l'instabilité électorale s'accroît au grand désespoir des sondeurs honnêtes
- l'apparition d'un tiers-état précaire, en particulier la génération stage-RMI, sourd aux arguments de la dialectique politique habituelle, et récupérable par tous les démagogues de tous bords, en rupture électorale mais aussi au niveau des objectifs avec la classe salariale traditionnelle, rend toute démarche unitaire à gauche difficile. La lutte contre le développement de la précarité est non seulement un impératif social mais une condition nécessaire à la reconstruction d'une alternative de progrès.

Face à l'opportunisme ambiant, à la technocratie envahissante, ne cultivons pas avec délectation ces subtiles différences qui font le délice des "courantophiles" ou des chapelles mais qui indiffèrent profondément tous les Français et exaspèrent nos derniers militants.

Après la décomposition de la SFIO, les socialistes ont su mener le combat unitaire à gauche ;

après l'écroulement du monde et de l'idéologie communistes et le désarroi lié à l'échec partiel de l'exercice durable du pouvoir par la gauche, il est tout aussi nécessaire de reprendre le difficile combat, résolument et clairement unitaire, de reconstruction d'une gauche démocratique ouverte, diverse -majoritairement représentative de l'ensemble des catégories sociales qui ne peuvent pas individuellement accéder au pouvoir mais qui, dépassant leurs intérêts immédiats contradictoires, auront su s'unir autour d'objectifs clairs, réalistes, montrant une volonté réelle d'amélioration constante de notre pratique politique et de notre société. Ce combat unitaire doit s'efforcer, bien évidemment et prioritairement, de refaire l'unité de la famille socialiste, puis, sans pour cela se prostituer, rechercher les accords et les convergences avec l'ensemble des forces représentatives de la mouvance progressiste en dépit des contradictions, des réticences. Les Assises devront pour cela être prolongées et décentralisées au niveau des départements et des villes.

Répetons-le, une opposition sereine et active et le renforcement de la démocratie et du militantisme dans notre parti créeront la dynamique rendant cette stratégie unitaire possible ; et seul un pôle prépondérant et fort à gauche, susceptible de constituer une réelle alternative à la majorité actuelle, pourra casser la coalition d'intérêt majoritaire et récupérer une fraction de l'électorat réellement centriste, voire même certaines forces politiques.

## RÉUSSIR

**"Essayez ! échouez !**

**Essayez encore ! échouez mieux ..."**

Lors d'une enquête sur la gauche militante et sympathisante, cette maxime de Rushdie avait été massivement plébiscitée, et il est vrai que le pire n'est pas d'échouer mais de ne pas essayer, et, par exemple, intégrer avant tout combat l'idéologie et les valeurs de nos adversaires.

Cependant, ces échecs se traduisent toujours par beaucoup de souffrances, "de sueur des travailleurs", de déceptions et, après l'expérience de la durée que nous a donnée la génération Mitterrand, il serait bon de construire une force susceptible non seulement de durer mais surtout de réussir même si, en politique, ceci ne peut être que très relatif.

Le Parti socialiste refondé doit montrer à tous que sa nouvelle et seule ambition est la réussite d'une politique d'amélioration permanente de notre société.

## SIGNATAIRE

**Barthélémy ALCANTARA, membre du conseil national, premier fédéral de l'Yonne.**

# A quoi peut prétendre la jeunesse en 1995 ?

On lui promet le pire, on lui assure que rien ne sera plus facile désormais.

Désorientés, les jeunes ont l'impression d'évoluer dans un monde éminemment contradictoire.

A l'extérieur de nos frontières, ce sont les images de régression et de barbarie humaine qui dominent. Les moments d'optimisme, les images de paix et de progrès du droit sont devenus l'exception.

Combien de poignées de main entre un Arafat et un Rabin pour combien d'exactions commises par les snipers serbes en Bosnie ou les interhamwés hutus au Rwanda?

Combien, à la surface de la terre, de Nelson Mandela, de père Aristide, et combien de Silvio Berlusconi ou de Vladimir Jirinowski ? Par médias interposés,

la guerre fait partie intégrante du quotidien des jeunes.

En Europe, le national-populisme progresse un peu partout et la purification ethnique érigée en idéologie est venue à bout de la lâcheté internationale. En Afrique, l'Algérie est plongée dans le chaos, et un immense génocide a pu être perpétré, sous nos yeux, par un gouvernement rwandais en pleine débâcle. En France, pour la première fois, une génération se voit promettre un avenir plus sombre que le présent de ses parents.

## LE MALAISE DES JEUNES, REFLET D'UNE SOCIÉTÉ FIGÉE :

### AVOIR 20 ANS EN 1994...

Avoir vingt ans en 1994, c'est se projeter désespérément dans l'avenir sans pouvoir y trouver la moindre réponse à ses interrogations, c'est éprouver un certain malaise...

Ce malaise actuel des 15-25 ans est radicalement inverse à celui qui s'est exprimé en 1968. Ce n'est plus le refus de l'héritage mais l'absence de perspectives qui nourrit la révolte d'une génération qui n'attend plus grand-chose de ses aînés.

Tout semble l'opposer à la génération de ses parents.

Hier, la croissance assurait un emploi pour chaque jeune. Aujourd'hui, même les plus diplômés sont en situation de fragilité.

Hier la libération des mœurs berçait les amours des adolescents. Aujourd'hui, la peur du Sida accentue la méfiance à l'égard de l'autre et la tendance au repli sur soi.

Dans cette classe d'âge, un sentiment d'abandon l'emporte. Les jeunes ont intériorisé le fait qu'à l'âge de 20 ans les jeux étaient pratiquement faits pour eux. Conformistes par angoisse, sérieux par peur, débrouillards par nécessité, la frustration, le désenchantement dominant chez des jeunes animés pourtant d'une farouche envie de s'intégrer et qui aspirent à la reconnaissance sociale.

Signe des temps, les jeunes prolongent de plus en plus tard leurs études et la cohabitation avec leurs parents. Gage de sécurité dans la vie professionnelle, ils sont de plus en plus nombreux à se présenter à des concours de la fonction publique.

Et, si les situations individuelles sont encore très inégales dans la jeunesse, on observe qu'entre la sortie du système éducatif et l'entrée dans la vie active, chaque jeune tend à traverser plus ou

moins bien une période d'incertitude caractéristique, une "zone de turbulences".

Cette "période de turbulences" où tout peut arriver, c'est le lot quotidien pour un nombre croissant de jeunes marginalisés et relégués dans des banlieues invivables. Ceux-ci combinent tous les handicaps possibles et imaginables.

Cette "période de turbulences" s'étend progressivement aux jeunes diplômés dont le chômage a été multiplié par cinq en quatre ans. Même ceux dont on considère qu'ils réunissent les meilleures chances d'intégration dans la vie sociale n'échappent plus au chômage et ne peuvent prétendre souvent qu'à des emplois précaires à durée déterminée ou des stages à répétition.

Nous ne pouvons plus dire que nous sommes dans le cadre d'une crise économique conjoncturelle et traditionnelle, ce sont les fondements mêmes du modèle de développement occidental qui sont en cause.

Après tout, peut-on parler d'un malaise spécifique de la jeunesse ? Ce malaise ne révèle-t-il pas simplement les blocages et les incohérences d'un modèle de société dépassé ?

### JEUNES ET MOINS JEUNES : MÊME COMBAT

L'exclusion sociale frappe sans distinction : elle ignore les âges.

Après tout, quelle différence entre un père de famille chômeur de longue durée et ses enfants galérant de petits boulots en petits boulots ?

Il n'est pas tout à fait honnête d'affirmer que le chômage des jeunes est le plus dramatique. Ramené à la population active de cette classe d'âge, ce n'est qu'un jeune sur dix qui est touché. De plus, le chômage des jeunes est souvent transitoire et correspond beaucoup plus à une difficulté à intégrer de plain-pied le monde du travail.

Les jeunes ne sont pas les seuls à être exclus massivement du monde du travail. Les femmes sont toujours autant victimes de ségrégation et les plus de 55 ans sont écartés prématurément de l'entreprise par le mécanisme des préretraites.

Certes, les jeunes sont des victimes de choix de

la crise économique. Ils sont, sans conteste, les plus exposés aux fléaux du Sida ou de la drogue. À l'évidence, la précarité et le provisoire font partie intégrante de leur vie. Mais qui, en dehors d'une infime minorité de privilégiés, peut encore se dire à l'abri ?

Certes, l'ampleur des réponses au questionnaire Balladur représente un bon indicateur de la diffusion du mal-être et de l'angoisse chez les jeunes. Au demeurant, ces sentiments sont aujourd'hui partagés par des millions d'hommes et de femmes qu'une longue récession a plongés dans l'incertitude.

Le spectre de la relégation sociale hante tous les esprits. La peur du lendemain affecte pratiquement toutes les couches de la population. Les jeunes font face aux mêmes problèmes que leurs aînés, mais à la puissance dix. Un slogan des manif de mars 1994 résume bien la situation : "Papa, j'ai trouvé un job... le tien !".

Comme les adultes, les jeunes sont inquiets pour leurs conditions de vie future. Plus vulnérables, ils expriment seulement leur détresse de façon plus aiguë.

Les mobilisations contre la réforme Bayrou et contre le CIP l'ont montré : la capacité de révolte des jeunes reste intacte face à une société qui leur apparaît comme une formidable machine à exclure et leur donne l'impression de ne pas vouloir d'eux.

Mais le vrai danger serait de leur laisser croire que tout est mis en œuvre pour les mettre à l'écart de la collectivité. Le vrai risque serait d'entretenir artificiellement les méfiances réciproques entre générations, d'approfondir l'incompréhension mutuelle et les rancœurs tenaces qui, demain, peuvent se révéler suicidaires.

Les jeunes ont besoin des moins jeunes pour s'en sortir et vice versa : c'est sur ce type de solidarité que repose toute cohésion sociale. Au lieu de dresser les catégories sociales les unes contre les autres, il s'agit de recréer les liens et les échanges nécessaires entre jeunes et moins jeunes.

À ce titre, le service national, transformé en outil au service de la collectivité, comme la création d'un véritable secteur d'utilité sociale

(soutien scolaire, environnement, aide aux personnes âgées ou aux exclus...) peuvent devenir les nouveaux lieux où se concrétise le pacte entre générations.

## LES POLITIQUES DÉPASSÉS :

Par-dessus tout, les jeunes aspirent à une certaine forme de sécurité et de stabilité. Ils nous font le reproche de ne rien avoir à leur dire sur leur avenir.

Un discours spécifique ou catégoriel en direction de la jeunesse serait bien entendu absurde. Les jeunes ont conscience qu'ils n'ont pas plus de droits que les autres : ce qu'ils veulent, c'est être traités à égalité avec n'importe qui.

C'est pourquoi, sans tomber dans la démagogie ou le clientélisme intéressé type Tapie, il est logique d'être à l'écoute et de relayer ce que cette génération, au fond, exprime avec plus d'acuité que le reste de la population.

Jérôme Garcin écrivait à propos de cette génération : *"ce sont les enfants des années de dupes, on les a trompés sur tout (sur l'amour qui tue, sur le travail, sur l'Etat)"*.

Ces "années de dupes" sont aussi celles de nos années au pouvoir. A l'exception des deux cohabitations, les jeunes n'ont connu que la gauche au pouvoir. Cette assimilation durable des socialistes au pouvoir rend délicate toute tentative de traduction politique de leurs aspirations pour notre parti. Encore aujourd'hui notre discours n'est ni audible, ni entendu.

La rupture des jeunes avec le monde politique est forte. Cette méfiance vis-à-vis de la politique et de son efficacité n'est pas un rejet de l'action collective, mais de la politique classique et de ses modes d'action traditionnels.

Les jeunes ne se reconnaissent pas dans les canaux institutionnels de la contestation que sont les partis et les syndicats. Leur détermination à refuser toute forme de récupération dans l'expression de leurs revendications est de ce point de vue exemplaire.

Mais il ne faudrait pas que, faute de se sentir suffisamment considérés, les jeunes se tournent vers les solutions opportunistes et simplistes qui font le jeu des nationalistes et de l'extrême-droite.

Le dévoiement des hommes comme des institutions est très largement responsable de ce cette coupure. En vrac, les scandales financiers, les promesses non tenues, les querelles politiques, le décalage des politiques par rapport aux problèmes quotidiens, sont les sentiments qui nourrissent pour l'essentiel ce rejet de l'ensemble de la classe politique.

Les jeunes sont à la fois idéalistes et exigeants.

Ce rapport au politique provoque une dilution très claire du clivage droite-gauche. Les responsables politiques des deux bords sont logés à la même enseigne. Le détournement des jeunes des formations politiques traditionnelles lors du scrutin des européennes confirme ce constat. Il concerne particulièrement le PS puisque seulement 12 % des jeunes ont voté Europe solidaire le 12 juin.

C'est le rôle des socialistes de réaffirmer à travers des thèmes comme l'exclusion, la vie dans les cités, l'accès au système scolaire ou la toxicomanie, qu'une politique de droite ce n'est pas la même chose qu'une politique de gauche.

## CHANGER DE POLITIQUE, CHANGER LE PARTI

Notre congrès a l'ambition d'être celui de la clarification politique et idéologique de notre projet. Si ces objectifs sont réellement ceux poursuivis, le Parti socialiste ne pourra pas faire l'économie d'une remise en cause de son fonctionnement d'une part, et d'une rénovation de ses modes d'expression et d'intervention dans le champ social, d'autre part. C'est une question de survie. On a feint de découvrir notre perte d'influence dans les milieux jeunes et populaires au lendemain des européennes. Cette évolution était pourtant à l'œuvre depuis le début des années quatre-vingt-dix. Nos "électeurs naturels" - comme si ceux-ci nous appartenaient !- ont estimé que nous n'avions pas changé depuis notre départ du gouvernement : voilà la véritable raison de notre échec.

L'insuffisante rénovation du PS n'explique pas tout, mais nous avons été sanctionnés aussi pour l'absence de renouvellement dans nos pratiques, dans notre expression et dans nos représentants. Il est affligeant de constater que la classe politique reste figée dans une société qui a tant évolué depuis cinquante ans. Nous devons en finir avec ces hommes conservés au "formol étatique" qui traversent les années et les gouvernements.

Le Parti socialiste a perdu sa crédibilité dans les couches populaires et dans la jeunesse parce qu'on l'associe à un parti de gouvernement comme les autres, et non plus à un parti de transformation sociale.

## UN PARTI DE TRANSFORMATION SOCIALE

L'esprit des Etats généraux doit souffler à nouveau. Notre parti doit s'ouvrir sur le champ social et devenir un parti mobilisant toutes les compétences et les volontés autour de l'objectif d'un changement profond de la société.

A commencer par les compétences au sein même du Parti socialiste. Notre fonctionnement est encore trop cloisonné. L'activité de notre parti en dehors des périodes de congrès semble se résumer aux seuls communiqués de presse du bureau national. Le travail d'accueil, d'information, de suivi des adhérents comme l'utilisation des ressources humaines, pourtant primordiales, est trop délaissé. Au contraire, une organisation plus horizontale et plus thématique permettrait une meilleure prise en compte de l'expérience de chacun.

Le rôle du parti est de proposer un débouché politique à l'expression générale d'une désespérance sociale de plus en plus forte.

Mais vouloir le retour du politique sur la place publique ne suffit pas. Il reste à en définir les règles du jeu et les acteurs puis à mettre, enfin, en conformité nos actes et nos discours.

Le parti doit retrouver un rôle d'animateur et d'arbitre dans l'espace public. Au delà de son aspiration à exercer le pouvoir, le PS a le devoir d'initier les débats et les grands choix collectifs. La tâche des socialistes est de participer à la construction du rapport de force qui ouvre les voies du changement.

Seules l'association et l'implication des forces sociales dans le processus de transformation permet aux citoyens de s'approprier les décisions du politique. Le partenariat entre notre parti et les forces vives du tissu social doit être mis en œuvre à tous les niveaux de réflexion, de réalisation et d'évaluation.

L'instrumentalisation du mouvement social par le politique a conduit à un divorce dramatique entre ces deux pôles. L'absence pendant longtemps d'un discours clair des socialistes sur la toxicomanie ou le Sida illustre parfaitement cette coupure avec le tissu social.

Les socialistes doivent réinvestir de manière transversale le champ social. Il ne s'agit plus de satelliser qui que ce soit mais de créer les conditions d'un partenariat égalitaire entre le Parti socialiste et le tissu social.

Dans tous les domaines : logement, DSQ, toxicomanie, Sida, intégration, il s'agit pour le PS de relier les dizaines et les dizaines d'initiatives aujourd'hui isolées.

Le PS a beaucoup à apprendre de tous ces militants actifs de la solidarité. Notre place est à leurs côtés. C'est dans ces réseaux, souvent, qu'apparaissent les idées nouvelles, que s'épanouissent les projets innovants qui préfigurent l'évolution de notre société.

Redécouvrir par l'expérimentation les vertus de l'humilité, rompre avec l'arrogance des projets clé-en-main, voilà un passage obligé vers la renaissance du Parti socialiste.

## ETHIQUE ET RESPONSABILITÉ

Il est temps dans notre parti de redéfinir une éthique de la responsabilité, individuelle et collective.

Etre à l'écoute de la société, faire émerger l'expression de l'intérêt général contre les égoïsmes et l'injustice, arbitrer dans son sens en exerçant ses responsabilités, ici se trouve le vrai devoir de l'élu.

Il est trop facile une fois le pouvoir conquis de redécouvrir le poids de ses intérêts propres alors que le combat pour y accéder s'est fondé sur la lutte contre les intérêts particuliers. La fidélité à nos valeurs, l'honnêteté par rapport aux électeurs passe par l'authenticité d'un engagement toujours remis en cause, toujours réexaminé à la lumière de l'action accomplie.

Etre responsable, c'est se porter garant. Pouvons-nous porter comme si de rien n'était l'étendard d'un PS alourdi par tant de difficultés internes, vivement répercutées d'ailleurs par les médias ? Entrer dans un parti, c'est également

accepter son histoire, toute son histoire. Mais quand celle-ci n'a pas été exemplaire, c'est le cas pour la politique de coopération française lorsque nous exerçons le pouvoir, comment sans une autocritique préalable prétendre garder la tête haute ?

Jeunes, membres du Parti socialiste, nous ne soutiendrons que ceux qui n'entendent pas transiger avec leurs convictions et leur éthique. Ceci n'est pas une concession à la conjoncture, ce principe est fondateur de notre engagement militant. En effet, les démarches individuelles sont le révélateur des logiques politiques.

Assumer sa responsabilité d'acteur politique participe d'une éthique individuelle dont la défaillance mène au cynisme, à l'arrogance et à la légèreté. Il faut pouvoir se respecter soi-même pour prétendre respecter et diriger les autres.

La lâcheté combinée au mépris dans l'exercice du pouvoir sont aussi responsables de la sanction des urnes. La crédibilité des socialistes dépend de l'exemplarité de ses militants, de ses responsables et de ses élus. Le défi pour les socialistes consiste à restaurer au plus vite le dialogue avec les citoyens et leur tenir le langage de la vérité. On peut avoir un discours intelligent et le rendre intelligible, on peut avoir un projet politique responsable et le rendre populaire.

Dans le débat, comme dans la confrontation, aucun tabou ne saurait être accepté. A trop vouloir céder au dogmatisme et au conservatisme des positions officielles nous sommes devenus conservateurs et nous avons cessé d'être un parti de changement.

La paresse et le conformisme intellectuel sont faits pour être bousculés : ils confinent à l'agonie tout débat politique. A ce titre, le Parti socialiste, en se contentant d'être pendant 12 ans la courroie de transmission du pouvoir, a montré combien ce choix conduisait très vite au déclin.

## SORTIR DE RENNES, ENFIN

Briser les tabous quels qu'ils soient : c'est cet état d'esprit qui nous anime et que nous voulons faire partager dans le parti.

Cette volonté politique trouve un premier champ d'application dans la remise en cause des courants qui structurent aujourd'hui la vie du parti. La plupart d'entre nous ont intégré le Parti socialiste un peu avant ou un peu après le congrès de Rennes. Nous nous sommes engagés au Parti socialiste par rejet de la politique menée par la droite entre 86 et 88, mais aussi en réaction à certaines pratiques et certains comportements dans notre propre camp. Depuis trois ou quatre ans maintenant, nous essayons, tant bien que mal, de ramener sur cette base des jeunes dans les sections du parti.

Nous nous sentons étrangers aux déchirures de Rennes et nous continuons pourtant à en subir les traumatismes. Depuis cette date fatidique dans l'histoire du PS, les rapports de force entre les différents courants sont restés figés au mépris des militants, de la démocratie et du débat politique. Le congrès de Rennes a inauguré une période glaciaire dont nous ne sommes depuis jamais

parvenus à sortir, hormis l'éphémère parenthèse des Etats généraux.

Nous abordons aujourd'hui notre quatrième "moment de clarification politique" en trois ans. Cet état d'introspection permanente ne laisserait pas les militants s'ils avaient au moins le sentiment d'appartenir à un parti tourné vers l'extérieur et s'ils n'avaient pas perdu eux-mêmes le contact avec les gens qu'ils sont censés convaincre.

Nous souhaitons un parti qui fasse enfin campagne à fond sur ses propositions et qui ne se contente pas seulement de réévaluer sans cesse une ligne politique qui reste inébranlablement la même.

Les militants et sympathisants ne seraient sans doute pas si désabusés s'ils avaient la conviction de pouvoir peser sur les grandes orientations du parti et sur les rapports de force qui devraient logiquement en découler.

Ce n'est pourtant jamais le cas. Comme au Rubik's cube, les majorités dans le parti se font et se défont au rythme des intérêts de chacun. Les actions de proximité et le travail de terrain -souvent invoqués mais jamais réalisés- en pâtissent. A ce jeu mortel, nous ne voulons plus participer. Débattons donc une fois de plus de notre orientation et de nos alliances, dotons-nous d'une vraie majorité politique mais de grâce venons-en très vite à l'essentiel : la reconquête du terrain par les idées.

Nous le constatons chaque jour : l'analogie est évidente entre la difficulté des jeunes à peser dans les débats à l'intérieur des structures dans lesquelles ils militent et l'impuissance des jeunes à peser sur les grands choix de société.

Une démarche générationnelle est la plupart du temps interprétée avec méfiance. A juste titre. Ceux qui incarnaient hier et incarnent parfois encore aujourd'hui la rénovation, n'ont que très peu montré leur détermination à combattre le fonctionnement vicié du parti qu'ils dénonçaient. Cette démarche n'a toujours eu d'intérêt qu'à travers le profit individuel qu'ils ont pu depuis en retirer. Une démarche générationnelle n'a de sens que si elle met en avant les problèmes qui touchent à l'intérêt général.

Notre génération n'a pas l'ambition de promouvoir l'image et les intérêts des "vingtas" : elle met seulement ses idées, sa détermination et son impertinence au service d'un parti qu'elle n'a pas l'intention de voir mourir sous ses yeux.

## DÉPASSER UNE LOGIQUE MARCHANDE ET TAYLORISTE DE LA SOCIÉTÉ

Écoutons ce que nous disent les jeunes.

Le rejet du CIP a valeur symbolique. C'est d'abord le refus d'une mesure clairement inspirée par des recettes libérales en matière d'emploi : la réduction du coût du travail et la généralisation de la flexibilité.

Mais c'est aussi une condamnation sans appel des solutions éphémères et des pis-aller, bref, du manque d'imagination qui caractérise les propositions des hommes politiques sur le problème crucial du chômage.

Le Parti socialiste a vocation à s'appuyer sur les messages qui lui sont délivrés par la jeunesse : refus de l'exclusion et du repli sur soi, du racisme, de l'intolérance, attachement à l'égalité des chances, à la protection sociale...

Il lui suffit d'être lui-même en réconciliant audace et valeurs de gauche, en retrouvant les chemins de l'expérimentation sociale, en rompant dans son action réformatrice avec toute forme de dogmes, de tabous et d'orthodoxies qui ne sont pas faits pour lui.

Il lui faut renouer également avec un discours offensif et audacieux sur l'ensemble des problèmes de société pour être en mesure de mobiliser toutes les énergies et en particulier les ressorts de la jeunesse. Les jeunes doivent pouvoir s'approprier nos idées et devenir les acteurs de notre projet.

Il lui faut promouvoir une nouvelle organisation de la vie collective. L'ambition doit être de redonner aux hommes et aux femmes les moyens de leur autonomie et une meilleure maîtrise de leur destin.

## UN REGARD LUCIDE SUR LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE

Ce projet de société doit incarner une alternative crédible au mode de vie consumériste dominant, autour des objectifs d'épanouissement de l'individu, de la qualité de la vie, de la solidarité entre les générations et de la lutte contre les inégalités par la redistribution des richesses.

Une telle démarche passe avant tout par une remise en cause de la place occupée aujourd'hui dans nos vies par l'argent et le travail.

Pour cela, il nous faut tout d'abord exercer un regard critique, lucide et sans démagogie sur l'idéologie libérale triomphante, les mœurs productivistes et capitalistes qui imprègnent notre temps.

Il n'est pas acceptable que tous les aspects de notre vie quotidienne soient articulés autour d'une logique purement marchande. Les mentalités et les modes de vies semblent durablement façonnés par un certain nombre de règles immuables qui ont fini par s'imposer d'elles-mêmes sans que plus personne n'en conteste la validité.

La recherche du profit facile, de la rentabilité immédiate, de la performance économique à tout prix ont enfermé l'ensemble de la société dans un carcan culturel qu'il faut faire éclater.

Tout s'achète et tout se vend. L'argent est devenu l'étalon de toute chose. Le secteur marchand s'étend à tout crin et ne connaît pas de limites : sexualité, biotechnologies, sports, information, communication... Même l'industrie autour de la recherche d'un médicament et d'un vaccin contre le Sida a été pervertie en enjeu financier. L'argent est au cœur de toute activité humaine : la place qu'il occupe dans les relations sociales est démesurée.

Une course effrénée au profit fait aujourd'hui office de boussole dans un monde qui a perdu la plupart de ses repères. Le cynisme et la brutalité des mœurs capitalistes l'emportent à tous les niveaux et créent des désordres aussi bien mondiaux que locaux.

Il ne s'agit pas seulement de vilipender ces "règles du jeu", mais d'y opposer systématiquement nos convictions et notre vision de la société.

## UNE GESTION CONFORMISTE DE LA PLANÈTE

Il est criminel d'invoquer à tout va l'anarchie mondiale et l'absence de toutes règles. Ouvrons les yeux. Sur tous les continents, une conception de l'économie fait prévaloir ses vues sur toutes les autres : elle est à la fois inspirée par les thèses les plus conservatrices et les recettes classiques du tout-libéral.

Cette vision dogmatique de l'économie, relayée par la plupart des élites bien pensantes, érige en valeurs universelles les principes de concurrence, de libre-échange, de stabilité des prix, de rigueur budgétaire et de réduction des dépenses publiques. Hors de ces préceptes : point de salut. Cette logique "anti-interventionniste" a inspiré dans le passé les politiques ultralibérales de Reagan et Thatcher qui ont laissé en héritage des millions de nouveaux exclus. Elle continue d'inspirer les vagues de délocalisations, les dérèglementations, le dumping social ou écologique. En dépit de la crise, ce prêt-à-penser libéral a favorisé l'émergence d'une économie rentière reposant sur les placements financiers, les prêts et la spéculation.

Les marchés financiers ont acquis en quelques années une importance sans précédent. Ceux-ci occupent désormais une place disproportionnée. Les milliards qui y sont quotidiennement manipulés donnent le vertige. Des sommes phénoménales sont venues progressivement constituer une bulle spéculative qui flotte au-dessus de l'économie réelle sans que personne n'ait aucune prise sur elle.

Les groupes bancaires, les places financières et les sociétés d'épargne font aujourd'hui la pluie et le beau temps. Ignorant le suffrage universel, au nez et à la barbe des autorités politiques légitimes, ces nouveaux lieux du pouvoir sévissent en toute impunité.

Dans une telle jungle, les spéculateurs sans vergogne du type Georges Soros prospèrent. Ces véritables prédateurs contemporains ont supplanté les golden boys fatigués des années 80.

A eux seuls, ces hommes sont capables de déstabiliser des monnaies, des pans entiers de l'économie en passant simplement quelques ordres depuis leur bureau.

Sans verser dans la paranoïa, on peut constater que la planète est soumise aujourd'hui à des réseaux mondiaux anonymes d'entreprises financières et de firmes multinationales au pouvoir démesuré et incontrôlé.

Les mœurs libérales règnent en maîtres sur des institutions internationales telles que l'OCDE, le FMI ou la Banque mondiale. Ces deux dernières,

qui fêteront bientôt leurs 50 ans, appliquent leur diktat sans distinction ni prise en compte des réalités locales, y compris aux pays du tiers-monde. En imposant à tous les mêmes règles de rigueur financière monétariste, elles asphyxient et plongent souvent des Etats déjà fragiles dans des difficultés sociales inextricables.

Il nous faut dépasser ces organisations et les mécanismes existants qui nous ont enfermés dans des façons de voir qui ignorent complètement les enjeux sociaux.

Il est faux de prétendre qu'il n'y ait pas, face à un capitalisme sauvage, d'espace pour une politique soucieuse du développement humain et écologique. La prospérité des Trente glorieuses a eu lieu dans le cadre d'une économie de marché domestiquée, dans un contexte de relance internationale concertée, d'interventionnisme public appuyé, d'organisation des échanges et de stabilité des taux de change.

L'exemple de la construction de l'Union européenne nous le prouve, une autre logique est possible : elle consiste en une régulation et un encadrement des mécanismes du marché.

Pourquoi ne pas introduire des freins au moyen de taxes sur les transactions aux buts purement lucratifs et les réinvestir ensuite dans l'aide au développement ? Pourquoi ne pas multiplier les contrôles sur l'extension désordonnée de l'économie virtuelle ?

Pourquoi ne pas instaurer un minimum de protection sociale comme critère d'accès au commerce international et mettre un terme au jeu pervers de la surenchère compétitive ?

Pourquoi ne pas fondre le FMI, la Banque mondiale et l'OMC dans une seule et grande organisation internationale qui aurait vocation à promouvoir le développement humain et à répondre, partout où cela est encore nécessaire, notamment au Sud, aux besoins les plus fondamentaux des populations ?

Il est temps pour nous de reprendre l'initiative en prenant vraiment appui sur l'Internationale socialiste. Partout où cela est possible, au Parlement européen comme dans les institutions spécialisées des Nations Unies, il faut nous entendre entre nous et faire prévaloir nos vues communes.

A quelque niveau que ce soit, il est urgent de mettre de nouveau l'économie au service des hommes et non le contraire ; d'établir des garde-fous à un libéralisme sauvage, qui laissé à lui-même devient source d'inégalités et d'injustices ; de réhabiliter l'action volontaire de la puissance publique.

Mais il ne suffit pas de dénoncer seulement les dysfonctionnements économiques du capitalisme au niveau mondial mais d'identifier aussi tous les comportements qui en découlent dans la vie de tous les jours.

Entre une multinationale du tabac qui conditionne ses cigarettes en exploitant des travailleurs du tiers-monde, puis les écoule sur des marchés secondaires sans aucune précaution de santé publique, et un dealer de banlieue, où se situe la vraie délinquance ?

Animés par la même logique et tirant profit d'un même système les deux attitudes sont évidem-

ment condamnables. Pourtant, la multinationale et le dealer n'agissent pas à la même échelle. Il y a en fait deux poids deux mesures : l'une bénéficie d'une quasi-impunité, l'autre non.

L'appât du gain facile est, pour n'importe quel humain, parfois tentant. La dérive n'est pas propre d'ailleurs au monde politique. On la retrouve dans les entreprises et l'univers économique. Les réflexes corrupteurs ont tendance à se diffuser dans l'ensemble de la société.

Dans ce domaine, il faut avoir le courage de dénoncer l'hypocrisie de ceux qui se complaisent dans le refrain bien connu du "tous pourris" à l'égard des hommes politiques et qui oublient qu'ils sont eux-mêmes les témoins honteux de pratiques plus ou moins avouables dans leur vie de tous les jours.

## DES STYLES DE VIE TROP CONFORMISTES :

Les années quatre-vingt ont célébré le culte de l'entreprise, du marketing et de la propriété. Les grands gestionnaires, les financiers sont proposés en modèle à travers tous les médias. Le micro-onde, le magnétoscope sont devenus les emblèmes de la nouvelle société de consommation.

L'achat et la vente sont-ils pourtant les seules activités humaines possibles ?

Par quelle aberration en est-on venu à dénigrer l'entraide et le bénévolat ainsi que toutes activités créatives désintéressées ou motivées par autre chose que l'argent ?

Il faut opposer au modèle dominant hyperconformiste une autre conception du monde fondée sur la citoyenneté, le sens de la solidarité et de l'action collective.

Il n'est pas normal qu'avec un nombre croissant d'exclus du travail, l'emploi dans le secteur productif détermine seul le statut social. Petit à petit, nous nous sommes rendus prisonniers d'un mode de socialisation presque anachronique.

Enfermé dans les schémas passésistes du plein-emploi notre société se fracture durablement entre une catégorie d'actifs bien intégrés mais de plus en plus hostiles à l'idée de partager ses privilèges et des citoyens de seconde zone cantonnés à l'assistanat.

Même s'il tend à s'effacer, le travail demeure un élément incontournable de l'insertion sociale. A côté de celui-ci, il convient de privilégier d'autres façons de participer à la vie en société qui permettent à chaque homme et chaque femme de se réaliser aussi en dehors de son lieu de travail. La vie ne se résume pas à produire dans le secteur marchand : c'est avant tout une relation au monde et aux autres. Nous vivons dans une société minée par le chômage, l'exclusion et nous semblons nous complaire dans notre propre impuissance. A force que soit répété que tout a été essayé et qu'il n'y a rien à faire, la résignation et la démission face à l'ampleur du drame semblent avoir fini par l'emporter.

Dans ce domaine, la droite s'ingénie à saboter toute idée un peu nouvelle qui ne correspondrait pas à ces propres remèdes périmés. Malgré sa

tentative de dénaturation de la réduction du temps de travail en mesure expérimentale et en outil de flexibilité annuelle, elle n'a pas encore eu raison de cette grande idée.

## VERS LA SEMAINE DE QUATRE JOURS

L'économie produit de plus en plus de richesses avec de moins en moins d'emplois. Ce phénomène est durable et tend à s'amplifier. L'économie n'a plus besoin du travail à temps plein de tous. Conséquence : il faut prélever de plus en plus de cotisations sur de moins en moins de salariés pour redistribuer à un nombre croissant d'exclus. La croissance est peut-être de retour : à elle seule, elle ne suffira plus à endiguer l'irrésistible progression du chômage. C'est pourquoi il est devenu nécessaire de redistribuer -partout où cela est possible- le temps travaillé sur l'ensemble de la population.

C'est à la gauche que revient de mener le combat historique de la création d'emplois par la réduction du temps de travail. C'est dans l'opinion aujourd'hui qu'il s'agit de faire vivre cette idée. La redistribution de l'emploi, mais aussi des responsabilités, des statuts et du pouvoir associés au développement du temps libre peuvent être à la fois synonymes de baisse du chômage et de conquête de nouveaux acquis sociaux.

La réduction du temps de travail est un outil de cohésion entre les générations. C'est la seule mesure efficace contre le chômage qui ne soit pas discriminatoire envers telle ou telle catégorie de la population.

On peut craindre qu'une réduction graduelle du temps de travail soit inefficace car assez vite compensée par les gains de productivité. En tout état de cause, elle ne diminuerait pas massive-

ment le nombre de chômeurs. Le passage aux 35 ou 37 heures par semaine sans diminution de salaire reviendrait à conforter les acquis de ceux qui possèdent aujourd'hui un emploi au détriment des exclus du travail.

En outre, le passage aux 37 heures n'entraînerait pas de changement réel dans l'organisation de la société. La réduction du temps de travail doit être ample si l'on veut permettre l'embauche de salariés supplémentaires dans le processus de production. Seule une diminution significative du temps de travail entraînera la conquête d'une demi-journée ou d'une journée de temps libre pour chacun.

Passer de huit à sept heures de travail sur la journée ne bouleversera pas fondamentalement notre rythme de vie, tandis que passer de cinq à quatre jours de travail hebdomadaire signifie un véritable surcroît de liberté.

## VERS UNE SOCIÉTÉ DU TEMPS LIBÉRÉ

En complément de la semaine de quatre jours, il est nécessaire de développer des formules de temps choisi sur le long terme. Pourquoi se contenter de modifier le temps de travail journalier ou hebdomadaire alors que l'on peut offrir à chacun la possibilité d'alterner les activités de son choix la vie durant ?

Dans ces nouveaux espaces de liberté, une place centrale devra être accordée aux dispositifs de formation permanente garants de l'égalité continue des chances. On ne peut apprendre correctement quand on ne dispose que de ses fins de soirée ou de ses fins de semaine.

Les technologies évoluent sans cesse. Dans un proche avenir, une même personne sera conduite à changer plusieurs fois de métier dans sa vie, à

se reconvertir. Le temps libéré par la semaine de quatre jours et par des formules plus longues de congés-formation peut favoriser un accès permanent au savoir et l'acquisition de nouvelles qualifications.

Le passage à terme à la semaine de quatre jours peut s'opérer sans qu'il soit forcément nécessaire de toucher aux salaires, ni à la capacité d'investir des employeurs.

Dans l'hypothèse d'une réduction du temps de travail générale, les deux-tiers environ de la compensation salariale peuvent être financés par une partie de l'augmentation des gains de productivité et par l'activation des dépenses d'indemnisation du chômage aujourd'hui de l'ordre de 250 milliards.

En ce qui concerne le reste de la compensation, au lieu de baisser les salaires, il est possible de faire jouer la solidarité par l'intermédiaire de la fiscalité. Tous les revenus seraient mis à contribution, en particulier les revenus non productifs liés au capital financier ou rentier : plus-values boursières et de Sicav, loyers, transmission de patrimoine...

Se focaliser d'ailleurs sur les salaires comme système exclusif de rémunération du salarié est absurde. Le salaire correspond de moins en moins au temps passé à la production. Le niveau d'intervention adéquat doit devenir l'ensemble de la richesse produite collectivement qu'il s'agit de redistribuer équitablement. Cela passe par un arbitrage et une intervention vigoureuse de l'Etat.

Concrètement il est encore possible de changer la vie de millions de personnes. Le PS doit retrouver l'énergie du projet et surtout l'envie de communiquer ses idées. Nous mettrons tout notre enthousiasme dans la bataille pour que la victoire de la droite à la présidentielle et aux municipales ne devienne pas inéluctable.

## SIGNATAIRES

Jean-Patrick GILLE (premier fédéral PS Indre et Loire-32 ans) ;  
Benoît HAMON (président du MJS-27 ans)

et Emmanuel BACHELIER (Seine et Marne-21 ans) ; Hugues BERNARD (Loire Atlantique-25 ans) ;

Lionel BERETTI (Gard-24 ans) ; Nicolas BIHET (Manche-17 ans) ; Pierre BILGER (Paris-23 ans) ;

Stéphane BOUZERAND (Côte d'Or-26 ans) ; Héléne CASTEL (Pyrénées Orientales-27 ans) ;

Judith CAPELIER (Hérault-20 ans) ; Stéphane DAUPHIN (Hauts de Seine-23 ans) ;

Ralph DAVIDOVITS (Aisne-22 ans) ; Manuel DOUMEAU (Mayenne-20 ans) ; Frédéric DUVAL (Paris-26 ans) ;

Laurence DIVILLER (Aude-24 ans) ; Eric ERITZIAN (Bas Rhin-24 ans) ; Fabien ESTAVIALLE (Tarn-24 ans) ;

Aude EVIN (Paris-23 ans) ; Florence FANELLI (Loiret-24 ans) ; Jérôme FAVRE (Hérault-21 ans) ;

Sophie GANNE (Hauts de Seine-24 ans) ; Fabrice GUARNERI (Loire-21 ans) ; Jean Marc GUILLAUD (Rhône-26 ans) ;

Gwénaél JEZEQUEL (Maine et Loire-23 ans) ; Régis JUANICO (Paris-22 ans) ; Abel HERMEL (Meurthe et Moselle-22 ans) ;

Catherine JOLY (Meurthe et Moselle-23 ans) ; Emmanuel LACRESSE (Meurthe et Moselle-23 ans) ;

Benjamin LABORDERIE (Ille et Vilaine-25 ans) ; Christophe LEFEVRE (Haute Garonne-22 ans) ;

Christophe LORNAGE (Loire- ) ; Jean Christophe MARCHAL (Marne-24 ans) ; Benoît MARQUAILLE (Nord-21 ans) ;

Jean-Pierre MARTIN (Dordogne-25 ans) ; Hervé MAUNOURY (Calvados-22 ans) ; Mickaël MOGLIA (Nord-22 ans) ;

Pierre-Antoine MOLINA (Drôme-18 ans) ; Hughes NANCY (Finistère-22 ans) ; Eric OSMOND (Seine Saint Denis-28 ans) ;

Matthieu PAUMIER (Finistère-23 ans) ; Olivier PINAULT (Indre et Loire-20 ans) ;

Etienne POURCHER (Bouches du Rhône-23 ans) ; Christine PRIOTTO (Drôme-24 ans) ; Franck PUPUNAT (Ain-21 ans) ;

Karim RHAOUTI (Paris- ) ; Jérôme SADDIER (Val d'Oise-24 ans) ; Jérôme SAFAR (Yvelines-27 ans) ;

Luc TAPIE (Hérault-27 ans) ; Laurent TONNERRE (Morbihan-26 ans) ; Denis VILLAR (Lot et Garonne-21 ans) ;

André VIOLA (Aude-23 ans) ; Antoine VION (Ille et Vilaine-24 ans).

# "Si la politique n'est pas le lieu où se créent les valeurs, c'est assurément celui où elles se vérifient"

**Le congrès de Rennes annonçait la crise que nous vivons ; nous avons fait semblant de ne pas en comprendre l'ampleur... Le congrès auquel nous sommes conviés aujourd'hui nous oblige à regarder la réalité en face sauf à se résigner à des convenances suicidaires.**

**Depuis le congrès de Rennes, les socialistes ont cessé de se ressembler. Depuis ils n'ont pas su dire qui ils étaient devenus, ni dès lors, quelle utilité ils pouvaient désormais avoir dans le combat de la gauche pour la transformation sociale aux côtés des travailleurs des plus démunis et des exclus.**

**A**u cours des dix dernières années, il est vrai que nous avons été confrontés à des changements majeurs : effondrement du mur de Berlin, dislocation de l'empire soviétique, crise économique d'une ampleur sans précédent...

Ces changements, nous les avons vécus en responsabilité : le parti tout entier, recentré sur la gestion du pouvoir a pris du champ par rapport au quotidien et par rapport à sa vocation, celle des socialistes, d'être des combattants du changement social, les porte-parole des revendications et des espoirs de ceux qui continuent de croire que le changement est possible, même si la perspective a changé.

A l'intérieur du parti, nous avons oublié que ce qui fait vivre un parti, c'est sa capacité à agréger autour de lignes de démarcation et autour d'idées, sa capacité à avoir un mode de fonctionnement en rapport avec l'évolution des mentalités, sa capacité à agir par rapport aux attentes d'une opinion et d'un électorat qui détiennent le pouvoir de sanction, sa capacité surtout à avoir un message lisible.

Cette même analyse vaut pour notre fédération. A 7.000 kilomètres du siège du parti, la crise qu'elle traverse est à ce titre exemplaire : nos débats se sont déviés dans des querelles de clans, de personnes ou de statuts.

Son discours s'est vidé des contenus concrets qui hier lui avait permis de rassembler et d'être conquérant : nous vivons encore des mots d'hier, faute d'avoir su donner à l'action militante un contenu en rapport avec les problèmes quotidiens des gens et avec les réalités nouvelles auxquelles nous sommes confrontés.

La décentralisation qui était une perspective et un mot d'ordre mobilisateur, a déçu ; elle a fait apparaître des féodalités qui ont mis en évidence la question de la démocratie locale. Elle a mis en lumière qu'il ne suffisait pas que les décisions soient prises ici, pour qu'elles soient bonnes,

conformes à nos intérêts, et qu'elles génèrent une dynamique capable d'inverser une logique d'approfondissement de la dépendance...

De même les grandes questions qui conditionnent le développement du pays sont restées entières : banane, canne, sucre, rhum, tourisme, formation, transport, irrigation, insalubrité,...

De conventions en congrès, la crise s'approfondit, la distance se creuse par rapport aux réalités et aux attentes, les sections se démobilisent, nos instances se désaffectent, nos rangs s'amenuisent...

Nous sommes au cœur d'une crise dont il est urgent de mesurer la gravité, pour dégager les pistes sérieuses du redressement : crise du discours, de l'image, crise de capacité militante et d'innovation, crise d'adaptation à une société en changement, et au jeu politique qui plus que jamais exige du flair et des règles.

C'est donc sur ce fond de crise, que se déroulera le congrès de novembre.

Puisqu'il y a congrès, profitons-en pour qu'il soit une chance de renouveau de notre fédération et du socialisme.

Ce sera le cas si nous sommes capables de discuter franchement des questions qui se posent.

Nous estimons que celles auxquelles le congrès doit se consacrer prioritairement sont les suivantes ;

- Existe-t-il réellement une perspective de changement social, et quel en est le contenu ?

- Face au développement du chômage, quelle nouvelle conception du travail ? Faut-il aller vers la réduction du temps du travail avec réduction corrélative du revenu à partir d'un certain niveau de rémunération ?

- Comment une nouvelle conception du travail peut-elle contribuer ici, en liaison avec notre

retard de développement, à la réduction des inégalités, sans pour autant accepter un dispositif spécifique en retrait par rapport à celui en vigueur en France hexagonale ?

- Quelle ambition pour l'école, comme moyen de promotion sociale ?

- Comment faire face à l'exclusion qui se développe ?

- Quelle peut être la contribution de la fédération à des actions concrètes d'insertion ?

Ce qui rapprocherait le parti des attentes de ses militants et qui pourrait constituer un champ d'action pour redonner du contenu à l'action militante.

- Les valeurs de la gauche, celles du socialisme, méritent-elles d'être révisées ?

Et ne s'agit-il pas davantage de faire vivre ces valeurs ?

Ces questions doivent pouvoir faire ensemble l'objet de discussions au sein des sections, au cours desquelles nous rechercherons une synthèse absolument nécessaire à une dynamique de reconquête.

Une dynamique qui doit certainement s'accompagner de prises de responsabilité par des hommes nouveaux, afin de renouveler notre image, notre discours, et l'action du parti au quotidien.

Il ne suffira pas en tout état de cause de réaffirmer très solennellement notre ancrage à gauche.

Il faut aller au fond, prendre acte que les lignes des clivages se sont déplacées, que la société a changé et que dès lors la politique elle aussi doit changer, se faire autrement, pour rassembler et être conquérante.

S'agissant du projet, nous avons les pistes de la synthèse : le projet de 1992, les actes des conventions sur l'Emploi et sur l'Europe, les contributions déposées à l'occasion de ce congrès, dont celle du camarade Bicep.

## SIGNATAIRES

Alain SOREZE - Favrot DAVRAIN - Patrice TIROLIEN -  
José SEVERIEN - Hubert BICEP - Marlène MELISSE - Eric JALTON.

# "Promotion des vertus du collectif"

**L**e Parti socialiste trouve encore ses forces dans l'organisation collective. Malgré cela, on a souvent fait peu de cas, dans nos programmes, dans nos actions de ces forces primordiales pour la mise en place d'une société plus juste, plus égalitaire que nous souhaitons tous. Les années quatre-vingt ont vu l'apothéose de l'individualisme, du leader gagnant sans que nous n'intervenions, ou si peu.

## **AIDER LA VIE ASSOCIATIVE SOUS TOUTES SES FORMES : EN GÉNÉRAL**

La vie associative, le travail de groupe sont essentiels dans le développement et l'entretien toujours plus que nécessaire de la démocratie. On doit favoriser par tous les moyens l'esprit collectif d'entreprendre : coopération, syndicat, association, mutuelle...  
Il faut défendre, promouvoir l'économie sociale par des mesures appropriées et incitatives.

## **AIDER LA JEUNESSE : RESPONSABILISER**

On a souvent à tort, proposé, décidé pour les jeunes. Donnons les moyens aux enfants, aux adolescents, de s'organiser, de débattre, d'agir, de s'exprimer (journaux, radios, TV...) au niveau local, départemental, national.

## **CULTURE ET SPORTS : LIBRE PRATIQUE**

La promotion de l'activité sportive, pour une pratique régulière dans le cadre d'un environnement santé devient plus que nécessaire. Il faut donner libre cours à la pratique sportive en favorisant son développement quelle que soit sa forme.

Aucun aspect de la culture ne doit être négligé : création, diffusion, formation.

La pratique pour le plus grand nombre. Les priorités sont partout.

Halte à la municipalisation de la culture et du sport, faisons confiance aux groupes organisés, seuls garants du maintien du tissu social, ô combien nécessaire à notre République.

## **COMMUNICATION : LA PAROLE POUR TOUS**

Les grands groupes de presse vont contrôler, contrôlent toutes les sources d'information. C'est un réel danger pour notre citoyenneté. Nous subissons, faute de pouvoir nous exprimer par manque de moyens. Dans ce monde hyper médiatisé, il faut aider, inciter à la création de télévisions, radios, journaux associatifs.

L'expression ne peut être, encore, un des privilèges du pouvoir de l'argent.

## **EXPRESSION, DÉCISIONS**

Même si les élections désignent les représentants du peuple et, par là même, donnent des pouvoirs décisionnels à quelques-uns, les socialistes ne peuvent se contenter d'un tel système. Les lieux de consultation doivent être permanents. Il convient de s'appuyer sur des groupes constitués ou non, au niveau local (conseil de quartier, commission extra-municipale...) comme au niveau départemental (création d'un CES, d'offices départementaux représentatifs de toutes les forces vives...) pour mener une réelle politique au service du peuple.

## **LE PARTI SOCIALISTE : REPRÉSENTATIF DE TOUTES NOS FORCES**

Le pouvoir ne peut être exclusivement réservé à un cénacle national défini par cooptation pour ne pas dire plus.

Les représentants des fédérations, les petits élus de province, les élus syndicaux, associatifs... ont droit à toute leur place, il en va de la richesse et de l'avenir de notre mouvement. Nous devons étudier ensemble une profonde refonte de nos structures de décision qui doivent être beaucoup plus en adéquation avec nos forces réelles.

## SIGNATAIRE

Jean-Pierre ESPIAU, fédération du Gers

# Reconstruire

**Il faut le redire, puisque certains semblaient l'avoir oublié : nous avons perdu le pouvoir. Les élections européennes, après tout, n'ont fait que confirmer les résultats des dernières législatives. Nous avons été battus. Nous avons subi en 1993, la pire défaite qui ait jamais été infligée à un parti de gouvernement.**

■ 35 % en 1988 ; 14 % en 1994. Pourquoi ? Et comment remonter la pente ? C'est la seule question.

■ On peut penser que c'est un accident - l'usure, les "affaires"...- et qu'il suffira de proposer, grâce à une campagne médiatique bien menée, un nouveau visage, pour que les erreurs et les divisions de la droite renvoient vers nous une majorité d'électeurs. Mais ce n'est pas un accident. C'est le fruit -amer- d'une politique. De ce que nous avons fait, de ce que nous avons dit. Et peut-être, plus encore, de ce que nous n'avons pas fait, de ce que nous n'avons pas dit. Nous ne retrouverons pas la confiance des Français en leur faisant miroiter la perspective exaltante de voir tel ou tel d'entre nous redevenir ministre. Franchement, qui s'en soucie ? Nous retrouverons la confiance des Français -et d'abord de ceux qui, si longtemps, malgré tout, ont voté socialiste- lorsqu'ils seront certains que la prochaine fois, s'il y a une prochaine fois, nous ferons autre chose, et que nous le ferons autrement.

■ Bref, il faut reconstruire. Et pour commencer -au delà des clans, des coteries, des chapelles- reconstruire un parti digne de ce nom. Il n'y a pas de tâche plus urgente.

■ La politique -la démocratie- c'est un dialogue. Encore faut-il que l'on sache qui parle, et à qui. On ne sait plus qui nous sommes. Nous ne savons plus à qui, en priorité, nous nous adressons.

■ Qui sommes-nous ? Des socialistes, héritiers d'une histoire longue et souvent glorieuse -qui ne commence pas en 1971, ne finira pas en 1995. Divers, sans doute, mais liés par des principes, des valeurs, un projet historique, qui sont ceux du socialisme démocratique. Porteurs de l'exigence d'égalité et de justice, garants des libertés, résolus à construire une société fraternelle. Et membres d'un parti, c'est-à-dire d'une communauté vivante d'hommes et de femmes qui réfléchissent ensemble, agissent ensemble, répondent ensemble devant le pays de leurs pensées et de leurs actes, au niveau national comme dans chaque commune, chaque quartier, chaque entreprise. Un parti, c'est-à-dire ce qui demeure, au cœur de la société française, quand passent les gouvernements...

■ Présentons-nous tels que nous sommes, avec nos candidats, nos idées, nos propositions. Qu'avons-nous gagné à rafler dans les anti-chambres, les dîners en ville et sur les plateaux de télévision des auxiliaires qui, à la première occasion, deviennent nos rivaux, retournent contre nous les armes que nous leur avons fournies ? Qu'avons-nous gagné à choyer ceux qui avaient toujours été nos adversaires et le rede-

viennent dès qu'ils nous voient faiblir ? Si notre message a été brouillé, inaudible, contradictoire, c'est aussi parce que personne ne faisait plus la différence entre ceux qui sont socialistes et ceux qui ne le sont pas, ne le seront jamais -et pourtant ont longtemps parlé, et parlent encore, à notre place.

■ Avoir fixé, comme règle, que pour être ministre, ou élu sur nos listes, il valait mieux avoir combattu le Parti socialiste que l'avoir servi, ce n'était pas le meilleur moyen de retrouver notre prestige et notre audience : et cela ne nous a jamais apporté une seule voix.

■ Soyons fiers de ce que nous sommes. Restons accueillants : il n'est déshonorant pour personne d'adhérer au parti de Jaurès, de militer dans nos sections. Le Parti socialiste a vocation à réunir, très largement, les hommes et les femmes de gauche, et chez nous la parole est libre. Mais tirons une fois pour toutes la leçon de l'expérience. Assez de dilution, de confusion, d'"ouverture" sans lendemain. Ces fariboles nous ont coûté assez cher. C'est le parti, tel qu'il est, avec les hommes et les femmes qui le composent et l'animent, qui doit s'adresser aux Français pour leur présenter -enfin !- ses idées, son programme, sa politique et ses candidats.

■ Mais à qui parlons-nous ? Au pays tout entier, sans doute. Mais encore ? La force de notre parti a été, longtemps, de rassembler deux électors différents mais complémentaires. Deux électors dont chacun avait son identité, sa personnalité, sa "culture". L'électorat de gauche traditionnel, enraciné, populaire -villes ouvrières du Pas-de-Calais et du Nord, villages de l'Aude, de la Haute-Vienne ou de la Creuse, faubourgs et banlieues, enseignants, postiers, cheminots, infirmières... Et un électors nouveau, plus urbain, plus aisé, plus cultivé, plus ouvert sur l'Europe et le monde. Les premiers souffrent de la crise, pensent avant tout au chômage, aux difficultés de la vie quotidienne, à la justice sociale. La gauche est leur patrie, l'Etat républicain leur protecteur naturel, et ils ont du mal à croire que l'argent puisse être la valeur suprême devant laquelle tout doit s'incliner. Les seconds sont plus attachés aux libertés individuelles, aux performances économiques, à la bonne gestion, à l'évolution des mœurs, à la solution des grands problèmes de société. Le libéralisme ne les choque pas. Le centre les attire. Le fédéralisme "européen" peut parfois les séduire.

■ Nous avons cru que les premiers, qualifiés d'"archaïques", nous étaient acquis pour toujours, et quoi que nous fassions, et nous avons tenu le langage qui convient aux seconds, que nous avons appelés "modernes". Nous étions si

**Nous avons perdu villes, circonscriptions, régions, depuis toujours acquises à la gauche.**

**Nous avons perdu des millions d'électeurs que nous avions ralliés dès les années soixante-dix. Et nous avons, en même temps, perdu des dizaines de milliers de militants.**

**Nous avons été jugés et le verdict est sans appel.**

désireux de gagner au centre que nous avons oublié -ou dédaigné- la gauche. La rupture entre ces deux électors s'est produite lors du référendum de ratification du traité de Maastricht -mais on la sentait venir depuis longtemps- et s'est confirmée aux législatives, puis aux européennes. L'électorat populaire nous a abandonnés, parce que nous l'avons abandonné. Il s'abstient, ou vote pour n'importe qui -sauf pour les socialistes. Il nous reste les autres : mais nous savons à présent que c'est moins de 15%.

■ Les donneurs de leçons -ils ne manquent pas- veulent que nous nous identifions encore plus à cet électors résiduel, et ne nous trouvent pas encore assez "modernes". C'est l'inverse qu'il faut faire. Sans oublier, sans perdre ces couches nouvelles, il nous faut à tout prix retrouver, reconquérir l'électorat populaire. C'est notre seule chance de revenir aux 30 % au dessous desquels on n'est plus un parti de gouvernement. Encore faut-il tenir à cet électors un langage qu'il puisse entendre, un langage de gauche, le langage de la gauche. Dans cette tâche, les éditorialistes, les sociologues, les publicitaires qui se sont toujours trompés et nous ont toujours trompés, ne nous seront d'aucun secours. Sommes-nous capables de ramener, de rassembler tous ceux qui, dans ce pays, se veulent de gauche, appartiennent à la gauche ? C'est ce qu'il faut prouver sur le terrain, dans les mois, les années qui viennent. Ce sera long ? Peut-être. Mais il n'y a pas d'autre chemin.

■ Un langage de gauche, le langage de la gauche... C'est vite dit : en politique, on est ce qu'on fait - ou ce qu'on veut faire. Et nous n'avons plus de programme.

■ Certains croient qu'on peut s'en passer, qu'il faut se garder de promettre, et qu'il vaut mieux garder les mains libres. Je ne le crois pas. Je propose que le congrès désigne une commission restreinte -moins de 10 membres- représentant l'ensemble du parti, chargée d'élaborer dans les trois mois, en s'entourant des avis et des compétences qui lui paraîtront utiles, un programme de réforme et d'action qui sera adopté par nos instances avant l'élection présidentielle. Ce programme devra être court, clair, comporter un nombre limité de grandes mesures "simples et pratiques", et concerner en priorité l'emploi.

■ Pourquoi adopter et populariser ce programme avant l'élection présidentielle ? Pour une raison de fond : c'est que les institutions ont changé. Deux expériences de "cohabitation" ont montré -mais il n'est pas certain que tout le monde l'ait compris- qu'il ne suffit pas d'élire un président de la République. C'est le gouver-

nement, disposant d'une majorité à l'Assemblée nationale, qui "détermine et conduit la politique de la nation". Même avec un président élu par nous, soutenu par nous, rien n'est possible, ou pas grand-chose, sans majorité à l'Assemblée, sans gouvernement. On répète, par habitude, que l'élection décisive est l'élection présidentielle. Ce n'est plus vrai. Nous ne sommes plus dans la situation de 1981, ou de 1988. L'essentiel se joue - nous l'avons vu en 1986, en 1993- aux élections législatives. Et là, il faut dire ce qu'on veut faire, il faut un programme.

■ Rien dans tout cela ne peut nous déplaire : nous avons toujours combattu le pouvoir personnel, et personne n'imagine que nous revenions, nous, à une lecture "gaullienne" de la Constitution. Et c'est l'occasion de clarifier - ce n'est pas inutile - la question des rapports du parti avec le pouvoir exécutif.

■ Nous soutiendrons, le moment venu, nous nous efforcerons de faire élire un président de la République proche de nous, et si possible issu de nos rangs : quoi de plus naturel ? Il présentera les grandes orientations qui correspondent aux pouvoirs qui seront les siens. Il faut lui laisser les mains libres. Un président ne s'identifie pas à un parti, encore moins à un programme de parti : à peine élu, il sera le président de tous les Français.

■ Mais au delà, il lui faudra une majorité à l'Assemblée, pour former un gouvernement. Il faudra donc que notre parti - ou sinon, qui ? - gagne les élections législatives, ou reste dans l'opposition. Pour les socialistes - il faut le dire dès maintenant - participer à un gouvernement quelconque n'est pas un but en soi. Gouverner, c'est le moyen de faire une politique qui soit la nôtre, celle que nous - nous, socialistes - croyons nécessaire et juste. C'est le moyen d'appliquer notre programme. Un point, c'est tout.

■ Il doit être clair que rien ne nous oblige à participer au gouvernement dans n'importe quelles conditions, pour faire une autre politique que celle qui nous paraît bonne pour la gauche et pour la France.

■ Il y a pire que d'être dans l'opposition : c'est de se trahir jusqu'au point où l'on disparaît de la scène politique parce qu'on n'a plus rien à défendre, plus d'identité propre, parce qu'on ne se distingue plus des autres - et en particulier pas de la droite.

■ C'est de ce point de vue qu'il faut envisager la question des alliances. S'allier avec d'autres ? Pour quoi faire ? Pour soutenir un candidat à la présidence de la République ? il n'est pas besoin de négocier : il présente de grandes options, et chacun se détermine. Pour gouverner ? Il faut dire ce qu'on fera, et comment on le fera. On ne rassemble que sur un projet. Inutile de se précipiter : depuis trente ans, nous avons vu, à côté de nous, bien des mouvements naître, grandir, décliner, disparaître. Nous, socialistes,

nous sommes toujours là. Et notre problème est d'abord, est surtout, de reconquérir le terrain perdu. Dotons-nous d'un programme. Et ensuite, discutons, et fédérons autour de nous tous ceux qui veulent travailler avec nous à la "transformation sociale".

■ Un dernier mot : si nous ne sommes pas fichus de repeindre notre plafond, ne disons pas aux Français que nous allons changer la couleur du ciel. On ne nous demande pas d'expliquer sans cesse que ce qui se passe à Washington, à Bruxelles, à Francfort ou à Luxembourg décide de tout, et que rien ne peut se faire à Paris. Ni de rêver tout haut de ce qui se passerait s'il existait une Europe conforme à nos vœux - elle n'existe pas - ou un gouvernement mondial - ce n'est pas pour demain. On nous demande ce que nous ferons si nous avons à gouverner la France, dans l'Europe telle qu'elle se construit, dans le monde tel qu'il est. Quelles réformes, quels actes, quelles décisions, quelles lois ? Ou sinon, à quoi bon voter ? Et à quoi bon voter pour nous ?

■ Il faut être lucides, renoncer à brasser des chimères, et voir les réalités telles qu'elles sont. La plupart de nos débats sur l'Europe sont devenus sans objet. Les faits sont là : il n'y aura pas, à vue humaine, d'Europe "fédérale" ni de "gouvernement européen". Et il n'y aura évidemment jamais d'"États-Unis d'Europe". Aucun de nos partenaires n'envisage que l'Europe puisse avoir une politique industrielle, encore moins une vraie politique sociale. Il n'y aura pas d'harmonisation fiscale, pas d'"initiative européenne de croissance". Y aura-t-il, un jour, une monnaie unique ? Personne n'en sait rien. Ce qui est clair, c'est qu'il n'est plus question de respecter les fameux "critères", dont presque tous nos voisins sont déjà affranchis.

■ Élargie à 16, et bientôt à 20, ou plus, à la fois plus faible et plus lourde, l'Union européenne a vu son axe de gravité se déplacer vers le Nord-Est. La France pèse beaucoup moins. L'Allemagne beaucoup plus. On ne changera pas ces réalités en traitant d'"anti-européens" ceux qui ont le plus travaillé pour l'Europe, lorsqu'ils disent qu'il fait jour à midi. "Faire l'Europe" ? Mais elle est faite. Elle existe. Elle fonctionne. Elle agit. Il faut la voir telle qu'elle est.

■ Dans cette Europe - l'Europe réelle, pas celle de nos discours - le libéralisme règne sans partage et sans contrepoids. Dérégulation, déréglementation, privatisation, primauté absolue du marché, et plus précisément des marchés financiers, sacralisation du libre échange mondial...

■ La vraie priorité, aujourd'hui, est de défendre l'Europe que nous - comme Français et comme socialistes - avons fondée, d'empêcher que ce qui existe ne se dilue, ne se disloque. C'est de sauver, dans toute la mesure du possible, l'acquis communautaire, les résultats positifs de quarante ans de construction européenne, de

maintenir, contre tous ceux qui croient uniquement aux bienfaits de la concurrence, les mécanismes et les procédures qui ont permis à l'Europe, depuis le traité de Rome, de faire œuvre utile. Ne nous faisons pas d'illusions : ce sera dur.

■ C'est dire qu'il est devenu absurde de vouloir "avancer", à tout prix, vers "plus d'Europe" - sans dire laquelle, et même si cela veut dire "encore plus de libéralisme, de monétarisme", quelles qu'en soient les conséquences humaines et sociales.

■ Dans l'Union européenne comme au GATT, nous sommes arrivés au point où il vaut mieux pas d'accord du tout qu'un mauvais accord. Il faudra dire "oui" à ce qui nous convient, "non" - vraiment "non" - à ce qui nous paraît mauvais, ou néfaste. Tout le monde le fait : pourquoi pas nous ?

■ Il faudra, surtout, apprendre à considérer que dans l'Union européenne comme ailleurs, les choix à faire sont politiques, peuvent être de droite - et alors, il faut les combattre - ou de gauche. Il faudra cesser de faire de l'Europe l'alibi commode de notre impuissance, de notre résignation, de notre immobilisme.

■ La loi de l'Europe, c'est la "subsidiarité". Faire, au niveau européen, ce qu'il est vraiment impossible de faire au niveau national - et pas l'inverse. Faire, avec d'autres, ce qu'on ne peut vraiment pas faire tout seul : Airbus, Ariane ou l'Eurocorps, ont montré que cela ne passait d'ailleurs pas nécessairement par les institutions de Bruxelles. Cessons de faire comme si notre pays ne pouvait plus rien, et surtout pas vouloir. La France est une grande puissance - la seule grande puissance qui ne sait pas qu'elle en est une, et ne veut plus le savoir. On ne peut pas lui offrir, comme seule perspective, de se replier frileusement derrière les parapets étriés de notre continent, de se fermer au monde. Elle a un rôle à jouer, un rang à tenir. A nous de le rappeler aux Français, et d'abord, de nous en convaincre. Ne laissons pas ce terrain à la droite. Le patriotisme républicain a toujours été une valeur de gauche, une des grandes valeurs de la gauche. Il est temps de nous en souvenir.

■ Reconstruire le Parti socialiste. En refaire un vrai parti, combatif, imaginatif, fraternel. Et vraiment socialiste. Proposer aux Français une politique de gauche, une politique entièrement tournée vers la justice sociale, l'égalité des chances et le droit au travail. Combattre la droite, sans compromis, sans ambiguïté. Combattre le libéralisme, et le vaincre, dans les esprits d'abord, dans les urnes ensuite.

■ Des milliers de socialistes, d'hommes et de femmes de gauche, dans le parti et hors du parti, n'attendent que cela : un langage sans équivoque, et des objectifs clairs. Si c'est, comme je le crois, ce que veut faire Henri Emmanuelli, il pourra compter sur eux - et sur moi.

SIGNATAIRE

Pierre Guidoni

# La double activité : une espérance pour l'emploi

Osons sortir de l'obsession gestionnaire, osons dire qu'il faut en toute priorité partager la richesse. Le projet des socialistes ne peut être le replâtrage permanent, mais toujours voué à l'échec, du système actuel. Bref, il nous faut sortir des ornières d'un capitalisme suicidaire qui n'a d'autres pratiques que l'accroissement des inégalités et d'autres moyens que de satisfaire les plaisirs des "petits marquis" de notre époque, acharnés à maintenir leurs privilèges. Ils finiront par faire exploser la planète.

Notre projet doit clairement contester cette gestion libérale de libre-échange, définir et mettre en œuvre une nouvelle citoyenneté, agir au plan européen pour créer les rapports de force nécessaires. Un grand chantier est devant nous. De tous ces sujets, celui que nous voulons aborder est celui de l'activité. Notion plus large que la notion d'emploi. Tant que les citoyens ne seront pas assurés de leur place dans la société, le message politique ne sera pas entendu. Il faut imaginer une autre relation au travail que la vision capitaliste qui domine encore nos réflexions.

## POUR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PLEINE ACTIVITÉ :

Aujourd'hui, que faudrait-il trouver pour que l'essor extraordinaire des techniques et des sciences ne se traduise pas par une exclusion du plus grand nombre des hommes, phénomène largement constaté ? Comment faudrait-il appréhender la question du "travail" pour ne pas en faire l'unique critère d'appartenance et d'identité sociale ? Comment parvenir à une qualification de l'existence des hommes qui contribue à l'épanouissement de chacun ? C'est cette vision d'avenir - d'aucuns parlent d'utopie - qui doit permettre d'élaborer des réponses à l'aggravation chaque jour plus visible de la crise économique, sociale et culturelle.

Dans l'instant, la réalité qui s'impose est celle d'une société gangrénée par le chômage. Parmi les multiples raisons qui expliquent le chômage, trois d'entre elles paraissent déterminantes : la modernisation non maîtrisée de l'économie, l'accélération des mutations techniques, le refus de mieux partager les richesses créées.

■ Les règles du jeu économique sont régies par le productivisme, l'hypercompétitivité et l'accumulation des biens de consommation, et la valeur essentielle est devenue l'argent. La France, comme les principaux autres pays occidentaux n'a pas su empêcher le développement d'une économie-monde fondée sur des exigences en contradiction avec le modèle social auquel aspirent les citoyens.

■ La mutation est au cœur de la problématique sur l'emploi. Cette mutation ne sert aujourd'hui, en fait et volontairement, qu'à augmenter la productivité, sans prise en compte de l'exclusion qu'elle génère. Le souci majeur reste l'abaissement du coût du travail et la recherche du profit. La logique retenue est donc celle qui considère que la machine est d'abord un investissement, et l'embauche surtout une charge. Il s'agit donc, à travers le progrès technique tel qu'il est envisagé aujourd'hui, de gérer d'abord le capital quitte à asservir l'homme en l'excluant du travail.

Dès lors, la compétitivité économique se fait aujourd'hui au détriment des emplois stables et en multipliant les emplois précaires. Le gouvernement nous propose la "prospérité" sans emploi. Politiquement, ce n'est pas sérieux, socialement, c'est inacceptable.

Nous devons donc maîtriser la technologie pour réduire les problèmes matériels des hommes, et non pour les priver de travail. Avantages et inconvénients sont présents dans toute découverte : exclusion du fait de la réduction de la peine et du travail d'un côté, temps libre pour une vie qualifiée de l'autre. Cette dimension est fondamentale pour empêcher une remise en cause radicale du progrès et maintenir la cohésion sociale.

En définitive, si le progrès tend à être perçu dans ses aspects néfastes, cela provient du fait que la société, confrontée à une diminution de la quantité de travail demandée, n'a pas su dissocier travail et existence sociale. Le travail fuit donc la société du travail.

Le refus de partager les richesses devient chaque jour davantage une réalité de la politique de droite. La France est plus riche chaque année, pourtant, chaque année, il y a davantage d'exclus, plus de pauvreté, plus de drames sociaux et humains.

## L'ACTIVITÉ AU SERVICE DE L'ÉPANOUISSEMENT HUMAIN :

Le second enjeu fondamental est là : si le travail est source de revenu, donc élément d'intégration sociale, il ne peut pas être le seul critère d'épanouissement. C'est très nettement ce qu'ont démontré les lois sociales de 1936. C'est cette marche qu'il faut reprendre.

Nous ne voulons plus, a priori, dissocier le temps de travail de la possibilité de mener d'autres activités. Il faut penser l'organisation de l'existence en termes de partage : partage entre temps consacré au travail productif ou de service, et le temps consacré à des activités sociales,

culturelles, associatives, de solidarité, utiles à la cohésion sociale, et apportant ainsi la possibilité d'un revenu provenant d'une autre activité.

La question de la réduction du temps de travail s'inscrit dans cette quête toujours renouvelée de disposer de temps libre pour l'épanouissement de l'individu. Elle peut être aussi un élément d'une reconquête de l'emploi. Il faut par contre certainement réfuter le concept de "partage du travail" qui s'apparente à une vision malthusienne contraire à une politique sociale offensive.

Le débat des 32 heures ou de la semaine de quatre jours, ne doit pas aboutir à une réduction des revenus, intolérable du fait de la dureté de la crise. Le temps ainsi libéré devra être pensé en termes collectifs et faire l'objet d'une gestion sociale.

Nous le disons avec force, réduire le temps de travail ne peut pas s'accompagner d'une baisse de revenus. Mais, en définitive, cette question est mal formulée, alors même qu'elle heurte légitimement les esprits au regard de la faiblesse actuelle du pouvoir d'achat. C'est autrement qu'il faut raisonner. Proposer la libération de temps sans organiser une gestion sociale de ce temps risque de produire des contre-effets : soit le développement d'une économie de travail au noir, soit un accès à la culture très imprégnée de la pénitration américaine.

Autrement dit, le temps libéré devra permettre aux citoyens de trouver des "lieux de socialisation" qui leur évitent l'enfermement ou l'isolement.

## UNE INITIATIVE EUROPÉENNE... :

Si le chômage est français, il est aussi européen et c'est à cette échelle que doit s'inscrire une véritable réflexion visant à lutter contre ce fléau. La construction européenne ne saurait se suffire à elle-même, un sens politique doit être conféré à cette volonté, ce pourrait être la primauté du politique sur l'économique. En conséquence, il convient de favoriser de toute urgence l'émergence d'une volonté politique européenne imposant

une transformation des finalités des politiques économiques, quitte à revoir certains dogmes (grands équilibres, monnaie forte...). Leur respect ne saurait constituer qu'un moyen au service d'une politique économique visant à favoriser une société de pleine activité. C'est la condition pour permettre le passage d'une Europe construite d'abord sur les intérêts économiques, à l'affirmation des valeurs d'une Europe politique.

En tout état de cause, l'échelon le plus pertinent de décision paraît être l'Europe, c'est pourquoi il convient de rechercher l'établissement d'une union économique, monétaire mais aussi politique afin notamment d'éviter un repli nationaliste s'apparentant sur le plan économique à une forme d'autarcie, qui ne constitue en aucun cas une solution à la lutte contre le chômage. Dans ce cadre-là, le dialogue avec les organisations syndicales contribuera à donner à cet enjeu politique sa dimension sociale indispensable à toute évolution positive.

La finalité de la construction européenne à l'échelle du continent est de permettre l'émergence d'un modèle de société original, différent de celui des Etats-Unis d'Amérique, et même en opposition résolue avec les principes de ce modèle.

Fidèle à son histoire, la France se doit de jouer un rôle pilote en la matière en initiant ces transformations et en les exportant dans le cadre de la dynamique engendrée par la construction européenne. Sans attendre, la France doit tracer des perspectives favorisant l'émergence d'un nouveau projet de civilisation.

## AFFIRMONS D'ABORD NOS CONVICTIONS :

### POUR le progrès technique au service des hommes :

Il convient de ne pas remettre en cause l'aspect bénéfique du progrès technique mais de vouloir en maîtriser les conséquences ; celui-ci a permis en grande partie la libération de l'homme par rapport au travail, ce qui a toujours constitué un des objectifs de la pensée socialiste. Mais l'effet inverse aujourd'hui mesuré ne peut être observé avec passivité.

### CONTRE le culte mythique de la croissance :

Il convient aussi de ne pas être victime du "culte de la croissance". Quel que soit son niveau d'évolution, la croissance de l'économie nationale (ou européenne) ne fera qu'accentuer un paradoxe incontournable ; à structures socio-économiques constantes, le retour à une forte croissance ne fera que différer l'augmentation inexorable du nombre de chômeurs. Faute d'une réaction sociale rapide, un taux de chômage national de 12 ou 13 % risquerait d'évoluer vers des taux de 20 à 30 %. Le risque est grand de voir émerger une société où se mêlent sur-activité et jouissance de biens de consommation pour quelques-uns et régression, violence, négation sociale pour tous les autres.

### POUR l'épanouissement individuel et collectif de l'homme :

Le chômage d'hier n'est plus le chômage d'aujourd'hui : c'est cette révolution qu'il convient d'appréhender dans toute son ampleur. A l'homme comme unique producteur de biens, il convient de substituer l'homme comme un être social qui cherche à donner du sens à son activité, à conjuguer un épanouissement collectif. "Tout être humain, par le biais des activités utiles mais non "monétarisés" qu'il mène, donc du temps qu'il échange, est producteur de richesse" (J. Paul Maréchal). Le gisement d'activités utiles de ce type est au moins, maintenant, égal à ce que fut le gisement offert par le service public de l'enseignement quand fut créé l'enseignement laïque et obligatoire. Ce n'est donc pas une utopie que de suggérer de co-financer ces activités à haute valeur sociale, d'une part par la nation et d'autre part par les usagers. A la société aujourd'hui mythique et révolue du plein-emploi, doit succéder l'émergence d'une société de pleine activité où l'ensemble des revenus du foyer ne proviendraient plus uniquement de l'activité professionnelle stricto sensu.

### POUR la responsabilité politique :

Dans cette nouvelle société où l'individu "s'active" entre travail et activité sociale dans un cadre de liberté de choix d'une répartition de son temps, de ses capacités, de son intelligence, il convient d'affirmer le rôle essentiel des collectivités territoriales -communes, départements, régions- en partenariat avec l'Etat, qui devra contribuer plus que majoritairement à leur financement (par création d'une dotation) par redéploiement ou révision d'utilisation de ses dépenses "passives".

### POUR le projet de la connaissance et de l'intelligence :

Dans cette société de pleine activité où les contours entre activité professionnelle et activité sociale ne seront plus étanches, l'exigence de formation pour tous doit être érigée au rang de précepte. A l'égalité des chances, bien loin d'être atteinte si l'on étudie objectivement cette question, il faut favoriser le développement d'une égalité continue des chances. De même, en rompant avec l'absolutisme de l'exigence dogmatique de compétitivité, serait-il possible d'utiliser le temps libéré par certains pour permettre le retour à une activité professionnelle de personnes qui en étaient préalablement privées.

### POUR l'utilisation dynamique de la richesse nationale :

De même, à la gestion essentiellement passive du chômage, il faut substituer une utilisation plus active de fonds alloués à l'indemnisation du chômage. Des gisements d'emplois existent dans les services de proximité et dans les collectivités locales qui pourraient être solvabilisés. Des négociations contractuelles, des fonds d'indemnisation du chômage et des fonds publics affectés aux collectivités locales assureront le financement de ces centaines de milliers d'emplois qui répondent à une véritable attente de la popu-

lation. Dans ces deux domaines, la gauche à grandement failli en retardant indéfiniment les grandes décisions à prendre.

### POUR une remise en cause du système de financement de la protection sociale :

La fiscalisation de la protection sociale est un objectif car il serait paradoxal de chercher à ôter au travail le fait d'être un élément conférant une existence sociale et de continuer à faire reposer l'essentiel de la protection sociale sur le contrat de travail. De plus, des prélèvements sociaux reposant sur l'ensemble des revenus favoriseraient les entreprises de main-d'œuvre. Mais rien n'est sérieusement envisageable si une vaste réforme fiscale ne voit pas le jour avec comme objectif de faire participer au financement des besoins de la nation l'ensemble des revenus, afin d'assurer une juste redistribution de la richesse.

### POUR la réduction du temps de travail :

Il convient d'aborder la question de la réduction du temps de travail dans toute sa dimension, celle d'un moyen de développer des emplois. L'objectif est donc de redistribuer le travail, de favoriser l'émergence de revenus de double activité permettant de dynamiser l'exercice de la citoyenneté tout en maintenant, voire en l'accroissant, le pouvoir d'achat des Français à bas et moyen revenus. La redistribution du travail implique une baisse rapide et importante de la durée légale du travail hebdomadaire, et l'ouverture de la négociation tripartite -patronat/syndicats/gouvernement- afin d'organiser cette évolution. Cette négociation devra s'élargir simultanément à d'autres acteurs de la vie sociale : chômeurs, associations d'éducation populaire et associations de citoyens. L'objectif fondamental sera la lutte contre le chômage et la perspective d'ici l'an 2000 devra être tracée : chaque emploi d'aujourd'hui qui nécessite un travailleur, en utilisera deux. Le revenu sera complété par l'activité à valeur sociale.

### POUR l'obligation à l'embauche :

La réduction du temps de travail doit s'accompagner d'une incitation -obligation- à l'embauche ; cette réduction peut se prévoir par paliers, une fois l'heure légale déterminée (32 heures ?), en compensant la différence entre le temps légal et le temps réel par le paiement d'heures supplémentaires, lesquelles seraient calculées de façon dégressive : la première heure supplémentaire devrait coûter plus cher que la seconde, etc., dans la limite absolue de 7 heures, de telle sorte que les heures supplémentaires n'entraînent pas des temps de travail supérieurs à ceux actuellement fixés ; on pourra aussi imaginer qu'au delà d'un plafond annuel d'heures supplémentaires effectuées, le salarié devra bénéficier de repos compensateurs incitatifs à la création d'autres emplois. Cette façon de faire, programmée, concertée par branche, permettrait de réduire le temps de travail sur une période de cinq ans de façon progressive. Parallèlement à cette réduction massive du temps de travail, qui pourrait parfois entraîner des modifications de rémunération, il

conviendra de mettre en œuvre, par voie contractuelle, des activités sociales nouvelles, qui seront susceptibles de procurer un revenu complémentaire ; dans cette optique, le revenu tiré à la fois du travail "professionnel" et de l'activité sociale devrait retenir les principes d'une clause de sauvegarde au bénéfice des bas et moyens salaires dont les revenus ne doivent pas baisser. La réduction du temps de travail doit donc être compensée par l'addition de deux revenus, celui du travail et celui de l'activité sociale.

#### **POUR le développement d'activités d'utilité sociale :**

On devra proposer simultanément, par un effort d'imagination, le développement des activités à forte utilité publique et à haute valeur sociale s'inscrivant dans un projet global en faveur d'une politique de la ville et de lutte contre l'exclusion ; ces activités qualifiantes peuvent dépendre des collectivités locales : bibliothèques, ludothèques, clubs sportifs, activités périscolaires. Elles peuvent aussi être proposées par le secteur associatif : action humanitaire, associations de quartier, de lutte contre la drogue... Il peut aussi s'agir d'activités dépendant de services déconcentrés de l'administration en faveur de l'environnement, de la solidarité, etc. Ces activités doivent être le contraire de tous ces "petits boulots" que la crise a réactivés,

précisément parce qu'elles ont un intérêt collectif, une utilité sociale évidente et qu'elles contribueront à la mobilité sociale par les plans de formation qui seront proposés. Le budget de l'Etat devra toujours être mobilisé simultanément pour assurer le financement de ces activités nouvelles.

### **LE DEVOIR POLITIQUE DE L'ÉTAT, L'EXIGENCE DE LA GAUCHE :**

C'est donc bien cette idée d'un revenu provenant d'une double activité qui pourrait être mise en œuvre. Un financement actif par l'intermédiaire de l'Etat aurait le mérite de redéployer en emplois actifs des financements aujourd'hui utilisés pour assumer passivement la charge des chômeurs. Ces emplois de proximité ne doivent pas être les formes de "petits boulots" dévalorisés. Ils peuvent permettre justement une complémentarité qui, dépassant la question des revenus, permettrait, par la dimension sociale, une intégration nouvelle et offrirait ainsi des perspectives d'épanouissement personnel pas toujours satisfai-

te dans le cadre du travail classique. C'est la "valeur-temps" qu'il faut maintenant privilégier, de façon complémentaire à la "valeur-travail" traditionnelle. C'est ainsi que l'on pourra créer une véritable économie associative et locale de l'utilité sociale, à l'intersection du service public et du service marchand. Ces activités nouvelles sont nombreuses, très nombreuses. Les structures associatives, mais aussi les collectivités locales, constituent à cet égard des débouchés très importants qui, là encore, peuvent permettre à l'activité sociale d'être assurée de sa valorisation.

En définitive, la seule économie de marché est bien incapable de répondre aujourd'hui à la question de l'emploi. C'est en cela que le projet de loi quinquennale du gouvernement Balladur faisait preuve de sa totale inadaptation, car il ne constitue que le moyen, pour le capitalisme, de s'adapter dans une économie mondialisée.

Nous pensons qu'il est temps de marier le travail dans sa fonction classique et les formes d'activités sociales nécessaires pour une bonne cohésion sociale.

**C'est à cette nouvelle vision du travail que nous devons nous attacher, pour permettre à la fois de faire naître une espérance grâce à un modèle de société plus harmonieux, et grâce aussi à des solutions actives, massives et immédiates susceptibles d'offrir des résultats positifs et directement perceptibles.**

#### SIGNATAIRES

Jean-Pierre MASSERET - Frank SÉRUSCLAT - Maryse BERGER-LA VIGNE - Marie-Madeleine DIEULANGARD

## "L'action politique pour quoi faire ?

Puisqu'il y a congrès, les signataires de cette contribution souhaitent qu'il soit l'occasion d'un vrai débat, un débat qui doit prendre racine à la base du parti. L'ambition de cette contribution est de permettre à notre fédération et à nos sections d'engager ce débat. Nous laisserons de côté la question de la présidentielle.

La candidature de Michel Rocard a été effacée, soit que certains dans le parti aient considéré

l'expérience mitterrandienne comme nécessairement unique, soit que d'autres aient choisi de faire l'impasse sur 1995 pour se ménager un retour ultérieur. A l'automne, les militants n'auront pas la possibilité de débattre dans la sérénité d'une question jamais posée, mais toujours sous-jacente. La vraie question, c'est de savoir quelle conception de l'action politique a le PS.

### **L'ACTION POLITIQUE, POUR QUOI FAIRE ?**

Privilégier la conquête du pouvoir central pour l'occuper et impulser la transformation de la société par l'intermédiaire de l'Etat.

Favoriser les pratiques politiques à la base, expérimenter des contre-pouvoirs pour préparer

et se préparer à la transformation de la société. Jamais une vraie et loyale synthèse ne s'est faite entre ces deux conceptions.

Ce qui a prévalu, selon les moments ou les besoins de la cause, ce sont les affrontements autour des ambitions présidentielles, la tentation de l'exclusion doctrinaire ou la mise en sourdine du débat et le faux unanimité.

Débarassés momentanément des affrontements, saurons-nous trouver une conclusion positive à ce débat sur la fin et les moyens de l'action politique ?

Nous refusons pour notre parti le schématisme qui le résume en deux lignes opposées, l'une qui serait celle de l'affrontement pur et dur contre le capitalisme et l'autre celle du consensus social. Nous ne voulons pas nous laisser entraîner à nouveau dans un débat entre droite et gauche du parti comme en 1979 à Metz. Certes la tactique adoptée alors a contribué à la victoire en 1981, mais elle a conduit à ce que d'aucuns appellent le virage à droite en 1983 qui a été une cause de la défaite de 1986 et, plus largement, a provoqué

la désaffection de notre électorat et la crise de confiance en notre capacité à résoudre les problèmes de notre société.

Depuis, nombre de militants nous ont quittés parce que notre politique, jamais expliquée, a semblé se cantonner dans une pratique institutionnelle tournée vers l'occupation du pouvoir.

Nous avons cru qu'un pouvoir de gauche donnait ipso facto des vertus réformatrices à l'efficacité, à la rentabilité, à la gestion, alors même que nous n'avons pas su prendre en compte les problèmes concrets des citoyens.

Beaucoup de militants comme de citoyens, déçus, se sont réfugiés dans l'abstention ou ont rejoint le combat d'écologistes ou d'autres, parce qu'il y avait là un engagement qui semblait concret.

L'opinion publique remet en cause l'efficacité de l'action politique. Elle ne croit plus à de grands programmes qui cherchent à satisfaire toutes sortes de clientèles. Elle est consciente qu'il y a une crise, une crise de société et pas seulement un moment difficile à passer.

Aujourd'hui, les travailleurs, les citoyens cherchent refuge auprès de ceux qui promettent de les protéger contre la brutalité des transformations sociales, qu'il s'agisse de l'environnement, de l'immigration, du chômage des jeunes, etc. Doit-on attendre une reprise conjoncturelle pour que renaisse notre programme, notre parti ? Ne faut-il pas plutôt retrouver des thèmes et une pratique qui seront mobilisateurs parce qu'en phase avec les besoins des citoyens ? Il est comode de voir la réalité en prenant des lunettes de gauche et accusant les autres de prendre des lunettes de droite ! Il vaudrait mieux tenter de voir et de comprendre le réel !

Face à l'émiettement du militantisme de gauche et de notre électorat comme de l'opinion publique, nous devons chercher d'abord à redonner confiance dans l'action politique plutôt que de nous contenter de ranimer un parti en panne.

## UNE STRATÉGIE POUR AUJOURD'HUI

Il faut à la fois recomposer la gauche et retrouver une stratégie qui la rende majoritaire. Il faut donc déterminer des convergences, rechercher la construction d'une force qui dépasse les frontières de la gauche historique, en surmontant les obstacles qui la paralysent et en prenant en compte les autres formes de lutte : l'écologie, les femmes, les pouvoirs décentralisés...

On le sait bien en Ardèche où la droite s'est appropriée tous les pouvoirs nés de la décentralisation. Du ruralisme ici, l'espoir d'une petite industrie ailleurs : cela lui suffit pour prétendre aménager le territoire. Or aujourd'hui, le développement est global : il dépend de la relation entre l'éducation, les communications, l'environnement, le logement, les services, l'activité sous toutes ses formes. Il est absurde d'opposer la vallée du Rhône et l'arrière-pays, les zones

d'activité (qui sont celles aussi du chômage) et les déserts ruraux (où l'innovation reste possible). Les problèmes des Ardéchois sont très concrets : trouver un emploi, un logement, faire héberger un vieux parent, trouver une chance pour l'éducation d'un jeune, réagir contre la pollution, améliorer le quotidien dans son quartier ou son village, garantir la survie d'une association ou d'un service public.

Quand on évoque ces problèmes, il ne viendrait à l'idée de personne de dire qu'ils sont politiques. Et pourtant ! Elus, militants syndicaux ou associatifs, nous essayons d'être présents et porteurs de projets : mission locale, entreprise d'insertion, association logement, services aux personnes âgées, intercommunalité pour le développement local... Nous le faisons notamment avec les points d'appui des municipalités du Teil et de la Voulte. Nous le faisons avec les jeunes, angoissés devant le Sida ou la drogue autant que par le chômage (y compris pour les plus diplômés d'entre eux). Nous le faisons à travers l'action des femmes qui s'organisent elles-mêmes pour faire valoir leurs droits.

Mais notre fédération, comme tout le parti, doit se débarrasser des a priori et des querelles de personnes : les sections doivent engager leur réflexion et leur action sur les problèmes concrets que vivent les Ardéchois et non perdre leur énergie à régler des comptes entre prétendues droite et gauche du parti, si ce n'est entre jeunes loups et vieux renards...

Pour y parvenir, nous devons travailler avec des militants qui viendront d'horizons différents. Nous n'existerons que par notre capacité à nous dépasser nous-mêmes.

Bien sûr, si nous souhaitons une stratégie de transformation sociale qui dépasse les frontières de notre parti, nous n'en restons pas moins fidèles au Parti socialiste. Il est pour nous le lieu où se continuent les aspirations à un socialisme qu'il s'agit de repenser, de moderniser, d'adapter aux besoins des citoyens.

## FAIRE PARTAGER NOS VALEURS

- Être présents et actifs dans les luttes contre toutes les formes d'exclusion.

- Améliorer les relations entre les humains et reconnaître la place de l'individu dans une société qui le réduit à n'être qu'un consommateur.

- Équilibrer en chacun l'être et l'avoir, communiquer par le dialogue.

- Maîtriser les progrès techniques et les évolutions économiques pas seulement pour la répartition des richesses, mais aussi pour la protection de la nature.

- Combattre les hiérarchies : élus/citoyens, dirigeants/dirigés, producteurs/consommateurs... et construire une démocratie qui corresponde à la complexité de notre société

Telles sont les valeurs qui motivent notre adhésion au PS. Signataires de cette contribution,

nous sommes conscients que le PS n'est plus attractif et ne parvient pas à les faire partager.

Aujourd'hui, outre la modernisation de nos valeurs, nous devons développer une pratique qui rapproche le militant ou l' élu du citoyen. Il faut éviter que le parti devienne un parti d'élus et la professionnalisation de l'action militante.

A cet égard, les Etats généraux et le processus des Assises de la transformation sociale, impulsés par Michel Rocard, n'étaient pas seulement des initiatives liées à la volonté de survie d'un parti politique ; ils indiquent la voie d'une pratique politique.

On en verra -ou non- les conséquences lors des prochaines élections municipales. Elles assureront soit notre relance, soit notre perte, selon notre capacité à faire partager nos valeurs et notre stratégie.

## LE PARTI : UN RÔLE NOUVEAU

La médiatisation, l'homogénéisation de la société, l'internationalisation des problèmes modifient profondément le rôle des partis.

Le parti doit toujours être un lieu de prise de conscience. Ce ne sera pas le cas s'il est seulement une structure où l'on se contente d'adhérer, ou une entreprise doctrinale, où il suffirait de bien penser.

Nous devons rechercher les modalités d'une ouverture non seulement aux sympathisants, mais à l'opinion publique. Cela nous oblige à repenser en profondeur les formes traditionnelles d'assemblées ou de réunions.

Face à l'information omniprésente, mais superficielle des médias, face à la puissance de la technocratie d'Etat ou des forces économiques, nous devons recourir à des moyens d'analyse et d'approfondissement des faits qui permettent d'évaluer les problèmes et les solutions.

Elever la qualité de l'information avant la délibération, se débarrasser du jargon technocratique, s'attacher à la clarification des enjeux, faire du parti tout entier un lieu d'expertise, il faut tout cela et surtout retrouver une capacité à écouter la société et à élaborer des propositions en fonction de ses demandes.

C'est pourquoi nous ne pouvons agir seuls. Nous devons -dans le parti, mais aussi à côté du parti- agir et réfléchir avec tous ceux qui sont engagés dans des luttes concrètes et partagent l'essentiel de nos valeurs.

Nous devons aussi nous appuyer sur nos élus pour proposer ou mettre en œuvre des solutions qui ne viennent pas forcément des appareils ou des experts.

Le lieu privilégié où l'expertise et l'expérience sociale se confrontent au réel, c'est la section.

Au sein de sa section, le militant est en situation de responsabilité (c'est le B.A./BA de la motivation militante...) Il sera mieux armé, mieux formé pour imposer sa participation aux débats

sur l'orientation et le projet du parti. Nous ne croyons pas que la multiplication des expériences et des pratiques à la base suffisent à créer un projet politique global, mais nous croyons que c'est un passage obligé pour participer à son élaboration et faire avancer des changements profonds. Collectivement, le parti doit se donner la capacité d'apporter des réponses aux enjeux qui se posent dans notre société : d'où l'importance du débat d'idées. Mais c'est autour des questions concrètes telles que les posent et les vivent les citoyens que doivent se reformuler

aussi bien nos projets économiques que de nouvelles perspectives pour notre société. Si le congrès évite le piège d'un discours de gauche qui -comme on l'a déjà vu- servirait à couvrir l'opportunisme des choix et des pratiques, s'il contribue à ouvrir des perspectives pour un rassemblement -notamment à l'occasion des municipales- de citoyens responsables en vue d'actions concrètes de transformation sociale, s'il engage la disparition des clans et la responsabilité effective des sections, alors ce congrès -finalement- n'aura peut-être pas été inutile.

## SIGNATAIRES

Michel APPOURCHAUX ; Didier BOULLE ;  
Philippe BROUQUIER ; Brigitte CHANÉAC ;  
Violette CHAPUIS ; Robert CHAPUIS ;  
Max FARGIER ; Catherine GUIDI ;  
Yves JOUVET ; Michèle LARÉAL ;  
Claude LARÉAL ; Henri NICOLIN ;  
Yves PAGANELLI ; Guy RAMOS ;  
Serge REVOL.

# Les chantiers de la liberté

**Notre parti qui, jusqu'en 1988, avait su garder unité et diversité, s'est transformé en un ensemble d'écuries de présidentiables. Dans ce contexte détestable nous avons, de 1988 à 1992, multiplié les erreurs politiques, aggravé le caractère monarchique**

**de nos institutions, échoué aux dernières élections législatives et européennes, après nous être englués de façon honteuse dans les affaires et les scandales ! Pourtant notre bilan était loin d'être négatif.**

## UN BILAN CONTRASTÉ MAIS FRUCTUEUX

La retraite à 60 ans, les 39 heures, l'élargissement d'un secteur public devenu compétitif, les lois Auroux, la décentralisation, la CSG, la paix en Nouvelle Calédonie, la fin de l'inflation, le redressement du commerce extérieur, une monnaie solide, la prise en compte de l'éducation comme priorité nationale, les plans de revalorisation Jospin et Duraffour, Université 2000, le revenu minimum d'insertion... la liste des réformes est longue même si certaines sont aujourd'hui remises en cause par la droite. Une chose est certaine : ce bilan est considérable. Les catastrophes économiques annoncées comme le reflet fatal de ces politiques volontaristes ne se sont pas produites : la France a vécu, alors, la crise ni beaucoup mieux ni beaucoup moins bien que les autres pays comparables, même s'il est patent que son évolution économique s'est trouvée décalée par rapport à ceux-ci. Le virage dit de la rigueur, en 1983, n'a pas remis en cause l'essentiel des réformes acquises. Il a donc été aussi le virage de la consolidation des acquis (et pas une "parenthèse") mais nous n'avons pas su l'analyser et encore moins l'expliquer et le populariser. La montée du chômage et la récession économique ne sont pas le fruit de notre gestion mais relèvent de la situation économique mondiale. Reste qu'aujourd'hui la France ne bénéficie pas, ou moins, de la relance constatée dans d'autres pays : la gestion libérale de notre économie doit être critiquée au regard de ce constat.

L'ampleur et les conséquences des réformes restent à évaluer, tant certaines sont porteuses non seulement de modifications institutionnelles, mais de comportements socio-politiques nouveaux.

Le changement des rapports que la gauche entretient avec le pouvoir d'Etat, un instant (!)

amorcé et une appréhension nouvelle des problèmes économiques ne sont pas les moindres des acquis de cette période. Il est clair que nos réussites et plus encore nos échecs ont modifié notre appréciation du pouvoir, de l'Etat et des problèmes économiques et sociaux.

Face aux doutes, aux découragements que l'absence de perspective et de recul peut expliquer, il n'est pas inutile de mettre ce bilan en valeur et de dire que, globalement, ce qui a été fait depuis 1981 devait l'être et doit être inscrit à l'actif d'abord de la gauche unie puis, plus particulièrement, de notre parti ; il est juste d'en dresser le constat et d'en donner acte à nos dirigeants en saluant la ténacité militante, le courage et la lucidité politique qui, après avoir été à l'origine de nos succès en mai et juin 1981, ont permis de battre à nouveau la droite en mai et juin 1988. La maîtrise de la situation politique que nous avons connue jusqu'en 1988 rend d'autant plus inadmissible notre effondrement de 1992 à 1994.

Certes nos médailles ont eu leurs revers. Car si l'activisme réformateur de la première période (1981 à 1983) la prudence apeurée de la seconde période (1984 à 1986) où nous redoutions une échéance électorale difficile, l'étonnant esprit de discipline, si peu conforme à nos habitudes, et le sens des responsabilités montrés durant notre bref retour dans l'opposition (1986 à 1988) ont certainement contribué à nous assurer alors dans l'opinion une réputation de gestionnaires, nous avons laissé sur le bord du chemin l'enthousiasme ardent qui avait accompagné notre arrivée "aux affaires". Une fois passée la surprenante exaltation populaire des premiers mois de la gauche triomphante de 1981, nous n'avons plus recherché le soutien populaire massif pourtant indispensable à notre action, préférant les illusions satisfecits que nous adressaient les économistes orthodoxes. Ces louanges étaient, il est vrai plus appréciées dans l'atmosphère de cour

alors entretenue pour nous préserver des dures réalités sociales.

Ainsi le chemin parcouru a été encombré d'ornières. Si le parti a d'emblée respecté le gouvernement, dans des circonstances et un contexte rapidement devenus difficiles, il n'en a pas toujours été de même de la part de gouvernements pressés par l'action quotidienne ! Que de plaintes montées des rangs militants pour critiquer non pas seulement telle décision, mais surtout tel comportement !

A l'inverse, combien de cabinets ministériels ont été submergés de problèmes insolubles et ont dû faire face à des interlocuteurs aveugles aux contraintes institutionnelles et sourds aux contingences économiques !

Ce dialogue de sourds a permis aux uns de se réfugier dans la critique souvent archaïque et en tout cas stérile, aux autres de conforter les tours d'ivoire ministérielles, matignonesque et élyséenne.

Sans doute les rapports des Français avec leurs gouvernements sont-ils souvent infantiles et, pourquoi le nier, les socialistes n'échappent pas à ce travers ! Sans doute faut-il encore s'interroger sur le rôle et la place du citoyen dans l'Etat et se demander, deux siècles après la Révolution, où en est la République.

Aujourd'hui la responsabilité de nos succès comme de nos échecs est partagée par l'ensemble de nos dirigeants. Il est indispensable d'en débattre car c'est de la juste appréciation de nos erreurs que nous pourrions trouver remède à nos hésitations et faire de nouvelles propositions touchant aussi bien la vie de notre parti que, lorsque le moment reviendra, l'action gouvernementale.

A ceux qui s'étonneraient d'une pareille confusion, il faut rappeler la nécessité pour le parti d'être un "lieu fondamental de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire" (1). C'est pourquoi nous présentons ici constats critiques et propositions touchant

aussi bien la vie du parti que les initiatives que pourraient prendre nos élus.

## REDONNER UN SOUFFLE À NOTRE ACTION

La peur de l'impopularité ne l'évite pas et notre histoire contemporaine nous montre que le peuple français est prêt à affronter les difficultés dès lors qu'on ne tergiverse pas sur les décisions à prendre, que l'on montre cohérence, continuité et ténacité dans le quotidien. Les citoyens de ce pays attendent de ceux qu'ils ont désignés pour cela qu'ils prennent leurs responsabilités.

C'est pourquoi les hésitations, les contradictions et les faux pas qui de 1981 à 1992 ont parfois caractérisé l'action gouvernementale ont pu décevoir nos sympathisants. Il faut choisir entre le débat et l'action : les deux sont indispensables mais leur mélange est destructeur. Parce que notre conception du parti est démocratique et opposée au centralisme léniniste et que nous cherchons à concilier sans cesse la double exigence de démocratie et d'organisation nous savons que ces difficultés ne disparaîtront pas.

Mais il est clair, dès lors que les décisions étaient prises par les seules instances gouvernementales seulement relayées par un et parfois deux états-majors de courant, que l'absence de débats dans nos instances dirigeantes principales : bureau exécutif, comité directeur, secrétariat national, groupes parlementaires ont pu permettre le développement d'initiatives non maîtrisées, voire la prise de décisions contraires à nos idées, à nos programmes et à nos aspirations.

À l'évidence les institutions de la Ve République ne se prêtent pas à un "débroussaillage" du travail politique. Mais elles s'y prêtent d'autant moins que nous préférons un illusoire confort électoral à l'élaboration collective des actions et des décisions. Ce n'est pas parce qu'il serait absurde d'exiger que la politique de l'Etat soit définie rue de Solferino que nous ne devons pas exiger de nos élus et de nos responsables une réelle solidarité et une cohérence dans la réalisation de leurs ambitions.

C'est ainsi que les "bayures" ont été limitées, au niveau gouvernemental, entre 1988 et 1990 par une meilleure centralisation des expressions publiques des membres du gouvernement. Ce choix s'est révélé positif : il aurait dû être maintenu et le Parti socialiste aurait dû, de son côté, redevenir le carrefour des initiatives et des échanges. Il n'en a rien été.

Pourtant la multiplication et l'intensification des débats de nos instances modifieraient sans doute la perception de l'action de la gauche. Encore faut-il relancer notre action sur des chemins mobilisateurs.

À juste titre les gouvernements de la gauche se sont tenus à l'écart de tout autoritarisme et de tout sectarisme. Le slogan selon lequel nous ne voulons pas prendre le pouvoir mais le rendre au peuple n'a été cependant qu'à moitié appliqué : la gauche n'a pas utilisé le pouvoir à des fins partisans mais, faute de l'avoir rendu au peuple

nous avons laissé aux mains de la droite la plus conservatrice des moyens d'action et de propagande considérables.

Ainsi non seulement le poids de l'idéologie dominante a été préservé mais il s'est, en bien des points, accru ! Un bref regard sur les écrans de télévision, reflet de la société dirigeante, suffit à s'en convaincre. En outre tout observateur attentif de la vie quotidienne peut constater une détérioration des rapports entre les Français, leur administration, leur travail, leur vie sociale en général. L'inquiétante montée des indifférences et des abstentions montrent la réalité de la coupure entre les citoyens et leurs institutions.

Il n'appartient pas à un parti dans un régime démocratique de contrôler ou de diriger l'administration et les services publics, les moyens de diffusion des idées et des images, les entreprises et les syndicats. Cette réserve s'impose à notre parti. Mais il est de son devoir de faire entendre sa voix et en tout premier lieu sur le terrain des idées et des libertés. C'est pourquoi le développement d'espaces nouveaux de liberté, de moyens de transparence de l'administration et des services publics doit être proposé par les socialistes.

● Le Parti socialiste doit demander l'accroissement du soutien apporté aux mouvements associatifs et, en particulier, aux mouvements de consommateurs. Un moyen d'expression de masse doit être mis à leur disposition. Ce pourrait être la chaîne de télévision, d'autre part utilisée à des fins éducatives. Des dispositions permettant à des comités d'usagers de se constituer dans les services publics et de disposer de moyens d'interpeller directement les dirigeants de ces services, devraient être envisagées. Des postes de médiateurs régionaux doivent être réellement dotés de larges pouvoirs. La revitalisation systématique de la notion de service public doit être engagée par la possibilité de nommer, à des postes de responsabilité, des fonctionnaires choisis sans discrimination se rapportant à leur formation mais en tenant compte de leur expérience. Les concours d'accès à la haute fonction publique doivent vraiment s'ouvrir aux élus des collectivités locales, des associations, des syndicats.

● Un vaste effort de réduction des privilèges doit être engagé par la suppression d'avantages attachés à certaines fonctions mais non liés à leur nature : logements, primes et dégrèvement fiscaux supplémentaires et cela de telle sorte que tous les citoyens et notamment ceux qui tiennent un rôle dans les affaires publiques soient à même de partager les mêmes difficultés et, par suite, cherchent à les résoudre non seulement au profit de leur propre corporation mais dans le sens de l'intérêt général. Les cumuls de mandats électifs doivent être proscrits encore davantage.

● L'organisation de ces "courants d'air" ne saurait cependant se cantonner au seul secteur public. Dans les entreprises privées, les initiatives, touchant en particulier les cadres, doivent être développées à partir de la réactivation des lois Auroux. Dans les groupes importants, la possibilité doit être donnée à l'ensemble du personnel salarié d'élire, parmi les cadres, un contre-chef d'entreprise qui disposera des droits d'un admi-

nistrateur, d'un budget de recherches et d'innovation, de la faculté de créer, par capitalisation des dividendes et des profits, une ou plusieurs filiales complémentaires de son entreprise.

● Le développement de libertés nouvelles doit profiter, en priorité, aux travailleurs à qui nous devons montrer, en particulier, que la gauche, après avoir rétabli la qualité de la formation de leurs enfants veut assurer leur promotion sociale. L'éducation nationale est redevenue la principale priorité et le principal souci des gouvernements et à juste titre car aucune formation professionnelle ne saurait excuser les déficiences de l'éducation. Dès la maternelle, nous avons donné aux enfants les moyens d'acquérir les connaissances nécessaires à l'appréhension du monde. Mais aujourd'hui l'environnement scolaire doit être massivement renouvelé de telle sorte que chaque jeune dispose, s'il le souhaite, des moyens de pratiquer art, sport, culture. L'école est un instrument de libération par le savoir et non un système généralisé de garderie des centres urbains déshumanisés.

## LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

C'est, bien sûr, sur le terrain de la lutte contre le chômage que le chemin de l'espoir doit être retrouvé.

Un ensemble de propositions revendicatives communes aux partis de gauche européens doivent être élaborées. Elles devraient viser, en premier lieu, à combattre les délocalisations d'emplois vers les pays développés n'accordant pas les mêmes niveaux de droits et de libertés à leurs salariés.

Mais, en France, le chômage, ou plus exactement, les licenciements sont subventionnés ! Il est clair qu'une partie du patronat utilise les financements publics, sous couvert de plans sociaux, pour organiser un système économique fondé sur des opérations financières. Pour ceux-là, les salariés ne sont pas créateurs de richesse mais de charges. De proche en proche cette conception s'est répandue à tous les secteurs de l'économie.

● C'est pourquoi nous devons proposer que l'ensemble des crédits consacrés à la prise en charge des licenciements et à la réinsertion -rarement satisfait- des laissés pour compte de l'économie libérale alimente un fonds commun permettant aux régions, aux départements, aux communes et syndicats de communes, aux associations d'intérêt public, aux entreprises publiques de transports et de services, aux directions départementales de l'équipement, des affaires sociales, de l'agriculture, de la jeunesse et des sports et de l'éducation nationale de créer, directement ou indirectement par convention avec des entreprises privées, des emplois de service, de soutien et d'entretien, d'éducation, de sécurité.

Par ailleurs une politique de transparence et de cohérence des charges des entreprises doit être élaborée. Les dépenses dites de politique familiale doivent être fiscalisées. Par contre les cotisations d'assurance chômage devraient être d'autant plus fortes pour une entreprise que

celle-ci procède à des licenciements, à l'image de ce qui est pratiqué pour les cotisations pour accident du travail. D'une façon générale c'est la logique du sous-emploi comme source de profit qui doit être renversée.

Le champ des initiatives est large et doit être parcouru. En l'occupant, le Parti socialiste doit manifester sa volonté de mobiliser tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'exploitation économique, la domination politique et l'hégémonie idéologique du libéralisme. Ce faisant, le Parti socialiste démontrera la vitalité du mouvement qui lui a permis d'accéder au pouvoir politique en mai 1981 et dy revenir en 1988.

## DÉMOCRATISER LA RÉPUBLIQUE

Le caractère monarchique des institutions de la Ve République n'échappe à personne.

Elles peuvent être "démocratisées" par la réduction à cinq ans du mandat du président de la République, par l'instauration d'une dose de proportionnelle pour l'élection des députés, comme cela existe en Allemagne, par une interdiction encore plus sévère des cumuls de mandats électifs, par la création par les assemblées, d'une caisse de retour à l'emploi permettant une meilleure circulation entre la vie politique et la vie professionnelle. Le nombre des départements ministériels doit être limité. La transparence des financements de la vie publique doit être maintenue.

En outre, il convient d'imaginer une vraie politique culturelle. Le ministère de la Culture est une chose, la réalité de la vie culturelle dans notre pays en est une autre. L'un peut très bien multiplier les initiatives tandis que l'autre, par le déperissement du tissu social lié à la montée du chômage, peut "s'assécher". C'est pourquoi l'attention doit se porter vers l'élément commun qui peut tout à la fois servir tous les citoyens et développer des espaces de liberté : la télévision.

Rien ne fera que les chaînes de télévision échappent comme par miracle aux lois du marché. Mais, à l'inverse, rien n'excuse cette volonté suicidaire pour notre société et notre culture d'abandonner à la seule loi du profit cet outil de communication commun à tous les Français.

- C'est pourquoi nous devrions proposer que le capital des chaînes de télévision, y compris celles actuellement privatisées, soit remis à de grandes fondations et que ces chaînes soient financées par la redevance et un recours à la publicité limité par l'interdiction des "coupures" publicitaires.

- Enfin la transformation du Sénat fusionné avec le Conseil économique et social en une véritable Chambre des régions composée de membres élus à la proportionnelle d'une part et de

membres élus par les conseils économiques et sociaux régionaux d'autre part rééquilibrerait la représentation nationale.

## METTRE EN VALEUR LE PARTI

Le rôle de notre parti doit être bien défini. Les années écoulées nous ont montré que la détention des postes ministériels ne suffit pas à modifier les habitudes, bonnes ou mauvaises. Le parti doit donc à tous ses échelons mais surtout au niveau des sections et des fédérations, manifester sa présence. Il est utile de rappeler que ces échelons intermédiaires du parti constituent des îlots de démocratie directe et de s'interroger sur les moyens de les ouvrir largement.

- Le parti doit systématiquement manifester sa présence sur le terrain, aussi bien dans les entreprises que dans les rapports entre usagers et administrations. Sans tomber dans l'activisme il doit cependant être à l'écoute des problèmes soulevés par les salariés, les administrés, les contribuables. Il doit appeler l'ensemble de ses électeurs à défendre les acquis et à contredire la droite. Il doit dire à ses militants ce qu'il entend de leurs critiques et ce qu'il attend d'eux.

L'action de l'ensemble des secrétariats nationaux doit s'orienter vers l'expression extérieure.

- En ce qui concerne son fonctionnement il convient que le parti reste particulièrement ouvert à la critique, pragmatique ; il doit s'interroger sur les conditions de sélection de ses cadres et de ses élus et veiller systématiquement à la promotion des candidatures féminines. Ce dernier objectif doit être recherché par la nomination d'un délégué national autorisé à participer aux travaux de l'ensemble des commissions exécutives fédérales et locales comme aux travaux des instances nationales.

- La perception positive qu'ont les électeurs de notre organisation doit être retrouvée notamment par la création d'un véritable statut donné à nos sympathisants les associant plus largement à nos travaux.

## OUVRIRE DE NOUVEAUX CHANTIERS

S'il y a crise, il y a aussi utilisation de la crise par la droite dont l'objectif est de préserver les privilèges. Pour la gauche, il doit s'agir de réinstaurer la recherche de la justice sociale. C'est pourquoi l'éducation doit rester la première priorité. Mais d'autres dossiers doivent être ouverts.

- Celui des systèmes de protection sociale, en commençant par l'établissement concerté d'un véritable bilan des avantages réels de chaque catégorie. De la connaissance approchée de ces situations découlera l'atténuation des inégalités. En outre la réalité de la responsabilité de

l'explosion des dépenses sociales doit être établie et débattue.

- Celui de la justice fiscale. Il était probablement exact et juste de dire qu'une réforme fiscale ne pouvait se faire en une seule législature. Mais en plusieurs législatures nous n'avons rien fait ! Raison de plus pour entamer sans délai les réajustements nécessaires. Sans attendre et pour manifester l'orientation de cette politique, deux mesures devraient être proposées : la suppression ou la réintégration dans les revenus déclarés de toutes les primes et avantages. La diminution, par tranche annuelle de 2 points, des dégrèvements fiscaux supplémentaires. Notre conviction que la justice fiscale repose sur l'impôt sur le revenu doit être réaffirmée concrètement par notre opposition à toute proposition d'augmentation des taux de TVA autre que celle rendue nécessaire par la lutte contre le chômage.

Les dégrèvements, avantages, privilèges et situations de monopole doivent être combattus non par la remise en cause systématique des statuts des corporations en cause, mais par la fragilisation progressive des monopoles de situation.

## IMAGINER LES CONDITIONS DE "L'OUVERTURE"

Il n'est pas de parti sans projet, sans moyen d'expression et d'analyse, sans ambition de mettre en pratique ses idées.

Il n'est pas de gouvernement de gauche sans programme, sans rigueur morale et sans volonté de rassembler l'ensemble des citoyens.

Ces principes posés, les questions de stratégie et de tactique peuvent être envisagées. Le creuset de ces alliances n'est pas nouveau : l'universalité des droits de l'homme, la laïcité, la recherche de la justice sociale, la reconnaissance de l'économie mixte, des libertés syndicales et du droit collectif du travail, le développement d'une agriculture fondée sur l'exploitation familiale, la poursuite de la construction d'une Europe unie et une politique extérieure fondée sur le soutien et la défense de tous les mouvements démocratiques, abandonnant l'esprit de gloriole qui, bien souvent hélas, a caractérisé nos initiatives en général tandis qu'en Afrique nous continuons à entretenir la prévarication : tout cela constitue les bases à partir desquelles le Parti socialiste peut appeler au rassemblement des électeurs et demander à d'autres forces politiques de nous rejoindre.

**Le combat des socialistes est celui de la liberté.**

**C'est sur ce chemin que nous mobiliserons les Français.**

*1) Convention sur l'autogestion : 15e thème.*

## SIGNATAIRE

Henry PRADEAUX, membre de la commission nationale de contrôle financier, secrétaire de la section de Villefranche du Périgord.

# Le sursaut... ou le déclin ?

La rénovation du Parti socialiste et de la gauche tout entière nous demande un effort considérable. Il va bien au delà de la nécessaire et vigoureuse critique de la politique menée par l'actuel gouvernement conservateur de M. Balladur. Il nous impose de redevenir nous-mêmes, de ne pas seulement compter sur les erreurs de la droite pour revenir au pouvoir.

La question du retour au pouvoir est essentielle : mais pour quoi faire et pour quelle politique ? Elle entraîne une réflexion de fond sur la nature de la gauche aujourd'hui et le rôle que les socialistes entendent jouer dans la société.

Après les congrès de l'Arche, de Bordeaux et du Bourget, notre parti s'apprête à vivre son quatrième congrès en trois ans, après avoir connu quatre premiers secrétaires.

## LE FONCTIONNEMENT DU PARTI ET SA DÉMOCRATISATION

Le Parti socialiste ne répond plus aux exigences d'un parti démocratique moderne. Ses militants ne peuvent se résoudre à être seulement des machines à voter des motions et à désigner des candidats.

Comment tenir compte de l'avis des militants, c'est l'aspect essentiel.

Depuis trop longtemps ces militants assistent en spectateurs au triste spectacle d'une poignée de responsables nationaux qui, tour à tour, se cooptent premiers secrétaires, s'auto-proclament candidats aux élections présidentielles, se propulsent sur la liste aux européennes... Tous se croient un destin national dès lors que les médias ont décidé de faire la une de leurs petites phrases qui n'intéressent plus personne. Se rendent-ils compte combien ils sont loin des préoccupations de leurs anciens électeurs, combien ils sont désavoués par l'opinion ?

La fédération d'Indre-et-Loire s'est vu imposer à trois reprises des candidatures aux élections législatives sans aucune analyse des situations locales, sans aucune concertation, conduisant à de graves déchirures internes, à la démobilisation et aux inévitables revers électoraux. Combien de militants dévoués et sincères ont quitté nos rangs écoeurés par ces pratiques qui ne visaient qu'à préserver des chasses gardées ou des intérêts personnels ? On doit pouvoir discuter de toutes ces questions avec le national ! La décentralisation n'est pas valable que pour la société civile.

Il faut dépasser les actuels courants du Parti socialiste, dont nous savons tous qu'ils n'ont souvent plus d'autre réalité que celle de conflits de pouvoir passés. Nous souhaitons la mise en place d'un système qui permette de maintenir la possibilité d'expression interne des divers courants (comme le prévoient les statuts), mais aussi la prise en compte des militants qui souhaitent être entendus sans appartenir à un courant de

Sera-ce simplement la suite ?

L'enjeu sera-t-il une fois encore la composition du secrétariat national, la grande question sera-t-elle de savoir qui est avec qui ?

Une nouvelle période s'ouvre. Nous avons connu le succès du parti d'Epinau, la prise du pouvoir, les difficultés de son exercice, les revers puis les défaites.

Aujourd'hui, conscients et forts de ce passé, nous devons construire un nouvel avenir.

Nous devons savoir tourner la page et donner la priorité à ce qui demeure de sincérité et de générosité dans notre parti.

Pour cela il faut rénover en profondeur le Parti socialiste et la gauche tout entière.

Nous souhaitons aborder plusieurs points qui nous semblent particulièrement importants.

pensée. Pourquoi ne pas, par exemple, au moment des congrès, composer nos organes statutaires pour 2/3 à la proportionnelle des courants et pour 1/3 au scrutin majoritaire ?

Nous souhaitons également une plus grande diversité sociologique chez nos dirigeants, car il existe une uniformité un peu inquiétante. Dans un monde de plus en plus ouvert, il n'y a pas à avoir de monopole d'une caste. Il ne s'agit pas de lancer une quelconque chasse à l'énarque, mais il doit y avoir de la place pour les autres.

Il faut également organiser la vie militante autour des sujets de préoccupation qui sont les nôtres en exploitant au mieux les compétences de chacun. Nous ne sommes pas obligés de nous désintéresser de ce qui nous importe le plus !

Avec les Etats généraux, la parité homme/femme, les Assises de la transformation sociale, une démarche heureuse a été initiée. Beaucoup de militants avaient placé là leur espérance et leur confiance. Mais les "éléphants" ont bien vite sifflé la fin de ce qui leur apparaissait comme une récréation, et, à trop vouloir être respectée de ses plus farouches et tenaces adversaires, à être trop enfermée dans une stratégie de pouvoir à court terme, cette démarche a été confisquée, l'espérance déçue. Les pratiques de pouvoir ont malheureusement survécu à la perte du pouvoir. Nous ne l'acceptons pas, il faut des changements dès maintenant. Pour redonner l'espoir dans le socialisme il faut d'abord que responsables et militants se comportent en socialistes.

## LA PRISE EN COMPTE DE LA QUESTION DU CHÔMAGE ET DE L'EMPLOI, SANS ESQUIVER LE DÉBAT SUR LES PLACES RESPECTIVES DES AIDES AUX PLUS DÉMUNIS ET DU PARTAGE DU TRAVAIL

La gauche au pouvoir a mené une politique de lutte contre l'exclusion et en faveur de l'inser-

tion des jeunes. Si des dispositifs tels que le RMI, le CFI, les Tuc puis les CES, les fonds d'aide aux jeunes, ont permis d'amortir les effets de la crise pour nos concitoyens les plus en difficulté, ils n'ont pas permis d'enrayer le processus d'exclusion imposé par les "réorganisations" de l'économie. Des garde-fous ont été installés afin d'éviter que les exclus du monde du travail sombre dans une marginalité radicale et définitive, mais ils sont de plus en plus nombreux à être pris dans des dispositifs d'insertion complexes sans parvenir à en ressortir avec un emploi stable.

Face à l'ampleur du phénomène, faut-il envisager la mise en place d'un système d'allocation universelle ? Mais ne risque-t-on pas ainsi d'accentuer l'assistanat au détriment d'un meilleur partage de l'activité ? Devons-nous nous résoudre à accepter que, malgré un effort de formation sans précédent, certaines personnes ne trouvent jamais une place sur le marché du travail ? Comment peut-on imaginer intéresser à la politique, c'est-à-dire à la vie de notre société, des personnes qui n'ont aucune certitude sur leur avenir matériel ?

Il ne s'agit pas de proposer des remèdes pour après-demain, après une énième étude de la question. Le parti doit proposer des mesures concrètes pour aujourd'hui, s'engager clairement sur cette question comme sur celle de la réduction du temps de travail.

Ce que nous ne voulons pas, c'est que l'on s'adapte à la concurrence mondiale en baissant les salaires et en diminuant la couverture sociale.

Ce dont nous ne voulons pas, c'est du modèle américano-thatchérien, car à force de "flexibilité" et de bas salaires, de grignotage de la protection sociale, on ne vient pas à bout du chômage. On n'en a qu'une timide réduction et le coût en est terrible : le salaire américain moyen est revenu trente ans en arrière, l'impasse faite sur la formation est dangereuse pour l'avenir, les enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté

officiel sont très nombreux, la criminalité a augmenté et l'homicide est devenu la première cause de décès parmi les jeunes.

Nous savons que les salaires ne doivent pas dépasser les possibilités de l'économie nationale, mais aussi, grâce à l'exemple de l'Allemagne qui a continué à augmenter ses salaires, que ce n'est pas grâce à des salaires plus bas et à des coûts sociaux plus faibles que nos entreprises réussiront à concurrencer la Chine et tous les pays où les salaires mensuels sont de cent cinquante francs par mois. Notre économie peut s'adapter en retrouvant plus d'innovation, plus d'investissement, une croissance accélérée.

Pour nous, socialistes, "priorité à l'emploi", tel doit être notre mot d'ordre et notre action. Cela passe par la réduction massive du temps de travail, mais aussi par la mobilisation de la dépense publique nationale et européenne contre le chômage et l'exclusion, par le lancement de grands travaux, la création d'emplois de services de proximité et de solidarité. La mise en responsabilité de chacun -Etat, collectivités publiques, entreprises, salariés, chômeurs, exclus- doit permettre de mener des politiques innovantes de formation continue inductrices d'emplois. Cela passe aussi par la définition de nouvelles règles du jeu entre employeurs et salariés.

### **LE REFUS D'UNE SOCIÉTÉ SOUMISE A LA SEULE LOI DU CAPITAL ET DU MARCHÉ, OÙ L'ON IMPOSE PLUS LE TRAVAIL QUE LE CAPITAL**

Nous connaissons tous la difficulté à assumer la différence entre l'idéal moral auquel on aspire et les difficultés techniques de sa réalisation. Encore ne faut-il pas y renoncer, comme nous avons renoncé à la réforme de la fiscalité.

C'est dans le cadre de l'économie de marché que le socialisme doit se développer, mais il ne peut pour autant se résoudre à être une simple inflexion des politiques économiques libérales. La marque distinctive du socialisme n'existera pas sur le seul terrain de l'organisation des rapports économiques mais aussi sur celui des rapports sociaux. L'école, la santé, l'environnement ne peuvent pas être régis par la loi du profit. De même, il faut savoir maintenir des services publics essentiels, même s'ils ne sont pas toujours rentables.

Nous devons valoriser le travail et toutes les qualités des travailleurs. Nous devons accorder son juste prix à l'effort fourni par les hommes et les femmes. Nous devons dépasser le matérialisme de l'époque ; cela est nécessaire au respect des valeurs et à l'équilibre des hommes. C'est dans cet esprit que la CSG devra être utilisée pour maintenir la protection sociale.

Il faudra également, parce que la loi du capital et du marché menace la cohésion sociale, dorénavant exiger du patronat des contreparties en

termes d'emploi, de pouvoir d'achat, de pouvoir dans l'entreprise, d'organisation du travail.

Nous ne devons plus faire sous-traiter les sans-logis par l'abbé Pierre, l'environnement par Lalonde, l'humanitaire par Kouchner, les libertés publiques par SOS-Racisme, les banlieues par Tapie, et nous contenter de gérer les grands équilibres. Créons les éléments d'un vrai dialogue et d'un partenariat pour agir pour l'homme, notre priorité commune.

C'est dans cet état d'esprit que nous devons aborder la question de l'environnement. Que ce soit le développement des transports en commun, des zones piétonnes ou des pistes cyclables pour nos villes, la réhabilitation de l'habitat rural ou l'entretien des chemins ou des rivières pour nos campagnes, notre conception de la société passe nécessairement par une réelle prise en considération de notre environnement. De sa qualité dépend notre santé, nos loisirs et le respect du bien public.

Nous devons rompre avec le schéma caricatural qui oppose progrès et équilibres écologiques. Entre une droite pour qui argent et bonheur sont synonymes, et nombre de mouvements écologiques pour qui le progrès n'est que nuisance, nous devons élaborer une charte visant à intégrer les associations de protection à chaque nouvelle réalisation. Il faut donner à l'environnement sa légitime dimension de patrimoine public, au même titre -et plus encore- que nos grands services nationaux.

La protection de l'environnement est une préoccupation de gauche. Comme pour la protection sociale, c'est un combat à mener face au pouvoir de l'argent.

### **LA NÉCESSITÉ DE FAIRE L'EUROPE POLITIQUE ET SOCIALE**

Il n'y a pas de socialisme démocratique possible dans un seul pays, c'est un fait.

La place des socialistes n'est pas avec les patrons protectionnistes, elle n'est pas d'être soumis idéologiquement et politiquement aux anti-européens déguisés en anti-maastrichtiens. Ne nous joignons pas aux déclarations anti-européennes de nombre des dirigeants actuels de notre pays.

Ne laissons pas s'échapper, pour nous et les générations futures, le seul destin qui nous reste, l'Europe. N'oublions jamais qu'en 1945, le continent qui était le plus près du développement, l'Amérique latine, s'est brutalement arrêté en route pour avoir choisi le protectionnisme. Ce n'est pas le traité de Maastricht qui favorise une société de droite, c'est lorsque nos gouvernements ont une dérive libérale, lorsqu'ils oublient les humbles, lorsqu'ils utilisent le pouvoir pour leur seul intérêt.

L'existence sur notre planète d'Etats gigantesques par l'étendue ou par la force économique, ou par les deux à la fois, impose à l'Europe d'atteindre une taille comparable à la leur si elle veut exister, évoluer et garder son identité. Face à l'Amérique, face au Japon, face demain à la Chine, l'Europe doit avoir le poids économique, démographique et politique capable d'assurer son indépendance.

Elle a, nous avons, la force de sa civilisation et de ses héritages communs. Si elle sait s'unir suffisamment elle aura la grandeur, si elle sait maintenir ses diversités nationales et régionales, elle bénéficiera aussi des vertus de sa dimension à taille humaine. Elle pourra ainsi être un acteur efficace de l'aide au développement de l'Europe de l'Est et du tiers-monde.

Nous refusons la conversion au libéralisme Thatcherien, qui nous ferait perdre toute identité de gauche ! Nous refusons également l'enfermement dans un discours étatiste, nationaliste, uniquement volontariste, qui nous ferait revenir en arrière et nous cantonnerait dans la protestation.

### **LA PÉRENNITÉ ET L'ÉMERGENCE DE NOUVELLES VALEURS DE LA GAUCHE**

Nous avons vécu trop repliés sur nous-mêmes, avec des préoccupations étroites, sans lien avec les forces dynamiques et militantes de la société. Nous n'avons pas su faire le lien avec les jeunes, les classes défavorisées, les militants des différentes causes : minorités sexuelles, pacifistes, mal-logés, associations humanitaires. Nous n'avons pas su nous adapter à certaines crises : lycéens, infirmières, etc. Or, être de gauche, c'est aussi cela : rester à l'écoute des revendications inédites, rester attentif aux injustices au moment où elles se découvrent, prendre en compte des problèmes nouveaux et, au lieu de les aborder avec des idées toutes faites, inventer des solutions adéquates.

Aujourd'hui, à côté des valeurs traditionnelles : liberté, égalité, fraternité, laïcité, solidarité, il faut reformuler une pensée de gauche adaptée à notre époque, une pensée qui marque la différence entre la réussite individuelle souvent au détriment d'autrui, et l'épanouissement personnel au sein de la collectivité. Une pensée qui n'ignore pas que le bonheur est vital et que les hommes pour être heureux en société doivent pouvoir réaliser avec succès leurs projets rationnels de vie et être confiants à juste titre dans les résultats de leurs efforts. Une pensée qui intègre que ce n'est pas l'Etat qui détient à lui seul les moyens de la transformation sociale. Une pensée qui donne à notre parti et à la gauche tout entière la capacité de proposer à la France sur des points précis dans un calendrier rigoureux, de façon crédible, des réformes qui puissent obtenir l'adhésion de la plus grande majorité de citoyens attachés aux mêmes valeurs que nous.

Pour réaliser tout cela, il nous faut retrouver la rigueur et la droiture qui appellent le respect et la confiance. Le succès du Parti socialiste a été dû en partie au fait que nous incarnions, aux yeux de nos concitoyens, avec nos débats et malgré nos disputes, une autre conception de la politique et notamment une autre éthique de l'action.

Cela va de pair avec la nécessaire remise à leur place de l'argent et de l'économie. Notre société, spécialement depuis le XIXe siècle, s'est éperdument lancée vers le profit, vers la richesse et spécialement la richesse monétaire. L'économie qui n'existait pas en tant que domaine propre, en tant que force reconnue, tend à tout dominer aujourd'hui. Non seulement les Etats et les individus semblent abdiquer devant des forces économiques obscures, de prétendues lois économiques, mais la science économique n'a jusqu'à maintenant pas su analyser et encore moins faire

reculer les crises et leur manifestation la plus désastreuse, le chômage. Nous devons donner l'exemple d'une remise à leur place de l'économie et des économistes.

Les villes, qui ont été les foyers de civilisation, deviennent aujourd'hui le lieu de regroupement des vaincus de l'exclusion, des chômeurs, des nouveaux pauvres. Refusons cette société duale. Nous devons éliminer les inégalités, les injustices et d'abord la pauvreté. Faisons passer dans nos actes ce combat contre la nouvelle pauvreté imposée à des millions de nos concitoyens, en réinscrivant nos pratiques politiques dans la réalité des pratiques sociales.

La réforme démocratique, à tous les niveaux, doit être mise en route. Cela veut dire la limitation plus stricte du cumul des mandats, des modes de désignation des élus plus justes et égaux, la promotion de la démocratie locale, la

lutte contre les déséquilibres territoriaux. Cela veut dire l'égalité des sexes. Cela veut dire plus de contrôle et de rigueur dans les gestions et les carrières publiques et privées. Cela veut dire une réforme des institutions afin de redonner au Parlement toute sa représentativité.

Les préoccupations qui concernent les libertés publiques et les luttes pour l'égalité civique et sociale doivent reprendre toute leur place.

**Le temps du choix est venu : celui du sursaut ou du déclin. A moins d'un an de l'élection présidentielle et des municipales, le Parti socialiste, qui ne peut se désintéresser ni de l'une ni des autres, doit s'engager dans sa rénovation et celle de la gauche.**

**Les signataires de la présente contribution vont travailler dans cette direction.**

## SIGNATAIRES

Jean GERMAIN - Jean-Patrick GILLE - membres du conseil national.  
Jean-Luc GALLIOT - ancien Premier secrétaire fédéral.

B. ARRUGA ; J. AUCLAIR ; M. BLONDEL ; H. BONFILS-BOURLIEUX ; A. BOSCH ; L. BOSCH ; O. BOSCH ; F. BOURASS ; R. BOURLIEUX ; P. BRUNET ; A. COLLAS ; A. CONIN ; F. CORMIER-BOULIGEON ; Y. DAUGE ; J. DESMAZES ; E. DESTOUCHES ; D. DEVAUCHELLE ; J. DION ; E. FARGUES ; J.-J. FILLEUL ; J. FRETON ; I. GAUDRON-DENIER ; C. GAUTHIER ; N. GAUTREAU ; G. GERNOT ; J. GESLIN ; A. GRUNBERG ; S. GUERIN ; G. HAYS ; T. HOUBEAU ; M. JACOB ; M. JAFFART ; R. JAFFART ; P. LE BRETON ; F. LERE ; C. LOPEZ ; L. LORGEUX ; B. MARIOTTE ; R. MASSE ; Y. MAVEYRAUD ; S. MERCERON ; G. MILEO ; C. MILIAN ; R. MILLET ; M. PADONOU ; F. PERRIN ; O. PINAULT ; J. POSSON ; E. RONDEAU ; S. ROUX ; F. SAIMBAULT ; J.-C. SAIMBAULT ; P. TAFFIN ; C. VERSAVEL ; M.-C. VERSAVEL ; B. WOLF.

# Ouvrir de nouveaux horizons de croissance

*Avertissement : cette contribution a l'ambition de se situer en complément de celle d'Henri Emmanuelli qui propose le positionnement politique du parti. Comme son titre l'indique, elle ne traite que du thème des nouveaux horizons de croissance et de la dynamique qui doit permettre de les ouvrir.*

**L'idée de partage des revenus et du travail, si elle n'est pas accompagnée d'une perspective de progrès des revenus et de l'activité, donc des emplois, est une idée régressive, malthusienne, à l'opposé de ce que doit être la gauche.**

**Le Parti socialiste, parti de gauche donc de progrès, doit offrir au peuple français de nouvelles perspectives de croissance, de nouveaux horizons d'expansion.**

**Comment et dans quels domaines peut-on aujourd'hui en France et en Europe ouvrir des perspectives de progrès ?**

Quatre thèmes sont à développer :

### **M**OBILISER NOS CAPACITÉS ÉCONOMIQUES POUR SATISFAIRE LES BESOINS DANS LE MONDE

Les besoins individuels et collectifs dans le monde sont immenses, des peuples entiers dont les populations se chiffrent en milliards ont l'image de notre opulence et aspirent au bien-être des pays développés.

Sous l'inspiration des idées de libre échange, les marchés internationaux s'ouvrent à la pénétration des entreprises occidentales. Les Anglo-saxons et les Japonais s'y engouffrent.

Ne restons pas passifs pour notre part.

Il faut mobiliser nos entreprises, pour ne pas laisser nos concurrents occuper seuls ces nouveaux marchés.

Nous avons en France une réputation de grands services publics de qualité. La gauche doit proposer de les orienter résolument, seuls ou en association avec d'autres Européens, comme avec des partenaires locaux, vers l'expansion internationale et la satisfaction des besoins des peuples démunis.

Un champ d'activité immense s'ouvre à nos entreprises, qui sera créateur d'activités et d'emplois en France et dans les pays d'implantation ou beaucoup d'entre nous seront heureux d'aller travailler.

Il faut aussi se battre pour promouvoir des règles d'organisation plus équitables des échanges internationaux et une maîtrise publique intergouvernementale pour limiter les comportements spéculatifs.

Comme l'écrivait Robert Reich, avant de devenir ministre du Travail de Bill Clinton, "le véritable défi économique d'une nation est d'accroître la valeur potentielle de ce que ses citoyens peuvent apporter à l'économie mondiale..."

## ORGANISER LA RÉPONSE AUX DEMANDES SOCIALES INSATISFAITES EN FRANCE

Cela a déjà été dit mais mérite d'être rappelé : de nombreuses demandes sociales, souvent nouvelles, restent insatisfaites ou mal satisfaites en France aujourd'hui parce qu'elles ne relèvent pas directement de l'économie marchande.

Il s'agit de l'accompagnement des personnes âgées vivant à domicile (aide ménagère, soins à domicile, aménagement des logements, urbanisme adapté...), de l'aide aux familles ayant de jeunes enfants, des loisirs sportifs (des quantités d'associations animées par des bénévoles auraient besoin d'un encadrement sportif semi-professionnel), des loisirs culturels, des questions de sécurité (surveillance des maisons isolées, gardiennage de parkings, du métro...), de la mise en valeur du cadre de vie (réhabilitation architecturale du bâti ancien, rénovation des façades d'immeubles, aménagement d'espaces publics...) et de l'environnement naturel (chemins de randonnée, gîtes d'étape, berges des ruisseaux et rivières...), la rénovation des banlieues et, plus généralement, de la ville, etc.

Ces besoins sont immenses, ils naissent des transformations sociales entraînées par le progrès technique et la modernisation (prolongation de l'espérance de vie, urbanisation, généralisation du travail féminin...). Ils présentent tous cette même caractéristique de n'être que faiblement solvables pour un usage individualisé et se prêtent mal à l'économie marchande.

Une conception "libérale" de l'économie et de la société ne sait pas donner de réponse satisfaisante à ces demandes sociales. Seuls les hauts revenus qui peuvent "consommer" individuellement des aides à domicile, des clubs sportifs de haut standing, de l'habitat dans les beaux quartiers, etc. obtiennent satisfaction.

Une pratique de gauche, socialiste, de l'économie et de la société peut combiner financements publics, (Etat, collectivités locales), collectifs

(Sécurité sociale, caisses sociales, mutuelles, comités d'entreprises), et individuels, pour solvabiliser ces demandes collectives. Elle peut organiser l'offre en combinant l'initiative publique (collectivités locales, Etat, agences ou autres organismes mandatés par la puissance publique) et l'initiative privée d'associations à but non lucratif ou d'entreprises.

Voilà des domaines où les socialistes ont de quoi faire preuve d'imagination créative pour ouvrir de nouvelles perspectives d'activités et d'emplois comme pour rétablir des liens sociaux.

## LIBÉRER L'INITIATIVE ET LA CAPACITÉ D'ENTREPRENDRE.

Les pays jeunes sont ceux qui entreprennent, qui créent de nouvelles entreprises, de nouvelles activités.

Les sociétés en déclin ont arrêté d'entreprendre. La France est-elle aujourd'hui une société en déclin ? C'est à croire si l'on regarde depuis deux ans la chute brutale des créations d'entreprises...

La cause en est claire : tout est fait pour favoriser les placements de rentier, sans risques, qu'ils s'appellent plans d'épargne en actions, fonds communs de placement, Sicav monétaires ou obligataires, etc.

Par contre, les financements d'entreprises non cotées en bourse ou de celles en création sont pénalisés.

L'entrepreneur, celui qui veut créer une entreprise ou une activité nouvelle, ne peut plus trouver le moindre financement auprès des banques ou des particuliers. Créer une entreprise est un privilège réservé à ceux qui possèdent et qui peuvent emprunter...

Les socialistes doivent se donner pour projet de démonétiser la capacité d'entreprendre, de la rendre accessible à tous ceux qui ont une compétence, du talent, un projet. Il faut organiser la collecte et favoriser fiscalement une épargne qui accepte de prendre les risques, en partenariat avec ceux qui entreprennent : l'épargne de proximité, celle du bassin d'emploi où se crée l'activité nouvelle, celle des salariés qui souhaitent prendre totalement ou partiellement le contrôle de leur entreprise pour la développer, celle des proches qui sont prêts à accompagner le créateur dans son aventure.

L'esprit d'entreprise est une démarche de progrès, donc de gauche.

## INITIATIVE PUBLIQUE, INITIATIVE PRIVÉE : MÊME COMBAT POUR LE PROGRÈS

Pour la droite, l'initiative ne peut venir que d'entreprises privées à but lucratif.

Pour la gauche, si les temps ne sont plus à la condamnation des entreprises profitables, l'initiative ne saurait être réservée à ceux qui recherchent le profit : elle peut être aussi le fait d'organismes publics, comme les entreprises du secteur public, ou d'organismes privés à but non lucratif.

Mieux, l'initiative privée a besoin de l'initiative publique pour prospérer : non seulement par la construction d'infrastructures et la mise en place de services collectifs, mais aussi par l'aménagement des territoires (l'urbanisme économique notamment), comme par les politiques d'environnement des entreprises (soutien à la recherche et aux transferts technologiques, fiscalité adaptée aux activités en expansion, aide à l'internationalisation, etc.).

Les privatisations ne sont pas la panacée. L'Etat-actionnaire doit bien souvent suppléer les carences du capitalisme privé particulièrement dans les secteurs où le risque technologique est réel et l'investissement important : aéronautique, spatial, électro-nucléaire... L'entreprise de service public doit se développer et se diversifier.

A l'idéologie du "moins d'Etat" qui domine encore trop le monde, substituons une conception du "mieux d'Etat" entreprenant et partenaire de l'entreprise privée.

Si l'initiative privée est indispensable, l'initiative publique est également nécessaire. C'est cela l'économie mixte.

**Le progrès technique ne tue pas systématiquement l'emploi. S'il s'accompagne de progrès de l'activité et s'il est mis au service de la libération de l'homme, notamment par la réduction du temps de travail contraint, il peut être créateur d'emplois nouveaux.**

**Les socialistes doivent être porteurs de ces messages d'optimisme et de progrès ; ils peuvent proposer les conditions d'un regain d'activité au service de l'humanité. Offrons de nouveaux horizons de croissance !**

## SIGNATAIRE

Jacques ROGER-MACHART - membre du conseil national

# Pour une alternative de gauche

## REFUSER LA FATALITÉ DE L'ÉCHEC

Regardons la vérité en face : aujourd'hui, pratiquement toutes les conditions sont réunies pour assurer la victoire de la droite à la prochaine présidentielle.

En témoignent les sondages sur l'état de l'opinion, cotes de popularité et de confiance des principales personnalités, mais aussi réalité d'une situation politique qui, objectivement, donnent à la droite ses meilleures chances depuis de longues années.

En témoigne l'omniprésence de la droite dans la vie politique actuelle : -en apparence-, et le débat politique national est interne à la droite. L'opposition semble plongée dans une sorte de léthargie depuis son échec de mars 1993, aggravé par la déroute des européennes.

A l'exception du bref sursaut de la conscience laïque de janvier dernier, la droite occupe seule le terrain et applique sa politique ultralibérale sans rencontrer le moindre obstacle. Les seuls adversaires notables de l'équipe Balladur sont issus de son propre camp. Tout conduit donc à estimer inéluctable la victoire de la droite.

La perspective est d'autant plus redoutable que l'échéance présidentielle est, depuis la fondation de la Ve République l'occasion d'une organisation durable du paysage politique national. La gauche a dû attendre 23 ans avant de retrouver le chemin du pouvoir, ouvert pour la droite par De Gaulle. Cela signifie qu'un échec de la gauche peut avoir des conséquences de caractère historique, par leur durée.

La question qui se pose à la gauche est donc d'une grande brutalité : est-elle capable d'enrayer un processus qui peut conduire à la réédition de la calamiteuse élection présidentielle de 1969 ?

A vrai dire, et sans cultiver le catastrophisme, une telle issue serait plus grave encore que l'échec de 1969 car, à cette époque, si la gauche a dû son échec à son inorganisation, voire à sa pulvérisation, elle avait à la fois un ancrage social, une audience intellectuelle et des références idéologiques qui ont constitué le socle de sa reconstruction.

La prochaine consultation électorale devient donc, de fait, un rendez-vous politique à l'enjeu historique pour notre pays.

Le simple énoncé de ce constat suffit à refuser la perspective.

Aucun responsable politique de gauche ne peut, aujourd'hui, s'inscrire dans une logique d'abandon ou de résignation.

Nous avons, dans le passé, connu des situations difficiles. Quelques mois avant les échéances déterminantes de 1981 et de 1988, les chances de victoire de François Mitterrand n'étaient nullement inscrites dans les sondages. Il a pourtant gagné, et nous avec lui.

Aujourd'hui, les données sont certes différentes. Mais nous avons un atout de taille : la division de la droite, fondée sur des rivalités personnelles évidentes opposant Balladur à Chirac mais fondée aussi sur des divergences politiques profondes exprimées par de Villiers et Seguin. Ces oppositions internes ne relèvent pas de la simple anecdote. Elles pèseront lourd au moment du rassemblement nécessaire des deux grands blocs au second tour de la présidentielle.

Elles constituent aujourd'hui la seule chance réelle de la gauche. Encore faut-il que celle-ci veuille s'en emparer et se donne les moyens d'une victoire qui, contre toute évidence, demeure encore possible.

Cette victoire, qui reste encore totalement à construire, passe par quatre obligations :

- analyser lucidement notre exercice du pouvoir,
- prendre la mesure du monde actuel et de ses évolutions,
- définir une véritable alternative politique au libéralisme dominant,
- mettre en œuvre une stratégie globale de rupture par le rassemblement.

## ANALYSER NOTRE EXERCICE DU POUVOIR

Cette analyse ne peut être un acte de contrition traditionnel ou une autocritique sans suite. Elle ne peut être non plus une justification a posteriori.

C'est un acte de responsabilité, une obligation morale et intellectuelle, une nécessité politique. La reconquête de l'opinion qui, à l'évidence, se détourne du Parti socialiste, passe obligatoirement par cette analyse suivie d'une explication publique.

L'examen lucide et rigoureux de notre exercice du pouvoir n'a pas encore été accompli. Timidité

intellectuelle ? Manque de courage ? Peur de mises en causes excessives ? Crainte de donner des arguments à nos adversaires ? Refus d'engager une procédure qui pourrait affecter le chef de l'Etat alors qu'il achève sa mission dans des conditions difficiles ? Les raisons invoquées, voire les prétextes, ne manquent pas. Mais l'absence d'analyse est incomprise par les citoyens, et explique la dureté de la sanction électorale.

L'argument du respect dû à François Mitterrand lui-même ne tient pas. Entrer dans cette logique reviendrait à faire reposer sur lui la totalité des responsabilités, à accréditer l'idée d'un exercice personnel, voire autocratique, du pouvoir, à esquiver des responsabilités largement partagées, et surtout à faire l'impasse sur les erreurs politiques collectives.

A vrai dire, cette volonté d'analyser, de comprendre, d'expliquer, de mettre en évidence les échecs mais aussi les réussites est probablement la meilleure preuve de fidélité à l'esprit qui a animé François Mitterrand dans son long combat pour le progrès.

L'analyse critique, au sens scientifique du terme, de l'exercice du pouvoir par la gauche, et, au premier chef, par les socialistes, doit s'appliquer à deux champs différents qui s'éclairent mutuellement : la pratique concrète du pouvoir politique et son contexte historique.

## UNE PRATIQUE TIMORÉE DU POUVOIR

Si l'opinion publique, depuis maintenant plusieurs années, s'interroge sur la différence entre la gauche et la droite, si elle assimile, abusivement sans doute, les deux lignes politiques qui devraient normalement s'opposer, si elle peut même assimiler dans la plus grande confusion et souvent dans un rejet commun de "la classe politique" les actes et les personnes, c'est en raison de l'absence de lisibilité de la politique conduite par la gauche.

Les socialistes doivent donc s'interroger, à leur tour, et après leurs électeurs, sur leurs décisions, sur leurs méthodes et même sur les acteurs de leur politique.

## DES DÉCISIONS TIMIDES

Sans systématiser, il est permis de s'interroger sur la signification d'un grand nombre de décisions ou d'absence de décisions actées par les gouvernements socialistes, qu'il s'agisse du champ culturel, social, institutionnel ou économique.

Pour le simple citoyen, qui avait sans doute placé des espoirs excessifs dans l'arrivée de la gauche aux responsabilités, l'écart entre les rêves, voire les promesses, et les réalités a été rude. Si rude qu'il a conduit à l'indifférence, à la rupture, voire à l'acrimonie.

Certes les exemples d'avancées significatives sont nombreux. Ils doivent être rappelés en permanence, et prennent aujourd'hui un relief particulier à la lumière des mesures gouvernementales ultralibérales, anti-sociales voire liberticides.

Il faudra donc inlassablement rappeler l'œuvre accomplie, sans complexe.

Mais dans le même temps, comment expliquer ce que tous les Français savent, parce qu'ils le vivent directement :

- l'échec face au chômage, y compris au cours des années où notre pays a connu la croissance, - l'accroissement des inégalités de revenu, sans correctif fiscal significatif malgré la CSG.

En un mot, les Français ont quelques raisons de s'interroger sur la signification de la gauche, quand celle-ci, au pouvoir, pratique une politique trop largement dominée par la logique de l'argent.

On ne peut éviter de poser par exemple la question de la soumission à la logique de la monnaie forte, avec ses conséquences économiques et sociales, sans tomber dans la démagogie ou l'irresponsabilité.

Pouvait-on faire autrement ? Y avait-il réellement une alternative ? Avons-nous failli par simple défaut d'explication ou nos choix ont-ils été fondamentalement erronés ?

Tant que nous n'aurons pas répondu clairement et publiquement à ces questions, nous ne pourrions reprendre la dialogue avec la population.

### ■ DES MÉTHODES CONTESTABLES

Les reproches qui nous sont adressés ne portent pas seulement sur nos résultats : après tout, notre bilan est loin d'être négatif et nous avons repositionné la France dans le peloton de tête des pays industrialisés, au prix de sacrifices supportés essentiellement par les salariés, il est vrai.

Si les catégories sociales qui ont assuré nos victoires électorales se sont détournées de nous, c'est aussi parce qu'elles contestent nos méthodes dans l'exercice du pouvoir.

Reconnaissons que nous n'avons guère su nous appuyer sur le mouvement social pour soutenir les mutations nécessaires de la France. Mais l'avons-nous réellement voulu ?

- quels ministres ont su écouter les militants et élus de terrain pour éclairer leurs décisions ?

- quel dialogue constructif et réel avec le monde associatif a été noué ?

- quels moyens ont été apportés aux militants du mouvement social pour constituer un contre-poids aux appareils de l'argent ?

Il n'est pas possible d'évoquer cette interrogation sur nos méthodes de gouvernement sans évoquer l'ambiguïté de certains comportements.

Sans tomber dans le basisme, il faut cependant poser la question de l'aptitude remarquable d'un grand nombre de responsables socialistes à se couler dans les habits et les habitudes du pouvoir. Avons-nous su maîtriser les facilités des palais ministériels, des cortèges de R 25 voire des avions du Glam ? Est-ce cette aptitude à singer la droite que les électeurs attendaient de nous ?

Ajoutons que la rupture a été consommée sur deux renoncements majeurs : l'échec sur la laïcité du système éducatif et, plus grave encore, certaines pratiques plus que douteuses dans les relations avec les puissances d'argent.

Nous avons certes fait progresser considérablement la démocratie en définissant les règles de financement des partis politiques. Mais l'opinion a perçu ces mesures non comme des initiatives fortes, mais comme un moyen d'échapper à des mises en cause personnelles et collectives. Reconnaissons là aussi une attitude timorée, défensive, qui nous a mis en situation de faiblesse par rapport à des adversaires sans scrupules. Notre électorat attendait, au plan de l'éthique, autre chose des socialistes. Là est l'origine d'une fracture majeure entre le Parti socialiste et l'opinion publique.

Au delà de ces constats, les dérives, les renoncements, voire les trahisons de l'idéal, qui nous sont reprochés ont une signification : ils s'expliquent par un abandon idéologique de nos propres valeurs et par l'acceptation tacite des références du libéralisme.

Cette mutation radicale du Parti socialiste au feu du pouvoir pose elle-même la question de ses causes. Car enfin, pourquoi le parti qui avait fait un choix sans ambiguïté lors de son historique congrès de Metz en 1979, renouvelé par le choix de François Mitterrand comme candidat en 1981 puis en 1988, a-t-il, dans la pratique, appliqué plutôt la ligne de la "deuxième gauche" qu'il n'avait pas retenue dans ses débats antérieurs ?

### ■ UN POUVOIR SOCIALEMENT CONFISQUÉ

L'interrogation, voire la mise en cause des politiques suivies et des méthodes utilisées, renvoie à la question des personnes qui les ont mises en œuvre.

Il ne peut être question, bien entendu, d'ouvrir un procès politique visant des personnes ou des groupes. Néanmoins on ne peut éviter de se poser la question de l'origine sociale de celles et ceux qui ont eu, effectivement, par des responsabilités électives ou des fonctions de cabinet, la charge réelle du pouvoir, et donc la possibilité concrète de peser sur les décisions.

Nous devons éviter avec détermination de tomber dans un basisme facile. L'histoire du mouve-

ment ouvrier nous rappelle en permanence que ses responsables les plus marquants furent, sauf exception, d'une origine sociale extérieure au prolétariat. Qu'il s'agisse des grands révolutionnaires ou des fondateurs du mouvement socialiste, les leaders de la gauche furent le plus souvent issus de la bourgeoisie, ce qui n'enlève rien à leurs convictions ou à leurs talents.

Par contre, lorsque la totalité de l'appareil d'Etat est entre les mains d'une élite recrutée dans un seul milieu social, avec la même formation, les mêmes références personnelles, fréquentant les mêmes cercles restreints, au delà des engagements politiques, alors se pose la question de la capacité du pouvoir en place à mettre en œuvre, par exemple, une stratégie de rupture avec le capitalisme.

Il ne s'agit pas d'invoquer les fantômes de "pouvoirs populaires". Il ne s'agit pas non plus de nier la nécessité, pour la gauche, de s'appuyer sur des compétences techniques et sur des réseaux lui permettant de mieux appréhender la complexité de l'appareil de l'Etat.

Mais lorsque le recrutement social des détenteurs effectifs du pouvoir est restreint à une seule catégorie, lorsque des militants du mouvement associatif, syndical ou social, qui ont fait la preuve de leur intelligence, de leur culture, de leur caractère, bref, de leur aptitude à gouverner, sont systématiquement exclus des allées du pouvoir, alors se pose le problème de la représentativité réelle du pouvoir en place.

## UN CONTEXTE SUBI

L'explication de notre échec tient donc, pour une part significative, à notre pratique même du pouvoir. Mais si cette lecture, décapante, irritante, est nécessaire et explique pour une part la rupture observée avec l'opinion publique, elle est largement insuffisante si elle ne s'intègre pas dans une vision plus large de la période et du monde dans lequel les socialistes ont assumé la direction du pays.

On ne peut, aujourd'hui, faire d'analyse politique sérieuse si l'on ignore le grand bouleversement qui affecte le monde en cette fin de XXe siècle.

Les faits sont là. Ils s'accumulent. Ils vont tous dans le même sens : nous vivons une période de mutation majeure, historique, comme l'on dit, une grande fracture comparable à la Renaissance ou à la première révolution industrielle.

Qu'il s'agisse des découvertes scientifiques, des inventions techniques, des nouvelles données de la vie culturelle, on observe ce que l'on appelle une accélération de l'histoire, au passage d'une période à une autre qui se construit sous nos yeux, avec les difficultés de lecture du nouveau monde qui émerge.

La mutation n'est pas seulement intellectuelle. Elle affecte aussi, bien entendu, le champ économique et le champ politique.

Au plan économique, la mondialisation s'impose. C'est un fait incontournable. Notre vie quotidienne, dans ses moindres détails, s'appuie sur cette donnée. Notre vie professionnelle ne peut être comprise qu'au travers de la mondialisation, qu'il s'agisse des matières premières, des outils, des débouchés, de la concurrence ou des partenariats. Ce qui est vrai pour la plupart des pays l'est encore plus pour la France, quatrième puissance économique mondiale, second exportateur de biens et de services.

Au plan politique, deux faits aux conséquences majeures structurent le paysage international : la montée des intégrismes et l'effondrement du communisme.

L'irruption nouvelle du fait religieux, sous des formes diverses, et quelles que soient les parties du monde, traduit le désarroi des esprits devant un avenir incertain. Il apporte des réponses globales et collectives à des interrogations personnelles. L'effondrement de la grande religion laïque qu'était le marxisme léninisme provoque le regain des grandes religions traditionnelles comme des sectes. Mais la désespérance des peuples, notamment ceux qui sont frappés par la misère, sous les yeux des nations repues, s'exprime aussi par le désespoir de l'intégrisme et du fondamentalisme. Qui ne peut y voir les germes de tensions, voire de conflits ?

L'effondrement du communisme constitue, bien entendu, un séisme politique de première grandeur qui modifie radicalement le paysage mondial en cette fin de XXe siècle. Reconnaissons notre incapacité à prévoir l'événement. Les plus fins observateurs du monde soviétique annonçaient, au moment de la crise des Pershings, un risque de domination de l'Europe par l'URSS en cas de départ des troupes américaines. On sait ce qu'est devenue cette prophétie. Edgard Morin peut écrire avec quelques raisons que, comme toujours, l'Histoire est le règne de l'imprévisible. Mais cet effondrement, souhaité, attendu et pourtant totalement surprenant, génère plus d'inquiétudes que de satisfactions, provoque autant de risques que de chances pour la paix en créant une zone de haute instabilité dans l'ancien empire. Le second résultat de l'effondrement communiste c'est qu'il livre l'ensemble du monde à la logique libérale. Contestable et contesté, le système soviétique constituait une sorte d'alternative, de référence inverse au capitalisme. Sa disparition ouvre au libéralisme débridé une voie royale qui impose sa loi à l'ensemble de la planète. La social-démocratie elle-même est mise en difficulté face à la vague libérale. De manière injuste la référence socialiste est assimilée dans les esprits à un collectivisme rampant, fondamentalement pervers.

Ainsi, l'offensive économique et idéologique ultralibérale conduite par Thatcher et Reagan, conjuguée à l'effondrement du bloc communiste a provoqué une déferlante libérale qui a emporté tout sur son passage, y compris les valeurs repères de la social-démocratie française comme de l'ensemble des partis de l'Internationale

socialiste, incapables d'imaginer une stratégie alternative au libéralisme.

On le constate, les carences ou les abandons des gouvernements socialistes en France sont moins le résultat de faiblesses des groupes ou des personnes que d'une incapacité collective du mouvement socialiste, y compris au niveau international, à s'opposer à une offensive sans précédent du libéralisme. Faute d'élaborer un nouveau modèle alternatif la social-démocratie s'est enfoncée dans une vision ultralibérale de l'économie de marché et, au mieux, a pratiqué du social-libéralisme quand elle était aux affaires, comme en France.

## PRENDRE LA MESURE DU MONDE ACTUEL

Déjà la recherche des origines de la situation de crise politique majeure dans laquelle se trouve aujourd'hui le socialisme français conduit le regard sur l'ensemble de la planète. Mais, au delà des explications sur la pratique du pouvoir socialiste, la première condition de la reconquête de l'opinion publique passe par la prise en compte de la réalité des temps présents, du monde tel qu'il est.

Entendons-nous : notre réflexion s'inscrit dans la recherche d'une authenticité nouvelle de la gauche, telle qu'elle a été souhaitée et formulée récemment par Henri Emmanuelli. Retrouver les valeurs de la gauche, c'est la condition première de la réconciliation avec les couches sociales que nous devons représenter.

Il convient donc, avant même la définition d'une stratégie politique globale, d'apprécier la réalité du nouvel ordre mondial tel qu'il se met en place sous nos yeux, dans sa complexité et dans ses grandes lignes, d'identifier les principaux enjeux du futur, avec leurs risques et leurs opportunités, d'affirmer enfin les valeurs qui orientent les choix de la gauche.

## APPRÉCIER LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

L'expression a été lancée lors de la guerre du Golfe. Elle exprimait l'idée d'une réorganisation du monde inspirée par les références du progrès et de la démocratie. On sait ce que sont devenues ces perspectives. Pour autant, la démission des grandes puissances démocratiques n'a pas enrayé l'évolution de l'histoire. Le monde a, en effet, continué à évoluer et sa nouvelle organisation se poursuit.

Elle se caractérise à la fois par une fracture et une contraction du temps, par un morcellement et une globalisation de l'espace planétaire, par l'hégémonie de la loi libérale, avec des incertitudes majeures sur l'avenir de l'humanité.

## DES TEMPS NOUVEAUX

Le thème est connu. Mais la réalité est incontournable : l'histoire, loin de se terminer comme l'annonçait bien imprudemment certain philosophe, s'accélère. Quel que soit le domaine concerné, les évolutions interviennent avec une rapidité croissante. Pour ne prendre qu'un exemple, dans le domaine technique, les microprocesseurs qui sont au cœur de la nouvelle révolution industrielle, doublent de puissance tous les dix huit mois. C'est comme si la puissance des machines à vapeur ou la capacité des métiers à tisser du XIXe siècle avaient connu une telle évolution. On mesure ici la fabuleuse contraction du temps, et des difficultés évidentes pour l'esprit humain, d'accompagner au même rythme les évolutions. Ce grand écart explique largement le vertige qui s'empare de l'humanité face à un avenir où les repères traditionnels sont inopérants.

La contraction du temps est telle qu'elle conduit à une véritable rupture de la continuité historique. Les évolutions quantitatives provoquent une mutation qualitative. Et nous retrouvons là aussi le thème bien connu mais incontestable de la fracture de l'histoire et de l'ouverture d'une nouvelle période, avec toutes les incertitudes génératrices d'inquiétudes qui caractérisent les phases de transition.

Retenons, au plan politique, l'obligation de réagir rapidement pour ne pas subir les événements, et la nécessité d'imaginer le futur pour mieux l'orienter et neutraliser les tentations de l'irrationnel. L'urgence d'une réflexion politique radicale, à la mesure des bouleversements, s'impose donc. Il est des instants décisifs dans le cours d'une histoire où le hasard l'emporte souvent sur la nécessité. Nous savons aujourd'hui que l'histoire de l'humanité est moins linéaire qu'on ne l'imaginait au siècle des Lumières, et qu'elle se constitue plutôt d'une série d'aiguillages au fonctionnement aléatoire. Qui prévoyait, il y a quelques années, les conséquences de l'arrivée de Gorbatchev au Kremlin ?

## UNE NOUVELLE STRUCTURATION DE L'ESPACE

L'espace et le temps sont indissociables. Aux bouleversements du temps répondent ceux de l'espace, générateurs également d'espairs et de craintes, de progrès et de risques.

A l'ancienne organisation de l'espace mondial, structuré autour du double affrontement Est-Ouest et Nord-Sud, et débouchant finalement sur un équilibre relativement durable, succède un nouvel ordre. Il repose à la fois sur une nouvelle régionalisation de la planète, sur une mondialisation tentaculaire et sur la résurgence de micro-identités souvent agressives.

### Les nouveaux espaces régionaux

De nouveaux espaces régionaux s'organisent en effet devant nous : l'Union européenne, bien sûr, mais aussi l'Aléna en Amérique, et la grande

zone asiatique, sous influence japonaise avant que la Chine ne s'éveille... L'espace mondial se polarise en quelques grands ensembles qui, à partir de complémentarités économiques, constituent des ensembles de communauté de culture préfigurant peut-être de nouvelles entités politiques. Chacun le perçoit : aucune réflexion politique, aucune proposition ne peut esquiver la dimension régionale, au plan planétaire, des perspectives. La question européenne devient de ce fait une donnée incontournable.

### La mondialisation

Dans le temps où la planète semble se fractionner en grands ensembles, elle s'unifie dans le mouvement sans précédent de la mondialisation. Celle-ci se manifeste sous des formes multiples, décrites abondamment, et qui constituent la base du paysage mondial actuel. Elle se résume en trois phénomènes étroitement imbriqués : la mondialisation des transports, la mondialisation des marchés, la mondialisation des idées.

Les nouvelles données techniques, et en particulier l'explosion des capacités de transport aérien en volume et en temps, avec l'effondrement des coûts, élargit à l'échelle de la planète l'espace concret à l'intérieur duquel peuvent s'effectuer massivement les échanges de biens et de personnes. Tout produit industriel parvient en quelques jours, voire en quelques heures, entre les mains des consommateurs, quel que soit son lieu de fabrication.

Cet élargissement matériel de l'espace marchand s'accompagne, bien entendu de la mondialisation du marché. Qu'il s'agisse de l'approvisionnement en matières premières, de distribution planétaire de produits de grande consommation, de dimension internationale de la division du travail, de constitution de groupes industriels et financiers transnationaux, de l'interconnexion des places boursières, de l'imbrication des parités monétaires : on assiste à une réelle mondialisation de l'économie.

Celle-ci s'accompagne d'une mondialisation identique dans le domaine de l'intelligence. Les découvertes scientifiques et techniques résultent aujourd'hui le plus souvent de recherches internationales. Leur diffusion à la communauté scientifique mondiale est pratiquement instantanée, ainsi qu'en témoignent de façon spectaculaire, pour le grand public, les recherches sur le Sida. Dans le même temps les produits culturels marchands, consommés en particulier par la jeunesse, sont de diffusion mondiale. Les références culturelles de la jeunesse se mondialisent donc. Enfin les informations elles-mêmes, qui nourrissent quotidiennement la réflexion de l'humanité, s'alimentent et se diffusent au niveau planétaire. La vision du "village" de Mac Luhan se réalise au travers de la mise en place d'un réseau dense de moyens massifs de transmission de l'information sur l'ensemble de la planète.

Cette mondialisation de l'espace des hommes, des biens et des idées a bien entendu de lourdes

conséquences sur l'organisation actuelle et future du monde, sur le type même de civilisation qui se construit aujourd'hui. L'histoire des techniques et de l'économie, la vision transversale apportée à la recherche historique par Braudel obligent à intégrer, dans toute réflexion politique, cette dimension mondiale qui constitue dorénavant un cadre majeur de référence.

### La tentation du repli

L'élargissement de l'horizon à de grands ensembles régionaux, voire au monde entier, conduit d'une certaine manière, à l'émergence d'une conscience collective planétaire dans un mouvement unificateur. Pourtant, et c'est le paradoxe, dans le même temps, se multiplient les retours en arrière, les frilosités, les réflexes de repli ou d'enfermement. Le mouvement vaut pour les individus comme pour les groupes, et prend parfois les formes redoutables du fondamentalisme religieux ou du nationalisme agressif, utilisés comme moyen d'affirmer son identité face à un mouvement de nivellement massif.

## EXPLORER LES VOIES DE L'AVENIR

L'aventure est risquée, mais indispensable précisément en raison de l'ampleur des bouleversements de la période. Une ligne politique qui se fonderait uniquement sur des références du passé serait inopérante à terme et dans l'immédiat non crédible. Le degré d'information de nos concitoyens, leur connaissance des réalités, leur perception, même incertaine des perspectives obligent à cet exercice à haut risque. La perception des enjeux, des chances et des dangers du monde futur est le point de passage obligé à la définition de toute proposition politique neuve.

### L'ENJEU : LA BARBARIE OU LE PROGRÈS

Déjà les intellectuels utilisent de plus en plus dans leurs réflexions la référence à la barbarie. Le fait lui-même est significatif du désarroi des esprits. Au lendemain de la seconde guerre mondiale le mot était fréquemment utilisé. Mais il s'appliquait uniquement au passé récent dramatiquement dominé par le nazisme, ou au passé plus lointain de l'histoire. Le futur s'écrivait alors avec des mots d'espoir. Si le risque est aujourd'hui dans les têtes, il est aussi et d'abord dans les faits.

A vrai dire, cette ouverture sur un double destin, cette perception de trajectoires divergentes de l'histoire vers le pire ou le meilleur sont la marque de toutes les périodes de mutation radicale. Pour ne prendre que deux exemples, la Renaissance fut l'époque des grandes inventions et découvertes, mais elle fut aussi le temps des guerres de religion. La Révolution française

ouvrit le chemin à la liberté, mais au travers de la terreur puis de la dictature napoléonienne.

La situation n'est donc pas nouvelle. Mais l'enjeu n'en est pas moins grand, du fait des moyens scientifiques et techniques dont dispose aujourd'hui l'humanité, et en raison du champ planétaire des choix engagés. C'est aussi le prix et la grandeur de la liberté de l'humanité qui a le redoutable privilège et l'écrasante responsabilité de construire son propre destin.

## QUESTIONS SUR LE FUTUR

La politique ne peut se contenter d'apporter des réponses aux seules techniques de gouvernement. Elle doit d'abord s'intéresser à la vie des hommes et des femmes, dans sa quotidienneté et dans sa noblesse. Elle doit donc se poser les questions que se pose aujourd'hui l'humanité face à son avenir. Sans avoir la prétention d'apporter des réponses complètes et définitives. Mais avec l'objectif de contribuer au moins à éclairer le chemin.

Allons à l'essentiel. Sur les questions majeures, qui engagent durablement l'avenir, en effet, le pire et le meilleur peuvent survenir.

### ■ LA VIE ET LA MORT

Préoccupation permanente, et à l'évidence, fondamentale pour l'humanité, la vie et la mort s'ouvrent elles-mêmes à des perspectives nouvelles. Les progrès scientifiques et techniques des dernières décennies, les perspectives impressionnantes de la génétique modifient radicalement ce qui semblait immuable et constitutif de la condition humaine elle-même. Mais si des perspectives heureuses s'ouvrent, faisant reculer la douleur, la maladie, la mort, ouvrant de nouvelles voies et de nouvelles libertés à la transmission de la vie, chacun le mesure : le "meilleur des mondes" est à nos portes. La monstruosité peut naître dans les éprouvettes. L'inhumanité absolue se cache derrière la porte. Elle n'est pas à exclure a priori : l'animalité est aussi une des composantes de l'humanité...

D'autre part la résultante démographique des nouvelles techniques médicales constitue une donnée fondamentale et conduit à de grandes interrogations : que peut devenir une humanité considérablement plus vieille ? quel nombre d'habitants la planète peut-elle raisonnablement supporter à la fois en fonction des capacités alimentaires et de l'utilisation d'un espace par définition fini ?

### ■ L'AVENIR DE LA PLANÈTE

Une réflexion sur l'avenir de l'humanité conduit donc immédiatement à une interrogation majeure sur la planète elle-même. La gestion de l'environnement entre donc pleinement dans le champ politique, pour des raisons fondamentales et non seulement par simple préoccupation électorale. En effet, pour la première fois dans son histoire,

et c'est la marque d'un tournant majeur, l'humanité a le redoutable pouvoir d'altérer irrémédiablement l'environnement planétaire, voire de supprimer la quasi totalité des formes de vie par l'apocalypse nucléaire.

Qu'il s'agisse de l'utilisation des ressources d'énergie fossile, de taux de gaz carbonique ou d'ozone dans l'atmosphère, de déforestation abusive, de pluies acides, de pollution et de surexploitation de la mer, de rupture des grands équilibres naturels générés par les activités humaines : les risques sont évidents et ne peuvent conduire qu'à la remise en cause radicale du modèle de développement issu des révolutions industrielles.

### ■ LE SORT DE L'ESPRIT

Les risques sur l'avenir de l'intelligence, pour être moins perçus par l'opinion publique, n'en sont pas moins réels, et, à l'évidence, aussi déterminants pour l'avenir même de l'humanité.

La mondialisation de la sphère culturelle ouvre une perspective positive, qu'aurait appréciée Hegel : la possibilité d'émergence d'une "conscience planétaire", source de progrès et d'harmonie. Mais elle peut conduire aussi au nivellement, à l'appauvrissement, voire à la mort de l'esprit.

Dans ce secteur si sensible, l'humanité a aussi les moyens techniques et a mis en place une organisation qui lui donne le pouvoir de contrôler totalement le domaine de la culture.

La mondialisation croissante des réseaux d'information, l'impérialisme linguistique de quelques langues majeures, et notamment l'anglais, la mise en œuvre de stratégies culturelles planétaires des groupes multimédias, peuvent conduire à une "world culture" de synthèse cannibalisant les spécificités culturelles locales, coupant l'intelligence de ses racines historiques, conduisant à terme à un appauvrissement culturel prélude à la mort de l'esprit.

Il en va dans le domaine culturel comme dans celui de la vie elle-même. On sait aujourd'hui que l'avenir des espèces végétales comme des variétés animales passe par la préservation du patrimoine génétique. Tel est le message de la conférence de Rio. Il en est de même pour la culture, qui, pour demeurer vivante et se renouveler, se nourrit de rencontres, d'affrontements, de métissages. L'intelligence de l'humanité, l'avenir de sa ou de ses cultures passe par le maintien de la diversité linguistique, par le respect des civilisations originales, par le pluralisme culturel. Qui dira un jour le coût, pour l'humanité, du "génocide culturel" des civilisations précolombiennes ?

### ■ L'ATTENTE DÉMOCRATIQUE

Les progrès incontestables de l'instruction, la diffusion dans l'ensemble du monde du modèle politique démocratique, amplifiée par l'effondrement du totalitarisme soviétique, positionnent l'attente démocratique au premier rang des exigences.

Le fait n'est pas nouveau dans sa nature, surtout dans un pays comme la France. Il l'est par son ampleur. Il est, bien entendu au cœur de toute interrogation politique. Il se pose à nouveau au travers de la définition des conditions concrètes de l'exercice démocratique.

La distinction entre démocratie formelle et démocratie réelle n'est pas nouvelle. Elle a servi trop souvent de paravent à des régimes totalitaires. Pourtant, la question demeure d'actualité.

La démocratie n'est pas une vertu, une référence, une valeur, désincarnées. Elle s'exerce au travers de conditions concrètes : l'accès au savoir, la diffusion des informations, la transparence des actes du pouvoir, le contrôle des décisions, la répartition des responsabilités...

Il est clair que les dispositifs pratiques assurant le fonctionnement démocratique des institutions ne peuvent être aujourd'hui de même nature que dans la démocratie athénienne, ni même sous la IIIe République. Le niveau d'instruction, les moyens d'information, et en particulier la force de la télévision, les possibilités nouvelles ouvertes par la télématique, constituent autant de données nouvelles qui ouvrent des perspectives à une rénovation de la démocratie.

Mais la seule technique ne garantit rien. Elle est au service des individus ou des forces qui détiennent les pouvoirs de décision, c'est-à-dire, la plupart du temps, qui possèdent ces nouveaux outils. Qui contrôle la formation, l'information, qui prépare et oriente les choix, quels réseaux, représentant quels intérêts, interviennent dans les procédures de décision ?

De nouvelles avancées de la démocratie sont possibles. Elles sont souhaitables. Elles sont attendues. Elles sont nécessaires à une maîtrise collective de l'avenir. Mais elles sont loin d'être réalisées et les pouvoirs, quels qu'ils soient, ont et auront plus que jamais les moyens de manipuler l'opinion.

### ■ LE DANGER LIBÉRAL

Au delà d'approches ponctuelles, qui pourraient être approfondies et diversifiées, le constat qui s'impose est bien l'ambiguïté ou l'ambivalence de la période, ouverte sur des risques ou sur des chances. Tout dépend des choix qui seront faits, tout dépend de la logique qui guidera ces choix. Or, aujourd'hui, la logique qui s'impose, dans tous les domaines, et sur l'ensemble de la planète, est celle du libéralisme absolu, pratiquement tel qu'il a été décrit au début du XIXe siècle par Ricardo.

Pour qui en douterait, les récentes négociations du GATT ont prouvé que la seule loi du marché et du libre échange imposait ses règles à l'ensemble des activités humaines, y compris, quoi qu'on en dise, dans le domaine des productions culturelles.

Or cette logique, faut-il le rappeler, repose sur le principe selon lequel l'intérêt général résulte

mécaniquement de la somme des intérêts individuels, et que ceux-ci s'apprécient exclusivement à l'aune du profit financier. L'argent devient le seul étalon des activités humaines, l'alpha et l'omega de ses valeurs.

On imagine les effets d'une telle logique appliquée aux problématiques qui conditionnent l'avenir de l'humanité. Qu'il s'agisse de la vie, de la terre, de la culture, de la démocratie, accepter la logique libérale c'est prendre un risque majeur, pour ne pas dire mortel, pour l'humanité. En tout cas c'est conduire celle-ci sur le chemin d'une civilisation totalement étrangère aux valeurs de la gauche.

Celle-ci ne peut donc que s'opposer à la logique libérale. Il ne peut y avoir une lecture "progressiste" du libéralisme. On peut imaginer des habillages déguisant le capitalisme et "social-libéralisme". Cela a été fait bien souvent. On en connaît le résultat. A ce jeu, c'est toujours l'argent qui gagne.

Pour autant, au delà de l'impasse libérale, faut-il en revenir aux vieilles recettes du collectivisme ? Disons-le clairement : il ne peut en être question. Parce que soixante-dix ans d'expérience de capitalisme d'Etat sur un tiers de la planète ont conduit à un désastre économique et social sans précédent, sans parler de l'effroyable gâchis politique qui a broyé impitoyablement des millions d'hommes et de femmes dans la mécanique totalitaire. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Cette voie-là est aussi condamnable que la voie libérale et conduit aux mêmes impasses. Faut-il poursuivre son procès ? L'Histoire a rendu son verdict. Il est sans appel.

## POUR UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE

### L' OBLIGATION D'UNE ALTERNATIVE

La recherche d'une alternative au libéralisme découle des conséquences inéluctables de son application. On le perçoit clairement : la logique libérale conduit à des impasses majeures, et ne peut apporter de réponses satisfaisantes aux grandes interrogations de cette fin de XXe siècle. On peut même considérer que la rupture par rapport à la logique libérale est une nécessité impérieuse si l'on souhaite assurer à l'humanité un avenir conforme à l'idée que l'on se fait de la place de l'homme dans une civilisation qui assure son épanouissement.

Au delà de cette raison fondamentale, et qui se suffit à elle-même, la définition d'une alternative répond à une exigence immédiate de démocratie. En effet, l'apparent triomphe du libéralisme face au collectivisme soviétique, et l'incapacité, à ce

jour, pour la social-démocratie de se positionner clairement, donnent le sentiment d'une hégémonie idéologique du libéralisme. Cette situation a même conduit il y a quelques mois à l'illusion comique de "la fin de l'histoire". L'illustre Japonais père de ce concept "révolutionnaire" ne faisait en réalité que retrouver le chemin de Guizot qui, au XIXe siècle annonçait, lui aussi, cette fin de l'histoire avec l'avènement de la bourgeoisie. Si l'absence d'alternative réelle devait durer, alors se poserait l'avenir même de la démocratie, qui suppose la liberté de choix entre plusieurs options à la suite d'un débat contradictoire. Sans alternative politique, pas de démocratie réelle.

## MAÎTRISER LE MARCHÉ

Entre le capitalisme et le collectivisme, où est la place du socialisme, pour reprendre une interrogation qui a eu son temps de célébrité ?

Elle se situe dans le cadre d'une économie de marché maîtrisée, encadrée, régulée par la prise en compte de l'intérêt général. Nous retrouvons ici une idée ancienne que la social-démocratie n'a jamais réellement mise en œuvre, même si François Mitterrand l'a tentée au travers de son concept d'"économie mixte".

Nous n'avons pas le droit de proposer à nos concitoyens une politique alternative fondée sur l'utopie d'une économie déconnectée de toute référence au marché. Parce que notre démarche est responsable, qu'elle refuse le cynisme et la démagogie, parce qu'elle se fonde sur une appréciation du monde tel qu'il est, tel qu'il fonctionne, des rapports de forces tels qu'ils sont établis et des données objectives des psychologies individuelles et collectives.

Nous nous refusons à formuler des propositions coupées du réel parce que nous ne sommes pas de beaux esprits théorisant sur l'idéal, mais des acteurs politiques dont la responsabilité est de traduire les intentions et les attentes dans les faits.

Ce choix du marché n'est ni une démission ni un abandon ni une trahison, car il est indissociablement lié à la mise en place d'un dispositif d'encadrement et de régulation relevant d'une autre logique que celle du profit. Encore faut-il être capable, sinon de la définir totalement, du moins d'en esquisser la philosophie.

### LE MARCHÉ D'INTERÊT GÉNÉRAL

La notion, formulée en trois mots, mérite quelques clarifications qui ne peuvent d'ailleurs ni se résumer en quelques lignes ni être le fait d'une réflexion individuelle. Apportons-lui donc un premier éclairage au travers de quatre questions très simples :

- quelles sont les origines et les principes de ce concept ?

- à quels secteurs de l'économie s'applique-t-il ?  
- selon quelles méthodes ?

### Principes du "marché d'intérêt général"

Ses origines sont dans les faiblesses, les contradictions et les dangers du fonctionnement même de l'économie libérale.

Celle-ci repose sur un postulat erroné. L'intérêt général ne résulte pas automatiquement de la somme des intérêts particuliers. Or, sauf à accepter la loi de la jungle, une société civilisée ne peut être soumise aux intérêts particuliers. C'est en tout cas une référence qui est l'une des composantes du patrimoine de la gauche et qui remonte maintenant à trois siècles, avec les travaux de Montesquieu, et aux philosophes pré-révolutionnaires.

Les exemples de contradiction entre l'intérêt général et l'intérêt particulier sont suffisamment probants et nombreux pour qu'il soit inutile de les développer, qu'il s'agisse de services d'intérêt public, d'action sociale, de santé ou d'environnement. Chaque élu local pratique quotidiennement l'exercice du choix de l'intérêt général contre l'intérêt particulier. La notion est peut-être ancienne mais est encore totalement d'actualité, sauf à imaginer un monde idéal où tout égoïsme aura disparu.

La réponse est donc simple : le concept s'inscrit dans les principes mêmes de la démocratie moderne.

### Les secteurs d'application

Rappelons que le marché demeure le régulateur normal de la plus grande partie de l'économie. Mais il fonctionne de façon différente, et avec des effets divers, selon que prévaut le libéralisme ou que s'installent des procédures et des règles d'encadrement.

Le marché intégralement libre ne peut répondre aux exigences d'une société organisée s'agissant d'un certain nombre de secteurs, notamment les services collectifs, la santé, la culture... La notion de service public est une référence utile. On sait quels effets dévastateurs la politique de privatisation de Thatcher a provoqué en Grande-Bretagne, par exemple dans les transports collectifs. On sait aussi ce que coûte aux usagers la privatisation de grands services comme l'eau, l'assainissement, et le traitement des déchets urbains.

Une redéfinition du champ d'application des services publics prend donc place naturellement comme référence à la notion de "marché d'intérêt général", quand on sait que, pour la plupart de ces services, la seule référence au strict équilibre financier n'est pas suffisante.

Mais au delà des services d'intérêt général, les conditions de production de services particuliers et de produits agricoles ou industriels relève aussi de la logique du marché orienté. Faute de quoi il est impossible de conduire la moindre politique d'environnement, par exemple. Des correctifs et

des régulateurs doivent aussi intervenir dans le domaine des biens et services culturels qui ne peuvent être asservis aux seuls impératifs financiers.

### Le contrat, instrument de régulation

Bien entendu la règle, publiquement énoncée, élaborée par des instances représentatives, et quelle que soit sa forme administrative, est l'outil juridique normal de la régulation du marché.

Mais elle n'est elle-même que l'aboutissement d'une procédure de concertation, voire de confrontation, aboutissant à un contrat. Nous retrouvons ici, en effet, une proposition déjà ancienne, retenue pour la forme par les congrès socialistes mais jamais effectivement mise en œuvre.

Il faudra, le moment venu, que les historiens de la période analysent les raisons du refus. Mais pour l'heure, la question est bien de savoir si la notion de contrat, résultat d'un équilibre entre des intérêts économiques et des forces sociales, peut constituer un outil efficace de régulation du marché, voire de transformation de la société.

On sait ce qu'a donné la méthode du consensus, si largement utilisée aux cours des dernières années. Elle a simplement permis à la logique financière de régner sans partage et d'imposer sa loi.

Le contrat est donc bien la résultante d'un rapport de force, la règle que se fixent les partenaires eux-mêmes, sur la base de la reconnaissance d'un intérêt général.

La méthode vaut, en usage interne, pour définir les règles du marché national. Elle n'est pas suffisante pour tenir compte de la dimension internationale, voire mondiale, de l'espace économique.

L'expérience de la construction européenne, dominée par la logique marchande, tête de pont du libre échangisme qui a triomphé dans les négociations du GATT montre qu'un pays comme la France doit utiliser son poids comme levier pour réorienter le libéralisme par une stratégie de tension et de confrontation, sauf à accepter par avance le diktat de la Bundesbank ou du FMI, instruments efficaces de l'ultra-libéralisme.

Face à une logique libérale incompatible avec un projet politique de gauche, s'appuyant sur l'expérience souvent édifiante d'une pratique gouvernementale social-gestionnaire incapable d'introduire la moindre distance avec le poids de l'argent, la politique alternative de la social-démocratie française d'abord, internationale ensuite doit se situer clairement et nécessairement en rupture avec l'hégémonie libérale. La droite saura toujours mieux que les socialistes gérer les affaires publiques dans l'intérêt des puissances financières. Mais les socialistes ne retrouveront la confiance de leur électeurat que s'ils proposent un projet, mettent en œuvre une stratégie politique conformes aux attentes et aux intérêts des couches sociales qu'ils représentent.

## UNE STRATÉGIE DE PRESSION PAR LE RASSEMBLEMENT

Une proposition politique ne vaut que si elle s'applique. Aussitôt formulée, l'idée d'une alternative de gauche face au libéralisme pose la question des moyens et des méthodes de sa mise en œuvre. La réflexion stratégique s'impose.

Mais elle-même suppose :

- une appréciation lucide du contexte dans lequel cette stratégie doit se développer,
- le positionnement des forces de progrès et en particulier du Parti socialiste,
- des initiatives nécessaires à la réussite de l'engagement.

## UN CONTEXTE DOMINÉ PAR LE CAPITAL

Le mot a pratiquement disparu du vocabulaire politique. Mais pas sa réalité. Plus que jamais, au plan mondial comme au plan national, la domination des forces de l'argent s'impose à la vie économique, sociale et politique.

Apprécier le rapport des forces en présence, identifier les fractures éventuelles dans le front des forces de l'argent, rechercher des points d'appui constituent les étapes préalables de toute action.

Cela suppose en particulier une appréciation claire de la réalité sociale qui constitue la "matière première" de toute action politique.

Englués dans leur pratique ultragestionnaire, préoccupés de prouver qu'ils avaient les compétences requises pour l'exercice du pouvoir, infiltrés par les valeurs idéologiques de leurs adversaires, les socialistes ont souvent donné l'impression d'avoir perdu le sens des réalités sociales.

Il faut donc rappeler ces réalités, même si leur description fait appel à des mots et des concepts considérés comme périmés, ou "archaïques". Appellons donc la société actuelle par son nom et disons clairement qu'il s'agit d'une société de classes, selon les définitions traditionnelles du mot.

Certes, il ne s'agit pas, à l'évidence, de la même société que celle décrite par Villermé ou Marx au XIX<sup>e</sup> siècle. La structure même des différentes composantes sociales, les conditions concrètes de leur existence, leur dépendance ou leur pouvoir par rapport aux outils de production, leur capacité d'accès aux lieux de pouvoir, les possibilités de passage entre les groupes sociaux, les mutations éventuelles de ceux-ci, sont autant de données qu'il convient de préciser pour apprécier la réalité sociale de cette fin de siècle. S'y ajoute l'élément social en effet déterminant de toute analyse lucide : le poids du chômage, avec les conséquences multiples

qu'entraîne, pour un pays comme le nôtre, l'existence de plusieurs millions de chômeurs.

Il ne peut donc être question de reproduire aveuglément des analyses anciennes, déconnectées du présent. Mais il ne peut non plus être question de demeurer aveugle devant le fait majeur de cette société : les inégalités entre les groupes sociaux et les divergences d'intérêts par rapport à la logique libérale. On peut multiplier les exemples, en dresser un catalogue. Les faits sont d'une brutalité éclatante : la "loi d'airain de l'argent" favorise les uns, minorité numérique, au détriment de la majorité des autres. La modernité triomphante, la mondialisation, et les bouleversements des temps nouveaux ne changent en rien cette réalité fondamentale. Ayant reconnu la réalité de classe de la société actuelle, les socialistes doivent en tirer les conclusions au travers de leur positionnement.

## LE CHOIX DE LA GAUCHE

### ■ UN POSITIONNEMENT SOCIAL

La question qui se pose aux socialistes comme à l'ensemble de la gauche c'est le choix classique du conservatisme ou de la réforme, de l'acceptation de l'ordre des choses, considéré comme naturel et immuable, ou la volonté de peser sur le cours des événements, d'assurer la maîtrise de l'économique par le politique, de corriger et d'infléchir les effets du marché en gardant pour cap les valeurs de la gauche.

Il s'agit d'abord de considérer comme prioritaire la défense des intérêts des plus faibles et des premières victimes du système.

Mais il s'agit aussi de prendre en compte que la logique libérale est une machine qui broie successivement tous les groupes sociaux, pour aboutir à une concentration quasi totale du pouvoir entre les mains d'une infime minorité.

On retrouve, en quelque sorte, dans ce choix de positionnement social, non pas une volonté d'enfermement minoritaire s'appuyant sur des catégories condamnées par l'histoire, mais la prise en compte de la perversion du libéralisme pour l'ensemble de la société, y compris des couches aujourd'hui apparemment préservées. L'extension récente du chômage à des catégories jusqu'à présent "protégées" en constitue un bon exemple.

### ■ UN POSITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE

Encore faut-il préciser ces valeurs de référence. Elles ne peuvent résulter de la simple reproduction de thèmes anciens considérés comme les "tables de la Loi". Les temps changent, la société avec, les mentalités évoluent, les attentes, les aspirations et les rêves également.

Précisément, l'accélération actuelle de l'histoire, l'ampleur des mutations, génèrent un écart crois-

sant entre des repères traditionnels et les réalités actuelles. Comme toujours dans de telles périodes, la technique précède l'éthique, l'économique avance plus vite que le politique, le culturel est à la traîne et le désarroi gagne les esprits.

La question qui est posée est donc bien celle de la valeur centrale autour de laquelle s'organise le système de références culturelles. Face à la valeur argent, posée comme étalon universel, quelle autre valeur que celle de l'homme, et de ses droits imprescriptibles, la gauche peut-elle retenir ?

### ■ UN POSITIONNEMENT POLITIQUE

Il résulte naturellement des choix précédents. L'identification des inégalités et des aliénations multiples issues du libéralisme, le refus de subir la dictature de l'argent, la volonté de conduire le progrès pour l'homme, mais en même temps la claire perception des réalités et des rapports de force conduisent à renouveler la proposition de réforme gradualiste.

Disons donc clairement, qu'en l'état actuel des rapports de forces au plan national comme au niveau international, la perspective révolutionnaire n'est pas vraiment d'actualité, même si l'histoire a parfois l'habitude de réserver quelques surprises.

La voie révolutionnaire étant, de fait, inadaptée, la seule voie ouverte à la gauche est celle de la réforme, de la stratégie de tension, de pression, d'inflexion, voire de déviation de la trajectoire libérale.

Encore faut-il, pour assurer la réussite de cette stratégie politique, répondre à quelques conditions.

## LES CONDITIONS DE LA RÉUSSITE

Même si l'on sait aujourd'hui encore mieux que la seule voie parlementaire est insuffisante pour assurer la transformation du système, la réussite passe d'abord par la conquête du pouvoir politique, et donc par la constitution d'une majorité électorale. Cela suppose, pour la gauche, de retrouver la confiance des citoyens, avant de susciter leur soutien actif. Cela impose à l'ensemble du mouvement progressiste :

- de retrouver son ancrage social,
- d'engager un renouvellement radical,
- de mettre en œuvre une dynamique de rassemblement.

### ■ RETROUVER L'ANCRAGE SOCIAL

C'est bien entendu la première condition, celle qui conditionne le rétablissement de la confiance des "déçus du socialisme".

#### Par la ligne politique

Ce rétablissement dépend de l'aptitude des responsables politiques de la gauche à clarifier leurs choix, non dans une surenchère démagogique ou

utopique, mais dans des propositions qui marquent une volonté de rupture avec la logique libérale, et prennent en compte les espoirs des catégories les plus atteintes par cette logique.

En un mot, l'ancrage social doit se manifester d'abord par des choix exprimant une ligne politique claire, refusant l'ambiguïté ou les marchés de dupes de la recherche habituelle du consensus mou qui a trop longtemps caractérisé notre pratique.

### Par l'intégration des milieux populaires

A l'évidence, le divorce entre la gauche et son électorat naturel a pour cause ou pour conséquence l'éloignement des couches populaires des lieux de réflexion, de décision et d'action de la vie politique. L'abstention massive des quartiers populaires exprime cette distanciation.

Il est donc impératif que les structures politiques de gauche, et en particulier le Parti socialiste, retrouvent ce contact immédiat, garant de l'authenticité de leur engagement, par une présence active des militants socialistes sur le terrain social, par l'établissement de liens privilégiés avec le milieu associatif représentatif des catégories populaires.

### ■ RENOUELER LE MOUVEMENT PROGRESSISTE

Toute organisation connaît le cycle naturel de la naissance, de la croissance et de la dégénérescence.

Aujourd'hui l'ensemble des structures politiques, associatives, syndicales qui constituent l'armature du mouvement progressiste connaissent une crise profonde, à laquelle le Parti socialiste lui-même n'échappe pas.

Il lui appartient, et c'est la seconde condition du rétablissement de la confiance, de s'engager dans une dynamique de renaissance par le renouvellement de ses idées mais aussi, peut-être, par celui de certains responsables qui s'identifient trop fortement aux échecs du passé.

Cette renaissance passe également par le changement de ses méthodes de fonctionnement, par une organisation qui prenne enfin en compte l'évolution des esprits des militants et les moyens nouveaux qu'ils peuvent utiliser pour s'informer, se former, débattre et décider. Le vocabulaire qui recouvre les différents échelons de notre organisation traduit ce décalage: sections et fédérations sont les survivances de la grande révolution, et le mode de recrutement, de cotisation, de fonctionnement de nos instances n'a guère changé depuis la naissance du mouvement ouvrier au cours du XIXe siècle.

La mise à jour de nos méthodes internes s'impose si l'on veut combattre efficacement la sclérose.

Est-ce à dire qu'il faut, comme d'aucuns le préconisent régulièrement depuis quelques années, supprimer les courants ?

S'il s'agit de briser les clans, de brider les écures présidentielles, de casser les féodalités territoriales, la question mérite d'être en effet posée en toute franchise.

S'il s'agit de substituer à la représentation proportionnelle des sensibilités politiques réelles, condition de la démocratie interne, un système de majorité ou de cooptation, alors nous devons préserver les courants. Ils sont, à l'image de la démocratie elle-même, le système le moins mauvais d'administration du parti.

Mais le renouvellement du mouvement progressiste passe aussi par la redéfinition de son éthique et la transparence de ses pratiques. Disons donc clairement que l'objectif des socialistes ne peut être l'exercice du pouvoir pour lui-même mais pour ce qu'il permet. Disons aussi que la pratique du pouvoir par des hommes et des femmes de gauche ne peut être de même nature que celle des conservateurs. Si l'exercice du pouvoir impose des règles de fonctionnement, elles ne peuvent donner lieu à des pratiques de nomenclatura qui coupent les élus de leurs électeurs et de leur base sociale. Cette démarche peut mettre en cause des habitudes et des facilités, interpellé des comportements personnels, mais c'est aussi la condition d'un nouveau pacte de confiance.

### ■ OUVRIR LA PERSPECTIVE DU RASSEMBLEMENT

Le temps n'est plus où le Parti socialiste pouvait à lui seul envisager de représenter la quasi totalité des forces progressistes. La spécificité de l'histoire politique française nous interdit l'alternance du bipartisme américain, anglais ou allemand. La tendance de la vie politique, y compris au plan international, va plutôt dans le sens de la multiplication des organisations. Cette évolution est d'ailleurs révélatrice de l'incertitude du mouvement progressiste, et fait l'affaire des puissances d'argent unies par le réseau serré de leurs intérêts communs.

Ce qui est clair, et ce que toute l'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne, c'est que sa victoire passe par sa capacité à se rassembler.

Cela vaut pour les structures politiques traditionnelles, qui doivent décider et mettre en œuvre une stratégie unitaire sans reproduire des formules et des modes de fonctionnement discrédités.

Mais la vérité nous impose de reconnaître que les seules organisations politiques, moins que jamais, ne peuvent à elles seules prétendre incarner le mouvement progressiste.

Le rassemblement nécessaire des forces de progrès doit donc largement dépasser le cadre étroit de la sphère politique. C'est bien l'ensemble du mouvement social qu'il convient d'associer, par l'intégration des forces organisées, par aussi l'apport des personnalités. C'est bien une dynamique politique et sociale qu'il faut engager, prolongeant et renforçant l'initiative des Assises de la transformation sociale.

## CONJUGUER LE PRÉSENT ET LE FUTUR

L'ampleur de la tâche renvoie à la gestion du temps. L'annonce éclatante du "big-bang" de la gauche n'a guère été suivie d'effets. La remise en cause radicale n'en demeure pas moins nécessaire par engager sa reconstruction.

Mais celle-ci exige du temps, quand les circonstances nous fixent le rendez-vous majeur de la présidentielle dans quelques mois.

Une course de vitesse est donc, par la force des choses, engagée. La gauche doit se mettre en ordre de bataille dans les meilleurs délais.

Elle doit donc lancer de façon spectaculaire et profonde sa rénovation, jeter les bases de son rassemblement et se donner les moyens de choisir la personnalité qui portera au mieux son projet.

François Mitterrand a été, pour une longue et décisive période, l'homme qui a permis à la gauche de reprendre place dans l'histoire de la France. Il appartiendra aux historiens d'apporter les éléments qui permettront d'apprécier le travail accompli dans un temps incertain et un contexte hostile.

Mais aujourd'hui se pose la question de la relève. La personnalité qui conduira pour nous et avec nous le combat pèsera dans son issue. Mais sa capacité à opérer autour de lui le rassemblement indispensable des forces de progrès dépendra de la qualité et de la force de son discours et de ses propositions. Leur clarté est la condition d'une mobilisation porteuse d'espoir.

Il nous appartient, dès maintenant, par la rigueur de nos débats et de nos décisions, de préparer ce prochain rendez-vous de la gauche et de la victoire.

## SIGNATAIRE

Claude SAUNIER, sénateur-maire de Saint-Brieuc.

# Chômage et exclusion : une nouvelle politique

La France est un pays riche et pourtant beaucoup sont dans la détresse. Telle est la réalité d'aujourd'hui, confirmée par la récente étude du Cerc. Sur 19 millions d'actifs du secteur privé, près de 7 millions ont un emploi stable mais restent vulnérables en raison de la faiblesse de leurs revenus ou de la fragilité de leur intégration sociale, mais surtout 5 millions connaissent une structure de précarité professionnelle caractérisée par l'instabilité de leur emploi ou le chômage. Donc 10 % des actifs du secteur privé sont en grand

risque d'exclusion et 7 % sont en retrait du marché du travail, connaissant une pauvreté à la fois matérielle et relationnelle. Ces chiffres sont alarmants. Les propos des exclus le sont plus encore : "Je casse les relations", "les relations n'existent plus, nous n'avons plus d'amis", "depuis mon deuxième licenciement économique, je ne vois plus personne, ni famille, ni amis, je me sens de plus en plus à l'écart de tous et rejeté et j'en suis de plus en plus conscient".

Il faut briser cet enchaînement qui, de précarité en précarité accrue, conduit tout droit à l'exclusion et à la misère. Menacés de perdre les liens élémentaires avec leur entourage et, de façon plus générale, avec la société, ces hommes et ces femmes-là sont condamnés à une mort lente. Une sorte de cancer économique. Tout doit être jugé à cette aune-là car le processus de disqualification sociale nous fait honte et conduit à l'apathie d'abord, à la violence ensuite.

Telle est en France la situation, mais aussi dans des formes voisines, celle des principaux pays d'Europe occidentale, l'Amérique du nord n'échappant pas, elle aussi, à ce processus, malgré des taux de chômage apparemment moindres.

Face à cette situation, la lutte contre le chômage doit devenir la priorité absolue. Elle demande la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique. Les succès remportés par Pierre Bérégovoy pour restaurer la compétitivité de l'économie française et maîtriser l'inflation ont assuré la défense du pouvoir d'achat. La désinflation compétitive n'a pas entraîné un recul du chômage. Un changement radical est donc nécessaire qui, tout en préservant les acquis, fasse du chômage l'objectif central de la politique économique. Celui-ci implique une triple orientation : une solidarité plus effective avec les chômeurs et d'abord les jeunes, une politique volontariste de relance de la demande et de réduction des inégalités, une politique européenne résolument expansionniste.

La politique libérale du gouvernement Balladur va rigoureusement en sens inverse. Elle poursuit une politique d'offre au détriment de la demande, prend prétexte du chômage pour mener une attaque généralisée contre le salariat et accroître la flexibilité, donc la précarité. Enfin, elle s'oppose aux mesures décidées par les chefs d'Etat européens pour le financement de grands travaux. Au delà de la reprise technique liée à un mouvement de restockage des biens intermédiaires, cette politique demeure impuissante à relancer la consommation et finalement la demande intérieure.

Les socialistes doivent être des opposants résolus à cette politique. Mais ils ne seront crédibles que si leur discours n'est pas contredit par des propositions de réduction des coûts salariaux qui laisseraient croire que la France présenterait

dans ce domaine un handicap de compétitivité. Les chiffres démentent cette affirmation : le niveau supérieur des coûts allemands et leurs meilleures performances, l'orientation de nos échanges dont l'Allemagne constitue notre premier débouché. La réalité est donc tout autre : l'économie française ne souffre pas de salaires trop élevés mais d'une mauvaise répartition entre salaires et charges sociales. La crise sociale montre l'urgence d'une nouvelle politique centrée sur trois priorités.

## ■ La première priorité est évidemment, pour les socialistes, de rendre l'espoir aux jeunes non diplômés

Tout effort d'insertion doit leur être réservé. Ces jeunes cumulent les handicaps, exclus du système scolaire ils sont les premiers exclus du travail : environ 100.000 jeunes de plus de seize ans sont chaque année dans cette situation. Pour reprendre pied, ils ont besoin qu'un métier leur permette d'acquérir une qualification. Leur en donner, c'est leur offrir une vraie deuxième chance. Le crédit-formation individualisé, créé en 1989, a fait un premier pas en ce sens. Il convient d'aller désormais plus loin en rendant obligatoire pour les jeunes non qualifiés à la sortie du collège ou du lycée, un contrat en entreprise de longue durée - cinq ans - qui lie activité et formation. On pourrait envisager que ces postes soient couplés avec ceux de salariés âgés de 55 ans qui joueraient le rôle de tuteur et qui souhaiteraient réduire progressivement leur activité. Les jeunes auraient vocation à les remplacer au terme de cinq ans lors de leur départ à la retraite. L'objectif doit être de mettre le chômage des jeunes de moins de 21 ans hors la loi en deux ou trois ans. Tous les jeunes non diplômés sortant du système scolaire devraient entrer dans ce dispositif dès la première année. Parallèlement, la mesure serait étendue aux chômeurs de longue durée dont la totalité devrait pouvoir être concernée sur la période - en 1993 ils étaient 250.000 jeunes de moins de 21 ans et 650.000 de moins de 25 ans. Ce dispositif serait financé par redéploiement des ressources de l'Etat et des entreprises : par la suppression des dispositifs actuels en faveur des jeunes et, pour partie, par affectation du 1 % formation permanente. Ce redéploiement entraînera la suppression des contrats emploi-solidarité qui,

au fil des années ont compensé la suppression (ou la création) d'emplois publics imposés pour cause d'économies budgétaires. Les CES seraient résorbés en deux ans et remplacés par de vrais emplois publics. A cette occasion pourraient être créés des emplois permanents à temps réduit -25 heures par exemple- afin de doubler le nombre d'embauches. Ceci devrait viser notamment les services qui accueillent du public. Ces emplois se verraient garantir les mêmes droits et le même déroulement de carrière que les autres.

## ■ En second lieu, il faut relancer la demande par les salaires pour augmenter le niveau de l'emploi

Le chômage est devenu l'alibi d'une attaque généralisée contre le salariat. Pour le patronat et le gouvernement Balladur, le salarié est devenu le coupable : salaires trop élevés, protection sociale trop généreuse, effectifs trop nombreux. Mais en quoi les sacrifices imposés aux salariés aident-ils les chômeurs ? Au contraire, en réduisant le pouvoir d'achat des salariés, cette politique pèse sur la consommation des ménages, donc sur le niveau de l'activité et de l'emploi. Au total, ce n'est pas moins mais plus de chômeurs qui en résulte.

Cette politique de la droite repose en outre sur une grave erreur d'analyse : elle fait dépendre la croissance future de la consommation de la reprise des exportations. Or, compte tenu de la forte interdépendance des économies européennes, c'est l'effondrement de la demande intérieure des différents pays qui a entraîné celle des exportations observée pendant la récession. Et la relance intérieure ne peut résulter de l'augmentation de la dépense budgétaire. Les charges de la dette publique ne le permettent pas. Au contraire, parallèlement à la baisse des taux d'intérêt, priorité devra être donnée à la réduction du déficit public au cours des prochaines années afin de réduire l'endettement.

Tout repose dès lors sur la distribution d'un surplus de pouvoir d'achat qui résulterait d'une augmentation générale des salaires bruts. Pour ne pas nuire à la compétitivité des entreprises et trouver sa pleine efficacité celle-ci devrait être coordonnée au plan européen.

Au plan interne, les socialistes devraient proposer de compenser cette hausse des salaires bruts par la

suppression d'un montant équivalent de cotisations sociales employeurs, famille et santé. La première année, la mesure porterait sur l'intégralité des cotisations familiales, soit 5,5 %. Cette mesure serait financée, d'une part par un relèvement temporaire de l'impôt sur les sociétés, la refiscalisation des revenus de l'épargne financière et l'augmentation des taxes sur le tabac et l'alcool ; d'autre part, par les recettes induites par la mesure elle-même. Ainsi la structure du coût salarial en France se rapprocherait de celle de nos voisins et notamment de l'Allemagne, sans affecter son niveau.

Dans cette logique, il conviendrait de rendre le financement de la santé et de la famille totalement autonome de la politique salariale et des mesures en faveur de l'emploi. Ce financement relève en effet d'une politique de solidarité nationale et devrait être assuré par le remplacement des cotisations sociales salariées par la CSG. Seul le financement des retraites resterait assis sur les salaires. Ainsi serait garanti le système de protection sociale des Français et créées les conditions propices aux réformes nécessaires à la maîtrise des dépenses de santé.

■ **En troisième lieu il faut négocier d'urgence la mise en place d'une politique économique européenne**

Il n'existe pas de solution au chômage dans un cadre purement national ; il n'y en a pas non plus dans une Europe qui reste monétairement divisée et impose des politiques restrictives pour équilibrer les paiements courants des Etats déficitaires.

Le passage à la monnaie unique lèvera cette entrave. Malheureusement, si le traité de Maastricht prévoit le début de la 3e phase au plus tard le 1er janvier 1999, il renvoie à une date indéterminée le passage effectif à la monnaie unique. Par ailleurs, hâter ce passage en le limitant à 5 ou 6 pays consacrerait les déséquilibres actuels sans les dépasser. Les économies européennes risquent donc d'être corsetées pour de longues années et le chômage de croître comme le prévoient tous les organismes officiels.

■ Dans ces conditions, il est impératif de se saisir de la conférence institutionnelle prévue en 1996 pour corriger les défauts de l'Union économique et monétaire. Les socialistes doivent s'engager à proposer à l'ensemble de leurs partenaires européens un triple complément à l'UEM :

- **monétaire** avec la création au 1er janvier 1997 d'une monnaie européenne externe qui soit à la fois monnaie de réserve et de règlements internationaux, afin de donner à l'Europe les moyens de défendre sa compétitivité contre les fluctuations du dollar ;

- **budgétaire**, avec la création d'une caisse européenne d'amortissement des dettes publiques nationales qui permettrait d'alléger les charges d'intérêts qui pèsent sur les budgets ;

- en contrepartie, une stricte limitation des déficits publics nationaux serait imposée aux Etats ;

- enfin, **salarial**, avec la mise en place d'une procédure annuelle de concertation des partenaires sociaux sur l'évolution souhaitable des salaires en Europe.

■ Il n'y a pas de fatalité du chômage. Il n'y a pas, non plus, de fatalité à ce que l'Europe soit le seul ensemble à connaître un chômage élevé quand celui-ci reste ou revient à des niveaux proches du plein-emploi au Japon et aux Etats-Unis. Le chômage est d'abord un mal européen ; il exige une solution qui ne peut être propre à l'Europe. Ce n'est pas moins d'Europe qui y répondra, ce n'est pas non plus plus d'Europe demain, voire après-demain. Nous avons besoin de l'Europe aujourd'hui.

■ Il n'y a pas de solution miracle. Ni réduction des charges sociales, ni réduction du temps de travail, ni hausse des salaires ne sont, ni ne seront, seules, la solution au chômage. Cet espoir est légitime, il ne peut qu'être déçu. Mais l'addition de mesures contradictoires ne serait pas plus efficace. S'il faut tout faire pour faire reculer le chômage, il faut se garder de faire tout et son contraire, c'est-à-dire n'importe quoi. La lutte contre le chômage exige une politique globale, cohérente, menée avec détermination, une politique qui aille des actions les plus concrètes en faveur des chômeurs aux mesures les plus globales de relance de la demande européenne.

■ Il y a aujourd'hui urgence. Urgence à engager cette politique, urgence à obtenir des résultats. Le chemin sera long, personne n'en doute. Il est d'autant plus essentiel qu'une dynamique nouvelle s'ouvre qui inverse les évolutions actuelles. Seul un traitement de choc le permettra.

## SIGNATAIRES

André GAURON ; Christian GOUX. Membres du conseil national.

# Espérer et rassembler en France et dans le Gard

**"La France est une construction aussi grande que fragile ; grande par l'esprit et fragile par la part même d'aventure que suppose la volonté renouvelée de vivre ensemble".**

Extrait d'un hommage du "18 Juin" cette phrase ne s'applique-t-elle pas au Parti socialiste à la veille d'un congrès ?

L'élection européenne a été un électrochoc pour le parti, parce qu'elle confirmait le décrochage de notre formation après la défaite des législatives (ce que confirme un article publié dans "Le Monde" du 7/07/94,

"Le PS victime de la fracture de la société française"). Militants issus de l'ensemble des anciens courants du parti, nous souhaitons marquer ici notre volonté de travailler dans l'intérêt exclusif du parti et faire que le congrès à venir soit un congrès de débats et de propositions.

Nous devons donc examiner les raisons essentielles de notre échec collectif, marquer les bornes d'un réveil de la gauche, évidemment dire les moyens que nous souhaitons mettre en œuvre dans le Gard pour cela et, après le débat relatif aux contributions, décider en toute liberté de nos choix à venir.

## LES RAISONS DE L'ÉCHEC

Pour l'heure, nous disons communément que le nouvel échec de juin est dû à trois raisons :

● la campagne électorale :

- la forme en était mauvaise (matériel, conception de la liste, manque de solidarité des socialistes, aides diverses à nos concurrents...)

- les thèmes exclusivement européens alors que les Français se soucient exclusivement d'eux : emploi, sécurité, protection sociale.

● la vie politique outrageusement médiatisée : la présence forcenée de certains d'entre nous dans la "vidéosphère" nous fait oublier que nous avons des marges de manœuvre politiques, au bénéfice de "petites phrases". Par ailleurs, nous avons eu une vision trop restreinte sur le plan économique de notre champ d'action, même si

sur divers plans, de grands succès ont été enregistrés (21 ordonnances sociales de 81 ; CSG ; RMI ; décentralisation...) et la bousculade inorganisée et empreinte d'égotisme de nos leaders sur le seul média porteur qu'est la télévision, nous a empêchés de mettre en valeur les bons points de l'activité gouvernementale, participant au désarroi de nombreux militants.

● la glaciation des courants :

transformés en clans, ils tuent le parti (débat extérieur néfaste dans sa cacophonie, maintien du PS en léthargie...).

Ils en ont été la richesse dans le passé, nous donnant imagination, vigueur, structuration politique... Rappelons-nous que le congrès de Metz n'a pas été celui de Rennes !

La présidentialisation maintenue de nos institutions a aussi gangrené le débat à travers la recherche permanente d'un homme providentiel (démarche bonapartiste bien éloignée de notre conception de la vie démocratique).

D'autres éléments expliquent notre position délicate :

● Après la défaite de 1993 le travail de deuil n'a pas été fait, et nous avons confondu le succès de convivialité des Etats généraux avec le redressement du parti ; celui des cantonales avec la première étape de la reconquête. Mais il est loin de la coupe aux lèvres !

● Le parti et ses militants n'ont pas maîtrisé les institutions de la Ve République et n'ont pas pu trouver leur place dans un système présidentiel fort :

- Choix politiques imposés par le président, crise de relation entre le parti et les camarades en responsabilité. Le choix est clairement édicté : ou l'on se couche, ou l'on provoque une crise politique majeure.

- Abandons politiques sur divers terrains : réforme des institutions et décentralisation en panne, politique sociale oubliée, dérive monétariste...

- Abandon par les élus et les militants du terrain social.

- Crise morale : les affaires et l'attitude pleine d'orgueil et de vanité de certains d'entre nous ont porté le coup fatal.

● Les changements fondamentaux intervenus dans le monde et la modification des rapports de force induits n'ont pas trouvé de notre part des réponses satisfaisantes pour les Français, notamment trois éléments : la crise du politique qui se traduit par l'absence de projet et de mobilisation collective, la montée en force du processus d'exclusion provoquant des fractures fortes, l'affaiblissement général du mouvement social.

## LE RÉVEIL DE LA GAUCHE

Cette analyse est nécessaire pour que nous retrouvions le chemin du cœur et de la raison, l'écoute de nos concitoyens et leur confiance.

Sans vouloir répondre à toutes nos interrogations, nous proposons quatre axes majeurs pour participer au redressement de la gauche :

### Reconstruire un contenu programmatique fort

Assurer la synthèse entre le besoin d'assistance et de sécurité des gens et les notions de responsabilité et de solidarité qui sont nôtres : emploi, éducation, logement, sécurité, politique de la ville, agriculture, zones rurales et santé publique... sachant que la priorité est la lutte contre le chômage et l'exclusion.

Partisans d'un discours crédible, cela veut dire que nous souhaitons poser clairement les axes essentiels de cet engagement.

Tout d'abord, réaffirmer le rôle de l'Etat, gardien de la cohésion sociale.

Dans le cadre de la construction européenne, c'est l'Etat qui assure le retour à la croissance, la réorganisation de la fiscalité, la baisse effective du temps de travail. C'est lui qui doit dépenser plus (politique de la ville, soutien à l'emploi...) ou mieux (éducation, santé, recherche).

Une réforme de la fiscalité doit corriger un système qui est de moins en moins distributif en augmentant les taxes sur les revenus du patrimoine et l'impôt sur les sociétés ; cette même réforme doit permettre d'alléger les cotisations sociales pesant sur les salaires au détriment de l'IRPP et de la CSG.

C'est aussi à l'Etat qu'il appartient de maintenir la laïcité nécessaire de notre société. Prenons garde que le XXe siècle ne soit pas un siècle sanglant marqué par le retour de l'intégrisme religieux nourri de la régression sociale et intellectuelle de nos sociétés en crise. L'intégrisme, quelle qu'en soit la famille d'origine, se révèle toujours comme "une organisation théocratique au service de l'iniquité sociale" ainsi que le dénonçait Jaurès dès 1908.

Souligner par suite l'action des collectivités territoriales qui structurent notre société et participent à une politique d'aménagement du territoire qui devrait être créatrice d'emploi. Une réforme de la fiscalité locale doit être faite, la coopération intercommunale développée, les compétences précisées, les réalisations locales soumises à un système justificatif, les mandats électifs soumis au scrutin majoritaire et limités dans le temps et le nombre, la démocratie locale renforcée.

La mobilisation de ces leviers de la puissance publique que sont l'Etat et les collectivités territoriales, doit être accompagnée d'une mobilisation des forces sociales (associations, mutuelles, syndicats) pour vivre autrement avec des services nouveaux dont les emplois de proximité, un travail partagé et un temps de liberté plus important.

Nous rappelons ici que pour nous, socialistes, la vie associative est un facteur important de vie démocratique, d'épanouissement individuel, de sociabilité humaine. Cette dynamique doit être soutenue en armant les associations (statut de l'élément associatif, reconnaissance formalisée de leurs rôles...).

Nous devons retrouver force dans notre combat pour la cohésion sociale et la qualité de vie.

Ceci veut dire qu'au delà de "grandes idées" nous devons être à l'écoute de la vie quotidienne : la laïcité c'est aussi des moyens humains et financiers pour l'école ; le chômage c'est aussi la lutte contre la robotisation aveugle et excessive dans la production et les services publics ; la santé c'est aussi la réforme de la production pharmaceutique et du système de soins actuel dont aucun participant ne peut être vertueux ; la cohésion sociale c'est aussi la mise à bas du système de privilèges érigé par la nouvelle classe dominante issue de quelques grandes écoles... le socialisme ne peut seulement se nourrir de mots.

### Rénover notre démarche politique

Passer du triomphe des "Brutus" et du cynisme comme démarche naturelle, à l'humanisme cher à Jaurès.

Aucune réforme statutaire ne nous changera si nous-mêmes ne faisons pas les efforts nécessaires pour nous accepter les uns les autres.

Assurer les droits des minorités et le respect de l'autre ! Nous pouvons faire nôtre cette attitude. C'est un combat culturel à mener par rapport à nous-mêmes.

Ceci n'interdit pas diverses modifications d'ordre réglementaire : élections généralisées au scrutin majoritaire, égalité de droits et de devoirs dans la "hiérarchie" socialiste...

### Faire des efforts pour rendre notre discours lisible

Vouloir être pardonné d'exister n'a jamais été une ligne politique convaincante. Faisons plus clair, plus cohérent, plus court et assumons notre existence à gauche. Travaillons aussi à une communication faite pour cinquante-neuf millions de Français.

### Développer une nouvelle stratégie d'alliance

Le processus inauguré par les Assises de la transformation sociale doit être poursuivi, afin que la gauche retrouve une formation qui traduise la politique d'effervescence sociale, face à l'émiettement et à la désocialisation auxquels nous assistons avec la domination de la société libérale.

Il faut pour cela prendre en compte les milliers de personnes qui militent ailleurs que dans un parti politique, travailler à l'unité des partis progressistes (ceux qui refusent la société conservatrice, le seul libre marché dans l'économie, les atteintes à l'homme et à l'environnement), et réfléchir à la politique d'intégration des "laissés pour compte" de notre société.

Le temps des programmes octroyés (programme commun, 110 propositions, projet socialiste...) est fini. La construction d'une alliance progressiste passe par le dialogue au moment de la présidentielle mais aussi à l'occasion des municipales, où nous pourrions juger de la volonté des socialistes à ne plus "jouer à guichets fermés" et de celle des autres forces à participer au rassemblement du camp de la justice sociale.

## ET LE GARD ?

Les deux premières parties du développement montrent l'ampleur de la tâche qui nous attend. Il serait ridicule de faire l'impasse sur ces questions avant d'aborder notre champ de responsabilité, le Gard. Le département est moins que jamais une oasis progressiste dans un pays et un continent tourmentés.

Il nous faut savoir quelle "pierre" nous pouvons apporter à l'édifice commun et quelle méthode de travail nous pouvons contracter entre nous.

### UN PROJET POUR LE GARD

Depuis deux à trois ans, les équipes fédérales se sont efforcées de doter notre parti d'un dispositif politique cohérent, qui a été présenté dans diverses conférences de presse, journaux fédéraux, circulaires internes après de multiples réunions.

Nous en retrouvons l'essentiel dans le numéro spécial de "Gard socialiste" édité lors des législatives de mars 1993 et qui proposait à nos concitoyens un contrat pour le Gard.

Ceci se déclinait en six chapitres en complément de nos positions nationales : développer la formation, l'emploi et la vie sociale, servir l'écologie, agir dans l'agriculture, les réseaux de communication, des règles de vie pour le Gard.

Cette démarche a été poursuivie par des propositions relatives à l'agriculture méditerranéenne, et une série de réflexions en cours sur la politique culturelle, la protection sociale...

Département placé au cœur de l'arc méditerranéen, nous avons une responsabilité particulière. Le Sud, par son histoire, pour des raisons de géopolitique, pour des questions de sécurité, mais aussi de culture et d'économie, est au cœur de notre préoccupation.

La France joue un rôle dans le bassin méditerranéen ; elle doit le poursuivre afin d'y porter le message du progrès économique, de la démocra-

tie et des droits de l'homme (et des femmes) notamment dans les pays d'Afrique du Nord qui connaissent aujourd'hui de réelles difficultés, dont on ne mesure pas toujours la portée des risques encourus sur notre territoire.

Notre pays ne peut oublier les questions particulières que nous rencontrons ici : des villes et des banlieues qui se meurent, faisant le lit des populistes ; une agriculture spécifique porteuse d'identité régionale forte qui est en difficulté...

Diverses solutions en terme de solidarité, de respect des identités, de pluri-activités, de maintien des services publics dans les zones en difficulté existent et permettraient à travers notre projet de marquer, dans le Gard, l'alliance des classes moyennes et populaires, des forces vives, à laquelle nous aspirons.

Bien entendu, la nature du débat que nous avions changé depuis le mois de mars 1994, et l'élection d'un socialiste à la présidence du conseil général. Des initiatives heureuses sont prises dans divers domaines (environnement, économie, finances...), ayant pour objectif de recentrer le conseil général sur ses compétences, et s'appuyant sur un rassemblement progressiste dont les socialistes composent l'axe central. Toutefois diverses propositions notamment en matière de démocratie locale, telles que la mise en place d'un comité économique et social départemental, n'ont pas encore vu le jour. Il appartient au parti de continuer son travail de persuasion dans ce domaine comme dans d'autres, et de mettre en perspective l'action de nos élus locaux.

Il faut aussi continuer notre combat de reconquête des villes et des circonscriptions, continuer à nous ouvrir dans le champ social. La direction de l'assemblée départementale ne peut borner seule notre horizon, même si la synergie de nos actions respectives est nécessaire.

C'est pour cela que nous continuons le processus des Assises départementales de la transformation sociale, que nous proposerons un programme "municipal" et une stratégie de reconquête de nos cités gardoises, que nous bataillons à la région contre les conservateurs qui la dirigent, que nous travaillons avec les syndicats dans le champ de l'action sociale.

### POUR LA FÉDÉRATION

Nous souhaitons un parti présent dans le mouvement social, générateur d'idées qui assure ses fonctions d'écoute, d'explication, de proposition et d'action.

Pour cela, il est nécessaire d'élargir sa base populaire, de renforcer encore sa démocratie interne, d'améliorer toujours son fonctionnement.

C'est le contrat passé par la majorité fédérale issue du dernier congrès et les militants, avec pour objectif la mise en place dans le Gard d'un parti ouvert, démocratique et militant. C'est cette volonté qui nous a permis de reconquérir la présidence du conseil général.

C'est le travail que nous souhaitons continuer afin d'accroître (quand elles nous sont favorables) ou d'atténuer (comme en mars 1993 et juin 94) les grandes vagues nationales. Ceci passe par un travail de terrain et une implantation quotidienne (ex : pour les européennes là où nous avons travaillé la liste socialiste fait un bon score).

Ceci veut dire :

- continuer et approfondir la démocratie interne : pérenniser les réunions en "petites régions", et les conventions fédérales, respecter nos règles de fonctionnement, faire de la "Lettre aux militants" un outil d'échanges...
- ouvrir le parti à la vie : continuer les contacts avec d'autres (partis, syndicats, associations) ; poursuivre les Assises de la transformation sociale ; provoquer des réunions conviviales ; soutenir encore et toujours les luttes sociales et du cadre de vie ;
- structurer encore plus la fédération : matériel, travaux, commissions de travail par objectif...
- continuer notre travail sur le plan "électif" exprimant la force politique, l'autonomie vis-à-vis de toutes forces organisées et l'ouverture du parti à la vie.

Ainsi, par contrat entre nous, nous continuerons en France et dans le Gard notre combat pour la justice sociale et la démocratie.

### SIGNATAIRES

Alain FABRE-PUJOL, premier secrétaire fédéral ;  
René PRADEN et Simon SUTOUR, membres du conseil national ;  
André ROUVIERE, sénateur ;  
Marcelle CHAPPERT, présidente de l'UDES ;  
Pierre BASSOUL, président du groupe au conseil général ;

BÉNITO Marie, BONNEFOY Josette, COULET Suzanne, CRÉMÉZI Yvette, FINIEL Bernard,  
JULIEN Bruno, VEYRUN Gérard, secrétaires fédéraux  
et

ALARY Damien, BASTID Doré, BEGUE Claude, BERETTI Lionel, BEX Françoise,  
BONDOUX Jacques, CHANTE Jean, COLLET Jacky, COSTE Robert, DARD Pierre, DAUDE René, DAUTUN Georges,  
DALVERNY Jean, FABRE Jean-Louis, FLORY Paul, MIDENA Pierre, MANGIN Bruno, MAURIN Jean-Claude,  
MOITIÉ Serge, MONTAL Aimé, MUSSET Lucien, PERREAU Henri,  
QUIOT Michel, RAMPÉREZ Pierre, RANCEL Simone, RIOS Marie, ROCA Guy, ROUX Marc, ROUX René,  
TAISSERE Alain, THIBON Jacqueline, THIBON René, VERDIER Yvan, VEVE Jean.

# Pour un parti solidaire et des idées socialistes

Depuis sa défaite en mars 1993, le Parti socialiste n'a pas su se préparer à la reconquête du pouvoir. Il n'a pas de projet. Il n'a pas renouvelé ses équipes. En revanche, il a perdu une année en artermoiements. Au nom du renouveau, l'équipe du 3 avril 1993, désavouée le 19 juin 1994, n'a pas su insuffler le dynamisme qui s'imposait pour casser les effets pervers des courants. Elle se comportait plus en cabinet présidentiel qu'en direction politique d'un parti d'opposition. Aujourd'hui une autre direction est certes en place, mais sans véritable changement d'hommes et de femmes, à la tête d'un parti qui se vide de ses militants. C'est pourquoi il est temps de relancer le débat politique. Ce débat, le Premier secrétaire Henri Emmanuelli le souhaite. Lui-même a décidé de rédiger et de signer à titre personnel une contribution. Espérons que cette fois-ci le débat ne sera pas avorté.

Le signataire de ce texte, désireux de s'exprimer seul, propose un texte "poil à gratter". Cette contribution n'est pas thématique mais s'attache à insister sur quelques thèmes prioritaires susceptibles d'alimenter le débat du congrès de novembre 1994. Libre ensuite à tous ceux qui souhaitent soutenir une motion plus globale, dite de synthèse, de reprendre ces idées ancrées à gauche sur des choix fondamentaux, et ne servant pas à de pures opérations de positionnement pour la conquête de l'appareil. Tous ceux et toutes celles qui se sont retrouvés derrière François Mitterrand en 1971 et depuis 1981, doivent aujourd'hui se retrouver derrière l'homme de la réconciliation, derrière celui qui symbolisera l'espoir et les valeurs de solidarité et de progrès. Ils doivent se rassembler derrière Jacques Delors pour la grande bataille politique d'avril-mai 1995.

## UN PARTI SOCIALISTE OUVERT

Il faut aux socialistes, à toute la gauche, un parti de rassemblement, un parti d'idées, un parti de confrontation qui refuse l'unanimité, le consensus mou, le monolithisme politique et l'ordre établi.

Le Parti socialiste était, jusqu'en 1993, le premier parti de France. Etudes et sondages attestent qu'il disposait dans l'opinion d'une image très positive.

### ■ UN PARTI SANS IDÉOLOGIE

Aujourd'hui, avec 103.000 adhérents, cette situation révèle que nombre de sections ont cessé de recruter. Leurs effectifs continuent de s'effriter. La raison en est simple. Le parti n'a plus d'idéologie de gauche. Il apparaît dans toute sa nudité. Son idéologie masquait sa configuration sociologique, celle d'un parti de petits bourgeois, de cadres de la fonction publique peu représentatifs de la société française. On assiste depuis longtemps à un affaiblissement intellectuel du Parti socialiste, doublé d'un affaiblissement moral. Les réunions de débat n'ont plus lieu. Les querelles d'hommes dominent trop largement.

Lors de la désignation des candidats aux prochaines élections municipales, elles risquent à nouveau d'être l'enjeu majeur. Tout se règlera dans l'antichambre des cabinets des maires sortants, au cours des dîners en ville et dans les conclaves des chefs de courant.

En outre, les socialistes sont peu présents sur le terrain des luttes sociales. La privatisation de Renault devrait permettre de vérifier si la gauche socialiste ne renie pas sa culture ouvrière au grand dam des hauts fonctionnaires socialistes partisans du projet. Il est vrai que le Parti socialiste est si imprégné d'énarchie qu'il en oublie la réalité sociale, l'exclusion, le chômage et la pauvreté.

### ■ RETROUVER LA SOLIDARITÉ

Le Parti socialiste subit à la fois le poids de la tradition ouvrière, c'est-à-dire la tradition léniniste, et la guerre larvée ou ouverte à laquelle se livrent les clans.

Il n'offre plus aux militants et aux sympathisants le cadre du débat et la convivialité. Les militants chômeurs ne sont même pas pris en considération et ne profitent nullement des réseaux des dirigeants du parti. *La solidarité a disparu.*

Dans la perspective des échéances prochaines, le Parti socialiste doit être en mesure de relancer le militantisme, de susciter des adhésions nouvelles, de diversifier sa représentation sociale (des jeunes aux anciens), d'organiser le débat et peut-être de *se refondre au sein d'une fédération plus large pour désigner le candidat de la gauche et des forces de progrès à la présidentielle.*

### ■ UN NOUVEAU PARTI DE GAUCHE

Un changement du fonctionnement du parti s'avère indispensable. Entrer au Parti socialiste doit être simple. La section ne doit pas être le bureau du député, du sénateur ou du maire. Le premier secrétaire fédéral ne doit pas être le maire ou le député ou le conseiller général ou régional qui dirige et oriente les décisions de la fédération au service de sa carrière ou du clan. *Évitons le cumul des mandats et encourageons l'alternance.*

Le parti doit regrouper en son sein toutes les manifestations intellectuelles proches de lui, les clubs de pensées qui se sont constitués à son voisinage afin qu'ils ne soient plus des moyens de faire-valoir pour quelques candidats au destin national ou un pôle de recrutement des chefs de clan. Il s'agit au contraire d'en faire les instruments d'approfondissement de la pensée de gauche et de confrontation d'idées entre mili-

tants, sympathisants, technocrates, élus et responsables politiques.

Le parti, ses fédérations et ses sections doivent s'organiser pour assurer la renaissance du tissu social. Il leur suffit de mettre à la disposition des exclus les outils susceptibles de les aider dans leur réinsertion sur le marché du travail.

Au moment où le parti se trouve en difficulté financière (moins d'élus et moins de ressources), le Premier secrétaire envisage la vente du siège du parti. C'est peut-être l'occasion pour les socialistes de s'interroger sur leurs dépenses de prestige. Le parti a-t-il besoin d'un siège social luxueux dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, proche des palais nationaux, dans un hôtel particulier aux ori-peaux ministériels ? Cette situation ternit l'image des socialistes et a englouti des sommes énormes dont l'utilité paraît bien mince. Nul n'est étonné dans ces conditions de voir l'électorat de gauche se détourner de nous et d'assister à la désaffection des militants dans les sections.

Tandis qu'en matière de fonctionnement des économies s'imposent, en matière de mandats *au sein de l'appareil du parti, des règles de non cumul et/ou de non reconduction doivent être instituées.*

Depuis le congrès du Bourget, une amorce de démocratisation a permis de s'attaquer au principe de la cooptation, sans pour autant déboulonner le clanisme. La composition de la liste européenne l'a parfaitement démontré. *Le combat pour la démocratie dans le parti* mérite d'être poursuivi. Il doit être l'objet du prochain congrès.

## BÂTIR LE SOCLE SOCIAL 2000

La politique de la droite a aggravé les effets pervers de la crise et accéléré l'éclatement de la société. Le partage des revenus est indispensable pour "repêcher" les exclus de la croissance ou de la non-croissance.

Ces exclus ne sont pas seulement le quart-monde et les chômeurs, mais ils représentent toute une population du bas de l'échelle, "enfants de la crise" : les innombrables smicards, les petits salariés, les "titulaires" de petits boulots ou les sans-boulot, les sans-domicile-fixe, les cadres déclassés, les salariés mal rémunérés, sans logement et finalement sans protection sociale.

L'Etat et les collectivités publiques disposent de nombreux moyens pour mettre en œuvre une politique du partage. Les socialistes doivent proposer et **engager un vaste débat sur la question sociale**. Une société en crise est une société où les acteurs n'ont plus les moyens de répondre à l'attente des gens. Les socialistes doivent fournir les réponses escomptées.

### ■ SAUVEGARDE DU SYSTÈME DE SANTÉ

Les socialistes devront proposer **une réforme de fond du système de soins**. L'accès pour tous aux soins de qualité doit être maintenu en France. Or les solutions préconisées par certains politico-techniciens n'offrent guère d'alternative et assombrissent l'avenir de la sécurité sociale. Les socialistes doivent en être les garants. La crise que traverse notre système de protection sociale est une crise de financement qui touche toutes les branches. En 1994, le déficit atteindra plus de 56 milliards de francs. Il est donc urgent de repenser son fonctionnement.

La Contribution sociale généralisée (CSG) est une amorce de réorganisation. Tous les revenus en effet doivent financer les prestations et la part patronale doit s'asseoir sur l'ensemble de la richesse de l'entreprise.

Il faut aller, comme le réclamait récemment un syndicaliste, vers **un régime d'assurance universel ouvert à tous**.

### ■ HALTE AUX INÉGALITÉS DE LA SANTÉ PUBLIQUE

La santé publique ne peut être abandonnée aux technocrates et aux experts, pas plus qu'au président du conseil d'administration de l'hôpital, maire et premier employeur de sa commune. Elle doit faire l'objet d'une réforme permettant un juste équilibre entre la décision de fermer des lits et la capacité de maintenir la cellule sanitaire dans une commune ou un canton.

Les socialistes pourraient proposer **la création d'une institution régionale autonome**, dotée d'un pouvoir décisionnel sous l'autorité du directeur général de l'Assistance publique de Paris nommé par le président de la République en Conseil des ministres. Chaque région serait dotée de ce type de structure afin de sortir de l'immobilisme actuel et de prendre des mesures nécessaires à la survie de l'hôpital rural. Cette idée, jadis lancée par le commissariat général au Plan, est toujours d'actualité.

### ■ PRIORITÉ AU LOGEMENT

Un autre domaine social mérite toute notre attention : le logement. On note la persistance de hiatus dans les dispositifs combinés de l'allocation personnelle au logement, de l'allocation logement à caractère familial et de l'allocation logement à caractère social. Les reculs observés à la suite de la loi Méhaignerie n'ont pas été compensés par les réformes adoptées lors de la dernière législature. Le projet du gouvernement Balladur risque d'amplifier les situations critiques. En conséquence, il s'agit de remédier à ces disparités qui touchent essentiellement les populations moyennes et défavorisées. **Une révision des barèmes est nécessaire**. Elle devra être accompagnée du toilettage des dispositions actuellement en vigueur (par exemple : l'expulsion du logement par la force publique). Les socialistes doivent aussi réfléchir sur la **municipalisation des droits d'usage de certains sols** et déposer un projet de loi.

### UNE POLITIQUE DE REDISTRIBUTION

En veillant à l'intérêt national les socialistes doivent répondre aux aspirations de tous les Français, mais aussi savoir s'opposer à l'égoïsme des uns et des autres.

### ■ UNE RÉFORME FISCALE JUSTE

Les politiques de redistribution ciblées sur les prestations sociales comportent des limites, surtout en période de crise et de faible consommation, d'autant que l'augmentation des prestations passe soit par un redéploiement des dépenses, soit par un réajustement du poids des prélèvements fiscaux. Les redéploiements sont toujours plus lourds et plus arbitraires pour les plus faibles qui en supportent difficilement les effets. L'augmentation globale des prélèvements est sans nul doute une solution technique moins contre-indiquée au moment où les déficits budgétaires s'accroissent. En 1995 la situation sera telle que, pour engager une politique sociale digne de ce nom, un supplément de prélèvements sera nécessaire. Mais cette politique ne peut être légitime qu'en contrepartie d'équité et de services supplémentaires. Pour les socialistes, cet objectif suppose une réforme fiscale juste qui implique des aménagements importants du régime des cotisations sociales et du régime fiscal.

### ■ EGALITÉ DES CITOYENS DEVANT L'IMPÔT

Il s'agit de réviser l'assiette de l'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, c'est un impôt assis sur les salaires qui concerne une minorité de Français. Il faut le rééquilibrer vers d'autres catégories socio-professionnelles.

Quant à la fiscalité indirecte, elle occupe une place disproportionnée par rapport à la fiscalité directe. Si on ajoute les cotisations sociales prélevées sur les salaires, la situation devient intolérable. **Ce n'est pas l'impôt élevé qu'il faut revoir mais l'impôt injuste**.

Par ailleurs, la fiscalité locale pénalise toujours les personnes à bas revenu.

Les socialistes ont engagé une réforme fondamentale avec la CSG, mais elle est perçue par les salariés comme une contribution supplémentaire, une ressource d'appoint de la Sécurité sociale. Désormais, la CSG doit progressivement se substituer aux autres cotisations sociales, sans que les revenus salariaux modestes subissent une baisse de leur pouvoir d'achat. La gauche sait qu'une politique de redistribution s'assimile, pour la plupart des ménages, à plus d'impôt. Même novatrice, une réforme fiscale sera toujours appréhendée comme une atteinte à la vie privée. D'où la nécessité de conduire cette réforme avec pédagogie et à renfort d'informations.

### UN TEMPS CONTRACTUEL CHOISI

#### ■ LES DROITS DES SALARIÉS RENFORCÉS

Les socialistes doivent donner priorité aux droits des salariés dans les entreprises publiques et privées. Douze ans après le vote des lois Auroux, il convient d'évaluer ce progrès social.

En cette période où les licenciements sont souvent abusifs et utilisés par le patronat comme une technique de gestion, il faut renforcer le pouvoir des salariés du secteur privé en leur accordant **un droit de veto**. Les salariés doivent aussi disposer du droit de connaître la situation financière de l'entreprise, sa stratégie, ses comptes de résultats, son bilan annuel, à l'exemple du secteur public.

#### ■ UN CONTRAT SOCIAL AMÉNAGÉ

Les innovations en termes de partage des revenus et d'aménagement du temps de travail n'ont pas eu les effets escomptés. Il faut donc aller au delà de l'idée du contrat salarial et concevoir d'autres formes contractuelles.

La réflexion sur les salaires et sur les opportunités de formation des travailleurs et d'aménagement du temps de travail doit être approfondie en tenant compte de ses multiples variantes selon les échelons de la hiérarchie et les niveaux de rémunération. En vue de dépasser toutes ces contraintes, il convient de recadrer l'ensemble. C'est un contrat social aménagé qu'il s'agit de proposer aux salariés. Ce contrat doit intégrer **l'application progressive des 35 heures sans diminution de salaire**, mis en œuvre par les partenaires sociaux après un débat au Parlement.

## ■ UN TEMPS CHOISI OUVERT

Une politique d'aménagement du temps choisi ouvert doit être impulsée dans les deux secteurs de l'économie. L'avenir est à une politique contractuelle incluant les exclus, les chômeurs et les handicapés qui sont, à tort, absents des discussions.

## ATTENTION A L'EXPLOSION SOCIALE

Chacun le sait, le chômage reste la préoccupation première des Français. De récessions économiques en reprises sporadiques, la fin du plein-emploi est bel et bien consommée. Vingt ans de plans "emploi" et de traitement social du chômage n'ont pas permis d'éradiquer le chômage. Or pas de travail, à terme, signifie pas de logement, pas de protection sociale. Le danger pour notre société n'est donc pas mince.

Depuis vingt ans tous les gouvernements ont cherché et cherchent des alternatives au chômage. Ils ont proposé aux jeunes, aux moins jeunes aux chômeurs de plus de cinquante ans des emplois précaires, des stages-"parkings". Les mesures prises par les gouvernements et la morosité des patrons ont généré une multiplication de ce type d'emplois.

Cela a conduit une frange de la population de plus en plus importante vers la pauvreté et l'exclusion.

## ■ POUR L'EMPLOI CONTRE L'ORDRE LIBÉRAL

Les socialistes doivent assumer leurs responsabilités passées et être capables d'élaborer un projet politique alternatif de rupture avec l'ordre libéral, dépasser le "capitalisme intelligent". En effet, depuis le retour de la droite au pouvoir, la situation de paupérisation s'est aggravée. Tout mène à l'explosion sociale.

En vue de la construction de l'Europe sociale, une politique communautaire de l'emploi mérite d'être engagée par le Groupe socialiste européen.

## ■ ROMPRE AVEC L'ORDRE LIBÉRAL

Il faut rompre avec l'ordre libéral, avec le mythe régulateur du marché qui a poussé les socialistes à privilégier des choix stratégiques contraires aux valeurs de la gauche et à gérer la paupérisation du service public au profit du tout-marché avec ses dérapages.

L'Etat doit consolider ses moyens d'action. Il doit stopper la paupérisation de ses services et se

doter d'une administration moderne et de proximité. Il doit veiller à la bonne application du Code du travail.

## POUR UNE ÉCOLE DE LA RÉUSSITE

Le progrès social a été véhiculé par l'école de la République. La massification de l'enseignement ne doit pas compromettre sa qualité, mais en assurer la démocratisation.

Le nombre d'enfants de chaque génération sortant du système scolaire sans avoir reçu une formation de base complète, ne se réduit pas malgré les réformes récentes.

La sélection par l'échec continue à frapper en plus grand nombre les enfants des classes sociales défavorisées.

Le système scolaire a tendance à refouler ces enfants. Un effort pour casser la logique de classe avait été entrepris par les gouvernements socialistes mais les formes traditionnelles d'effortisme et de ségrégation résistent.

Malgré son importance budgétaire, la politique de réforme en matière de rémunération des personnels enseignants et de réduction des effectifs dans les classes se révèle insuffisante.

Pour conjurer la chute de motivation de ces personnels, titulaires ou en situation de précarité (auxiliaires et vacataires) même diplômés d'un troisième cycle, une politique de rupture aurait dû être engagée.

Il faudrait aussi, pour répondre aux aspirations des jeunes, lancer chaque année un référendum dans chaque établissement scolaire.

*Décloisonner le système éducatif* par des réformes bien ciblées, c'est peut-être éviter qu'une partie de notre jeunesse résidant dans les banlieues périphériques, souvent issue de milieux défavorisés, ne se trouve en situation explosive et en vienne à faire des descentes dans les quartiers centre-ville. Les débordements lors des dernières manifestations en témoignent.

Equiper les banlieues et les villes de circuits vidéo de surveillance et de sections policières, créant ainsi des cités policières, ne sont pas des solutions en soi et ne peuvent qu'engendrer violence et haine.

Une nouvelle urbanisation intégrant mieux la jeunesse est indispensable.

## UN SERVICE PUBLIC RÉNOVÉ

Une politique ambitieuse de déconcentration de l'administration sous le contrôle du Parlement doit être impulsée. Elle doit encourager de nou-

veaux rapports entre le citoyen usager et les services concernés, et contribuer au dialogue singulier avec les innombrables guichets de la fonction publique dont le citoyen dépend tout au long de la vie.

## UNE VIE POLITIQUE PROCHE DES CITOYENS

### ■ LE PARLEMENT RECONNU

Le Parlement doit retrouver ses prérogatives. *Les règles relatives au cumul des mandats doivent être renforcées.*

Un député, élu au scrutin d'arrondissement, à l'écoute de ses électeurs, n'a nul besoin d'être maire, conseiller général ou régional et, de surcroît, apparatchik, pour être sur le terrain et être légitimé.

Pas plus qu'un maire ou un président de conseil général n'a besoin d'être parlementaire pour assumer pleinement son mandat local.

Ces cumuls conduisent, dans le cadre de la décentralisation, à une féodalisation de la vie politique où le citoyen devient sujet.

### ■ POUR UN MANDAT PRÉSIDENTIEL DE CINQ ANS

Eu égard aux circonstances politiques plus consensuelles, les socialistes pourront proposer la réduction du mandat présidentiel à cinq ans afin de mieux équilibrer les rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

## CONCLUSION

**Les socialistes doivent redonner aux Français l'espoir pour un lendemain où la société sera au service des hommes.**

**Au début des années 80, ils proposaient aux Français de changer la vie, de construire un monde plus juste, de créer plus d'emplois, de faire de l'entreprise une "entreprise citoyenne" où les salariés seraient partie prenante des décisions et de la redistribution du profit. Pour l'an 2000, œuvrons pour plus de justice, plus d'égalité, plus de redistribution. Ce sont les objectifs prioritaires des hommes et des femmes de gauche. C'est le retour de l'Etat régulateur au service de l'intérêt général.**

## SIGNATAIRE

Albert-Patrice PEIRANO, membre des instances nationales, titulaire de la commission nationale de contrôle financier, membre du bureau fédéral des Ardennes, membre du groupe des Experts.

# Contribution

Notre fédération regrette que les dates choisies et les délais impartis ne laissent pas la possibilité d'une contribution plus élaborée et adoptée par le conseil fédéral.

Pour respecter les statuts, cette contribution émanant de plusieurs membres du bureau fédéral

mais n'ayant pas pu être examinée ni adoptée par le conseil fédéral, est donc signée du seul membre haut-savoyard du conseil national, le Premier secrétaire fédéral.

Cette contribution se veut une invite aux membres du bureau national qui prépareront les motions.

## ■ Sur la forme

Si l'on veut reconquérir l'électorat populaire, pourquoi ne pas innover dès ce congrès, en expérimentant une nouvelle forme d'expression ? A savoir des motions courtes et surtout, écrites en langage clair, simple. Chaque adhérent doit pouvoir tout lire et tout comprendre... et tant pis si quelque intellectuel se sent sevré de sa dose habituelle de chiffres ou d'élucubrations théoriques !

## ■ Sur le fond

Une motion pour un congrès, si importante soit-elle, ne peut pas chercher à aborder tous les problèmes ni tenter d'apporter toutes les solutions. Peut-être nous faut-il faire le deuil de mille grands problèmes "prioritaires" pour ne cibler que quelques thèmes essentiels pour les (électeurs) français, avides de connaître la position des socialistes en vue des échéances à venir. Pour une fois, acceptons de passer sous silence l'Europe (oh sacrilège !), les rapports Nord-Sud, les DOM-TOM, la défense nucléaire, la culture, l'agriculture, la pêche, le commerce mondial, etc... Choisissons de privilégier quelques préoccupations (dont le choix est arbitraire et peut être bousculé) sur lesquelles nous devons avoir des positions les plus claires et les plus simples possible.

**L'emploi :** Comment l'électeur populaire peut-il trouver dans les conclusions de notre convention de Cergy l'antidote à la simplicité populiste du "chômage illégal" ?

## **La protection sociale**

### **L'environnement**

### **L'éducation**

### **et son corollaire de la laïcité**

**La fiscalité :** D'une manière générale, n'y a-t-il pas urgence à clarifier nos rapports avec l'argent (scandales financiers, importance de la Bourse, lutte contre les inégalités, etc.)

### **La sécurité**

### **L'habitat**

**La loi électorale :** comment éviter les candidatures farfelues dans les scrutins proportionnels ?

L'électorat populaire, touché et/ou menacé par les difficultés, se laisse séduire par des solutions simplistes assénées par des hommes politiques sans scrupules. Mais l'électeur doit-il être taxé de simpliste s'il ne comprend pas, n'accepte pas que, dans un pays où il a été possible de réaliser tant de grands, beaux et coûteux travaux culturels qui marqueront les septennats socialistes pour la postérité, les gouvernements socialistes successifs n'aient pas pu injecter des financements équivalents pour maintenir un service public en zone rurale et pour réaliser des programmes d'équipements de première nécessité : logements, écoles, piscines, salles et terrains de sport, lieux d'expression culturelle, etc. Concernant le fonctionnement du parti, l'objectif est bien que tous les adhérents se sentent concernés et responsables quel que soit leur rôle ou leur rang dans l'organisation.

Des avis fort pertinents ont été répétés avec vigueur lors des Etats généraux ; ils sont, pour la plupart, restés lettre morte. De nouvelles règles de fonctionnement du parti doivent donc être proposées au congrès et appliquées statutairement. Ces règles doivent être limpides sur l'éthique :

■ Non-cumul des mandats applicable à tout élu socialiste sans attendre une réforme législative souhaitable.

■ Désignation des membres de nos instances nationale et fédérale pour 2/3 par les militants et leurs délégués, au scrutin majoritaire (cf. contribution de Bernard Roman).

■ Respect de la discipline au sein du parti :

- Elus non à jour de leur cotisation, - "Personnalités" s'exprimant contradictoirement dans les médias,

■ Opérer un retour vers le "terrain", pour éviter que le parti ne soit aspiré et étouffé par le centralisme parisien et l'intellectualisme. Si l'on ne peut pas mettre les villes à la campagne, peut-on demander aux experts d'aller sur le terrain écouter les militants ?

L'urgence de retrouver une cohésion entre tous dans le parti est d'autant plus grande qu'elle doit précéder l'expression d'un projet de société capable d'enthousiasmer les Français et surtout ceux qui souffrent de manque de justice sociale.

## SIGNATAIRE

Fernand GANNAZ, Premier secrétaire fédéral de Haute-Savoie.

# Non à l'hibernation sociale

Les deux échecs successifs récents du Parti socialiste nécessitent, à l'évidence, une analyse en profondeur. Pas de faux débat sur le thème : c'est la faute aux courants, à telle ou telle personnalité, à nos adversaires. Arrêtons-nous sur celle qui nous paraît primordiale, c'est la vision et le contenu de notre projet social et de notre capacité de le traduire

en des actes positifs. Car la réalité de cette chute électorale, cette perte de crédibilité du PS, c'est qu'une partie des ouvriers et des employés (notre électorat le plus nombreux), est allée voir ailleurs, tournant son regard... et son vote vers d'autres. Les raisons sont multiples, la principale étant l'absence d'un projet clair.

## Quelques exemples :

Pas de discours, durant la campagne, sur l'Europe sociale que l'on souhaite ; veut-on réellement faire contrepoids à l'Europe des banques d'affaires ? Pourquoi n'avoir pas développé l'idée de **clause sociale** et de créations des **Comités d'entreprise européens** ?

Face au désarroi de la jeunesse, pas de propositions lisibles et mobilisatrices sur son avenir, sur le chômage, malgré notre convention Emploi qui avançait l'idée que "**pas un jeune sortant du système scolaire ne devait se trouver sans emploi, sans formation**" (formation continue, stages entreprises). La réduction du temps de travail à 35 heures doit être notre priorité, elle doit se réaliser sans réduction de salaire et sans étape à 37 heures.

Face au libéralisme économique, il nous faut une orientation clairement définie pour un **nouvel équilibre social avec un nouveau modèle de relations sociales**. La situation actuelle place les salariés et les exclus en position d'infériorité, il faut accroître la participation effective des salariés à la gestion des entreprises, afin de trouver un équilibre social et réintégrer les exclus.

Trop souvent, au pouvoir, nous avons donné priorité à l'économie sur le social, priorité à la gestion plutôt qu'à la réduction des inégalités et à la justice sociale. L'économie et la gestion ne sont nullement incompatibles avec la justice sociale, à condition de ne pas être inspirées par les théories libérales.

Dans l'opposition, nous devons jouer notre rôle **d'opposants** face à l'attitude arrogante de la droite et du patronat. Le rôle du PS est d'être à la tête du mouvement social, sur une stratégie

active au lieu d'être une **pâle copie sociale de la gestion libérale**. Face au rouleau compresseur du libéralisme et de la mondialisation de l'économie, il nous faut rejeter, au pouvoir comme dans l'opposition, **toute politique de consensus...**

Nous devons nous opposer à la précarisation du travail, à la déréglementation, au dumping social à l'échelle européenne ou mondiale qui a conduit à la division des salariés (Hoover), aux délocalisations, à l'atteinte du pouvoir d'achat, à la dignité des travailleurs (licenciement au sifflet, par taxis, etc.), au démantèlement du Code du travail, à la remise en cause des acquis sociaux (retraite à 60 ans). C'est le rôle d'un parti **ancré à gauche**, pour retrouver notre électorat déçu par notre attitude. Nous ne devons rien concéder en matière du droit du travail.

Notre devoir de socialistes est de s'opposer à la politique de **déflation salariale et sociale**, ponctionnant encore les salariés, pesant sur la consommation et la protection sociale.

Nous devons, à nouveau, en France et en Europe, être les porteurs des intérêts des exclus, du monde du travail. Cela ne se fera pas uniquement à Bruxelles mais surtout par la **rencontre et l'action commune des partis socialistes et syndicats européens**.

Enfin, le parti tout entier doit s'interroger sur la place du secteur Entreprises. Faut-il encore s'étonner que cette question, quelle que soit la direction en place, n'ait pas été réglée de façon satisfaisante, quand on sait la place que nous consacrons dans nos textes à la dimension sociale et aux inégalités ? Quelle place, par exemple, les militants du secteur Entreprises ont-ils eue sur la liste européenne ? Quelle place auront-ils à l'avenir (listes municipales...) ?

Au conseil national, il a fallu "**bagarrer**" pour que le bureau de la CNE puisse y assister, (sans droit de vote et sans prise de parole), alors que tous ses membres ont souhaité que le syndical et l'associatif y soient représentés.

Au niveau fédéral, il n'existe pas encore systématiquement de relais, de structures, de volonté politique d'aller à la rencontre des salariés, à les soutenir dans les conflits sociaux, à dialoguer avec les organisations syndicales. Certains mettent même un point d'honneur à empêcher la création de structures d'entreprises, comme si cela les gênait dans leur "**petit pouvoir**". Pourtant, l'avenir et l'efficacité du secteur Entreprises reposent sur son organisation au niveau fédéral et régional, le relais étant la section locale afin de faciliter la création de SE et de GSE.

Cette contribution n'a pas la prétention de cerner l'ensemble du champ social (par exemple sur le rôle des nationalisations comme facteur de dynamisme social, le rôle du service public comme facteur de cohésion sociale, sur la réforme fiscale comme début d'une meilleure justice sociale).

Souhaitons simplement qu'à l'occasion de notre prochain congrès, et dans un débat de clarification, le parti retrouve une capacité d'agir pour la défense des salariés et redevienne un parti qui communique avec la population, plutôt qu'un parti de "**communiqués**". Un parti qui élabore une plateforme politique forte et claire, répondant aux questions essentielles :

- le **partage des richesses pour lutter contre les inégalités**
- le **droit au travail pour tous y compris les jeunes**
- le **renforcement de la protection sociale et le droit au logement**
- la **démocratie dans l'entreprise**.

## SIGNATAIRES

Annick ACUIRRE, membre du conseil national, secrétaire fédérale Entreprises du 33 ;  
Georges MARTEL, membre du conseil national, animateur du secrétariat national aux Entreprises  
et Michel AMRI, secrétaire de section 95 ; Yves BERTRAND, responsable régional Entreprises Haute-Normandie, membre de la CNE ;  
Gilbert BRAMI, membre du bureau de la CNE ; Roland DIDIER, responsable régional Entreprises Bourgogne, membre de la CNE ;  
Raymond DOUJAY, responsable GSE Travail - Emploi, membre de la CNE ; Henri FERJEAU, délégué fédéral Entreprises 33,  
Patrick GUÉNOT, bureau GSE Assurances, membre de la CNE ; André LAUR, secrétaire du GSE national Défense nationale ;  
Paul LÉONELLI, responsable régional Entreprises Ile-de-France, membre de la CNE ; Dominique LEROY, secrétaire du GSE national  
Sécurité Sociale, membre de la CNE ; J. Claude MAURIN, délégué fédéral Entreprises 30 ;  
Georges MERLE, responsable régional Entreprises région Auvergne, membre de la CNE ;  
Monique MIROUSE, secrétaire du GSE Santé, membre de la CNE ; Bernard MOUTAT, responsable régional Entreprises région Centre,  
membre de la CNE ; André PIGNÉ, responsable du GSEN Mécanique-Métallurgie-Navale, membre de la CNE ;  
Emile YSARD, responsable du GSE national EDF-GDF, membre de la CNE.

# Tout doit changer...

Cette contribution n'a pas pour vocation d'intervenir dans un rapport de force, de servir à négocier une représentation au conseil national ou de permettre à ses signataires de se porter au premier rang des médias. Elle vise tout simplement à exprimer l'insupportable malaise des militants confrontés au processus de lent dépérissement de leur parti.

A suivre leurs déclarations et leurs luttes d'influence, il apparaît clairement en effet que nos dirigeants n'ont pas toujours conscience de la lassitude du parti dans ses profondeurs.

Notre but est donc de le leur rappeler et de leur proposer une manière d'y remédier.

## OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Les causes de cet affaïssement, que chacun ressent depuis plusieurs années et dont une série d'échecs électoraux a servi d'illustration, sont multiples. Si beaucoup trouvent leur origine dans "la difficulté des temps", d'autres, et peut-être les plus graves, découlent directement de nos propres dysfonctionnements. Ayons le courage de l'admettre, car c'est au prix seulement de cette lucidité que nous saurons comment réagir :

- La première dérive, la plus évidente et la plus critiquable, est la perte, entre nous, de l'esprit de solidarité. Les rivalités qui ont opposé nos différents leaders ont atteint, avec et depuis le congrès de Rennes, une violence encore jamais vue dans notre organisation. Ces comportements ont été, presque mécaniquement, reproduits aux échelons locaux à tel point que parfois, sur certaines marges du parti, on a semblé préférer, lors d'élections, la victoire de la droite plutôt que d'un adversaire de courant.

- Cette dérive s'est révélée d'autant plus pénible qu'elle s'est opérée en dehors de tout véritable débat politique. L'absence d'un projet est en effet la seconde caractéristique des dernières années. Refus ou incapacité de choisir, la fameuse "culture de gouvernement" a progressivement servi de prétexte à un immobilisme économique et social d'autant plus mal ressenti que s'accroissaient dans le même temps le chômage et les inégalités. Le pire des paradoxes n'est-il pas que cette attitude ait perduré au-delà de mars 1993 et que nos prises de position sur les grands dossiers en cours aient eu un arrière goût de nostalgie du pouvoir perdu...

- Par ailleurs, et contrairement à l'idée reçue, la faute la plus grave n'est pas aux courants mais bien plutôt à l'excessive personnalisation de notre vie politique. La perspective de l'élection présidentielle aimante à ce point les ambitions que les stratégies conduites par les meilleurs d'entre nous n'ont plus d'autres motivations que de rendre possible (ou impossible) telle ou telle candidature à la fonction suprême. C'est pour se protéger des coups portés par d'autres puis pour mieux les rendre, que nos "présidentiables" se sont progressivement entourés de gardes rapprochées, voire de véritables structures qui ne se distinguent plus entre elles que par l'identité de leur fondateur. Toutes les conditions étaient alors (et restent) réunies pour assister au spectacle affligeant sur lequel le rideau n'est malheureusement pas encore tombé.

Admettons cependant qu'aucun de nous n'est, dans ce processus destructeur, exempt de critique. Nos responsables nationaux, pour l'avoir inventé. Nous tous, à tous les niveaux, pour l'avoir imité ou nous y être soumis.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons décidé, sans rompre nos fidélités anciennes mais pour faire progresser le débat, de déposer une contribution en attendant de pouvoir mieux mesurer ce que seront les enjeux de notre prochain congrès. Notre conviction est qu'en effet si nous laissons passer cette ultime occasion, il n'y aura pas de rénovation !

## EN QUOI CROYONS-NOUS ?

Si l'idéal socialiste est électoralement en recul, il imprègne encore très largement la société française à travers les exigences toujours très fortes de justice et de solidarité. Sans doute s'agit-il désormais d'un idéal rendu plus confus par les bouleversements de l'ordre international comme par les changements profonds qui ont affecté notre société.

Mais la gauche en France n'en est pas à sa première mutation. Bâtie tout d'abord voici plus d'un siècle autour de l'instauration et la défense de la République, elle s'est progressivement définie par la prise en compte d'une "question sociale" à laquelle la perspective d'une transformation radicale de la société a semblé longtemps constituer la réponse.

Pour plusieurs raisons, tenant aussi bien aux évolutions sociologiques qu'à l'effondrement du régime soviétique, il nous faut désormais organiser aux plans idéologique et pratique **une nouvelle phase**.

Nous vivons aujourd'hui dans **une société nouvelle**, à la fois éclatée et uniformisée, dans laquelle les lieux de conflit tout comme les mouvements porteurs de changements, sont plus difficiles à identifier et, partant, à mobiliser et à rassembler.

A cette société, qui reste minée par des inégalités profondes, dont le chômage n'est pas seulement l'une des expressions les plus terribles mais aussi sans doute le formidable révélateur, les socialistes ne peuvent seulement opposer un projet tiré de l'invocation de leurs valeurs traditionnelles.

Si celles-ci restent des références essentielles, elles ne coïncident plus avec de véritables cli-

vages et doivent être approfondies (tant elles sont désormais ambiguës. Il en va ainsi de la solidarité et du progrès. Que signifie véritablement la "solidarité" si sa traduction consiste, pour maintenir un certain niveau de prestation, à diminuer la protection assurée aux plus exposés ? Et peut-on encore, sans ciller, définir la gauche comme le camp du progrès alors que celui-ci, à travers l'introduction des nouvelles technologies, est vécu comme destructeur d'emplois et générateur d'angoisse. Si ces principes restent fondamentaux, il nous faut néanmoins impérativement redéfinir le contenu.

**C'est cette mutation qu'il convient aujourd'hui clairement d'assumer.**

Les socialistes doivent donc désormais, sans rien renoncer de leur patrimoine, se fixer de nouveaux repères qui rendent opérant leur projet politique.

Ainsi, le PS doit-il de nouveau se définir comme un parti de transformation sociale : avec ceux qui sont du mauvais côté du rapport de force, les socialistes doivent préconiser les changements indispensables, conformes à l'idée qu'ils se font d'une société plus juste.

Ainsi le PS doit-il réactiver un de ses grands principes : la maîtrise démocratique des choix collectifs, c'est-à-dire la faculté donnée à une collectivité de fixer son destin. L'enjeu se situe désormais, de ce point de vue, à l'échelon européen.

Ainsi, les socialistes doivent-ils prendre en compte le formidable défi que lance à nos sociétés l'exigence renouvelée d'identité nationale confrontée à la nécessité de rechercher dans un cadre élargi les moyens d'agir sur un monde en mouvement.

Notre congrès doit être l'occasion d'apporter des réponses claires à ces questions.

## QUEL PARTI VOULONS-NOUS ?

Sans doute peut-il paraître paradoxal de s'intéresser autant au parti qu'au projet. Mais c'est tout simplement parce que la vitalité de l'un est devenue la condition de la fécondité de l'autre. Le temps n'est plus aux programmes consacrés par une poignée d'experts et popularisés par le talent d'un leader.

L'opinion, et d'abord l'opinion de gauche, veut être écoutée, associée, respectée. C'est par elle que nous apprendrons à mieux comprendre la

société, à situer les nouveaux clivages, les rapports de force, les injustices et les inégalités. Le parti peut ainsi, sous condition de se réformer, devenir un formidable stéthoscope, indispensable au diagnostic et à la prescription.

Il suffit d'ajouter, pour justifier cette attention portée à l'instrument, que le parti traverse une grave crise de leadership et qu'à la crédibilité décroissante de son mode de direction doit impérativement répondre le renforcement de sa capacité d'action collective.

Le parti de classe est mort. Alors que le salariat constitue le mode de rémunération de la majorité de la population, il n'est plus possible de distinguer à l'intérieur de celle-ci des groupes homogènes que la gauche aurait nécessairement vocation à représenter.

Il faut aujourd'hui faire surgir le parti de la société tout entière, un parti qui, faisant éclater les distinctions périmées entre militant, adhérent, sympathisant et électeur, deviendra **un parti de citoyens**, c'est-à-dire d'individus librement engagés, responsables et déterminés à contribuer, sans allégeance et sans autocensure, à l'élaboration d'un grand projet politique.

Y parvenir suppose de briser les clans et les carcans sans supprimer les courants, c'est-à-dire faire disparaître les groupes d'intérêts ou de personnes qui brident la discussion et secrètent la

division, tout en préservant la condition d'un véritable débat d'idées, organisé et cohérent.

Dans cet esprit, nous proposons :

- de substituer au congrès du parti, des Etats généraux réunissant tous les deux ans des adhérents directement élus par les fédérations, et ayant vocation à choisir le Premier secrétaire du parti et son exécutif.

- de préserver le débat d'idées en maintenant l'élection du comité directeur à la représentation proportionnelle sur la base de motions d'orientation.

- de garantir l'articulation entre le vote majoritaire sur les hommes et le vote proportionnel sur le projet en organisant la responsabilité du bureau exécutif devant le comité directeur et le retour devant les militants en cas de conflit.

Mais le parti devra aussi être **un lieu d'exemplarité**, c'est-à-dire se fixer et faire respecter les règles qui témoignent de sa volonté de faire prévaloir **une autre façon de faire de la politique**, une attitude claire à l'égard des facilités du pouvoir ou des tentations de l'argent.

Enfin, le parti doit intégrer dans son organisation et sa réflexion cette nouvelle frontière qu'est la création progressive d'un véritable parti des socialistes européens, qui permette de constituer à

l'échelon de la communauté cette force politique capable de porter une idée commune de l'Europe, face aux autres forces organisées, économiques, financières ou simplement technocratiques.

Les socialistes nivernais ont, au cours des décennies passées, pris toute leur part des grands combats politiques de la gauche. Fidèles au message de François Mitterrand, qui est un constant appel aux valeurs de solidarité et de justice, mais aussi à l'initiative et au renouvellement, ils ont su montrer lors des échéances les plus récentes leur capacité à convaincre et à vaincre. Attachés au souvenir de Pierre Bérégovoy, ils ne renient rien du bilan des gouvernements de la gauche. Et les critiques qu'ils ont à émettre, ils tiennent à en faire, non un prétexte à règlement de comptes, mais la base d'une rénovation.

**Notre responsabilité est immense puisqu'il nous faut, à nouveau, vingt-trois ans après Epinay, refonder le grand parti de la gauche qu'est le Parti socialiste, c'est-à-dire répondre à la formidable attente de millions de Français, qui, sans cela, risquent de céder à la tentation d'un vote éclaté.**

**Puisons dans l'ampleur de cette responsabilité, les ressources nécessaires !**

## SIGNATAIRES

Gaëtan GORCE, Premier secrétaire fédéral, membre du conseil national, le secrétariat de la Fédération de la Nièvre et Bernard BARDIN, président du conseil général, Marcel CHARMANT et René-Pierre SIGNÉ, sénateurs.

# L'avenir est socialiste

**Militants socialistes dans le département du Var, nous ressentons le besoin d'apporter notre contribution au prochain congrès. Dans notre département comme dans quelques autres, sans doute, le renouveau du Parti socialiste est un enjeu, non seulement pour la gauche, mais aussi pour la démocratie locale.**

**D**ans le Var, depuis bientôt dix ans, la droite dominée par le Parti républicain allié au RPR, a monopolisé tous les pouvoirs politiques. Déjà, avant l'alternance de 1993, de tous les mandats électifs nationaux et locaux, seuls lui échappaient quelques cantons et mairies, ruraux pour la plupart.

L'absence de véritables contre-pouvoirs, les manquements du contrôle de légalité confié à l'Etat, la complaisance des médias locaux ont favorisé les abus. Des socialistes dans l'opposition, notamment à Toulon, se sont appliqués à dénoncer le système politique varois, clientéliste, dénué de scrupules, où s'entremêlent intérêts électoraux et financiers au bénéfice de baronnies locales. Ils l'ont fait dans une certaine indifférence y compris de leurs instances nationales.

En cette fin du XXe siècle, pourquoi est-on adhérent du Parti socialiste ?

Certainement pas pour les mêmes raisons qu'il y a vingt ans. L'adhésion à notre parti ne procède

plus du même acte de foi, largement dicté par l'origine sociale, la confiance dans un projet idéologique et la stature des hommes désignés pour l'incarner.

Depuis l'assassinat de l'un de ses députés, la véritable nature de la droite dans le Var se révèle peu à peu. Plusieurs affaires de corruption qui mettent en jeu des élus locaux, tous de la même famille politique, dont le président du conseil général en fonction jusqu'en mars dernier, sont instruites par la justice. D'ores et déjà, il est avéré que la mafia locale est intervenue dans la gestion de collectivités publiques. Peut-on concevoir plus grave outrage porté à la démocratie locale ? L'émergence pourtant tant attendue de la vérité nous réjouit et nous inquiète à la fois. Même s'il en résulte pour la droite une légitime sanction politique, la véritable victime risque d'en être à nouveau la démocratie. La distance actuelle des citoyens à l'égard de la politique peut dégénérer en suspicion généralisée envers les partis traditionnels et leurs élus. Sous ses différentes versions populistes de droite ou de gauche, la montée des extrémismes en sera favorisée, dans une région qui lui fournit déjà un terrain propice.

Voilà pourquoi, dans cette terre de mission qui semble effrayer les étoiles montantes et les jeunes loups de gauche, le renouveau du Parti socialiste revêt, à nos yeux, une urgence toute particulière à la veille d'élections présidentielle et municipales décisives.

Voilà pourquoi nous comptons y prendre notre part.

La société a changé. Le monde est devenu plus complexe, les citoyens plus résignés. Une page de l'histoire de la gauche est tournée. Son avenir ne réside assurément pas dans la reproduction

des stratégies des années soixante-dix. Fort heureusement, malgré bien des déceptions, tant de militants demeurent fidèles à leur parti. Des sympathisants choisissent d'y adhérer en dépit des incertitudes actuelles. Intactes sont leurs convictions, manifeste leur volonté de participer à une action collective.

Mais la rumeur du temps ne susurre-t-elle pas que cette forme de militantisme aurait quelque chose de vieillot, de périmé ? Tous les corps intermédiaires (partis, syndicats, associations) ne souffrent-ils pas de l'individualisme ambiant ? Surtout, tellement d'hommes et de femmes, directement touchés par l'exclusion sociale ne se détournent-ils pas du Parti socialiste pour céder aux facilités de l'abstentionnisme ou du populisme ?

Aux dernières élections européennes, le pouvoir d'attraction du PS est tombé aussi bas chez les ouvriers, employés et jeunes que parmi les autres catégories sociales. Aussi, l'émiettement des repères idéologiques, l'impuissance publique devant la montée du chômage, les défaillances morales de la gauche, ont-ils gravement troublé l'image de notre parti.

Remédier à cette crise d'identité, tel est l'enjeu majeur du prochain congrès. Répondre plus clairement aux attentes des catégories sociales que nous avons l'ambition de représenter, tel est le défi qu'il nous faut absolument relever.

Renouveler nos dirigeants, étoffer notre base militante, rénover nos modes de fonctionnement, telles sont les conditions de notre renouveau.

Nous pensons que le Parti socialiste dispose encore d'un potentiel considérable. Il faut donc œuvrer prioritairement à sa consolidation et non spéculer sur sa décomposition éventuelle après la prochaine échéance présidentielle et la constitution d'hypothétiques nouveaux pôles politiques.

## UNE LIGNE POLITIQUE CLAIRE : SOUMETTRE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ À L'EXIGENCE SOCIALE

Chacun sait bien, dans nos rangs, que le PS doit retrouver sa fonction de proposition et d'orientation qui s'est émoussée au fur et à mesure de dix années de gestion gouvernementale.

Ne déprécions pas nous-mêmes notre bilan. Des réformes de fond essentielles ont été engagées. Cependant, force est de constater qu'elles ont été trop rares, que certaines furent vidées de leur substance lors de leur mise en œuvre, que d'autres ont été édulcorées par crainte de remettre en cause des situations acquises.

Notre parti n'a pas été, de loin, le principal responsable de ce relatif renoncement à "changer la vie". La société est devenue plus conformiste. Les égoïsmes catégoriels se sont développés. Loin d'aiguiser la critique sociale, l'apparition de formes nouvelles d'exclusion a renforcé la volonté d'intégration en faisant primer l'individuel sur le collectif.

La tâche est désormais ardue, car l'heure n'est plus aux corpus idéologiques qui se suffisaient à eux-mêmes, dont découlaient à la fois une vision globale de la société et un programme de conquête du pouvoir. Il est facile de dénoncer la panne d'imagination des politiques. Mais quel silence indulgent autour des intellectuels, brillants pour dresser le bilan justement critique de notre démocratie, mais si peu diserts pour ouvrir des perspectives nouvelles dont, comme en d'autres temps, la société pourrait s'inspirer !

### Pourtant nous ne pouvons éluder la question essentielle : le Parti socialiste est-il en mesure de proposer aux Français un modèle social original ?

Nous choisissons de répondre par l'affirmative. Notre société n'est pas condamnée à évoluer entre les deux modèles connus dans les pays développés de l'économie de marché et de la social-démocratie.

Loin de s'opposer, ils se complètent. Car, rares sont désormais (y compris aux Etats-Unis) les tenants absolus du capitalisme sauvage, tant sont patents les ravages de l'économie de marché livrée à elle-même. Les processus d'exclusion sociale, de répartition inégale des revenus, de concentration des richesses et surtout de sous-emploi, ne sont pas des effets pervers de l'économie de marché mais des mécanismes inhérents à sa logique. Sans la remettre en cause fondamentalement, la social-démocratie lui apporte un certain nombre de garde-fous en matière de protection sociale, de droit du travail, d'indemnisation du chômage. Elle permet de contenir les forces centrifuges qui menacent la cohésion du système social.

Sous la férule d'Edouard Balladur la droite s'est appropriée cette technique de régulation sociale. Depuis 1993, elle n'a pas commis l'erreur politique de s'attaquer de front aux acquis sociaux. La nécessité de la solidarité est très présente dans ses discours. C'est discrètement que, dans la pratique, elle rogne sur les crédits alloués à l'insertion professionnelle, qu'elle bouleverse certains dispositifs protecteurs du droit du travail. Le Parti socialiste peut ouvrir une autre perspective.

### REMETTRE EN CAUSE LE STATU QUO ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Oui, les socialistes attendent que leur parti soit porteur de véritables réformes de société. Oui, ils souhaitent depuis longtemps sortir de la "demi-posture" inconfortable à laquelle ils ont été contraints, consistant au fond à considérer le libéralisme économique comme un système globalement acceptable sous réserve de lui appliquer quelques ajustements, à la marge et en aval, pour en tempérer la rudesse.

Mais cela suppose que dorénavant nous formulions autre chose que des demi-mesures, c'est-à-dire des propositions, pertinentes mais d'effets limités, dans le but de ne pas indisposer une partie de notre électorat potentiel.

Il nous faut nous réhabituer à cette idée : il n'est pas possible de faire évoluer la société sans

modifier les rapports de force économiques et sociaux. Par conséquent, acceptons de prendre des risques puisque nous prétendons être une force de mouvement.

### Proposer des réformes hardies en rupture avec la prudence technocratique

Avant mars 1993, les technocrates ont été les gendarmes du changement.

Ils sont nombreux les projets de réformes qui n'ont jamais vu le jour, condamnés par le veto, en particulier des hauts fonctionnaires du ministère des finances. Ils sont nombreux aussi ceux qui, pour passer sous les fourches caudines de Bercy, ont dû être gravement dénaturés, puis subir au moment de leur mise en œuvre des batailles de retardement destinées à en restreindre la portée.

Un tel propos garantit un effet de tribune facile devant un auditoire socialiste. Il est démagogique pourtant si l'on ne précise que les technocrates de France ou de Bruxelles ont horreur du vide et qu'en l'occurrence ils n'ont fait qu'occuper celui créé par les politiques. Ils n'ont fait qu'exercer le pouvoir qui leur a été reconnu ou abandonné, selon le cas, par des ministres.

Ainsi, en matière économique, le pouvoir politique a-t-il succombé trop facilement à la pression de la sphère administrative en reprenant si totalement et durablement à son compte le discours de l'orthodoxie et la défense des "grands équilibres". Une fois l'inflation maîtrisée, il n'était pas souhaitable de reconnaître comme prioritaire la maîtrise du déficit budgétaire ou la stabilité de la liaison monétaire franc/deutschmark, maintenue au prix de taux d'intérêt défavorables à la croissance et à l'emploi.

Les gouvernements ont voulu faire de notre pays le bon élève de l'Europe dans la perspective d'une Union économique et monétaire dont l'horizon n'a cessé de reculer. En contrepartie, ils se sont privés de précieuses marges de manœuvre. A l'heure du bilan, les bons indices macro-économiques ou financiers n'ont pas pesé bien lourd à côté de résultats trop timides dans le domaine social.

La droite en a sans doute tiré la leçon. En contradiction avec ses promesses pré-électorales et ses actuelles déclarations lénifiantes, Edouard Balladur a pris de notables libertés avec la contrainte budgétaire, la maîtrise de l'endettement public et même la discipline imposée par le SME. Sans renoncer à tout réalisme politique, les socialistes doivent, pour préparer l'avenir, formuler des réponses hardies qui rompent avec la prudence technocratique, par nature conservatrice. Secouons l'indifférence des conformistes, la bonne conscience des blasés, le découragement des résignés.

En réalité, dans la plupart des domaines où la société secrète les blocages les plus nocifs et les injustices les plus révoltantes, nous connaissons les voies du changement. Ayons le courage de les emprunter. Cessons de donner de nous la vision démobilisatrice de l'impuissance politique.

Nous savons par exemple depuis longtemps que notre système de prélèvement fiscal et social doit être radicalement repensé parce qu'il est un puissant facteur de chômage. Alors que le niveau élevé des taux d'intérêt sur les marchés financiers survalorise le capital, le poids des cotisations sociales pénalise le travail. Aucune entreprise n'investit plus aujourd'hui sans s'assurer des gains de productivité, c'est-à-dire une réduction de ses emplois à production constante.

Cette substitution continue du capital au travail explique d'ailleurs qu'un taux de croissance de 4 à 5 % soit nécessaire pour inverser la courbe du chômage. Si une baisse de l'activité incite les entreprises à licencier, la reprise lorsqu'elle survient les pousse à investir dans des équipements plus productifs et donc moins consommateurs d'emplois.

Pour briser cette spirale fatale, il faut dépasser le stade des mesures ponctuelles, telles que l'exonération des charges sociales pour une première embauche ou pour le recrutement d'un chômeur longue durée. Leur efficacité marginale est souvent détournée de son but par les entreprises.

Le Parti socialiste doit faire figurer dans son projet des mesures plus radicales comme la suppression totale des cotisations sociales employeurs sur les emplois rémunérés autour du Smic qui aurait pour effet d'en diviser par deux le coût pour les entreprises et stimulerait puissamment l'embauche. Financièrement, la mesure pourrait être compensée, d'une part, par le relèvement de la taxation des revenus boursiers et de l'impôt de solidarité sur la fortune, et d'autre part, par les économies réalisées sur les dépenses d'indemnisation du chômage.

De tels transferts de ressources sont politiquement "gérables". En 1993, le gouvernement Balladur n'a-t-il pas allégé de vingt milliards de francs l'impôt sur le revenu et de quatre-vingt milliards les charges sur les entreprises ? Ces mesures ne bénéficiaient pourtant qu'à une moitié de la France.

Les autres voies du changement ont souvent été abordées superficiellement : la réduction de la durée du travail, le développement de l'économie sociale et de ses gisements d'emplois, l'affectation des budgets publics aux dépenses "actives" pour l'emploi plutôt qu'à l'indemnisation du chômage. Pour nous montrer convaincant dans la lutte contre le chômage, il nous faut maintenant, tâche considérable mais à notre portée, donner à ces propositions générales un contenu précis, en prise avec la réalité sociale.

A cet égard les Assises de la transformation sociale peuvent constituer une démarche féconde si elles ne se cantonnent pas à la recherche d'alliances électorales. Les échanges suivis au niveau décentralisé avec les mouvements syndicaux, associatifs et mutualistes, doivent nous permettre de cerner la diversité des situations et de proposer des solutions innovantes.

### ■ S'ancrer à gauche sans céder à la nostalgie du passé

Certes, la nouvelle ligne politique du PS doit procéder d'un nouvel ancrage à gauche. Il s'agit, non d'une recette de congrès, mais bien d'une

exigence qui nous indique dans quelles directions innover et prendre des initiatives.

Il ne suffira pas de donner quelques gages symboliques à un électorat au demeurant circonspect en ressuscitant les clichés d'une époque antérieure.

Citons deux exemples pour illustrer le propos. Le premier concerne les entreprises publiques du secteur concurrentiel. Depuis dix ans, leur gestion s'est banalisée, alignée sur celle des groupes privés. Elles ne constituent plus des "laboratoires sociaux". Le Parti socialiste a érudé le sujet en se convertissant à la religion du "ni-ni" (ni privatisation-ni nationalisation). Il ne nous paraît plus justifié aujourd'hui de faire un cheval de bataille, dans notre opposition au gouvernement qui doit se durcir, de la privatisation de Renault. Le PS doit marquer toute son attention sur le traitement réservé à l'un des fleurons du secteur public industriel. Mais, si ledit fleuron a retrouvé sa compétitivité, c'est notamment au prix de restructurations et de compressions d'effectifs comparables avec ceux de ses homologues du privé, sous le regard des gouvernements de l'époque. La spécificité d'entreprise nationalisée de Renault a disparu.

Sans doute aurait-il fallu en tirer les conséquences plus tôt. L'urgence aujourd'hui n'est pas d'entonner les discours de nos prédécesseurs mais, en la matière, de mieux définir le rôle de l'État à l'égard de la gestion sociale des grands groupes industriels et des PME nettement moins regardantes sur l'application d'un droit du travail en régression depuis mars 1993.

Le second exemple a trait à la réduction de la durée hebdomadaire du travail. Les socialistes l'ont mise en œuvre il y a douze ans en prônant la compensation salariale totale pour le passage de 40 à 39 heures. Résultat, les effets sur l'emploi ont été modestes. Le sujet n'a plus été débattu... jusqu'aux élections de mars 1993 et au débat parlementaire sur la loi Giraud durant lequel le gouvernement Balladur a essayé en vain de l'accaparer.

Nous devons reprendre la main. Dans ce but, ne reproduisons pas de vieux automatismes. Pour susciter une dynamique de partage de l'emploi, la réduction de la durée du travail doit être forte (objectif de 32 heures ou semaine de 4 jours). Aussi, son coût salarial doit-il être pris en charge partiellement par la solidarité nationale c'est-à-dire l'État. La compensation ne doit donc pas être totale pour les revenus moyens et supérieurs dans un souci de faisabilité et surtout de justice.

### ÊTRE LE PARTI SOCIALISTE, C'EST D'ABORD ÊTRE LE PARTI DES CATÉGORIES SOCIALES DÉFAVORISÉES

Là réside le second risque que nous devons assumer en tant que force de mouvement. Là se situe le terrain de la reconquête de notre identité.

Le PS doit désigner plus nettement dans son programme de réformes les catégories sociales qu'il entend défendre en priorité. Si l'on doit parler de "demi-posture", c'est à ce niveau-là aussi qu'elle existe aujourd'hui.

### ■ Privilégier l'enracinement dans les couches populaires

Selon nous, le Parti doit afficher sans ambiguïté sa détermination d'œuvrer en premier lieu à l'amélioration de la situation des plus défavorisés, de tous ceux qui sont les plus visés par l'injustice et par l'exclusion. Dans le contexte électoral et social actuels, sa vocation n'est plus d'être le parti des classes moyennes.

Nous devons nous défaire de cette image qui nous conduit à une impasse politique. Dans l'immédiat, le PS n'a plus l'ambition de rassembler à lui seul 40 % des suffrages à des élections nationales. Son objectif ne se doit plus d'être un "parti attrape-tout", mais plutôt de constituer le point central autour duquel la recomposition de la gauche s'ordonnera dans les prochaines années.

Souvent qualifié de parti de fonctionnaires en raison de la représentativité sociale quelque peu déséquilibrée de ses militants, le PS, cependant, s'attachait traditionnellement une part significative de l'électorat populaire. Les dernières élections législatives et européennes ont clairement révélé que l'effacement des repères identitaires essentiels avait provoqué la quasi-rupture de ce lien et créé une belle opportunité pour un nouveau populisme de gauche.

L'urgence est donc de travailler à reconstituer un enracinement solide et profond dans les couches populaires de la société. La consolidation de notre assise dans les classes moyennes est un compromis souhaitable à terme, qui ne doit être recherché que dans une seconde étape.

L'électorat populaire ne se reconnaît à nouveau dans le Parti Socialiste que lorsque celui-ci aura fait la démonstration, avec constance et opiniâtreté, que sa force de proposition est d'abord au service des quelque six millions d'exclus du marché du travail (chômeurs et actifs en situation précaire), des salariés au bas de l'échelle, des jeunes en mal d'insertion socio-professionnelle, des familles aux revenus les plus modestes. Les hommes et les femmes que le développement économique très inégalitaire a rejetés au bord de la route ou qui sont directement menacés de l'être représentent environ un tiers de la population active (dernier rapport du défunt Cerc). La restauration de notre crédibilité exige que nous les placions au cœur de notre action avec bien davantage d'ardeur et de détermination que nous ne l'avons fait jusqu'à présent.

Cela suppose des arbitrages clairs. De ce point de vue, notre image politique est devenue progressivement "illisible" au cours de dix années de pouvoir gouvernemental. Ainsi, alors que se creusaient les inégalités de revenus et de patrimoine du fait de la hausse de la rémunération du capital, des avantages nouveaux, notamment fiscaux, étaient accordés aux placements financiers et profitaient principalement aux épargnants les plus aisés.

### ■ Reconsidérer certains avantages acquis

Retrouver une plus grande cohérence politique, c'est ne plus redouter de réformer le système de redistribution des revenus pour le rendre plus

juste et plus efficace. Combien de rapports en ont souligné les imperfections ! Compte tenu de l'apparition de nouveaux processus d'exclusion et de la rareté des ressources budgétaires en période de croissance modérée, les mécanismes de redistribution doivent être rendus plus sélectifs et mieux cibler leurs bénéficiaires.

Ainsi, parmi d'autres mesures de rééquilibrage, nous pensons que les allocations familiales devraient être systématiquement placées sous condition de ressources. De même le quotient familial doit être supprimé car l'avantage financier qu'il autorise est plus que proportionnel aux revenus et renforce finalement les inégalités. En contrepartie, les prestations sociales versées aux ménages vraiment en difficulté seraient fortement augmentées.

Autre exemple, si besoin est : ne tolérons plus les cumuls emploi-retraite dans aucune profession, y compris l'Armée.

Cette démarche de clarification suppose d'aborder des sujets "tabous", de remettre en cause des avantages acquis devenus injustifiés.

Précisons enfin qu'il ne s'agit pas de consacrer exclusivement l'action du Parti socialiste à l'amélioration de la situation des plus démunis et de le cantonner à l'exercice d'une fonction tribunitienne qui l'isolerait. Le champ politique est naturellement plus vaste.

## UN MODE DE FONCTIONNEMENT RÉNOVÉ : REDEVENIR UN ESPACE PRIVILÉGIÉ POUR L'EXERCICE D'UNE CITOYENNETÉ ACTIVE

La définition d'une nouvelle ligne politique est indispensable car, sans projet, un parti est condamné. Pourtant, cette condition ne suffit pas à notre renouveau. Disposons-nous aujourd'hui du projet de société porteur d'espérances nouveaux, qui nous fait défaut, que nous aurions le plus grand mal à y faire adhérer l'opinion. Il resterait à recréer un mouvement de sympathie à notre égard, une relation de confiance avec les citoyens. Dans ce domaine, bien sûr, le rôle des médias est important. Bien peu nous sont favorables, il est vrai. Mais reconnaissons d'abord que les propositions du PS peuvent difficilement paraître solides et convaincantes à l'opinion quand notre organisation elle-même donne le spectacle du doute sur son propre avenir, de la

méfiance à l'égard de ses dirigeants, du manque d'esprit collectif de ses animateurs.

Que le PS retrouve fierté et confiance en lui-même, et il sera en mesure d'inspirer à nouveau confiance et sympathie aux Français.

N'en déplaise aux fossoyeurs pressés, notre parti dispose encore d'un formidable potentiel militant. Adhérents et sympathisants sont capables de se mobiliser massivement pour peu que l'événement en vaille la peine. Les Etats généraux de Lyon, la grande manifestation du 16 janvier contre l'adoption de la Loi Falloux, la récente fête de la Fraternité ont donné à de nombreuses fédérations l'occasion de démontrer leur spontanéité militante. Mais hormis de trop rares circonstances, que la vie du parti est morne et terne pour l'adhérent de base !

Les militants n'ont que trop l'impression de n'être sollicités que pour cautionner des décisions qui leur échappent. Ils n'ont que trop le sentiment que les choix stratégiques, l'élaboration des programmes électoraux, la désignation des candidats aux élections nationales sont entièrement décidés à Paris. Malgré les dernières modifications statutaires, notamment celles relatives à la désignation du Premier secrétaire, beaucoup de militants ne se sentent pas réellement écoutés ni en mesure d'influencer l'évolution du parti.

Le PS fonctionne encore trop de façon centralisée et verticale. Le jeu des courants de personnes qui assure un quadrillage absolu du parti contribue à ce centralisme.

Nous devons offrir à nouveau un espace de démocratie attractif aux hommes et aux femmes qui, dans ce pays, souhaitent vivre une citoyenneté active en participant à une action collective. Pour cela, il faut absolument rénover des modes de communication et de débat internes devenus archaïques.

## DÉVELOPPER DE NOUVELLES POSSIBILITÉS D'EXPRESSION DES MILITANTS

Episodiquement, à l'occasion d'un congrès ou d'une convention nationale, il est demandé aux militants de débattre et de voter sur des textes dont l'adoption, le plus souvent, leur semble joué d'avance. Ils savent qu'elle dépend moins de la pertinence des idées que du poids des courants qui les défendent.

**Pour rouvrir le débat d'idées, il doit être mis fin à la compétition des courants de personnes qui étouffe l'expression des militants.**

A cause d'elle, quelques chefs de file peuvent décider des positions du parti tout entier. Il est trop souvent demandé à la "base" d'entériner leurs accords ou désaccords. Par mimétisme, de

nombreuses fédérations adoptent le même mode de comportement. Peu à peu, l'organisme vivant qu'est le PS se grippe, se paralyse. Le débat s'appauvrit. Les sections sont désertées par les adhérents et sympathisants pourtant les plus désireux d'une action constructive.

Les Etats généraux de Lyon ont eu le mérite de mettre à jour un extraordinaire appétit de libre expression et de participation. Il reste à en tirer tous les enseignements pratiques.

Nous pensons, en particulier, que chaque débat sur un grand sujet de société, destiné à arrêter la position et les propositions du parti, devrait être précédé d'une véritable **phase de consultation individuelle des militants**. Avant que leur soient adressés par les instances nationales des textes alternatifs, "clés en main", concrètement à prendre ou à laisser, ils pourraient, par la voie d'un questionnaire interne, faire connaître leur perception des réalités, leurs critiques, leurs suggestions. Chaque sensibilité pourrait s'exprimer dans sa diversité, son originalité et aussi sa véritable représentativité. Les résultats de la consultation seraient publiés. Dans un second temps, la discussion et le vote des textes pourraient ainsi se dérouler dans une plus grande transparence.

Pour étoffer sa base militante, le PS doit introduire dans sa vie interne des procédures nouvelles d'expression et de participation, adaptées à notre temps.

Très formel, le rite des contributions en vigueur lors des congrès ne remplit pas cette fonction. Il a un caractère occasionnel et laisse passive la grande majorité des camarades.

## ÊTRE UNE SOURCE D'INFORMATION POLITIQUE

On se rend aux réunions de section pour faire acte de présence, pour s'exprimer parfois, plus rarement pour s'informer. Les médias omniprésents, il est vrai, y pourvoient largement, du moins en termes quantitatifs.

Le parti doit développer une fonction essentielle d'analyse critique de l'information politique, qui est l'un des attributs de la citoyenneté. Car, malheureusement, tous les contre-pouvoirs ne jouent pas leur rôle. La constitution de grands complexes médiatiques et financiers n'offre plus de garanties suffisantes contre les déséquilibres de l'information (cf les statistiques du CSA en matière d'audiovisuel).

Adhérents et sympathisants ont besoin de disposer régulièrement de compléments d'information, sous la forme d'argumentaires couvrant les sujets d'actualité. Notre hebdomadaire national doit se consacrer prioritairement à cette fonction. Les sections peuvent aussi y trouver le fondement d'une nouvelle audience.

## SIGNATAIRES

Les responsables de la fédération du Var :

Christian Martin, Premier secrétaire fédéral, Yvonne Arrou-Vignod, membre du conseil fédéral, Robert Alfonsi, Christian Prosperini, Pierre Guignonnet, secrétaires fédéraux, Robert Gaïa, membre de la commission nationale des conflits..

# Les chantiers de la liberté

Les Socialistes, renvoyés à la réflexion par les électeurs, doivent mettre à profit cette situation pour remettre en cause et approfondir leur pensée et leur action, et se poser une question incontournable :  
Qu'est-ce que le Socialisme aujourd'hui ?

## LE SOCIALISME C'EST D'ABORD UNE PENSÉE, UNE DOCTRINE ET UN IDÉAL QUI DESSINENT LES CONTOURS DE LA SOCIÉTÉ FUTURE,

celle qui émergera au terme des luttes qui conduisent les hommes, de l'oppression, de la soumission, de l'exploitation et de l'injustice à la justice, à la dignité et à l'égalité sociale.

Les sociétés fondées sur le marxisme-léninisme ont échoué. La social-démocratie n'a pas réussi la transformation sociale. Les socialistes français doivent reprendre la pensée jaurèsienne, celle d'un socialisme humaniste : il ne suffit pas de parler de l'ancrage à gauche, il faut définir les fondements de la société nouvelle, voulue dans le long terme en tenant compte des changements intervenus dans le demi-siècle écoulé.

Le rôle premier du parti est d'engager cette réflexion, de l'adapter à notre temps tout en l'intégrant dans le combat permanent qui, à travers les siècles, guide les hommes de leur asservissement vers la liberté : reconnaissons que notre pratique du pouvoir a été une interruption, momentanée sans doute, dans cette progression historique.

Le travail a été pendant des siècles la fondation principale d'intégration sociale, le grand ciment social. Or, depuis quelques temps, l'exclusion du travail conduit à l'exclusion sociale, une perte de reconnaissance et d'appartenance morale et culturelle.

Mais dans le même temps, la société, libérale et capitaliste a grandement évolué, tant dans les formes de l'oppression, qui n'est plus celle de la force brutale mais celle des technologies, du progrès devenu oppressant et de la médiatisation qui tend à niveler les cultures, que dans les comportements nouveaux proposés ou insidieusement imposés aux citoyens.

Par ailleurs, aujourd'hui nous comptons près de 4 millions de chômeurs dans **toutes** les couches sociales et affectant 1/3 des familles françaises : les socialistes doivent prendre en compte ces données nouvelles, ces évolutions. Les notions de **prolétariat** et de **lutte des classes** ne sont pas périmées mais, dans les faits, elles ont évolué et doivent être reformulées et adaptées.

Le libéralisme économique a rogné en quelques mois près d'un siècle de luttes et de conquêtes

sociales nous conduisant vers une société inégalitaire, la mondialisation de l'économie et le libre-échange restant les deux piliers réguliers de ce libéralisme.

*La première tâche du Parti socialiste au lendemain du congrès sera, impérativement, de définir sa doctrine dans le monde actuel et de présenter la société socialiste qu'il entend fonder, dans le long terme, l'idéal vers lequel il tend.*

## LE SOCIALISME C'EST ENSUITE UNE ACTION

qui, sur le moyen terme, définit en termes de législature (une ou deux, une dizaine d'années), doit engager des mesures rompant avec le libéralisme et constituant des jalons, des étapes sur la voie de la construction de la société que nous voulons.

La France est une République laïque. La laïcité, valeur morale essentielle, est le fondement de toutes les libertés que défendent les socialistes. Jaurès affirmait que le socialisme c'est l'extension de la démocratie et de la République à tous les aspects de la vie.

Notre réflexion, pour l'action à moyen terme, doit traiter des exemples précis permettant de montrer nos différences par rapport au libéralisme et de valoriser la politique socialiste. Ces exemples seront :

- le chômage : déjà, voici un siècle, Jaurès affirmait : "La vérité est que le machinisme pose à l'ordre social actuel un problème qu'il ne pourra pas résoudre et sous lequel il succombera. Car la machine tend partout à se substituer à l'homme ... Que ferez-vous des salariés ?... C'est dire que la nation sera obligée de proclamer et d'organiser le droit au travail ..." Comment organiser et restituer le droit au travail ? Il y a là un chantier à conduire à terme avant la conquête du pouvoir : quels seront nos propositions, les mesures et l'échéancier ?

- l'exclusion : les réponses sur le chômage contribueront à réduire l'exclusion. Toutefois, nous devons prévoir des propositions pour redonner un espoir, retrouver un ciment social, tendre vers l'égalisation des chances.

- la formation des hommes : que devrait être le système de formation dans une société socialiste ? Quelles transformations et quelles étapes sont

nécessaires pour y parvenir ? Quelles mesures prévoir sur le court et le moyen terme à mettre en œuvre dès la prise de pouvoir ?

- la santé et la protection sociale : Les socialistes français et les socialistes européens doivent travailler à un projet d'harmonisation des systèmes sociaux en Europe : engageons des propositions auprès de nos amis européens, afin de pouvoir justifier et restituer la préférence communautaire.

- la protection de la société par la prévention : Engageons résolument notre réflexion et notre action au service d'une politique socialiste dont la seule visée soit l'homme et son épanouissement dans une société égalitaire, le bien-être social. Concilions efficacité économique et démocratie (participation, liberté, égalité) ; organisons la distribution des richesses (réalisons la réforme de la fiscalité ...). Concevons l'aménagement du territoire qui permette la solidarité et le partage sur des "pays" à échelle humaine ...

*Face au libéralisme nous devons opposer une action sur le long terme (quelle société dans l'avenir ?) et une action sur le moyen terme (que ferons-nous, pour aller vers cette société, dans les domaines essentiels de la vie sociale ?). Nous n'avons pas le droit, aujourd'hui, de nous cantonner dans les demi-postures sous peine de nous couper des citoyens, nous devons concevoir l'organisation du droit au travail.*

*Les socialistes sont toujours placés devant le même problème : s'opposer à l'oppression et l'injustice dans un monde qui a changé. Les forces oppressives ont changé, mais le rapport de forces demeure et nous devons l'engager.*

## LE SOCIALISME C'EST ENFIN UN OUTIL : LE PARTI

Un Parti socialiste ne saurait être une simple juxtaposition de tendances hétérogènes et totalement libres de leur expression, et leur débat démocratique ne saurait rester ce qu'il est devenu : un combat fratricide des "chefs".

Le Parti n'est pas une fin en soi mais un moyen au service d'une cause, l'instrument au service d'une idée : nous l'avons oublié. C'est une armée de militants unis par la même cause, la même idée, visant à sortir l'idée du domaine de l'utopie pour la faire entrer dans le domaine du possible.

Pour cela nous avons besoin d'un Parti socialiste fort et démocratique.

■ **Fort** : cela signifie

- qu'il doit être ouvert et soucieux de recruter des militants nombreux dans tous les secteurs de la société, capable de rassembler tous ceux qui aspirent au changement de société,
- qu'il doit être exigeant à l'égard de la cohésion interne et de la cohésion externe. Ce qui implique que, si le débat est largement ouvert à l'intérieur du parti et à l'abri des indiscretions perverses des médias, l'expression extérieure du parti sera une et indivisible.

■ **Démocratique** : il ne se connaît pas de chef(s) mais seulement des mandataires temporairement désignés par les militants auxquels ils rendent compte. Pour permettre l'exercice démocratique des droits de chaque militant, il convient de revoir le mode de désignation des responsables mandatés, qui ne sauraient être mandatés par un clan ou une tendance.

Dans ce but, nous adhérons à la proposition de la fédération du Nord, proposition qu'elle avait déjà formulée aux Etats généraux à Lyon, selon laquelle la composition du conseil national se ferait sur la base des 2/3 de ses représentants

élus dans les fédérations, le tiers restant étant affecté à la proportionnelle des motions soumises au vote lors du congrès.

Par ailleurs, il semble nécessaire de lever un certain nombre d'ambiguïtés essentiellement au nombre de trois :

- relations entre le parti et le gouvernement,
- relations entre le parti et son candidat à l'élection présidentielle,
- et que le problème du cumul des mandats en nombre et en durée soit enfin abordé de façon claire en prévoyant l'éventualité de l'indispensable réinsertion professionnelle. Il en serait de même au sein des instances dirigeantes du parti.

---

## SIGNATAIRES

---

Les responsables de la Fédération du Tarn.



---

C

ONTRIBUTIONS  
THÉMATIQUES

---

**CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES  
DÉPOSÉES PAR UN OU DES MEMBRES  
DU BUREAU NATIONAL,  
DU CONSEIL NATIONAL,  
DES ORGANISMES CENTRAUX  
OU FÉDÉRAUX**

---

# La lutte contre l'exclusion majeure : le chômage

Le travail a été jadis une activité assimilée à la servitude et au châtiment. Mais sa remise en cause, amorcée aujourd'hui par certains, n'est pas partagée par ceux qui en sont dépourvus, même par ceux qui ont eu (ou qui ont) des emplois mal rémunérés, peu attractifs, épuisants ou même dangereux.

En effet, le travail, l'emploi restent le moyen essentiel, pour la majorité des individus, de se procurer des revenus -garants d'autonomie financière et d'indépendance matérielle-, et de participer à la vie sociale.

C'est la révolution industrielle, le capitalisme et le marxisme qui ont donné cette place centrale au travail dans notre système de valeurs et qui l'ont déplacé de la sphère de la survie (revenu/consommation) à la sphère de la reconnaissance sociale.

## LE CHÔMAGE CONDUIT À LA DÉINSERTION

le chômeur perd l'estime des autres et n'a plus de critères sociaux pour s'estimer lui-même. Il cumule les conséquences matérielles de l'absence d'emploi -conditions de vie précaires, pauvreté, endettement, humiliations- et les conséquences psychologiques de la perte de son statut social.

Privés de revenus et de sentiment d'utilité au monde, les chômeurs se vivent comme des êtres sans valeur, incapables parce qu'inemployés, "paresseux" parce qu'inactifs, responsables de leur inutilité et des difficultés de leur famille et, ce faisant, ils se disqualifient eux-mêmes progressivement et -de plus en plus solitaires- s'enfoncent progressivement dans la spirale de la désinsertion -y compris dans l'échec conjugal et familial et les ruptures affectives.

Tous les chômeurs évoquent leur sentiment de perte irréparable de leur dignité. Certains finissent par s'interroger sur leur utilité et leur attachement à la vie.

Les Trente glorieuses apparaissent comme un paradis perdu. La crise économique dure depuis 20 ans, et le chômage monte de façon irrépressible, posant à notre société des problèmes économiques, des problèmes sociaux, des problèmes politiques, des problèmes psychologiques et des problèmes idéologiques. Mais nous restons dominés par l'économique, malgré l'inefficacité des économistes, fussent-ils keynésiens, fussent-ils les économistes distingués d'un parti de gauche, plus habiles à faire des analyses que des propositions concrètes.

Et pendant ce temps, tous les désinsérés, tous les non-insérés, font éclater le discours mystificateur qui donne la prédominance à l'économique.

Il y a, d'abord, une lutte politique à mener à l'heure où la droite détient dans ce pays tous les pouvoirs : gouvernement, majorité écrasante au Parlement (Assemblée nationale et Sénat), presque tous les conseils régionaux et généraux, la direction de la plupart des médias et des entreprises publiques.

Mais nous avons exercé le pouvoir pendant dix ans et les Français nous en veulent encore de nos promesses non tenues sur la crête du chômage.

Aujourd'hui, le travail n'est pas seulement un facteur de production indispensable au fonctionnement de l'économie. Il est aussi un élément structurant de l'identité individuelle et reste perçu comme le moyen le plus efficace d'ancrer son existence dans la communauté humaine. Il est un temps important de l'existence (quantitativement et qualitativement), autour duquel s'articulent les autres activités et un certain nombre de valeurs morales.

Il y a même -souvent- amalgame entre image de soi et emploi, d'où le sentiment d'être plus ou moins intégré dans la société et dans l'échelle sociale en fonction du statut de l'emploi, et le sentiment d'inadaptation et d'insécurité donné par les emplois précaires ou atypiques. L'identité socio-professionnelle conditionne une bonne part de l'identité tout court et l'emploi entretient un sentiment de dignité vis-à-vis de soi-même et des autres.

## LES INTERÊTS QUE NOUS, PS, INCARNONS DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE 1994

Il faut dire clairement quels sont ces intérêts, et en déduire les enjeux que nous nous fixons, et les luttes que nous menons.

■ Pendant ces dix dernières années, la société française s'est beaucoup enrichie, avec un rythme moyen de croissance annuelle de + 2,3 %.

■ Or cette société compte toujours plus d'exclus.

■ Exclusion par l'âge, rejetant de la sphère de l'emploi les jeunes de moins de 25 ans et les aînés de plus de 50 ans, (les 25-49 ans, qui représentaient la moitié des actifs il y a vingt ans, occupent aujourd'hui les 3/4 des emplois).

■ Discrimination par le sexe, la hausse spectaculaire de l'activité féminine ayant pour contre-poids des salaires inférieurs en moyenne d'un tiers.

■ Explosion de l'emploi précaire. Chômage massif : un actif sur huit est aujourd'hui chômeur.

Au premier rang des gagnants, les sociétés, qui ont pratiqué l'accumulation du capital en augmentant leurs bénéfices non distribués. Pendant cette période également, les actions françaises cotées en Bourse ont triplé leur valeur réelle (c'est-à-dire après élimination du coût de l'inflation) et le patrimoine des ménages en actions cotées a quadruplé.

Les revenus de la propriété ont connu une progression spectaculaire de 55 %, qu'il s'agisse des revenus fonciers et immobiliers ou des revenus issus de placements.

■ Les salariés, eux, dont la structure s'est modifiée (augmentation des cadres et des ingénieurs, diminution des ouvriers) et dont le nombre a sensiblement augmenté au cours de ces dix ans (18 millions, soit + 7,3 %), ont, globalement, peu profité de l'accroissement de la richesse nationale.

■ Le salaire net moyen a quasiment stagné en dix ans. Mais comme la structure professionnelle des salariés s'est modifiée, cette quasi-stagnation est trompeuse.

■ Il y a eu progression non négligeable du pouvoir d'achat des salariés à temps complet, surtout pour le dixième des salariés les moins bien payés

(cf. l'augmentation du pouvoir d'achat du Smic en 1982 et 1983) et des deux dixièmes les mieux payés (l'éventail s'ouvre de plus en plus depuis dix ans), mais accroissement du nombre des salariés à temps partiel.

■ Il est à noter que désormais le Smic augmente moins vite que les autres salaires.

■ Par ailleurs, l'essentiel des cotisations sociales est fourni par les prélèvements salariaux, même si un changement s'est amorcé avec le prélèvement de la CSG sur tous les revenus et la prise en charge par l'Etat des cotisations des chômeurs.

■ Les retraites et le minimum vieillesse ont fortement augmenté depuis dix ans et mettent les personnes âgées à l'abri du besoin.

## POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE, C'EST LE NOMBRE D'EMPLOIS QU'IL FAUT CHERCHER À AUGMENTER

Mais un nombre croissant de personnes qui n'ont jamais travaillé ou qui sont écartées durablement de l'emploi, sont totalement exclues des gains de la croissance et l'accroissement du chômage nourrit mécaniquement cette exclusion du revenu. Alors même que les revenus du haut de la pyramide sociale (revenus de la propriété et revenus des hauts salaires) progressent, la pauvreté augmente au bas de la pyramide sociale.

■ L'indemnisation du chômage et les retraites étant proportionnelles aux cotisations versées, les exclus durables de l'emploi sont également exclus de ces prestations.

■ Le RMI, attribué conditionnellement, écarte 500.000 adultes pourtant privés de revenus (sans domicile fixe, jeunes adultes à la charge de leur famille, étrangers récemment immigrés...).

La flambée du chômage, l'augmentation du chômage de longue durée et de l'exclusion ont conduit au recours aux structures d'insertion par l'économique. Elles ont le mérite d'exister mais ce n'est pas et ce ne doit pas être la panacée universelle, car il y a des risques : précarisation générale de l'emploi, institutionnalisation du placement occasionnel, risque de concurrence déloyale envers les entreprises, prêt illicite de main-d'œuvre.

Elles ont cependant un rôle important, elles marquent le refus de laisser de côté des fractions entières de population, elles permettent des expériences enracinées dans le concret et apportent des réponses pratiques à des questions majeures (formation de jeunes sans qualification, limitation de l'exclusion, expérience de reconversion). Les acteurs de ces actions d'insertion (des associations surtout) devraient être assurés de la pérennité des financements nécessaires à leur activité.

De même, la formation la mieux adaptée possible est indispensable. Mais dans la répartition des dépenses publiques de politique pour l'emploi, les programmes de formation destinés à améliorer "l'offre de travail" ont toujours la part du lion. Pourtant, pour lutter contre le chômage, et en particulier contre le chômage de longue durée, c'est la "demande", c'est-à-dire le nombre d'emplois qu'il faut chercher à augmenter. Et des emplois payés normalement, tant pour des raisons de justice sociale que d'efficacité : si le travail n'est pas payé normalement, l'insertion par l'économique n'a pas d'avenir. Or on observe de plus en plus de mesures d'insertion au rabais, avec des contrats de travail prévoyant des salaires inférieurs au Smic.

Il nous faut faire des propositions claires et réalistes, en particulier dans les domaines de responsabilité de nos candidats -socialistes ou soutenus par le PS- aux prochaines élections -présidentielle, éventuellement législatives, et municipales. Nous avons la responsabilité de répondre aux attentes et aux espoirs des Français.

Les entreprises retrouvent aujourd'hui de nouvelles marges de manœuvre, qu'il s'agisse de la réduction des cotisations sociales ou de la croissance retrouvée. Cette respiration doit profiter à tous, aux salariés bien sûr, mais aussi aux exclus de l'emploi. Les chômeurs ne doivent pas être des laissés pour compte. La répartition entre progression des salaires et création d'emplois doit être exigée : c'est à nous de décider du montant des cotisations sociales et d'impulser les grandes négociations si nous sommes au pouvoir, de nous servir de notre tribune politique et d'actions de pression si nous sommes dans l'opposition. C'est ensuite aux partenaires sociaux (syndicats et patronat) de négocier les modalités de redistribution du travail et de ses revenus. Mais il faut que la baisse des charges patronales prenne un caractère contractuel, dans le cadre d'engagements clairs en matière de créations d'emplois.

■ Cette réflexion et cette action doivent mobiliser prioritairement le parti.

■ Redonner un emploi est le premier et l'essentiel point d'ancrage de la lutte contre l'exclusion.

La vraie réinsertion des exclus passe nécessairement par la (re)mise au travail et non par des stages parking. Et la première nécessité, pour les exclus non immédiatement "(ré)employables", c'est de mettre fin à l'incohérence des dispositifs d'insertion et au jeu de ping-pong social entre l'Etat et les collectivités locales exerçant en ce domaine des responsabilités concurrentes et/ou incoordonnées -qui contribuent à maintenir dans l'exclusion des millions de personnes.

**"Pour les exclus qui souvent ont perdu jusqu'aux repères essentiels de temps et d'espace, ce qui compte, c'est le fait de travailler pour des marchés réels, avec les contraintes que cela induit"**

(J-P Heliot, président du Comité national des entreprises d'insertion).

(Re)trouver un emploi est aussi ce qui répond vraiment à la demande des publics en difficulté, quelle que soit la façon dont cette demande est formulée.

Partout, en France et ailleurs, on constate que cette démarche de remise au travail des individus vraiment exclus est celle qui apporte le plus de résultats, humains et sociaux, le salaire étant l'élément essentiel de l'insertion (revenu et symbole de dignité). En matière d'économie de l'argent public, les entreprises d'insertion sont une solution moins onéreuse et donnent de meilleurs résultats que les systèmes de subventions ou de primes aux employeurs. Au regard du million de chômeurs de longue durée, du million quatre cent mille de très grands exclus, on ne trouve actuellement que 50.000 postes d'insertion par le travail (entreprises d'insertion, régies de quartiers, chantiers-écoles, etc). Il faut donc augmenter les moyens qui y sont consacrés, en sachant qu'il faut les réserver aux plus défavorisés pour ne pas créer un marché du travail à deux vitesses ; en sachant aussi qu'au terme du parcours d'insertion, il faut déboucher sur de vrais emplois, dans de vraies entreprises.

Entre la croissance -qui ne recréera pas de sitôt le plein-emploi- et les entreprises de réinsertion, il y a possibilité de mise en œuvre d'une palette de moyens publics, fiscalité, cotisations sociales, subventions à l'emploi. Il faut modifier les règles de solidarité sociale, modifier encore le financement des cotisations en le basant sur l'ensemble des revenus, y compris les revenus non distribués.

Il faut repenser les modalités du temps partiel, qui laisse du temps pour vivre autre chose (famille, engagement politique et social, culture) mais qui doit être choisi, alors qu'actuellement 37 % du temps partiel est subi. Un homme sur deux, une femme sur trois souhaiterait travailler

davantage, les pré-retraites progressives et le temps partiel des salariés âgés sont à améliorer.

Toute l'imagination militante est à mettre au service d'une volonté : il faut un emploi pour tous, et, donc, une redistribution des ressources produites, fondées sur un contrat social.

Sinon, tant qu'on défendra la thèse que seule la croissance permettra de lutter contre le chômage, la montée inéluctable du chômage se poursuivra, d'autant plus que la croissance détruit des emplois autant qu'elle en crée, les gains de productivité se faisant au détriment de l'emploi, en particulier des emplois non qualifiés. Le débat sur le partage du travail doit être approfondi.

Et au delà, c'est une réflexion sur le travail lui-même qu'il faut engager : peut-on développer des formes de vie sociale dans lesquelles l'utilité ne se réduit pas à l'emploi, les revenus au salaire, la vie sociale aux relations professionnelles ? Comment mettre les formidables progrès de la science et les performances économiques au service du droit au respect et à la dignité de tous, en instaurant des revenus normaux (et non minimaux) et des emplois d'utilité collective qui ne dépendent pas de leur solvabilité.

En attendant, il faut réfléchir aux moyens de ne pas laisser les exclus lutter solitairement. Face à l'exploitation, la classe ouvrière s'est organisée solidairement autour de projets et d'objectifs permettant de créer un rapport de force, des luttes, des négociations. Face à l'humiliation, les exclus n'ont pas d'identité collective : la désinsertion est profondément individuelle, et leurs interlocuteurs ne sont pas des adversaires mais, le plus souvent, des services dont ils ont besoin. Mais il est temps de considérer les chômeurs, les bénéficiaires du RMI, les jeunes beurs des banlieues comme des partenaires, des acteurs à part entière, des citoyens reconnus qu'on consulte, avec qui on discute.

Il faut instaurer dans le parti, une concertation et dans les institutions une représentation des associations de RMIstes et de chômeurs et, partout, rééquilibrer les pouvoirs entre les politiques, les professionnels et les organisations représentatives.

Certes, la gauche a exercé le pouvoir pendant dix ans, et les Français nous en veulent encore de n'avoir pas pu résoudre le problème du chômage. Certes, les temps ne sont pas de gauche, de partage, d'optimisme, de générosité, mais plutôt de droite, de conservatisme, de pessimisme, d'individualisme.

Ne soyons pas, nous-mêmes, frileux, résignés. A nous de réveiller l'opinion à l'occasion des prochaines échéances électorales. C'est indispensable pour la démocratie et pour les droits de l'homme.

## SIGNATAIRE

Denise Cacheux membre du conseil national déléguée nationale à la Famille.

# Les socialistes dans le monde du travail

## NOTRE CONSTAT

**Le Parti socialiste s'affirme  
comme parti de la transformation sociale.**

**Les socialistes ont voulu mettre l'économie au service  
de l'homme. Depuis des années,  
le PS n'a pas su répondre complètement à cette exigence.**

### Deux raisons à cela :

■ Nous avons opté pour l'économie mixte sans en définir le contenu, pour l'économie de marché sans mettre en œuvre les réformes suffisantes pour une meilleure répartition des richesses, pour l'économie d'entreprise sans véritables contreparties sociales.

■ La transformation sociale ne saurait se faire sans la participation, la mobilisation du monde du travail. Or cette mobilisation nous a manqué : nous entendons par monde du travail tous ceux qui ont un emploi, tous ceux qui en cherchent un, tous ceux qui l'ont perdu -et craignent l'exclusion-, tous ceux qui l'ont quitté pour vivre leur retraite : autant de catégories qu'il ne faut pas opposer les unes aux autres, mais unifier dans des revendications communes.

### Cette situation a été mal vécue dans les entreprises

Pendant les années de conquête du pouvoir, les militants socialistes dans les entreprises pouvaient reprendre à leur compte les différentes revendications des salariés. Puis est venu 1981 et la période des réformes sociales tant attendues, mais qui n'ont pas été accompagnées, pour leur mise en œuvre, d'une véritable mobilisation sociale pour les porter et permettre aux salariés de se les approprier.

Ensuite est venue la période plus difficile, celle de la politique de rigueur pour laquelle nous avons demandé aux salariés de faire les efforts nécessaires à la reprise économique du pays et à la modernisation de notre appareil industriel. Les efforts demandés aux salariés n'ont pas trouvé une légitime contrepartie.

Dans une économie mondialisée, les socialistes ont trop cédé face à l'orthodoxie libérale et mené une politique essentiellement monétariste alors que le chômage augmentant fortement aggravait les exclusions, les égoïsmes, les inégalités.

Il est clair qu'en quinze ans, tant sur le plan national qu'international et singulièrement à l'est de l'Europe, il nous a fallu procéder à quelques révisions...

## NOS OBJECTIFS

### PLACER LE MONDE DU TRAVAIL AU CŒUR DU PROJET SOCIALISTE

La structure de notre société a changé. Le rapport entre les actifs et les non-actifs s'est transformé, mais nous devons refuser d'opposer les salariés aux chômeurs, les Smicards aux RMistes, les productifs aux retraités. Pour tous ceux et celles qui attendent d'accéder à la vie active, ou pour ceux qui en ont été exclus, avoir un travail, c'est des droits d'un statut social, de revenus.

C'est se sentir utile et pouvoir se réaliser.

Pour les salariés, ou les travailleurs indépendants, ce sont les conditions et l'intérêt du travail, la formation, les rémunérations, la vitalité de l'entreprise qui les motivent.

Cependant, les nouveaux modes de vie, la nature et le niveau de développement économique de notre société, comme l'allongement de la durée de vie ou le nombre grandissant d'exclus du travail, conduisent les hommes et les femmes à faire reconnaître de nouvelles relations face au travail, venant compléter et valoriser le rôle traditionnel des salariés dans l'histoire sociale.

Comme hier lorsqu'ils ont œuvré pour moins de pénibilité dans le travail, plus de dignité, des salaires décents, des droits dans l'entreprise, les socialistes entendent aujourd'hui **défendre** ces acquis mais aussi ouvrir **d'autres perspectives**.

### Des révisions idéologiques

■ Nous avons opté pour l'économie mixte, mais sans en définir clairement le contenu. Quelle vision avons-nous aujourd'hui de la production et de la distribution des richesses, dans une économie mondialisée, dominée par le capitalisme transnational qui joue sur l'immense disparité des niveaux de vie et de protection sociale, pour imposer à l'ensemble des travailleurs, **la régression sociale ?**

Même si, pour nous, l'économie mixte suppose l'intervention de la puissance publique dans tout le champ économique, la mise en œuvre d'une régulation sociale efficace, (s'opposant au laisser-faire du libre échangisme), la prise en compte de la fonction d'intégration sociale de toutes activités productives ; il convient cependant que notre congrès soit l'occasion de progresser, à nouveau, sur cette question centrale.

■ Nous avons fait le choix de l'économie ouverte et celui de la **construction européenne** : cela implique que nous soyons en capacité d'imposer un **projet social européen** -commun aux forces de progrès, politiques, syndicales... qui s'expriment au niveau européen et au rassemblement desquelles nous devons œuvrer- comme contrepartie nécessaire à la mise en œuvre du Grand marché unique.

Faisons l'Europe, relançons **l'Europe sociale** et assumons toutes les conséquences de ce choix européen : c'est ainsi parce que nous avons fait le choix de l'Europe, qu'il est pour nous impérieux que s'organise **le service public européen** au moment où la volonté libérale majoritaire des gouvernements remet en cause les monopoles nationaux de services publics ; **la charte européenne des services publics**, en faveur du développement économique et social, proposée par le PSE, doit servir de base à ce projet.

### L'ordre libéral s'est installé

La droite, aujourd'hui, pratique ouvertement la régression sociale : déflation salariale, déréglementation, absence de progression du Smic, précarité, remise en cause des conventions collectives...

L'inégalité devant l'emploi, l'inégalité des revenus, mais aussi l'inégalité de statut liée particulièrement au développement du travail précaire, sont croissantes. Une nouvelle fois ce sont les femmes qui en paient le prix le plus fort. L'inégalité de représentation des salariés, la remise en cause de leur protection sociale, l'aggravation des conditions de travail se sont généralisées.

L'ordre libéral défini par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation de développement économique s'impose dans la gestion de toutes les économies - même celles des pays les plus démunis - accroissant les écarts entre les pays riches et les pays pauvres.

La droite, le patronat avivent les divisions, s'attaquent aux droits des salariés, à leur dignité. Au bout du compte, c'est la démocratie qui est en cause et notre tâche prioritaire est de rassembler toutes celles et tous ceux qui subissent ce recul social.

### LE RASSEMBLEMENT, LEVIER DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

Il s'agit de recréer une solidarité réelle entre les acteurs du monde du travail qui sont :

■ **Les salariés et les exclus**, alors que les richesses, les profits s'accumulent.

■ **La jeunesse**, pour laquelle nous devons ouvrir des perspectives d'espérance.

■ **Les retraités**, qui vont constituer, par l'allongement de la durée de vie, le groupe central : seul

le système de retraite par répartition garantira leur niveau de vie et la solidarité nécessaire entre actifs et retraités.

## NOS PROPOSITIONS

### L'EMPLOI AU CŒUR DE NOTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

#### Une stratégie d'entreprise au service de l'emploi

La croissance est nécessaire et passe par une véritable politique industrielle qui nécessite l'impulsion de l'Etat dans une logique d'intégration européenne.

Au delà des atouts dont elle dispose dans de nombreux secteurs tels que les transports, les travaux publics, les télécommunications, l'armement, l'agriculture, le tourisme, les banques et les assurances, la position de la France dans l'Europe dépend dans une large mesure de sa puissance industrielle.

Toute politique industrielle doit s'accompagner d'une politique sociale ambitieuse : il ne serait question d'admettre les restructurations et encore moins les délocalisations, sans la mise en œuvre de contreparties réelles pour les salariés concernés et les bassins d'emploi où ils travaillent.

Cela implique une politique financière orientée vers le soutien actif des entreprises, notamment des PME-PMI.

La transformation du tissu industriel français en un réseau d'entreprises implique une solidarité entre les grandes entreprises donneurs d'ordres et les PMI sous-traitants. Le recours à la sous-traitance ne doit pas avoir pour conséquence la déqualification du travail ou la régression de la protection sociale des travailleurs. A cet effet, il convient que les CE et CCE aient un droit de regard et d'alerte sur le recours chez les donneurs d'ordres à la sous-traitance. En conséquence, un rapport annuel sur la sous-traitance devra être soumis chaque année, aux CE et CCE.

En outre, le PS propose l'instauration d'une **taxe parafiscale** sur le montant des achats de sous-traitance, taxe versée à un fonds de solidarité par les entreprises donneurs d'ordres.

Ce fonds, de gestion paritaire, sera destiné à aider les PME-PMI sous-traitantes en difficulté, aux formations de reconversion ou d'adaptation de leurs salariés.

Enfin, nous devons développer les services, notamment les services publics qui représentent un facteur essentiel de cohésion sociale et un outil d'aménagement du territoire.

L'accès de tous à l'éducation, à la formation, à la communication, au transport, à la santé, à la culture, à l'énergie, à l'eau, constitue -quel que soit le mode de gestion de ces services- un élément clé de citoyenneté et de socialisation : il faut créer plus d'emplois dans les services publics, locaux, nationaux, européens, pour mieux répondre aux besoins de tous.

L'environnement, les banlieues, le monde rural, l'aide aux personnes âgées et à la petite enfance, constituent un réservoir immense d'emplois nouveaux.

#### La réduction du temps de travail

La croissance ne suffira pas à résoudre seule le problème de l'emploi. Les nouvelles technologies sont généralement destructrices d'emplois, notamment des emplois peu qualifiés. Les gains de productivité qu'elles génèrent se traduisent dans les entreprises par des bénéfices financiers à court terme. Il est nécessaire d'en affecter une plus grande part à des investissements qualitatifs de plus long terme concernant la formation, la mobilité interne, l'organisation du travail, la réduction du temps de travail.

Une réduction significative du temps de travail c'est :

- permettre aux salariés d'exercer mieux et plus d'autres activités utiles à leur équilibre et socialement efficaces ;
- dynamiser les systèmes d'organisation du travail et de relations sociales dans les entreprises conduisant à plus de responsabilité ;
- dégager des possibilités d'embauche, de formation, d'accès aux emplois ;
- consolider et garantir l'emploi, en favorisant les passages entre le travail effectué pour et dans l'entreprise et le travail réalisé dans et pour la famille, la cité, la société.

**Pour cela, il faut d'abord instituer, par la loi, la semaine de travail de 35 heures, si possible sur quatre jours, sans déflation salariale. Sa mise en œuvre sera négociée de façon décentralisée au niveau des branches, laissant ainsi les partenaires sociaux jouer tout leur rôle.**

Pour être créatrice d'emplois nouveaux, la réduction du temps de travail doit s'accompagner de la réorganisation et de l'amélioration des conditions de travail pour l'ensemble des salariés.

En outre, une profonde réforme de la formation continue, prolongée par des stages en entreprises, doit permettre de maintenir les salariés dans leur entreprise et doit faciliter l'accès des demandeurs d'emploi à des postes qui leur sont actuellement interdits.

Dans le même temps, doit être engagée l'action contre les emplois précaires de tous ordres qui fragilisent l'emploi et multiplient les bas revenus, facteurs de pauvreté.

La retraite progressive doit devenir un élément central de notre politique.

Enfin, il y a lieu de s'attaquer, sans faiblesse, aux problèmes du cumul salaires-retraites, au travail au noir. Nous sommes, sur ces questions, bien trop timorés. C'est une question de justice et de solidarité.

#### Le service public de l'emploi

Face à la dégradation constante du marché du travail, le service public de l'emploi ne peut se limiter à la seule coordination, aujourd'hui très évasive, de l'administration du travail par l'ANPE et l'AFPA.

Il doit clairement devenir l'instrument privilégié de la puissance publique dans la lutte contre le chômage.

A ce titre, il doit associer toutes les administrations dépendant de l'Etat qui interviennent déjà dans le secteur de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle.

C'est une véritable administration de mission qu'il s'agit ainsi de constituer, capable :

- au niveau national et au niveau régional, de coordonner réellement, avec l'autorité nécessaire, l'ensemble des politiques publiques dans ce domaine ;
- au niveau local, d'apporter un concours déterminé et solidaire, avec la disponibilité nécessaire, à toutes les initiatives (entreprises, collectivités locales, associations) susceptibles de favoriser l'insertion et de développer l'emploi.

Cette organisation administrative novatrice, rompant avec les corporatismes, doit se nourrir, particulièrement au plan local, de relations privilégiées et organisées avec les partenaires sociaux, les entreprises, les collectivités locales, les associations compétentes.

Ainsi, l'Etat prendra-t-il enfin les moyens de provoquer autour de la lutte contre le chômage la nécessaire convergence des efforts de tous.

#### La politique salariale

Les socialistes ont, pour combattre l'inflation, abandonné l'indexation systématique des salaires sur les prix. Ils ont toutefois toujours assuré la progression, même faible, des salaires, notamment des plus bas (Smic). **Par sa politique de déflation salariale et sociale**, la droite a, au contraire, organisé la baisse de toutes les catégories de salaires, sans exception, en 1993.

Les socialistes réaffirment la nécessité d'une **progression régulière du pouvoir d'achat lié au salaire dans la transparence de la totalité des revenus** perçus, élément de relance intérieure et donc de lutte contre le chômage, moyen essentiel du partage des richesses. Pour la majorité d'entre nous l'unique source de revenu est la rémunération actuelle ou passée du travail, c'est-à-dire la plus sûre voie pour parvenir à une citoyenneté réelle, entendue comme garantie de dignité humaine par l'accès au logement, à la culture, aux loisirs, à la santé...

## La protection sociale

L'histoire de la protection sociale se confond avec celle des luttes des travailleurs, avec l'aspiration de chacun à assurer son avenir contre toutes les menaces qui peuvent en entraver le cours.

La revendication d'une protection sociale de haut niveau fut la première riposte collective contre les ravages du libéralisme et ce n'est donc pas étonnant qu'en France, en Europe et dans le monde, le même libéralisme -qui se voudrait triomphant- cherche à remettre en cause cette avancée décisive pour les populations.

La protection sociale doit non seulement être défendue contre les attaques des libéraux, mais aussi proposée au monde, et d'abord aux Européens, comme le modèle de prise en charge collective des exigences de santé, de retraite et de conditions de vie et de travail.

La réalité du monde qui vient nous conduira à proposer un système de sécurité sociale adapté dans son financement et sa gestion.

## DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE ET LES DROITS DES TRAVAILLEURS

L'exercice de la démocratie dans l'entreprise<sup>(1)</sup>, se réalise par l'expression des droits collectifs et individuels et par le fonctionnement régulier des institutions internes prévues par la loi.

Dans l'entreprise, les salariés sont, de fait, dans une position inégalitaire vis-à-vis de l'employeur. C'est justement pour contrecarrer ce lien de subordination vis-à-vis de l'employeur que les salariés ont conquis des droits, construit des syndicats, instauré une démocratie de délégation (délégués du personnel, élus du comité d'entreprise...).

Aujourd'hui, la droite a pris le chemin inverse, avec un acharnement sans précédent : (atteinte aux droits des travailleurs, à leur dignité, aux droits syndicaux...). C'est en donnant des **pouvoirs accrus** aux institutions représentatives des salariés, CE - CCE, en faisant scrupuleusement respecter leur fonctionnement, en garantissant les droits individuels, que nous avancerons vers une véritable politique **contractuelle**, associant le plus grand nombre, seule garante d'une vie démocratique dans l'entreprise. Pour atteindre cet objectif, il faudra dans le même temps, ren-

forcer les moyens de l'inspection du travail.

Au delà, un nouveau **partage du pouvoir** dans l'entreprise entre le capital et le travail devra être institué par l'élection de représentants élus des salariés au sein des conseils d'administration.

## CLARIFIER NOS RELATIONS AVEC LE MOUVEMENT SOCIAL ET LES SYNDICATS

Nous devons souligner le rôle irremplaçable du syndicalisme, acteur lui aussi sur son terrain de la transformation de la société : le paritarisme, la protection sociale, le code du travail, sont autant d'acquis dus à l'action syndicale que le patronat et la droite cherchent à remettre en cause.

Il faut, en France, une force syndicale **puissante** pour nourrir le dialogue social, pour permettre la **négociation**, et mettre en œuvre une véritable **contractualisation** des rapports sociaux.

Si le syndicalisme doit adapter ses méthodes, ses pratiques, ses structures (en même temps que doivent le faire, pour leur part, les partis politiques), il doit agir en toute indépendance, étant appelé à organiser tous les salariés sans distinction et à agir pour la défense des intérêts de ses mandants, quel que soit le gouvernement.

Les socialistes adhèrent au syndicat de leur choix et participent avec d'autres à l'action syndicale pour améliorer les conditions de vie et de travail.

Si le pluralisme syndical français se comprend par l'histoire, aujourd'hui, la division entre les forces syndicales contribue à affaiblir les syndicats, et par voie de conséquence la portée de leurs actions revendicatives. C'est pourquoi nous nous prononçons pour un syndicalisme **réformiste, puissant, organisant largement les salariés**.

Un dialogue régulier doit être entretenu entre le Parti socialiste et les syndicats, dans le respect mutuel des organisations. Ce dialogue est aussi nécessaire entre le PSE et les organisations syndicales européennes.

Notre parti s'est engagé pour la **transparence** démocratique du financement des partis politiques et demain pour le **statut de l'élu**. Il nous faudra, avec le même souci, aborder la question des moyens d'existence des organisations syndicales et du statut de l'élu social.

Les Français ont montré qu'avec les organisations syndicales ils étaient capables de se mobiliser massivement contre les projets de la droite, remettant en cause des acquis sociaux (Smic jeunes) ou le fondement laïque de la République (loi Falloux).

L'enjeu politique pour notre parti est bien aujourd'hui de transformer cette mobilisation défensive contre les mesures de régression, en une mobilisation offensive pour des projets porteurs d'espérance et de justice sociale (réduction du temps de travail, lutte contre les inégalités...).

## LE SECTEUR ENTREPRISES DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Le parti **tout entier** doit se mobiliser pour redéployer sa présence dans le monde du travail. Les militants du secteur ont montré, à maintes reprises, leur capacité à **proposer et à agir**. Ils ont agi pour être présents au conseil national, mais il faut aller plus loin, ils doivent être acteurs : la composition actuelle des instances du parti fait que la culture du "monde du travail" n'est pas suffisamment représentée. Pourtant le potentiel existe :

■ Les GSE nationaux compétents ont nourri au sein du parti les débats essentiels sur le service public, le transport aérien, la déréglementation de l'énergie et celles des télécommunications, de la santé...

■ Les secrétaires fédéraux font la synthèse des problèmes de leurs bassins d'emploi.

■ Les groupes régionaux d'entreprises ont vocation à prendre en compte les problèmes d'aménagement du territoire.

Tel qu'il est, le secteur fait entendre dans le parti une parole spécifique où se retrouvent le militantisme et l'expertise.

**Si cette capacité d'intervention du secteur existe, il reste, bien entendu, à la renforcer : cela veut dire concrètement la reconnaissance du militantisme dans les entreprises. Dans ce but, nous proposons la création de structures interprofessionnelles par bassins d'emploi, l'investissement des sections locales pour développer ce militantisme. Dans cette perspective, elles devront, dès les élections municipales de 1995, agir pour une présence conséquente des militants des entreprises sur les listes.**

(1) Depuis 1981, le PS -y compris le secteur Entreprise- a cessé de réfléchir et de proposer sur le droit d'expression politique au sein même des entreprises. Il convient aujourd'hui de reprendre cette réflexion

## SIGNATAIRES

Michel DEBOUT, secrétaire national aux Entreprises et les membres du bureau de la CNE :

Jean-Paul BACHY, Jean-Paul BOISSON, Jean-Louis CAMUS, Michel CAULLIER, Eric DEBORD, Gilbert BRAMI, Pierre-Marie DUGAS

Bernard GRANDVOINET, Jean GROSSET, Thierry JOUSSELIN, Jean-François LASCoux, Jean-François NALLET, Daniel PASTRE

Jean-Jacques PAULET, Marie-France PAYRAULT, Sylvie WORMUS,

et les délégués nationaux : Yves BERTRAND, Philippe D'AYRENX, Jacques HABLLOT, Didier HOELTGEN, Michel RAFFET.

# Pour une véritable politique rurale

Face aux défis posés par le chômage et l'exclusion sous toutes ses formes, en France et dans les DOM-TOM, nous pensons que la dimension territoriale constituée par la complémentarité entre l'espace urbain et l'espace rural est un élément essentiel de l'équilibre sociologique de notre société et un facteur de cohésion sociale. Le Parti socialiste a le devoir d'engager sur ce thème une réflexion collective associant les forces qui s'inscrivent dans une démarche de "transformation sociale" du milieu rural. A la lumière des évolutions en cours,

**D**ans les trois dernières années, l'avenir du monde rural est apparu comme un véritable enjeu de société, à la fois économique, écologique et politique. Enjeu différent de celui de l'agriculture, même si chacun a bien conscience que l'activité agricole reste à la base de la vie économique de l'espace rural.

Dans un pays où plus de 80 % de la population se concentre sur moins de 20 % du territoire, l'espace rural demeure un lieu de vie, de création d'emplois nouveaux (télétravail, tourisme rural...), un lieu de production de biens alimentaires, de services non marchands liés à l'environnement, un espace de détente et de loisirs considéré de plus en plus indispensable à notre société.

L'avenir de l'espace rural doit donc être posé aujourd'hui en termes de **complémentarité ville-campagne**. Le développement spectaculaire de zones péri-urbaines dans les quinze dernières années, alliant les caractéristiques des deux espaces en est la preuve.

Il faut alors favoriser la mise en œuvre d'une solidarité au niveau local, national et européen. Tout comme les politiques différenciées sont nécessaires à l'agriculture, elles doivent être à la base de toute politique d'aménagement du territoire et du développement rural tant les situations sont différentes d'une zone à l'autre.

L'idée de solidarité et de complémentarité doit être affirmée par une construction du territoire en réseaux où les pôles urbains, grandes villes, villes moyennes, bourgs-centres, sont, chacun à son échelon, les pôles structurants du territoire. La communauté de communes, l'intercommunalité, plus largement, servent de moteur au développement local et de base à la solidarité financière.

Un tel cadre doit permettre l'accès de tous à tous les services qui fondent nos sociétés modernes et qui manquent parfois en milieu rural : santé, culture, éducation, services publics...

Mais la revitalisation du monde rural et des zones littorales, sous toutes ses formes : industrielle, artisanale, agricole, sylvicole, de pêche et de services, passe prioritairement par le maintien et le

développement de l'emploi. Une politique de localisation d'entreprises doit éviter leur concentration autour des pôles urbains et favoriser une répartition harmonieuse du tissu industriel. **Une fiscalité différenciée pour les PME-PMI en zones rurales, une politique de soutien au commerce, à l'artisanat et aux métiers nouveaux (environnement, télétravail, tourisme rural, services de proximité) doivent être mises en œuvre pour favoriser les projets locaux.** Ces projets portés par les acteurs du monde rural doivent bénéficier d'un soutien technique pour leur élaboration et leur suivi.

Mais il n'y aura pas d'aménagement du territoire et donc de développement rural sans mise en cohérence à tous les niveaux, en particulier sur le plan national. Les socialistes préfèrent pour cela l'idée de **contrat entre l'Etat et les collectivités régionales** afin que chacun définisse librement ses priorités plutôt que de procéder, comme l'a proposé Pasqua, à un renforcement de l'Etat jacobin. Ces contrats, liens souples entre l'Etat et les régions, nécessitent néanmoins la mise en place de procédures de contrôle et d'évaluation des objectifs par des **comités de suivi régionaux**.

**L'Europe, qui devient le troisième partenaire du développement rural par ses fonds socio-structurels, appelle une véritable clarification des compétences liées à la décentralisation et un renforcement de l'échelon régional, seul maillon susceptible de rendre cohérent le lien entre l'Europe, l'Etat et le niveau local.**

Dans un tel cadre de développement rural, **l'agriculture et la forêt** continuent de valoriser l'espace même si elles ne sont plus les seuls acteurs de ce développement. Dans un contexte mondial de pénurie de bois, il est utile de développer nos **ressources forestières**, d'en rationaliser l'exploitation et de boiser les mauvaises terres agricoles. Un nouveau souffle peut ainsi être donné à des régions particulièrement en difficulté car il y a là matière à un développement de l'espace rural, soucieux de l'environnement et de la qualité des paysages. La forêt symbolise aussi la complémentarité ville-campagne. Outre qu'elle est naturellement fréquentée par les

qu'elles concernent les marchés agricoles et alimentaires ou l'occupation des territoires, il convient de proposer une politique qui rompe avec des schémas de pensée et de fonctionnement aujourd'hui dépassés, et qui concilie les objectifs de solidarité et d'efficacité.

C'est à ces conditions que les socialistes anticiperont le nouveau contrat qui doit s'établir entre la société française de la fin du XXe siècle, l'ensemble des acteurs économiques et sociaux du monde rural et, plus spécifiquement, son agriculture. Cette contribution s'inscrit dans cette problématique et doit être considérée comme un élément du débat.

urbains, elle est, dans son entretien, l'un des meilleurs supports à l'**insertion de jeunes** en difficulté.

De façon générale, il y a dans le milieu rural de nombreuses richesses inexploitées. L'exploitation de ces potentialités nécessite de favoriser la **pluri-activité, sous sa forme moderne, de l'entreprise rurale** qui pourra à la fois se livrer à la production de biens alimentaires, à des activités artisanales ou commerciales, à la vente de services.

Dans les DOM-TOM, cette approche globale de la politique rurale constitue la base d'un développement économique indispensable pour éviter la concentration et la paupérisation des populations dans les périphéries urbaines.

## PRÉPARER L'AVENIR ET AJUSTER LES POLITIQUES AGRICOLES

La production de biens alimentaires restera la fonction essentielle des agriculteurs mais celle-ci se définit moins sur des bases quantitatives que sur des bases qualitatives. Le marché européen qui restera le grand débouché de l'agro-alimentaire français se caractérise par une multiplicité de segments différenciés que l'ensemble des filières doivent conquérir en privilégiant la qualité et l'identification des produits. En outre, la fonction de production peut s'exercer au profit de destinations non alimentaires (bio-carburants par exemple) sous réserve de critères d'efficacité et d'utilité globale.

La fourniture de services marchands, notamment touristiques, offrira des possibilités croissantes, dans la mesure où la poursuite de l'urbanisation et de la croissance du temps libre constituent des tendances lourdes de l'évolution de notre société.

Enfin, les fonctions occupation et entretien du territoire constituent sans nul doute des missions fortes de l'agriculture du XXI<sup>e</sup> siècle, en Europe. Au delà de la préservation du patrimoine naturel, qui implique l'adoption de techniques de production moins polluantes, les agriculteurs sont les mieux placés pour jouer un rôle positif dans l'entretien des sols et des couvertures végétales, indispensable à la qualité de l'air, de l'eau et de la vie.

A ces missions tournées vers la société et le territoire européens, nous n'oublions pas qu'il convient d'ajouter la fonction d'exportation vers les pays tiers et d'assistance alimentaire aux pays qui ont faim sans remettre en cause, pour eux, l'objectif d'autosuffisance. La présence d'entreprises et de produits européens sur les marchés extérieurs est un objectif essentiel pour l'agriculture française et elle constitue un atout géostratégique que l'Europe ne peut abandonner à la puissance américaine. **Compte tenu des nouvelles contraintes de l'échange international liées à l'accord du GATT, l'Europe peut, soit accepter le contingent d'exportations résultant de ses engagements, soit l'élargir "hors restitutions".**

La mise en œuvre de l'ensemble de ces fonctions appelle une autre approche des relations entre la collectivité et le monde agricole et l'application d'une nouvelle politique de l'agriculture et du développement rural.

La droite, paradoxalement, après avoir condamné la réforme de la PAC, s'est réclamée d'elle pour la conclusion des négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Après avoir obtenu à Bruxelles des mesures favorables aux grands céréaliers, Balladur se demande s'il convient de faire une nouvelle loi d'orientation. Les organisations professionnelles ont déjà engagé le débat sur "l'après-réforme" et "l'après-GATT"...

Pour les socialistes, il s'agit d'abord de situer la réflexion autour du pacte qui doit être scellé entre l'ensemble de la société et l'agriculture. C'est en contrepartie des nouvelles fonctions et du nouveau rôle joué par les agriculteurs qu'il faut concevoir les politiques à mettre en œuvre au niveau communautaire et national car il n'existe pas de solution pour le monde agricole sans adhésion à la mutation de l'ensemble de la société.

## AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Tout d'abord, il s'agit d'afficher un préalable : la réforme de 1992 n'est pas de celles qui peuvent être remises en cause dans ses orientations fondamentales dans les prochaines années. Les efforts que cette réforme exige des agriculteurs impliquent en contrepartie, pour la Communauté, le respect rigoureux des engagements budgétaires pris à leur égard en 1992 et au moment de l'accord de

Bruxelles avec les Etats-Unis. Il ne saurait être question en particulier de laisser entendre que le poids budgétaire de l'aide aux revenus pourrait entraîner la remise en cause de la pérennité des aides. La responsabilité historique prise en changeant des aspects fondamentaux de la politique agricole commune doit être pleinement assurée dans la prochaine période.

**Cela n'exclut évidemment pas des adaptations** permettant de tenir compte de la nouvelle donne du GATT, des évolutions du marché et de la nécessité d'une répartition des aides prenant mieux en compte les impératifs de l'occupation de l'ensemble du territoire, de l'environnement et ceux relatifs à l'équité et à la solidarité des aides publiques. Si l'on veut éviter que les effets du GATT ne viennent compromettre l'avenir des exploitations agricoles en situation déjà précaire et celles des régions difficiles où l'on entend pourtant maintenir, dans des conditions dignes, la présence d'agriculteurs, il y a lieu d'être réaliste et clair dans les choix.

**En France et en Europe de nombreuses entreprises agricoles disposent de marges d'adaptation de leur compétitivité, non négligeables, alors que d'autres sont plus fragiles. La place est ainsi de plus en plus ouverte pour une véritable politique de la "différenciation".**

Le choix du principe du "traitement différencié" est dicté par le souci de la responsabilisation au plan économique, de l'équité sur le plan social. C'est le choix d'un équilibre entre un certain niveau de risque inhérent au marché et un niveau de garanties publiques. Voilà pourquoi, en complément d'une politique de prix ajustée au nouveau contexte des marchés, une vigoureuse modulation des aides directes à la production et un plafonnement financier doivent être mis en œuvre :

- Une modulation des aides fondée sur la compensation des handicaps régionaux, car l'activité agricole dans les zones difficiles est fragilisée par une rentabilité plus faible et qu'il convient d'y maintenir la présence d'agriculteurs.

- Un plafonnement financier du soutien par exploitation, car la logique de concentration, due pour l'essentiel aux gains de productivité et au progrès technique, ne peut en aucun cas être encouragée par les soutiens publics.

Aidons le plus grand nombre et arrêtons de soutenir ceux qui, au-dessus d'un certain niveau de production, peuvent affronter la concurrence !

En outre, et cet aspect n'est pas mineur, la mise en œuvre d'un dispositif d'aides différenciées doit également, en combinant les critères d'attribution, favoriser positivement le respect des exigences de l'environnement au delà des seules contraintes liées à la maîtrise de la production.

**Il est clair que ce projet, favorisé par la transparence du nouveau système d'aides à l'agri-**

**culture pourra, le cas échéant, évoluer à l'avenir vers une politique de contractualisation plus individualisée entre l'agriculteur et la collectivité publique.**

Ces adaptations de la réforme doivent évidemment être conçues dans un cadre communautaire. Laisser croire qu'elles pourraient être conduites dans un cadre national constitue une faute : n'oublions pas que certains de nos partenaires souhaitent un désengagement de la Communauté sur le plan budgétaire. Enfin elles ne doivent pas se traduire par un surcroît de bureaucratisation mais concilier, dans toute la mesure du possible, efficacité et équité, en permettant des évolutions et en évitant la marchandisation des "droits à produire" et des "droits à primes".

## AU NIVEAU NATIONAL

Il s'agira d'abord de soutenir les évolutions des entreprises de transformation et les filières pour que le territoire de l'Union demeure le débouché naturel de l'agro-alimentaire français. Les atouts reconnus aux terroirs français et à la qualité de leurs produits alimentaires doivent être valorisés par des industries agro-alimentaires (IAA) qui devront s'engager dans le partenariat avec leurs fournisseurs pour promouvoir des produits identifiés et certifiés.

Les politiques nationales publiques doivent renforcer les capacités d'adaptation des exploitations agricoles et des filières à la nouvelle donne européenne.

La diversification de l'agriculture peut passer par la diversification de l'activité au sein d'une même exploitation, qu'elle soit individuelle, associative (GAEC) ou patronale intégrant des salariés. Il convient donc d'éliminer les freins (fiscaux, sociaux, administratifs) à la pluri-activité ou au changement d'activité.

La réduction des charges pesant sur les exploitations (notamment foncières) découle directement des fonctions qu'elles assument en matière d'entretien du territoire, particulièrement dans les zones difficiles où elles doivent pouvoir agir dans un cadre contractuel contre rémunération des services rendus.

La politique nationale doit donc favoriser le développement de nouvelles activités de services mais, parallèlement, il est indispensable de protéger par un cadre réglementaire l'existence des exploitations agricoles. En effet le risque est grand de voir se créer des unités de production géantes, en particulier dans le secteur des volailles et des porcs, en France, dans l'Union et dans les pays d'Europe de l'Est, si une réglementation dissuasive n'est pas mise en place. Le seul respect des contraintes environnementales n'y suffira sans doute pas.

De la même façon, un suivi global (économique, social, environnemental), et pas seule-

ment bancaire, des procédures "agriculteurs en difficulté" doit être engagé pour maintenir au maximum l'emploi agricole dans le respect de la dignité des personnes concernées et de l'intérêt général.

Parallèlement, la politique de l'installation doit être reconsidérée pour soutenir l'intégration de non-qualifiés en leur offrant l'accès aux différentes aides en contrepartie de la définition d'un projet et d'un suivi technico-économique avec l'aide d'animateurs de terrain.

Enfin, les politiques régionales et départementales peuvent jouer un rôle très positif s'agissant de la mise en œuvre de contrats visant à promouvoir l'entretien du patrimoine naturel et de l'environnement. L'aménagement du territoire ne deviendra une réalité que si les créations d'emplois sont favorisées dans les zones de faible urbanisation et si les agriculteurs sont sollicités par les collectivités locales et, au delà, par la communauté nationale et européenne, pour être partie prenante de l'entretien et de l'animation de ce territoire.

L'enjeu politique des années à venir, dans une Europe de 17 millions de chômeurs où l'exclusion et la dualisation de la société vont de pair avec un niveau de richesse jamais atteint, consiste à mieux répartir cette dernière au profit du plus grand nombre. L'aménagement du territoire et sa composante rurale et agricole constituent, nous en sommes convaincus, un moyen de servir cet objectif et d'assurer ainsi une cohésion sociale seule garante de l'unité et de la stabilité de notre démocratie.

## SIGNATAIRES

G. GAROT - A. BONREPAUX - F. PATRIAT - R. SOUCHON - G. LE BRIS - S. LE FOLL - J.-J. BENETIÈRE - M. BOISSEL - R. CERCLIER - F. COLSON - J.-M. GABORIT - C. JAURÉGUY - B. JOURDAIN - P. LOUBET - J.-M. MICHEL - M. NUNINGER - G. RIMAREIX - J.-M. SARNIN - J. SERIEYS - G. TALBOT - G. VACHERET - B. VIALLET - E. BOUSSEYROL - D. POUJAUD - P. AUZURET - A. LAIGNEL - A. LE VERN - F. TARDY - D. BASSET

# Les socialistes et l'environnement

**E**n dix-huit mois de gouvernement Balladur, l'environnement est devenu "la cerise sur le gâteau" de l'action gouvernementale, un appendice mineur délaissé au profit d'une logique libérale et d'intérêts productivistes.

Alors que les gouvernements de gauche avaient fait voter, sous la dernière législature, cinq grandes lois sur l'environnement (les déchets, l'eau, le bruit, les paysages, les carrières) et donné une impulsion majeure à ce secteur, la droite a brisé cet élan et a même, dans certains domaines, fait régresser notre pays.

Le ministère de l'Environnement est aujourd'hui en panne. Il accumule retards sur retards dans l'adoption des textes réglementaires, à la grande joie des pollueurs. Il fait preuve d'une affligeante inertie dans sa politique internationale : retard dans la ratification des conventions, blocage des sommes allouées au Fonds pour l'environnement mondial (FMPE) ; annulation des programmes d'aides à l'environnement en direction de l'Afrique... Alors

que la France avait acquis, lors de la Conférence de Rio, une position internationale respectée. Notre image est aujourd'hui en train de se ternir.

**En plus d'un an, notre pays a régressé sur des sujets majeurs :**

- les importations sauvages de déchets ont repris, au mépris des accords internationaux ;

- la loi Bosson, qui supprime le caractère obligatoire de la publicité, donc de la transparence des transactions entre collectivités et personnes privées, fait l'effet d'une véritable "amnistie écologique". Elle remet en cause la protection des paysages et réduit considérablement les moyens d'action des associations.

Que dire de la régularisation a posteriori par le Sénat, acceptée par le gouvernement, d'opérations d'urbanisme s'inscrivant en contradiction avec la loi sur la montagne et la loi sur le littoral, si ce n'est qu'elle marque un recul grave de la notion d'Etat de droit ?

## LES GOUVERNEMENTS SOCIALISTES ET L'ENVIRONNEMENT

Forts de leur action au gouvernement, les socialistes peuvent donc, en matière de politique de l'environnement, revendiquer le meilleur bilan depuis 30 ans.

A droite, on prétend préférer le "contrat" à "la contrainte", la déréglementation, le recul de l'Etat. Oui, le libéralisme se traduit par un renoncement général, menaçant la nature, notre cadre de vie, la diversité des espèces...

Or, pour protéger ces valeurs collectives, pour faire naître des réflexes nouveaux, il faut un Etat fort, des contraintes claires - ce qui n'exclut pas la recherche d'accords sur la manière de les respecter -, enfin, une volonté ferme de résister aux

groupes de pression industriels. L'environnement n'est pas un luxe. Là comme ailleurs les socialistes n'ont pas vocation à gérer l'ordre établi mais doivent y appliquer leur volonté réformatrice et leur volonté d'agir pour le bien commun, au delà des intérêts particuliers.

En période de crise, l'environnement est un moyen d'en sortir. Il est source de développement et créateur d'emplois. Par exemple, la diversité et la richesse de nos paysages sont un formidable tremplin pour le tourisme. L'environnement a besoin d'emplois qualifiés. Trop souvent, les emplois en matière d'environnement sont liés aux actions d'insertion alors que les besoins exigent aussi des emplois très qualifiés qui devraient conduire à professionnaliser les métiers de l'environnement.

Voilà en quels termes les socialistes doivent poser la question de l'environnement et s'engager dans les débats nationaux.

## RASSEMBLER AUTOUR D'APPROCHES COMMUNES

Peut-on d'ailleurs bien poser la question des écologistes au sein de la gauche sans que la question de l'écologie soit clairement posée et assumée par le Parti socialiste ?

C'est à cette condition qu'en liaison avec les différentes sensibilités écologistes se traceront les contours d'un rassemblement de tous ceux qui refusent que le développement soit uniquement conçu sous l'angle du profit, car des convergences peuvent être dégagées sur le type de croissance pour le XXI<sup>e</sup> siècle, sur les différents usages de l'espace (rural, urbain, loisirs...) ou encore sur la place du citoyen dans toute approche environnementale.

Au delà, nous sommes-nous vraiment interrogés sur la démarche appropriée pour construire des alliances durables avec les écologistes ? Faut-il rechercher des accords sur l'emploi, l'environnement, l'Europe, la vie quotidienne, le nucléaire ? Faut-il seulement, comme le fait la droite dans certains conseils régionaux, se limiter à des accords ponctuels fondés sur des engagements limités aux politiques environnementales ?

Ce qui est évident aujourd'hui, c'est que la question de nos relations avec les écologistes ne peut plus se poser simplement en termes d'alliances électorales mais aussi en termes d'approches communes. Les électeurs que les écologistes ont pu séduire à un certain moment, ne viendront vers nous ou ne reporteront leurs voix sur nos candidats au 2e tour que si nous faisons preuve de clarté sur les grandes questions qu'ont posées les écologistes.

**C'est à nous de prendre les initiatives et d'être en pointe dans les débats sur les réponses à y apporter.**

## LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS

A l'occasion de ce congrès, préparons-nous aux rendez-vous prochains.

D'abord, il y aura la discussion parlementaire sur le projet de loi Barnier qui, sous couvert de réformer le rôle des collectivités publiques en matière d'environnement, remet en cause la fonction essentielle d'arbitrage de l'Etat.

Sur l'aménagement du territoire, il nous revient de souligner que l'environnement est fort peu pris en compte dans la loi Pasqua et de faire des propositions concrètes et cohérentes.

Un an s'est écoulé depuis le Sommet de Rio. La France y tint un rôle de premier plan. Elle est aujourd'hui gravement en retrait. Ce bilan est l'occasion de relancer le débat sur le développement durable et de sensibiliser les décideurs publics et privés au caractère limité des ressources naturelles et à la fragilité des équilibres biologiques.

En matière d'information et de démocratie, des progrès ont été accomplis ces vingt dernières années, notamment sous l'impulsion des associations et du législateur (rôle de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques). Mais les décisions essentielles concernant les programmes d'aménagement, d'industrialisation, de transport, ou les choix énergétiques restent encore marqués d'une absence de transparence et sont trop souvent le fruit d'une concertation opaque entre la technocratie d'Etat et les opérateurs (publics ou privés) concernés sur la base d'une information indépendante et objective : les citoyens doivent être mieux associés aux processus de décision concernant leur environnement immédiat.

Il est clair que, sur beaucoup de questions, nous avons des positions ambiguës. Là comme ailleurs, pour retrouver la confiance de nos électeurs, il nous faut clarifier nos choix. Plusieurs dossiers peuvent être considérés comme des dossiers-tests : Superphénix, sécurité nucléaire, programme autoroutier, TGV Sud-Est, développement du transport combiné et du ferroutage.

Il nous faut aussi aborder la question du parc nucléaire de l'ancien bloc de l'Est (sur ce point, François Mitterrand vient encore récemment de prendre des initiatives fortes).

De même, soyons conscients des craintes et interrogations que suscitent les récentes informations sur la circulation et le commerce illicite du plutonium et d'autres matières fissiles dangereuses.

Les socialistes doivent, en réaffirmant le rôle de l'Etat et en s'opposant à la politique actuelle de "dérégulation environnementale", être porteurs de propositions de réformes fiscales pour inciter à un moindre usage des véhicules particuliers, privilégier l'utilisation de nouvelles formes d'énergie, lutter contre les pollutions ou encore favoriser les créations d'emplois dans le secteur de l'environnement.

**Sur toutes ces pistes, engageons le dialogue avec tous ceux qui n'acceptent pas une politique gouvernementale très sensible aux intérêts des bétonneurs et des pollueurs. Il serait extrêmement dangereux de laisser ce champ libre car le thème de l'environnement, ne l'oublions pas, arrive encore, dans les sondages, dans les deux ou trois premières préoccupations des Français (en particulier chez les jeunes) malgré la pause médiatique sur ce sujet et les errances des partis écologistes.**

## SIGNATAIRE

**Claude FLEUTIAUX, secrétaire national à l'Environnement et au Cadre de vie**

# Pour une reconquête urbaine

**Les socialistes doivent mesurer combien le monde et la société française ont changé en 20 ans.**

Ces changements, ils les ont plus souvent subis que conduits malgré 14 ans de pouvoir. Il ne sert pourtant à rien de cultiver la nostalgie ou de vouloir arrêter le temps. Les structures sociales sont bouleversées et les risques sociaux ont changé de nature.

Les déterminismes sociaux ne sont plus les seuls facteurs d'identité du citoyen à l'heure des grands réseaux internationaux et de l'effondrement du communisme. Il est vain de vouloir faire entrer les Français dans des catégories anciennes, qui ne leur servent plus de déterminant politique, électoral, idéologique ou culturel. C'est pourquoi on ne peut plus répondre aux aspirations des Français sans chercher d'abord à résoudre les difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne et sans s'adresser à la société tout entière.

## LA NOUVELLE ÉCONOMIE À DIMENSION PLANÉTAIRE

Les analyses et descriptions minutieuses des processus d'internationalisation et de mondialisation des échanges, sous l'effet accélérateur des technologies de l'information, sont légion.

Après les champs et la manufacture, ce n'est plus à l'usine et dans les grands sites industriels que se crée la majeure partie de la richesse mais autour des métropoles dont les plus grandes sont articulées dans le réseau de grands groupes transnationaux et des marchés financiers.

Face aux effets désastreux de la spéculation internationale, les Etats semblent démunis et les monnaies de bien fragiles hochets.

Cette apparente impuissance vient s'ajouter au brouillage des repères idéologiques, sociaux et culturels né de l'effondrement des grandes idéologies structurantes de la première moitié du siècle. Les Etats-nations sont en crise. Et dans ce diptyque, c'est beaucoup plus l'idée d'Etat que celle de Nation qui semble obsolète, impuissant sur le plan national et international à résoudre les grandes questions économiques et apparemment insensible devant la dégradation des conditions de vie d'un grand nombre de citoyens.

Dans ce bouleversement planétaire, de nouvelles structures de production, de nouveaux rapports sociaux et de nouvelles aspirations se font jour. Par la place stratégique qu'elles occupent désormais ou qu'elles sont en train de perdre dans la nouvelle géographie de l'économie mondiale, c'est dans les métropoles internationales ou

régionales que ces nouvelles tensions se cristallisent et s'exacerbent.

En effet, la période que nous vivons se caractérise par l'avènement d'une société définitivement métropolitaine et par une globalisation de l'économie, qui engendre une dualisation du marché du travail, source d'exclusion.

## LA PRODUCTION N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT

Le mode de production dominant a connu de profondes transformations, rompant avec le modèle tayloriste de développement pour intégrer toujours plus de technologie de l'information. La détention et la transmission de données et d'informations ajoutées à l'industrie, sont désormais les principales composantes de la création de la valeur ajoutée. Or à chaque mode de production correspond une redistribution du territoire. Dans notre économie post-moderne, les villes sont devenues le lieu de création.

Force est de constater en effet que l'internationalisation s'accompagne aujourd'hui, contrairement à ce qu'avaient prédit la plupart des experts en prospective, d'une concentration toujours plus grande des pouvoirs et des centres décisionnels dans un nombre réduit de sites urbains (les métropoles) mais structurés en puissants réseaux.

Les villes sont devenues le lieu de création de la plus forte richesse. Certaines places financières concentrent, à côté des sièges sociaux des plus grands groupes, toutes les activités du tertiaire et du tertiaire supérieur (assurance, banque, consulting et audit en tous genres, cabinets d'avocats,

C'est sur ces nouvelles bases, plus mouvantes et multiformes qu'avant, qu'il nous faut reconstruire un projet crédible, en portant d'abord et avant tout un œil neuf sur les éléments nécessaires à la compréhension du monde dans lequel nous vivons et sur les souffrances sociales qu'il génère. En l'an 2000, un humain sur deux vivra dans les villes. Cette forme de civilisation urbaine qui s'établit sous nos yeux reste à appréhender.

Nous ne prétendons pas à l'exhaustivité. Nous sommes simplement convaincus du caractère central que revêt la problématique de la civilisation urbaine : c'est en son sein que s'inscrivent les bouleversements des processus de production, les mutations sociales, le remodelage des cohérences territoriales. Membres d'une fédération à 100 % urbaine, il est naturel que nous soyons directement interpellés par son caractère stratégique. Ce texte a pour seule ambition de faire partager cette conviction et de débattre des questions immédiates qu'elle pose.

agences de communication, médias) et toutes les activités de centralisation des données, de contrôle et d'évaluation des coûts, des flux, des cours.

Lieu de production économique, la ville est également le lieu de production symbolique du modèle dominant, de son mode de vie et de consommation, notamment diffusé via les séries TV et films américains (La loi de Los Angeles, Clair de Lune ou Dream On, Wall Street, Working Girl ou Philadelphia).

Ainsi, autour des grands groupes se développent des complexes de production induisant deux économies dérivées :

■ la très médiatique économie du "haut de gamme" faite par et pour les "cadres sup high tech" : logement de standing, produits de luxe, services à domicile, design, art moderne, et psychanalyse.

■ l'économie dévalorisée des clandestins du BTP, de la confection, des entreprises de nettoyage, des livreurs et vendeurs à la criée en tout genre.

**Ce qui est visible dans les grandes métropoles, est une tendance de fond, qui touche et touchera à des degrés divers les villes de moindre importance.**

## LES MILLE FORMES DE L'EXCLUSION

Le développement de ces nouvelles structures de production entraîne dans la ville une restructuration de l'emploi et des modes de travail, et par conséquent une compétition pour l'espace, rejetant ou reléguant loin du centre, des lieux de pouvoir, de culture et de loisirs, des pans toujours

plus importants des couches moyennes et populaires. Il attire aussi au cœur des cités les plus exclus des exclus, chômeurs en fin de droits, SDF, clandestins, cherchant dans les détritiques de la modernité les moyens de leur survie.

Ainsi, par la ségrégation "horizontale" qui s'y établit progressivement et par les populations très diverses qu'elle fait coexister, la ville met à jour les nouvelles inégalités, les nouvelles souffrances sociales et les mille formes de l'exclusion.

Les luttes sociales, en changeant de nature, ont également changé de lieu d'expression, et s'étendent hors du champ de l'entreprise pour investir le champ urbain.

Pour autant, à l'académique opposition inclusion/exclusion, il nous semble aujourd'hui nécessaire de substituer une analyse plus fine, rendant compte de ces nuances.

Il faut pouvoir parler de l'exclusion économique mais aussi symbolique des demandeurs d'emploi, des cadres sup en fin de droits, de l'exclusion économique, politique et sociale de ce nouveau lumpen prolétariat que constituent immigrés clandestins, SDF, toxicomanes.

Entre ces "micro-groupes" atomisés, échantillons de la nouvelle détresse urbaine, le seul point commun est l'aspiration à s'inclure dans le système et l'indifférence absolue du système à leur égard, puisque leur atomisation et leur absence de structuration politique ne menacent pas son fonctionnement global.

Quant aux réputés inclus, il faut cesser de les considérer d'une part comme un groupe homogène, d'autre part comme bénéficiant sur tout le territoire national des mêmes conditions de vie.

A pouvoir d'achat équivalent, l'accès à la culture, à un cadre et une qualité de vie acceptables ne sont pas garantis uniformément.

On ne profite pas plus de l'offre culturelle parisienne quand on habite Villeneuve-Saint-Georges que Villeneuve-les-Béziers. On bénéficie en revanche de deux fois plus de pollution, d'un temps de trajet deux fois plus long pour rejoindre son lieu de travail et d'un logement deux fois moins spacieux (et parfois deux fois plus cher).

Ce sont ces nouvelles inégalités, et par là même ces nouvelles aspirations, qui doivent nous interroger. Le mal-être, la peur du lendemain, l'absence de perspective traversent, à des degrés divers et sous des formes variées, toutes les couches de population. Ce mal-être et ces nouvelles souffrances sociales frappent néanmoins plus tôt, plus durement et plus violemment dans les villes, parce qu'au delà de leur spécificité, elles préfigurent les évolutions de notre société.

## LA CRISE URBAINE EST SOUS NOS YEUX

La crise urbaine est sous nos yeux, qui inscrit les tensions sociales dans les territoires de la vie quotidienne. La persistance de la crise économique et le renforcement de la spéculation immobilière n'ont fait que l'aggraver.

La distance entre lieux de vie et lieux de travail, les temps de transport, la fatigue aboutissent à l'affaiblissement des relations sociales. Les phénomènes de délinquance, l'importance des trafics de stupéfiants, le sentiment -et souvent la réalité- de l'insécurité et du chômage s'ajoutent aux difficultés familiales et sociales pour composer ce qu'on appelle la crise urbaine. Plus généralement, il faut prendre la mesure des transformations considérables qu'induisent la modification des structures familiales par le développement des foyers monoparentaux, l'existence d'une masse adolescente sans repères, nourrie par l'échec scolaire prolongé par le chômage, le développement et la coexistence de quatre générations, la réémergence parmi les problèmes premiers des questions de santé publique au premier rang desquelles le Sida et la consommation de drogues.

On a pourtant longtemps préféré penser que le problème était limité dans le temps et l'espace à des quartiers et des populations qu'il s'agissait, par des actions de rattrapage, de ramener à la norme.

Et de fait, la politique de la ville semble par certains aspects aujourd'hui en panne. Au bout d'une quinzaine d'années d'élaboration, souvent empirique, nombre de banlieues et de quartiers sont à la dérive.

La gauche au pouvoir a fait œuvre expérimentale avec d'incontestables réussites, mais aussi d'inévitables échecs. Le processus de décentralisation, lancé il y a plus de dix ans, a su répondre aux aspirations d'une société longtemps maintenue dans un carcan administratif. Faute sans doute d'une volonté politique clairement et continuellement exprimée, la logique engagée n'a pu aller jusqu'à son terme dans un certain nombre de domaines - comme celui de la démocratie locale et de la solidarité - créant des déséquilibres de pouvoirs.

Une déréglementation mal contrôlée aggrave localement le processus, notamment en Ile-de-France. La DSU, dont le principe est si fondamental, est sans conteste arrivée trop tardivement. La faiblesse, voire l'absence de moyens budgétaires mobilisés dans certains secteurs prioritaires comme les transports collectifs a créé des retards difficilement rattrapables.

Or, sans impulsion permanente, sans courage politique, il ne peut y avoir de politique de la ville.

C'est pourquoi il est vital pour le Parti socialiste, quand il est au gouvernement, d'exercer lui-même la responsabilité de la politique de la ville et en particulier de la confier à une personnalité incarnant nos valeurs et notre projet.

Au rythme des explosions violentes, les habitants des banlieues - conscients de l'image dévalorisante que la société renvoie des territoires où ils vivent- sont à mille lieux des débats théoriques engagés sur l'exercice de leur citoyenneté alors que la ségrégation sociale progresse, qu'ils subissent la pénurie de logements et de travailleurs sociaux, qu'ils se sentent exclus de toute représentation politique. Des noyaux de jeunes à la dérive, convaincus qu'ils n'auront jamais le moindre espoir de trouver un emploi ou d'accéder à une formation, se constituent en revendiquant leur propre marginalité comme un défi à la société. Certains quartiers se referment sur eux-mêmes. Dans ce contexte de crise urbaine aiguë, la mixité sociale est en danger.

## LES DANGERS DES RÉPONSES DE LA DROITE

Répondre à la crise urbaine par une logique purement sécuritaire, c'est nier cette crise. D'abord en délégitimant la revendication sociale qu'elle porte, ensuite en démobilisant l'opinion sur la nécessité de mener -voire d'inventer- une politique de la ville.

Après le discours ultra-libéral de la première cohabitation, écartant toute possibilité d'intervention de l'Etat, si ce n'est policière, dans le cadre urbain, la droite développe aujourd'hui un nouveau discours, aux relents pétainistes, mis à la mode par Pasqua-Balladur dans le cadre des débats sur le développement du territoire. C'est un discours autoritaire, tendant à cadenciser, plutôt qu'à développer, le territoire. C'est le discours de la criminalisation de la ville, de ses élites corrompues et de ses banlieues délinquantes.

Après la déréglementation et la politique du laisser-faire, voici venu le temps de la reprise en main musclée et de la politique du coup de bâton. Les grandes régions les plus urbanisées -et l'Ile-de-France est en première ligne- deviennent de faciles boucs émissaires. Le malthusianisme redevient un principe d'action politique qui, par exemple, utilise la faiblesse de construction de logements -facteur essentiel de ségrégation- comme un frein à la croissance urbaine. De même, le mythe du retour à la campagne qui insidieusement prend les habits de la mobilité, se voudrait facteur de mixité sociale.

Or, la mixité -notamment pour les jeunes des banlieues- réside dans une mobilité qui fait que, même si l'on réside dans un quartier dit difficile, on a la possibilité de s'approprier l'ensemble du territoire de la ville.

Ce principe de la mixité est au cœur de la re-création du lien social entre centre et périphérie.

### Une occasion de renouveau pour la gauche tout entière

Les socialistes, tout au contraire, voient dans les villes autant de creusets, de lieux d'ouverture et d'intégration. Ils lisent dans la diversité de leurs populations et de leurs modes de vie, autant d'opportunités d'échanges, de créativité et de progrès.

Et parce que c'est ici que se joue pour partie le conflit entre riches et pauvres, ce serait une erreur que les socialistes ne prennent pas la pleine mesure de cette conflictualité née de l'exclusion à l'ère de la civilisation urbaine : on peut dire que la question sociale a pris une nouvelle forme, celle de l'exclusion.

La question urbaine cristallise toutes les potentialités et tous les échecs de notre société : elle engage son avenir. Les maux dont souffre la ville ne sont pas la surpopulation mais le sous-investissement, les inégalités sociales et aussi le déficit d'imagination et d'audace qui caractérise notre époque.

## LA VILLE : UNE PRIORITÉ DU GOUVERNEMENT, UNE RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT, UN LIEU PRIVILÉGIÉ DE LA REDISTRIBUTION SOCIALE

Aussi, la politique de la ville doit-elle devenir un élément central des politiques gouvernementales et un lieu privilégié de la redistribution sociale. Cela passe par la politique du logement, les transports, la mise à disposition de services publics de qualité et de proximité. Il est temps de mettre un frein à la dérive marchande des services publics pour redécouvrir le sens de leur mission fondamentale. Le service public doit être un réducteur d'inégalités dans la ville. Cela passe par une déconcentration des services du centre vers la périphérie des villes et par une irrigation des quartiers en difficulté.

Cela pose aussi la question des incitations à mettre en place pour que ses agents choisissent de s'y réinvestir. Redéfinir la politique de la ville, c'est aussi redéfinir certains de nos objectifs : que signifie aujourd'hui la redistribution de 2 à 3 % de pouvoir d'achat supplémentaires quand les loyers augmentent de 7 à 8 % ? Que représente une heure de réduction du temps de travail hebdomadaire quand la distance entre le lieu de travail et d'habitation ne cesse de s'accroître et la qualité du trajet de se dégrader ?

## UNE PRIORITÉ BUDGÉTAIRE ET UN ENGAGEMENT DE L'ÉTAT

Une authentique politique de la ville nécessite un cadre politique défini par l'Etat volontaire et impartial, mobilisant des moyens budgétaires importants et renouvelant les formes de son intervention, mais aussi une capacité d'innovation et d'inventivité sociale de la part de tous les acteurs concernés : puissance publique, collectivités, associations, citoyens.

A l'instar de ce que nous avons fait pour l'Education nationale, la ville doit devenir une de nos priorités budgétaires et un choix politique fort.

La logique de la politique de la ville est fortement décentralisatrice. Les choix, les décisions procèdent de l'échelon local (quartier, commune...), parce que celui-ci apparaît comme le plus proche de la vie des gens et donc le plus opérationnel à trouver des solutions à leurs difficultés. Cette logique a sa traduction tant sur le plan du pouvoir de décision que sur celui des moyens budgétaires, notamment par l'établissement d'une certaine logique de subsidiarité. Il faut en effet privilégier le concept d'action globale de lutte contre la ségrégation sociale dépassant les habituelles frontières administratives, en favorisant l'intercommunalité, en mettant un peu d'ordre dans l'empilement des échelons de responsabilités locales, en développant les systèmes de péréquation financière entre collectivités publiques.

Cependant, l'Etat ne doit pas oublier qu'il a des responsabilités directes en matière de police, de justice et d'éducation. L'Etat, sans ignorer l'échelon local, doit assumer ces responsabilités-là, car on ne peut accepter que s'ajoute aux difficultés sociales, économiques, le sentiment d'abandon ou celui d'insécurité.

Ainsi, un Etat animateur assumant ces responsabilités premières (police, justice, éducation) et portant la solidarité, peut tisser des relations nouvelles tant avec les élus locaux qu'avec la société civile.

Enfin, la crise de la fonction de protection, qui se traduit par l'incapacité des mécanismes assurantiels classiques de répondre à cette nouvelle question sociale que constitue l'exclusion urbaine, demande une capacité d'innovation, d'invention pour la mise en place de nouveaux systèmes de protection, de sécurité. Les socialistes doivent privilégier l'insertion dans la ville ; le RMI en était sans doute le précurseur. Demain, c'est sur les conditions de vie des chômeurs qu'il faudra nous pencher, notamment en leur accordant la gratuité des transports.

Gardons-nous de sous-estimer cet enjeu, car le retour à la "normale" dans les cités urbaines est

vide de sens. La simple défense des systèmes classiques de protection n'apportera pas de réponse pour les nouveaux exclus.

C'est bien de nouveaux droits qu'il s'agit d'inventer ou de faire respecter.

## DE NOUVEAUX DROITS POUR MIEUX VIVRE LA VILLE

### LE DROIT AU LOGEMENT

Malgré des intentions justes et souvent réaffirmées, la gauche n'a pas su créer les conditions pratiques d'un véritable droit au logement, notamment en agglomération parisienne. Certes, cela était d'autant plus difficile qu'il fallait souvent s'opposer à la mauvaise volonté des collectivités locales gouvernées par la droite.

Il faut néanmoins aujourd'hui se poser la question : veut-on faire de cette question l'une de nos priorités d'une action gouvernementale ? A-t-on les moyens, notamment budgétaires, dans l'état actuel de la législation, de faire face à ces besoins ? Parallèlement, il faut aussi se demander s'il est acceptable que les catégories moyennes soient de plus en plus contraintes de quitter le centre des villes, et notamment les familles dès qu'elles choisissent d'avoir un deuxième enfant.

Comme en matière de lutte contre le chômage, il ne saurait y avoir de faux semblants : c'est pourquoi nous souhaitons que le Parti socialiste se prononce en faveur du droit de réquisition sur les logements vacants appartenant à des investisseurs institutionnels.

Il nous faudra par ailleurs réfléchir au coût du foncier. Ne faudrait-il pas, comme cela existe dans certains pays d'Europe du Nord instaurer la municipalisation des sols dans les très grandes agglomérations ?

### L'ENVIRONNEMENT, LE CADRE DE VIE, L'URBANISME, LA CULTURE

L'actuel affaiblissement du mouvement écologiste, de par ses divisions et ses incohérences, ne saurait dispenser les socialistes d'une vigoureuse intervention pour prendre en compte les questions environnementales. Elles constituent une dimension considérable des aspirations de nos concitoyens à une plus grande qualité de vie que la doctrine libérale ne sait pas spontanément prendre en compte. En particulier, le traitement des déchets, la priorité donnée aux transports en commun sur l'automobile, doivent devenir d'authentiques priorités de l'action des socialistes.

Il faut également reconnaître un droit à la beauté et à l'harmonie de l'environnement, y compris en milieu urbain. Il y a un droit au paysage. En amont des projets d'urbanisme et d'aménagement, en consultant les citoyens concernés et leurs représentants associatifs, l'Etat et les collectivités territoriales doivent concevoir et conduire des actions de protection, de mise en valeur et de reconquête des paysages.

L'action culturelle est une dimension essentielle de la politique de la ville. Et pourtant, là où elle n'est pas traditionnellement tournée vers le patrimoine, elle reste trop souvent absente des quartiers dits défavorisés.

En matière de diffusion, la diversification des publics -jeunes, personnes âgées...- est encore un enjeu. Il faut offrir la possibilité aux associations qui jouent un rôle important dans la vie des banlieues par leurs actions d'intégration, d'être de véritables relais culturels.

### **La culture de proximité reste largement à inventer**

Les collectivités en matière de culture ont vocation de service public afin de la rendre accessible à tous, afin de la vivre au quotidien. Il ne faudrait pas que l'actuel débat sur le "développement du territoire", en prenant prétexte des moyens budgétaires de l'Etat mobilisés pour Paris et l'Ile-de-France ait pour conséquence d'accentuer les déséquilibres centre/périphérie constatés dans les grandes agglomérations.

## **A L'ÉCOUTE DES NOUVELLES DEMANDES SOCIALES**

Il est des évolutions sociales que certains peuvent regretter mais sur lesquelles il est vain d'espérer revenir. Il faut donc les penser et tenter de répondre aux questions qu'elles posent, car ces réponses portent en germe les futures conquêtes d'une politique sociale ambitieuse et réellement en phase avec son temps.

Dans les années soixante-dix, le parti d'Epina y a ainsi su entendre et porter des revendications sociétales aux saveurs "libertaires". Il doit aujourd'hui être capable de relayer et de traduire politiquement de nouvelles aspirations sociales.

Nous pensons par exemple qu'on ne peut plus se contenter de penser la place des femmes dans notre société en se limitant à des revendications d'ordre égalitaire dans le domaine professionnel. Au cœur des évolutions de notre société, de ses modes de vie et de travail, les femmes sont des actrices déterminantes de transformation. Encore faut-il leur donner les moyens de s'épanouir dans toutes les sphères de la vie : activité professionnelle, famille, loisirs, engagement associatif

ou politique, en répondant à leurs besoins en matière d'équipements collectifs : aide familiale, services de proximité... Les nouveaux modes de vie posent de nouvelles questions face à des cadres juridiques et fiscaux devenus obsolètes.

Ainsi, la démarche du contrat d'union civile, malheureusement rejetée par le Groupe socialiste à l'Assemblée nationale, constitue un début de réponse aux problèmes de nouvelles libertés, de nouveaux risques que rencontrent les homosexuels mais, bien plus généralement, une tentative d'innovation sociale utile pour l'ensemble des personnes aujourd'hui isolées, ne bénéficiant pas des formes traditionnelles de solidarité (famille, voisinage, compagnonnage, etc).

La fin du XXe siècle aura été marquée par la réapparition de grandes questions de santé publique (l'équivalent des fameux fléaux du XIXe siècle) : le Sida, la toxicomanie ne sont pas des questions médicales ou techniques touchant des "minorités". Ce sont des questions de société dramatiques, posant des questions de moyens, de méthode, d'éthique et d'une volonté politique. En matière de Sida, notre attitude doit être d'un grand volontarisme dans le domaine de la prévention et de la recherche, d'une grande vigilance en matière d'éthique. En liaison avec les associations concernées, il faut continuer à faire de cette question une priorité nationale.

En matière de lutte contre la toxicomanie, les socialistes doivent désormais s'engager clairement. Il faut prendre cette question pour ce qu'elle est : un problème de santé publique et non pas l'enjeu d'une politique sécuritaire.

La toxicomanie, conjuguée à l'épidémie de Sida fait des ravages : il faut mettre en œuvre sans plus attendre une politique de réduction des risques qui associe notamment échange de seringues, prévention, programme de substitution, accueil.

Il faut aussi cesser de pousser les toxicomanes vers la délinquance : la législation de 1971 doit être revue, il faut dépenaliser l'usage des stupéfiants, non par laxisme ou par tolérance, mais pour appliquer la répression d'abord sur le blanchiment et les gros trafiquants.

Il y a de nombreux autres exemples de questions sociales qui sont au cœur des préoccupations des Français et que nous n'avons pas su traiter avec audace : l'accueil des enfants, le périscolaire, le partage des savoirs, les solidarités entre générations dans des cités toujours plus anonymes, le désir de sécurité mais aussi les libertés individuelles face aux systèmes de surveillance électronique qui envahissent progressivement la sphère privée.

Sachons aussi répondre aux défis de la modernité qui se posent notamment dans les villes : les problèmes d'éthique et de maîtrise humaine de l'évolution scientifique sont au cœur de nos valeurs et de notre projet tandis que demeurent

les grandes questions sur lesquelles une partie de l'opinion de gauche nous juge et que nous aurions bien tort d'oublier : le racisme, les questions de libertés mais aussi de l'éthique dans notre comportement comme dans notre politique.

## **RENOUVELER LES FORMES DE LA DÉMOCRATIE**

C'est pourquoi ce qui nous semble primer aujourd'hui sur toute autre considération et sur tout autre espoir, ce qui relie les défis auxquels nous sommes confrontés et l'histoire de notre combat politique, c'est la démocratie. La démocratie ouverte avant tout ; la démocratie, son exercice et les moyens de l'exercer. Ce que produit en premier le système libéral, c'est l'exclusion. Exclusion sociale, exclusion politique, qui refuse la citoyenneté au sens de la possibilité pour l'individu de s'épanouir dans la société. C'est aussi ce qui a été le fondement de la critique et de la cause du dépérissement du système communiste.

Aussi, nous semble-t-il urgent d'en renouveler les pratiques, notamment au niveau local, en créant des commissions consultatives des citoyens par thèmes et par quartiers avec un représentant pour mille habitants. Dans un grand ensemble de trois cents logements, il n'y a souvent pas un seul conseiller municipal alors qu'un village de même dimension comporte un conseil au complet et tout un système de sociabilité complexe enracinée dans l'histoire ! Il faut rendre plus accessibles l'information, les aides, en multipliant les permanences de quartier et l'ouverture des services administratifs le samedi.

Il s'agit de créer des contre-pouvoirs locaux, de systématiser l'évaluation et d'établir la transparence des gestions locales, en s'appuyant notamment sur le levier démocratique que pourraient constituer les télévisions câblées locales. Il faudrait garantir l'accès de tous à des médias pluralistes et diversifiés.

Enfin, comment ne pas reposer la question du droit de vote à toutes les élections locales, de tous les habitants de nos cités ?

Plus largement, c'est toutes les formes de la démocratie participative qu'il faut promouvoir, pour prendre le relais d'une démocratie représentative qui atteint ses limites.

La démocratie, c'est bien notre valeur essentielle. Elle est aussi au cœur de la question sociale. La démocratie, c'est le lien social dans une société où l'autonomie tend trop souvent à la solitude. La démocratie s'est construite dans la cité. Le défi est là, pas ailleurs. Et toujours actuel.

**En guise de conclusion :**

Le socialisme sera urbain ou ne sera pas.

Le socialisme s'est défini d'abord et avant tout comme une critique du modèle dominant et une réponse aux aspirations du plus grand nombre. Aujourd'hui, le mode de production dominant est métropolitain. Porter une critique pertinente et globale du système, c'est prendre en compte le caractère central de cette évolution.

La majeure partie de la population vit ou vivra dans les grandes zones urbaines et subit ou subira directement les conséquences de ce nouveau mode de production.

Les socialistes ont une obligation morale à le penser.

En outre, en termes électoraux, nous ne pouvons nous permettre de nous contenter d'être les représentants de zones rurales, qui sont certes à prendre en compte, mais où ne se jouent pas les enjeux de demain.

De même qu'il ne s'agit pas d'être le parti de la campagne, il ne s'agit pas non plus d'être le parti des banlieues. C'est la ville dans toutes ses composantes qui est notre horizon.

Il faut veiller à ce que la représentation électorale socialiste des zones urbaines ait la place qui correspond à leur rôle dans la transformation sociale.

Notre projet doit être global et affirmer, en même temps que nos craintes, les espoirs que nous mettons dans la civilisation urbaine.

Cette question est stratégique et urgente. Les résultats électoraux de mars 1993 et des dernières cantonales ne montrent pas d'élément de reconquête des voix socialistes en zone urbaine. Il est donc temps d'afficher un projet et une volonté politique forte pour la ville.

## SIGNATAIRES

LE GUEN Jean-Marie, Premier secrétaire fédéral de Paris, et BERNARD HARLAUD Michéline, BRAVO Jacques, BORGEL Christophe, BOUYGUES Claudine, BLOCHE Patrick, CAFFET Jean-Pierre, CALANDRA Frédérique, CARESCHE Christophe, CARRION Philippe, CHAUVET Philippe, CHEVAILLIER Eric, COUMET Jérôme, DAGNAUD François, DESFORGES Evelyne, FARINE Philippe, HOFFMAN Danièle, HUBERT Alain, JACQUEMART José, LE GARREC Alain, MANO Jean-Yves, MADEC Roger, MAZETIER Sandrine, TILLAY Anne, membres du bureau fédéral

## L'aménagement du territoire

**Les inégalités ne sont pas seulement sociales. Elles sont territoriales. La France à deux vitesses n'est pas seulement celle qui oppose les nantis aux exclus. C'est aussi celle qui voit se creuser un fossé grandissant entre certaines grandes métropoles où se concentrent les populations de plus en plus nombreuses et des régions entières qui se vident.**

Il y a plus de trente ans que M. Gravier dénonçait les périls du développement inégal lorsqu'il écrivait "Paris et le désert français". Qu'y a-t-il de changé depuis ?

Le PIB moyen par tête d'habitant varie de 1 à 10 entre les départements les plus riches et les départements les plus pauvres, alors qu'il n'était que de 1

à 5 il y a trente ans. L'évolution moyenne des taux de croissance année par année, au niveau national, dissimule mal des différenciations de plus en plus fortes, selon les régions.

Qu'il s'agisse de la culture, de la recherche scientifique, de la proportion des diplômés, des possibilités d'accès aux différentes filières de l'enseignement supérieur et des grandes écoles, la répartition de la matière grise sur le territoire devient de plus en plus inégalitaire. Le phénomène est encore plus dramatique si l'on examine où se trouvent les centres de décision : 80 % des sièges sociaux des entreprises françaises ayant une dimension nationale, sont en Ile-de-France. A l'exception de quelques métropoles, le moule où se forment et se concentrent les "élites" du pays, reste plus que jamais un monopole parisien.

### L'URBANISATION N'EST PAS UN MAL EN SOI

La France a besoin de grandes villes, comme les autres pays d'Europe. Mais, menée de façon anarchique, la logique de la concentration aboutit à des absurdités : dans les banlieues, les problèmes sociaux (la délinquance, le chômage, l'exclusion)... s'accumulent en même temps que s'entassent les populations.

Dans les régions rurales, les jeunes s'enfuient, le vieillissement et la désertification se précipitent, le déclin s'accroît... Le prétexte est tout trouvé pour supprimer les services publics pourtant indispensables. Ce qui pousse d'autant plus la population à s'installer ailleurs. Il serait enfin temps d'arrêter cette spirale de l'absurde !

Inacceptable politiquement et socialement, elle a, en effet, un coût économique, mal mesuré mais qui s'avère considérable. Pendant que les communes rurales épuisent leurs maigres ressources à financer des zones industrielles ou artisanales qui restent malheureusement souvent

vides, le prix des terrains et de la construction dans les centres-ville rend beaucoup plus coûteuses les opérations d'urbanisme et fait fuir vers les périphéries les populations les plus modestes.

Les investissements publics rendus nécessaires pour faire face à la concentration de la population atteignent des niveaux prohibitifs. Sait-on, par exemple, que construire 5 km de rocade autoroutière, dans le quartier de la Défense à Paris, revient à dépenser l'équivalent du budget annuel total de l'aménagement du territoire, pour le pays tout entier ?

L'impact écologique désastreux de l'absence d'aménagement du territoire serait également facile à démontrer. D'un côté, des régions rurales entières manquent de paysans pour entretenir les terres. De l'autre, l'accumulation des déchets industriels et urbains et des pollutions dans les zones surpeuplées crée des problèmes auxquels il est de plus en plus difficile de faire face.

En mettant en œuvre la décentralisation, les socialistes pensaient mettre un terme à ce type de dérives. La maîtrise plus directe par les élus du développement local, la reconnaissance d'une plus grande autonomie et la décentralisation de certaines compétences, préalablement exercées par l'Etat..., tout cela a créé un nouveau paysage dont les aspects positifs incontestables ont été maintes fois soulignés.

La différenciation des potentiels et l'inégalité des chances de développement selon les régions ont-elles été pour autant réduites ? On peut sérieusement en douter ! D'abord, parce que la décentralisation a trop souvent servi de prétexte à l'Etat pour transférer aux collectivités locales non pas de nouvelles ressources, mais de nouvelles charges. Tant mieux pour celles qui ont la possibilité de faire face... Tant pis pour les autres ! Ensuite, parce que la pratique systématique des "financements croisés" a eu des effets subordonnées à la participation équivalente des régions, des départements et des collectivités locales ; ce sont évidemment les plus riches qui tirent le mieux leur épingle du jeu.

On fait ainsi de l'aménagement du territoire à l'envers. Car l'argent va à l'argent, au lieu d'aller là où les besoins sont les plus criants et les ressources locales les plus faibles. L'empilement des pouvoirs entre les communes, souvent démunies, compte tenu de leur nombre et de leur dispersion, les départements et les régions, loin de simplifier les procédures, les compliquent. Au lieu que le pouvoir de décision se rapproche du citoyen, des technocraties nouvelles apparaissent. Face à de puissantes féodalités locales, départementales ou régionales qui se reconstituent, l'Etat, peu à peu, a renoncé à ses prérogatives de garant de l'égalité du service public sur tout le territoire, et à son rôle d'arbitre et de planificateur.

Peu à peu les politiques d'aménagement du territoire se sont affadiées, les moyens qu'y a consacrés l'Etat se sont amenuisés.

Il appartient aux socialistes de rendre à l'aménagement du territoire sa vraie dimension. Donner à tous les citoyens et à toutes les collectivités des chances égales de développement, c'est, en fait, rester fidèle à l'esprit de la loi de décentralisation.

Il est clair que son application a été, en partie, dénaturée par le fait que sur la presque totalité des conseils régionaux et dans plus des trois quarts des départements ceux qui l'ont mise en œuvre, RPR et UDF, sont précisément ceux qui l'avaient combattue. Au delà même de cette considération politique, un bilan lucide s'impose. Clarification et meilleure répartition des compétences, transfert de moyens financiers correspondant réellement aux transferts de charges et de responsabilités. Un certain nombre d'ajustements de la loi de décentralisation sont certainement nécessaires.

Au delà, une réflexion s'impose sur l'opportunité de réduire ou non le nombre des échelons de décision : la dualité département/région est-elle compatible avec une politique d'aménagement du territoire efficace ? Comment inciter davantage les communes à coopérer et à s'unir ? Autant de questions qu'il conviendrait d'approfondir. Reste l'essentiel. Aménager le territoire et rompre avec les inégalités de développement passent par deux exigences : **répartir et planifier**. Il est significatif que ces deux points soient précisément ceux sur lesquels le gouvernement Balladur a reculé, lors du débat sur l'aménagement du territoire récemment voulu par Ch. Pasqua et qui s'est achevé en "queue de poisson".

## RÉPARTIR

Répartir suppose, en effet, qu'on réponde avec une totale transparence à la question : d'où vient l'argent des contribuables et comment se répartit-il territorialement sur l'ensemble du pays ? Toutes les études faites sur ce sujet montrent que loin de jouer le rôle compensateur qui devrait être le sien, la fiscalité, telle qu'elle est aujourd'hui, accentue davantage les inégalités qu'elle ne les corrige. Pour être concret, cela veut dire que proportionnellement, le contribuable de Lozère a davantage de chance de financer des autoroutes (gratuites) pour les automobilistes d'Ile-de-France que le contribuable parisien de financer les équipements collectifs en Lozère. Il faut rompre avec cette absurdité, et rendre à la fiscalité et au budget de l'Etat leur véritable rôle répartiteur.

Depuis des années, la RFA a mis en œuvre, avec succès, un fonds de péréquation financière entre ses landers, qui assure une vraie solidarité entre les plus riches et les plus pauvres. Pourquoi cela serait-il impossible en France ?

## PLANIFIER

Répartir, mais aussi planifier. C'est la deuxième exigence. Car la loi du marché n'est assurément pas le meilleur garant du développement harmonieux du territoire. Quand les entreprises peuvent se livrer, d'une collectivité locale à l'autre, d'une région à l'autre, voire d'un pays à l'autre, à toutes les surenchères quant aux aides à leur apporter, et pratiquent tous les chantages à l'emploi imaginables, il n'y a pas d'aménagement du territoire possible. Les contrats de Plan, qu'ont créés là encore les socialistes sont des instruments pertinents du dialogue entre l'Etat et les régions. Ils gagneraient en cohérence s'ils s'inscrivaient dans le cadre d'une **planification nationale** qui soit autre chose qu'un simple exercice prévisionnel théorique.

Rien n'interdit, par ailleurs, de systématiser pour certaines opérations, les contrats Etat/ville ou Etat/département. L'essentiel est de rendre à la planification ses lettres de noblesse, et d'en refaire l'un des outils majeurs du développement économique et du **rééquilibrage territorial** de notre pays.

Entre répartition et loi de la jungle, Plan et marché, il y a toute la différence qui oppose une politique socialiste et une politique conservatrice et libérale. Si la lutte contre les inégalités est bien l'une des dimensions essentielles du combat des socialistes, il est fondamental de mettre au cœur de ce combat l'aménagement du territoire.

**Apporter en ce sens quelques éléments de réflexion et formuler quelques propositions, tel est le but de cette contribution qui s'inscrit en totale cohérence avec les grandes orientations présentées pour notre congrès par H. Emmanuelli, et dont l'objectif est de rendre à la démarche des socialistes toute sa vigueur et toute son authenticité.**

## SIGNATAIRES

Jean-Paul BACHY, président du groupe socialiste du conseil régional de Champagne-Ardennes,  
Jean-Claude LAVAL, membre du CESR de Champagne-Ardennes, premier secrétaire de la fédération de la Marne,  
Robert GAUTIER, maire de Sainte Menehould (Marne), conseiller régional de Champagne-Ardennes,  
Michel BAUDIER, maire de Vouziers (Ardennes),  
Jean WEINLING, maire de Bar sur Seine (Aube), conseiller régional de Champagne-Ardennes,  
Guy BAILLET, maire de Langres (Haute Marne) conseiller régional de Champagne-Ardennes,  
Guy CHANFRAULT, maire de Saint-Dizier (Haute Marne)

# Contre la jachère et l'exclusion, un nouveau mode de développement local

## Pourquoi cette contribution ?

Il a semblé indispensable à la fédération de l'Orne du Parti socialiste de proposer des idées relatives au développement local. En effet, il apparaît essentiel que les zones rurales proposent des solutions sur un thème qui doit rester au cœur des préoccupations des socialistes.

Le département de l'Orne, peuplé de 293.000 habitants, est avant tout rural. L'évolution des dernières années laisse encore apparaître une diminution globale de sa population (notamment la population active). L'Orne est un département enclavé, pourtant proche du bassin parisien,

sans ouverture sur la mer, même si celle-ci n'est pas éloignée.

L'Orne ne possède ni autoroute ni TGV.

L'agriculture et les entreprises agro-alimentaires représentent une part importante de l'activité.

L'industrie lourde, quant à elle, est peu développée, et ancienne.

Cela dit, l'Orne possède des atouts :

■ La proximité de Paris.

■ La qualité de vie et l'environnement, qui demeurent essentiels.

Face à ces quelques données, l'aménagement du territoire doit prendre toute sa place dans le cadre d'une réponse adaptée à une situation qui paraît délicate.

## VINGT ANS APRÈS...

Au milieu des années soixante-dix, le PS voulait "changer la vie" et "rompre avec le capitalisme", dénonçant un système économique créateur d'injustices et d'inégalités. Pour cela il faisait appel aux "réformes de structures", c'est-à-dire sollicitait totalement la puissance publique pour conduire une politique largement conçue de façon autonome. Ainsi le contexte européen était peu présent et les règles du fonctionnement de l'économie étaient censées être soumises à la seule volonté du changement politique. Il était convenu de piloter le redressement industriel de la France afin de réduire un chômage déjà sensible.

Pour le monde rural, le projet des socialistes garantissait un développement équilibré et proposait une agriculture moins inégalitaire pour ses exploitants et pour ses territoires.

**Aujourd'hui tout a changé sans que les socialistes aient pu maîtriser une évolution qu'ils n'ont d'ailleurs pas souhaitée.**

La crise économique faisant, et les ressorts profonds du libéralisme s'en nourrissant, la société française est entrée dans une phase dure d'évolution qu'aucun pilotage politique volontariste n'a pu contrecarrer. Le virage pris en 1983 a bien été au delà de la seule acceptation des contraintes de base de l'économie de marché ouverte sur l'extérieur. **C'est un mode d'action politique et une façon réductrice de concevoir le changement et la transformation de la société qui a été défait soudainement.**

## 20 ans après,

### l'exode rural s'est globalement arrêté

Les banlieues et les friches industrielles, dans leurs images et leurs réalités, caricaturent à l'envi une société dont on ne saisit plus le sens. Les marginalités urbaines s'étendent désormais au monde rural. Si le dépeuplement se ralentit, la pauvreté s'accroît souvent dans le silence et l'isolement. Le vieillissement, le déclin du commerce

et de l'artisanat, la concentration des exploitations agricoles accompagnant l'apparition des jachères de terres, la dégradation et le recul du service public... autant d'éléments d'une "rupture" qu'aucun élu local n'a, bien entendu, souhaitée, mais contre laquelle chacun s'est senti impuissant. **L'esprit de résignation** l'emporte le plus souvent sur la volonté de résister. Les ressorts les plus sournis du fonctionnement libéral de l'économie ont brisé le goût de l'innovation, le sens de l'effort, le besoin d'action collective et la référence à l'intérêt général.

Les socialistes doivent agir pour remobiliser et rassembler largement, dans le seul objectif de briser ce lent et violent mouvement de déclin et de cassure de la société locale. Voilà le sens d'une action politique à partir de laquelle les socialistes et, au delà, toute la gauche, peuvent reconquérir la confiance des couches de la population victimes de la crise. Mais il n'y a pas de solutions clés en main. En reprenant le chemin du réel il convient d'ouvrir la voie d'un mode de développement nouveau qui redonne ses chances au monde rural. La condition essentielle est de **changer les règles les plus absurdes du fonctionnement libéral de l'économie de marché.** En prônant la solidarité, la responsabilité (il faudra faire des choix !) et l'initiative, de nouvelles modalités de développement pourront recréer des activités et redonner de l'espoir.

## UN NOUVEAU MODE DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MONDE RURAL

Plus rien ne sera comme avant.

Ni l'agriculture, ni le commerce et l'artisanat, ni le service public ne reprendront leurs aspects et leurs fonctions anciennes. Contre notre gré, la société a évolué et a fait éclater les équilibres du monde rural. Nouveaux modes de consommation;

nouveaux comportements individuels et collectifs au travers de nouvelles générations... il faudra demain lancer les défis du retour à la pleine activité sur un chemin que l'on n'aura pas choisi.

Sans s'abstraire de l'ouverture européenne, sans rejeter les principes de compétitivité de l'action collective et individuelle, sans opposer les villes aux campagnes, les socialistes doivent en toute priorité créer les conditions qui permettront de dynamiser les initiatives locales sources d'activités et donc d'emploi. Mais il faudra faire des choix pour que la politique de la pleine activité mette fin assez vite et sans menacer la compétitivité de notre pays, à toutes les formes de jachère et d'exclusion dans le monde rural.

## DANS QUATRE DIRECTIONS L'EFFORT DE RÉFLEXION ET DE PROPOSITIONS DES SOCIALISTES DOIT PRENDRE FORME

### 1- la poursuite de la coopération intercommunale nécessite beaucoup de clarifications.

En 1992 les socialistes ont tracé le bon chemin quand ils ont aidé par la loi à mettre en œuvre de nouvelles formes de coopération intercommunale. Les échelons nouveaux qui apparaissent (communautés de villes ou de communes) ou ceux qui existaient avant (districts, sivo...) sont destinés à prendre en charge définitivement le nouveau développement local. Leurs actions vont se développer et leurs relations avec les autres collectivités locales (communes membres, département, région) vont s'intensifier en se compliquant. Les champs géographiques de l'action locale vont même s'étendre pour mieux assurer les nécessaires équilibres et complémentarités entre les petites communes rurales et les communes-centre plus urbaines. Il pourront définir des réseaux d'activités et de solidarités. La référence aux "bassins de vie" ou aux "pays" est une dimension prometteuse pour l'intercommunalité de demain, au delà même parfois des limites administratives actuelles.

**Il faudra cependant clarifier deux choses :**

■ la première concerne la répartition des compétences entre les échelons régionaux, départementaux et locaux. Rien ne pourra s'engager efficacement et clairement si tous ces échelons de l'action locale s'entremêlent dans les financements et les responsabilités. Le département apparaît comme la collectivité locale dont les compétences doivent être profondément réexaminées au profit des deux autres échelons.

■ la seconde clarification doit traiter des responsabilités au sein des instances de coopération intercommunale. Le développement de leurs compétences en matière d'infrastructures et d'action économique ne peut en effet s'accompagner longtemps d'un mode de désignation indirect de leurs responsables.

**2- dans le même esprit et de façon liée, la fiscalité et la politique des charges sociales doivent évoluer.**

Tout d'abord, pour ce qui concerne la fiscalité locale, il faut aller au bout des réflexions en cours sur cette question en tenant compte des compétences à venir des différents échelons d'action pour les collectivités locales. **La taxe professionnelle doit devenir un impôt efficace sur le plan économique (c'est-à-dire incitatif du point de vue de l'emploi) et juste sur le plan géographique (privilegiant le regroupement et permettant la mise en œuvre de la solidarité entre zones).**

Une politique d'exemptions ou d'allègements pour certaines zones défavorisées doit être expérimentée.

De façon plus générale, le principe d'incitation à l'investissement humain doit être retenu pour faire évoluer les règles actuelles dans l'entreprise ; celles-ci, en effet, privilégient trop encore les investissements d'équipements. La principale difficulté pour faire ainsi reculer la logique libérale des économies de main-d'œuvre sera d'agir en préservant les conditions générales de compétitivité des entreprises, mais aussi de concevoir cette politique dans un cadre européen. Avec cette même volonté de lier le social et l'économique, la politique fiscale et celle des charges

sociales devront être réformées aussi pour aider à la prise en compte des initiatives locales débouchant sur les services et activités nouvelles.

**3- seul le développement des "nouveaux services" peut contribuer à réinsérer dans le tissu local une partie de ceux que l'évolution du libéralisme a marginalisés et à qui la reprise de la croissance (au sens classique du terme) ne redonnera pas la possibilité d'un travail.**

Sous des formes tout à fait diverses, des exemples nombreux apparaissent, tendant à rechercher dans cette direction une issue partielle à la crise actuelle du monde rural. Il revient aux socialistes de créer les conditions pour que ces initiatives vivent et surtout s'insèrent durablement dans l'économie. Les besoins existent dans le domaine du soutien aux personnes âgées, dans celui de l'environnement et de l'espace, ou bien encore en faveur du tourisme et de la valorisation des patrimoines culturels ou naturels. Couplées à des actions fortes de formation et de réinsertion (missions locales rurales) et coordonnées par des agences de développement **regroupant les acteurs du secteur privé et public mais aussi mutualiste et associatif**, des politiques de développement par les "nouveaux services" sont un enjeu formidable pour les élus locaux qui se refusent à la résignation.

La plus grande difficulté réside dans **l'invention de circuits de financements qui "redistribuent" de façon non plus "verticale", mais "horizontale" et "locale", les masses financières considérables que la gestion actuelle de la crise a mises en place pour prendre en charge l'exclusion des salariés de l'entreprise et l'assistance aux différentes formes de formation et de réinsertion.**

Le courage dans les choix sera aussi nécessaire pour inciter et responsabiliser ceux à qui de telles réformes s'adressent.

**4- un nouveau développement local et une nouvelle chance pour le monde rural passent par la redéfinition du rôle de l'agriculture (et des agriculteurs) et la mise en place de règles****économiques et financières adaptées pour enfin rapprocher les discours généreux de la réalité souvent dramatique.**

L'agriculture s'est adaptée aux règles de l'économie libérale en sacrifiant l'environnement et la qualité des produits au profit de la productivité.

La réforme de la politique agricole commune (PAC) de 1992, dénoncée avec démagogie par la droite conservatrice, a pris en compte quelques données de bon sens sans pour autant tracer un cadre satisfaisant pour l'avenir.

**Deux pistes de réflexion sont à approfondir rapidement :**

■ la première doit généraliser l'approche d'une agriculture extensive prenant la responsabilité de gérer l'espace et basant les soutiens publics sur le travailleur et non sur les produits.

■ la seconde doit fournir le cadre d'activité possible à une agriculture qui se diversifie et qui doit instaurer davantage d'égalité des chances entre exploitants.

**Trois objectifs pour cela**

■ Maintenir une densité forte d'agriculteurs et valoriser l'espace, en favorisant les installations.

■ Assurer, au minimum, l'autosuffisance alimentaire et agro-industrielle dans l'Union européenne, ce qui revient à maîtriser les productions en volume avec le souci de produire plus de qualité.

■ Se placer sur le marché extra-européen, sans entraver, par des renforts d'aides publiques, le développement interne dans ces pays. En effet, au delà des frontières de l'Union européenne, des besoins alimentaires existent.

Pour réaliser ces objectifs, des cadres réglementaires sur l'orientation des aides publiques, sur l'attribution des surfaces et sur la répartition des droits à produire, sont à définir.

La réapparition de la jachère ne peut constituer pour les agriculteurs en cette fin du XXe siècle, la perspective de tous leurs efforts.

**L**a revitalisation des régions à dominante rurale passe aussi, à l'évidence, par la possibilité pour les PME-PMI et les grandes entreprises existantes de se développer sans être tentées de se délocaliser vers des régions mieux équipées en matière d'infrastructures. Outre l'évolution nécessaire de la fiscalité et de la politique des charges sociales s'adressant directement aux entreprises, les régions défavorisées doivent pouvoir disposer des moyens pour améliorer ou créer les structures nécessaires : zones d'activités intercommunales, incitations à l'installation d'entreprises, voies de communication... Cela nécessite d'abord la mise en place d'un système de péréquation des richesses entre régions riches et régions pauvres. Mais cette solidarité doit s'accompagner d'une exigence : la coopération entre les acteurs du monde urbain et ceux du monde rural environnant, afin de mettre en commun les moyens destinés au développement des entreprises et à la défense de l'emploi.

**D**ans tous ces domaines, le gouvernement actuel a échoué et ce n'est qu'en raison d'un affaiblissement considérable de la gauche et en particulier du PS, que la prise de conscience de cet échec ne débouche pas sur une alternative politique mobilisatrice et crédible.

Les lois sur l'emploi (loi quinquennale !), sur l'aménagement du territoire, ou celle attendue sur l'agriculture n'apportent pas ou n'apporteront pas les réponses car aucune d'entre elles ne va, ou n'ira, jusqu'à la remise en cause de certains mécanismes actuels du fonctionnement inégal et inefficace de l'économie de marché. L'esprit du libéralisme a vaincu l'esprit d'initiative et de responsabilité. Il a en outre affaibli le sens de la solidarité et de l'intérêt général. La grande tâche des socialistes, en pariant sur l'intelligence des générations futures et sur les promesses de l'éducation par la citoyenneté retrouvée, est de mobiliser toutes les énergies pour combattre la jachère et l'exclusion.

SIGNATAIRE

Bernard JOURDAIN premier secrétaire fédéral de l'Orne

# L'urbanisation inégalitaire :

**la ville, séduisante et bourgeoise ;  
la banlieue, à problèmes et populaire.  
Quelle politique pour les pauvres dans les villes ?**

**La ville vit un schéma bipolaire, symbole de notre société : modernité, liberté, culture, dépersonnalisation, mercantilisme généralisé. Elle renforce les inégalités et conforte le clivage entre catégories sociales.**

L'espace central attire les habitants les mieux intégrés, à fort pouvoir d'achat, avec la qualité et la multiplicité des services, toutes ses opportunités culturelles, sociales, économiques... et le prix élevé du terrain.

Les plus faibles sont rejetés à sa périphérie. Le terme de "banlieue" est devenu synonyme de dysfonctionnements de la société contemporaine : insécurité, drogue, chômage, pauvreté, etc.

## **LE PARADOXE À RÉSOUDRE**

Ce sont les mécanismes socio-économiques qui font la ville qui sont ségrégatifs et inégalitaires, et qui créent les problèmes sociaux. Une politique urbaine doit donc résoudre cette contradiction : créer des biens et services, en luttant contre la ségrégation et l'inégalité qu'ils engendrent, et en permettant l'accès de tous à ses valeurs. Il faut faire de tous les quartiers des morceaux de ville à part entière.

**La politique de la ville ne doit donc pas se limiter à un plan d'intervention dans quelques quartiers en crise, quelques grands ensembles de logements sociaux à la périphérie des métropoles, qui cristallisent à eux-seuls le malaise des banlieues.**

Derrière la notion de crise des banlieues, c'est la société duale qui est en question, car les problèmes viennent moins de l'urbanisme lui-même (même s'il est important, mais de semblables ensembles de logements collectifs sont perçus et vécus différemment selon leur peuplement) que de l'homogénéisation négative de ces quartiers, de la concentration, dans un même lieu, de familles très vulnérables, cumulant les handicaps sociaux et le plus souvent extérieurs au système productif.

## **L'ABSENCE DE TRAVAIL**

Elle provoque pauvreté et absence ou dégradation des relations sociales, engendre bien plus d'exclusion que l'urbanisme. Ce n'est pas le quartier qui crée la misère, c'est la misère concentrée qui pourrit le quartier et pose souvent des problèmes d'ordre public : délinquance, vandalisme, pillage, économie parallèle de la drogue.

**Une politique de peuplement diversifié est certes nécessaire, au lieu de concentrer tous les exclus dans des parts du parc de logements sociaux considérées comme sacrifiées. Mais il faut cependant permettre à des groupes d'appartenance déjà constitués de se rapprocher pour y résider : la proximité relationnelle est importante face aux difficultés de la vie (garde des enfants, prise en charge des anciens, socialisation des jeunes, problèmes matériels du quotidien, chaleur humaine). Ne pas concentrer tous les exclus dans un même secteur ne signifie pas leur condamnation à l'isolement et la négation de leur droit à des regroupements volontaires afin d'y trouver une solidarité affinitaire.**

## **UNE APPROCHE GLOBALE DE LA PAUVRETÉ**

Mais la gestion sociale locale -indispensable- n'est pas suffisante. Il faut une approche globale de la pauvreté et de sa subordination matérielle et symbolique. Les politiques dites de la ville, c'est à dire de réhabilitation, sont trop souvent préconisées à partir des références et des normes des nantis, alors que ce sont précisément ces normes et ces références qui produisent l'exclusion. Un grand nombre d'opérations de DSU se donnent pour premier objectif de "changer l'image" des quartiers, préoccupation d'élus et de techniciens qui n'y vivent pas, alors que ceux qui y vivent ont pour problème majeur le rejet qu'ils subissent eux-mêmes (et qui rejait sur leur quartier). Les habitants souffrent d'abord de l'exclusion des pauvres et des étrangers, avant de souffrir de l'apparence de leur quartier dont la "requalification", décidée par d'autres et sans doute justifiée, s'accompagne d'une augmentation des loyers et des charges qui ne font qu'aggraver leurs problèmes. De même que les projets architecturaux commandités par les élus et appuyés par des

architectes qui y trouvent un débouché, les associations para-institutionnelles, créées artificiellement, ou les animations socioculturelles-gadget ne remédient pas plus à l'absence de vie sociale, civique et démocratique. La population de ces quartiers n'a en commun que d'être défavorisée. Elle n'est pas homogène. Elle est très isolée : femmes confinées, chômeurs désœuvrés, jeunes cherchant refuge dans les bandes. La coexistence dans un même lieu, sans intérêts communs, ne favorise nullement les contacts entre individus aux difficultés, aux races, aux coutumes différentes. La promiscuité subie pousse même plutôt à l'intolérance.

## **LE STATUT SOCIAL DES HABITANTS**

C'est d'abord le statut social des habitants qui est en cause, les inégalités économiques et culturelles dont ils souffrent, leurs difficiles conditions matérielles d'existence, leur impossibilité économique et sociale d'intégration par l'accès aux ressources directes et aux biens de consommation. L'intégration des exclus, parqués dans des réserves, dépend moins d'un discours doctrinal qui entraînerait leur adhésion aux valeurs républicaines que de leur possibilité concrète d'accéder aux libertés, aux moyens de vivre, et aux perspectives d'avenir que leur offrirait cette société républicaine. C'est le chômage, et l'isolement qui en découle, qui constituent la principale source d'exclusion. Ils sont à l'origine des difficultés de vie dans les quartiers dégradés et vidés de leur substance, ils sont à l'origine de l'exclusion des circuits sociaux, donc des chances et des moyens offerts par la ville.

**La "politique de la ville", initiée par les socialistes, a fait un pas en avant en instaurant des démarches réparatrices pour les quartiers (approche globale, partenariat, contractualisation) et des réhabilitations architecturales qui ont redonné confort et fierté. Mais c'est, plus globalement, la lutte pour l'emploi et l'instauration d'une démocratie solidaire qui permettront l'accès des plus démunis aux circuits et aux chances de la ville.**

## **SIGNATAIRE**

**Denise CACHEUX, membre du conseil national, déléguée nationale à la Famille.**

# Propositions pour l'aménagement du territoire

**Nous l'avons trop négligé et le libéralisme économique a favorisé les inégalités entre territoires riches (urbains et ruraux) et pauvres (banlieues notamment ou zones rurales enclavées) et non pas entre villes et campagnes comme la droite passéiste et conservatrice tente de le faire croire.**

**C'est pourquoi nous proposons :**

## **UN POUVOIR D'AGGLOMÉRATION FORT**

Le serpent de mer de la diminution du nombre des 36.000 communes montre que c'est irréalisable en France et dommageable pour l'animation de la vie locale et la démocratie.

Nous devons bâtir un pouvoir fort d'agglomération là où les communes décideraient à la majorité de se regrouper dans les zones urbaines ou rurales. Sur ces agglomérations, il faudrait :

- transférer l'essentiel de la TP,
- apporter des subventions fortes de l'Etat,
- transférer des compétences des communes et du département,
- procéder à l'élection au suffrage direct des élus.

Les communes et leur maire conserveraient les compétences de gestion de proximité, le pouvoir des conseils généraux serait maintenu sur les zones rurales n'ayant pas opté pour cette forme de mise en commun de leur compétence.

## **DES RÉGIONS PLUS PRÉSENTES**

- dotées d'un mode de scrutin à l'échelle régionale s'inspirant des élections municipales,

- dont les compétences seraient renforcées d'une partie de celles des départements,
- pratiquant une péréquation inter-régionale,
- étant capables d'actions transfrontalières,
- maîtrisant les infrastructures.

## **LA POURSUITE DE LA DÉCENTRALISATION**

- en ajustant mieux les compétences de chaque niveau administratif, en les clarifiant,
- en déconcentrant les services de l'Etat,
- en clarifiant les ressources fiscales et supprimant les financements croisés,
- en appliquant le principe de subsidiarité,
- en limitant l'accroissement de la région parisienne.

## **UNE DÉMOCRATIE PLUS VIVANTE**

- réforme du scrutin régional,
- réforme de l'élection des sénateurs,
- élection au suffrage direct des conseillers d'agglomération,
- en créant des conseils de jeunes à côté des conseils municipaux,
- une redynamisation des services publics de proximité (Poste, Education nationale, SNCF) à qui on ne doit plus demander de confondre efficacité du service public et rentabilité financière.

## **UNE POLITIQUE DE LA VILLE**

Reconstruire des villes, réinventer la vie dans nos cités, voilà une "utopie concrète" sur laquelle les socialistes doivent se battre, et pour réussir ce pari nous proposons :

- de détruire les barres d'immeubles dans lesquelles des hommes et des femmes s'entassent

dans des conditions de vie précaire et mettre en place un dispositif de réhabilitation,

- de renforcer, parfois même de faire renaître, le service public accompagné d'une politique d'incitation à l'installation des petits commerces,
- de veiller à l'amélioration de la desserte par les transports collectifs,
- d'explorer tous les champs possibles qui permettent de développer la démocratie locale notamment par le biais des conseils de quartiers.

## **Insérer les jeunes de la deuxième génération**

Dans ces banlieues, il est temps de sortir de la logique infernale qui voit dans chaque immigré ou enfant d'immigré un cas social.

Des moyens nouveaux, une démarche d'insertion ne suffiront pas à éviter la marginalisation de ces jeunes.

- en effet, au delà de l'insertion économique, c'est l'absence de reconnaissance dont ces jeunes souffrent : la reconnaissance politique, certes, mais surtout la reconnaissance de leur appartenance à ce pays qui est le leur,
- il faudra rapidement attribuer aux étrangers vivant régulièrement en France, le droit de vote aux élections locales,
- l'opinion française est certes réticente, mais une politique ne doit être dictée ni par les sondages ni par l'état des mœurs.

Nous devons avoir le même courage, la même éthique que pour l'abolition de la peine de mort.

## **LA SÛRETÉ**

La sûreté des personnes et des biens, aujourd'hui insuffisamment assurée, atteint surtout les plus modestes. Les socialistes doivent assurer à l'ensemble des citoyens cette liberté essentielle qu'est leur protection.

## SIGNATAIRES

Bernard ROMAN - Alain CACHEUX - Pierre BOULIER - Dominique BAERT - Patrick BENCHABANE -  
Pierre BERTRAND - Denise CACHEUX - Loïc CANIVET - Jean-Michel CATOIRE - Gérard CAUDRON -  
Bernard CHARLES - Caroline CHARLES - Nicole CHERIGIE - Reynald COPPEAUX - Carletta DEBERGHES -  
Jacques DEBIEVE - Michèle DEJEHANSART - Noël DEJONGHE - Dominique DELCROIX -  
Bernard DELEBECQUE - Bruno DELGRANGE - Marc DOLEZ - Pierre-Alain DOUAY - Jeannine ESCANDE -  
Annie FAVRIE - Martine FILLEUL - Bruno INION -  
Patrick KANNER - Mamadou KEITA - Patrick LECOUTRE - Olivier LENGLET - Jean-Louis MARCHAND - Benoît MARQUAILLE -  
Jeannine MARQUAILLE - Gaby MEGANCK - Michaël MOGLIA - Colette MONTAIGNE - Emile OLIVIER -  
Gilles PARGNEAUX - Patrick REDOUTE - Jean-Claude SABRE - Jean-Claude SAGOT -  
Josette SAGOT - Daniel VANHOVE - Alain VANTROYS.

# La démocratie, la démocratie locale au cœur du projet politique des socialistes

1993-1994 : 350.000 chômeurs supplémentaires, dont 160.000 chômeurs de longue durée.

La moitié de la population active est en situation de fragilité économique et sociale. Les résultats de la dernière enquête du Cerc permettent d'établir qu'un pourcentage identique est aujourd'hui exposé au risque d'exclusion en vertu d'un processus de disqualification sociale.

11,77 millions soit 46,9 % des 25 millions d'actifs, âgés de 18 à 64 ans, sont actuellement en situation de fragilité économique et sociale. 7 millions d'entre eux bénéficient d'un emploi stable mais "sont vulnérables en raison de la faiblesse de leur revenu, d'où la fragilité de leur intégration sociale". 850.000 individus concernés par l'exclusion du marché du travail sont aujourd'hui susceptibles de rompre leurs derniers liens sociaux. Enfin, le Cerc estime à 250.000 le nombre de personnes désocialisées soit 1 % des actifs et 1 % à 20 % des bénéficiaires du RMI.

## La crise de la démocratie locale

Une telle situation, sans précédent, se répercute brutalement dans les villes et villages de France. La montée dans la cité de toutes les formes d'exclusion, une grave crise de représentation ont profondément altéré les relations entre la population et les élus, mais également entre les différentes formes de vie associative et les citoyens.

Les liens se sont distendus, souvent rompus ; leurs formes institutionnelles dans un tel contexte ne sont plus adaptées pour répondre aux attentes de nos concitoyens et à la désespérance des catégories de population confrontées à des difficultés de tous ordres, marginalisées.

Des antagonistes sont apparus entre les catégories sociales traditionnellement attachées à la gauche ; classes moyennes, population ouvrière, agriculture familiale, communautés d'origine étrangère, habitants de certains quartiers qui vivent ce processus d'exclusion insupportable.

La montée de l'individualisme, le repli sur soi accompagnent la remise en cause des valeurs de solidarité et de tolérance. Le rejet de "l'Etat centralisé", (mais n'est-ce pas davantage l'éloignement, une cruelle absence de l'Etat auprès des collectivités territoriales décentralisées ?), la défiance vis-à-vis de la "techno-bureaucratie" contribuent aussi à favoriser une telle évolution.

## CRÉER DE NOUVELLES CONDITIONS À LA DÉMOCRATIE

### LA CITOYENNETÉ DANS LA CITÉ COMMENT L'EXPRIMER ?

Qu'est-ce que la citoyenneté ? "C'est le droit d'intervenir qu'une personne peut avoir sur les décisions qui la concernent" (Jean-Marie Delarue).

L'enjeu du débat réside dans la définition que l'on donne au droit d'intervention : s'agit-il du droit d'être informé, concerté, associé ? Le refus, la sanction font-elles partie intégrante de ce droit ? On sent bien là que la notion de citoyenneté mérite une réflexion particulière.

L'insécurité dans le travail, la perte de repères idéologiques, la propension à privilégier des choix plus "émotionnels" que "rationnels", favorisent l'émergence dans les classes populaires des idées d'extrême droite et des différentes formes de populisme, dangereuses pour l'expression de la démocratie.

## Un défi majeur

Démocratie, démocratie locale : un défi majeur nous est lancé et cela d'autant plus que nous n'avons pas su préserver la part d'authenticité, de conviction, dont nous avait crédité l'opinion sur ce plan-là comme sur d'autres.

Plus essentiellement, c'est la valeur de la décision collective qui n'a pas été suffisamment prise en compte : son importance, l'art de prendre une bonne décision. "Comment faire qu'une décision collective soit juste ?" interrogeait déjà Socrate. La décision collective, pour nous socialistes, n'est-elle pas aussi une valeur en soi ?

Ce n'est point, il est vrai, seulement affaire de volonté ni d'éthique, mais d'institutions. Il faudra bien aborder cette dimension. Mais dans le champ plus restreint qui concerne une telle contribution, nous considérons déjà que les lois de décentralisation, d'organisation territoriale de la République, ont ouvert des possibilités nouvelles pour rapprocher les citoyens des décisions qui les concernent.

Dans la très profonde crise de société que nous vivons, qui s'inscrit dans l'échec du système capitaliste néo-libéral, une véritable mutation dans l'exercice de la démocratie est nécessaire. Elle couvre tout le champ du politique, et impose un projet innovant et courageux porté par les socialistes. Mais la cité est une dimension adaptée pour apporter des réponses significatives aux questions qui touchent à l'exercice de la citoyenneté, à la démocratie de proximité, à la démocratie locale.

L'exercice de la démocratie doit être au cœur de nos préoccupations et du projet municipal pour 1995. Il s'agit de créer les conditions d'une véritable démocratie participative, pour reconstruire les voies et les moyens du dialogue, d'une relation nouvelle, forte et authentique. Et réduire la fracture. Retrouver nos capacités de mobilisation populaire et la confiance de nos concitoyens.

## MAIS ÉVITONS LES CONFUSIONS. QU'EST-CE QUE LA CITOYENNETÉ LOCALE ?

"La citoyenneté locale vise implicitement à rompre la distance entre décideurs et habitants. C'est une citoyenneté de proximité. L'élue est associée à un décideur et le citoyen se définit avant tout par la qualité d'ayant-droit en matière de protection sociale et d'habitat. Il n'est jamais fait mention de l'idée de remplacement des "décideurs", c'est-à-dire des élus. La notion de représentant se dissout. Il n'est pas de meilleur représentant que soi-même.

La démocratie de base est ainsi associée au quartier, au voisinage autant qu'à l'agglomération. On parle d'améliorer le processus de décision grâce à une extension du partenariat entre élu et habitant ou association, mais la démocratie locale constitue-t-elle un partenariat ?

Le lien entre représentant et représenté, entre élu et électeur est-il un lien de partenariat ? Le

citoyen est-il seulement un usager, un locataire, un parent d'élève ? Autant de questions qu'il faut prendre en compte.

## LA NOTION DE RESPONSABILITÉ ET DE SANCTION

"Si la distinction entre décideurs et bénéficiaires tend à s'atténuer, comment maintenir la notion de responsabilité et de sanction ? L'idée est de faire un contrôle a priori par le biais de la concertation. On en revient à l'idée principale : où est la représentation et à quoi sert-elle ?"

La concertation participe à l'idée que la légitimité (des habitants) ne tient pas forcément à leur représentativité "formelle" (élective, associative...) mais à leur connaissance des situations "quotidiennes". La rencontre, l'épreuve de la rencontre, devient la technique privilégiée d'organisation de la démocratie locale. Comment l'organiser ? "Force est de constater que tout le monde ne peut

travailler ou dialoguer avec tout le monde, même à l'échelle d'un quartier. Il y a là une utopie communicationnelle dont on ne mesure pas toujours les effets en matière de démocratie".

## LES RÉSEAUX, COMMENT LES STRUCTURER ?

"Pour répondre à la crise de la représentation, il paraît nécessaire de se doter de représentants légitimes, crédibles plutôt que de supprimer l'idée de représentation. Depuis dix ans, la politique de la ville se heurte au même problème : comment structurer un réseau ? Nous sommes donc confrontés à un paradoxe : le réseau nous apparaît comme le moyen le plus adéquat de lutter contre l'exclusion sur le terrain, mais, en même temps, le réseau ne peut se doter de représentation. Comment donc parler de démocratie et de citoyenneté au sein d'un réseau ? Ce dernier offre au contraire la possibilité de nombreux abus car les critères de légitimité disparaissent. Le réseau est par définition informel, il ne se dote d'aucune catégorie qui lui permette un travail à distance. Sa caractéristique est de ne pas être réflexif. Il fonctionne exclusivement dans le face-à-face, c'est ce qui explique sa similitude très proche avec l'idée de démocratie directe d'ailleurs souvent appelée "de proximité". Le réseau, reposant sur une dynamique d'interface, favorise l'émergence de représentants de type charismatique."

Pour qu'il y ait une possibilité de contrôle et de visibilité du pouvoir il faut des catégories de légitimité. Ces dernières sont indissociables des règles de représentation. Comment les faire évoluer, les adapter ?

## MIEUX ASSOCIER LES CITOYENS AUX POLITIQUES LOCALES

Depuis dix ans, des efforts considérables ont été accomplis en faveur des quartiers à forte urbanisation. Une multitude d'outils -diagnostics sociaux, procédures contractuelles, conseils consultatifs, accompagnement social- ont été mis en œuvre pour permettre en principe une meilleure appréhension des enjeux et des problèmes par les élus, les travailleurs sociaux et les citoyens. Mais si cela s'est concrétisé en partie au niveau des décideurs politiques et des divers intervenants de terrain, cela reste encore extrêmement opaque pour les habitants des quartiers. Démocratiser la politique de la ville, tel est aussi l'enjeu qui se présente à nous, socialistes. Si nous

voulons que celle-ci porte pleinement ses fruits, il nous faut pour cela donner les moyens d'une clarté dans les prises de décisions, d'une lisibilité politique accrue et, surtout, d'avantage associer les citoyens.

## LES POLITIQUES D'ACTION SOCIALE

Ce sont sans doute les politiques d'action sociale qui suscitent les questions les plus difficiles et les incompréhensions les plus fortes. Chacun a le sentiment que c'est "l'autre" qui est le mieux aidé par la collectivité locale. Ceux qui ne font rien ne sont pas inquiétés, ce sont ceux qui font qui sont pénalisés. Il faut donc mieux associer la population aux décisions, assurer sa transparence auprès des citoyens. L'action sociale est une dimension de la démocratie locale, elle impose de concilier transparence et dignité des personnes en bénéficiant. La transparence, c'est, par exemple, rendre obligatoire un compte-rendu d'exercice des compétences sociales au niveau local. Les politiques d'action sociale et de développement social urbain feront l'objet de comptes rendus périodiques et précis. Il est nécessaire de contractualiser des objectifs de l'action sociale et de co-gérer le dispositif pour mieux répondre aux besoins de l'usager et simplifier les procédures.

## LES POLITIQUES D'ACTION CULTURELLE

Les incidences des politiques culturelles sont décisives pour favoriser la sociabilité, répondre aux crises de représentation, exprimer la citoyenneté. Elles sont aussi source de malentendus, d'antagonismes, de frustrations. Les politiques culturelles sont des enjeux de démocratie locale et doivent par conséquent se construire en relation avec les partenaires associatifs, les comités de quartier, les commissions extra-municipales et les élus. C'est de l'équilibre des programmations culturelles, du partage des lieux, et des émotions ("on n'est pas si différents puisqu'on est capables d'éprouver ensemble les mêmes émotions"), que naîtront parfois les prémices de relations différentes, de formes de sociabilité nouvelles.

## DES ÉLUS PROCHES, DISPONIBLES ET RIGOUREUX

Qu'il soit associatif, syndical ou politique, l' élu se raréfie ou ne se renouvelle guère ; le bénévolat s'épuise, les motivations diminuent et les fonctions se professionnalisent.

Renouer les liens avec les citoyens, répondre à la quotidienneté, favoriser la démocratie participative qui impose "le temps à partager" oblige les élus du peuple à une grande disponibilité. Retrouver les liens avec le monde associatif et le monde du travail, avoir l'écoute du terrain sans déviations basistes, être force de proposition sans déviations technocratiques. Rendre les fonctions électives plus crédibles, plus lisibles aux yeux des citoyens, c'est limiter le cumul des mandats.

Les propositions concrètes qui tendent à compléter le dispositif de la loi votée à ce sujet sont les suivantes :

- limiter le cumul des mandats à un mandat national et un mandat local ou deux mandats locaux, y compris en prenant en compte les communes à partir de plus de 10.000 habitants et non plus 20.000 ;
- interdire le cumul du mandat parlementaire, ou la fonction d'un membre du gouvernement avec la présidence du conseil général ou régional ;
- éviter le cumul des mandats électifs et les responsabilités importantes dans le parti ;
- définir les objectifs précis afin d'arriver à une représentation équilibrée des fonctions électives, à terme à la parité homme-femme ;
- promouvoir dans l'esprit et dans la lettre, les lois de 1992 qui ont donné des droits précis aux élus minoritaires.

## DÉMOCRATIE LOCALE ET USAGERS DES SERVICES PUBLICS

Les citoyens sont des contribuables, des consommateurs, des usagers. Les usagers des services publics de proximité sont des acteurs de la vie démocratique et la démocratie participative prendra sa pleine dimension en leur assurant une véritable représentation. Il est donc nécessaire d'étudier comment renouveler les procédures de consultation, retrouver les conditions d'un dialogue non seulement au niveau local mais aussi départemental et national. Nous appelons sur ce point une réflexion approfondie afin de repenser les nouveaux modes d'expression et de participation des usagers.

*Les signataires de la contribution invitent les militants, les élus, à poursuivre cette réflexion dans le cadre du congrès et avec la FNESR dans le cadre de la préparation des élections municipales.*

## SIGNATAIRES

Guy VADEPIED - Jean-Louis JOSEPH - Yannick BODIN

# Au cœur d'un projet de gauche, aujourd'hui : la lutte contre l'exclusion

**Aujourd'hui, le conflit central de notre société a changé. Depuis la fin des Trente glorieuses s'est amorcé un important mouvement de rupture sociale des laissés pour compte, qui a pris des proportions qui le rendent de plus en plus évident. Des individus de plus en plus nombreux sont touchés par la difficulté à rester insérés dans la société :**

■ notre système de production, avec ses progrès techniques, sa productivité accrue, ses restructurations, a besoin de moins en moins de main-d'œuvre. Il est devenu long et difficile d'y entrer, dramatique et durable d'en sortir ;

■ notre système social a changé : l'évolution des liens familiaux (en particulier la fragilité des couples, la rareté des enfants, la décohobitation des générations), l'urbanisation (avec la fragilité des réseaux de proximité et les phénomènes de foule solitaire) privent de plus en plus souvent les individus de l'intégration dans un tissu relationnel solidaire, protecteur et capable de transmettre des valeurs collectives. Les individus sont de plus en plus isolés, dans une société de plus en plus compétitive. Les plus faibles, les moins qualifiés, les plus pauvres, les plus seuls, sont des victimes toutes désignées.

## OÙ EST, OU DEVRAIT ÊTRE LA DIFFÉRENCE ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE ?

### LA DROITE

C'est le laisser-faire, la compétition, la loi du plus fort, qui décharge la collectivité de sa responsabilité dans les processus de désinsertion et la laisse aux individus en l'attribuant à leurs fragilités personnelles.

Ce qui n'exclut pas une politique d'assistance sociale pour panser les plaies les plus saignantes. Sa réponse aux phénomènes de désinsertion est individuelle, on soigne les individus les plus touchés. En même temps, la droite propose de s'adapter aux mutations en remettant en cause le droit du travail, le niveau des salaires, la protection sociale.

### LA GAUCHE

C'est mettre l'être humain au cœur de tout projet, et reconnaître sa dignité et ses droits dans toutes les situations. C'est refuser et combattre les mécanismes de l'exclusion. C'est soutenir les individus au cœur de la crise, réfléchir aux moyens de leur trouver ou de leur garder leur place dans la société.

C'est les droits de l'homme, l'abolition de la peine de mort, le droit à disposer de soi-même, l'égalité des chances, la fraternité.

Mais il nous faut constamment faire évoluer notre réflexion et notre action pour adapter cette ligne de conduite aux évolutions de la société.

Il me semble qu'aujourd'hui, que ce soit à l'échelon local, national ou international, en termes économiques, sociaux ou culturels, en

■ enfin, notre système culturel qui mesure la valeur des individus sur des critères de réussite professionnelle, de pouvoir et d'argent, dévalorise tous ceux et celles dont la valeur et les activités ne pèsent pas en ces termes (jeunes sortant de l'école, femmes actives au foyer ou aux activités professionnelles presque toujours sous-payées, retraités, chômeurs, handicapés, immigrés, marginaux...). Il les dévalorise à leurs propres yeux, les paralyse et les conduit à l'exclusion.

Le discours du PS frappe par son économisme qui a trop négligé la réflexion sociale. Depuis trop longtemps, notre réflexion s'est polarisée sur les indicateurs de la production, les finances publiques, le PIB, le franc, le taux d'inflation, les soldes budgétaires, la balance commerciale, la dette - tous indicateurs dont il faut tenir compte - mais sans assez faire entrer dans l'analyse économique les coûts, humain et financier, du chômage et de l'exclusion. Obnubilés par la nécessité d'une politique économique "orthodoxe", visant à la désinflation compétitive, les socialistes au gouvernement ont instauré la rigueur et couru, comme les conservateurs, après les performances économiques, la croissance, la productivité, le franc fort, "gage de bonne santé économique" qui a privilégié les rentiers, les banquiers, les paresseux et les spéculateurs, mais qui a fabriqué le chômage et asphyxié notre économie et notre protection sociale.

termes d'âge, de sexe ou de race, c'est la **lutte contre l'exclusion** qui doit marquer l'identité de la gauche, dans sa réflexion, son discours, ses pratiques et son action, et que l'enjeu de notre congrès c'est de décider d'une ligne de conduite pour que notre parti, dans sa pratique interne et son action externe, mette cette préoccupation constante en œuvre pendant les trois ans qui viennent, y soumette sa stratégie politique et prépare les échéances électorales de cette période.

Les réponses traditionnelles sont dépassées pour répondre à la crise actuelle. Les exclus d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'il y a cent ans, d'il y a vingt ans. Notre société se dualise de façon dramatique.

Sans les allocations d'aide sociale, substitutives de revenus (minimum vieillesse, allocation aux handicapés, RMI, aide personnalisée au logement, etc.) 12 % de la population française, soit 7 millions de personnes, vivraient sous le seuil de pauvreté absolue. Elles sont totalement dépendantes des aides publiques.

Viennent grossir la cohorte des "inutiles au monde" tous ceux qui, avec leur travail, ont perdu leur légitimité sociale.

### LE RMI

Très lié au taux de chômage de longue durée, il est un révélateur fort du processus d'exclusion galopante.

Le nombre de ses bénéficiaires, de plus en plus jeunes, est en hausse permanente : la croissance des entrées connaît un phénomène d'accélération depuis 1993 alors que celle des sorties diminue. Pour la première fois depuis sa mise en place, le

pourcentage de ses bénéficiaires ayant accédé à l'emploi ou à la formation enregistre une baisse. Près de 3 % de la population française bénéficie du RMI : 1/3 a moins de trente ans, la moitié moins de trente-cinq ans, près des 2/3 sont des personnes seules, 1/5 sont des familles monoparentales (essentiellement des femmes). Ils sont généralement peu formés, peu qualifiés, mais un sur dix a le niveau bac ou plus. Conçu comme une solution temporaire orientée vers l'insertion, le dispositif permet aujourd'hui la survie d'une classe nouvelle d'assistés, dont une moitié pourrait sortir si le chômage diminuait.

Mais ce RMI, beaucoup ne le touchent même pas : jeunes adultes de moins de 25 ans, étrangers en attente de droit d'asile, marginaux refusant le contrôle social, illettrés, vagabonds...

## QUEL EST LE SENS DU CONTRAT SOCIAL POUR TOUS CEUX QUI N'ONT PAS DE PLACE DANS NOTRE SOCIÉTÉ ?

La lutte collective n'est généralement pas pensable pour les exclus, non structurés, perdus face à la complexité de la vie et à la technicisation de la société, repliés dans des attitudes de fuite, de violence ou d'enfermement. Ils sont dépendants, fragiles et dispersés. "La spirale chômage-endettement-saisie-maladie les a aspirés, avalés, déchiquetés, lobotomisés" (Macadam journal). Ils sont frappés de mort sociale et de non-sens existentiel.

Il y a toujours eu des pauvres et des marginaux. Mais aujourd'hui, alors que les Trente glorieuses nous avaient fait croire au progrès constant et illimité de notre système social, des groupes entiers sont touchés par la désinsertion.

Tout individu a ses vulnérabilités personnelles, ses fragilités, ses failles, mais elles sont aujourd'hui accrues ou réactivées de façon massive par le contexte économique et social et les processus sociaux d'exclusion s'articulent sur les histoires des individus. La désinsertion est liée, certes, à la fragilité des destins individuels, mais aussi à la fragilité des équilibres économiques et sociaux de notre société riche et complexe. Elle doit donc nous conduire à une réflexion et à une mise en cause de ses valeurs et de ses fondements, d'autant plus qu'elle touche non seulement des individus -les sujets de l'exclusion- mais aussi le corps social tout entier, collectivement atteint.

Elle appelle, enfin, à une évolution idéologique. En effet, notre analyse classique de l'action politique (et syndicale) repose sur les relations d'exploitation qui ont conduit au regroupement dans la lutte et suscité la constitution de forces sociales. Aujourd'hui, l'exclusion disperse, et les exclus n'ont aucun poids social.

#### ■ IL EST DONC DEvenu Nécessaire DE LUTTER SUR DEUX FRONTS :

■ le front traditionnel déterminé par les rapports de production et la répartition des produits du travail et de la plus-value, le combat permanent contre toutes les exploitations, l'organisation des

travailleurs pour tendre à la démocratisation économique et politique. Ce sont les luttes traditionnelles du mouvement ouvrier, élargies à toutes les luttes sociales contestant la course au profit et les rapports de domination.

■ mais un deuxième front doit s'ouvrir, celui de l'exclusion, qui a pris une telle ampleur qu'elle est devenue le problème central de notre époque. Elle devrait donc être au cœur d'une nouvelle réflexion, et pas seulement en termes économiques, avec comptabilisation des stocks et des flux de chômeurs, des allocataires de RMI, des sans-domicile fixe, des marginaux, mais en termes humains, sociaux et politiques.

Il y a, aujourd'hui, le bateau des citoyens protégés, les nantis et les autres, avec leurs organisations patronales, syndicales, politiques, sociales et, aussi, leurs luttes individuelles pour le partage du pouvoir et des richesses. A l'intérieur du bateau, ce sont les luttes collectives (et individuelles) pour les places les meilleures ou, tout simplement, pour ne pas être jetés par dessus bord car la conduite du bateau, de plus en plus complexe et informatisée, demande des personnels de moins en moins nombreux et de plus en plus compétents.

Pour régler la vie du bateau, il y a la police, la justice, les institutions, la sécurité sociale, les codes... Le bateau va de plus en plus vite et rejette à la mer tous ceux qui sont considérés comme inutiles. Et, dans l'eau, des individus solitaires, de plus en plus nombreux, qui luttent désespérément, ou qui se laissent dériver ou couler, tous ceux qui n'ont pas ou plus de revenus, de logement, les chômeurs, les fin-de-droits, les

RMIstes, les femmes seules chefs de famille, les immigrés, les exilés, les mal-scolarisés, les sous-formés, les clochards, les zonards, les drogués, les "inutiles" qui vivent à la marge de nos institutions et de nos villes. Ils se battent chacun pour sa survie ; certains, grâce à une bouée ou à une énergie farouche remonteront sur le bateau, beaucoup se noient.

Dans les canots de sauvetage, les enseignants, les travailleurs sociaux, les journalistes et les médecins (enfin, certains...), les pompiers, les professionnels et les bénévoles de l'aide sociale.

Etre socialiste, aujourd'hui, c'est se révolter contre cet état de choses, refuser cette lutte individuelle des places qui a progressivement pris le pas sur les luttes collectives, y compris à l'intérieur du PS, à l'intérieur des syndicats, à l'intérieur des organisations sociales.

**Le socialisme, ce n'est pas le libéralisme adouci, les surplus du bateau, voire des bouées, jetés aux hommes à la mer. C'est faire de la place à tous sur le bateau. Cela implique, certes, une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre, de l'imagination, du partage. Mais si l'insertion appelle, à l'évidence, des changements économiques et sociaux, la réponse est d'abord, et avant tout, politique. C'est l'affirmation, la VOLONTE réaffirmée de l'égalité de tous les hommes, et de leur droit à l'égalité des chances. A tous, ensuite, là où nous sommes -parti, gouvernement quand nous sommes au pouvoir, Parlement, élus locaux- de réfléchir aux moyens nécessaires et de les mettre en œuvre.**

#### SIGNATAIRE

Denise CACHEUX, membre du conseil national, déléguée nationale à la Famille

# Exclusions-inégalités-précarité même combat

**L**e temps est venu de réunifier le combat contre l'exclusion et celui contre les inégalités, les injustices sociales.

La réaction caritative a eu le mérite d'alerter l'opinion sur les dérives de notre société qui produisait un nombre croissant d'exclus avec sa cohorte de chômeurs longue durée, de sans-abri.

Elle a aussi le mérite d'apporter aide et assistance et aussi, souvent, une relation humaine fraternelle à des hommes et des femmes dans la misère et le dénuement. Mais le risque est grand de se satisfaire de l'action caritative et humanitaire, qu'elle soit privée ou publique, renonçant à l'exigence d'un changement plus profond et plus essentiel de la société.

**La marginalisation n'est pas un phénomène périphérique qu'il faudrait contenir ou soigner. Elle est un mouvement continu et consubstantiel aux formes du capitalisme contemporain.**

Le capitalisme financier a saisi l'opportunité d'un développement formidable des technologies de l'information, de la communication, pour accélérer sa tendance à exclure l'homme du système et à se passer au maximum de son intervention, qui exige toujours, à plus ou moins long terme, un "compromis" avec lui.

D'ailleurs, il est significatif d'observer que la réapparition de la "pauvreté" dans les pays développés va de pair avec l'inversion du rapport capital/travail depuis le milieu des années soixante-dix. Le capital est à nouveau mieux rémunéré que le travail. La bulle spéculative se développe à une vitesse faramineuse alors même que se modifient fondamentalement les mécanismes de production, les produits et même la valeur des choses.

Pendant tout un moment, ces "nouveaux pauvres" sont apparus comme la minorité qui avait du mal à suivre ces mutations et à s'adapter à la compétition libérale qu'on annonçait prometteuse de progrès.

Alors il fallait porter l'effort sur la formation et l'insertion sociale et professionnelle. L'intention était louable "personne ne devait rester au bord du che-

min" mais on éludait la question : où va le chemin ? Quel avenir pour tous ? L'idée de contester le système dans lequel on voulait insérer la jeunesse n'effleurait plus les esprits.

Erreur de stratégie quand le programme gouvernemental se limitait à la mise en œuvre du RMI et de substituts divers à des salaires corrects, alors que la masse des travailleurs, singulièrement ceux en bas de l'échelle, voyaient leurs conditions de vie se dégrader, la précarité les cerner de toutes parts, l'appel à la flexibilité -la leur et pas celle de l'organisation de l'entreprise ou de l'outil de production- office de perspectives d'avenir : l'écart se creusait avec une large part des couches populaires.

Elles ne se sentaient plus représentées et leur situation semblaient ne plus intéresser personne... c'est tout juste si on leur reconnaissait le droit de se plaindre, de revendiquer "elles au moins avaient déjà du travail!".

Comment s'étonner que ces salariés aient décroché de la gauche et ne se placent plus spontanément dans un élan de solidarité avec les exclus. Dépourvus d'une vision de progrès collectifs -on expliquait à loisir que toutes ces utopies étaient terminées !- ils redoutaient d'être aspirés dans ce mouvement de déclin qui pouvaient les faire basculer dans l'exclusion et, loin de se sentir solidaires de ceux qui avaient déjà franchi le redoutable cap, ils trouvaient leur dignité à s'accrocher

au bastingage, fuyant comme la peste celles et ceux qu'ils ne voulaient pas rejoindre.

**Au lieu d'assurer un front commun de tous ceux qui refusaient les dérives dangereuses du libéralisme, l'accroissement des inégalités, l'exclusion, le mépris de l'homme ou les soumissions aux strictes règles du profit, de l'argent, de la rentabilité et de la concurrence, on a laissé se creuser le fossé entre les plus marginalisés et les couches populaires.** Or il n'est de réelles politiques de lutte contre l'exclusion qu'à travers une communauté de destin et une fraternité de tous ceux qui sont en bas et qui ne profitent pas du système.

Au delà du manque d'efficacité, l'incapacité ou le refus de constituer ce front a privé les personnes concernées, les exclus, les plus pauvres, d'une prise en main de leur destinée, du combat pour l'amélioration de leur sort et l'affirmation d'une alternative politique et sociale. On a multiplié les "bienveillantes attentions" à leur égard pendant que l'exclusion ou les difficultés anesthésiaient leur capacité de résistance et d'action.

**Voilà pourtant toute la différence entre l'émancipation de la personne humaine et l'acte charitable.**

Beaucoup de jeunes, et de moins jeunes, y ont trouvé une reconnaissance, une formation utile à leur développement et leur liberté. Ces acteurs ont même souvent bien réussi dans un contexte difficile. Cela va des enseignants aux différents formateurs, agents d'accueil, animateurs, éducateurs ou coordonnateurs de quartier qui sont un peu, aujourd'hui, ce qu'étaient les hussards de la République hier.

D'ailleurs, l'actuel gouvernement, pour qui le fin du fin de l'insertion se limite à placer un jeune dans l'entreprise, a tenté de briser les ailes et de couper les financements à toutes ces actions. La riposte a évité le pire. Toutefois, le plan quinquennal de M. Balladur déstabilise ce travail de qualité, en particulier celui des missions locales où l'on observe tout à la fois des baisses significatives des moyens (suppression des crédits Paque et baisse des formations qualifiantes, etc) et une volonté de mise sous tutelle des ANPE.

Soyons vigilants, la menace demeure et la démoralisation des hommes et des femmes engagés sur le terrain commence à se généraliser. Au delà des remises en cause par la droite, cette démoralisation trouve ses racines dans la perception d'une relative impuissance, car la situation s'aggrave et les perspectives sont bien limitées.

**En fait, chacun le sait désormais, la cause du mal est plus profonde et les remèdes doivent être plus globaux.**

**ERREUR DE STRATÉGIE**

Erreur de stratégie quand le programme gouvernemental se limitait à la mise en œuvre du RMI et de substituts divers à des salaires corrects, alors que la masse des travailleurs, singulièrement ceux en bas de l'échelle, voyaient leurs conditions de vie se dégrader, la précarité les cerner de toutes parts, l'appel à la flexibilité -la leur et pas celle de l'organisation de l'entreprise ou de l'outil de production- office de perspectives d'avenir : l'écart se creusait avec une large part des couches populaires.

Elles ne se sentaient plus représentées et leur situation semblaient ne plus intéresser personne... c'est tout juste si on leur reconnaissait le droit de se plaindre, de revendiquer "elles au moins avaient déjà du travail!".

Comment s'étonner que ces salariés aient décroché de la gauche et ne se placent plus spontanément dans un élan de solidarité avec les exclus. Dépourvus d'une vision de progrès collectifs -on expliquait à loisir que toutes ces utopies étaient terminées !- ils redoutaient d'être aspirés dans ce mouvement de déclin qui pouvaient les faire basculer dans l'exclusion et, loin de se sentir solidaires de ceux qui avaient déjà franchi le redoutable cap, ils trouvaient leur dignité à s'accrocher

au bastingage, fuyant comme la peste celles et ceux qu'ils ne voulaient pas rejoindre.

**Au lieu d'assurer un front commun de tous ceux qui refusaient les dérives dangereuses du libéralisme, l'accroissement des inégalités, l'exclusion, le mépris de l'homme ou les soumissions aux strictes règles du profit, de l'argent, de la rentabilité et de la concurrence, on a laissé se creuser le fossé entre les plus marginalisés et les couches populaires.** Or il n'est de réelles politiques de lutte contre l'exclusion qu'à travers une communauté de destin et une fraternité de tous ceux qui sont en bas et qui ne profitent pas du système.

Au delà du manque d'efficacité, l'incapacité ou le refus de constituer ce front a privé les personnes concernées, les exclus, les plus pauvres, d'une prise en main de leur destinée, du combat pour l'amélioration de leur sort et l'affirmation d'une alternative politique et sociale. On a multiplié les "bienveillantes attentions" à leur égard pendant que l'exclusion ou les difficultés anesthésiaient leur capacité de résistance et d'action.

**Voilà pourtant toute la différence entre l'émancipation de la personne humaine et l'acte charitable.**

## L'AUTRE FACE DE L'ERREUR

Le "tout lutte contre l'exclusion" était la sous-estimation de la menace qui pèse sur le salariat et donc de l'effet potentiellement déflagrateur du capitalisme contemporain.

Avec tout une batterie de vocabulaire et un appel vibrant à la flexibilité, à la remise en cause de nos acquis considérés comme autant d'archaïsmes qui alourdiraient notre économie de semelles de plomb, à la mobilité et autres synonymes, on nous explique que la concurrence mondiale exige l'abandon du modèle social conquis de haute lutte par les ouvriers, le monde syndical et les gouvernements de gauche depuis plus d'un siècle.

D'ailleurs, dans les 100 plus grandes entreprises mondiales, il ne reste plus que 10 % des employés avec un statut et un contrat de longue durée... la précarité est redevenue la règle. Et, oh stupeur ! après avoir découvert grâce au Cerc, il y a deux ans, que les inégalités s'étaient accrues en France, cette année l'on découvre que 49 % des salariés français se trouvent en situation fragile, soit sont dans un statut précaire, soit vivent avec un revenu insuffisant à leur subsistance.

Alors, il ne s'agit plus d'une poignée d'exclus, mal adaptés à notre société en mutation, il s'agit d'une déflagration massive qui touche aussi bien aujourd'hui les salariés, cadres ou ouvriers, que les chômeurs, les jeunes ou ceux qui sont déjà largués.

Alors la riposte doit être à la hauteur de l'enjeu. Et c'est bien là que divergent historiquement -hier comme aujourd'hui- le projet socialiste et la vision chrétienne démocrate.

**Il ne s'agit, pour nous, pas tant de faire l'aumône, de donner quelques miettes de l'enrichissement collectif -car nos sociétés se sont considérablement enrichies ces dernières années- aux plus pauvres pour rendre leur sort tolérable, il s'agit de contester un ordre injuste, de transformer les règles du jeu, d'imposer une juste redistribution du travail, du savoir, du pouvoir et des richesses.**

Voilà où le bât blesse...

Les imprécations permanentes à la "solidarité", mot qui s'est peu à peu substitué à l'égalité et à la justice sociale, ont été entendues comme des impératifs moraux renvoyés à ceux qui subissaient aussi les effets néfastes d'un système inique. Le comble étant atteint avec l'argument fallacieux, pernicieux et redoutable : il faut baisser les salaires, le coût du travail, pour créer des emplois. Trop facile d'en appeler à la "solidarité" entre salariés et exclus, en épargnant les bénéficiaires des dividendes liés aux profits des entreprises ou aux placements financiers. Il est pourtant des femmes et des hommes qui, au sein de la gauche, se sont faits les apôtres de cette théorie. A-t-il fallu la mobilisation contre le CIP, l'observation des conséquences négatives de la déflation salariale notamment pour la consom-

mation, bref, la preuve par la droite, pour faire reculer cette vision erronée de la générosité qui finalement entretenait l'iniquité ? Toutefois, lorsqu'on évoque l'urgente nécessité de réduire massivement le temps de travail, il est encore des théoriciens brillants qui expliquent qu'il faut baisser les salaires. Les mêmes sont bien silencieux sur la redistribution de l'ensemble des revenus. Nous ne nous éloignons pas du sujet de l'exclusion, car celle-ci devient le prétexte du travail à n'importe quelles conditions, de rémunération, de statut, d'horaires, le prétexte, justifié par une soi disant bonne cause, d'un recul social considérable.

Mettre le doigt dans cet engrenage est redoutable. Tout le bras risque d'y passer, tandis que les regroupements industriels, la modernisation accélérée, la préférence accordée aux placements financiers sur ceux qui sont productifs continueront à réduire les emplois industriels, bancaires ou autres, et ni les salariés ni les exclus ne seront les bénéficiaires des gains de productivité ou de la reprise si elle se confirme.

Les grands patrons, d'ailleurs, ne craignent pas la schizophrénie... licenciant en masse d'un côté, versant, de l'autre, quelques subsides aux bonnes œuvres pour qu'elles proposent un contrat de courte durée à quelques jeunes des banlieues pour des jobs pendant l'été, en guise d'insertion.

**La lutte contre l'exclusion exige d'abord un esprit de résistance à cette destruction du salariat et des acquis sociaux, une contestation radicale du système et de son évolution et un mouvement de transformation sociale.**

Ce mouvement de transformation sociale concerne autant le salarié qui refuse les baisses de salaire, la précarisation accrue, les licenciements, que le SDF ou le jeune des banlieues qui crie sa rage faute de pouvoir trouver des débouchés à des révoltes qui sont légitimes.

**Le rejet de la précarité doit être l'un des grands engagements de la période** et l'occasion de grandes mobilisations unitaires. Les TUC, les contrats emploi-solidarité ont témoigné de la même naïveté d'envisager la montée du chômage comme une période transitoire d'inadaptation de la main-d'œuvre et de notre système de production aux exigences des temps modernes.

Oui les CES ont joué leur rôle. Ils permettaient peu à peu de s'adapter au travail, à l'entreprise, mais ils ont aussi constitué une formule peu coûteuse pour répondre à de vrais besoins de postes -qu'il eût été parfois difficile de financer autrement- et ont contribué à une baisse des coûts du travail, nouvelle tasse de thé du libéralisme, formule miracle pensait-il pour créer des emplois !

Certaines bonnes âmes ne manquent pas d'audace en vantant les vertus stimulantes de la précarité. Il suffit d'observer le désarroi qui saisit le

jeune "contrat-emploi solidarité" lorsqu'arrivent les derniers mois du contrat. Souvent l'anxiété d'un nouveau chômage vient anihiler tous les efforts de formation, d'insertion au travail, tant il est vrai que l'incertitude sur l'avenir ronge et détruit les êtres.

Alors, on peut bien se faire tous les cinémas du monde en croyant faire œuvre exceptionnelle de lutte contre l'exclusion, en offrant CES ou autres contrats de qualification à des jeunes ayant déjà fait l'expérience de nombreux petits boulots ! Cela est très ordinaire et bon nombre de mairies, de collectivités territoriales et associations ont exploré avec intelligence cette voie, elles en connaissent d'autant mieux les limites, comme d'ailleurs celles des stratégies occupationnelles (sports, loisirs, différentes activités) préférables à l'isolement et au désespoir total mais qui ne résolvent rien, en tout cas pas à l'échelle des problèmes.

La voie est ailleurs. **Elle suppose qu'on retrouve les chemins de la volonté**, j'allais dire du volontarisme qui affirme le primat du politique, l'exigence du développement humain contre l'économisme ambiant.

## PLUSIEURS PISTES DOIVENT ÊTRE EXPLORÉES

■ Le cœur du dispositif sera, à coup sûr, **une politique offensive de l'emploi avec la réduction du temps de travail sans perte de salaire et la relance d'une croissance qualitative** qui constituent un progrès collectif unissant largement les salariés et les autres, autour de la société du temps libéré, et une opportunité de créations importantes d'emplois.

■ Il faut affirmer haut et fort la décision de ponctionner sur la richesse nationale les sommes nécessaires pour offrir à tout jeune un emploi à l'issue de sa formation, bref de trouver les moyens du "jeunes : chômage zéro". Car nos concitoyens mesurent l'immense gâchis et la grande menace que constitue la désespérance des jeunes.

■ La sortie du chômage et le recul de l'exclusion exigent prioritairement une vaste redistribution des richesses et **une réforme fiscale** sera l'outil privilégié.

■ L'effort majeur devra porter sur **la taxation des revenus du capital** et, singulièrement, ceux des placements financiers.

Certes une telle démarche est plus efficace à l'échelon de l'Europe mais, dès à présent, des marges existent dans notre pays.

■ Au cours de ces dernières années se sont accumulées -et singulièrement avec les gouvernements Chirac puis Balladur- **des séries d'exonérations fiscales sans efficacité** économique et sur l'emploi, véritables cadeaux aux plus riches. Il faut les remettre en cause. Voilà des réserves qu'on peut utiliser.

■ Enfin, chacun sait que la **fiscalité écologique** devient un instrument pour réduire les pollutions (taxe sur le CO2 etc.). Elle servirait au financement d'emplois dans le domaine de l'environnement (rien à voir bien sûr avec l'hypocrisie de M. Barnier sur les "emplois verts" qui ne sont que des CES !).

## UNE AUTRE PISTE

■ La création de véritables "services publics" permettant que tout jeune enfant trouve une place en crèche, ou un mode de garde adapté à ses besoins, lorsque sa famille le demande ; que toute personne âgée puisse, quels que soient ses ressources et son lieu d'habitation, trouver les services d'accompagnement à domicile devenus nécessaires voire indispensables en cas de dépendance ; que toutes les rivières de France soient entretenues et peu à peu dépolluées, etc.

Voilà de nouveaux emplois et de vrais métiers possibles. Ils ne pourront naître qu'en généralisant l'accès à ces services, en utilisant des transferts financiers et sociaux pour qu'ils fonctionnent partout et pour tous. Chacun le mesure : **c'est tout autre chose que les petits boulots.**

## GARANTIR LES DROITS LES PLUS FONDAMENTAUX

Mais il est d'autres terrains que celui de l'emploi. **L'Etat doit retrouver sa vocation centrale : garantir à chacun les droits les plus fondamentaux pour la dignité humaine -le droit au logement ; et pas celui à un abri ou un toit... non, un logement, c'est-à-dire "un chez soi", le droit aux soins et à la santé, le droit à l'éducation et à la formation.**

L'Etat doit fixer en ce domaine aux différents acteurs "l'obligation de faire". S'ils sont défaillants, l'Etat doit se substituer aux collectivités, organismes publics et sociaux en les pénalisant de leurs carences.

On ne peut plus accepter une impuissance de l'action publique dans des domaines aussi vitaux. Force est de constater que la mise en œuvre de la loi pour le droit au logement ne suffit pas. L'Etat doit obliger chaque commune à mobiliser des locaux vides (bureaux ou logements), à créer un nombre précis, en fonction du

nombre d'habitants, de logements à très bas loyers, à construire et rénover les HLM. Il faut aussi moderniser le droit de réquisition et rendre impossible la mise à la rue des habitants de meubles ou de logements sous la pression des marchands de biens.

Sans doute doit-on aussi envisager de mutualiser les risques de précarité dans le logement aussi bien pour les locataires que pour les accédants, afin que, malgré le chômage, chacun puisse rester vivre chez lui et que, quelles que soient ses ressources, chacun ait accès au logement.

Il n'est pas hors de portée de la cinquième puissance économique du monde, berceau de la République fondée sur les droits de l'homme et du citoyen, de se fixer l'objectif : **plus de SDF en cinq ans.**

## UNE SOCIÉTÉ MOBILISÉE

La puissance publique, l'Etat doivent se fixer des objectifs clairs et quantifiés, soutenus par la société. Car c'est l'action conjuguée des institutions et d'une **société mobilisée** qui peut donner tout son sens et toute son efficacité à cette profonde remise en cause des injustices.

L'ensemble des acteurs de terrain, associations, professionnels, doivent être confortés, soutenus, reconnus. Parce que la précarité et l'exclusion sont les deux faces d'une même dérive, les entreprises doivent être directement concernées. Par exemple, pourquoi ne pas imposer la "solidarité conventionnelle" aux entreprises sous-traitantes, afin qu'elles soient obligées de garantir à leurs salariés des conditions identiques à celles des entreprises pour lesquelles elles travaillent ?

Le passage à la sous-traitance généralisée pour "tirer vers le bas les coûts du travail" a été l'un des grands facteurs de la montée de la précarité.

Dans le même esprit, il conviendrait de favoriser les entreprises qui assurent à leurs employés les conversions internes et des évolutions qualifiantes au sein de l'entreprise.

Si doit être privilégié le soutien aux initiatives associatives locales diversifiées, cela ne saurait dispenser l'Etat de faire, surtout lorsqu'il y a défaillance, et cela ne saurait dispenser de **planifier** pour que l'objectif soit réellement atteint.

Sans doute doit-on aussi imaginer de réformer en profondeur les administrations et les structures de l'Etat, afin de les organiser autour de ces nouveaux objectifs publics.

Il faudra décliner nos propositions dans bien des domaines, comme la **santé, l'éducation, la politique de la ville**, mais qui auraient en commun ce retour à l'affirmation d'une action publique ambitieuse et une rénovation, condition de sa relance, d'un **Etat volontaire**.

## L'ÉTAT VOLONTAIRE

Ce n'est pas nécessairement l'Etat centralisateur, encore moins l'Etat technocratique et péremptoire.

C'est pourquoi la gauche met toujours en complémentarité l'exigence d'Etat avec le renforcement de la **citoyenneté et de la démocratie**. Le champ est vaste. On reprendra toutefois l'urgence de remettre en cause les lois Pasqua qui déstabilisent les immigrés et enfants d'origine étrangère, de veiller à un respect scrupuleux du "droit du sol", de relancer l'idée du droit de vote aux municipales pour les résidents étrangers.

Mais il y a aussi, tout simplement, le fait de dire à tous ceux qui se sentent exclus, menacés, aux couches populaires de ce pays : "nous, la gauche, nous les socialistes, nous vous représentons, nous portons votre combat, vos espérances et parfois votre révolte". Il s'agit, tout simplement, que les élus de gauche écoutent, dialoguent, agissent avec ces hommes et femmes et leur consacrent autant d'attention qu'à ceux qui -légitimement- parlent de l'entretien des routes, des trottoirs ou prennent plus aisément leur place dans la vie locale.

**Les partis politiques de gauche ont désormais l'urgente tâche de replacer la lutte contre l'exclusion dans un cadre plus vaste de critique radicale du système dominant, de constituer un front large contre la précarité, les inégalités, de promouvoir tant l'action publique volontaire par objectif que la citoyenneté de tous, fussent-ils en grande difficulté.**

## SIGNATAIRE

Marie-Noëlle LIENEMANN

# Trois axes pour une politique scolaire alternative

**A**près les mobilisations des laïcs contre l'aggravation de la loi Falloux en janvier 1994 et celles des jeunes contre le CIP en mars-avril, la droite a renvoyé au lendemain de l'élection présidentielle la mise en œuvre de son projet pour l'école : développer l'enseignement privé -confessionnel et commercial- au détriment de l'enseignement public, "rééquilibrer" le système d'enseignement français au profit du privé, jusqu'à atteindre, dans une première étape, leur parité.

A terme, coexisteraient deux écoles, comme dans les pays anglo-saxons : d'une part l'école publique, accueillant les enfants des milieux modestes et concentrant les élèves en "grande difficulté" ; d'autre part l'école privée regroupant les enfants des milieux plus aisés.

Le renvoi à des jours meilleurs de ce projet de dualisme scolaire -en réalité d'abandon aux forces du marché de la demande solvable en matière d'éducation et de formation- ne signifie, en aucune manière, un renoncement de la part de la droite.

## REFAIRE DE L'ÉDUCATION LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS

L'avenir appartient aux sociétés qui sauront mener leur jeunesse au plus haut niveau de culture et de qualification. De tous les investissements, celui qui porte sur l'école est sans doute le plus rentable. La gauche l'avait compris qui a fait de l'éducation nationale et de la recherche la première de ses priorités. La droite n'a pas eu cette clairvoyance.

**Pour que l'école redevienne la priorité en France, il faudra fixer au moins cinq objectifs :**

## RETROUVER LA COURBE DE CROISSANCE BUDGÉTAIRE D'AVANT 1993

Avant 1993, le budget progressait d'environ 6 % par an. Il ne progresse plus que d'environ 3 %. C'est insuffisant, même pour mettre en œuvre les 155 propositions retenues par François Bayrou. Il faut immédiatement revenir à 6 % de progression et voter une loi de programmation pluriannuelle en faveur de l'éducation.

## REPRENDRE LA VOIE TRACÉE PAR LA LOI D'ORIENTATION DE 1989

Cette loi fixe des objectifs clairs et ambitieux (aucun jeune ne doit sortir sans diplôme, etc.). Elle indique comment hausser le niveau de formation de tous, tout en accroissant l'égalité scolaire (pédagogie différenciée, discrimination positives, décentralisation, etc.). Il faut reprendre résolument la voie tracée par la loi d'orientation.

## RELANCER LE PLAN UNIVERSITÉ 2000

Ce plan a pris du retard à la fois par manque de moyens et par manque de volonté. Or notre pays a besoin d'une jeunesse bien formée et d'une offre de formation large et bien répartie sur le territoire. C'est ce que vise le plan Université 2000, qu'il faut reprendre et amplifier.

## LANCER UN PLAN "ÉTABLISSEMENTS -LIEUX DE TRAVAIL ET LIEUX DE VIE"

Les jeunes critiquent de plus en plus souvent les conditions dans lesquelles ils doivent travailler (état des locaux, manque de bibliothèques, absence de matériel). Il est désormais temps de faire de chaque établissement scolaire un lieu de travail moderne, confortable et attrayant. Cela ne se réalisera pas en un jour : il faut un plan pluriannuel pour toute la France.

## RÉTABLIR LE DIALOGUE, SOURCE DE DYNAMISME COLLECTIF

Plus les partenaires qui s'occupent de formation -enseignants, parents d'élèves, élus locaux, "partenaires sociaux" sur un bassin d'emploi- sont divers, et mieux cela vaut, car cela génère des idées et du dynamisme. Il faut rétablir et cultiver le dialogue pour créer un climat d'innovation, de collaboration, de mise en commun des volontés.

## PRÉVENIR L'EXCLUSION PAR L'ÉCHEC SCOLAIRE

Les difficultés -bien réelles- que connaît l'Éducation nationale sont pour une large part la conséquence de la démocratisation de l'enseigne-

ment. Très agressif sur le terrain de l'école jusqu'en janvier 1994, le gouvernement Balladur cherche aujourd'hui à gagner du temps et à reconquérir du crédit auprès des personnels et des usagers de l'Éducation nationale. D'où l'opération "un nouveau contrat pour l'École", orchestrée par François Bayrou et ses "155 propositions" qui n'attendent que leur financement.

La gauche doit mettre à profit ce nouveau rapport des forces pour passer à l'offensive dans la bataille pour la défense et le développement du service public de l'Éducation nationale et imposer ses propres solutions. Il faudra définir une nouvelle politique scolaire, qui permettra de remettre en route ce qui a été initié par les gouvernements socialistes et freiné ou stoppé par Bayrou. Engager aussi des actions nouvelles pour répondre aux problèmes nouveaux.

### Cette politique pourrait comporter trois axes majeurs :

- refaire de l'éducation la priorité des priorités ;
- prévenir l'exclusion par l'échec scolaire ;
- imaginer le système éducatif du XXI<sup>e</sup> siècle.

ment secondaire et supérieur au cours des années 1980, dans un contexte de crise économique, sociale et morale. Le nombre des étudiants a doublé, passant de 1 million à 2 millions en 10 ans. Celui des collégiens et des lycées s'est accru de 500.000. En 1993, 80 % des jeunes de 18 ans étaient scolarisés (35 % des jeunes de 21 ans), 63 % d'une génération obtient le bac (contre 22 % en 1970). La gauche s'enorgueillit d'avoir présidé à cette véritable seconde explosion scolaire (la première date des années 1960). Mais celle-ci s'accompagne d'une hétérogénéité croissante des élèves et des étudiants, qui engendre dans certains établissements, de sérieux problèmes (élèves en grande difficulté, taux élevé de l'échec scolaire...).

Depuis 1981, la gauche a entrepris une lutte vigoureuse pour améliorer la réussite du plus grand nombre : création des zones d'éducation prioritaires, mise en œuvre d'une pédagogie différenciée, amélioration de la formation des maîtres, création de baccalauréats professionnels, etc. Ces mesures ont très sensiblement amélioré la situation, mais il reste de nombreux problèmes à régler.

**Pour renforcer l'égalité de tous devant l'école il faut :**

## RENFORCER LES ZONES D'ÉDUCATION PRIORITAIRES

Il conviendrait de privilégier les attributions de moyens (matériels et surtout en personnels compétents) en direction de ces zones, et de coordonner mieux l'action des divers partenaires qui peuvent intervenir en complément des enseignants.

## LANCER UN PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ÉDUCATIF

Pour que l'action des enseignants puisse porter ses fruits, il faut qu'elle soit valorisée et relayée au delà du temps scolaire. Cela signifie qu'il faut sensibiliser les familles, encourager

les associations de quartiers ou d'immeubles qui aident à faire les devoirs du soir, faire entrer des dictionnaires et des encyclopédies dans les foyers et y encourager la création des lieux d'étude et de culture au delà du temps scolaire.

## **P**PROMOUVOIR UNE CAMPAGNE NATIONALE "ÉTABLISSEMENTS SEREINS"

Depuis quelques années, les fléaux de notre société commencent à entrer à l'école (violence, drogue...). Cela crée, surtout dans les quartiers difficiles, un climat défavorable à l'étude. Il est urgent de renverser cette tendance en encourageant, notamment par des moyens financiers et matériels et par l'attribution d'emplois d'éducateurs et de surveillants, les actions nécessaires pour que tous les établissements de France soient des établissements sereins dans lesquels il est possible d'étudier, et qu'ils soient des établissements attrayants dans lesquels on ait envie de venir.

## **D**DONNER UNE PRIORITÉ AUX 90.000 JEUNES QUI SORTENT SANS CERTIFICATION

Ils étaient certes deux fois plus nombreux il y a dix ans, mais cette réduction de moitié est encore insuffisante. Il faut attribuer aux établissements les moyens nécessaires pour qu'ils puissent mettre en œuvre des cellules pédagogiques opérationnelles qui prendront en charge de manière spécifique ces jeunes qui risquent de sortir sans aucune certification.

## **C**OMPENSER LES INÉGALITÉS GÉOGRAPHIQUES

De nombreuses évaluations ont montré que, malgré les progrès accomplis, les élèves n'ont pas les mêmes chances scolaires selon qu'ils vivent dans telle ou telle région, tel ou tel département, telle ou telle commune. Pour compenser ces inégalités géographiques, il est, d'une part, nécessaire de reconstruire un véritable réseau scolaire rural, et, d'autre part, de revoir les règles de distribution des moyens (emplois d'enseignants et crédits d'investissement et de fonctionnement).

**En résumé :** la défense et le développement du service public de l'Éducation nationale sera au cœur des luttes politiques et sociales des prochaines années. Elles impliquent, non pas qu'on nie les difficultés et les problèmes de l'École publique, mais qu'on s'efforce au contraire de les surmonter dans le cadre du service public de l'Éducation nationale

## **I**MAGINER LE SYSTÈME ÉDUCATIF DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Le dispositif scolaire actuel a été organisé en fonction des besoins d'une époque où la cohésion sociale était forte, où la formation initiale pouvait constituer l'essentiel pour préparer à la vie professionnelle, et où les moyens de transmission de la connaissance n'étaient pas aussi variés qu'aujourd'hui.

Tout cela a changé, et notre dispositif scolaire devra en tenir compte, faute de quoi il deviendrait rapidement inadapté. D'ailleurs, un doute s'est déjà établi dans la population au sujet de la qualité de l'éducation et la pertinence des formations offertes.

**Pour organiser un dispositif scolaire nouveau, il faudra agir au moins sur les quatre orientations suivantes :**

### **C**RÉER UN "ENSEIGNEMENT LE LONG DE LA VIE"

Jusqu'à la fin des années 1960, la formation initiale suffisait à préparer à la vie professionnelle. On a ensuite imaginé une formation complémentaire (dite formation continue) pour permettre aux individus d'actualiser leurs acquis à divers moments de leur vie personnelle ou professionnelle.

Ce stade est désormais dépassé : l'évolution de la notion de vie professionnelle, la nécessité de partager le travail, l'extension du temps libre, le fait que les métiers évoluent en permanence, et l'augmentation massive des connaissances disponibles, tout cela rend nécessaire une nouvelle conception du système éducatif.

La formation initiale ne peut plus constituer ni l'essentiel ni même la base sur laquelle on greffe des actualisations. C'est une "formation tout au long de la vie" qu'il faut imaginer, une véritable éducation permanente. Ceci conduira à repenser non seulement la formation initiale, mais aussi la certification des études, la définition des niveaux de sortie, les modes de recrutement des entreprises, etc.

## **F**AVORISER L'ÉCOLE "HORS LES MURS"

Les moyens modernes de communication permettent désormais de faire passer la connaissance autrement que par un maître devant une classe. Il y a plus de choses dans un CD-ROM que dans un manuel et le CD-ROM peut être consulté à distance. Le maître sera sans aucun doute toujours nécessaire.

Mais il devient urgent de mettre à la disposition de divers publics, en divers lieux, des formes variées d'enseignement multimédias. Un tel projet, plusieurs fois envisagé puis abandonné, a donné lieu à des réalisations concrètes dans plusieurs pays étrangers. Si la France ne met pas en œuvre une politique d'enseignement à distance, elle prendra du retard. La chaîne éducative est un premier pas en ce sens, mais encore bien timide.

## **R**EDÉFINIR LE CONTRAT SOCIAL D'ÉDUCATION.

L'École doit-elle servir à préparer à la vie professionnelle ? Doit-elle servir à transmettre des valeurs ? Doit-elle préparer à la citoyenneté ? Doit-elle former les jeunes à maîtriser le monde médiatique qui les environne ? Comment peut-elle assumer toutes ces fonctions à la fois ? Sur de tels sujets, des réponses claires sont devenues indispensables.

## **M**ETTRE EN PLACE UN ORGANE QUI EMPÊCHE LES SOUBRESAUTS

L'expérience montre qu'il est des sujets essentiels qu'un ministre affronte et que son successeur oublie.

Il y a trop de petites réformes inutiles, quelques oublis, et pas suffisamment de permanence dans l'Éducation nationale. Pour y remédier, on pourrait songer à créer un haut conseil de l'Éducation.

Cette institution nouvelle serait composée de hautes personnalités, qui ne se préoccuperaient pas de gestion ni même de politique scolaire, mais dont le rôle serait d'attirer l'attention de la société sur les grands problèmes éthiques et scientifiques que le dispositif scolaire ne devrait pas ignorer.

lui-même. Faire face à l'hétérogénéité croissante des élèves et des étudiants, désenclaver l'École et assurer la qualité de la vie scolaire, mettre sur pied le système éducatif du XXI<sup>e</sup> siècle, tels sont les défis que les laïcs et les républicains auront à affronter. Dans cette bataille les socialistes se tiendront, comme par le passé, en première ligne.

## SIGNATAIRE

Pour le secrétariat national à l'Éducation nationale et à la Recherche : **Henri WEBER**

# Sortir les femmes de l'exclusion politique par la parité

La captation masculine du pouvoir et l'exclusion des femmes demeurent un trait dominant de notre vie politique, alors que l'électorat n'est pas misogyne (tous les sondages montrent que la majorité des Français se déclarent favorables à l'élection d'une femme présidente de la République, députée, maire, etc.).

Ce sont donc les partis qui sont misogynes, PS compris, et l'hirondelle paritaire de notre liste européenne n'annonce pas le printemps dans notre parti qui a échappé de justesse et par raccroc à un secrétariat national exclusivement masculin.

## LA PARITÉ EST UNE REVENDEICATION DE JUSTICE, D'ÉQUITÉ

■ En France, certes, le suffrage n'est véritablement universel que depuis 50 ans. Mais est-il juste qu'à l'Assemblée nationale, les hommes, qui représentent 47 % du corps électoral, occupent 94 % des sièges pendant que les 53 % de femmes n'en détiennent que 6 % ?

■ Le principe d'égalité entre les hommes et les femmes est sérieusement mis à mal par les partis, y compris le nôtre, où les batailles d'hommes plus que les débats d'idées répugnent le plus souvent aux femmes.

■ Une grande enquête nationale, menée par un comité scientifique, vient d'être réalisée à l'initiative de la très officielle Mission de coordination française de la IV<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes qui aura lieu l'année prochaine à Pékin. Elle a concerné deux échantillons représentatifs, l'un de la population féminine, l'autre de la population masculine, et a été effectuée auprès de jeunes adultes n'ayant pas pu prendre part, en raison de leur âge, au mouvement féministe, mais ayant presque tous entamé une vie professionnelle et une vie familiale autonome.

Cette étude montre les écarts entre le principe d'égalité et les faits, avec des écarts de perception entre hommes et femmes et selon les catégories socio-professionnelles. Elle montre l'aspiration à l'égalité : partage des rôles dans la famille, égalité en matière de formation et d'éducation, égalité face à l'emploi. Mais surtout, elle approuve très largement le principe de la parité. Les femmes y sont, certes, nettement plus favorables que les hommes (17 points d'écart). Mais la parité n'est pas un mot d'ordre de privilégié(s) : ce sont les employés et les professions intermédiaires -niveau baccalauréat ou DEUG- qui adhèrent le plus à la parité, et les rurales l'approuvent autant que les parisiennes. La parité est associée à une sensibilité générale à l'inégalité homme/femme. Cette aspiration à la parité touche autant les individus les plus opposés à la différenciation des sexes que ceux qui pensent que les femmes ont une spécificité. Une

On pourrait déjà prôner la parité par calcul électoraliste puisque les questionnaires "sortie des urnes" montrent que la majorité favorable à la parité se situe à gauche, et que les femmes, aux derniers scrutins, ont plus voté à gauche que les hommes.

Mais la multiplication des candidates ne produit pas automatiquement la multiplication des voix.

Et, surtout, les femmes ne sont pas militantes-candidates pour jouer les "dames-pipi" du musée socialiste, mises là pour faire tomber trois voix dans la soucoupe et essayer de tenir les lieux le plus propres possible.

majorité d'entre eux affirme que les résultats de la politique seraient différents si les femmes étaient aussi nombreuses que les hommes dans les assemblées élues, et que les formes du débat politique seraient elles aussi transformées.

■ Cette revendication de parité est soutenue par des hommes et par des femmes qui ont des conceptions différentes des deux sexes, qu'ils soutiennent que les femmes sont spécifiques et ont un rapport différent au pouvoir ou qu'ils prônent que les différences observées ne sont pas spécifiques.

## AUTRES RÉSULTATS, PARADOXAUX MAIS SIGNIFICATIFS DE CETTE ÉTUDE :

- il y a une auto-exclusion des femmes aux candidatures, même chez celles intéressées par la politique car ses pratiques apparaissent peu désirables.
- la conscience de l'inégalité politique entre les sexes renforce plus la volonté d'être candidat chez les hommes que chez les femmes : augmentation du souhait d'être candidat chez les femmes (+ 3 points)... et chez les hommes... (+ 12 points !), si bien que les hommes pro-parité se préparent à augmenter les disparités.

### Il y a encore du travail à faire !

Sortir les femmes de l'exclusion politique demande, là aussi, d'abord une volonté. Il faut être persuadé de sa nécessité, parce que c'est utile et juste.

Utile quand la démocratie est malade de l'abus de pouvoir, la politique malade des affaires, quand les Français en ont assez de la politique-spectacle, de l'anachronisme de certains discours.

Juste que les femmes fassent aussi la Loi et participent à la gestion des affaires locales qui concernent leur vie, tout autant que celle des hommes. La marche de la société est trop importante pour qu'on l'abandonne complètement aux hommes. Si la démocratie représentative symbolise l'ensemble du corps électoral, elle ne peut plus comporter une seule catégorie de citoyens.

■ En 1992, la Charte d'Athènes a proclamé la nécessité de la parité dans la vie publique. Les parlements d'Espagne et du Portugal ont approuvé le principe de cette charte. En France, en Europe, une liste impressionnante d'associations et de regroupements d'associations, milite activement pour la parité. Un manifeste, aux signatures nombreuses, paritaires et prestigieuses, demande l'adoption d'une loi organique prescrivant la composition paritaire des assemblées élues. Certain(e)s demandent une modification du préambule de la Constitution, d'autres un référendum.

■ Mais si les modalités diffèrent et demandent réflexion et débat (rapides), le principe de la parité est toujours affirmé.

Certes, cette obligation de parité -plus juste qu'un quota (à consonance douanière et laitière) fait peser le risque, dénoncé par certains, de discrimination portant atteinte à la substance du principe d'égalité des citoyens.

Certes, tou(te)s les citoyen(ne)s se valent. Mais quand la lutte et les chances sont inégales, pourquoi notre vie publique n'organise-t-elle pas les moyens de la parité ? Ne maintient-on pas les concours distincts à certains emplois publics (par exemple pour les instituteurs, afin de garantir leur chance aux hommes) ? Les compétitions sportives locales, nationales et internationales, n'offrent-elles pas des chances égales aux hommes et aux femmes, avec une parité de podiums ?

Ce que notre congrès doit affirmer, c'est sa volonté de sortir les femmes du ghetto politique et d'aboutir à la parité :

- parité dans les responsabilités internes : responsabilités à tous les échelons du parti, prise de parole (pas seulement les soirs de défaite), candidatures, places sur les listes, etc.
- parité défendue dans nos responsabilités externes : modifications institutionnelles, désignations diverses.
- Ce ne sont pas seulement les militantes-candidates qui se verront ainsi reconnues. Ce sont toutes les femmes (et pourquoi pas tous les hommes) qui pourront s'identifier à une

## SIGNATAIRE

Denise CACHEUX, membre du conseil national, déléguée nationale à la Famille.

# Contribution Sport

**Il se déverse des torrents de maux sur le sport : argent, tricherie, violence, dopage ...**

Il revient aux socialistes, qui n'acceptent pas que le sport soit sacrifié à l'économie ou à la promotion d'individus sans scrupules, de remettre cette activité dans la direction qu'elle n'aurait jamais dû abandonner. Pour cela, nous devons réaffirmer les valeurs humanistes et formatrices du sport, mais nous devons dénoncer le désengagement de l'Etat qui a laissé la

porte ouverte à ceux qui, avec des moyens financiers personnels ou d'entreprises (parfois au détriment de ces dernières), veulent faire du sport, soit un spectacle médiatique, soit des opérations financières, soit des opérations de promotion personnelle.

Nous devons être à l'origine d'un grand débat dans le pays pour que le sport soit mieux reconnu dans la vie sociale ; pour cela, il faudrait aider de manière très significative à ce que l'école soit le premier lieu de diffusion de la culture sportive.

## SIGNATAIRE

Michel RANGER, Premier secrétaire fédéral de l'Eure.

# La culture et l'audiovisuel

**Chacun reconnaît que le bilan de l'action des gouvernements socialistes pour la culture est positif et qu'une large adhésion a été obtenue chez les artistes, les professionnels et aussi les publics.**

● L'accroissement des crédits réservés à la culture a été constant, passant de 0,48 % du budget de l'Etat à 1 % en 1993.

● L'offre culturelle a été considérablement développée par la création de réseaux d'équipements culturels denses sur l'ensemble du territoire, le soutien des autorités publiques aux artistes, la reconnaissance de toutes les expressions artistiques, la promotion des industries culturelles.

● Le souci de l'insertion de la culture dans la vie quotidienne de nos concitoyens et de la lutte contre les inégalités sociales ou géographiques, par la formation artistique, la coopération avec les collectivités locales, la recherche de nouveaux publics a été au cœur de la politique culturelle.

■ Mais si cette action au niveau de l'Etat, impulsée par Jack Lang avec le soutien sans faille du président de la République, a recueilli un écho très favorable dans l'opinion publique ; si, en outre, les collectivités locales, et notamment les villes dirigées par la gauche, ont su relayer et même quelquefois anticiper celle-ci, et ont augmenté de façon notable leurs efforts en faveur de la culture, il n'en reste pas moins que le Parti socialiste lui-même a, au fil des années, paru laisser s'émausser la relation privilégiée qu'il a longtemps entretenue avec la culture et les artistes, ou être moins vigilant et moins réceptif aux messages que ceux-ci lui adressaient.

■ Par ailleurs, s'il apparaissait nécessaire dans les années 1980 de donner une définition très large de la culture, de telle sorte que toutes les catégories de la population se sentent concernées, au moment même où la crise devenait prégnante, par un renouvellement de l'art de vivre, il est au contraire flagrant aujourd'hui que la société libérale a imposé et approfondi les inégalités et les exclusions, et donc que la politique culturelle doit contribuer elle aussi à lutter contre ces lois d'airain et à rapprocher les classes moyennes et populaires sans cesse menacées par

le chômage et la mise à l'écart, comme par les manipulations médiatiques. Il est par conséquent indispensable que des réorientations interviennent, qui visent à rendre ces catégories sociales lourdes et fortes des produits des arts, des sciences et techniques et de la pensée. Comment imaginer une émancipation sans cette réappropriation par les catégories les plus touchées ?

■ C'est l'essence même du socialisme qu'il faut de cette manière retrouver, car la culture est à la fois une richesse pour chacun et une arme collective. Les politiques culturelles de l'Etat et des collectivités locales, lorsqu'elles sont mises en oeuvre par la gauche, se doivent donc de porter simultanément sur le plus grand nombre, ce qui est l'impératif démocratique, et sur les plus démunis, ce qui est l'impératif d'émancipation sociale.

■ Aujourd'hui cependant une étape s'achève, et nous avons devant nous de nouveaux défis.

■ En premier lieu, la politique du gouvernement Balladur montre comment des acquis précieux peuvent être, de façon frontale ou insidieuse, menacés et remis en cause. Les coupes budgétaires qui frappent tous les secteurs de la création, les évictions sans douceur de responsables, dans l'administration ou certaines institutions culturelles, la tentation larvée de l'intolérance, la contradiction entre les intentions, toujours belles et lénifiantes, et les actes, si peu fidèles, si décevants, identifient à nouveau dans le domaine culturel l'action de la droite qui hésite entre la régression et l'indifférence.

■ En second lieu, de nouveaux défis d'une ampleur sans précédent apparaissent. D'une part, les technologies nouvelles, non seulement le câble, le satellite, mais encore la compression numérique, les multimédias, les futures autoroutes de l'information, induisent des transformations fondamentales et internationalisent les industries, les flux financiers, les problèmes, les hommes...

D'autre part, les fonctions sociales de la culture se transforment. Les cassures de la société

s'accroissent (chômage, exclusion, sida...) tandis que les modes de vie changent (développement des loisirs, modification du rapport temps contraint/temps libéré...).

■ Aussi, aujourd'hui plus que jamais, il faut réaffirmer les fonctions civiques de la culture : face aux excès de l'individualisme, du repli identitaire, de la haine de l'autre, la culture peut et doit être un facteur décisif de cohésion sociale. Aujourd'hui, plus que jamais encore, il faut réaffirmer que la culture est un espace de liberté et de référence : face au règne de l'argent et à la régence des médias, qui, tous deux veulent imposer leurs lois, leurs codes, leurs discours, la culture peut et doit rester le lieu de la parole critique, de la résistance à la normalisation, de la rébellion contre l'ordre établi.

■ Aujourd'hui plus que jamais, il faut réaffirmer que l'émancipation individuelle ou sociale passe nécessairement par la capacité critique de chacun, par la maîtrise des langages (écriture, parole, images), et par la conscience des mécanismes qui contraignent les sociétés. Il importe donc à la gauche de se préoccuper toujours plus du partage du travail des artistes, des scientifiques, et des intellectuels qui apportent leur contribution à l'intelligence du monde.

■ Aujourd'hui, plus que jamais enfin, il faut réaffirmer que l'exigence de démocratie culturelle est au cœur du projet politique de la gauche puisque le développement culturel, bien loin de n'être que la conséquence ou la résultante du développement économique et social, lui est au contraire étroitement lié et en est même souvent le préalable. Un grand chantier est à découvrir de nouveau, celui de l'accès à la culture que l'on doit sans cesse tenter d'élargir au plus grand nombre, et qui est, notamment, une priorité essentielle dans la politique de la ville.

■ Cela suppose que soient bien définies, dans les futurs programmes électoraux, les exigences de base, communes à toutes les villes et vil-

lages, sur les politiques de la lecture publique, du spectacle vivant, de l'enseignement musical, des arts plastiques, du cinéma sans que soient omises les pratiques amateurs, mais aussi de la diffusion des sciences et de la circulation d'idées ; que soient précisées les orientations particulières aux villes-centres, aux villes moyennes et aux petites villes ; que soient accentuées, et mêmes mises en priorité, les approches des quartiers périphériques des grandes villes et les méthodes d'intégration des populations résultant de l'immigration ; que soient nouées les relations intercommunales afin de rationaliser l'usage des équipements et les circuits de diffusion ; que soient revus les rapports des communes avec l'Etat, les régions et les départements par une nécessaire redéfinition des compétences ; que soit développée enfin la vie associative parfois délaissée et qui est pourtant à tous les niveaux un lieu exceptionnel d'éducation, de formation et de citoyenneté.

■ Pour toutes ces raisons, les socialistes ont tout à gagner à conférer à la culture un rôle essentiel dans le combat qui est le leur.

■ Si nous voulons changer le monde, en effet, il faut d'abord le penser et le comprendre et l'art, les sciences et techniques, les réflexions de toutes sortes, ont à cet égard une place irremplaçable : ces produits de la pensée des hommes doivent être réinsérés dans le débat politique. Il ne s'agit pas d'instrumentaliser les uns ou les autres ou de porter atteinte à l'indépendance de la création ou de leur démarche, il s'agit de revivifier la relation art-société-politique.

■ Si nous voulons que la société se transforme en adhérant aux valeurs qui sont celles de la démocratie et de la République ; la solidarité, la tolérance, la raison ; plutôt qu'en cédant aux tentations du repli nationaliste ou du vertige populiste, il faut que celle-ci soit elle-même pleinement porteuse de ses valeurs et se les approprie.

■ La médiation de la culture est, dans ce processus, déterminante. Il en résulte aussi que seule une action globale, articulant enfin de façon concertée et volontariste, culture-éducation-audiovisuel, est à la mesure d'une telle ambition.

■ Beaucoup de choses sont encore à dire et à faire et particulièrement sur le plan européen et international (cf. le paragraphe culture et audiovisuel du programme pour les élections européennes) et sur les formidables enjeux de civilisation que cela représente.

■ **Il importe donc que le prochain congrès du Parti socialiste soit l'occasion de redonner à l'enjeu culturel la place qui lui revient et qu'il soit suivi d'assises de l'audiovisuel et de la culture ou, mieux, d'une convention nationale du Parti socialiste sur la culture et l'audiovisuel, comme l'a suggéré Henri Emmanuelli dans son discours d'Avignon du 16 juillet 1994.**

## SIGNATAIRES

Délégation nationale à la culture, Jacques RENARD et

Yannick GUIN, Jean-Marc BORDIER, Jean-François GODCHAU, Monique SARRADET, Simone GODARD, Michèle SABANADZE, Maryvonne RADIX-MARTIN, D. FAUVEL, Olympe BHELY-QUENUM et Roger TROPEANO, délégué national à la Culture.

## Informatique, télématique, nouveaux médias, un problème pour la démocratie ?

Avant de décrire les faits et de réfléchir au sujet qui, selon toute logique, doit nous préoccuper, évoquons en préambule le récit de trois "aventures électorales", de trois incidents qui auront facilité, voire provoqué l'usage de la communication électronique et son entrée en politique.

■ Au Brésil, l'élection à la présidence a été facilitée par l'appui déterminant de la chaîne de télévision "Rede Globo", propriété de la famille Marinho.

■ Aux USA, la candidature à la Présidence de Ross Perot a été étroitement liée à l'usage politique des nouvelles technologies, utilisées durant la campagne électorale. Il a organisé des vidéo-conférences et fait une utilisation très intense de la communication téléphonique. A ce propos, Ross Perot, lors de l'annonce de sa candidature dans un très populaire programme télévisé, a demandé à être appelé à un numéro de téléphone gratuit. En deux semaines lui sont arrivés 15 millions d'appels téléphoniques.

■ En Italie, en 1994, Silvio Berlusconi, le grand entrepreneur privé du système de communication, a formé un mouvement politique qui a connu un grand succès électoral, et il est devenu président du Conseil. Berlusconi a préparé sa candidature aux élections avec une savante stratégie de présence et d'annonce sur les chaînes télévisées de sa propriété.

Nous pouvons établir un parallèle entre l'expérience américaine de Ross Perot et celle de Silvio Berlusconi. Dans les deux cas, nous retrouvons le recours à diverses techniques de la communication, le support d'entreprises privées (Ross Perot et Silvio Berlusconi sont tous deux des hommes d'affaires confirmés) et des appels de type populiste.

Le cas de Berlusconi a ceci de particulier que le personnage, dont la notoriété n'était plus à faire, s'identifie avec les modèles culturels de masse que ses chaînes ont fait profondément pénétrer dans une grande partie de l'opinion publique. En ce sens, il est un personnage de l'univers télévisé et son succès pourrait éventuellement rappeler celui de Ronald Reagan, un homme qui vient directement de la société du spectacle.

P. Virilio a commenté le résultat électoral de Silvio Berlusconi en parlant de "premier coup d'Etat médiatique". François Mitterrand a commenté avec une expression préoccupée l'emploi massif de la communication politique, le considérant

comme un grave danger pour la démocratie. H. Kissinger a réagi en mentionnant que "la TV est en train de transformer la conscience collective, qu'elle produit des impressions superficielles, des émotions et donc qu'elle favorise la démagogie". Ainsi le débat sur les nouvelles technologies obligera à s'intéresser à la "technopolitique" et, plus largement, à toutes les formes de pouvoir qui pourront faire autorité sur elles.

Ce débat devra mobiliser toutes les forces de la prudence et de la détermination politique pour qui entend défendre la démocratie.

● La prudence pour éviter de mettre en cause abusivement des technologies qui finalement ne sont que des moyens sans âme offrant à l'homme de considérables possibilités nouvelles et utiles.

● Prudence encore pour ne pas rejeter des instruments que pourrait utiliser la raison et participer ainsi à l'accomplissement auquel l'homme peut prétendre.

● Prudence toujours pour éviter les préjugés.

Mais détermination politique pour protéger l'humanité contre quelques prévisibles prétentions humaines qui feraient des nouvelles technologies un instrument marginal et puissant pouvant asservir les hommes.

Deux rapports de l'Union européenne abordent le thème de l'environnement électronique, dans lequel notre société devra vivre. L'approche est surtout liée à l'économie de marché. Nous devons nous en préoccuper sérieusement.

La communication est déjà passée au delà des médias traditionnels. Le dénominateur commun des nouveaux médias est constitué par l'association : télévision, ordinateur, téléphone. Le changement fondamental entre anciens et nouveaux médias est représenté par l'interactivité. Il est envisagé de réaliser dans cinq grandes villes européennes des chaînes expérimentales. Cette considération suffit pour montrer combien est non seulement réaliste, mais urgente, une réflexion sur les conséquences et les significations politiques de ces innovations.

Une formule très utilisée aujourd'hui est celle "d'autoroute électronique". Elle fait allusion à l'ensemble des technologies qui, liées entre elles, peuvent mettre à disposition d'un très grand nombre de personnes une gamme très variée de services.

Nous pouvons imaginer le changement radical vers lequel nous avançons.

Les possibilités offertes par ces nouvelles technologies sont immenses. Elles peuvent prendre des formes variées : télé-sondage, télé-référendum, télé-vote, télé-achat, intervention en direct des citoyens. Des expériences locales permettent aux citoyens de consulter depuis leur foyer, ou depuis des lieux publics, une grande offre d'informations. Les organismes de sondage utiliseront de plus en plus les moyens technologiques en question.

L'information, le divertissement, l'interrogation à distance, la participation des citoyens... tout ceci et beaucoup d'autres choses sont désormais techniquement possibles.

A certains égards, les citoyens auront un rôle plus actif, mais cette participation est la conséquence de l'initiative de celui qui détient la propriété et l'exploitation de ces instruments. Ce qui pose un problème de principe, de philosophie politique. Des règles doivent définir ce qui doit être régi par la sphère publique et ce qui doit demeurer de la logique du marché.

L'intervention du législateur est nécessaire. Il s'agit d'agir sereinement pour contrer les situations de monopole et les positions dominantes qui seraient à l'évidence contraires à la logique démocratique qui, elle, exige pluralisme et égalité.

Il a été dit "la technologie ouvre des voies, le capital les ferme". Au cas précis, les voies sont celles de la démocratie et la responsabilité des politiques est engagée.

Le moment est venu d'évoquer les choix à opérer afin d'éviter la formation de positions dominantes ou de définir les situations d'incompatibilité (normes anti-trust, règle en matière d'inéligibilité ou de conflits d'intérêt). De plus, la "citoyenneté électronique" pose la question de l'égalité des citoyens, à l'accès et à l'utilisation des instruments des nouvelles technologies.

Nous courons le risque d'une nouvelle stratification sociale entre ceux qui auront l'information et ceux qui n'en disposent pas.

La société à deux vitesses, thème dont nous débattons déjà, sera plus encore d'actualité. Il faudra réaliser les mutations sociales nécessaires, c'est-à-dire envisager une politique d'alphabetisation aux nouvelles technologies.

Il s'agit d'éviter des phénomènes d'exclusion de masse qui auront une incidence sur la nature démocratique du système. La démocratie ne peut être séparée d'un processus permanent "d'inclusion" des citoyens. On touche là à la nature des nouveaux services qui doivent concrètement se présenter comme universels. Là encore, la responsabilité des politiques est engagée.

Un autre point à examiner de très près est celui de l'usage des sondages.

Les professionnels mettent en évidence qu'un échantillon de 1.000 personnes est désormais en mesure de fournir des réponses qui différeront de 3 ou 4 % de celles de la consultation électorale elle-même.

Il ne faut pas se cacher qu'en suivant cette voie, on en arrive à la négation de la démocratie comme processus de diffusion et de confrontation des idées. Le risque est que ce mécanisme exclue la quasi-totalité des citoyens en ne faisant ressortir que des groupes restreints habitués à parler au nom de tous.

A terme, on pourrait délégitimer "le moment électoral traditionnel" comme fait, ou comme résultat final de la souveraineté populaire.

Quel est l'impact sur l'opinion publique de la communication d'un sondage ? Rien ne permet de dire que les messages qui sont contenus dans les questions ne sont pas démagogiques, ni même que la forme de communication ne demeure pas autoritaire.

Le problème devient donc celui de la possibilité pour les citoyens d'exercer un contrôle critique sur les messages qui leur sont délivrés.

Des dispositions devraient être prises pour restreindre et interdire la publication des sondages dans la phase qui précède les élections. Le point

de départ de ces limitations ou interdictions devrait être assez éloigné du jour de l'élection. Naturellement, la période concernée irait jusqu'à la fin des opérations de vote. Les hommes et responsables politiques devront balayer devant leur porte, car ils ne sont pas sans responsabilité vis-à-vis de l'évolution constatée en matière de sondage.

Quoiqu'il en soit, en dehors des moments électoraux, il conviendrait de penser les moyens législatifs pour assurer la fiabilité et la transparence des opérations effectuées d'une part, pour éviter la logique autoritaire et plébiscitaire d'autre part. A titre d'information, retenons que certaines expériences actuelles, notamment au sein du Parlement danois, dépassent la logique des sondages pour aller vers les "consensus conférences". Démarche intéressante, mais qui peut édulcorer les confrontations idéologiques.

Quoiqu'il en soit, les nouvelles technologies ouvrent des perspectives pour l'information et la réflexion des citoyens à condition que les principes démocratiques président toujours à la mise en place et au fonctionnement des instruments techniques appropriés.

Les nouvelles technologies pourront proposer des "référendums ouverts" permettant de dégager les préférences des citoyens dans une multiplicité de choix. Les responsables politiques devront nécessairement mener une réflexion sur les moyens à promouvoir afin de passer d'une communication verticale à une communication horizontale.

Une des possibilités offertes par les nouvelles technologies mérite une attention toute particulière : "le vote électronique".

Au delà des facilités pratiques que cette option propose, il s'agirait d'une mutation radicale de la structure du vote car il n'est pas impossible que vienne à être posée la question de préférer au vote indivisible un vote fractionné. Ce vote permettrait au citoyen de réaliser une meilleure correspondance entre ses préférences et la composition de l'Assemblée.

Le débat sur les nouvelles technologies et leurs conséquences sur la démocratie est l'un des sujets les plus importants de notre fin de siècle.

Les interrogations qu'il appelle sont cruciales pour l'organisation de nos sociétés démocratiques. Sur quelle conception de l'homme contemporain, de sa place, de son rôle actif peut se fonder le développement et l'utilisation des moyens technologiques de cette importance ?

Ne conviendrait-il pas de se poser la question de la place de la technique dans la vie de l'homme plutôt que celle de l'homme dans le dispositif technique ?

## SIGNATAIRE

Jean-Pierre MASSERET, sénateur de la Moselle,  
vice-président de la commission des Finances, conseiller régional de Lorraine.

# Délinquance et toxicomanie

**Nous avons accepté la délinquance comme un fait de société contre lequel il fallait, certes, lutter. En instaurant, en 1982, une politique nouvelle fondée sur le rapport des maires sur la sécurité (rapport Bonnemaïson), nous avons cherché à mettre au point une méthode, une technique permettant de rallier un très large consensus. Ce fut un succès puisque cette politique des socialistes n'a jamais été remise en cause malgré les alternances**

**et qu'elle sert de référence sur le plan international. Mais, pour cette raison même, nous nous sommes toujours gardés d'analyser la signification POLITIQUE de la délinquance. Or la délinquance n'est pas le fruit du hasard ou de la fatalité. Elle est la résultante d'une conjonction de données politiques, économiques et sociales spécifiques à une société. Chaque société n'a que la délinquance qu'elle mérite.**

**P**ourquoi le modèle de la société libérale, les Etats-Unis, est-il une société particulièrement criminogène ?

On y connaît, compte-tenu de l'importance relative des populations, 3 à 4 fois plus de personnes incarcérées qu'en France. Il y a presque autant de crimes de sang commis dans la seule ville de New-York que dans la France entière en un an. Pourquoi la Russie, en passant brutalement à la société libérale, se trouve-t-elle confrontée à une explosion de la délinquance ?

On peut noter une première tendance commune à ces sociétés historiquement si différentes :

- Les Etats-Unis sont marqués par la faiblesse des interventions politiques en matière sociale,
- La Russie connaît une désagrégation spectaculaire de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire que dans l'un et l'autre cas, il ne subsiste que peu de freins aux grandes dégradations engendrées par la société libérale.

## LA DÉGRADATION SOCIALE

En aggravant les inégalités, en créant des besoins inaccessibles à beaucoup, en générant un chômage dont elle s'accommode fort bien, la société libérale ouvre des chantiers d'expulsion, de frustration, de désespoir, de conflits. Elle multiplie les fractures internes au corps social.

## LA DÉGRADATION POLITIQUE

Les exclus du champ économique, du champ culturel, du jeu social se désintéressent du terrain politique qu'ils considèrent comme réservé aux nantis, aux pseudo-spécialistes dans lesquels ils ne se reconnaissent pas. Ils le rejettent même, lui reprochent le manque de rigueur de ses principes. Leur révolte, jadis politique, collective et organisée, devient groupusculaire, individuelle et sporadique. Pourquoi les exclus se sentiraient-ils tenus de respecter les règles d'une société qui ne les respecte pas, qui provoque leurs rancœurs ? La voie est ouverte à la marginalité, à la délinquance. Et, devant l'échec des partis politiques traditionnels, la révolte, lorsqu'elle redevient collective, se réfugie dans les extrémismes, dans les intégrismes.

## LA DÉGRADATION MORALE

Par une logique d'accumulation des profits, de jouissance immédiate, la société libérale met à mal les valeurs morales universelles, ferments

d'unité sociale, pour les remplacer par de fausses valeurs, par de simples références sociales matérielles comme la réussite par l'argent ou comme le mythe du gagnant, qui sont autant de formes de conflits, d'exaspération, de violence, de désintégration du corps social.

L'ensemble de ces dégradations, les heurts culturels engendrés par les immigrations qu'elle a favorisées, font de la société libérale une société de violence, une société particulièrement criminogène. La seule réponse répressive a montré et montre encore ses limites : le rétablissement de la peine de mort dans plusieurs dizaines de ses Etats n'a en rien fait reculer la délinquance aux Etats-Unis.

Dans une société malade des inquiétudes et des méfiances qu'elle secrète, ce sont des points de repères clairs, c'est d'ordre et d'espérance dont le citoyen a besoin.

Ce sont aussi des politiques à mettre en œuvre avec une grande lisibilité, c'est-à-dire avec les moyens enfin à la hauteur des enjeux de société. Ce sont des politiques audacieuses, capables de devancer les événements et non pas des gestions parcimonieuses dont nous avons besoin.

### ■ RÉTABLIR L'ORDRE RÉPUBLICAIN

en prêchant d'exemple et en donnant aux services répressifs de l'Etat les moyens et les motivations dignes de leurs fonctions : justice, police, douanes, services fiscaux...

### ■ MENER UNE GIGANTESQUE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

par l'éducation, la culture, la création d'emplois réels, la réduction des inégalités, la participation des citoyens à la vie et à la gestion de leurs quartiers... Le phénomène de la délinquance, qui n'est pas seulement lié à la "crise", s'est trouvé fortement amplifié par celui de la drogue qui est le problème le plus complexe que nous ayons à affronter.

Mais il faut d'abord ne pas être dupe des hypocrisies :

- Peut-on honnêtement reprocher au paysan du tiers-monde de vouloir faire vivre un peu mieux sa famille en produisant du cannabis, de l'opium ou de la coca quand nous achetons ses autres produits agricoles à des prix de misère ?

- Peut-on même reprocher aux gouvernements des pays concernés de couvrir ces activités lucratives quand nous écrasons ces pays sous le poids de la dette et de ses intérêts ?

- Il n'est pas un gouvernement au monde qui ne soit complice actif du trafic de la drogue : soit qu'il en tire directement profit, soit qu'il en espère le financement de marchés à l'exportation.

- Les industries chimiques occidentales sont toujours prêtes à exporter les substances entrant dans la fabrication de la drogue. A-t-on seulement songé à les inquiéter ? Pourquoi donc ? Elles exportent !

- L'argent n'a pas d'odeur pour le système bancaire international quand il s'agit de blanchir celui de la drogue.

Dans ces conditions, il n'est pas faux de dire que, malgré les discours aux opinions publiques, malgré le zèle réel des services de police et des douanes, malgré les prises effectuées, la lutte contre le gros trafic est d'ores et déjà perdue.

Cela doit nous amener à réfléchir différemment et à porter l'effort sur la lutte contre la demande, sur les soins, sur la réinsertion.

Faut-il dépénaliser l'usage des drogues ou de certaines d'entre elles ?

Poser le problème ne signifie pas son acceptation. Il signifie qu'on accepte d'en débattre, d'en mesurer l'intérêt éventuel, d'en connaître les risques.

Faut-il systématiser le recours aux produits de substitution ?

Dans l'état actuel des connaissances, rien ne permet d'en admettre a priori le principe. Il faut aussi en mesurer l'intérêt et les risques.

S'ils passionnent, ces problèmes sont en fait de faux problèmes ou plus exactement des problèmes périphériques : la nature du produit est relativement secondaire : la substitution remplace une dépendance par une autre.

Faut-il amplifier la politique d'échange des seringues, favoriser leur vente au prix le plus bas ?

Sans aucun doute, par souci de santé publique, dans la liaison entre toxicomanie, sida ou hépatite.

### ■ LUTTER CONTRE LA DEMANDE

c'est remettre le toxicomane au cœur du problème. Car, on ne devient guère toxicomane par hasard.

La toxicomanie est la rencontre d'une personnalité fragile et peu structurée (les jeunes sont, de ce fait, les plus exposés), de difficultés affectives (souvent familiales), d'une angoisse et d'un produit.

C'est donc très tôt qu'il convient d'engager le combat :

- par une politique très développée de la petite enfance et de la famille, PMI, information et formation des parents...

- par l'implantation dans les quartiers de structures d'accueil de qualité qui permettent aux jeunes, non seulement d'être occupés, mais aussi et surtout de s'exprimer pleinement à travers le sport, la culture, la vie civique, qui leur permettent aussi de parler en confiance de leurs problèmes personnels dont ils ne savent comment se libérer,

- par un accès à des emplois réels et stables (dussent-ils être financés par des fonds publics) dont l'utilité évidente contribuera à donner un sens à leur vie.

Mais, tous les jours, des jeunes cèdent aux premiers plaisirs de la drogue car elle est d'abord un plaisir, un refuge, avant de devenir une galère.

Lorsqu'on parle de drogue dure, le toxicomane est tout à la fois une victime des circonstances, un malade de son psychisme avant de l'être d'un produit, un délinquant. Il n'y a pas de toxicomane heureux. Il est à la fois pitoyable, odieux et

potentiellement dangereux. Il fait peur et pitié dans les cages d'escalier et dans les espaces où il zone. Il entraîne dans son enfer sa famille qui se disloque.

On peut laisser faire, à la mode libérale, en estimant que le problème se règlera tout seul par sa mort programmée. C'est, à peine caricaturée, la position des pouvoirs publics américains, largement dépassés par l'ampleur du phénomène.

On peut s'y opposer, à la fois pour éviter ce gâchis de la jeunesse et pour protéger les citoyens face à cette forme d'insécurité.

Ce doit être la position des socialistes.

Mais il faut être cohérent. Cela nécessite une volonté politique de tous les instants, un vaste programme de réseaux locaux à mettre en place et à organiser en partenariat autour des fonctions d'accueil, d'écoute, de soins, d'accompagnement et de suivi.

Avec quels acteurs ? Les responsables politiques et administratifs locaux, les professionnels de la santé, ceux de l'action sociale, du logement social, les travailleurs sociaux, les professionnels de l'emploi, les familles, les citoyens qui se sen-

tent concernés... C'est au prix de cet effort que l'on peut espérer voir s'améliorer la situation.

Il reste à régler le sort des petits trafiquants, des dealers qui tirent leur subsistance, parfois leur enrichissement, de la déchéance et de la mort des autres.

A ceux-là, il ne faut pas faire de quartier. Ils doivent être pourchassés à tous les instants. A la police, à la gendarmerie, aux douanes, à la justice de montrer leur efficacité.

Si la toxicomanie, par son caractère très particulier, concerne l'inconscient de chacun, soulève les passions, il ne faut pas passer sous silence deux fléaux voisins plus riches en victimes et plus coûteux à la collectivité : l'alcoolisme et le tabagisme. Mais ils mettent en cause tant d'intérêts particuliers et publics nationaux qu'on y jette trop souvent un voile pudique.

Attention : les avancées de la loi Evin sont en train d'être remises en cause par le gouvernement libéral.

**Ce texte est une contribution au débat qui demande à être poursuivi et conclu par une convention nationale.**

## SIGNATAIRES

Bernard ROMAN - Alain CACHEUX - Pierre BOULIER - Dominique BAERT - Patrick BENCHABANE - Pierre BERTRAND - Denise CACHEUX - Loïc CANIVET - Jean-Michel CATOIRE - Gérard CAUDRON - Bernard CHARLES - Caroline CHARLES - Nicole CHERIGIE - Reynald COPPEAUX - Carletta DEBERGHES - Jacques DEBIEVE - Michèle DEJEHANSART - Noël DEJONGHE - Dominique DELCROIX - Bernard DELEBECQUE - Bruno DELGRANGE - Marc DOLEZ - Pierre-Alain DOUAY - Jeannine ESCANDE - Annie FAVRIE - Martine FILLEUL - Bruno INION - Patrick KANNER - Mamadou KEITA - Patrick LECOUTRE - Olivier LENGLET - Jean-Louis MARCHAND - Benoît MARQUAILLE - Jeannine MARQUAILLE - Gaby MEGANCK - Michaël MOGLIA - Colette MONTAIGNE - Emile OLIVIER - Gilles PARGNEAUX - Patrick REDOUTE - Jean-Claude SABRE - Jean-Claude SAGOT - Josette SAGOT - Daniel VANHOVE - Alain VANTROYS.

# Le contrat d'union civile Pour de nouvelles formes de ressources sociales et affectives

**Au moment où il faut faire face aux conséquences d'une crise sociale qui dure et à la mutation des rapports entre individus, des forces conservatrices voudraient revivifier une idéologie familialiste pour imposer un retour à l'ordre moral. Si l'image de la famille idéale la plus diffusée reste celle du couple marié avec enfants, force est de constater qu'elle ne correspond pas à la réalité urbaine d'aujourd'hui qui compte tout autant de foyers de couples non-mariés, de célibataires, de personnes âgées seules, de familles recomposées et de familles monoparentales que de foyers constitués de la famille nucléaire traditionnelle.**

**N**on seulement cette image idéale voile la perception des réalités démographiques mais elle conduit nombre de personnes à considérer leur mode de vie comme anormal ou insatisfaisant.

Quant à ceux qui disposent de cette famille idéale, le poids de la norme est tel qu'il leur est impossible de remettre en question cette image du bonheur lorsqu'ils sont confrontés à des insatisfactions qu'ils vivent comme des échecs.

Cette image idéale de la famille s'est construite en affirmant qu'il y a nécessairement adéquation entre liens affectifs, liens sexuels, liens de civilité et éventuellement protection sociale. Aujourd'hui il nous paraît archaïque de vouloir maintenir un tel dispositif socio-juridique qui ne permet pas à de nouvelles formes de ressources sociales et affectives d'avoir droit de cité.

Depuis 1992 un texte de loi nommé "contrat d'union civile" a été proposé à la discussion des parlementaires. Cette loi se propose non seulement de répondre à des carences juridiques mais encore de créer les conditions d'un nouveau type de lien social et civil.

## RÉPONDRE À DES CARENCES

De 1685 à 1787, les protestants n'ont pas eu accès au mariage. Les historiens du droit ont montré comment cette population à qui l'État royal avait refusé l'état-civil, avait trouvé des stratégies pour répondre des filiations d'enfants considérés comme bâtards, répondre de la transmission des patrimoines entre époux qui n'étaient pas considérés comme tels.

Aujourd'hui la population qui vit en dehors des normes du code civil Napoléon est confrontée aux mêmes dilemmes. Pour avoir choisi ou simplement été amenés à vivre en dehors des modèles familiaux consacrés par le droit, nombreux sont les hommes et les femmes qui sont aujourd'hui démunis ou pris au dépourvu en cas de difficultés.

Est-il normal qu'en cas de procédure judiciaire relative au droit de garde des enfants d'un couple non marié, les décisions des juges ne puissent se fonder sur des règles établies ? Est-il normal qu'en l'absence de dispositions adaptées, les propriétaires-bailleurs exercent un pouvoir

discrétionnaire quant aux signatures conjointes de baux par des personnes non mariées ? Est-il normal qu'un cohabitant puisse être expulsé du logement commun, au motif qu'il n'était pas nominalement cosignataire du bail d'habitation ? Est-il normal qu'au décès d'un conjoint non marié, le survivant puisse être spolié des biens acquis en commun par le couple hétérosexuel ou homosexuel ?

## DE NOUVELLES FORMES DE RESSOURCES SOCIALES ET AFFECTIVES

Le contrat d'union civile propose une nouvelle forme "associative" entre personnes dans le domaine du privé.

Il offre un dispositif juridique qui permet aux personnes quel que soit leur sexe, de mener à bien un projet commun de vie.

Ce projet peut reposer soit sur des liens affectifs, soit sur une volonté d'entraide. Il permet ainsi à des amis, à des soeurs, des frères de sanctionner juridiquement ces relations.

Le contrat d'union civile permettrait d'articuler l'espace privé à de nouveaux liens sociaux. La nouvelle structure privée pourrait en effet apporter des garanties matérielles et affectives aux contractants et ainsi rendre plus fluide l'insertion sociale. Ce contrat n'a pas d'exigence en terme de durée et peut répondre à des besoins ou des situations temporaires.

L'originalité du contrat d'union civile est de proposer une structure très peu contraignante, et par là même adaptable à un nombre important de cas de figure, sans négliger pour autant les questions de responsabilité civile et commerciale.

Par son caractère particulièrement novateur le contrat d'union civile serait un outil au service de cette volonté de plus en plus claire de vivre ensemble et de s'entraider devant les problèmes quotidiens, de faire vivre concrètement la solidarité.

Le contrat d'union civile n'est pas une fin en soi mais son adoption constituerait une avancée sociale, événement fondateur d'une réforme profonde des textes qui régissent les liens sociaux et civils.

## SIGNATAIRES

Claire DUFOUR (responsable nationale aux problèmes de société),  
Catherine JOLY (MJS secrétaire nationale aux problèmes de société), Sophie WAHNICH, Stéphane MARTINET.

# Vers une égalité de droits pour les homosexuels et les lesbiennes

Au même titre que l'ensemble des composantes de la société, les homosexuels et les lesbiennes contribuent -à tous les niveaux- à la vie sociale et culturelle de notre pays. Ils et elles nous montrent aujourd'hui combien reste à faire pour transformer notre société, approfondir notre démocratie, donner tout leur sens aux valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

Nous avons la conviction que le politique doit réinvestir les problèmes dont souffre notre société et qui ont trop longtemps été délaissés par des approches technocratiques.

Non que toutes les réponses fussent politiques mais parce qu'il appartient au politique de faire sauter les verrous qui bloquent et blessent notre société.

Ces verrous sont encore trop nombreux à l'égard des homosexuels et des lesbiennes.

Certes, entre 1981 et 1986, les socialistes ont adopté un nombre conséquent de lois étendant la liberté des lesbiennes et homosexuels. Néanmoins, nous avons constaté que, le temps passant, un certain conservatisme, un manque de courage a paralysé le mouvement de réformes. Certaines ne présentaient pas d'obstacle financier. Les homosexuels et les lesbiennes,

les hommes et les femmes de gauche qui attendaient une réelle transformation sociale nourrissent toujours à notre égard une vive rancœur.

Aujourd'hui, beaucoup reste à construire pour améliorer les conditions de vie des homosexuels et des lesbiennes alors même qu'un certain "ordre moral" insidieux est de retour (concepts familialistes réactionnaires, attaques de la hiérarchie catholique).

Conséquence directe ou non, nous assistons aujourd'hui à une recrudescence des actes homophobes verbaux et physiques en France, en Europe et dans le reste du monde. Cette situation ne doit pas préoccuper uniquement les homosexuels et les lesbiennes.

L'histoire a montré que, si les persécutions commençaient par eux, elles ne s'en tenaient jamais là.

Car la discrimination et la haine de l'autre, de l'inconnu, agissent d'une façon globale dans ses expressions racistes, misogynes, anti-confessionnelles...

"L'ordre moral" est inséparable de la réaction sociale.

Cette contribution tient à apporter des propositions nouvelles et concrètes, fruits de nos confrontations, de nos débats, que les conservateurs, quels qu'ils soient, se refusent à ouvrir ou à aborder frontalement.

**“LA DIFFÉRENCE  
NE PREND SENS QU’AU REGARD  
DE L’UNIVERSEL,  
ET L’UNIVERSEL N’EST CONVAINCANT  
QUE S’IL CONNAIT LES DIFFÉRENCES.”**

Geneviève Fraisse :  
“Quand gouverner  
n’est pas représenter”

L’homosexualité est un mode de vie qui concerne des domaines aussi variés que l’amour, la sexualité, la culture et les relations sociales. Les homosexuels et les lesbiennes ont donc besoin d’une liberté pleine et entière pour mener leur vie d’une façon harmonieuse.

Cette liberté requiert un espace neutre dans lequel l’homosexuel et la lesbienne évolueront, s’affirmeront, obtiendront une reconnaissance de leur différence et atteindront le droit à l’indifférence. Seules les valeurs de la République, Liberté, Égalité, Laïcité, Solidarité sont à même de garantir à chacun et à chacune l’accès au choix de sa propre vie dans le cadre de l’égalité des droits.

Les homosexuels et les lesbiennes doivent pouvoir agir en citoyens à part entière. Cette citoyenneté ne s’inscrit pas uniquement dans le cadre associatif car cette question doit être partie prenante de la réflexion et de l’action politique.

Il ne s’agit pas de considérer cette réflexion comme spécifique. La difficulté à vivre son homosexualité rejoint la difficulté de nombreuses minorités à vivre leur différence. Chacun et chacune peut apporter son regard pour avancer des propositions bénéfiques pour tous et toutes, pour construire collectivement un projet de société.

#### ■ SIDA

Aider les homosexuels et les lesbiennes à vivre dans une égalité de chances avec les hétérosexuels est d’autant plus un impératif depuis que le sida a fait son apparition.

Même s’il a été dangereusement trop exclusif au début de la pandémie, le lien entre homosexualité et Sida est une notion qui ne peut être oubliée. Aujourd’hui, la France bat le record européen du lien homosexualité et Sida.

Si le Sida est de moins en moins un phénomène homosexuel, il est à rappeler que les homosexuels ont été le premier groupe assez nombreux et assez structuré à prendre conscience de ses responsabilités, à prendre en main son propre sort et à ralentir l’extension de la maladie au sein de son propre groupe. Ce sont les liens d’amitié très forts, les associations de lutte contre le Sida créées pour leur très grande majorité par des homosexuels, et les lieux tels que les Maisons des sexualités ou des établissements commerciaux, qui ont rendu ce recul temporaire possible. Temporaire car on s’aperçoit que la vigilance se relâche chez certaines tranches d’âge, et ce pour des raisons très diverses.

Cette aptitude à prendre leur sort en main, mais aussi celui d’autres catégories touchées -non sans mal et sans un besoin très éprouvant d’adaptation- a montré l’apport que les homosexuels et les lesbiennes peuvent offrir à l’ensemble de la société. Une grande considération pour ce qu’ils et elles représentent sur le plan social et culturel leur est due et exemple peut être pris sur leur souci de solidarité.

Néanmoins, la question de la responsabilité du politique dans la lutte contre cette maladie doit être posée. Nous n’oublions pas les différentes mesures prises par certains ministres socialistes ou certaines lois votées à l’initiative de députés socialistes pugnaces.

Or, la coïncidence entre le développement du Sida et les années de pouvoir socialiste amène à se poser la question de la gestion de la prévention et du traitement social de la maladie par les gouvernements socialistes successifs.

Pourquoi la France est-elle le pays dont le nombre de séropositifs et de malades du Sida est le plus important en Europe ? Pour quelles raisons les pouvoirs politiques ont mis tant de temps à intégrer tous les bouleversements liés à l’irruption du Sida ? Le regard sur le Sida est-il porteur d’une critique trop radicale de notre société et de nous-mêmes ? Où résident les erreurs ? Dans la prise de décision ou dans la façon dont les socialistes se sont laissés voler très facilement -et peut-être même avec complaisance- le pouvoir par l’administration, les spécialistes, les experts... ?

Le malade du Sida a sans doute été “révélateur social” tout autant que la gestion de la maladie, révélatrice des dysfonctionnements de notre société, de son système de santé.

Cette pandémie interroge donc notre société à un triple niveau : social, sanitaire mais aussi éthique. Car toute maladie quand elle touche au sexe, au sang et à la mort a une résonance sociale et politique

A l’heure où le Parlement européen montre la voie vers plus de justice (1) et devant l’exemple de pays tels que le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et la Norvège, où les droits des homosexuels et des lesbiennes tendent vers une réelle égalité (reconnaissance du lien affectif, droit d’asile), le Parti socialiste français devrait à nouveau se saisir des questions de société et de liberté publique.

Ainsi, nous souhaitons que le Parti socialiste dans son ensemble -direction nationale tout comme fédérations et sections- prenne en compte les travaux réguliers et les contributions déposées à chaque congrès par ses militant(e)s homosexuels, lesbiennes et leurs amis. Nous voulons que l’adoption de certaines résolutions soient suivies de faits et d’actes montrant un engagement réel à offrir à toutes et à tous le choix de son mode de vie, que le Parti socialiste soit au gouvernement ou dans l’opposition. Pour ce faire nous voulons avancer aujourd’hui les propositions concrètes suivantes.

**LA OÙ LA LIBERTÉ DE CERTAINS  
FAIT UN PAS,  
LA LIBERTÉ DE TOUS AVANCE**

#### ■ DÉPORTATION

La mémoire ne peut faire un tri. Tronquer notre histoire collective revient aussi à nier la diversité de notre société et à affaiblir sa richesse.

Les documents et témoignages sont là et nous parlent de ces homosexuels alsaciens ou lorrains livrés à la Gestapo avec l’aide des fichiers de la police française et déportés dans les camps de la mort.

Pour rendre leur dignité à ces hommes et femmes qui ont souffert d’une idéologie détestable, l’Etat doit reconnaître la déportation homosexuelle, et les associations homosexuelles dont l’objet est la commémoration de ce terrible drame doivent être reconnues et avoir le droit de participer aux cérémonies de commémoration locales, nationales et internationales.

Un monument à la mémoire des déportés homosexuels doit trouver sa place aux côtés de ceux rappelant le souvenir des déportés émanant d’autres groupes discriminés par les nazis et les fascistes.

#### ■ SE DONNER LES MOYENS DE FAIRE VIVRE LA MÉMOIRE

Afin que les années n’enterrent pas dans l’oubli l’histoire des persécutions mais aussi de l’apport des homosexuels et des lesbiennes à la construction de notre société et afin qu’une mémoire vivante puisse voir le jour, des séries particulières, permettant de regrouper des documents ayant un rapport avec l’homosexualité, doivent être créées dans le cadre d’archives nationales, universitaires ou autres. Ces archives procureraient un accès plus direct dans le cadre de recherches universitaires ou autres.

Le premier rôle de ces archives serait de montrer à tous et plus particulièrement aux jeunes homosexuels et lesbiennes, l’antériorité de ce mode de vie, et par là même asseoir leur légitimité. La reconnaissance de la mémoire serait alors accordée par l’Etat, qui garantit la pérennité des documents.

#### ■ L’ÉGALITÉ DE DROITS

##### *Reconnaissance du couple homosexuel*

Le lien affectif, social et sexuel unissant deux personnes de même sexe doit être reconnu par la République française.

Le mariage civil, pour lequel le code civil ne déterminait pas à l’origine le sexe des époux et qui n’est réservé aux seuls hétérosexuels que par jurisprudence, doit, soit être accessible à un couple de personnes de même sexe, soit trouver d’autres formes pour permettre l’union de deux personnes de même sexe ainsi que de deux personnes de sexes différents.

Le contrat d’union civile est une des solutions que nous soutenons fermement, d’autant qu’il peut s’appliquer à d’autres catégories de la population.

En aucun cas nous ne souhaitons qu'un droit spécifique soit créé. Notre notion républicaine a pour exigence l'accès de toute la population à tout nouveau droit.

*Égalité dans la protection et le soutien de leurs activités culturelles et sociales*

Les organisations sociales et culturelles homosexuelles doivent pouvoir disposer de subventions sur la même base que d'autres organisations sociales et culturelles. Leur candidatures doivent être évaluées selon les mêmes critères. N'est-il pas dommage aujourd'hui que seules les associations traitant du Sida puissent vivre ?

■ **PROTECTION  
CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS  
DANS LA VIE PRIVÉE,  
PUBLIQUE ET PROFESSIONNELLE**

Protection contre les violences et l'arbitraire. Conformément à la loi, aucune discrimination directe ou indirecte ne peut être admise dans aucune profession (y compris dans les forces de l'ordre et les forces armées).

Des campagnes contre les actes violents dont les personnes homosexuelles sont de plus en plus souvent victimes doivent être organisées au travers des médias mais aussi sur les lieux de travail, de loisirs et autres. Ces campagnes devront être organisées en concertation avec les différentes associations homosexuelles locales et nationales.

Des campagnes valorisant l'homosexualité dans ses expressions sociales et culturelles doivent être organisées ou encouragées au moyen de subventions afin de lutter contre les préjugés. Les autorités de tout niveau s'astreindront à cette tâche (commune, département, région, Etat) assurant ainsi une reconnaissance sociale institutionnelle.

Les personnes en contact avec le public et tout particulièrement les forces de l'ordre doivent recevoir une formation tendant à lutter contre les préjugés ambiants. Une attention toute particulière des autorités doit veiller à ce qu'aucune attitude ou agissement ne vienne interférer avec les droits civiques d'une personne homosexuelle ou lesbienne. Les lois luttant contre ce genre de manifestation discriminatoire existent. Elles doivent faire l'objet de dispositions administratives afin qu'une réelle application de la loi soit exercée.

Une place équitable doit être donnée aux lesbiennes et homosexuels et à leurs associations

dans les moyens d'information publique, et le droit de réponse doit être strictement garanti partout.

■ **LE MONDE ÉDUCATIF**

Le monde éducatif et plus particulièrement l'enseignement laïque de la République a un rôle crucial dans la meilleure compréhension des modes de vie des homosexuels et des lesbiennes. En effet, si un adolescent vit dans un univers familial répressif ou ignorant volontairement sa sexualité, il doit pouvoir trouver dans ce lieu de formation qu'est l'école, une opportunité de développer le plus harmonieusement possible sa personnalité et accéder au mode de vie de son choix. L'école doit donc lutter contre la mise à l'index du différent non seulement en prêtant une attention peut-être plus particulière au jeune homosexuel, de façon à lui procurer un espace psychologique libre de contraintes, mais aussi en dispensant à l'attention de l'ensemble des élèves des informations prouvant l'impérieuse nécessité d'accepter l'autre et ses différences car il en va de la liberté collective.

De même, les assistants sociaux internes ou externes aux établissements scolaires en relation avec des jeunes, doivent recevoir une formation adéquate et offrir à l'enfant et à l'adolescent une écoute et un conseil.

Au delà du travail psycho-pédagogique au sein des établissements scolaires, mention doit être faite de l'homosexualité où cela est nécessaire dans le cadre de l'enseignement des matières. Le fait homosexuel doit trouver sa place dans les manuels scolaires. Il peut être un éclairage-clé ou complémentaire sur l'œuvre d'un artiste, d'un écrivain, d'un scientifique, d'un philosophe... D'autre part, l'homosexualité étant minoritaire, un travail d'explication s'impose, illustré d'exemples nombreux de personnalités homosexuelles ou lesbiennes, qu'ils fussent, comme d'autres, heureux ou malheureux.

■ **SOLIDARITÉ  
INTERNATIONALE**

Tout homosexuel ou lesbienne persécuté(e) en tant que tel(le), doit bénéficier du droit d'asile en France.

Un soutien attentif à la présence de représentants d'associations homosexuelles à un niveau de consultation internationale doit faire l'objet de toutes les démarches nécessaires. Un droit de regard de ce groupe serait alors exercé dans les nombreux cas de violations des droits de l'homme dans le monde, générées par les discriminations homophobes.

L'Etat français s'attachera à dénoncer toute violation des droits de l'homme d'origine homophobe et prendra en considération ces faits au même titre que ceux relevant d'autres origines de discrimination telles que des activités politiques, syndicales ou autres. Avoir une pensée politique, une activité politique et aimer qui l'on veut participent du même concept de liberté. (Voir le rapport d'Amnesty International concernant les homosexuels et lesbiennes emprisonnés et torturés dans le monde).

Le Parti socialiste français entend promouvoir les relations internationales entre les homosexuels et les lesbiennes socialistes français et étrangers afin que, les échanges favorisent l'instauration d'une plus grande liberté dans les pays lointains, mais aussi en France, qui peut apprendre des expériences des autres.

Une attention particulière sera apportée à l'élaboration de relations étroites entre les homosexuels et les lesbiennes socialistes français et européens afin que dans la perspective d'une Europe plus sociale et solidaire, des dispositions légales ou administratives similaires soient adoptées par les différents pays de l'Union européenne afin de permettre la libre circulation des personnes sans perte pour autant des droits auxquels elles ont accès sur certains territoires.

En cela, le Parti socialiste prêter attention à ce que la résolution votée au Parlement européen appelée "Résolution sur l'égalité des droits des homosexuels et des lesbiennes dans la Communauté européenne" trouvent des applications concrètes en France dans le cadre de notre système républicain.

**Notre contribution explore plus particulièrement les problèmes quotidiens vécus par les personnes homosexuelles et tentent d'y apporter des solutions précises. Nous sommes toutefois convaincus que notre apport au débat sera utile à tous et à toutes car la réflexion autour de l'homosexualité offre un angle aigu d'observation des mécanismes de la société et de ses discriminations.**

**"On juge du degré d'évolution d'une société au sort qu'elle réserve à ses minorités"**  
Marguerite Yourcenar

(1) Résolution du Parlement européen sur "l'égalité des droits des homosexuels et des lesbiennes dans la Communauté européenne"

SIGNATAIRES

Claire DUFOR (membre du conseil national, responsable nationale aux problèmes de société) ;  
Benoît HAMON (membre du conseil national) ;  
Stéphane MARTINET, Albert ROSS, Philippe DUCLOUX, Michel OTTAWAY, Giloux GOLHEN.

# Pour une redéfinition de la politique africaine de la France

L'élection de François Mitterrand en 1981 a soulevé un immense espoir de changement dans un continent africain écrasé par trois décennies de plomb (Etats à parti unique et dictatures militaires). Dès 1982, les efforts de novation politique ou économique attachés à la période où Jean-Pierre Cot était ministre de la Coopération et du Développement ont été étouffés. Les tendances lourdes et conservatrices de la politique africaine l'ont emporté. Il fallait faire avec les chefs d'Etat en place, même les dictateurs les plus sanguinaires, qui ont parfois bénéficié de notre interventionnisme militaire (Eyadéma au Togo, Habré au Tchad, etc.).

## L'IMPORTANCE DE LA DIMENSION POLITIQUE

Une redéfinition de notre politique est d'autant plus nécessaire que l'Afrique bouge. Les socialistes ne peuvent se limiter à constater les difficultés souvent cauchemardesques, à l'image de la tragédie rwandaise, que vit ce continent. Ils le peuvent d'autant moins que le rôle de la France et de l'Europe a pesé sur le destin des Etats de l'Afrique et qu'aujourd'hui, à travers les guerres civiles et leurs lots de famines et de réfugiés, se joue l'avenir démocratique d'un continent.

Le discours du président François Mitterrand à La Baule (juin 1990) prenait la mesure de ce processus historique et promettait plus de soutien à ceux qui iraient vers plus de démocratie. Les rencontres franco-africaines qui ont suivi ont marqué plus de réserves par rapport à cette perspective et ont été sans doute interprétées comme l'expression d'une prudence encourageante par les chefs d'Etat d'Afrique les plus rebelles à toute ouverture.

**S'il est vrai que la démocratie n'apporte pas la solution à la profonde crise économique et financière du continent, son émergence apparaît, au regard du passé, comme un préalable à la mise en place d'une politique rationnelle et comme la condition d'un contrôle minimum de l'application des choix établis.**

Depuis la fin des années quatre-vingt, le continent africain ayant cessé d'être un des enjeux du conflit Est/Ouest, vit de profonds et douloureux bouleversements politiques, animés par la revendication de la démocratie, par le respect des droits de l'homme et l'établissement d'Etats de droit.

L'implosion de l'empire soviétique a facilité le dénouement de crises aiguës, reflet d'un ordre politique ancien des plus rétrogrades (séquelles du colonialisme et apartheid en Namibie et en Afrique du Sud) et le reste du continent a été ébranlé par un élan démocratique dont l'ampleur rappelle celui des années cinquante qui a conduit aux indépendances.

La politique africaine a continué d'être gérée de façon discrète, voire secrète, en tout cas de façon peu démocratique aux yeux d'un Parlement qui a plus entériné que décidé dans ce domaine. En matière économique, les pressions excessives de lobbies, souvent contraires aux intérêts à terme de la France, ont tenu lieu de politique d'Etat. L'électorat socialiste a été profondément déçu par cette politique africaine de la France qu'il a perçue comme marquée par la continuité. Les citoyens engagés dans les organisations de solidarité internationale, et dont l'influence politique et sociale est significative, ont en général tiré un bilan sévère de notre action en Afrique.

**Cet élan marque la fin d'une époque : désormais l'Afrique n'est plus exclue du champ universel de la démocratie.**

La légitimation de la revendication démocratique est survenue à la fin d'une décennie de politique d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, dite "décennie de la régression sociale" dans le rapport de 1990 que cette même Banque mondiale consacre à l'Afrique. Ce sont le plus souvent les retombées des plans d'ajustement structurel qui ont alimenté un mécontentement social extrême aussitôt transformé en dénonciation politique. La jonction politique entre les salariés et fonctionnaires et les franges les plus déshéritées des villes, en particulier la jeunesse (45 % de la population africaine a moins de quinze ans) a précipité la crise de légitimité des pouvoirs en place, incapables de maintenir des systèmes politiques autoritaires face à des inégalités sociales qui avaient atteint le seuil de l'intolérable.

**La dimension politique ne doit pas être négligée au profit d'une analyse strictement macro-économique de l'Afrique qui alimente un climat "d'afro-pessimisme" et conduit certains à penser, en France et en Europe, qu'il est temps de se retirer de ce continent, ce qui serait une erreur politique majeure.**

**Cette dimension politique est une donnée essentielle pour définir notre action à venir, soucieuse à la fois des intérêts de l'Etat français et de la nécessaire relance d'une dynamique sociale et économique dans les Etats d'Afrique.**

## DES RESPONSABILITÉS PARTAGÉES DANS UN BILAN D'ÉCHEC DE PLUS DE TRENTE ANS DE COOPÉRATION

De la tradition gaullienne fondée sur un refus de l'hégémonie des deux blocs à l'infructueuse Conférence Nord/Sud initiée en décembre 1975 par Giscard d'Estaing, l'attitude de la France

face aux "pays du Sud", en particulier l'Afrique, a toujours été, au regard de celle des autres pays industrialisés, un élément singulier de sa politique extérieure. En 1981, l'arrivée au pouvoir de la gauche, au profil tiers-mondiste nettement plus accusé, a renforcé cette tradition qui concourt à l'image de puissance mondiale de la France, puissance moyenne certes, mais membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ayant renoncé à la stratégie d'un "new deal" planétaire notamment prôné par Willy Brandt et que François Mitterrand avait lui-même résumé par la formule "aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise", la France a défendu au sein du groupe des pays les plus riches, le G7, une politique de réduction de la dette. Toutefois, les mesures non négligeables qui ont été prises, en particulier pour les PMA (pays les moins avancés), n'ont pas véritablement entamé les effets dévastateurs de l'endettement paralysant tout dynamisme économique. Les appels répétés de la France à une meilleure rémunération des matières premières pour limiter "l'échange inégal" sont restés du domaine des vœux pieux. Si cet aspect demeure un des cruels fondements des rapports inégalitaires qui régissent la planète, une définition de règles commerciales nouvelles est plus susceptible d'entraîner des résultats concrets en matière de développement. En portant à 0,55 % du PIB ce que l'on nomme "aide publique au développement" (APD), hors DOM-TOM, la France a plus que doublé son effort, devançant largement en pourcentage les autres pays du G7, en particulier les Etats-Unis et le Royaume-Uni attachés à leur credo libéral "trade, but not aid" (du commerce mais pas d'aide). Annoncé en 1981, l'objectif initial de 0,7 % du PIB n'a toujours pas été atteint ; les Pays-Bas et les pays scandinaves, avec 1 %, restent les seuls à se conformer aux recommandations de l'ONU. Malgré cette singularité de l'action des socialistes au sein de la communauté internationale, malgré le courage ou l'abnégation de nombreux acteurs de la coopération, le bilan global de l'Etat français en matière de coopération ressort du constat d'échec. Un double échec politique et économique.

L'échec politique était patent en 1990 où le continent africain connaissait un grave déficit démocratique. Trente ans après les indépendances, à de rares exceptions près, régimes civils ou militaires à parti unique étaient la règle en Afrique. Malgré les avancées enregistrées ces cinq dernières années (les anciens partis uniques ont été écartés du pouvoir à l'issue d'élections pluralistes dans le quart des Etats d'Afrique subsaharienne) l'ordre ancien résiste farouchement au Zaïre, au Togo, ou à Djibouti par exemple, mais aussi au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Kenya ou en Guinée équatoriale.

La stagnation ou la récession économique étaient manifestes.

L'agriculture, marquée par le passé colonial, est restée trop tournée vers la satisfaction de besoins extérieurs (même si l'exportation de cultures industrielles rapporte des devises). L'incapacité de peser sur le niveau de rémunération des produits exportés a déjà été soulignée.

Il n'y a pas eu de développement d'un secteur industriel significatif, y compris dans les pays à revenus intermédiaires (Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Congo) où les infrastructures restent tout à fait insuffisantes.

Cet échec relève d'une double responsabilité, celle des acteurs africains et celle des acteurs extérieurs à l'Afrique, en particulier la France.

## LA RESPONSABILITÉ DES ACTEURS AFRICAINS

Les partis uniques (quelle que soit l'idéologie -libérale ou socialiste- dont ils se réclamaient) ou les armées qui ont structuré les jeunes Etats d'un continent balkanisé, au nom de l'union de toutes les forces pour réussir le développement, ont échoué en matière économique. L'absence de contre-pouvoir a facilité le pillage des fonds publics au profit des dignitaires des régimes qui n'ont pas en général réussi à dépasser les clivages ethniques. Ils les ont au contraire souvent entretenus pour mieux asseoir leur pouvoir, voire même ressuscités, lorsqu'ils s'étaient apaisés.

## LA RESPONSABILITÉ DES ACTEURS EXTÉRIEURS À L'AFRIQUE ET DES BAILLEURS DE FONDS

Les fonds publics extra-africains ont été engagés de façon peu rationnelle et le plus souvent sans aucune conditionnalité.

La réalisation "d'éléphants blancs" (ouvrages de prestige sans impact sur le développement du pays) a démontré qu'avant la crise financière du milieu des années quatre-vingt la corruption a été la chose du monde la mieux partagée : surfacturations des entreprises étrangères, qu'elles soient publiques ou privées, et marges bénéfici-

naires sans proportion avec la nature et l'intérêt des projets répondaient à l'octroi de pots-de-vin aux décideurs africains.

Des concours financiers croissants sous forme d'aides budgétaires ont été apportés par la France à des dictatures ou régimes forts, corrompus et incompetents, y compris après le discours de La Baule du Président Mitterrand. Ces dernières années, le Cameroun et la Côte d'Ivoire ont reçu chacun plusieurs milliards de francs français, sans retour en matière de redressement économique ou d'ouverture politique réelle.

## LA VICTOIRE DE LA CONTINUITÉ SUR LA NOVATION

Toute tentative de rénovation des rapports franco-africains a été combattue ou étouffée, à l'image de la mise à l'écart de Jean-Pierre Cot. Le rapport Hessel de 1990 recommandant une stratégie globale et cohérente de la France vis-à-vis de l'ensemble des pays en développement sans signifier pour autant un abandon de l'Afrique, a été mis sous le boisseau.

Sous notre gestion, la France dans ses relations avec les tiers-mondes a conservé la distinction entre "les pays du champ" (plus de trente pays d'Afrique et quelques îles des Antilles) et "les pays hors champ" (reste de l'Afrique et autres "pays en développement") qui traduit une conception passéiste, aux relents coloniaux, des relations de la France avec "les pays du Sud", et a longtemps couvert une coupable complaisance à l'égard de régimes antidémocratiques du continent africain.

Le rapport d'Alain Vivien (juin 1990) a souligné "le désordre de la coopération française". Manque de coordination dans la préparation des budgets et des programmes, immobilisme des structures, congestion et rivalités des administrations sont autant de points de faiblesse d'une coopération qui est restée profondément étatisée, la part des organisations de solidarité internationale non gouvernementales demeurant inférieure à 1 % dans le budget (6,5 % en Allemagne ; 10 % au Canada) malgré un discours vigoureux des socialistes en leur faveur, repris aujourd'hui par la droite.

Elaboré avec la commission Nord/Sud du secrétariat international, la proposition de loi du groupe socialiste sur la coopération internationale et l'aide au développement n'a été enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale que le 14 octobre 1992.

Enfin, les accords bilatéraux de coopération militaire et les accords de défense, conclus avant 1981, ont plus contribué à conforter des régimes autocratiques ou dictatoriaux (Togo, Zaïre, Rwanda, Tchad) qu'à résoudre les problèmes de sécurité des Etats africains. Les armées africaines formées ou instruites par la France se révèlent peu opérationnelles et ont été, en parti-

culier à travers les gardes présidentielles, des instruments de répression sociale et politique, le plus souvent hostiles à tout processus de démocratisation.

Cette dimension militaire reflète une vision inadaptée du continent africain, héritée de la période coloniale. Elle est marquée par une méfiance vis-à-vis de toute influence anglo-saxonne qui n'est plus de mise à l'heure de la construction d'une Europe politique.

## QUELQUES PISTES POUR NOTRE ACTION À VENIR EN AFRIQUE

Notre action à venir en Afrique demande que soient prises en compte deux nouvelles dimensions :

- la dimension européenne
- l'émergence d'une nouvelle génération de responsables politiques en Afrique.

La construction d'une Europe politique doit remettre en cause la conception traditionnelle d'un "pré carré" francophone. On ne peut développer une politique ambitieuse avec l'Afrique à l'écart du Nigeria et de l'Afrique australe.

Cette remise en cause relève d'une véritable "révolution culturelle" en particulier dans certains milieux civils et militaires encore marqués par le syndrome de Fachoda. Elle suppose une nouvelle approche des problèmes de sécurité sur le continent africain qui se posent du reste en termes différents depuis la fin du conflit Est/Ouest. Elle implique la révision des accords d'assistance militaire et des accords de défense, tenant compte des structures régionales mises en place en Afrique en matière de sécurité.

Les capacités du seul Etat français sont à l'évidence insuffisantes devant l'ampleur de la crise économique et financière en Afrique. La dévaluation de 50 % du franc CFA en janvier 1994, imposée à la majorité des chefs d'Etat de la zone franc, en est la meilleure preuve. Pour la France, cette dévaluation voulue par le FMI et la Banque mondiale et qu'elle a dû accepter, est bien le signe que la construction d'un monde solidaire ne peut se faire qu'avec plus d'Europe.

Au libéralisme excessif des institutions financières internationales, qui a beaucoup coûté à l'Afrique, l'Europe doit répondre par une politique de coopération commune, plus soucieuse de la dimension sociale et d'un développement économique conférant une part de souveraineté aux Etats africains.

Pour jouir de façon optimale de son influence politique en Afrique, la France doit situer son intervention dans le cadre européen. La politique de coopération propre à l'Union européenne doit être renforcée quantitativement et qualitativement. Au niveau des concours financiers

publics, la part de l'aide multilatérale doit sensiblement augmenter par rapport aux engagements bilatéraux qui en représentent aujourd'hui 75 %.

Cette stratégie européenne suppose la mise en place de nouveaux instruments d'action. Dans un premier temps, la proposition de loi du groupe socialiste est une réponse au désordre de notre coopération. Elle précise :

"La politique de coopération doit être conçue et gérée par le Gouvernement dans son entier sous l'autorité directe du Premier ministre assisté d'un ministre chargé d'assurer l'unicité de l'action politique française de coopération. Un haut conseil de développement aura pour mission de réfléchir à la stratégie nationale d'aide au développement et remettra son avis au Premier ministre.

Une Agence met en œuvre la politique de coopération. C'est l'instrument d'exécution du ministre chargé de la Coopération et du Développement. Le directoire de cette Agence doit comprendre les représentants de ce ministère et ceux des autres ministères concernés, les délégués de l'Assemblée nationale et du Sénat, les représentants des organisations de solidarité internationale et des collectivités territoriales".

Cette mise en ordre réalisée, il conviendra de mettre en cohérence les divers instruments existant en Europe en matière de coopération et de développement, afin de coordonner efficacement les politiques bilatérales et d'approfondir la concertation dans la définition des programmes d'aide.

La prise en compte de la dimension européenne conduit à une remise en cause institutionnelle, en particulier l'abandon de la distinction entre "les pays du champ" et "les pays hors champ".

L'action de coopération à l'échelle européenne doit privilégier en Afrique des projets régionaux intégrés, nécessaires pour freiner la marginalisation de ce continent dans l'économie et le commerce mondiaux.

Enfin, la construction de l'Union européenne pose en des termes nouveaux la question de la zone franc et l'avenir du concept de francophonie.

Comme le soulignent les travaux de la commission Nord/Sud du secrétariat international du Parti socialiste "avec les pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) de la Convention de Lomé, l'Union européenne doit dynamiser et renforcer

ses relations en retrouvant l'esprit initial d'engagement réciproque. Pour ceux d'entre eux qui appartiennent à la zone franc et pour ceux qui souhaiteraient les rejoindre, il est essentiel que l'Union européenne favorise en Afrique l'existence d'une zone de stabilité monétaire appuyée sur l'écu et associée à l'Union européenne selon des mécanismes à négocier".

La France mais aussi l'Union européenne doivent "renforcer et promouvoir les actions permettant aux citoyens européens de devenir des acteurs de la coopération en particulier par l'intermédiaire des organisations de solidarité internationale, des syndicats et des collectivités territoriales".

Ce dernier objectif s'impose d'autant plus aujourd'hui que les processus de démocratisation en cours en Afrique ont, malgré des difficultés, permis la naissance et le développement de mouvements associatifs réellement autonomes des autorités d'Etats et ont vu l'élection d'élus locaux sur des bases pluralistes, ce qui donne un caractère authentique à la coopération entre citoyens et élus de collectivités territoriales d'Etats d'Afrique ou d'Europe.

L'aide publique au développement (APD) ne peut modifier qu'à la marge la dynamique économique et sociale des pays d'Afrique. Mais elle peut contribuer à créer des conditions permettant l'investissement de capitaux privés locaux et extérieurs. Depuis 1985, l'investissement privé extérieur est négatif en Afrique.

La France consacre aujourd'hui environ 40 milliards à l'APD et les trois-quarts de l'aide bilatérale vont à l'Afrique.

Son utilisation à venir devra se fonder sur un critère de rationalité économique en accordant plus de place à l'aide multilatérale réservée à des projets régionaux intégrés et en privilégiant les investissements dans les secteurs stratégiques de l'économie (le contrôle de l'eau ; les sources d'énergie ; les infrastructures routières et ferrées).

Ces choix peuvent permettre un décollage industriel allant de pair avec une réorganisation des espaces agricoles (redéfinition de la part des cultures vivrières et des cultures industrielles ; politique agricole commune à l'échelle régionale en Afrique).

L'ensemble de ces pistes pourrait contribuer à bâtir une stratégie européenne autonome en

matière de coopération et de développement et alternative à la logique libérale et financière du FMI et de la Banque mondiale.

Sur de telles bases le renforcement de la coopération avec l'Afrique apparaît essentiel pour l'avancée et la défense de la démocratie (pluralisme, droits de l'homme) qui doit être un critère de choix de nos actions de coopération mais aussi une raison de les intensifier.

Ce dernier aspect implique une collaboration résolue avec une nouvelle génération politique qui s'est fortifiée ces dernières années en Afrique dans les batailles pour la démocratie.

Outre les dirigeants de l'ANC qui entourent Nelson Mandela, le symbole vivant de ces luttes en Afrique du Sud et en Afrique australe, elle est représentée par les nouveaux chefs d'Etat du Mali (Alpha Oumar Konaré), du Niger (Mahamane Ousmane) ou du Bénin (Nicéphore Soglo) ou des forces démocratiques d'opposition qui s'affirment comme des alternatives crédibles comme le Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire.

La droite libérale, aujourd'hui au gouvernement, se montre peu réceptive aux demandes de soutien de cette nouvelle génération qui exerce le pouvoir dans des conditions économiques et politiques difficiles (les menaces sur l'unité de l'Etat au Mali et au Niger vont de pair avec les exigences draconiennes du FMI).

Ces dernières années -on a pu le constater au dernier congrès du Bourget-, le Parti socialiste a su nouer des liens militants et fraternels avec nombre de partis représentant cette nouvelle génération politique alors que l'Etat français faisait encore une part trop belle à une Afrique du passé.

L'Internationale socialiste et l'action conjuguée du Parti socialiste et de la Fondation Jean Jaurès ont contribué à consolider leurs efforts et à faciliter leur coordination en Afrique.

**Il nous faudra, dans le cadre d'une Europe plus solidaire, poursuivre résolument dans ce sens sur la base d'un idéal démocratique commun capable de libérer un dynamisme économique et social trop longtemps étouffé en Afrique.**

## SIGNATAIRES

Membres du conseil national : Monique BEN GUIGA, sénatrice ; Jean-Yves LE DEAUT, député ; George PAU LANGEVIN ; Jacques Salvator ; Pierre VICTORIA ; Marie-Françoise WILKINSON.  
Secrétariat international : Gabriel ARNAUD ; Jean AUDIBERT, ambassadeur ; Brigitte BLOCH ; Pierre BOILLEY ; Jean-Bernard CURIAL ; Guy LABERTIT, délégué national à l'Afrique ; Cuy DE LUSIGNAN ; Renée FREGOSI ; Gérard PRUNIER ; Jean-Louis TRIAUD ; Michel VERNIERES ; Claude WAUTHIER.  
Mouvement de la Jeunesse socialiste : Benoît HAMON, président du MJS ; Régis JUANICO.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

---

# P

# ROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

---

**PROPOSITIONS  
DÉPOSÉES PAR UN  
OU DES MEMBRES  
DU BUREAU NATIONAL,  
DU CONSEIL NATIONAL,  
DES ORGANISMES CENTRAUX  
OU FÉDÉRAUX**

---

# Pour rompre concrètement avec la logique des courants

## LA COOPTATION DE NOS DIRIGEANTS NE DOIT PLUS ÊTRE NOTRE RÈGLE

Il ne suffit pas de proclamer la mort des courants pour mettre un terme à la dérive qu'a connue notre parti dans son fonctionnement depuis 10 ans.

Il faut aussi adopter des modes de fonctionnement nouveaux qui permettent une représentation effective de l'ensemble des adhérents à tous les niveaux de décision et qui mettent fin à la cooptation par les courants qui est devenue notre règle de fonctionnement de congrès en congrès.

Les Etats généraux l'avaient demandé. Le congrès du Bourget ne l'a pas fait.

Il est aujourd'hui vital de permettre à tous nos adhérents de se réapproprier leur parti, de ne pas le voir confisquer par quelques centaines de responsables qui sont amenés à se prononcer au nom du courant qui les a choisis et non des militants par qui ils devraient être mandatés en permanence.

La coupure est aujourd'hui profonde entre le parti réel et nos instances de direction dans lesquelles la grande majorité des adhérents ne se reconnaissent plus.

## LES ADHÉRENTS DOIVENT DÉSIGNER LEURS REPRÉSENTANTS À TOUS LES NIVEAUX

C'est dans ce cadre que nous proposons une réforme profonde de nos statuts qui, sans renier une part de représentation proportionnelle sur la base des textes d'orientation, érige en principe fondamental la représentation directe des fédérations dans les instances nationales et dans des sections dans les instances fédérales.

- Nous pensons qu'ainsi, les débats de nos instances se fonderont sur la réalité de l'expression du parti et ne seront pas bouclés la veille de nos rendez-vous dans les décisions arrêtées au sein des réunions ou des cénacles de courants.
- Nous pensons ainsi que le sentiment exprimé ou entendu dans nos sections ou nos fédérations sera rapporté et entendu au sein du conseil national.
- Nous pensons enfin que l'élaboration de la ligne politique du parti obéira moins à des positions tactiques ou personnelles qu'à la réa-

## MODALITÉS DE CALCUL DE LA REPRÉSENTATION DES FÉDÉRATIONS AU CONSEIL NATIONAL

EFFECTIF DES FÉDÉRATIONS	NOMBRE DE FÉDÉRATIONS	REPRÉSENTANTS AU CONSEIL NATIONAL	TOTAL
1 à 999	74	1	74
1.000 à 1.499	8	2	16
1.500 à 1.999	9	3	27
2.000 à 2.499	3	4	12
2.500 à 2.999	2	5	10
3.000 à 4.999	3	6	18
5.000 à 7.999	1	7	7
8.000 à 11.999	1	8	8
12.000 à 14.999	1	9	9
<b>TOTAL :</b>			<b>181</b>

lité de ce que perçoivent ceux qui, au sein du parti, vivent de plus en plus mal la coupure entre la nature des débats de nos instances et la réalité de l'imprégnation sociale de notre action.

Les propositions de modifications statutaires que nous avançons visent à donner une représentation directe à nos fédérations au sein du conseil national pour les 2/3 de sa composition. Le 1/3 restant étant destiné à la représentation des motions du congrès.

Ainsi, le conseil national deviendrait le véritable parlement du parti, représentant l'ensemble des adhérents, et serait composé :

- de 204 membres élus par les fédérations,
- de 102 membres désignés par le congrès national sur la base des motions d'orientation.

Les conseils fédéraux seraient composés :

- de 2/3 de membres élus par les sections,
- de 1/3 de membres élus par le congrès fédéral sur la base des motions d'orientation.

Les commissions exécutives de section seraient composées :

- de 2/3 de membres élus au scrutin majoritaire direct par les adhérents.
- de 1/3 de membres élus par les assemblées générales sur la base des motions d'orientation.
- Les fédérations étant directement représentées au conseil national par 204 représentants, il convient d'affecter un deuxième représentant aux 23 fédérations dont l'effectif est inférieur à 1.000 adhérents, par ordre décroissant.
- Pour 1993, cela conduit toutes les fédérations ayant plus de 600 adhérents à obtenir un deuxième délégué au conseil national.

## CONSEIL NATIONAL

### AUJOURD'HUI

#### 204 représentants des courants

Elus à la proportionnelle mais en fait sur des listes préparées par les responsables des courants et souvent déconnectés de la réalité des fédérations.

#### 102 premiers secrétaires fédéraux

Elus dans les congrès fédéraux au scrutin secret.

### DEMAIN

#### 204 représentants des fédérations élus par les congrès fédéraux au scrutin secret

Chaque fédération désignera ses représentants au conseil national qui deviendra ainsi le véritable parlement du parti où les élus s'exprimeront au nom des adhérents de leur fédération et non de leurs courants.

#### 102 représentants des motions Elus à la proportionnelle.

## REPRÉSENTATION DES FÉDÉRATIONS AU CONSEIL NATIONAL

N° DPT	FÉDÉRATIONS	CARTES 1993	NBRE DE REPRÉSENTANTS AU CONSEIL NATIONAL	N° DPT	FÉDÉRATIONS	CARTES 1993	NBRE DE REPRÉSENTANTS AU CONSEIL NATIONAL
01	Ain	250	1	52	Haute-Marne	210	1
02	Aisne	659	2	53	Mayenne	173	1
03	Allier	500	1	54	Meurthe-et-Moselle	750	2
04	Alpes-de-Hte-Garonne	250	1	55	Meuse	150	1
05	Hautes-Alpes	160	1	56	Morbihan	500	1
06	Alpes-Maritimes	676	2	57	Moselle	980	2
07	Ardèche	400	1	58	Nièvre	760	2
08	Ardennes	376	1	59	Nord	8.500	8
09	Ariège	1.300	2	60	Oise	926	2
10	Aube	159	1	61	Orne	236	1
11	Aude	2.600	5	62	Pas-de-Calais	14.040	9
12	Aveyron	376	1	63	Puy-de-Dôme	1.435	2
13	Bouches-du-Rhône	7.884	7	64	Pyrénées-Atlantiques	1.664	3
14	Calvados	400	1	65	Hautes-Pyrénées	1.000	2
15	Cantal	200	1	66	Pyrénées-Orientales	600	2
16	Charente	350	1	67	Bas-Rhin	861	2
17	Charente-Maritime	510	1	68	Haut-Rhin	300	1
18	Cher	193	1	69	Rhône	1.953	3
19	Corrèze	470	1	70	Haute-Saône	266	1
201	Corse-du-Sud	180	1	71	Saône-et-Loire	900	2
202	Haute Corse	401	1	72	Sarthe	550	1
21	Côte-d'Or	665	2	73	Savoie	255	1
22	Côtes-d'Armor	736	2	74	Haute-Savoie	199	1
23	Creuse	550	1	75	Paris	2.413	4
24	Dordogne	1.375	2	76	Seine-Maritime	2.500	5
25	Doubs	465	1	77	Seine-et-Marne	980	2
26	Drôme	843	2	78	Yvelines	1.200	2
27	Eure	400	1	79	Deux-Sèvres	455	1
28	Eure-et-Loir	285	1	80	Somme	678	2
29	Finistère	1.550	3	81	Tarn	939	2
30	Gard	1.725	3	82	Tarn-et-Garonne	350	1
31	Haute-Garonne	4.150	6	83	Var	1.050	2
32	Gers	600	2	84	Vaucluse	500	1
33	Gironde	3.198	2	85	Vendée	428	1
34	Hérault	3.700	6	86	Vienne	400	1
35	Ille-et-Vilaine	775	2	87	Haute-Vienne	2.150	4
36	Indre	501	1	88	Vosges	650	2
37	Indre-et-Loire	613	2	89	Yonne	260	1
38	Isère	1.769	3	90	Territoire-de-Belfort	235	1
39	Jura	210	1	91	Essonne	1.439	2
40	Landes	1.600	3	92	Hauts-de-Seine	1.613	3
41	Loir-et-Cher	380	1	93	Seine-Saint-Denis	1.790	3
42	Loire	490	1	94	Val-de-Marne	2.413	4
43	Haute-Loire	200	1	95	Val-d'Oise	1.005	2
44	Loire-Atlantique	1.800	3	971	Guadeloupe	670	2
45	Loiret	520	1	972	Martinique	305	1
46	Lot	420	1	973	Cuyenne	70	1
47	Lot-et-Garonne	640	2	974	Réunion	600	2
48	Lozère	178	1	975	Français de l'étranger	710	2
49	Maine-et-Loire	320	1	978	Mayotte	66	1
50	Manche	410	1				
51	Marne	310	1				
				<b>TOTAL</b>		<b>112.749</b>	<b>204</b>

## MODIFICATIONS STATUTAIRES

Les propositions de modifications statutaires qui suivent sont à appliquer dès le présent congrès.

#### ■ Art. 1.5.1.

**Ancienne rédaction :** La règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne s'applique à l'élection des organismes du parti à tous les échelons. Seules les motions de politique générale, projets politiques globaux propo-

sés au parti et par là même au pays tout entier, ouvrent le droit à la représentation. Les amendements, contributions et autres textes particuliers ne sont pas pris en compte dans la mise en œuvre de la représentation proportionnelle.

#### **Modification :**

#### **Nouvelle rédaction de l'art. 1.5.1**

Toutes les instances de direction du parti sont composées, pour les 2/3, de leur nombre de mili-

tants élus à bulletin secret, pour le 1/3 restant, à la proportionnelle à la plus forte moyenne. Seules les motions de politique générale, projets politiques globaux proposés au parti, et par là même au pays tout entier, ouvrent droit à la représentation pour ce tiers. Les amendements, contributions et autres textes particuliers ne sont pas pris en compte dans la mise en œuvre de la représentation proportionnelle.

**Art. 1.5.2**

**Ancienne rédaction :** Au niveau national (conseil national, commission nationale des conflits, commission nationale de contrôle), elle s'applique en fonction des résultats obtenus par les motions issues de la commission des résolutions.

Une liste de candidats est annexée à chacune des motions soumises au vote indicatif.

La composition des listes annexées aux motions de synthèse est établie proportionnellement aux résultats du vote indicatif.

Chaque courant désigne ses représentants.

**Modification :**

**Ajouter au début de l'article 1.5.2 :** "pour la part proportionnelle"

**Art. 1.5.3**

**Ancienne rédaction :** Au niveau local et fédéral, la représentation proportionnelle s'applique en fonction du vote indicatif sur les motions politiques soumises au congrès national ordinaire du parti. Les listes de candidats sont annexées aux motions politiques préalablement au vote indicatif.

**Modification :**

**Ajouter au début de l'article 1.5.3 :** "pour la part proportionnelle".

**Art. 1.5.4**

**Ancienne rédaction :** La représentation dans les organes nationaux, régionaux, départementaux et locaux du parti n'est ouverte qu'aux motions ayant obtenu nationalement au moins 5 % des suffrages exprimés lors du vote des militants.

Toutefois, dans les organes dirigeants des sections, fédérations et unions régionales, cette représentation est ouverte aux motions ayant dépassé 10 % des suffrages exprimés dans l'instance concernée.

**Modification :**

**Ajouter au début de l'article 1.5.4 :** "pour la part proportionnelle".

**Art. 1.7.**

**Ancienne rédaction :** Les délégations des différents organes du parti aux congrès ou conventions sont composées à la représentation proportionnelle.

**Modification :**

**Nouvelle rédaction de l'article 1.7. :** Les délégations des différents organes du parti aux congrès et conventions sont élues par les assemblées de militants pour les sections, par les délégués aux conventions ou aux congrès fédéraux pour les fédérations.

Les votes ont lieu au scrutin secret.

**Art. 4.5.**

**Ancienne rédaction :** Chaque fédération réunit son congrès préalablement au congrès national du parti, selon les modalités fixées par le règlement intérieur du parti. Le congrès fédéral procède obligatoirement au récolement des votes exprimés sur les motions nationales d'orientation dans les sections de la fédération, à l'élection des membres du conseil fédéral, à l'élection des délégués de la fédération à la convention régionale et au congrès national, ainsi qu'à la discussion des projets de programme d'action fédérale qui ont pu être liés aux diverses motions. Une seconde session du congrès fédéral, dans la semaine suivant le congrès national, procède à l'adoption du programme d'action fédérale et à l'élection parmi les membres du conseil fédéral, du premier secrétaire de la fédération. L'élection se déroule selon les dispositions de l'article 7.15. En cas de vacance du siège du Premier secrétaire, le remplacement est assuré par le conseil fédéral dans les conditions décrites à l'alinéa précédent.

**Modification :**

**Ajouter à la fin de l'article 4.5 :** "Le second congrès fédéral procède à l'élection à bulletin secret des représentants de la fédération au conseil national".

**Art. 4.6.**

**Ancienne rédaction :** Le conseil fédéral assure la direction de la fédération entre deux congrès fédéraux. Son effectif est fixé par les statuts fédéraux. Il est élu dans les conditions déterminées aux articles 1.5.1. et suivants.

Le conseil fédéral désigne en son sein à la représentation proportionnelle, un bureau fédéral dont l'effectif est fixé par les statuts fédéraux.

Le conseil désigne, sur proposition du Premier secrétaire fédéral, les membres du secrétariat fédéral.

**Modifications :**

**Supprimer au 3e alinéa de l'art. 4.6. :** "à la proportionnelle".

**Art 7.4.**

**Ancienne rédaction :** Le conseil national est composé :

- de 204 membres élus par le congrès national
- des Premiers secrétaires fédéraux.

**Modification :**

**Nouvelle rédaction de l'art. 7.4. :** Le conseil national est composé :

- de 204 membres élus par le congrès fédéraux au scrutin secret.
- de 102 membres élus par le congrès à la proportionnelle des motions.

**Art. 7.5.**

**Ancienne rédaction :** Les délégués au congrès national, groupés en fonction des motions qu'ils ont signées, adoptent la liste de leurs candidats au conseil national au moins à concurrence du nombre de sièges qui revient à leur motion, majoré de 50 %, ayant vocation à remplacer les membres du conseil national élus au titre de leur motion et dont le siège devient définitivement vacant.

Les listes d'élus ne peuvent pas comprendre plus de 2/3 d'adhérents du même sexe.

Il est retiré des sièges à la motion qui a dépassé cette proportion, autant que nécessaire pour en assurer le respect.

Les membres de la liste complémentaire assistent aux travaux du conseil national. Ils peuvent remplacer un membre du conseil national, au cours d'une réunion, sur mandat de celui-ci. Un seul pouvoir est autorisé.

**Modifications :**

**Ajouter au début de l'art 7.5. :**

"Pour la part proportionnelle"

**Supprimer le 3e alinéa, de "Les membres"...** jusque "autorisé".

**Art. 7.6.**

**Ancienne rédaction :** Les Premiers secrétaires fédéraux sont membres du conseil national. Ils sont compris dans le nombre de sièges auquel a droit la motion qu'ils ont signée.

Les autres sièges attribués à cette motion le sont dans l'ordre de la liste établie conformément aux dispositions de l'article 7.5.

Le conseil national est définitivement constitué après l'élection des Premiers secrétaires fédéraux.

Les membres non élus de la liste ont vocation à remplacer les membres du conseil national élus au titre de leur motion et dont le siège devient définitivement vacant.

Si un Premier secrétaire fédéral est issu d'une motion non représentée au conseil national, il demeure membre de ce dernier à titre surnuméraire.

En cas de remplacement, en cours de mandat, d'un Premier secrétaire par un militant ayant signé une autre motion lors du congrès précédent, les ajustements sont opérés dans le respect des dispositions des premier et troisième alinéas.

**Modification :**

**Nouvelle rédaction de l'article 7.6. :** Le conseil national est définitivement constitué après l'élection des 204 représentants des fédérations.

## SIGNATAIRES

Bernard ROMAN, Premier fédéral du Nord ; Jacques FLEURY, Premier fédéral de la Somme ; François CUILANDRE, Premier fédéral du Finistère ; Manuel VALLS, Premier fédéral du Val-d'Oise ; Daniel RISSER, Premier fédéral du Haut-Rhin ; Patrick DELPECH, Premier fédéral de la Sarthe ; Gilles GAILLARD, Premier fédéral du Loiret ; Bernard DUPIN, Premier fédéral de la Haute-Vienne ; Jean-Marie LE GUEN, Premier fédéral de Paris ; Bruno LEROUX, Premier fédéral de la Seine-Saint-Denis ; Yves-Michel DAHOU, Premier fédéral du Doubs ; René ROUQUET, Premier fédéral du Val-de-Marne ; Gérard LINDEPERG, Premier fédéral de la Haute-Loire ; Jean-François MERLE, Premier fédéral des Hauts-de-Seine ; Alain FABRE-PUJOL, Premier fédéral du Gard.

# Rendre la parole aux militants

Le problème qui se pose aujourd'hui au Parti socialiste est avant tout un problème politique.

Néanmoins, il n'est pas inutile de lancer la discussion sur le fonctionnement du PS.

Les propositions de modifications statutaires que nous avançons ont pour but d'améliorer le fonctionnement du parti en garantissant le rôle des militants dans la désignation des représentants aux organismes de direction.

**La cooptation par les courants ne doit plus être la règle pour la majorité des membres du conseil national.**

Il ne s'agit pas de faire disparaître la représentation proportionnelle assurée sur la base des motions d'orientation déposées au congrès mais de limiter les excès de ce système.

Tout le monde en convient, pour rendre notre parti plus vivant et plus dynamique, il faut donner une plus grande place aux militants et à leur expression.

**Le principe de cette modification statutaire permet aux militants de désigner au suffrage universel direct, près de deux tiers des membres du conseil national.**

En même temps, nous proposons de permettre aux représentants d'organisations syndicales, des mutuelles, du monde associatif, d'être invités permanents dans notre organisme de direction.

Il s'agit, chacun le comprendra, de faire entendre au sein de notre parti la voix de celles et ceux qui participent avec d'autres au mouvement

social et à la lutte contre toutes les inégalités. Un tel apport, sans céder à quelque phénomène de mode, permettra d'élargir notre horizon vers des militants qui combattent, tous les jours, pour des objectifs communs aux nôtres.

Concrètement, le conseil national est composé de trois collèges avec voix délibérative et d'un collège associé d'invités permanents.

- **Un collège des premiers secrétaires fédéraux.** Les premiers secrétaires fédéraux devront être élus au suffrage universel des militants dans la semaine qui suit le congrès national. Désignés directement, ils verront leur légitimité renforcée. Ce collège, **de 102 membres**, permettra à chaque fédération d'être représentée à la direction du parti.

- **Un collège supplémentaire d'élus des militants**, eux aussi dans le cadre des fédérations, dans la semaine qui suit le congrès national. Ce collège comprendrait également 102 membres qui seraient élus en fonction du nombre d'adhérents dans les fédérations.

Pour ce collège, la représentation féminine devra être assurée. Pour les fédérations élisant au moins 3 camarades supplémentaires, la règle des 30% s'impose.

- **Un collège de 102 camarades élus par le congrès national** en fonction des résultats obtenus par les motions nationales. Auquel serait ajoutée une liste complémentaire restreinte qui ne comporterait plus que 50% du nombre des titulaires.

Pour ce collège, il devra être assuré une représentation minimale d'un tiers de femmes.

- Le conseil national est également composé d'un **collège d'invités permanents**. S'ajoutant aux invités déjà existants (parlementaires, commissions...), **un collège "sociétal" de 30 membres** représentera les organisations syndicales, mutuelles et associations.

Ils seront désignés par le conseil national réuni une fois les trois premiers collèges constitués, sur proposition du bureau national saisi par le Premier secrétaire.

*Ces quelques propositions de modification statutaires ne sont qu'une ébauche au stade des contributions. Il appartiendra à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, notamment les responsables fédéraux, de les prendre en compte dans le débat qui s'ouvre à l'occasion de notre congrès.*

## SIGNATAIRES

Bertrand AUBAN, Premier secrétaire fédéral de la Haute-Garonne ; Jean-Pierre BEL, Premier secrétaire fédéral de l'Ariège, membre du bureau national ; Didier GUILLAUME, Premier secrétaire fédéral de la Drôme.

## Un conseil national qui travaille

*"Entre deux congrès la direction du parti est assurée par son conseil national. Entre deux sessions de ce dernier, elle est assurée par le bureau du parti." (voir les statuts, art. 7.1 et suivants)*

Or la plupart du temps, le conseil national sert de chambre d'enregistrement ou d'auditoire au bureau national (dont les débats pourraient faire

l'objet de comptes-rendus hebdomadaires). Ce rôle n'est pas toujours sans intérêt mais très limité.

**Plus de trois cents camarades** sont membres du conseil national. Ne peuvent-ils, à ce titre, **servir le parti pour la politique, en travaillant :**

- dans les commissions permanentes du conseil national (je ne me rappelle pas qu'elles aient fonctionné depuis le dernier congrès) ;

- dans des groupes de travail sur des sujets précis les plus divers (du développement de l'extrême-droite en Europe à l'évaluation du fonctionnement des services publics en passant par le logement social, etc). La création de ces groupes serait décidée par le conseil national, et leur travail organisé hors session.

Pour être efficace l'outil que constitue le parti a besoin d'un conseil national qui travaille.

## SIGNATAIRE

Birgitta HESSEL, Première secrétaire de la fédération d'Eure-et-Loir

## I - CONTRIBUTIONS GÉNÉRALES

### 1. Contributions générales déposées par un ou des membres du bureau national

- 4 Etre socialiste
- 12 Propositions
- 17 Quelques propositions pour un congrès (peut-être) utile
- 20 Un congrès pour quoi faire ?
- 22 Etat d'urgence
- 25 Sortir de notre crise d'identité
- 27 Un projet de gauche pour la France
- 34 Retrouver notre âme
- 35 Unité dans la clarté
- 39 Les voies de la gauche
- 41 Pour un nouveau départ

### 2. Contributions générales déposées par un ou des membres du conseil national, des organismes centraux ou fédéraux

- 46 Reconstruire, appel au rassemblement des socialistes pour le renouveau de la gauche
- 50 Changer le parti pour changer la vie
- 56 Pour la démocratie
- 58 L'avenir dure longtemps
- 60 Rebondir est à notre portée
- 66 Le congrès des Etats généraux pour le parti de la transformation sociale
- 69 Pour une modernisation de la gauche ou comment changer le Parti socialiste pour réformer la société ?
- 71 Pour une nouvelle politique de sécurité
- 72 Retrouver la confiance des Français
- 74 La pratique de nos valeurs fonde notre avenir
- 75 Renouveler nos idées pour faire vivre nos valeurs
- 76 Urgences pour l'avenir
- 80 Rien ne va plus, refais ton parti !
- 84 A quoi peut prétendre la jeunesse en 1995 ?
- 89 Si la politique n'est pas le lieu où se créent les valeurs, c'est assurément celui où elles se vérifient
- 90 Promotion des vertus du collectif
- 91 Reconstruire
- 93 La double activité : une espérance pour l'emploi
- 95 L'action politique pour quoi faire ?
- 97 Les chantiers de la liberté
- 100 Le sursaut... ou le déclin ?
- 102 Ouvrir de nouveaux horizons de croissance
- 104 Pour une alternative de gauche
- 112 Chômage et exclusion : une nouvelle politique
- 113 Espérer et rassembler en France et dans le Gard
- 116 Pour un parti solidaire et des idées socialistes
- 119 Contribution (Haute-Savoie)
- 120 Non à l'hibernation sociale
- 121 Tout doit changer
- 122 L'avenir est socialiste
- 126 Les chantiers de la liberté

## II - CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES

### Contributions thématiques déposées par un ou des membres du bureau national, du conseil national, des organismes centraux ou fédéraux

- 130 La lutte contre l'exclusion majeure : le chômage
- 132 Les socialistes dans le monde du travail
- 135 Pour une véritable politique rurale
- 137 Les socialistes et l'environnement
- 139 Pour une reconquête urbaine
- 143 L'aménagement du territoire
- 145 Contre la jachère et l'exclusion, un nouveau mode de développement local
- 147 L'urbanisation inégalitaire :  
Quelle politique pour les pauvres dans les villes ?
- 148 Propositions pour l'aménagement du territoire
- 149 La démocratie, la démocratie locale au cœur du projet politique des socialistes
- 151 Au cœur d'un projet de gauche, aujourd'hui, la lutte contre l'exclusion
- 153 Exclusions-inégalités-précarité : même combat
- 156 Trois axes pour une politique scolaire alternative
- 158 Sortir les femmes de l'exclusion politique par la parité
- 159 Sport
- 159 La culture et l'audiovisuel
- 160 Informatique, télématique, nouveaux médias, un problème pour la démocratie
- 162 Délinquance et toxicomanie
- 163 Le contrat d'union civile pour de nouvelles formes de ressources sociales et affectives
- 164 Vers une égalité des droits pour les homosexuels et les lesbiennes
- 167 Pour une redéfinition de la politique africaine de la France

## III - PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

### propositions déposées par un ou des membres du bureau national, du conseil national, des organismes centraux ou fédéraux

- 172 Pour rompre concrètement avec la logique des courants
- 175 Rendre la parole aux militants
- 175 Un conseil national qui travaille

### 176 Liste des contributions non publiées

**Liste des contributions non publiées dans ce numéro spécial de "Vendredi".** Un exemplaire de chacun de ces textes sera envoyé dans les fédérations.

■ L'aménagement du territoire, notre avenir, notre combat. Section du canton de Ginestas (11) ■ Partager : on peut si on veut. section du Peray-en-Yvelines (78) ■ Démocratie directe. section de la Bouilladisse (13) ■ Et si nous refusions tous de voter ? section de Veretz (37) ■ Contribution "Femmes" (81) ■ Contribution de la section de Réalmont (81) ■ Contribution de la section de Saint-Juery (81) ■ Contribution de la section de Louis Serres - Arthes (81) ■ Contribution de la section de Tarascon (13) ■ Contribution de la section de Mazamet (81) ■ Contribution de la section de Dourne (81) ■ Remplacer les nouvelles formes de citoyenneté au cœur du débat. 1er signataire : Jean-Louis GEZE (75) ■ "Pour la parité d'ici l'An 2000..." 1ère signataire : Odette CASANOVA - Toulon (83) ■ Renover nos pratiques pour renouveler nos idées. 1er signataire : Gabriel BOURDIN - Fresnes (91) ■ Election du secrétaire national et des secrétaires fédéraux. 1er signataire : Charles LAUZIER - St Rapahél (83) ■ L'éthique, fondement de notre combat pour une véritable transformation sociale. signataires : Jean-Paul PETIOT (31), Francine SEGUY (31) ■ Oui, à Gauche toute. signataire : Jean-François GODCHAU-Bougival (78) ■ Pour un Parti "section française du Parti des socialistes européens", signataire : Michel LENOBLE (71) ■ La France, la crise sociale et les relations internationales. signataire : Guy DE LUSIGNAN (FFE - USA) ■ Pour une base participative. signataire : Jacques GIFFARD - Oustréham (14) ■ Constat. signataire : Jeanny VOINCHET - Nogent (52) ■ Pour un renouveau socialiste. signataire : Jacky CHARPENTIER - Jarville (54) ■ Proposition de statuts. signataire : Rémi LE MOAL - Vannes (56) ■ Modification statutaire. signataire : Brigitte TOUT (FFE - Belgique) ■ Jetons Rennes à la rivière : pour un congrès d'unité. signataire : Richard YUNG (FFE - Allemagne) ■ Alors que nous sommes interpellés... signataire : Monique SARRADET - Carcassonne (11) ■ Pour la survie du Parti socialiste français. signataire : Michel DER ANDREASSIAN - 14e Montrouge (75) ■ Réduction du chômage. signataire : René CAPEL - Montauban (82) ■ Contribution de Jean-Claude MARCOUD - Montauban (82) ■ Contribution de Guy TERRAL - Montauban (82) ■ Contribution de Anne-Marie CARRERA - Montauban (82) ■ Contribution de Jean-Luc SUAREZ - Blaye-les-Mines (81) ■ Contribution de Pierre PEREZ - Réalmont (81) ■ Contribution de Arnaud MANDAMENT - Castres (81) ■ Contribution de Hubert LABRIET - Nancy (54)